

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

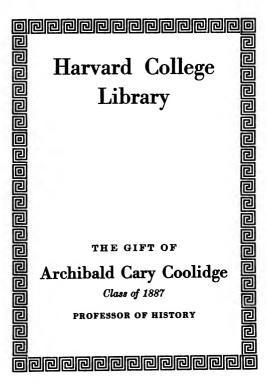
- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com

- 1325.626.10





THE GIFT OF

ARCHIBALD CARY COOLIDGE

ARCHIBALD (1)) 926

COURIER FRANÇAIS;

DU SAMEDI LET MAI 1790.

Assemblée nationale du 30

Don fair par le chapitre de Strasbourg. Décret sur le ville de Dieppe. Autre relatif à l'isle de Corfe. Autre fur les gardes nationales. Autre en savent des Juifs & des autres étrangers. Autre sur est affignats. Einhüssement des jurés. Liberté accord de aux galènens. Nouvelle adresse aux Français.

NE adrelle qui , dans la ffance d'hier foir , a ffre l'attention par la singularité, étoit celle de l'église de Strasbourg, dans laquelle cette ex-corporation offroit, en don patriotique, le quart, la moitié meme de font revenu, à la condition de lui conserver, & ser biens & ses priviléges. M. de Lameth, le cadet, demandoir que l'on rejerat cette offre faite d'un bien qui n'apparzient pasaux donateurs, & contraire d'ailleurs aux vues ultérieures de l'Assemblée nationale. M. Lavie, député d'Alface, s'est plaint de quelques placards, de divers écrits que le chapitre a fait répandre avec profusion dans La province, en réclamant, comme les princes étrangers, le droit de souverainere sur ses domaines; & lorsque: mous en lerons, disoit-il, à l'examen de cette question ... de vous prouversi clair comme deux & deux font quatre et qu'ils ne sont pas sondés, & vons serez Français maleres

Cette derniere expression n'a pas plu a tout le mondes. Un peloton d'une trentaine de noirs s'est régation age milieu de la salle, en rappelant M. Lavie à l'ordre; mais l'orateur a démontré que son apostrophe ne s'adressoit qu'au chapitre de Strasbourg, & qu'elle ne concernon aucun député; & cette interprétation a calmé les eprits. Puison est allé aux voix, à la pluralité desquelles l'offre patriotique a été resusée. Ce qu'il y a d'extraordinaire, les noirs eux-mêmes se sont levés pour le resus; & l'on eût été tenté de croire que cette offre-là, à l'occasion de laquelleon s'estécrié dans la salle times danses, n'étoit qu'un piège tendu à la bonne-soi de l'Assemblée sationale, & qui avoit pour objet de prositer de ce resus, pour démontrer au peuple la bonne volonté du clergé en faveur de la nation.

M. d'Augeard, préfident du parlement de Bordeaux, a ensuite été introduit à la barre, où on lui a lu le décret qui improuve la conduite de cette cour , sur son arrêt gendu à l'occasion des troubles de la province. Ce magistrat s'est retiré tout austitôt, après avoir salué, tant en entrant qu'en fortant, l'Assemblée notionale, en commençant par le cul-de-sac des noirs. Puis M. Vieillard a fait le rapport des troubles qui se sont élevés à Dieppe & aux environs; de la disette alarmante des grains qui commence à affliger cette partie de la Normandie ; de l'infurrection d'un grand nombre de journaliers & de gens délœuyrés, qui ont forcé à main armée les municipalités à taxer les grains à bas prix, d'en faire des recherches dans le domicile des laboureurs, & en avoient empêché la circulation intérieure. Dans cet état fâcheux, la ville de Dieppe demandoit des secours à l'Assemblée, laquelle a rendu le décret suivant, après avoir entendu sur cela M. Bourdon, & un autre député de Caux.

a L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité des rapports, déclare attentatoires à la liberté publique & à l'autorité de ses décrets, & comme telles annulle toutes délibérations qui, de quelque maniere que ce puisse être, ont été prises par plusieurs municipalités, pour obliger, les laboureurs à sournir des blés à un prix courants & pour interdire la libre circulation des graths dans le royaume

"Décrete que son président se retirera pardevers le Roi, pour supplier Sa Majesté de donner les ordres nécessaires;

n 1°. Pour qu'il soit promptement & efficacement pourvu à ce que la ville de Dieppe & les municipanités circonvoisines puissent se procurer les subsistances nécessaires.

» 2°. Pour que, sur la réquisition desdites municipan lités, il leur soit procuré les moyens suffisans pour n rétablir la tranquillité dans le pays, & prévenir de

» nouveaux desordres.

n 3º. Pour que, conformément aux décrets de l'Afn femblée nationale, concernant les subsissances, il soit
n enjoint aux municipalités & aux tribunaux, chacun
n pour ce qui le concerne, de veiller exactement à leur
n pleine & entière exécution, & qu'il soit procédé à la
n recherche & punition de ceux qui, au mépris de cen
mêmes décrets, s'opposeroient à la libre circulation des

» grains dans le royaume ». "M. Salicetti, député de Corle, a ensuite demandé que l'Affemblée autorisat M. le duc Biron, nommé commandant des troupes françailes dans cette ille, à se zendre à son commandement. L'honorable membre a observé que sa nomination a précédé le décret du 26 janvier, qui interdit aux membres tout emploi de la pare du gouvernement ; qu'antérieurement même à cette époque, l'Affemblée le lui a permis; & que le desir des Corses, & le-bien public dans cette isle, où lui seul pouvoit l'opérer, exigeoient que son départ ne sût pas plus long-temps suspendu. M. de la Chaise, co-député de M. de Biron, s'est seul opposé à ce vœu bien exprimé des Corles, sous prétente que la députation du Quercy allois être incomplette; mais on n'a eu aucun égard à cette réflexion; & l'Assemblée a déclaré que rien ne g'opposoit à ce que M. de Biron allât servir l'Etat en Corfe.

La séance de ce matin a été ouverte par M. de Biauzat, qui a lu une adresse de la municipalité de Clermont en Auvergne, laquelle instruisoit l'Assemblée de ce que la garde nationale de cette ville, s'est transportée, à ses frais pendant les troubles par-tout où ses secours paroissoient nécessaires. & qu'elle est parvenue à y établir la paix; que sa contribution patriotique monte actuellement à 243 mille liv.; & que les personnes riches de la ville se sont cottisées pour saire un fond de 36 mille. tisfaction à la municipalité de Clermont.

M. Target a observé ici que le comité de constitution n'ayant encore pu mettre la derniere main au travail de l'organisation des milices nationales de France, il croyoit devoir présenter à l'Assemblée le décret suivant, lequelz été adopté sans réclamation.

« L'Assemblée nationale, voulant prévenir les dissi-» cultés qui réfultent des réglemens & projets oppo-» ses qui lui sont adresses de toutes parts, relativement aux réglemens des gardes nationales actuellement * existantes, décrete que, jusqu'à la prochaine organi-» fation des gardes nationales, elles resteront sous le re-» gime qu'elles avoient, lorsque les muicipalités, dans » l'arrondissement desquelles elles ont été régulierement » constituées, & que les mo lifications qué les circonstances » pourroient rendre nécessaires, ne teront faites que » de concert entre les gardes nationales & les nouvelles municipalités ».

M. Target a encore proposé le décret suivant, qui a aussi été adopté sans difficulté, parce que les noirs ne se sont pas apperçus que, sous prétexte de francifer le plus d'étrangers quil est possible, ils admerraient par-là les Juiss dans nos affemblées primaires, citoyens nouveaux, qui, nous l'espérons, en vaudront bient

d'autres.

« L'Assemblée nationale, voulant prévenir les diffi-» cultés qui s'élevent de toutes parts, & principalenent dans les départemens des frontieres, & dans » les villes maritimes, au lujet des étrangers qui y sont » établis, décrete ce qui suit : tous ceux qui, nés hors » du royaume de parens étrangers, sont établis en France, » sont réputés Français, & seront admis comme tels, » après avoir prété le serment civique, à l'exercice des » droits de citoyen actif, après cinq ans de domicile p en France, s'ils out en outre, ou acquis des immenn ble, ou époulés une Françaile, ou formé un établife sement de commerce, ou reçu, dans quelques villes. n des lettres de bourgeoisse; & ce nonobstant tout wage

» ou réglement à ce contraire; lans qu'on puille neaun moins induire du présent decret, qu'aucune élection! » faite dût être recommencée ».

Une lettre du ministre de la marine, lus ici par M. leprésident, nous a appris qu'il y a 306 citoyens détenus: aux galeres pour fait de faux saunage, dont 162 à Brest, 318 à Rochesort, & 26 à Toulon. Le ministre, empressé de rendre la liberté à ces infortunés, conformément aux. décrets de l'Assemblée nationale craignoit cependant qu'en les lâchant tous à la fois, il n'en resultat quelques défordres dans les lieux où ils pourroient se répandre en passant. En conséquence, M. de la Luzerne demandoie à la diote auguste s'il ne seroit pas plus prudent de prendre des précautions en les relâchane L'Assemblée, pleine de confiance en ce ministre, a chargé son présedent de lui faire savoir qu'olle approuvera toutes les dispolitions de prudence qu'il croira devoir employer em cette occasion. Une autre lettre de M. d'Ogny afforois l'Affemblée qu'il alloit prendre toutes les metures propres à asser le service des postes à Etampes, où la directrice de ce département paroît avoir excité des plaintes, qui, portées à l'Assemblée nationale, avoient été désérées à M. d'Ogny.

M. Camus a enfuite renouvelé sa motion, faite il y a. deux jours, tendant à renvoyer au comité de conflitution. la formule du dernier ferment, pour y être rédigé. M. de Bourante, en confentant à ce qu'il y fût renvoyé pour yêtre réduit d' rien, a observé que l'Assemblée n'a pas la droit de réduire à un état purement passif les sonctions: d'une partie de ses membres; & que ce seroir les mettres dans l'impossibilité de tendre compte à leurs commettant des efforts qu'ils ont faits pour remplir leurs vœux; & que tel seroit cependant l'effet de ce serment qu'il paradyseroit la moirié des membres de l'Assemblée. C'est-là: que s'est bornée cette discussion, dont nous appréhendions tant hier les suites; & l'Assemblée a décrété « que » la formule du terment dont la prestation a été ordonnée par son décret du 27 de ce mois, sera remise au » comité de constitution, pour y être rédigée & rapn portée à l'Assemblé nationale; & qu'en attendant cette? » rédaction, l'effet dudit décret du 27 de ce mois demount

nera Lulpendi a.

Après avoir écarté tous ces préliminaires, M. Lapoule a ouvert la discussion sur l'etablissement des jurés. L'honorable membre, excellent citoyen, chéri & honoré, comme il le mérite, dans sa patrie, joint à toutes les qualités du cœur, d'affez grandes connoissances de nos loix; &, quoiqu'il se serve assez communément d'exemples triviaux, de raisonnemens ordinaires, il se sait néanmoins fort bien entendre. Aussi a-t-il démontré par des exemples pris dans les loix somaines, dans nos usages & dans nos maximes, que l'établissement des jurés, en matiere civile est impossible. M. Duport étoit d'un tout auere avis; & il soutenoit que, si l'on ne les admettout pas, il ne s'agissoit plus que de courber la tête; & de se déclarer indigne de la liberté. L'honorable membre s'étoit approprié tout ce que Blackstone a dit sur cet important sujet; & il avoit sormé sur ce système un cadre assez ingénieux; & il l'idolâtroit. C'est à la faveur de cet enfant gâté, qu'on lui a permis quelques expressions un peudéplacées qu'il s'est permises contre l'entêtement de quelques avocats, & particulierement de M. Tronchet.

M. Barere a proposé ensuite d'admettre les jurés en matiere criminelle, & de laisser aux législatures suivantes le soin de les établir, dans la procédure civile, si elles le jugeoient nécessaire; mais MM. Garat l'asné, & Fréque

Pean ont répondu qu'ils n'en vouloient d'aucune maniere, Ce n'etoit pas ainsi que pensoit M. le Chapellier, qui a demandé qu'on se bornat à proposer le principe ; savoir s'il y auroit ou non des jurés, dans nos tribunaux, tant en matiere civile qu'en matiere criminelle. Tel étoit l'avis de M. Desmeuniers, qui y a ajouté d'excellentes réslexions sur la nécessité d'organiser trés-promptement notre ordre judiciaire. Déja la discussion avoit été sermée, avant que M. Barere ne parlât; & M. le president a posé ainsi la question. Y aura - t - il des jurés en matiere criminelle, oui ou non? On est allé aux voix; & la presque totalité de l'Assemblée a voté pour l'assirmative; La question a été posée de la même maniere, pour les jurés au civil; mais d'abord on a écarté par la même question préalable l'amendement quant à présent; que l'on y proposoit; & ensuite la négative à été décrétée à une très-grande majorité. Ainli, dans notre nouvel ordre judiciaire, nous aurons' des jurés en matiere criminelle, & nous n'en aurons par su civil. Cette discussion à été terminée par le décret fuivant.

"L'assemblée nationale renvoie au comité de consti"tution, & au comité chargé de la nouvelle sorme de
"la procédure criminelle, pour que ces deux comités
"réunis présentent un projet de loi qui régle la pro"cédure par juré; ensin, que cette procédure ait lieu
"le plutôt possible; & en attendant, la procédure cri"minelle provisoire continuera à avoir lieu, consormé"ment au décret du 8 octobre & jours suivans".

Cette séance intéressante & très-paisible a été couronnée par la lecture d'une adresse, faite par M. de Montesquiou, au nom du comité des finances, sur l'usage des assignats, & dont l'impression, l'envoi dans les provinces, & la lecture au prône, ont été décrétés.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Arras, 27 avril. Jeudi dernier, à huit heures du soir le seu se manisesta à Avesne le-Comte, bourg à quatre lieues d'Arras, & rednisse en cendres 125 maisons. Déja, l'année derniere, 84 maisons de ce bourg avoient été brûlées. Deux jours après, le 25, vèrs dix heures du soir, un autre incendie a consumé trois maisons, une

grange & plusseurs autres bâtiments de baffe-coor + su village d'Ilzel-leze-Equerchia, près Dousy. La perte à été d'autant plus confidérable, que le feu a commencé par le toir d'une grange qui étoit semplie de bled.

Midecina,

Mr. Cazaubiel, ancien chirurgien des anniées, & ancien médecin du Roi demourant à Paris, rue Manarines, Nº. 28, traire, depuis quinze ans, avec le plus grand fuccès, les malades atraqués des écrouelles ou humeurs froides. Il devoit faire l'épreuve de sa méthode sur quinze à vings malades de l'hôpital général, sous les yeux de trois médecins célebres de la faculté, & trois chirurgiens de Paris, également célebres; mais les circonstances actuelles n'ayant pas permis à l'administration de faire les frais, il a cté obligé d'y renonces.

M. Cazaubiel prie ceux qui l'honorerone de leur confignce, de s'adresse à lui le plus tôt possible; car personne n'ignore que la belle saison favorise les succès des nemesdes, dans une maisdie sur-tour qui, lorsqu'elle est nogligée, s'accoost d'une maniere lente & insensible. Sur d'état bien bracé du malade qui lui a été adressé des provinces, il en a guéri plusieurs, en prescrivant le ré-

gime, & ladofedu remede.

M A I 1790.				
DATES' des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts des affignats de 1000 l.	
Samedi 1".	o liv. 5 f. 4 d.	oliv.8f.od.	1 liv. 6 f. 8 d.	

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroît tous lés jours est de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend à 3 fols la cenille pour ceus qui n'ont pas sousetic,



COURIER FRANÇAIS,

Du DIMANCHE 2 MAI 1790.

Assemblée nationale du Ter

Décrets qui autorisent deux villes à faire des emprunts. Retrails aristocratique. Décret qui déclare nos nouveaux tribunaux sédentaires, & qui admet deux dégrés de jurisdiction et matière civile.

. Ren Bell , qui luit par-tout les Juiss qu'il déteffe; ayant lu , dans notte precedent numero, la reflexion que nous avions faite en leur faveur, à l'occasion du décret qui admet les étrangers domicilies depuis ; ans en France, & l'exercice des fonctions de citoyens actifs [à profité de la lecture du procès-verbal d'hier, pour y faire inferer la claufe, jans rien entendre prejuger fur ce qui les concerne; & cette adition à été adoptée. Puis ; M. Voidel a observé que l'ouverture de Etats-généraux ayant été faite le 4 mai, ce jour rappellera toujours aux Français l'idée du bonheur & de la prospérité; & qu'il votoit pour que, mardi prochain, on celebrat, a cette occasion, un Te Deum dans l'eglise des Capucibs. a J'approuve beaucoup le choix de l'église, s'est secrie M: Bouche, parce que le Te Deum y servira de » purification ». La proposition n'a pas eu d'autre suite. Il en a été ainsi de celle de M. de Foy, qui a demands que le drok d'aubaine, le seul vestige qui restat du régime féodal, fût supprimé. On s'est contenté d la renvoyer au comité des domaines.

M. Vernier a ensuite proposé le décret saivant, qui s' été adopté sans réclamation : « L'assemblée nationale » déclare que, par son décret du 29 novembre dernier ; Le même M. vernier, après d'assez longues discussions sur les inconvéniens d'autoriser légérement les villes à faire des emprunts, a obtenu deux décrets, dont l'un autorisoir la municipalité de Bourges à rendre exécutoire un rôle de contribution extraordinaire sur tous les citoyens, jusqu'à la concurrence de 60 milles livres, dont la moitié a déja été touchée; & l'autre, qui permet à celle de Saint-Paul trois-Châteaux, de faire la même opération, pour une somme de 6550 livres 16 soix deniers, & les quatre deniers pour livre destinés aux frais de collectes. L'objet de ces emprunts est de faire travailer les pauvres, dans un moment où les ennemis de l'Etat, amoncelant leur fortune, cherchent à jeter le peuple dans le désespoir, en le privant de la

» 1789 & l'année 1790 ».

ressource de ses bras.

-

Une lettre de MM. Vrigny & le Carpentier de Chailloué, députés de la ci-devant noblesse d'Alençon, a annoncé à l'Assemblée que leur pouvoir sinissant au premier mai, ils déclaroient qu'ils ne croyoient pas devoir désormais partager ses travaux, ni prendre part à ses délibérations, & qu'ils prioient la diete auguste de mettre leur bailliage à portée de procéder à une nouvelle élection. M. Goupil, leur co-député, mais qui p'habite pas le cul-de-sac des noirs, où sommeillent les deux honorables membres, a observé que le ci-devant bailliage d'Alençon a deux députations, & par consé-

quent huit députés; qu'ainsi les habitans de ce canton

ne demeurent pas fans representans; que les communes à n'ont point borné les pouvoirs de leurs députés, & que l'eussent-elles fait, il ne se croiroit pas obligé à abandonner les travaux de l'Assemblée; que d'ailleurs ce bailliage n'est plus le même qu'il étoir à l'époque des élections qu'il se trouve aujourd'hui partagé entre le département de Calvados & celui de l'Eure, & qu'une assemblée d'électeurs, à l'ancienne maniere, seroit impossible. L'Assemblée, sans permettre une plus longue discussion sur cette mesquinerie aristocratique, a ordonné qu'on passement à l'ordre du jour, & qu'il ne seroit pas même fait mention de cette lettre dans le procès-verbal. Ainsi, louange à Dieu l'deux aristocrates & deux muets de moina dans l'Assemblée.

Aurons-nous des juges d'affife ? ou nos nouveaux tri-Dunaux seront ils sédentairet? Telle étoit la question sur laquelle la discussion alloit s'ouvrir. C'est ainsi que MM. Chabroud & Brostaret l'ont posée les premiers. M. Pison du Galand a fait sur cela une très-longue dissertation, pour démontrer qu'en admettant les juges d'assise, la justice ne seroit ni plus commode, ni plus expéditive; que là doivent être les tribunaux, où sont les jurisconsultes; que notre population, la multiplicité de nos, conventions. la variété de nos intérêts, tout exige que les tribunaux soient permanens; qu'autresois les juges d'assise furent établis en France; mais que bientôt on en sentit tous les inconvéniens; qu'il en sut ainsi en Angleterre, où la grande chartre exigea expressément leur permanence; & que ce seroit inutilemet qu'on prendroit pour exemple l'Amérique, où les moturs sons encore innocentes, les stipulations simples, & les contrats, peu variés.

Ce n'étoir point là l'avis de M. Chahroud, qui la tête toujours pleine de ses jurés & de ses juges chevau-cheurs, soutenoit que l'intérêt seul des villes sollicitoit cette permanence; mais qu'elle est pernicieuse aux peuples des campagnes, qu'elle ruine, & par les strais de voyage, & par ceux de la chicane, qui est l'apanage nécessaire d'un tribunal permanent. M. de Landine a envisagé d'une toute autre maniere cette grande quel-tion. L'honorable membre a fixé ses regards sur le berceau des loix chez les peuples du monde; & il a observé qu'à cette époque, elles surent toutes les mêmes.

juges ambulans, il faut commencer par simplifier nos loirs, porter le slambeau dans l'obscurité de nos contumes de écarter les ambiguités de nos commentateurs. Comme nous ne pouvons faire dès-à-présent cette importante réforme, il faut laisser aux législateurs suivans le soin de prononcer sur cette ambulance qu'on nous propose. Tout doit, quant à présent, nous tranquilliser sur le sort des nouveaux rribunaux. La vénalité des offices est abolie; cette plaie de l'Etat est fermée. Il appartient à ceux qui nous succèderent de saire le reste.

Tel étoit le raisonnement très-sensé de M. de Landine. M. de Bourmard qui lui a succéde dans la tribune, s'est contenté de proposer d'établir ainsi la question : « Les » juges en prémiere instance seront-ils ou non séden-» taires? » M. de Beaumerz convenoit de ce principe : mais il loutenoit que, si, en cour d'appel, on n'établis, soit pas des juges d'assiles; il sendroit établir 83 cours de justice, parce que la multiplicité de nos coutumes ne permet pas de confier, sans inconvénient, à un tribunal, le droit de juger fur un territoire fort étendu; & il ajoutoit à l'appui de cette opinion, que la vénalité des charges a moins corrompu la justice que la vaste étendue du ressort des cours. M. de Beaumetz pensoit aussi que la cour de revision devoit être ambulante. parce que ce tribunal devant nécessairement être un, on ne pourroit raisonnablement assujettir des ciroyens à s'adresser à lui de deux cents lieues; & que la justice faire pour les peuples doit les aller chercher dans leurs foyers.

M. Garat l'aîné a combattu cette opinion, & il a fensément remarqué que, quelque qualité qu'ayens les juges en dernier ressort, sedentaires ou chevaucheurs. l'inconvénient de la multiplicité des coutumes n'est pas moins le même; que ce n'est point dans une vie continuellement agittée qu'on apprend à rendre la justice; & que rien au contraire n'éloigne plus que les voyages de la méditation à laquelle le juge doit se livrer; qu'il est également inutile d'obliger les juges reviseurs de parcourir les provinces, parce que les demandes en cassation ne secont pas aussi fréquentes qu'on le croit, que les belles sollicitus que ces juges trouveroient dans leur route, pourroient quelquesois les saire écarter de leurs dévoirs; que s'il y en avoir une que le juge assectionnât, ce lien du cœur pourroit être suneste à bien

du monde; & qu'ensin les chevauchées des intendans offrent le modele de nos juges ambulans; & voyez, à dit M. Garat, comme, dans leurs tournées, ils les accréditent.

M. Tronchet n'a pris la parole que pour poser ainsi la question : « Les juges de premiere instance seront » sédentaires; l'Assemblée se réservant de statuer ulté» rieurement si lappel sera admis, & si les juges d'appel
» & de revision seront sédentaires ». En montant dans la tribune, M. Tronchet a été fort applaudi; & c'est un tribut d'éloge que mérite assurément bien ce vénépable jurisconsulte. Aussi, a-t-on été très-satisfait de la manière dont l'article étoit dirigé. On est allé aux voix ; & il a été décrété.

Y aura-t-il plusieurs dégrés de jurisdiction? telle est la nouvelle question qui a succédé à la premiere. M. Pison du Galant soutenoit l'affirmative, & M. de la Rochefoucault, la négative. M. Barnaus observoit que, depuis la rejection des jurés en matiere civile, on s'étoit obligé à admettre l'appel; parce que, quelque sage que puisse être un juge, on doit toujours le désier de celui à qui on confie le terrible pouvoir de disposer de notre fortune. Il ajoutoit que la voix de la revision ne pouvoit tenir lieu du tribunal d'appel, parce que la cassation ne pouvant avoir pour objet que les formes, ou l'application fausse du fait, il seroit fort aisé à un juge inique de se foustraire à toute revision, tout en violant les principes; que d'ailleurs le tribunal de revision devant être un, puisqu'il à pour objet d'éviter la variété dans la jurisprudence, & que les loix ne se dénaturent, il ne pourroit suffire à revoir tous les procès qui lui seroient soumis; que, si l'on craignoit l'aristocratie des tribuaux, on pourroit décréter que ; pour être membre d'une cour supérieure, il faudroit avoir été, pendant un certain tems, membre d'un tribunal de premiere instance; qu'à l'égard du criminel, l'appel ne peut pas être nécessaire, parce que le jugement étant fondé sur le rapport des jurés. qui ont certifié le fait, il ne peut jamais y avoir lieu à aucune modification dans l'arrêt.

C'est à ce terme qu'en est resté la discussion; & a sur la rédaction de M. Pison du Galand, l'Assemblée à décrété « qu'il y aura deux dégrés de jurisdiction en matiere civile, sauf les exceptions particulieres qui

» pourroient êtré décrétées par l'Assemblée, sans rien en en rien en r

NOUVELLES DES PROVINCES.

Chartres, 28 Avril. Lundi dernier, 24 de ce mois, nos assemblées primaires ont commencé, & elles continuent avec activité. Le même jour au matin, le secrétaire du ci devant chapitre de la cathédrale a remis une copie des protestations de cette ancienne corporation. Le procureur de la commune s'est aussi-tôt transporté dans tous les diffricts, & en a fait la lecture aux citoyens assemblés. Par-tout cette piece incendiaire & scandaleuse a excité la plus grande indignation. Il a été arrêté sur le champ, dans le district des Cordeliers, qu'il seroit fait une seconde sommation au chapitre de déclarer le nom de ceux qui ont signé cet acte, ou si les ci-devant chanoines n'étoient pas dans l'usage de signer leurs delibérations, de déclarer & désigner ceux qui avoient coopéré à cet acte rempli de maximes fausses, pernicieuses, & attentatoires à l'autorité de l'Assemblée nationale; finon que tous les membres du ci-devant chapitre, à l'exception du vertueux & patriote abbé Syeys, cruellement outragé par ces prorestations, seroient regardés comme auteurs de ce chiffon incendiaire, & comme tels privés, jusqu'à rétractation & prestation de serment civique, de tous les droits de citoyen actif.

Cet arrêté rigoureux pris à l'unanimité des voix, a été adopté par acclamation dans tous les autres districts, il n'y a eu qu'une seule personne, le vicomte de C... qui, dans le district du palais, se soit efforcé pendant deux heures, d'excuser la conduite du ci-devant chapitre. Depuis scette époque, nos ci-devant chanoines n'osent plus se montrer. Tous les curés, les vicaires, les ci-devant religieux même réprouvent hautement leur conduite; & ce procédé est d'autant plus essentiel de leur part, que, dans nos campagnes, la plupart des habitans ne veulent pas permettre aux prêtres de figuerer dans les assemblées primaires. On assure que ces passeurs & leurs vicaires, en reprenant les couleurs patrioriques, vont engager la municipalité à désendre aux chanoines de paroître en public avec le ruban natio-

, nal, jusqu'à ce qu'ils se soient rétractés.

Hier foir, deux excellens patriotes, MM. les abbés Thierry & Baudoux font alles au district du palais, prêter le serment civique, & déclarer qu'ils n'ont en aucune part saux protestations du ci-devant chapitre, & au'ils les désavouent : ils ont aussi-tôt été proclamés



COURIER FRANÇAIS,

Du Lundi 3 Mai 1790.

Assemblée nationale, du 27

Scene scanduleuse jouée par les noirs. Décret sur le deffiche ment des marais. Alle de patriotisme bien romarquable. Disti cussion sur la permanence de nes mibunaux d'appel.

NCORE une scebe, Français! & nous craignous que Ce ne foir pas encore la derniere, jusqu'à ce que les noirs sieut exécuté le défastseux projet qu'ils ont conou. d'accasionner une sciffien dans l'Affemblée nationale. A l'auverture de la léance d'hier foir, MM. Barreau, officier municipal, Prieur, Barive & de Môny, capitaine de la garde nationale de Sézaque en Brie, pot fait lesture d'une adresse de leur ville, dont voici les peincipales expressions. « La réunion de la municipalité & de la garde citoyenne, dans cette députation, vous ennonce la concorde qui règne dens notre ville ; elle vous atteffe que les mêmes vœux & les mêmes fentimens animent nos concitoyens. Ils sentent le mérise de vos opérations. & ils en ont deja éprouvé les salutaires essets. Nous Immes spécialement chargés de vous supplier, messeurs, de concinuer vos glorieux & importans travaux infqu'à ce que vous ayez assuré la constitution de cet empire... Nous déclarons hautement que nous regardons comme ennemis de la nation ceux qui, par des égriss, des conleils, des complots on des protessations, cherchent à soulever les peuples contre vos décrets ».

A ces derniers mots, les plus fougueux d'entre les moirs se sont portés en soule au milieu de la salle, à la gribune, au bureau des secrétaires, & sur-tout à la barre ou étoit l'orateur. M. Maury, le plus întrépide de zous, s'est élancé, avec tous les signes du plus violent emportement, contre les citoyens de Sézanne, &, en mettant le poing sous le nez de l'un d'eux, les menaçoit de tout l'éclat de la foudre aristocratique. D'une autre part, trois huissiers étoient occupés à retenir M. de Vaudréuil qui vouloit réduire toute la députation en poudre. Plus loin étoit M. Montlausser qui préconisoit la chaleur du sang noble qui circuloit dans ses veines. Dans la soule obscure murmuroit M. Duval de Pondichéry, qui ne pouvoit soutenir la qualification très-sage qu'on venoit de donner à ces scélérats qui, par des protestations indidieules, cherchent à allumer, dans leur patrie, le flame beau de la guerre civile. Quelques-uns s'ecrioient: vous · êtes des malheureux ! venoz, a dit un autre, me prouver que je suis mauvais citoyen; je vous attends. Sur le tout brochoit M. de Murinais qui, employant la langue quelquefois trop sexpressive de la mer, menaçoit & noirs, blance & zonte la barre. Au milieu de ce vacarme étoit un homme de bien, le vertueux abbé Gouttes, dont l'éminente dignité ne le mettoit pas à l'abri des outrages, des sarcasmes & du persissage du cul-de-sac des noirs. Par sa patience, sa modération & sa modestie, il est enfin parvenu à rétablic la paix. Les noirs s'opposoient à ce que la ledure de l'adresse fût continuée; mais l'Assemble a ordonné qu'elle le seroit; & elle l'a été au milieu. du tumulte & de la confusion. La députation de Sézanne. est ensuite entrée dans la salle, au bruit des applaudissemens de tous les amis de la constitution.

Les audireurs ont été dédommagés de cette scene affligeante, par la lecture d'une autre adresse d'une municipalité du Mont-Jura, qui, guérie, disoit-elle, de la lepre théodo-monacale, &t venant de sortir des griffes des vautours séodaux, offroit à la nation 8500 livres, &t le montant des impositions des ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois 1789. Cette municipalité est l'une des plus pauvres de la France, &t elle ne paie que 260 livres en impositions ordinaires. Elle ajoutoit qu'elle a fait le serment solemnel de verser jusqu'à la derniere

gontte de son sang, pour le maintien de la conssitution a que le 20 du mois dernier, elle a tenu son assemblée primaire, où la noire cabale n'a esé se montrer; que la nouvelle municipalité a pris connoissance des procès de ses concitoyens pendant aux tribunaux, & qu'elle les a tous arrangés à la satisfaction générale. l'Assemblée, sur la motion de M. Populus a chargé son président d'écrire à cette municipalité, pour lui témoigner sa satisfaction.

Une autre municipalité celle de Pau, a aussi déposé fur l'autel de la patrie, la somme de 6668 livres. Cela nous rappelle un acte de patriotisme qui nous est échappé. Le 27 du mois dernier, M. Verny, deputé extraordinaire de la ville de Riom, a déposé sur la même crédence, au nom des ci-devant religieux de la Chaise-Dieu, un récépissé du directeur de la monnoie de paris, de 216 marcs 2 onces 15 deniers d'argenterie, dont ils ont saix

hommage à la nation.

M. Petit Mangio, député de Lorraine, a fait part ici à l'Assemblée d'un incondie, qui, la veille de Pâques, a brûlé of maisons dans la ville de Raon-Etapes, dans les Vosges. L'honorable membre demandoit qu'on permît à ces malheureux de le procurer des bois de construction dans deux forêts voilines, dégendantes de l'abbaye, d'Epinal, & de celle de Moyen Moutiers; mais sur l'observation de M. Vernier, l'Assemblée a renvoyé cette affaire au comité des finances, qui en ce moment s'occupe des secours à donner aux malheureux incendies, sans altérer les fonds de l'Etat. Depuis quelque temps, ces incendies sont fort fréquens en Flandres, en Arrois & en Picardie; & on les attribue à des brigands soldés qui parcourent ces provinces. Il n'y a que quelques jours que 471 maisons du bourg de Crevecœur en Picardie, ont été l'objet de ce désaftre. Un particulier soupçonné a été arrêté, dimanche dernier, à Arnis. On a trouvé dans ses vêtemens de l'amadoue, un briquet des allumettes, On espere obtenir de lui la découverte du premier fil de cette trame exécrable.

M. Vieillard, député de Courances, a fait part enfuite à l'Assemblée des réclamations faites par quelques. habitans de Normandie, de 24 mille arpens de marais, sis dans les élections de Caen, Bayeux, Contances. Le Valogue, qui usurpés d'abord par un certale Ture nommé Moranger, sont passés dans la maison de Polimenac, en vertu d'un arrêt du conseil. Le projet de décres proposé à ce sujet, par M. Vieillard, a été renvoyée aux comités séodal ét des domaines. Ensin cette séance a été serminée par la lecture faite par M. Lamerville, du projet de décret sur le desséchement des marais, dont le premier article seulement à été décrété en ces termes:

« L'Assemblée nationale considérant qu'un de ses premiers devoirs est de veiller à la conservation des ci-» toyens, à l'accroissement de la population, & à tous » ce qui peut contribuer à l'augmentation des sublis-» tances ; qu'on ne peut attendre que de la prospérité * de l'agriculture, du commerce & des arts unles, sou-» tenus des empires; considérant que le moyen de donner 📤 à la force publique tout le développement qu'elle peut n acquerir, est do mettre en culture toute l'étendue 🖢 du territoire ; considérant qu'il est de la nature du » pacte focial que le droit facré de propriété particuso lière, protégé par les loix, soit subordonné à l'intérêt n général; considérant enfin qu'il résulte de ces princin pes éternels que les marais, foit comme multibles, foit be comme incultes doivent fixer toute l'attention du corps b législatif, a décrété ce qui fint.

ART. I. « Chaque affemblée de département s'occupera des moyens de faire dessécher les marais, les
lacs & les terres de son territoire, habituellement
inondées, dont la conservation dans l'état actuel ne
feroit pas jugée d'une utilité présérable au desséchement, pour les particuliers ou les communautés dans
l'enclave desquelles ces terres seront situées, en commençant, autant qu'il sera possible, ces améliorations
par les marais les plus nuisibles à la fanté, & dont
le fol pourroit dévenir le plus propre à la production des subsistances; & chaque assemblée de départen en en soiera les moyens les plus avantageux aux
communautes, pour parvenir au desséchement de leurs
marais ».

A l'ouverture de celle de ce matin, les noirs one fait revivre la motion déja rejetée hier, pour faire insérer la lettre des députés ci-devant nobles d'Alençon dans le procès-verbal; mais elle a été écartée une secondo

fois. Puis M. Reguier a pris la parole sur la question de la permanence de nos tribunaux d'appel; & dans un fort long discourts, mélangé d'excellentes choses avec des maximes très triviales. il adémontré qu'il seroit absurde que nos juges d'appel se promenassent de province em province, pour y chercher leurs justiciables; que le meilleur moyen d'avoir de bons juges, seroit de les choifir, avec autant d'égalité qu'il feroit possible, dans tous les diffricts qui formeront chaque département; que des hommes, honorés ainsi du choix de leurs concitoyens, seront sans doute dignes de leur confiance, & qu'il sera d'autant plus inutile d'employer beaucoup de précautions contre leur impartialité ou leur impéritie, que zous les citoyens vont s'échirer & devenir honnêtes , à melure que la révolution se persectionnera. M. Regnier étoit d'avis qu'il ne failoit pas borner à un fort petit nombre celui des juges de chaque tribunal; parce que le foyer de lumieres doit augmenter à mesure de la multiplication de ceux qui concourent à les former. Il concluoit à ce que, dans le cas où l'on se détermineroit à admettre des juges d'affile, on se déterminat pour ceux proposés par M. Thouses.

Celui-ci est ators monte dans la tribune, où il a développé de nouvelles idées, pour s'affurer des fusfrages en faveur de ses tribunaux composés, partie de juges sedentaires, partie de juges ambulans. Il a sur-tout Inlisté sur les craintes que pourroient inspirer, pour la liberté publique, des corporations judiciaires permanenges, dont la jurisdiction s'écendroit sur plusieurs départemens. Son avis étoit que chaque département doit avoir sa cour supérieure; que chacune d'elles seroit composée, par exemple, de six juges, dont trois sédentaires & trois d'assise; que les trois premiers prononceroient sur toutes. les affaires sommaires & provisoires, & que la compétence des seconds s'étendroit sur toutes les contestations majeures; & que la justice, réduite à ces termes simples, ne coûteroit à l'empire qu'environ sept millions, & seroit rendue d'une maniere plus expeditive & moins.

dispendieuse pour les plaideurs.

"Les anciens assuroient, a dit M. Prugnon, que Jupiter olypien disoit que Phidias avoit ajouté à la religion
des peuples. Il faut aussi que le monument dont yous

ellez élever les bases éternelles, ajoute à la justice, can fi la religion unit le ciel à la terre, c'est la justice qui unit les hommes les uns aux autres, & assure leur liberté. La présence des tribunaux est une justice anticipée ; c'est en leur absence que l'iniquité se permet les vexations dons elle espere l'impunité. On connoît la réponse de cette femme qui disoit qu'on lui avoit enlevé son troupeau pendant la nuit : « vous dormiez donc bien profondément, > lui dit le magistras! .. Hélas! oui, dit-elle, c'est que » je favois que vous veilliez pour moi ... Lorfqu'il n'y a pas de tribunaux, personne ne veille pour la justice. L'ambulance dégrade la dignité du juge; & il est une décence qui, sans être écrite dans aucune loi, n'en est pas moins respectable... La justice est une espece de providence ; & c'est pour cela qu'on a voulu que le lieu où elle se zend, fûr un temple. Ne dégradons donc point ses poneifes. Leurs fonctions sont antérieures à toutes les loix

politives, & elles lear survivront ».

. Les juges, continuoit M. Brugnon, arriveront donc dans les villages comme des postillons, ils y paroîtrone comme des charlatans, montés sur des traiteaux. Places entre les aubergiftes & les bourreaux, ils ne se sauveront du ridicule que par une extrême sévérité. Le juge ne doit connoître que l'audience & son cabinet. Il doit, suivant l'expression de Montesquiou, trouver le travail après le travail; & ici il ne se trouve que la course après la course. La vie de ces juges sera un continuel postillonnage. Ils contracteront la douce habitude de ne s'appliquer à rien. Les grands chemins les retiendront plus long-temps que les grandes causes; & le livre des postes sera souvent pour eux le livre des loix. Rien de plus contraire aux loix de l'économie. Il faudra d'excellentes voitures pour conduire la déesse... La masse des affaires les accablera... Les juges d'appel doivent être plus instruits & plus imposans que les juges inférieurs; & ils n'auront aucune de ces deux qualités. Ils ne seront pas si instruits, puisqu'ils n'auront pas le temps de s'éclairer : & ils seront moins imposans, parce que le dieu paroît toujours moins majestueux, quand il vient lui-même offrir ses oracles.... Je me rappelle un superbe mot de seu M. le Dauphin, qui, montrant le plan d'un palais superbe à M. l'évêque de Verdun, dit à ce prélat : « savez-vous ce qui est le

Telle étoir la matière dont M. Prugnon combattoit l'ambulance des Juges. M. Terrats n'a pris la parole que pour observer à l'Assemblée que le Roussillon, réuni à la France par le traité des Pyrénées, conclu en 1659, conserva le droit d'avoir une cour supérieure à Perpignan; que cette stipulation avoir pour base le privilége dont jouissoit la province de ne pouvoir être jugée ailleurs que chez elle; qu'elle seroit flattée de ne pas perdre cette prérogative; que cependant, si l'Assemblée en ordonoit autrement, ses commetans recevroient toujours respectueussement ses décisions; & qu'en tous cas son avis éroit

pour la permanence des tribunaux.

C'est M. Tronchet qui a terminé cette discussion, dont la suite a été renvoyée à demain ; & l'honorable membre a démontré que l'embulance des juges ne rendroit, ni l'abord de la justice plus facile, ni ces décisions plus promptes, ni plus dispendieuses, & que les juges n'en servient ni plus éclaires ni plus integres. L'accès n'en-Teroit pas plus facile, puisque les formes seroient nécessairement les mêmes; elle seroit moins prompte, puisque les assises ne devant se tenir que tous les six mois. les justiciables souffriroient nécessairement dans l'intervalle, de la vacance du tribunal. Sera-t-elle moins dispendicule? « Je l'avoue, disoit M. Tronchet, il faut arracher les plaideurs des mains avides des avocats & des praticiens, qui s'engraissent du plus pur de leur sang : il faut un remede; mais ce n'est pas dans les tribunaux ambulans que vous le trouverez. Dès que vous avez admis l'appel, vous ne pouvez éviter une double infurrection ».

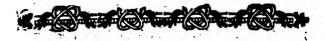
M. Tronchet a passe ensuite en revue tout ce que le juge doit saire pour s'instruire, les livres qu'il doit parcourir, quelque simple que soit notre code, les méditations prosondes auxquelles il doit se livrer; ce, après avoir sait une vive sortie contre ceux qui prétendent que nous serons obligés de jetter au seu tous nos livres de droit, il a prouvé qu'un juge d'assis ne seroit jamais assez sortissé, ni de ses propres lumieres, qu'il n'auroit pas se temps d'acquérir, ni de celles des jurisconsultes qui, en premiere instance ou en cause d'appel, seroient

NOUVELLES DES PROVINCES.

Chartes. Un chanoine de S. André, qui n'est pas da mombres des protostate, s'est offert pour être l'aumônier des détachemens qui doivent se rendre à Orléans; & le patriotisme de ce gonéreux citoyen le sera vraisemblabiement agrées.

Corfe, 15 avril. Huit curés de notre ille ayant jugé à propos de déclamer contre les décrets de l'Affemblée nationale, nos manicipalités ont pris le pasti de faire embarquer ces féditieux pour Rome, où ils sont faire péniteure aux pieds de la Scala Sanse.

Le prinde l'Abonnement de ce Journal, qui paroit tous les jours oft de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend à 3 fois la famille pour ceux qui n'ent pas foulerit.



COURIER FRANÇAIS

Du Mardi 4 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 31

Hégèment sur le sement à pracer par les officiers municipauxes Bécret qui déclare les juges d'appel sédentaires, & borne leurs sonctions à un temps déterminé. Décret qui permet qu'ils pourront être réélus par le peuple, s'ils ont mérité est honneur, Protestation des aristocrates. Nouvelles.

A série des arricles prononcés sur le rachat des droits Séodaux ; lue par M. Merlin , a ouvert cette scance. Puis M. Tronchet y a proposé trois nouveaux articles addicionnels, qui, n'ayant été admis que lauf rédaction . ne pouvent trouver place ici que lorfqu'elle aura été approuvée. Ensuite, M. Chapellier a observé, au nom du comité de constitution, que les anciens officiers mumicipaux ayant toujours été dans l'ulage de prêter le ferment, pour l'exercice de la police, dans les mains des cours de leur arrondiffement, ceme formalité, qui ne pouvoit plus s'observer, pourroit arrêter dans leurs opérations les membres des nouvelles municipalités, que plusieurs d'entr'eux se plaignent déja qu'on oppose des . obstacles à leurs fonctions, sous prétexte qu'ils n'one pas prêté ce serment; st que le comité proposé d'ordonner qu'on s'en tiendroit au serment civique. Ceste propolition n'a souffert aucune difficulté & elle a éré adoptée sur le champ.

Sur la plainte présentée ici que la sublime adresse aux Français sur les assignats avoit été imprimée sans aueune signature, il a été décrété qu'elle le seroit pass

le président & les secrétaires, & que le premier se retireroit par-devers le Roi, à l'effet de le supplier de l'envoyer incessamment dans les provinces. M. Goupil de Présela a pris alors la parole sur l'ordre du jour. Il s'agissoit de savoir si les juges d'appel seroient sédentaires ou ambulans, ou, comme le proposoit M. Thouret, ils seroient moitie sédentaires, moitié chevaucheurs. M. de Présela donnoit la présérence à ce dernier projet; &, après avoir répété les prétendus inconvéniens qu'il croyoit appercevoir à établir des tribunaux d'appel fixes, il a conclu à ce qu'on établit une cour d'appel pour deux départemens. Cette cour, composée de six juges, seroit mi-partie sédentaires, mi-partie ambulans. Tous les ans, les juges ambulans iroient tenir deux assiles de soixan. te jours chacune, dans chacun des deux départemens qui formeroient leur arrondissement; & par cet arrangement, ils m'auroient que quatre mois, tant pour leur vacances, que pour les courses qu'ils auroient à faire.

M. Milscent, député d'Anjou, a paru atteindre beaucoup mieux au but que M. Goupil. L'honorable membre a démontré que toute la puissance du tribunal demeuregoit dans la personne des trois juges permanans, puissance d'autant plus redoutable qu'ils seroient en petit nombre, & que, par la nature de leur établissement, ils prononceroient nécessairement sur la plus grande partie des affaires majeures. Il a cité la grande autorité dont jouissent nos avocats-généraux dans les cours, pour prouver le dégré de pouvoir que peut usurper un magistrat, n'eût-il même que le droit de procéder à l'inftructon des affaires; & il a ajouté qu'en accordant aux juges sédentaires le droit de pronnoncer sur les affaires provisoires & sommaires, ils artireroient à eux les trois quarts des affaires, & les affaires les plus importantes. des familles. « Supposons, a-t-il dir, qu'une femme forme une demande en séparation contre son mari. Le pramier juge, ne trouvant pas les faits pertinens, appointe les parties, pour les mettre à portée de jetter plus de lumieres sur leurs désenses respectives. La semme interjette appel de cette sentence; & le second juge, en prononçant provisoirement en sa faveur, la juge souverainement, sans qu'on puisse porter aucune atteinte à la décision. M. Millcent proposoit une autre exemple

semblable à celui-ci. J'ai, diseit-il, souscrit une obligation en faveur d'un fripon qui m'y a déterminé par violence. Lorsqu'il est question de la remplir, je m'esforce de faire valoir la violence qu'on ma faite; mais, comme la foi est due à l'acte, on me condamne provisoirement, sauf par moi à présenter au sonds des preuves qui détruisent l'acte qu'on fait valoir contre moi. J'appelle de cette sentence, saquelle étant consirmée, me met hors d'état de jamais me soustraire au paiement injuste auquel elle ma obligé ».

M. Milicent a de plus démontré que si l'on admettois des juges ambulans, soit en tout, soit en partie, les affaires seroient infiniment plus mal traitées que par des tribunaux permanens; que les instructions & les incidens se multiplieroient d'autant plus, que le tems des assises n'arrivant qu'à des époques déterminées, les praticiens profiteroient de ces intervalles pour grossir les écritures; qu'un tel établissement ne peut convenir qu'à l'Amérique, dont la population n'est pas encore considérable, & où les conventions ne sont pas multipliées; qu'on n'a d'ailleurs rien à craindre des nouveaux tribunaux qu'on va établir; qu'ils n'auront aucune part à la légissation; & que, continuellement surveilles par les législatures & les corps administratifs, ils ne pourroient rien entreprendre contre la liberté politique. M. Milscent a conclu à rejeter une telle institution, qui ne seroit qu'un très grand maka la France.

Béja l'on s'étoit apperçu que la discussion alloit trop soin sur un sujet si long temps débattu, à l'occasion des juges de premiere instance : else a en conséquence été fermée. On a ensuita été aux voix sur la quession, & l'Assemblée a décrété « que les juges d'appel servient

fédentaires. »

Ces juges seront-ils à vie, ou seulement pour un tems? Telle étoir la nouvelle proposition sur laquelle il falloit délibérer. Instruits parun long exercice de la magistrature, nous pensions, nous, qu'un juge à temps ne seroit jamais qu'un mauvais juge; parce que cette prosession étant la plus pénible, la plus délicate & la plus importante de toutes, on trouveroit peu de personnes assez dons citoyens, pour se préparer aux morrisseations qu'elle présente, par une longue suite d'études & d'application, pour un exercice de peu d'années, & qui pourroit être

Everonné par des mortifications plus grandes encores C'étoit ainfi que pensoit M. Brocheton, qui, en proposant de déclarer les juges perpétuels, votoit pour qu'ils sussent assujettis à un scrutin d'épreuves, qui seroit renouvelétous les six ans, à la demande des deux tiers des Clecteurs, & que cependant les juges de revision ne pussent être élus que pour six ans, saus aux électeurs à les Elire une seconde sois.

M. d'André pensoit tout autrement; & dans la bouche d'un magistrat, egalement recommandable par ses Iumieres & par les vertus, cette opinion étoit d'un trèsgrand poids. Il observoit que l'on a dit avec raison, que, sous le gouvernement arbitraire, il faut des juges inamovibles, & que sous le règne de la liberté, il ne faut pas des magistrats permanens; que rien n'est plus dangereux à la liberté qu'une telle éspèce de magistrature; qu'un homme, revêtu pour la vie d'un office, Anit par le considérer comme son patrimoine; que le seul moyen d'avoir de bons juges, est de les avoir amovibles, & que le contraire arriveroit d'une toute autre Institution; qu'un juge pour la vie ne se livre pas à l'érude, parce que la routine qu'il acquiert par l'exercic: de son état lui suffit , & l'on peut en croire l'experience. M. d'André concluoit à ce qu'on les élût pour cinq ans , & qu'on laissar aux électeurs la liberté de les réélire.

M. Buzot n'a rien ajouté à ce raisonnement de M. d'André, dont il partageoit l'opinion, si ce n'est quelques maximes du sage M. Servant, dont le nom, cher à la justice & à l'humanité, retrace l'idée du plus laborieux migistrat de notre ancien barreau. La foiblesse de l'organe de M. Faulcon, député de l'oriers, n'a pas empêché l'Assemblee de faisir les excellentes réslexions qu'il

a faites ensuite sur ce sujet.

"Point de doute, a-t-il dit, que des juges inamovibles ne doivent point exister dans un état bien organisé; il leur est trop facile d'abuser des droits sacrés qui leur sont confies; il n'y a devant eux aucune digue assez sorte pour contenir leurs passions, & à travers tant d'intérêts & de caprices divers qu'ils avoient sans cesse dans le cours d'une longue vie, sa liberté des citoyens est toujours en danger vis-à-vis des hommes qui jouissent d'une continuité dangereuse de pouvoir, & qui par-là peuvent presque impanément commettre de fréquentes injustices. » Voilà donc, continuoit M. Faulcon, pour concilier ces deux extrémités, le plan que je propoferois:

De voudrois que, tous les six ans, ceux qui auroiene droit de choisir les juges s'affemblassent pour confirmer ou résormer la nomination individuelle de chacun d'eux; mais comme il arrive trop souvent que des préventions peu sondées s'éleveut, mal-à-propos contre des hommes de mérite, je préscrirois une telle majorité, que la prévention devint comme impossible, & je stauterois que, pour opérer la révocation d'un juge, il saudroit qu'elle sût réclamée par les quatre cinquiemes; des électeurs : je pense que cette précaution, établie d'après la proportion que je détermine, & renouvelée de six ans en six ans, réuniront le double avantage d'être sussissant pour intimider un juge prévaricateur, & pour empêcher l'effet des brigues suscitées contre celur qui feroit biea son devoir.

En outre, comme il est un terme où la vertu doit cesser d'être éprouvée, & jouir ensin d'une récompense, je voudrois que celui qui, sans essuyer la honte d'une tévocation, auroit ainsi subi trois épreuves, en demeurat dès-lors exempt pour toujours. La société sans doute ne devroit plus rien craindre du juge qui auroit confacté dix huit années de sa vie à remplir, avec exactiuvel, des sonctions austères & péniples, sous la surveillance continuelle, & avec l'approbation méritée de sous ces concitovens.

> Je crois, messieurs, que le mode que je vous propase écarterois absolument sons les inconvéniens de la » Voici, messieurs, d'après ces principes, le dééret

que j'e l'honneur de vous présenter.

» Tous les juges, tant de premiere instance que d'appel, pourront être révoqués de six ans en six ans, pourvu que leur révocation soit arrêtée par les quatre cinquiemes de ceux qui auront droit de voter à cet égard, & les juges qui auront été trois sois consimés, après avoir subi trois épreuves consécutives, demeureront exempts

pour toujours d'une épreuve nouvelle.

M. Rœderer, qui comme M d'André, connoît parfaitement tous les vices de la magistrature, a soutenu que l'intérêt des juges, celui de la justice & l'intérêt politique national exigeoient que l'amovibilité des juges, sût décrétée; & que le moyen d'assurer au sacerdoce de la justice des pontises dignes d'elle, il falloit que leurs sonctions ne durassent que trois ans, & que cependant ils pussent être réélus s'ils le méritoient. C'est là qu'est demeurée la discussion; & lorsqu'elle a été close, l'Assemblée a décrété que les juges doivent être établis pour le temps déterminé.

Un troisieme article de cette série exigeoit qu'on examinât si les juges pourroient être réélus. M. Garat l'aîné ne le pensoit pas; & il sondoit son opinion surce que, à chaque échéance du terme, le juge, pour se faire réélire, employeroit tous les moyens pour capter les suffranges, & se concilier sur-tout ceux de ces intriguan auxquels il n'en coûte rien pour parvenir à leurs sins. Il ajoutoit qu'il n'en seroit pas ainsi d'un juge qui, en descendant de son tribunal, iroit se consondre avec ses concitoyens, & il appuyoit de plus son avis sur le décret qui écarte de quelques places administratives ceux qui viennent de quitter les mêmes sonctions.

a Le préopinant, a dit M. Barnave, a cru parler pour la liberté; & il a évidemment parlé contre elle. Il n'y a qu'un moyen de dépouiller le juge de toute influence; c'est de l'armer de l'opinion publique. Lorsqu'un citoyen public entre dans la vie particulière, l'opinion qui se maniseste, au milieu du ressentiment particulier, assure la liberté des citoyeas, en offrant un témoignage.

authentique de l'impartialité du juge. Chaque fois que la réelection n'est pas contraire à la liberté publique, cette réelection est avantageuse; & cette seconde sera d'autant plus pure & mieux motivée, qu'elle sera sondée sur l'expérience. Il seroit même à propos de donner au juge l'espoir d'une réelection, en ordonnant que les juges d'appel seroient pris parmi ceux de la première instance ».

L'Assemblée, après avoir clos la discussion, a déclaré « que les juges pourront être réélussans intervalle ».

Nouvelles de Paris.

4 Mai. On vient enfin de nous régaler de la sublime déclaration des membres pieux de l'Assemblée nationale. sur le décret rendu le 13 avril dernier, concernant la religion. L'objet de ce chiffon féditieux est, disent ses auteurs, de configner, dans un acte authentique, la résistance persévérante qu'ils ont opposée à la délibération du 13, sur la religion, d'exposer les circonstances qui l'ont accompagnée, & les motifs de la conduite qu'ils ont tenue. Les termes mêmes de cette déclaration, conformes à ceux que M. Maury prononça alors dans la eribune, ne permettent pas de douter qu'elle ne soit sortie de la plume de cet homme de bien, dont la signature se trouve pourtant modestement confondue avec celles de quelques curés. Les signataires ont eu pour but de démontrer à leurs commettans tous les efforts qu'ils ont faits pour faire déclarer, comme article de la conftitution françaile, que la religion catholique, apostolique & romaine est la religion de l'Etat, & qu'elle doit continuer à jouir seule, dans le royaume, de la solemnité du culte public. Cette déclaration, bien digne de la piété de MM. le cardinal de Rohan, de Faussigny, de Bouville. l'évêque de Perpignan, Maury, Cazalès, Laqueuille, d'Aymar, &c. est affurément bien sincere; & si l'on en doutoit, nous vous inviterions à jeter particuliérement vos regards sur le nom de M. le baron de Rathsamhausen, lun des signataires, & qui, en qualité de protes. tant, a, pour le repos de son ame & pour le vœu de la conscience, le plus vif intérêt à faire déclarer la religion catholique, la seule qui puisse être; tolérée dans le royaume.

Ce qui îtree cependant un peu de louehe sur le vériatable but du ches-d'œuvre, c'est la délibération du cia

Revaut chapitre métropolitain de Paris, qu'on a en la maladresse de placer à la sin de l'ouvrage, & qui sert de petite piece à la comédie. On dit sout franchement à la tête de cet acte capitulaire, que ce qui chagrine un peu les prébandiers, c'est que le clergé de France est menacé d'êtte dépouillé de ses possessions & de l'administration de ses biens. Cette expression loyale pourroit être une faute d'impresfion; mais elle n'en exitte pas moins; & jufqu'à ce qu'elle sit été désavouée par ses auteurs, nous sommes autorisés à croire qu'ils ont eu l'honnêteté de ne point invoquer les intérêts de la divinité, tandis qu'il n'étoit question que de leurs propres jouissances. Une piece non moins sérieule, qui se trouve à la fin de l'une des éditions de ce libelle, est la lettre de M. Montlausier, qui, désespéré qu'on eux oublié son nom célebre dans la liste, se plaint de cette omission fi préjudiciable, à la religion, à ses commettans, à la France entiere. En effet, bien des gens n'auroient pas eu de confiance dans cette piece, fi elle n'eux été appayée d'un suffrage auss distingué, en matieres théologiques, que celui du député d'Auyergae. Ceux qui seroient flattés de jetter un coup d'œil sur ce grand credo de M. Maury, doivent se presser d'en faire l'acquisition, s'ils ne veulent être exposés à l'aller chercher, à travers les sermons, dans le magasin de la beurriere & de l'épicier. Prix a sols, reliéen maraquin avec filets d'or.

Le bouquiniste sournira même grais le treixième de cette incomparable production, à tous coux qui s'obliqueront à lire, la déclaration chrésienne du nouvel appetre. & les sermons de son pieux auteur.

(P.Y	МАІ	1790.	
D/ATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignars de 2001.	Intérêts des Affignats de 300 1.	Intérêts des Affignats de 1000 l.
Mardi 4.		aliv.of.6d.	ı liv.,11£8d.



COURIER RANÇAIS,

Du Mercredi 5 Mai 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 42

Organisation de la Municipalité de Paris. Suppression des Districts. Monument de patriorisme érigé dans la salle de l'assemblée. Décret qui conserve dans leurs sonctions les Notaires & Aussiers des anciens de reniers à sel. Décret qui fixe la durée de celles des nouveaux Juges à six ans.

OUTES les séances du soir sont, pendant cette semaine, confacrées à l'examen du plan d'organisation dela municipalité de Paris. Dans celle d'hier foir, M. Desmeuniers, membre du comité de constitution, après la lecture des adreffes & des péririons, a fait celle de son rapport. qui contient 32 articles, précédés d'un discours dont l'objet est de développer les réglemens de police qui conviennent à la premiere cité du monde. & Tous les membres du comité, disoit M. Desmeuniers, pensent que ce projet d'organifation rétablira la prospérité & la paix dans cette grande ville;& que s'il se rencontre des détracteurs. on ne cardera pas à sentir combien il y auroit de danger à l'établir sur d'autres bases. La capitale, qui a servi de modèle à la révolution, qui a montré un devouement st généreux, & donné dépuis un exemple si remarquable de soumission à la loi, doit conserver ce noble avantage. Pour établir la liberté, elle n'a point calculé les sacrifices; mais aujourd'hui qu'on ne peut plus avoir de doute raisonnable sur cette liberté, il faut qu'elle songe à ses nouveaux enfans, & qu'elle craigne de les précipiter dans la misere. Après une secousse si forte; après les convulsions

maudira point sa liberté, elle ne perdra ni sa gloire ni ses richesses. Après avoir eu une si grande part à la plus belle des résolutions, elle en recueillera le prix. Sa prospérité, égale à sa prospérité des autres parties du royaume, donnera un nouvel éclat au triomphe de la liberté; & dans sa prosonde reconnoissance, elle se souviendra en particulier qu'elle avoit desiré un département de dix huit lieues de diamettre, & une organisation municipale désectueures; mais que ses représentants de la nation, touchés de ses

lervices, veilloient à ses intérêts.

Suivant ce plan, le corps municipal de Paris seroit composé d'un maire & de 48 officiers municipaux, parmi lesquels 16, sous le nom d'administrateurs, composeroient le bureau, & les 32 autres le conseil municipal; ensuite 96 notables. Ainsi, le conseil général de la commune seroit de 145 personnes. Chaque section auroit un commissaire de police, & douze commissaires de section charges de la surveillance du commissaire de police & de plusieurs fonctions utiles , les uns & les autres élus par les citoyens. Les fonctions du bureau de la municipalité seroient distribués en cinq départemens, qui comprendroient les subsistances, la police, les domaines & finances, les établissemens & les travaux publics. Ces départemens seroient soumis à des administrateurs charges de se surveiller, de s'éclairer les uns les autres, & tenus de se rassembler tous les deux jours pour discuter les matieres qui servient de la compétence du bureau. Il n'est pas question, dans ce plan, des gardes nationales, dont l'organisation séra formée par un décret particulier.

M. Desmeuniers ayant lu les dix premiers articles de ce plan, M. Maury, membre de toutes les listes, a fait quelques efforts pour les discuter; & son très-long discours fut borne à des remarques grammaticales qu'il n'entendoit pas, à des observations sort inutiles sur la question de savoir si les Assemblées nationales continuerone à tenir seurs séances à Paris, & à quelques sophismes pour prouver que la capitale de l'empire ne doit avoir que le roi pour lieutenant de police. M. Roberspierre qui lui a succédé, a beaucop parlé peuple, despo-tisme, oppression & liberté, & en désnitif qui que ce soit n'eût peu dire ce qu'il vouloit nous faire entendre. MM. de Mirabeau, freres, se sont présentés ensemble à la tribune; & après quelques petites singeries réciproques, comme le droit d'ainesse n'est point encore supprimé, M. de Mirabeau l'aîné a obtenu le pas sur son cadet, l'honorable membre sur l'administration mu lles que Paris: & en rés

Paris: & en réfi

pouvoir exécuti

ces hommes fugi

refusoit de le f

ge veux mon le

aré au député c

lorsqu'il avoit dit qu'il n'y a pas de police à Londres;

on dort, disoit-il, très-paisiblement à Londres, &

Le discours de M. de Mirabeau le Limousin, n'a éré qu'un persissage continuel des oppressions de M. Roberspierre, & de l'invension de son discours, dont il demandoit l'impression, pour servir, disoit-il, de cinquieme adresses aux provinces; mais M. de Virieu a sensément observé que des facéties ne sont pas des raissons, & que cent volumes de sarcasmes ne sormoient pas un seul article de constitution. Il a en conséquence demandé qu'on allat aux voix sur le premier article, lequel a été décrété à l'unanimité, en ces termes:

l'on n'y a jamis défiré cette police cadavereuse qui faison. Le house & l'opprobre de noire ancien gouvernement.

"Art. I. L'ancienne municipalité de la ville de Paris & tous les offices qui en déperdoient, la municipalité provisoire, subsistante à l'hôtel-de-vile, ou dans la tection de la capitale, connus aujourd'hui sous le nom de districts; sont supprimés & abolis; & néanmoins a la municipalité prvisoire & les autres personnes en exercice continueront leurs sonctions jusqu'à leur remplacement ».

C'est l'à qu'a fini la séance. On a suspendu, à l'ou-

président; un sujet bien digne de servir d'épouventail à tous les noirs & à leurs partisans. C'est le discours du roi, superbement imprime sur du satin, & dont les vignetes, l'encadrement, & les majuscules sont exécutées en paillettes d'or. Ce beau monument qui est dû au patriotisme d'une société de citoyes de Lyon, a été envoyé à l'Assemblée nationale, qui s'est fait un devoir d'en décorer la salle de ses séances, puis on a lu le procèsverbal, qui a été suivi de la lecture des trois articles décrétés hier, sur le rachat des droits séodaux, & dont la redaction est ainsi conçue:

" I. Dans la coutume du Grand-Perche, si celui qui » devoit ci-devant porter la foi pour les puinés ou bourm saux, veut racheter les droits casuels dont est tenu le n fief boursal, il sera tenu de payer au propriétaire desdits » droits, conformément à l'article précédent, les cinq » sixiemes d'un droit de rachat liquidé sur les évaluations » portées par la coutume, & au moyen dudit rachat, il » pourra exiger de ses puines ou boursaux, la continuation m dont ils étoient ci-devant tenus, lorsqu'il arrivera dans » la portion du fief une mutation de la nature de celle » qui donnoit lieu à cette contribution; & si les puinés ou » hoursaux veulent se racheter eux-mêmes, vis-à-vis de » leur aîné, de cette contribution, il lui sera payé les cinque douziemes d'un droit de rachat, au paiement desquels » cinq douziemes chacun des puinés ou bourfaux qui vou-» dra se racheter, contribuera pour sa part & portion. L'amendement n'a été décrété que sauf rédaction.

» II. Il sera de même dans les pays où les deux mêmes » régles & les mêmes usages, ci-dessus rappellés quant à » la coutume du Grand-Perche, ont lieu

» la coutume du Grand-Perche, ont lieu.

" Il sera libre aux Fermiers qui ont ci-devant pris le bail en droits casuels d'un ou plusieurs sies, sans mélange d'autres biens, ou dont les baux ne comprendroient avec les droits casuels, que des droits supprimés sans indemnité par le décret du 15 Mars, de remettre leurs baux, sans pouvoir prétendre à l'égard desd. droits casuels, d'autre indemnité que la restitution des pots de-vin & sermages payés d'avance, au prorata de la jouissance.

A l'égard des Fermiers qui ont pris le bail dans les droits casuels avec d'autres biens, ils percevront tous les casuels qui échéeront pendant le cours de leur bail, sur les sonds qui n'auront point été rachetés, ou

» A l'égard des redevances fixes & annuelles qui seroient » rachetées pendant le cours du bail, le propriétaire desdits » droit, en tiendra compte annuellement au Fermier, par

» diminution fur le fermage. »

» Art. III. Les offres tendantes au rachat des droits sei» gneuriaux fixes ou casuels seront saites au ches lieu du
» Fies dont dependront les droits rachetables; pourront
» néanmoins les parties liquider les rachats, & en opérer
» le payement en tel lieu qu'elles jugeront à propos. Dans
» ce dernier cas, les payemens qui seront saits en consé» quence d'un certificat délivré par le Gressier des hypo» théques, ou par célui du siège royal, qu'il n'existoit
» point d'opposition, seront valables nonobstant les oppo» sitions qui seroient survenues depuis, pourvu que les
» quittances aient été contrôlées dans le mois de la date
» du certificat ».

M. le président a lu ici une note de M. le garde-dessceaux qui annonce la sanction donnée par le roi, a plusieurs décrets rendus depuis le 27 avril; puis, sur le rapport d'un membre d'un comité de sinances, il a été rendu

le décret suivant :

» L'Assemblée nationale après avoir entendu le rap» port de son comité des sinances, déclare que les huis» siers & notaires ne sont point compris dans l'article II
» du décret du 27 avril dernier, qui supprime les sonctions
» des officiers du grenier à sel, & ordonne en conséquence
» qu'ils continueront les sonctions qu'ils exerçoient en con» currence avec les autres notaires & huissiers; & ce jus» qu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ».

M. Vernier, membre du comiré des sinances, a ensuite obtenu un décret qui permet à la ville de S. Omes
de sormer un rôle d'imposition, jusqu'à la somme de
6 mille livres, & dont le montant doit être employé
en travaux de charité; puis on est revenu à l'ordre judiciaire. La série des articles rappelloit la question de
savoir combien un juge resteroit en place. M. Milsent
qui nous avoit déja fait assez sentir hier ce qu'il pen-

Digitized by Google

soit sur ce sujet, a rappellé tout ce qu'il avois dit, & fur la surveillance du corps législatif, sur les tribunaux, fur le bon choix que fera le peuple dans la personne des juges, auxquels il confiera la balance de la justice. Il a de plus observé la grande différence qu'il y a entre l'administrateur & le magistrat; que le premier a des fonctions à remplir, & que l'autre exerce une véritable profession, qui emporte tous ses momens, & sollicite toute l'étendue de ses talens; que le peuple n'est pas toujours équitable dans les jugemens qu'il porte de ceux qui l'ont servi ; & que tel qui se sera comporté avec la plus rigoureuse équité, se trouvera souvent exposé à des mortifications, en sortant de place, parce que chaque procès qu'il aura jugé, lui suscitera vingt-cinq ennemis, souvent redoutables. Il concluoit en conséquence à ce que les juges demeurassent dix ans dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Muguet n'étoit pas de cet avis ; il soutenoit qu'en fixant ainfi à dix années les fonctions du juge, c'étoit faire revivre leur permanence sous un autre point de vue : & il proposoit de les élire tous les deux, quatre ou six ans, suivant les différens périodes auxquels seront nommés les membres des corps administratifs. M. de Clermont-Tonnerre demandoit que l'on fix at une durée proportionnée, & à l'importance des fonctions du juge, & au petit nombre de dangers que va présenter, pour la liberté publique, la nouvelle magistrature qu'on va établir, & fur-tout aux longues & profondes études auxquelles un magistrat doit se livrer; que sans cette précaution on pourroit bien confier à des mains indignes la balance de la justice. En répondant à ce que M. Milscent avoit dit des assemblées populaires, & fur l'injustice que quelquesois elles exercent Tur ceux qui leur sont soumis, l'honorable membre remarquoit très-prudemment que ces assemblées sont ce qu'elles font; qu'elles ont des avantages & des inconvéniens; qu'il faut profiter des avantages & éviter les inconvéniens; qu'il n'y a pas de parité entre le pouvoir administratif & le pouvoir judiciaire; que si l'on eût établi le premier pour un plus long terme que celui qu'à lui a été accordé, on est placé ledespotisme dans le sein. même de l'administration; que le magistrat, dans le nouvel ordre de choses, n'est pas autant à craindre que l'administrateur, qu'il faut donc lui assurer les moyens de se

consoler des songues & pénibles études q'uil est oblige de faire pour parvenir à sa prosession; que quatre années d'exercice ne peuvent le dédommager de tous les sacrifices qu'il est obligé de faire pour y atteindre; & qu'il saut au moins le prolonger à huit années, pendant les quelles on auroit de plus le droit de le destituer, s'il commettoit quelque prévarication dans ses sonctions.

M. d'André réduisoit ce terme à quatre ans, & il appuyoit cette opinion d'un réflexion dont on s'étoit déja fervi pour étayer l'àvis contraire; c'est que, si la durée de la magistrature étoit plus longue, personne ne voudroit s'en charger. L'honorable membre ajoutoit, que, dans les commencemens, on seroit obligé de choisir les juges parmi les gens de loi, lesquels ne voudroient pas quitter leur cabinet & seur clientelle pour un plus long éspace de temps; mais il faut espèrer, ajoutoit-il, que nous parviendrons ensin à simplifier tellement nos loix, que nous puissons nous passer de praticiens & de jurisconsultes.

Le mot quatre années est seulement sorti de la bouche de M. Mongins de Roquefort, lequel est aussi-tôt descendu de la tribune. Puis M. Garat l'aîné, après avoir fait une longue digression sur son esprit & sur sa raison, qui ne sont, disoit-il, l'esclave que des décrets de l'assemblée nationale, observoit néanmoins que, dans le nouvel ordre qu'on alloit établir, nous n'aurions pour juges que des avocats dégradés par la baffesse de leur ame, l'opprobre de leur état, tels qu'ils sont peints dans l'avocat Patelin, ou des jeunes gens ignares, forts de leur propre ineptie, qui n'ignorent de rien, tels que l'enfant prodigue nous en offre un modele; que la clientelle ne s'entretien que par la continuité du patronage, & qu'un juge de quatre ans perdra toute sa fortune; que quatre années de magistrature perdra l'habitude de se livrer avec constance aux travaux penibles & rebutans du jurisconsulté : « si vous considérez. disoit-il, le choix du peuple comme la voix de Dieu, je vous invite à prolonger leur durée; autrement bornons leurs fonctions à deux ans. On a long-temps discuté la question de savoir si nous aurions des juges ambulans. Eh bien! choifissons en de volans....

M. Reider vouloit que le je juge fût affez long-tems en place pour fixer l'opinion publique sur sa personne, &c pas airez pour tant pour se livrer à de longues prévari-

Parions, & il proposoit de sixer la durée de son ministere & sig ans. M. Chabroud votois pour quatre ans a & M. Prieur vouloit qu'on déterminat cette durée à quatre ans pour la premiere élection, & à six pour les suivantes. M. Buzot youloit qu'on ne proponçat sur cela qu'un décret purement réglementaire, & que l'article constitutionnel fut renvoyé au comité de constitution. De son côté, M. Frétezu sourepoit que si l'on bornoit aussi étrangement la durée des fonctions du magistrat, toutes les familles de la magistrature actuelle renonceroient à une profession pour laquelle, elles ont élevé leurs enfans ; que cet événement seroit d'autant plus défastreux, qu'on seroit privé par-là d'exellens sujets qui pourroient être utiles à leurs conciroyens; que les jurisconsultes ne sont pas toujours ceux qui sont les plus propres à tenir la balance de la justice; que pendant vingt-cinq ans d'exercice dans une cour supérieure, l'expérience lui a appris que de toutes le sentences qui y éroient infirmées, la plupart tiroient leurs vices de l'inftruction, & que pendant le même espace de temps, il n'a eu que des éloges à faire des lumieres & du désintée, ressement des officiers qui composoient les bailliages du ressort du parlement. L'honorable membre concluoit à ce que que l'examen de l'arricle fut renyoyé au comité; oc que dans le cas où l'on voudroir proponcer fur-le-champ a on décrétat que la durée des fonctions de chaque magistrat ne pourroit être au-dessus de dix ans, ni au-.. deffous de fix.

Nouvelles de Paris.

dominer dans le choix des commandans militaires. Le roi a donné le commandement des troupes de Franche-Comté à M. de Toulongeon, qui ne s'est pas moins distingué dans le parti populaire que son frere le vicomte de Toulongeon, membre de l'assemblée nationale; & M. d'Ecquevilly, qui aveir à Strasbourg des lettres de service, & dont lea opinions aristocratiques y étoient parsaitement démontrées, est revenu à Paris, où il a trouvé la certifude qu'il n'y retourneroir plus. Ces saits joint à la promorion de M. Biron au commendement de Corse, sont d'un sinistre augure pour l'aristocratie militaire, & pourroinet bien la menacer de route l'intempérie du sousse la liberté.



COURIER FRANÇAIS,

Du Jeudi 6 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 5:

A cupidité de certains prêtres, indignes du caractere saint dont ils sont revêtus, fait les plus puissant efforts pour allumer en France la guerre du fanatisme, & same ver, en répandant le sang de leurs concitoyens, les débris de cette opulence insultante qui nous scandalisa si long-temps. La ville de Toulouse, en particulier, a pensé être la victime de cette atroché meurtriere; & sans la sagesse & la prévoyance de sa municipalité, des flots de sang eussent inondé les rues. Le 13 du mois dernier, on répandit dans cette ville un écrit, dans lequel, sous prétexte d'adresser des remontrances à l'affemblée; nationale & au Roi, on provoquoit des assemblées dans les chapitres, les communautés, dans le commerce, dans : toutes les corporations, à l'effet d'y rédiger une adresse. pour faire déclarer la communion catholique la religion. de l'empire français, & obtenir la conservation des mo-1 masteres dans les grandes villes. Le 18 du même mois on publira dans les églifes paroiffiales de Toulouse un ex. trait de ce scandaleux imprimé; & M. de Barbasure # vicaire-général de Toulouse, en autorisa la publication; Le procès-verbal, dressé le 19 par la municipalité, nous apprend que les deux premières assemblées avoient eté fort tumultueuses; & que quelques-uns des membres qui la compositiont, s'étolent même permis des voies de fait les uns contre les autres. Celui du lendemain ajoute; que la troisseme assemblée tenue dans la falle des jeux staraux sut encore plus orageuse, qu'elle pensa deve-air l'occasion d'un carnage général; qu'on cria aux armes dans différens quartiers de la ville; que plusieurs particuliers armés, à la têtel des que les étoit un sieur Roux a procureur au parlement, pour suivirent plusieurs ci-atoyens, la bayonnete au bout du sus littérent même sur eux, & que, par un bonheur inconcevable, personne

ne fut tué.

Ce fur alors que la municipalité s'apperçur que le dangér devenoit de jour en jour plus pressant. En conséquence, le 21, elle sit afficher une proclamation, pour désendre provisoirement de semblables assemblées; & de se prêter en aucune maniere à leur convocation, sous peine de désobéissance, jusqu'à ce qu'il en ait été rendu compte à l'assemblée nationale & au Roi.

Une fonle d'écrits incendiaires, & publiés dans un file propre à soulever les ames tragiles & timides, avoient préparé cet événement. En voici quelques fraquents, qui feront connoître, & l'intention des scélérats

Un rapport fait par M. Anthoine, d'une interception faite par la ville de Décize, de grains destinés à la subfistance de celle de Nevers, a ouvert la sance de ce marin; « Et l'assemblée ordonne que les décrets rendus sur la libre circulation des grans, or nomment celuidu soctobre 1989, seroient exécutés; qu'en conséquence les officiers de Decize n'ont pu, même sous pretexte de créance, arrêter les grains destinés à l'approvisionnement de la ville de Nevers, & qu'elle charge son comiré de recherches de s'occuper de la recherche des causes qui s'opposent à la libre circulation des grains ».

L'ordre judiciaire a enfuite été remis fur le bureau (1) Les juges feront-ils élus par le peuple? & dans ce cas, seront il institués par le roi? Telles étoient les deux propolitions soumiles a la discussion. M. d'André a observé qu'il seroit plus simple de poser ainsi la question : les juges . seront-ils élus par le peuple ? le roi aura-t-il le droit de les instituer? en ce cas, combien le peuple présentera t-il au roi des sujers, parmi lesquels il fixera son choix? L'Assemblée a goûté cette division; & , malgré la réclamation de M. Barnaye, elle a été adoptée. M. Bouche a alors voulu ouvrir les annales de toutes les nations de l'umivers, pour nous démontrer que le peuple eut toujours le droit de nommer ses juges ; mais on l'a prié de garder fon érudition pour une autre occasion; & d'une voix unanime, il a été décrété, « que les juges seront élus par we le peuple ».

M. Mongins de Roquefort à demandé ensuite qu'ils suffent institués par le roi. C'étoit aussi l'avis de M. de Clermont Tonnerre, qui prétendoit que, chargé de mettre la loi à exécution, il doit en cela dépendre du pouvoir exécutif suprême. M. de Lepeaux, au contraire, observoit que le peuple doit retenir tous les pouvoirs qu'il peut exercer par lui-même; qu'il peut élire ses juges, & les instituer, & qu'il doit le faire; qu'on doit se désier de l'ambition du pouvoir exécutif, qui, malgré les précautions qu'on a prises, empiétera toujours sur tous les pouvoirs; & que celui du juge étant le plus important, Il sour qu'il soit dans une dépendance continuelle du

peuple.

M. Hirland de Bazoges, qui a figné la célébre déclaration des Capucins, aime trop la réligion fans doute, pour abandonner au peuple le droit d'élire & d'inflituer

⁽¹⁾ L'imprimeur ayant jugé à propos de retrancher, de son geopre mouvement, la sin de la séance d'hier, on n'a pu avoir connoissance siu décret qui la terminoit. Nous devons en conséquence observer que le résultat de l'appel nominal a donné 517 voix pour que les juges restassent en place pendant six ans, & 274 seu-lissiment pour qu'ils la conservation pendant suits.

les juges. L'honorable membre allégois le décret du 23 Septembre darnier, quisporte que la justice sera renduc bu nom du roi; il ajouroit que par la on a reconnu que c'est au monarque à rendre la justice, & que ce droit est une émanation du pouvoir exécutif. M. Barnave, au contraire, soutenoit que si l'institution du juge étoit un acte force de la part du roi, c'étoit un privilége illusoire qu'on lui accordoit, un privilége indigne de la loyauté de l'afl'emblée nationale ; que si l'on vouloir donner au prince le droit de refuser les sujets qui sui servient présentés, c'est rendre nulle l'éloction du peuple, & détruire pour jamais la liberté; que les peuples eurent, des l'origine du monde, le droit d'élire leurs juges, & que ce droit leur fut ravi par l'établissement du régime séodal; que c'est à ce titre que la plupart des monarques de l'europe, & particulierement celui d'Angleterre, possédent le droit de donner des juges à leurs peuples; & que si jamais la puissance judiciaire retombole dans les mains du roi, l'immense auto-Tite qu'il acquerroit par là, jointe à celle dont il jouit on qualité de cheffuprême de l'atmée, pourroit le rendre un jour très-redoutable à la liberté politique du royaume. M. Garat l'alue, qui voit avec peine s'évanouir la puil-Sance qui donnoit des places & des pensions, ne cesse de prêcher le desposifme tout en voulant singer la demotratie. Austi le très-long galimathias qu'il nous a débité najourd'hui, n'avoit-il pour objet que d'accuser l'Assemblée de dépouiller le roi de toutes les prérogatives de la couronne; & il a invoqué les suffrages de toutes les galeries pour démontrer qu'il est plus populaire, & que les opinions sont plus favorables au bonheur du peuple, à son honneur & à fai liberté, que celles des membres qu'il combattoit, puis il a conclu à ce qu'on embandonat au roi l'institution des juges, si l'on ne vouloit pas réduire le pouvoir du roi à une image fantastique de suprematie.

M. le Chapellier a démontré, non avec des déclamations, mais par d'excellentes raisons, qu'il ne seroit pas utile que le roi est le droit d'istituer les juges, & qu'il seroit dangereux de lui consier ce pouvoir; inutile, si on réduisoit ce droit à des simples settres de chancellerie; & dangereux, en ce qu'une telle institution tendroit à créer un veto suneste, qui paralyseroit le vœn du peuple. D'une autre part, M. Cazalès a cité J.J. Rousseu, pour prouver que les rois sont les juges nés des peuples qu'ils gouver-

MM. Goupil, Chabroud & Maury ont austi donné leue avis fur ce sujet. Le premier, pour proposer de donner au roi l'institution du juge, à la charge de faire juger par les tribunaux son resus; le second, pour slopposer à cette prérogative; & le troisieme, pour l'appuyer de toutes ses forces. Une petite vérité qui, parmi tant de paradoxes, a laissé échapper celui-ci, a ésé que les grands feudataires s'emparerent autrefois de juger, comme un vrai meyen de dominer les peuples. En parlant de l'angleterre, il a fait. pour la troisseme sois dans la tribune, l'énumération des dix conquêtes qui ont soumis cette iffe, &, comme l'honorable membre a meublé sa tête d'un magasin de phrases qu'il applique à tous les sujets, on lui pardonne aisément ces répetitions. Enfin , M. do:Mirabeau l'aîné , l'a réfuté far ce qu'il avoit dit, que tel gouvernement est une démocratie où le pouvoir exécutifest divisé; & ila démontré qu'il n'existe aucus gouvernement su monde où, sans être un démocratie, le pouvois exécutif ne soit distribué en plusieurs branches. Enfin, cette séance s'étant prolongée jufqu'à queve heures, on a sjourné à demain la question;

Nouvelles de Paris.

con anjourd'hui, entre six & sept heures du matin, un conseil do guerre au milieu des Champs-Elysées. Là étoit plantée une potence, prête à recevoir le soldat qui, jeudi dernier, a sendu la sête à un chasseur de la garde nationale parissenne, là l'instant même où son adversaire n'étoit point en désense, Ce malheureux convenoit du crime; mais, en implorant la clémence de ses juges, il alléguoir en sa faveur l'état divresse où il étoit lorsqu'il avoit commis le désit. Il n'en a pas moins été condanné à mort. Heusteussement pour ses jours, notre garde nationale, dont la stranchise & la loyauté égalent la bravoure, a envyé une députation de cinq à six cents de ses membres

hiprès du commandant de la compagnie générale, pour mi demander la grace du coupable. Une telle intercession étoit bien précieuse, sans doute, pour le régiment Suisse, dont l'affection & la cordialité envers notre milice natiomale sont si connues. Aussi, l'état-major n'a-t-il pu résister à la demande; & il a répondu poliment à ceux qui la lui faisoient, qu'il ne falloit rien moins que le vif intérêt que la garde nationale prenoit au coupable, pour le faire écarter de la sévérité des principes militaires. Il est imposfible de peindre ici les tenrimens de reconnoissance que cette grace a fait naître dans le cœur de notre garde nationale. & la satisfaction que goûtoit le régiment étranger de la présence de leurs freres, auxquels ils devoient la vie de leur camarade. Cette nouve le , bientôt parvenue au coupable ; l'a fait tomber en convultion; & les deux régimens prenoient d'autant plus de part à sa conservation, qu'en six années de service, il ne s'étoit jamais écarté de son devoir. On s'est borné à le dégrader, & on lui a donné une cartouche jaune. Chaque soldat s'est alors cousse pour soulager le malheureux. On a rempli son chapeau d'argent, & comme l'état de foiblesse où il étoit lui avoit ôté toute connoissance, notre garde nationale s'est chargée de sa personne, & de lui procurer tous les secours dont il avoit besoin. Tels sont, Français, les fruits de cette nouvelle civilifation que nous venons d'acquérir.

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts les Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Jeudi 6.	o liv. 7 f. o d.	ol. 10 f.6d.	1 liv. 15£.0 d.

Le priz de l'Abonnement de ce Journal, qui pafoit tous les Jours est de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend à 3 sqis la fauille pour ceux qui n'ent passeuscrit.



COURIER FRANÇAIS;

Du Vendredi 7 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 6.

Constitution de la Municipalité de Paris. Décret sur les troubles de Toulouse. Discussion sur l'ordre judiciaire. Nouvel appartat national commis par M. Maury.

ARES la lecture des adresses & des pétitions, la séance d'hier soir s'est ouverte par la continuarion du rapport du comité de constitution, sur l'organisation de la municipalité de Paris. Déjà le premier article avoit été décrété; & les dix-huit autres l'on été tels, a quelques légers changemens près, qu'ils avoient été présentés pas M. Desmeuniers.

Art. II. Les finances des offices supprimes seront le m quidees & remboursées; savoir, des deniers communs m de la ville, s'il est justifié que ces finances aient été ver-

in ses dans sa caisse; & par le trésor public, s'il est justifié

qu'elles aient été payées au roi.

" n' III. La commune ou la municipalité de Paris sera 'n sensermée dans l'enceinte des nouveaux murs; mais les n' boulevards que l'on construit au dehors de ces murs,

» feroni soumis à l'administration municipale.

" IV. Le décret rendu par l'Affemblée nationale le 14 décembre, concernant les municipalités, sera exécuté dans la ville de Paris, à l'exception des dispositions auxorquelles il n'aura pas été renvoyé par les articles suivans; & les articles de ce décret, contenant les dispositions auxorquelles il n'aura pas été dérogé, serent rapportés à la fin du présent réglement, & en seront partie.

** V. La municipalité de Paris sera composée d'un maire, de seize administrateurs, dont les sonctions se maire, de seize administrateurs, dont les sonctions se membres du conseil, de quarre-vingt-seize notables, membres du conseil, de quarre-vingt-seize notables, d'un procureur de la commune, de deux substituts, qui seront-les adjoints, & exerceront ses sonctions à son défaut,

» VI. La ville de Paris sera divisée, par rapport à sa » municipalité, en quarante-huit parties, sous le nom » de sections, qu'on tâchera d'égaliser autant qu'il sera » possible, relativement au nombre de citoyens actifs.

» VII. Ces quarante huit sections ne pourront être

regardées que comme les sections de la commune.

NIII. Elles formeront autant d'affemblées primaires,

lorsqu'il s'agira de choisir les électeurs qui devront con
courir à la nomination des membres de l'administra
tion du département de Paris, ou à la nomination

des députés que ce département doit envoyer à l'As
femblée nationale.

» IX. Les citoyens actifs ne pourront se rassembler par netiers, prosessions, ou corporations, ni se faire représenter; ils se réuniront sans aucune distinction, & ne pourront donner leur voix que dans la section dont ils

n feront partie à l'époque des élections.

» X. Si une section offre plus de 900 citoyens actifs présens, elle se formera en deux assemblées, qui nommeront chacune leurs officiers; mais qui, après avoir dépouillé séparément le scrutin de l'une & de l'autre division, se réuniront par commissaires pour n'envoyer qu'un résultat à l'hôtel-de-ville.

» XL Les assemblées des quarante-huit sections seront » indiquées pour le même jour & à la même heure; on » ne s'occupera d'aucune autre affaire que des élections » & des prestations de serment civique; ces assemblées » se continueront aussi à la même heure, les jours suivans, » sans interruption; mais un scrutin commencé se terminera sans désemparer.

n XII. Les quarante huit sections se conformeront aux n articles du décret sur les assemblées administratives, n concernant les qualités nécessaires pour exercer les droits n de citoyens actifs, & pour être éligible.

" XIII. Les parens alliés au dégré de perc & de fils, de beau-pere & de gendre, de frere & de beau-frere, "" d'oncie & de neveu, ne pourront en même - temps serre membres du corps municipalis ils one se nommés si dans le même feruins, celui qui ausa le plus grand mombre de voix fera élu; & en cas d'égalité de voix si on préférera le plus âges; sils n'ont pas été élus dans le même feruins, l'élection du dernier ne ferai point se comprée ; & si celui-ci se été nommé au troileme se tout de feruin ; il fera remplacé par le citoyen quis, dans ce même tour, avoit le plus de voix que lui, m'XIV. L'élection des deux procureurs de la commune se fera dans la forme qui fera déterminée au titre suivant.

** XV. Pour l'élection des maire-& du procuseur de la commune, chacune des quarante-hait sections de l'afsemblée générale des citoyens actifs sora parvenir à l'hôtél-de-ville le recensement de sont scrutin partin culier; ce recensement contiendra la quantité du nombre de votans dont l'affemblée aura été composée, &
n celle du nombre de suffrages que chaque candidat
n aura réunis en sa saveur : le résultat de tout le ren censement sera sormé à l'hôtel-de-ville.

» XVI. Les scrutins des diverses sections seront re-» censes à l'hôtel-de-ville le plus promptemen qu'il sera » possible; de sorte que les scrutins ultérieurs, s'ils se » trouvent nécessaires, puissent commencer des le len-» demain.

" XVII. Chacune des quarente-huit sections enverra " à Fhôtel-de-ville des commissaires pour affister au re-" censement des divers scrutins.

» XVIII. La nomination des quarante-huit membres » du corps municipal & des qu'ere-vingt-seize notables, se » fera toujours au scrutin; mais la population de Paris » exigeant une forme de scrutin particulier, cette sorme » sera déterminée dans le titre suivant.

"XIX. Après les élections, les citoyens actifs ne pourront ni rester assemblés, s'assemblés de nou
"veau en corps de commune, sans une convocation or
"donnée par le conseil général de la commune, lequel

"ne pourra la resuser dans les cas qui seront déterminés

" au titre IV.

Avant d'entamer la séance de ce matin, nous devonsplacer ici le décret rendu sur des troubles de Toulouse, & dost la rédaction y a été approuvée de la maniere, qui suit à L'affemblée nationale, douloureusement affectée des

vénemens qui ont compromis la tranquillité de la

ville de Toulouse, invite tous ses citoyens à la paix

& à l'union, que la religion & l'amour de la patrie

preserivent à tous bons François.

» Elle déclare, après avoir entendu son comité des » rapports, qu'elle approuve la conduite sage, pruo dente, & pariotique de la municipalité & des le-» gions patriotiques relativement aux assemblées pro-» voquées par des écrits anonymes, & qui ont eu lieu » en ladite ville de Toulouse, dans les églises, en » la salle des grands Augustins, & en celle de laca-» démie des sciences, les 18, 19 & 20 du mois d'a-» vril dernier; ordonne que les désenses provisoires, » faites au nom de la même municipalité, par la pro-» clamation du 25 dudit mois d'avril seront suivies » & exécutées selon leur forme & teneur jusqu'aux » prochaines assemblées des districts & départemens, à » l'effet de quoi le présent décret sera affiché & pu-» blié par-tout où besoin sera, même lu aux prônes des » parroiffes.

» En ce qui concernes les manœuvres, troubles, » & voies de fait qui ont précèdé, accompagné, suivi » & pourroient suivre lesdits événemens, l'assemblée » nationale a renvoyé le tout à son comité des recherches,

pour lui en être tendu compte ».

Les efforts redoublés des noirs sont encore parvenus à rendre cette séance inutile. Déja hier, on avoit discuté de savoir si le Roi auroit ou non le droit d'instituer Je juge nommé par le geuple; & cette discussion devoit Ecre terminée ce matin. Dans l'intention de diminuer les difficultés, M. de Beaumetz a proposé d'établir ainsi la question: le Roi aura-t-il le droit de resuser l'installation aux juges nommés par le peuple? En supposant qu'il n'ait pas ce pouvoir ; lui présentera-t-on plusieurs sujets parmi lesquels il aura le droit de choisir ? le roi donpera-t-il au candidat des patentes, scellées du grand sceau en verru desquelles il sera installé?.... Cette maniere de poser la question ne plaisoit point du tout aux noirs; & M. Garat l'ainé, leur ami, & plus encore celui de M. le Garde des sceaux, son archevêque, faisoit dans la tribune un vacarme épouvantable, pour présenter d'une toute autre maniere le sujet de la délibération. Enfin, l'assemblée lui a clos la bouche; & par un second décret, elle a sermé la discussion sur la ma-

niere de pofer la question.

Déja hier M. le Chapellier avoit établi ainsi la question, le peuple nommera-t-il un ou plusieurs candidats pour une place de juge? & dans le cas où il n'en nommeroit qu'un, le roi lui conférera-t-il l'investiture? D'une autre pars, M. Malouet vouloit qu'on la possit ainsi: l'élection du peuple suffit-elle pour conférer le pouvoir judiciaire? & M. de Lameth l'aîné, qu'on mit en délibération si le procès-verbal de l'élection d'un juge ne suffiroit pas pour l'exercice de ses sonctions?

M. Dumeiz a demandé la priorité en faveur de la propolition de M. de Beaumetz, & dans le cul-de-sa des noirs, on la réclamoir pour celle déja faite hier; savoir, si le roi instituera ou non le juge élu par le peuple. Plusieurs out réclamé la question sur la priorité à accorder à cette derniere; elle a été mise aux voix, & cette priorité lui a été refusée à une rrès-grande majorité. Cette décision n'a pas plu aux noirs; & c'est ici que s'est élevé sur ce cul-desac l'un des plus surieux orages qui l'ait encore agité. On eût dit-que le parti étoit ensin pris pour opérer la dissolution, & les voûtes de la saile sembloient s'ébranier au bruit des clameurs qui se faispient entendre. Nous devons rendre compte à la France des noms de ceux qui cherchent journellementà attenter à sa liberté; & nous dénonçons, en ce moment, à la patrie, MM. Cocherell, de Vaudreuil, Foucault, Polleville, Mirabeau le Limousin, Faussigny, de Brave, Defresse, Maury, Daval de Pondichéry, Frondeville, l'évêque d'Angoulême, l'abbé de Bruges, Digoine, de Juigné, Dubue de Montareton, de Curant, de la Gallissonnière, Montlausier, Rochegune, les abbés de Pradt & de la Rochefoucault. Tels sont ceux qui, contre les réclamations même de leurs propres partifans, malgré le cri de leur conscience, & la majorité bien exprimée du côté des amis de la conftitution, r clamojent indécemment l'appel nominal, pour faire perdre le temps à l'assemblée. Après trois heures de tumulte & de clameurs, aprèslesplus vives représentations de lapart despluspacifiques desnoirs, faits à leur turbulent quartier, on est enfin parvenu à mettre aux voix si ou non il y avoit eu du doute dans L'épreuve; & 25 ou 30 au plus ont été pour l'affirmative. M. Montlaulier, homme d'esprit li jamais fût, ne vouloit

M. Malouer qui applaudifioir en secret au bruit, auquel poursant il ne participoit pas, est alors monté dans la tribune, pour soutenir que le pouvoir judiciaire est une branche du pouvoir exécutif; que c'est introduire le gou-wernement démocratique que d'ôter au roi toute instuace dans les tribunaux; que la souveraineté réside, en esse, d'ans le peuple; mais qu'elle ne peut être exercée par les sections de ce même peuple, & que ce seroit saire un acte de souveraineré, que d'élire & d'instituer le juge. Il sussion par proposer d'accorder la priorité à la seconde

propolition de M. de Beaumerz fur la premiere.

Dans un excellent discours, fait sur cette matiere par M. Barnave, l'honorable membre a observé qu'en nommant leurs juges, les sections du peuple n'exercent aucun droit de souveraineté, mais ulent du pouvoir que la nation leur donne de pourvoir à l'exercice de la jusrice; que c'est ainsi qu'elles en agissent lorsqu'elles pomment les membres des corps administratifs, sans le concours du roi ; qu'il n'est pas vrai que le pouvoir judiciaire foit une branche du pouvoir exécutif; que Montesquieu. a fagement foutenu le contraite; qu'un jugement à rendre ne ressemble pas plus au pouvoir exécutif, qu'une loi à faire ; que l'un & l'autre ne sont point une action, mais un acte de la penlée; que le roi est à côté du tribunal pour faire exécuter le jugement, comme il est à côté de la légissature pour faire exécuter la loi; que c'eur été peur être avec plus de raison qu'on eut demandé le concours du roi dans la formation des corps. administratifs, & que cependant on ne l'a pas fait; que dans un gouvernement libre il seroit très dangereux de laisser aux ministres le pouvoir de nommer des juges; que par-là on dégraderoir le caractere national, parce qu'il faudroit, pour obtenir une place, plaire au peuple & aux courtifans, porter successivement deux visages; qu'aucun homme libre ne se présenteroit pour être élu par le peuple, lorsqu'il seroit assaré d'être écarté par

Ce discours vigoureux a fortement déconcerté les noirs. M. Cazales, Mirabeau le Limousin, Monslaufier, Maury & Malouet se sont présentés à la tribune pour la combattré. Au bas de la barre étoit M. de Virieu qui demandoit qu'on mît à l'ordre M. Barnave, pour avoir mal parlé des ministres & des courtisans; & plus loin étoit M. le curé de Sergy, qui votoit pour qu'on mît à l'ordre M. de Virieu qui jettoit le trouble dans l'Assemblée. M. de Montlausier, qui, depuis trois jours demande à répondre à tout le monde, avant même qu'ils n'ayent obtenu la parole, a eu le malheur d'être pris au mot le premier; &, après avoir dit que M. Barnave venoit de catomnier le comité de constitution & les parailans des prérogatives royales, il a voulu aborder la question dost il ne savoit pas même les premiers élémens. Les amis de la constitution rjoient de tout leur cœur du galimathias; mais cufin, les noirs rougissant d'avoir un sel homme pour défenseur, se sont écriés d'une voix mpapime : que cela est mauvais! que cela est mauvais! L'homme au sang noble a pris alors le parti de descendre très-penaut de la tribune, & de l'abandonner à M. Mirabeau le Limousin : celui-cl n'a dit qu'un mot ; c'est que, si le roi, comme l'avoit dit M. Barnave, étoit à cote des tribunaux, à côte de la legislature, &c. il en seroit dehors; & avec cela, il s'est mis à courir dans son quartier, tout en criant anarchie. L'Assemblée a albrs ferme la discussion, puis écarté la motion de priorité de M. Malouet: & l'on a levé la séance.

Nous ne devons point passer sous silence, en finissant, un trait que nous devons à la nation. Tandis que M. Mont-lausser balbutioit dans la tribune, M. Maury s'est approché de M. Rœderer, qui étoit à côté de l'orateur : là, avec toute la sureur & les gestes d'un forcené, il l'a provoqué au combat, au pistolet; lui a dit, en le turoyant, que M. Madié l'attendoit à la porte pour lui faire son affaire; qu'il étoit un s... gueux, qu'il lui passeroit passer

les mains..... En s'adressait ensuite à l'Assemblée, en sarlant du vertueux abbé Gouttes, qui reclamoit le siellence, il s'est écrié: « c'est le pouvoir exécutif de » M. de Lameth que nous avons pour président ».... Et c'est un prêtre, c'est un membre du corps législatif, c'est un représentant du peuple, qui se livre à des horreurs qu'en ne se permettroit pas chez les Canibales; & c'est M. Rœderer, ce magistrat si respectable par sa politesse, son civisme & son désintéressent, qui se trouve ainsi enbutte aux injures, aux grossieretés du député de Péronne!... Peuple Français! c'est le président de la plus auguste Assemblée du monde, qu'un pygmé outragé ainsi!....

Figure of de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui n'ent pas fouferita



COURIER FRANÇAIS;

Du Samedi & Mai 1790.

Assemblée NATIONALE du 7

Décret sur l'assassinat de M. de Sainte-Colombe. Autre ; fur les vexailons das commis. Décrets qui ordonnent que le Roi ne pourra resuser son consentement à l'installation du Juge elu par le Peuple. Nouvel attenuat national commis par M. Maury.

On affaffinar commis à Vitteaux, en Bourgogne, a donné lieu à un rapport fait à l'ouverture de la féance d'hier soit, par M. Huor de Goncourt. Il paroît que M. Firsjean de Ste-Colombé, ancien conseiller au par-lement de Dijon, retiré à Sante-Colombé, dont il étoit ci-devant seigheur, n'y jouissoit pas de la bienveillance de ses censitaires. On assure qu'en 1775 il avoit été intulpé à Dijon d'accaparemens; & que sur les plaintes du peuple, relativement à l'excessive cherté des grains, il avoit répondu durement, qu'il mange de l'herbe. Il est certain qu'à cette époque sa maison sut dévassée, & que sa foite leule le déroba aux violences du peuple irrité.

Le 28 avril dernier, l'affemblée primaire du canton se réunit au couvent des Minimes, en la ville de Vittaux. On rapporte que M. de Sainte-Colombe s'ý comporta avec peu d'égards envers les citoyens. On lui observa qu'il n'avoit pas voulu prêter le serment civique, & qu'il avoit resusé le paiment de sa contribution patriotique. Il patroît même que, sous ces différens prétextes, on lui resusa la qualité de citoyen actif. On lui reprocha les événement de 1775, & sur-tout le propos affreux qu'on lui avoit alors attribué, & qu'il répéta, dit-on, à ce moment dans un

excès de colere. M. de Sainte-Colombe répondit qu'il avoit fait sa soumission à Vitteaux pour sa contribution. Il prétendit en outre qu'il avoit le droit de présider l'Assemblée comme étant le plus ancien d'âge. On ajoute qu'il arracha des mains du secrétaire la plume & le registre.

M. de Sainte-Colombe, chasse de l'assemblée primaire, se résugia précipitamment dans une maison, de laquelle les paysans l'arracherent avec violence, après l'avoir frappé avec des bâtons. Ils le traînerent dans la rue, delà, sur une place publique, toujours en le frappant sur toutes les parties du corps, avec la rage la plus effrence. Ils lui ensoncerent du sumier dans la boucke. Ce supplice horrible, dont les détails sont frémir, dura près de trois heures. Le procès-verbal de la levée du cadavre de M. de Ste-Colombe, atteste que tout son corps étoit couvert de plaies & de contusions.

Indigné d'un tel attentat, propre à souiller les fasses de notre monarchie, l'Assemblée nationalea a rendu le décret suivant, sur la rédaction de M. Desmeuniers:

"L'Affemblée nationale, instruite de l'exécrable atrentat commis en la ville de Vitteaux, le 28 avril derner, sur la personne du siour Fitsjean de Sainte-Colombe, décrete que son président se retirera pardevers le roi,
pour supplier Sa Majesté de donner des ordres pour
que les poursuites commencées par le juge dudit Vitteaux soient continuées jusqu'à jugement définitif.».

M. Vieillard a fait ensuite rendre le décret suivant, à l'occasion d'un sieur Corbeil, tanneur à Caen, qui, en quatre ans, a éprouvé cinq procès, que sui ont suscités les commis de la régie, en exerçant contre sui les

plus atroces perfécutions.

"L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité des rapports, déclare que par son décret du 22 mars dernier, son intention a été d'user d'indulgence envers les particulieres qui, à l'occasion des droits de marques sur les cuirs & fers, & de ceux sur la stabrication & le transport des huiles & savons, auroient encouru des amendes, & mérité quelques condamnavions.

» Qu'elle n'a point entendu priver ceux des citoyens
 » qui étoient en procès avec la régie antérieurement audit
 » décret, & qui prétendroit avoir été vexés & inquiétés
 » injustement, de poursuivre par les voies de droit la

n réparation des terts qu'ils auroient éprouvé ; sauf à » fubir eux-mêmes les condamnations pécuniaires dont ils

» feront susceptibles.

» Décrete en conséquence, 1°. que tout citoyen qui " étoit en procès avec le régisseur ou ses préposés. 2 avant le décret du 22 mars dernier, & se prétendroit n fondé à exiger la réparation des dommages à lui causés, » pourra continuer ses poursuites devant les juges aux-» quels la connoissance en appartient, & se faire ad-» juger les condamnations qui lui font dues, suivant » qu'elles seront déterminées par les tribunaux, en faisant néanmoins fignifier au régisseur, dans les trois mois » pour tout délai de la publication du présent décret. » la déclaration, qu'il entend reprendre la suite de ses » diligences.

» 2° Que le citoyen qui, ayant refusé de jouir du » bénéfice du décret du 22 mars dernier aura continué » ses diligences en vertu du présent décret, ne pourra » se soustraire au paiement des amendes qu'il aura en-» courues & des autres condamnations pécuniaires qu'il » aura méritées, si par l'événement, les contestations qu'il » aura reprises sont mal fondées, à l'effet de quoi les » loix ci-devant en vigueur subsisteront pour ces cas par-» ticuliers seulement, & seront à cet égard exécutées

» suivant leur forme & teneur.

On a ensuite procédé à l'examen du plan d'organisation de la municipalité de Paris, dont 39 articles ont été dé-

crétés en ces termes (1).

" Art. XX. Les quatre-vingt-seize notables formeront » avec le maire & les quarante huit membres du corps ", municipal, conseil général de la commune, lequel » sera appellé pour les affaires importantes, conformé-» ment à l'article LIV du décret du 14 décembre, & de » plus dans les cas que fixeront les articles suivans.

» XXI. La municipalité de Paris aura un sécrétaire " greffier, un trésorier & deux sécrétaires-greffiers-ad-,, joints, un garde des archives & un bibliothécaire, qui ,, preteront serment | de remplir fidelement leurs fonc-» tions. Le conseil général de la commune les nom-» mera dans la forme qui sera déterminée au titre II. 🛪 & chacun d'eux après avoir été entendu, pourra être,

⁽¹⁾ Nous donnerons la suite demain.

m change, lorique ile conseil général, convoqué à cet m effet, l'aura jugé convenable, à la majorité des voix.

» XXII. Le corps municipal sera divisé en conseil & » en bureau : le titre suivant déterminera le nombre des » départemens du bureau, qui pourra varier lorsque les » circonstances l'exigeront.

"> XXIII. Le maire & les seize administrateurs com-

» poseront le bureau.

,, XXIV. Les trente-deux autres membres compose-

5, ront le conseil municipal.

">XXV. Le conseil général de la commune élira, à ;, la pluralité absolue des voix & au scrutin individuel, ,, les seize administrateurs parmi les quarante-huit mem-, bres du corps municipal, non compris le maire; l'é-, lection se terminera au troisieme tour de scrutin en , cette occasion, ainsi que dans toutes les autres.

"XXVI. L'affemblée pour les élections des seize administrateurs, se tiendra le surlendemain de la proclamation du maire & des quarante-huit autres memphres du corps municipal, & cette élection se sera dans

, l'ordre qui sera prescrit au titre III.

"XXVII. Le conseil municipal s'assemblera au moins, une sois tous les quiste jours, & commencera par vérin fier les comptes des divers départemens du bureau ,
n lorsqu'il y aura lieu. Les membres du bureau auront voix
n délibérative avec ceux du conseil, excepté lorsqu'il s'a-

n gira des comptes de leurs départemens.

"XXVIII. Le corps municipal s'affemblera extraordinairement lorsque les circonstances l'exigeront, & que na la convocation sera demandée, soit par le maire seul, noit par la majorité des administrateurs, soit par la noitié des membres du conseil; & dans tous les cas, na la convocation sera faite par le maire.

» XXIX. Outre le droit de convoquer le corps munîcipal, le maire aura encore celui de convoquer le n conteil général de la commune, lorsqu'il le jugera

n nécessaire.

» XXX. Le corps municipal nommera, parmi les membres du con cil, un vice-président, qui n'aura d'autres fonctions que de tenir les assemblées du corps municipal du conseil général de la commune en l'absence du maire; & en cas d'absence dé maire & du vice-président, le ge doyen d'âge des membres présens présidera les assemblées. » XXXI. La présence des deax tiers au moins des membres du conseil sera nécessaire pour recevoir les comptes de la gestion du maire & des administrateurs du maniement des deniers du mésorier; & la présence au moins de la moitié, plus un, des membres du corps municipal sera necessaire pour prendre les autres délibérations. Mais si dans un cas urgent on ne pouvoit raspsémbler la moitié, plus un, des membres du corps municipal, on y appelleroit des notables, selon l'ordre des élections.

» XXXII. Les convocations du conseil général de la » commune setons faites au nom du maire & du corps, » municipal.

n KXXIII. Les membres du confeil général de la commune, réunis au membre de quarante muit au moins, sen pourront requérir la convocation du confeil général, de la commune, loriqu'ils la creiront nécessaire, & le se cosps municipal ni le maire ne pourront s'y resuser.

» XXXIV. Lors du renouvellement annuel, les officiers si municipats. Se les notables fortiront au nombre de n foixante-douze, déduftion faite de celui des mortes, de manière qu'on sit à remplacer la moitié des adminif» trateurs, la mentité des membres du confeit se la moitié m des notables.

» XXXV. Les substituts du procureur de la commune » resteront en place deux ans, & poursont être séélus » pour deux autres années. Ils ne pourront l'être dans les » élections suivantes, pour les mêmes places, qu'après » l'expiration des deux années.

» XXXVI. Le procureur de la commune & ses substi-» tuts fortiront de place alternativement, le procureur

» une année, & les fubflituts une autre année.

"XXXVII. L'année de la fortie du procureur de la s'écommune ne sera pas la même que celle de la fortie du maire; à cet effet, si le procureur de la commune, nomme à la première élection, n'est pas réélu, il n'exercera que pendant un an, non compris le temps qui s'écousera avant celui de l'époque fixe des élections ordinair.

"XXXVIII. Les membres du corps municipal, ceux
du confeil général, le procureur de la commune &
s' ses substituts ne pourront être révoqués, mais ils pourront être destinués pour forfaiture jugée.

* XXXIX. Les places de maire, de procureur de la

municipal ou du conseil général, de secrétaire greffier,
municipal ou du conseil général, de secretaire greffier,
municipal ou du conseil général de secretaire greffier,
municipal de

XL. Les membres du corps municipal, durant leur exercice, ne pourront être membres de l'administration du département de Paris; & s'ils sont élus membres de cette administration, ils seront tenus d'opter.

En ouvrant ce matin la séance, M. de la Rochesoucault a demandé, de la part du comité des domaines, à être autorisé à faire imprimer son rapport sur le modedes ventes des biens nationaux, & à faire ce rapport dimanche proch. L'honorable membre a ajouté que déjace comité avoit reçu pour 350 millions de foumissions à ce sujet. Puis M. Rœderer a continué la discussion sur la question de savoir si le roi pourra resuser son consentement à l'admission d'un juge élu par le peuple. Son avis, fondé, & sur les dangers de confier une trop grande. autorité aux ministres, & sur la crainte de voir la corruption se glisser dans les tribunaux, étoit qu'on ne pouvoir abandonner ce paivilége au pouvoir exécutif. M. Irland de Bazoges s'est efforcé de démontrer le contraire; mais comme les talens de l'honorable membre ne répondent pas à son amour pour le despotisme 🔎 son opinion, collée sur celle de MM. Cazalès, Maury & Malouet, n'a fait aucune sensation. On a demandé ici que la discussion sût sermée, & elle l'a été; mais apres. une bonne demi-heure de réclamations, on l'a rouverte en faveur de MM. Goupil & Cazalès. Le premier a cité d'excellens exemples pris de notre histoire, pour prouver jusqu'à l'évidence que ce seroit porter la plus vive atteinte à notre liberté que de laisser au roi le choix des sujets qui rempliroient nos tribunaux, & il a particuliérement cité celui du Maréchal de Montluc, qui n'ayant. pu être payé de ce qui lui étoit dû par la cour, en obtint, par forme d'indemnité, un office de conseiller au parlement. M. de Préfeln a ajouté ce qui se passe à Caen, où il en coute toujours 3 à 400 louis pour obtenir une chaire de professeur, à laquelle le roi nomme l'un de deux candidats qui lui sont présentés par l'université :

il contluoit, non à ce que le pouvoir exécutif fût privé de toute influence dens la nomination de nos juges, mais qu'il ne pût refuser ceux qu'on lui présenteroit sans en développer les motifs, lesquels seroient jugés par un tribunal.

Si l'on en eût cru M. Cazalès, l'existence de la monarchie dépendoit du décret qu'on alloit rendre. Il s'eft beaucoup étendu sur les vices des assemblées populaires : & il a obsérvé que les comices de Rome surent roujours aumultueux; que dans chaque assemblee, la place de cette grande ville fut convertie en champ de bataille; que jamais on n'y fit de loix fans effusion de sang ; qu'il parose qu'on a conçu le projet de réduire la France à une pure démocratie, & le roi à n'être que le premier huissier des tribunaux; qu'il n'y a plus d'ordre intermédiaire entre le monarque & le peuple ; qu'on a détruit le clergé, la noblesse, la magistrature. . . . A ces derniers mots, des murmures se sont élévés dans la salle; & M. Lavie s'est Ecrie: Il est bien éconnant qu'on ne laisse pas faire l'oraison funebre de tant d'oppresseurs.... C'est l'oraison sunebre de la mornarchie que je fais ici, a répondu M. Cazalès & il est aussi-tôt descendu de la tribune.

On a alors demandé à aller aux voix par l'appel nominal; mais sur l'observation de M. de Beaumerz, on c'est borné à recueillir les suffrages par assis & levés; & la majorité a décrété: « que le Roi ne pourra resuser sons consentement à l'admission d'un juge élu par le peuple ».

On a ensuite réclamé l'appel nominale sur cette question secondaire; les électeurs présenteront-ils au Roi plusieurs sujets proposés; & la négative a été décrétée à la majo-

rité de 503 voix contre 450.)

La séance de ce soir a été principalement employée à la discussion du plan de la municipalité de Paris. Lorsqu'on se préparoit à décréter le quiozieme article du second titre, M. Maury, ivre, s'est présenté comme un suribon à la tribune; s'est écrié d'une voix de Stentor, & avec les gestes d'un Corybantes, que c'étoit inutilement que l'on vouloit donner des loix aux districts de Paris; qu'ils n'obérroient pas, & qu'ils se moqueroient des décrets de l'assemblée nationale. Une calomnie aussi atroce contre le meilleur des peuples, a soulevé toute l'Assemblée. M. Camus a demandé vengeance d'un tel attentat commis contre la capitale. Le député de Péatre de Péatre

ronne, rugissant de rage, s'est présenté au milieu de la salie, a dit qu'il démandoit à être censuré; qu'il woudoit que la censure sût consignée dans le procès verbal; Be il ajoutoit; en levant la jambe, qu'il feroit passer par-là toute l'assemblée. M. l'abbé Gouttes, au déselpoir d'ètre témoin d'une telle scene, est démeuré quelqué temps incertain de la conduite qu'il devoit tenir. Ensin M. Maury, toujours en balbutiant des injures, a tellement insisté sur la censure, qu'il a fallu prendre lès voix; & ce que nous disons en frémissant, le député de péronne sapplaudissit de toute ses sorces à ce décret, qui le couvroit d'opprobre. Français, c'est à vous que je dénonce cet attentat, commis contre la majesté de la nation!

Nouvelles de Paris.

7 Mai. La crainte d'occasionner quelques mouvemens nous empêcha d'annoncer hier que M. le curé de S. Sulpice venoit de faire afficher une messe solemnelle ; indiquée à ce matin, pour remercier Dieu disoit-il, des aumônes que les riches ont répandues sur les pauvres de sa paroisse. L'éloge qu'il avoit faie dans un prône de ceux qu'une effervescence populaire a fait sortir du royaume, hous faifoit craindre qu'il n'eût, en indiquant cette messe; d'autres desseins que ceux de prier Dieu; mais nous n'osions le dire. Il paroît que d'autres ont été plus hardis; & d'après la répresentation qui lui a été faite, le pasteur a fait afficher ce matin un contre-ordre. Ce procédé n'a pas satisfait le peuple; il a voulu savoir le motif qui l'avoit déterminé à faire afficher le placard. M. le curé s'est rendu à l'église, où il a assuré les assistans qu'il n'avoit jamais eu d'autres motifs que de recueillir de nouvelles aumônes. On a bien voulu agréer cette explication. On l'a prié de faire célébrer la messe folemnelle par l'un de ses vicaires; &, à la place d'un élégie aristocratique qu'avoit préparée M. l'abbé de Boulogne. M. de Verdolin a débité un sermon du bon vieux tems.

Le prix de l'Abonnement de ca Journal, qui paroit tous les jours est de 3 liv. 20 sols par mois, on en vend à 3 sols la souille pour coux qui n'ont pas souicrit.



COURIER FRANÇAIS

Du Dimanche 9 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 83

Décrets sur la Municipalité de Paris. Décret sur la Caisse d'Escompte. Autre, sur le Canal du Charolais. Décret sur la Patente qui sera donnée aux Juges, par le Roi. Autre, sur la nommination, par le Roi, des Officiers du Ministere public, & qui exclut de ces places les Membres de l'Assemblée Nationale.

A séance d'hier soir, aux singeries scandaleuses près de M. Maury, a été enriérement employée à la discussion

du plan de la municipalité de Paris.

" XLI. Si la place de procureur de la commune vient " à vaquer à une époque éloignée de moins de six mois " de l'élection ordinaire, le premier des substituts en sera " les sonctions ; si elle vaque à une époque éloignée de " plus de six mois de l'élection ordinaire, on procédera à " une nouvelle élection, ainsi que dans l'article ci-dessus.

"XLII. Si la place de l'un des substituts vient à va-, quer, on ne la remplira qu'à lépoque des élections.

"XLIII. Si les places des deux substituts viennent à , vaquer, on ne les remplira que dans le cas où l'épo,, que des élections seroit éloignée de plus de deux mois, , Ce cas excepté, le conseil général pourra commettre , une ou deux personnes chargées d'en exercer provisoi-

", rement les fonctions. ", XLIV. En cas d'absence ou de maladie de l'un des ", administrateurs, ses fonctions seront remplies par un ", de ses collégues attaché au même département. * XLV. Les places de notables qui viendront à vaquer; ne feront remplies qu'à l'époque de l'élection annuelle pour les renouvellemens ordinaires.

n XLVI. Les notables préteront, après leur nominanion, le ferment ordonné par l'article 48 du décret du

» 14 décembre.

"XLVII. La municipalité ne pourra, fous peine de mullité de ses actes, s'approprier les fonctions attribuées par la constitution ou par les décrets des assemblées légissaires, à l'administration du département de Paris.

» XLVIII. Elle aura deux especes de fonctions à rem-» plir : les unes, propres au pouvoir municipal, les » autres, propres à l'administration générale de l'état

» qui les délegue aux municipalités.

» XIIX. Les fonctions propres au pouvoir municipal a qu'elle exercera fous la surveillance & l'inspection de l'administration du département de Paris, seront, 1° de régir les biens & les revenus communs de la ville; 2° de régler & d'acquieter les dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs; 3° de diriger & faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la ville; 4° d'administrer les établissemens appartenans à la commune on entretenus de ses deniers; 5° d'ordonner tout ce qui a rapport à la voirie; 6° de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté & de la tranquillité dans les rues, lieux & édities publics.

I Parmi les sontions' propres à l'administration gé-

" L. Parmi les fonctions' propres à l'administration gé-, nérale, la municipalité de la capitale pourra avoir, par , délégation & fous l'autorité de l'administration du dé-

", partement de Paris:

» 1° La direction de tous les travaux publics qui ne sont su pas à la charge de la ville, dans le ressort de la munin cipalité; 2°. la direction des établissemens publics qui n'appartiennent pas à la commune, ou qui ne sont pas su entretenus de ses deniers; 3° la surveillance & l'agence necessaires à la conservation des propriétés nationales; 4°. l'inspection directe des travaux de réparations ou neconstructions des eglises, presbyteres & autres objets, relatifs au service du culte.

, LI. Les fonctions propres au pouvoir municipal, &c celles que la municipalité exercera par délégation

» LII. Il y aura toujoursume force militaire en activité;
» fous le nom de Garde nationale parifieme. La muni» cipalité, pour l'exercice de ses fonctions propres on déléguées, pourra non-seulement employer cette force,
» coformément au décret qui interviendra sur l'organisa» tion des gardes nationales su royaume, mais requérir
» le secours des autres forces publiques, ainsi que le
» réglera la constitution.

» LHI. L'exercice du contemieux de la police, des » subsistances, approvisionnemens, & autres objets de

n la municipalité, sera réglé par la suite.

» LIV. Les délibérations & arrêtés sur les objets men-» tionnés en l'article LIV du décret du 14 décembre, » qui n'émaneront pas du conseil général assemblé, se-» ront nulles, & ne pourront être exécutées.

» LV. Elle sera entierement subordonnée à l'adminisn tration du département de Paris, pour tout ce qui conn cerne les fonctions qu'elle aura à exercer par déléga-

in tion de l'administration générale.

» LVI. Quant à l'exercise des fonctions propres au » pouvoir municipal, toutes les délibérations pour lef-» quelles la convocation du conseil général de la com-» mune est nécessaire, ne pourront être exécutées qu'a-» vec l'approbation de l'administration ou du directoire » du département de Paris.

» LVII. Tous les comptes de la régie du maire & des administrateurs, après avoir éte reçus par se con» seil municipal, & vérisses tous les six mois par le con» seil général, seront définitivement arrêtés par l'admin nistration ou le directoire du département de Paris.

" LVIII. Les citoyens actifs ont le droit de se réunir paisiblement & sans armes en assemblées particulieres, pour rédiger des adresses & pétitions, soit au corps municipal, soit à l'administration du département de Paris, soit au corps législatif, soit au roi, sous la condition de donner aux officiers municipaux connoissance du temps & du lieu des assemblées, & de ne pouvoir députer que vingt eitoyens actifs pour apporter & présenter les adresses & pétitions (1)

⁽¹⁾ La suite au Numero prochain.

La séance de ce matin a commencé par un décret, rendu sur le rapport de M. de Cernon, qui confirme le choix fait par les électeurs du département des Ar- dennes, de Mézieres pour chef lieu ; puis par un autre, qui autorise la ville d'Alby à faire un emprunt de cent mille livres, destinées à faire travailler les pauvres. Un membre ayant ensuite exposé les difficultés insurmontables qu'éprouvent les citoyens de la capitale a faire leurs paiemens, lorsque les sommes qu'ils doivent ne sont pas égales à la valeur des billets de caisse qu'ils possedent, demandoit qu'au moins le créancier fût tenu de remettre en argent l'intérêt du billet-assignat, s'il n'excédoit pas 50 livres; mais M. Dupont ayant observé que déja les consuls, par une sentence de mercredi dernier, ont établi cette jurisprudence pour Paris, la motion a été renvoyée au comité.

Le même M. Dupont a présenté, au nom du comité des finances, le projet suivant, qui a été adopté, & dont le but est aussi de tirer d'un embarras inconcevable où se trouvent journellement les citoyens de Paris, qui, n'ayant que des billets de mille livres, se trouvent dans l'impuissance de faire des paiemens au dessous de cette somme. L'Assemblée nationale autorise la caisse d'escompte à n échanger pour douze millions de billets de 300 livres » & de 200 livres, contre pareille somme de billets de n mille livres, à la charge de brûler les billets de mille » livres qu'elle retirera de la circulation, jusqu'à la conn currence de ladite somme de 12 millions, en présence » des commissaires chargés de l'inspection de cet établis-» sement, qui en dresseront procès-verbal, lequel sera n imprimé & communiqué à l'Assemblée nationale ». M. de la Rochefoucault, en cette occasion, a remarqué que hier soir il y avoit des billets en émission pour 169 millions 124 mille livres

Un autre décret, qui a suivi celui-ci, a autorisé les membres de la commission intermédiaire de la province de Bigorre, à établir les rôles d'impositions, suivant que cela déja été décrété pour le Bearn. Ensin, un dernier a ordonné, « qu'il seroit sourni, par le trésor public, 600 mille livres, pour être employées à la persection du canal du Charolais; que cette somme sera payée en six termes égaux, de mois en mois, à compter du premier juin prochain; & qu'elle sera employée en totalité aux

dépenses nécessaires à la persection de ce canal, sauf à pourvoir d'un autre maniere aux avances qui pourroient

" avoir été faites par les entrepreneurs ".

L'ordre du jour rappelloit cetre question: le roi donnera t-il ou non des patentes aux juges? M. de St Fargeau vouloit qu'on sixât d'abord la nomination des officiers du ministère public; mais M. Barere; observant sensément que les officiers n'étoient pas les mêmes que les juges, & que leurs sonctions étoient absolument différentes, vouloit qu'on terminât ce qui concerne ces derniers, & discuter le troisséme article de M. de Beaumetz.. Cet avis a été suivi; & il a été décidé, sans discussion, que « le juge nommé par le peuple recevra des patentes du roi, expédiées sans frais, suivant la formule qui sera déterminée

par l'assemblée nationale ».

Il s'agissoit alors de décider si le ministère public sera entierement établi par le roi. M. Milscent pentoit, que s'il étoit un magistrat qui fût nomme par le peuple, ce devroit être le procureur du roi, parce que, chargé spécialement de ses intérêts, il ne doit tenir que de lui ses pouvoirs; & il concluoit à ce que, dans le cas, où l'on adopteroit un avis contraire, il fût au moins choise parmi ceux des magistrats qui sont nommés par le peuple. M. Chabroud étoit d'une toute autre opinion, & il remarquoit très judicieusement que le roi, dépositaire suprême du pouvoir exécutif, ne poutroit correspondre avec succès avec celui qui, chargé de faire mettre les loix à exécution dans les tribunaux, ne tiendroit pas de lui ses pouvoirs; que les actions populaires appartiennent au roi; que si le ministere public étoit nommé par le peuple, il seroit, non l'homme du roi, ni celui de la nation, mais la créature du district qui l'auroit nommé; que cette maxime conflitutionelle doit être la sauve-garde de l'ordre public; que le roi doit, foit par lui, foit par fes ministres, occuper la place entre la loi, dont il est la sentinelle, & ses violateurs. « Délivré, a-t-il dit, de la crainte de l'avoir pour juge, je demande qu'il soit mon protecteur. »

On a clos ici la discussion. M. d'André a alors proposé pour amendement, que le roi ne pût choistr aucun membre de l'assemblée nationale que quatre ans après la session actuelle; & ceux des législatures suivantes, que deux ans après les sessions, M. Dumetz vouloit qu'on prés "L'assemblée nationale décrete que les officiers char, gés des sonctions du ministere public, seront nommés
, par le roi, mais qu'ils ne pourront être membres, ni
, des assemblées administratives de district ou de dé, partement, ni de municipalités. Ils seront institués à
, vie, & ne pourront être destitués que pour forfaiture
, jugée. Les membres de l'assemblée nationale ne pour, ront être nommés à ces sonctions que quatre ans après
, la session actuelle. Ceux des législatures suivantes, ne
, pourront être nommés pour remplir ces mêmes sonctions

,, que deux ans aprés la clôture des fessions ,..

On a ensuite entamé la très-grande question de savoir si la cour de révision seroit permanente ou ambulatoire. M. d'André, fondé sur les inconvéniens incalculables que présente la nécessité d'aller chercher la justice à 200 lieu es de chez soi, votoit pour l'établissement d'un grand juge ambulant.M. Martin, de Belançon, s'oppoloit tout uniment à l'institution de la cour elle-même, dont les pouvoirs formidables la metroient, selon lui, au-dessus de tous les établissemens politiques. M. Barere observoit qu'un cribunal de cassation est un véritable malheur, mais un malheur nécessaire; & il proposoit de le former de membres pris dans chacun des 83 départemens, & qui seroient divisés en deux sections, dont l'une, qui résideroit auprès de la législature, prononceroit les cassations, & l'autre parcourroit les provinces, pour y faire l'instruction des procès qui lui seroient soumis en revision.

M. Barere, qui a terminé la féance, a fait parfaitement fentir la nécessité d'une cour de révision, pour conserver l'unité dans la législation & la jurisprudence, & poursurveiller les tribunaux; & il a ajouté que la forme ambuPendant cette séance, M. le président a lu une lettre de M. Lambert, directeur de la monnoie de Rouen, qui annonce que la vaiselle portée à son hôtel, à six mois de date, monte à 409,484 liv. On s'est ensuite retiré dans les bureaux, pour nommer un président & sept membres, que l'assemblée a décrété, qui seroient adjoints à ceux qui sorment le comité de liquidation. Sur 765 voix M. Thouret en a eu 439 pour la présidence, & M. Cazalès 282 Ainsi, le premier sera intrônisé demain matin.

La séance de ce soir a été principalement employée à la discussion d'un excellent rapport sait par M. de Bonnay, sur l'unisormité des poids & mesures, dont le sonds est principalement dû à M. l'évêque d'Autun. Nous ne négligerons pas de saire connestre cette excellente production.

Nouvelles de Paris.

8 Mai. On vient de répandre ici une délibération bien scandaleuse, qu'on attribue aux citoyens de Nîmes, suivie d'une adresse au roi, & qui contient des principes entierement dangereux. Nous présumons trop avantageusement du patriotisme, des lumieres & de la probité des habitans de cette ville, pour n'être pas persuades que, s'ils sont effectivement les auteurs de cette piece inconstitutionnelle, ils ne la désavouent bientôt, comme leur ayant été suggérée par ces déprédateurs, qui, sous prétexte du bien public, n'ont pour but que leur intérêt personnel. Quatre articles principaux forment cette déclaration, dont le dernier sur-tout fait frémir par les suites funestes qu'il pourroit avoir, si jamais il pouvoit être adopté par un peuple. On y demande, 10. a que la religion catholique, apostolique & romaine, soit déclarée, par un décret solemnel, la religion de l'état, qu'elle jouisse seule des honneurs du

culte public. 20. Qu'il ne foit fait aucun changement dans la hierarchie ecclesiastique, & que toutes les reformes qu'on jugera nécessaires dans les corps séculiers & réguliers, ne puissent être opérées sans le concours des conciles nationaux, conformément aux loix canoniques de l'église gallicane. 3°. Que l'assemblée nationale sera suppliée d'employer toute son autorité pour saire rendre au roi le pouvoir exécutif dans toute fon étendue, conformement à son décret du 23 septembre dernier, porgant que le pouvoir exécutif suprême résidera exclusivement dans les mains du Roi. 40. Que le Roi discutera dans sa sagesse, tous les décrets qu'il a sanctionnés depuis le 19 septembre dernier, & qu'il les sanctionnera de nouveau, s'il le juge nécessaire, pour qu'on ne puisse point à l'avenir attaquer, la constitution, sous quelque prétexte que ce puisse être.

On ne peut douter que la cupidité des prêtres & des nobles n'air provoqué cette delibération indiscrete. Le décret, rendu hier, contre lequel on prépare de nouvelles protestations, va donner naissance à de nouvelles déclamations dans les provinces; & nous savons qu'on se prépare à y répandre le bruit finistre, qu'on veut convertir la monarchie en une pure democratie. Français, n'en croyez pas ces propos incendiaires; vos représentans, qui travaillent jour & nuit, pour opérer votre bonheur, & celui du bon roi qu'ils adorent, veulent, non détruire la monarchie, mais l'établir sur des bases inebranlables ; & , si jamais vous pouviez douver., & de la sincérité de leurs intentions, & de leur défintéressement, méditez le décret qu'ils viennent de rendre fur les offices du ministère public ; & jugez. Les ariftocrates soufflent de toutes parts le seu de la guerre civile; par-tout, ils provoquent le fanatisme & la superstition. Les monstres ! ignorent-ils donc qu'ils seroient les premieres victimes immolées au désordre ? Non . en dépit de leurs infâmes complots, nous aurons la paix ; & j'en jure sur l'honneur des gardes nationales du royaume, qui, au nombre de ciaq à six cents mille hommes, se sont confédérées pour le maintien de notre repos & de notre liberté.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroît tous les Jours est de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend à 3 fols la Seuille pour ceux qui n'ont passeulerit.



COURIER FRANÇAIS,

Du Lundi 10 Mai 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE du G

Décres sur le Canal de Bourgogne, la caisse d'Escampte, les impositions du Bigorre, l'unisormité des poids & mesures, fur la Municipalité d'Auray, sur celle de Saint-Sulpice, le droit de troupéau à part, & sur l'augmentation de la paie des Invalides. Rapports sur l'altération des biens du ci-devant Clergé & des Domaines. Décret sur les Assignants.

Ous n'avons fait qu'indiquer hier les trois décrets sur le canal du Charolois, la caiffe d'escompte & les rôles du Bigorre; & notre devoir nous oblige de les rapporter sei, tels qu'il ant été rédigés depuis.

L'afferble nationale après avole oui le rapport, de los comine des domaines de finances, de agriculture & commerce, a décrété & décrete ce qui luir.

"ART. I. Il fera fourni par le trefor public, & a titre , d'avance, une fomme de 600,000 livres pour erre employées à l'achevement des travaux etu eshal dii Cha-, tolois; fauf à flatuer ulterieurement par qui la dépen-, fe doit en être supportée ...

, ART. II. Le paiement de cette somme de 600,000 ;, livres se fera de mois en mois, en six termes égaux de chacun 200,000 livres, dont le premier est six au premier juin prochain, & il sera effectué aux dites époque entre les mains de l'administrateur comptable qui

es sera indiqué par le directoire du départément de la » Saône & Loire ,...

ART. III. Ladite somme de 600,000 livres sera employée en totalité au paiement des travaux qui ressent
a faire au canal, & nulle partie n'en pourra être distraite, même sous prétexte d'acquitter la dépense précédente, sauf à pourvoir d'une autre maniere au paiement des avances ci-devant saites par les entrepreneurs ,...

L'Affemblée nationale autorise la caisse d'escompte ; à échanger pour 12 millions de billets de 300 liv. ; & 'de 200 liv. contre pareille somme de billets de 1000 ; liv. ; à la charge de brûler lesdits billets de 1000 liv. ; qu'elle retirera de la circulation, jusqu'à la concurrence ; desdits douze millions, en présence des commissaires ; chargés de l'inspection de cet établissement, qui en ; présentera le procès-verbal à l'assemblée ;...

"L'affemblée nationale autorise la commission intermédiaire des ci-devant états de la province de Bigorre, " à faire, conjointement avec deux commissaires de cha-, que district, le rôle des impositions, tant de l'année " 1790, que celui des six derniers mois des ci-devant privilégiés, de le rendre exécutoire en conséquence, déclare communs à la province de Bigorre les décrets rendus pour le Béarn, Navarre & autres pays adjacens, , en tout ce qui est consorme aux anciens réglemens de , la province "

Une adresse remarquatore perque su sertinguce parma vette multidude innombrable dont on dut l'extrait dans la séance de hier soir, étoir celle des dames de la municipalité d'Aulnay en Poitou. Cette province s'est toujours distinguée par la serveur de son zele pour la patrie; & il n'en est aucune qui sait plus puissamment repoussé, dans tous les siecle, les efforts du despotisme & de la tyrannie. Tandis qu'à Poitiers, à Châtelleraut, à Niorr, à S. Maixent, & en cent autres villes du département de la Vienne, les milices nationales se conséderent pour le maintien de la constitution, les dames d'Aulnay n'ont pas voulu demeurer simples spectatrices des succès de l'énergie nationale. Elles se sont aussi consédérées, & fous le titre d'Amazones nationales, elles se sont pré-

M. de Bonnay a fait ensuite son rapport, calqué sur un excellent ouvrage de M. l'évêque d'Autun, sur l'uniformité des poids & mesures. Ce genre d'économie politique, observe le prélat, sut connu des Romains. « Ce peuple, en laissant subsister parmi cette soule de nations conquises, toutes les différences des loix, de langues, de mœurs & d'usages, ne sit qu'une exception; ce sur en saveur de l'unisormité de poids & mesures qu'is exigea, & obtint par-tout. Charlemagne appercut co fruit de sagesse romaine; il le recueillit avec soin & en fit jouir ses sujets. Mais bientôr ses successeuts abandonnerent à l'anarchie séodale tous les établissemens qui avoient signalé son règne : chacun de ses innombrables vassaux qui déchiroient la France, eut, dans sa petite souveraineté, son poids & sa mesure, comme Tes loix & sa monnoie particuliere. Sous la troisieme race, Philippe-le-Long, & apres lui Louis XI efsayerent de rétablir l'unisormité de ce régime primitif; mais leurs efforts échouerent contre les obstacles qu'à appartenoient à ces regnes de confusion. Cette idée parut long-temps perdue : elle dut reparoftre dans un siecle de lumieres.

» Sous le regne de Louis XIV, trois académiciens celebres, MM. Amontons, Picard & Huyghens, la reproduisirent. Louis XV alloit la réaliser, lorsque les préparatiss d'une guerre tournerent ailleurs ses regards. Enfin, l'importance de cette résorme s'offrit au génie actif de M. Turgot; il étoit digne de l'apprécier, & il alloit y attacher son nom, quand il quitta le ministere ».

L'étendue de ce journal ne nous permet pas de développer ici tout ce qu'a dir à ce sujet M. de Bonnay. Le décret suivant, qui a été rendu sur sen rapport, & qui, à quelques changemens près, est parsaitemens semblable à celui que proposoit M. l'évêque d'Autun, fera mieux sentir les excellentes vues du comité; que sout ce que nous en pourrions dine.

, L'assemblée nationale déstrant saire jouir à jamais » la France entiere de l'avantage qui doit résulter de l'uniformité des poids & mesures, & voulant que les ; rapports des anciennes mesures avec les nouvelles, soient clairement déterminés, & facilement saitis, décrete que , S. M. sera suppliée de donner des ordres aux administrations des divers départemens du royaume, afin ", qu'elles se procurent & qu'elles se fassent remettre par , chacune des municipalités comprises dans chaque de-,, partement, & qu'elles envoyent à Paris, pour être remis au sécretaire de l'académie des sciences, un mo-, dele parfaitement exact des différens poids & des me-

fures élémentaires qui y font en ulage

" Décrete enfuite que le roi sera egalement supplié d'écrire à S. M. britannique, & de la prier d'engager le parlement d'Angleterre à concourrir avec l'assemblée nationale, à la fixation de l'unité naturelle de mesures & de poids; qu'en conséquence, sous les auspices des deux nations, des commissaires de l'academie des sciences de Paris pourront se réunir en nombre égal avec des membres choisis de la société de Londres, dans, le lieu qui sera jugé respectivement le plus convenable, pour déterminer à la latitude de 45 dégrés, ou toute autre la itude qui pourroit être préférée, la longueur de pendule & en déduire un modele invariable pour toutes les mesures, & pour les poids; qu'après cette opération faite avec toute la solemnité nécessaire, S. M. lera suppliée de charger l'académie des sciences de fixer, avec précision, pour chaque municipalité du royaume, les rapports de leurs anciens poids & mesures avec le nouveau modele, & de composer ensuite, pour l'usage de ces municipalités, des livres usuels & élémentaires où seront indiquées, avec clarté, toutes ces propolitions.

" Décrete en outre que ces livres élémentaires feront , adreiles à la fois dans toutes les municipalités, pour y être répandus & distribués, qu'en même temps il sera ", renvoyé à chaque municipalité, un certain nombre de ", nouveaux. gids & melures, lesquels serone délivrés gratuitement par elles, à ceux que ce changement constitueroit dans des dépenses trop fortes; enfin que six mois ", seulement après cet envoi, les anciennes mesures seront abolies, & seront remplacées par les nouvelles,

Sur la motion de M. Bureau de Puly, il a été ajouté le décret suivant à celui qu'on vient de prononcer.

"L'Affemblée nationale décrete que l'académie, après» avoir confulté les officiers des monnoies, proposera son opinion sur la question de savoir s'il convient de fixerinvariablement le titre des métaux monnoyés, de maniere que les especes ne puissent jamais éprouver d'altération que dans le poids, & s'il n'est pas utile que
la différence tolèrée dans les monnoies, sous le nom
de remêde, soit toujours en-dehors, c'est-à-dire, qu'une
piece puisse bien excéder le soids present par la loi,
mais que s'amais elle ne puisse lui être inférieure.

» Enfin, que l'académie indiquera l'échelle de division » qu'elle croira la plus convenable, tant pour le poids » que pour les autres mesures & pour les monnoies ».

M. Poujard du Limbert a fait ensuite le rapport des véxations éprouvées par M. le Corgne, de la part de la municipalité d'Auray en Bretagne, laquelle l'avoit rétenu pendant deux mois en prison, sans avoir commis aucun autre délit que celui de s'être désendu contre un officier qui, sans motif, l'avoit attaqué l'épée à la main. Ce rapport a été couronné du décret suivant, qui a terminé la séance.

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu son co-» mité des rapports, déclare que le sieur le Corgne, » n'étant accusé d'aucun crime, doit jouir paissiblement de » sa liberté & de son état, sous la sauve-garde & la

» protection de la loi.

» Déclare en outre qu'il ne peut être opposé à son » éligibilité aux places municipales, des motifs d'exclu-» sion qui ne résultent pas des decrets constitutionnels, » & lui réserve l'exercice de tous ses droits contre les • » auteurs de son emprisonnement & de sa détention.

» L'Affemblée nationale déclare nulle l'élection des sofficiers municipaux faite à Auray les 26 & 27 jans vier dernier : décrete en conféquence qu'il sera procédé à une nouvelle élection dans une assemblée des scitoyens actifs d'Auray, laquelle, conformément à l'article VIII du décret du 13 décembre 1789, sera convoquée huit jours avant sa tenue, & ouverte par le maire de la ville d'Hennebon, que l'assemblée, nationale commèt à cet effer, l'autorisant à régler

le montant de la contribution exigée pour être citoyens, actif, d'après les informations qu'il prendra sur les, lieux, sur le prix usité de la journée de travail; & sera Sa Majesté suppliée de revêtir de sa fanction le présent décret, & de donner des ordres nécessai-

, res pour sa plus prompte exécution ,,. La séance de ce matin n'a pas été fort brillante. Elle a commencé par un décret qui, eu égard aux dommages considérables qui résulteroient pour l'approvisionnement de Paris, de la suppression du droit de troupeau à part dans la Lorraine, ordonne que ce droit continuera à avoir lieu jusqu'au 11 du mois de novembre prochain, sauf à ceux qui le possédent à en indemniser les communautés fur lesquelles il s'exerce. On sait qu'en vertu de ce droit les ci-devant seigneurs haut justiciers ou leurs sermiers. ont le privilége de placer sur le territoire le tiers du troupeau qu'il peut nourrir; &, à la faveur de ce privilége, les fermiers de ces, seigneurs de Lorraine sont venir annuellement des troupeaux immenses d'Allemagne, qui contribuent à l'approvisionnement de Paris. Un autre décret, rendu sur le rapport de M. le Chapellier, confirme l'élection des offices de la municipalité de S. Sulpice, dans le département de la Nieure, faite le 7 de ce mois. & déclare nulle celle faite particuliérement par la cabale du curé, qui, après avoir rassemblé quelques ensans ou domestiques, s'étoit sait élire maire. Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans les procédés de ce pasteur, c'est qu'il étoit monté en chaire, & y avoir soutenu qu'il devoit être choisi maire, & que lui seul pouvoit en remplir les sonctions. L'assemblée a de plus déclaré que l'assemblée primaire du canton qui étoit convoquée à St Sulpice, se tiendra, pour cette fois seulement, sur la paroisse de Bona.

M. Dubois de Crancé a enfuite rendu compte de la nécessité de faire jouir les soldats vétérans de l'augmentation de paie attribuée, & il proposoit de porter leur paie à dix sols par jour; mais on a préséré le décret suivant, proposé par M. de Noailles le jeune,

"L'Affemblée nationale décrete que les invalides des ,, compagnies détachées recevront l'augmnetation du folde ,, décrétée pour l'armée, à compter du premier du pre-

, sent mois de mai ,..

M. Delay d'Agier a lu ensuite le rapport du comité, sur l'aliénations des biens eccléssatiques; & l'on n'a pas

cru devoir en entamer la discussion. Il n'en a pas été alus de celui de M. Barere de Vieuzac, fur l'alienation des biens domaniaux. Le premier qui s'est présenté pour attaquer les principes de l'aliénation des domaines de la couronne. a été M. Montiausier. L'honorable membre n'a pas même les premieres notions des maximes de droit public; & son încapacité reconnue auroit dû l'écarter de la tribune; il y est monté; & tout en balbutiant des phrases entortillées. il nous à laissé appercevoir que son avis étoir, que la maison de Bourbon est propriétaire individuellement des domaines de la couronne. MM. Rœderer & Fréteau, autrement instruits que le député d'Auvergne, ont développés, avec énergie, les grands principes de notre droit public sur cette matiere, Ils ont cité les lettres patentes de Louis XII, de Henri IV, Louis XIII, & la maniere généralement reconnue par tous nos publicistes, du droit de propriété qu'a la nation sur ces biens. Déjà le principe étoit décrété, lorsque M. Camus a demandé l'ajournement des articles, lequel a été adopté.

M. Anfon a alors observé que chacun des 1200 mille billets d'assignats qui alloient être mis en circulation, devant être revêtus de deux signatures, ce qui sait 2 millions 400 mille signatures, il seroit à propos d'autoriser le roi à nommer 20 signataires, lesquels ne pourroient même sinir leur opération en moins d'un mois. Sur cette proposition, l'assemblée a décrété, " qu'il y aura vingt perponnes auxquelles seront attribuées les sonctions de singuer les assignats, & que le roi sera supplié de faire connoître, par une proclamation, le nom & la signature des

", signataires que l'on aura choisis ".

Pendant cette séance, M. de Noailles, l'aîné, ci-devant appelé le prince de Poix, a obtenu sa démission. Les trois nouveaux secrétaires sont MM. Chabroud, l'abbé de la Salcette & Frémont.

Suite des esticles de la Municipalité.

,, Tit. II. Art. I. L'affemblée de chacune des quarante-huit sections commencera par l'appel nominal des citoyens actifs, d'après les titres qu'ils auront presenté en entrant.

", II. S'il s'èleve des difficultés fur l'admission d'un ci-, toyen, sa section en jugera; le citoyen exclu par , le jugement de la lection fera tenu de s'éloigner, fauf , à taire resonnoître les titres pour les élections suivantes; , par l'administration du département, à qui la connois , sance définitive en demeure attribuée.

" III. Les citoyens déligneront, dans leurs bulletins, ", les personnes, de maniere à éviter toute équivoque; & ", un bulletin sera rejetté, si, faute de désignation suffi-", sante entre le pere & le fils, entre les streres & autres ", personnes de même nom, l'assemblée juge qu'il y a in-", certitude sur les personnes désignées.

" IV. Le recensement général à l'hôtel-de-ville, des scrutins des quarante-huit sections sera fait par huit citoyens tirés au sort, dont quatre seront pris parmi les membres du corps municipal, & quatre parmi les com-

missaires des diverses sections.

, V. Après l'élection du maire & du procureur de la commune, dont la forme est déterminée au time premier, les deux substituts-adjoints seront élus par les quarante-huit sections au scrutin de liste simple, mais, ensemble & à la pluralité relative, laquelle sera au moins du quart des votans.

" VI. Si le premier scrutin ne donne à personne la " pluralité du quart des suffrages, on procédera à un se-" cond, dans lequel chacun écura encore deux noms

, fur fon bulletin.

, VII. Si aucun citoyen n'obtient la quantité du quart , des suffrages, on procédera à un troisième & dernier , serutin : dans ce dernier serutin, on ne pourra choisir , que parmi les quatre personnes qui auront eu le plus , de voix au serutin précédent, on écrira deux noms sur , les bullerins, & les deux citoyens qui obtiendront le , plus de suffragés, seront nommés substituts du procu-, reur de la commune (1),...

(1) La suite eu Numero prochain.

Le prinde l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les jours est de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend à 3 fols la smille pour eque qui n'ent passoulerit.

COURIER FRANÇAIS.

Du Mardi ii Mai 1796.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 101

Réclamation des ci-devant religieux & religieufes, contre les vexations qu'ils éprouvent. Petition des Juifs de Paris à l'Assantille nationale. Décrets sur la vente des biens ecclifiastiques. Nouvelles:

DE tous les monffres, qui, dans tous les fiétles, de vorerent la terre, le fanatisme sui toujours le plus sougueux & le plus fanguinaire. Telle est encore son opinistrete, dans un fiecle de lumières, de raison & de philosophie, que, malgré les sages décrets de l'Assemblée, qui ont précipité dans l'abime de l'éternité, toutes les institutidus monacales, les gros bonnets de tes établiffémens barbares le réfulent à relâcher les liens qui retiennent les malheureules victimes qui gémissent aux pieds des autels. De foutes parts nous recevons des lettres, ou ces infortunés implorent le sécours des loix contre la résistanc de leurs supérieurs aux décrèts de la diéte augusté, contre les obstacles qu'ils opposent avec une conpable pesseverance à leur liberté, & contre les mandivres valeuses qu'ils mettent en œuvre pour ébrauler les confeiences. Si ces affreux complots tramés contre la liberté des cicoyens rendus à la société, continuent avec la même activité, nous dénoncerons leurs auteurs à la patrie; & il est assurément du ministere d'un galant liemme de venir au lecours de ces erres foibles; que les maneuvres & la séduction retiennent dans le plus affréun des esclavages.

L'ordre du jour appeloit ici le rapport de M. Delley d'Agier, sur l'aliénation des biens domaniaux & eccléstaftiques. M. de la Rochesoucault, l'un des membres du
somité, a ouvert la discussion, en expliquant les bases sur lesquelles le comité a appuyé son opération, & s'est engagé à répondre aux différentes difficultés qui pourroient être opposées. Puis, après de très-courtes dis-

cussions, les articles suivans ont été décrétés.

" L'Assemblée nationale, considérant qu'il est important de répondre à l'empressement que sui témoignent , les municipalités & tous les citoyens, pour l'exécu-, tion de ses décrets sur la vente des biens domaniaux & ecclésiastiques, & de remplir en même temps les deux objets qu'elle s'est proposés dans cette opération importante, le bon ordre des finances, & l'accroissement heureux, fur-tout parmi les habitans des campagnes, du nombre des propriétaires, par les facilités qu'elle donnera pour acquérir ces biens, tant en les divisant qu'en accordant aux acquereurs des délais. " suffisans pour s'acquitter, & en dégageant toutes les transactions auxquelles ces ventes & reventes pour-,, ront donner lieu, des entraves genantes & dispen-" dieuses, qui pourroient en retarder l'activité, a décrété " & décrete ce qui suit :

Art. I. "Les municipalités qui voudront acquérir, feront tenues d'adresser leurs demandes au comité éta"bli par l'Assemblée nationale, pour l'aliénation des
"biens domaniaux & eccléssastiques. Ces demandes sont
"faites en vertu d'une délibération du conseil général

, de la commune.

,,)I. Les particuliers qui voudront acquerir directe-, ment des biens nationaux, pourront faire leurs offres , au comité chargé par l'Affemblée nationale de les recevoir. Le comité fera passer ces osses aux corps administratifs des lieux où sont situes les biens, qui ferent vendus suivant le regles prescrites par le réglenent que l'Assemblée nationale donnera incessamment à cet effet.

III. "Le prix capital des objets portés dans les deman-,, des sera fixé, d'après le revenu net, effectif ou arbitré, ,, mais à des deniers différens, selon l'espece de biens ,, actuellement en vente, qui à cet effet, sont rangés

, en quatre classes.

"Premiere classe. Les biens ruraux consistans en terres "labourables, prés, vignes, pâtis, & bois attachés "aux fermes ou métairies, & servant à leur exploitation avec les bâtimens & autres objets relatifs à leur exploitation.

" Deuxieme classe. Les rentes & prestations en nature " de toute espece, & les droits casuels rachetables en

" même temps.

" Troisieme classe. Les rentes & prestations en argent, , les doits casuels sur les biens, par lesquels ces ren-, tes & prestations sont dues.

" Toutes les autres especes de biens formeront la qua-" trieme classe. L'Assemblée nationale entend excepter " les forèts sur lesquelles elle se propose de faire un ré-

, glement particulier-

IV. "L'estimation du revenu des trois premieres classes de biens sera sixée, d'après les baux à serme existans, passés, ou reconnus par-devant notaire, & soutenu par la déclaration affermentée du sermier, passée devant le directoire du district, ou d'après un rapport d'experts, à désaut de bail de cette nature; le tout sous l'inspection du directoire des districts, déput de duction faite de toutes charges & impositions soncieres. Les municipalités seront obligées d'ossir, pour

, Les municipaires teront obligées d'ontr, pour prix capital des biens des trois premières classes dont , elles voudront saire l'acquisition, un certain nom , bre de fois le revenu net, d'après les proportions , suivantes.

" Pour les biens de la premiere classe, 22 sois le re-", venu net; pour ceux de la seconde classe, 20 sois le ", revenu net; pour ceux de la troisieme classe, 15 sois ", le revenu net, Le prix des biens de la quatrieme classe sera sixé

d'après une estimation.

V. Au moment de la vente aux municipalités, elles déposeront dans la caisse de l'extraordinaire, à concurence des trois quarts du prix capital fixé & convenu, quinze obligations payables d'année en année.

" Elles pourront rapprocher le terme desdits paiemens mais elles seront tenus d'acquirter une obligation, cha-

, que année.

" VI. Les obligations des municipalités porteront intérès à cinq pour cent, sans retenue, & cet intérêt " sera verse, ainsi que les capitaux, dans la caisse de

"extraordinaire ,..

Il n'y a eu sur tous ces arricles que de très-soibles: discussions de détail. La premiere a eu pour objet le second article, qui, sur la motion de M. Reignault de S. Jean d'Angely, a été ajouté tout entier au projet du com mité. La seconde portoit sur le mot bois, que comprenoie la seconde classe du second article, & qui a été retranché après une bonne heure de discussion, sondée sur la crainte de ne voir bientôt disparoître les forêts du sein de la France. ce, si l'on prenoit le parti d'aliéner les bois, sans désigner leur étendue. Mais une observation bien essentielle, & qui à occasioné un retranchement dans le V° article, a été celle qu'a faite M. Peythion de Villeneuve, député du dépastement d'Eure & Loir; cet article assujettissoit les municipalités à fournir des sûretés pour le paiement des seps premieres obligations qu'elles contracteroient envers l'E. tat. M. Peythion a sagement fait sentir que cette clause alloit faire revivre la troupe infame des agioteurs; qu'elle arrêteroit les opérations de la vente, & qu'elle mettrois les municipalités dans l'impuissance d'acheter des biens nationaux parce que ou elles ne trouveroient pas de cau, tions ou elles seroient obligées de les payer fort cher, peut-être même de contracter avec elles des engagemens illégaux. Ces reflexions ont sais tous les esprits; &, du consentement-même, du comité, la clause a été retrage chée 1: l'article.

A l'ouverture de la séance, M. l'abbé Gouttes a fait un excellent discours, qui a été vivement applaudi, & dont l'impression & l'envoidans les provinces ontéré décrétés. L'espace nous manque pour le placer danc ce no Celui de Marier, son successeur, n'a pas été moins accueilli; et le premier décret qu'ait prononce celui-ci, avoit pour objet des remerciemens à son successeur, or-

donnés par l'Assemblée.

La féance de ce soir a été entiérement employée à la discussion du plan de municipalité de Paris. Elle a été précédée de la lecture de quelques adresses. Un acte important, & qui a fait la plus grande sensation, est la consédération de 14 anciennes provinces, qui, réunies à l'ancien Poitqu, ont prononcé le serment le plus énergique, pour le maintien de la constitution.

Nouvelles de Paris.

12 ma. Toutes les opérations que le Roi sait dans le gouvernement, sont autant de témoignages de l'attachement de cet excellent monarque aux principes de la constitution. M. de Sarlabouz, ancien lieutenant-co-lonel, & commandant un corps de gardes nationales, est employé à Valanciennes, & l'on envoie à Lille M. du Portal, maréchal de camp, & officier général dans l'armée du général Wasington. De tels choix doivent rassure la mation, en même temps qu'ils sont l'éloge des vues pa-

grioriques de la majesté.

Une délibération, prise le 22 avril dernier par le confeil général de la ville de Nismes, & que nous venons de recevoir, nous apprend que c'étoit avec raison que nous loupcongious, il y a deux jours, que cette munisipalité n'étoit point l'auteur de celle dont nous donnions l'analyse. En y désavouant la conduite atroce que l'auteur d'un libelle imputoit aux citoyens de Nismes, conere le pere de M. Rabaud de S. Etienne & quelques aufres protestans, le conseil général « a unanimement déclaté & afrêté de témoigner à l'Assemblée nationale, & à la France entiere, sa juste indignation de l'outrage fait à la ville de Nismes & aux ministres de la religion, qui n'ont pas cessé de prêcher la concorde, & d'en danner l'exemple : déclare qu'il n'existe aucun citoyen, Qui ne loit pénétré de respect pour l'assemblée nationale, & qu'on rend à M. Rabaud de S. Etienne la jussice qu'il mérite ; désavoue hautement les atrocités impurées, dans cet écrit, aux citoyens de Nismes, & atteffe à toute l'Europe qu'il est faux que les catholiques de

cette ville se soient portés contre les protestans à aucun excès, & encore moins aux horreurs confignées dans ce libelle, dont les représentans de la commune dévouent l'auteur & ses complices à l'exécration publique; que la différence du culte n'a point troublé l'ordre social, & que Nismes est encore la patrie du consul Villa. qui, dans des temps déplorables, à l'époque de la Saint Barthelemy, sut concilier, par de sages tempéramens. l'obéissance due au souverain avec les devoirs de l'humanité, de ce Villar qui rassembla les citoyens des deux religions, qui les fit jurer, sur l'autel de la concorde, de vivre en amis & en freres, & qui, secondé par Bertrand du Luc, vicaire-général, le siège vacant, parvint aussi à maintenir une union fraternelle parmi ses concitoyens, tandis que des flots de sang couloient dans Paris & dans les provinces, par les ordres d'un roi cruellement trompé.

Ainsi, Français, tandis que l'on publie dans les provinces que votre roi n'est pas libre au milieu de la capitale; que l'on affecte de saire insérer dans toutes les seuilles qui y circulent, une prétendue élégie que ce bon prince débita à la princesse sa fille, le jour de sa premiere communion; qu'on dénature par tout les vues patrioriques, les plans sages de vos représentans, on vous peint ici comme des sanatiques, des sédirieux, des caraïbes on

des hottentots.

Tous ces-faits nous rappellent une délibération bien importante, que, le 4 de ce mois, le district de Saint-Eustache a prise sur la motion de M. Regnault, son président. Ce citoyen respectable a observé à l'Assemblée que les milices nationales de la plupart des départemens du royaume se sont confédérées pour maintenir la paix publique; que la ville de Paris, sur le compte de laquelle on s'est plu à répandre tant de calomnies dans les provinces, n'a point encore pris part à ces évênemens; & que le meilleur moyen de leur prouver les sentimens d'union qui nous animent, est de fixer aux environs de Paris le lieu d'une confédération générale; que là, disoit l'orateur, sur l'autel de la liberté, viennent de concert avec nos soldats citoyens, jurer de vivre & de mourie pour elles, les gardes nationales des provinces qui nous avoisinent, & les députations de celles qui sont plus éloignées.

> La matiere mile en délibération, & après avoir été discutée.

» L'Assemblée, frappée de la grandeur des idées & du patriotisme distingué, que présente la motion faite par M. le président, ainsi que de la nécessité de la con-

sédération générale par lui proposée.

« Considérant combien il est important de réunir promptement sur cet objet le vœu de la commune de Paris dans l'unanimité ou la majorité de ses soixante sections.

« A arrêté qu'il sera sait dès demain une députation à M. le maire, pour lai saire connoître ladise motion. & la présente délibération, & l'inviter à convoquer incessamment les cinquante-neus autres sections, pour s'assembler le même jour, à l'effet, par chacune d'elles, de délibérer sur le même objet; pour, en cas d'adhésion à la consédération générale proposée, être écrit à toutes les municipalités du royaume, & leur être indique un jour auquel leurs députés se rendront en cette ville de Paris ».

On vient d'afficher ici une sentence du tribunal de police de la municipalité, rendue sur le requisitoire da procureur syndic, & la commune réunie, qui condamne la délibération scandaleuse du ci-devant chapitre cathédral de Paris qui termine la délibération tout aussi sédirieuse, de quelques noirs & archi-noirs de l'Assemblée nationale.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Doual, 6 mai. La fociété patriotique de cette ville vient de dénoncer à l'opinion publique, par la voie du journal de Flandres, les manœuvres criminelles d'un eccléfiastique, ci-devant Jesuite, le sieur le Febvre, qui, abusant des fonctions les plus saintes & les plus sacrees, a cherché d'ernierement à égarer les consciences & à verser les terreurs du fanatisme dans l'ame de ses pénitens. « Je ne vous donnerai point l'absolution, disoit ce prosanateur, que vous n'ayez mis bas les armes : vous les portiez contre votre Roi »..... C'est ainsi que les hommes pervers & bien dangereux se reptilent de tous les sens, pour venger leurs idoles terrassées, l'ambition & la cupidité; semblables à ces reptiles insects, qui, frappés du coup de

da mort, exhalent en expirant, les reites de leur venle. Aix, 3 mil. Marfeille est dans un grand trouble! La milice citoyenne s'est rendu maîtresse de tous les forts, même du château d'If, qui est à une demi-lieue en mer. On n'avoir pas encore les clefs du fort Saint Jean. M. de Calvet, commandant, ne les refusoit pas; mais M. de Beausset, son aide-major, l'en détourna; il sit même pendant la nuit du prémier au deux, des préparatifs de défense, charger les canons à mitraille, &c. Le main. il commanda aux foldats du régithent de Vexin d'arrêter les volontaires qui étoient de garde dans le fort. Les foldats, au lieu d'obeir, mettent bas les armes, & réunis aux volontaires, ils afferent l'aide-major lui-meme, se mettant en devoir de le conduire à l'hôtel-de-ville. A la vue, les poillonnières demandent la têté, le péiple accourt, jette les mêmes cris. M. de Beauffet trouve le moyen d'entrer chez un perraquier; mais îl y est saisi par un homme, qui d'un coup de sabre lui abat la tête. Cette tête est portée dans toutes les fues; du milieu des cris de vive la nation. Les foldats de Venia, prisonniers, sont délivrés. Tout d'ailleurs est dans la plus grande tranquillité. Personne n'approuve le meuratre de M. de Beauffet; mais tout le monde le biffie de son opiniarreté & de son projet de defense, qui auroit pu faire perir 10,000 innocens; puisqu'il étôit résolu de faire sautet le fort plutôt que de se rendre. Ce M. de Beausser est frere du chanoide de ce nom, de Saint Victor, l'un de nos municipaux, & de l'évêque de Fréjus.

Nous donnerons dans un supplement à te numéro la suite des articles décrétés sur la municipalité de Paris.

M A I 1790.				
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêes les affignats de 1006 l.	
Mardi 11.	o liv. 8 f. 8 d.	ól. 13 £ ód.	2 liv. 3 f. d. 4	



COURIER FRANÇAIS,

Du Mercredi 12 Mai 1790,

Assemblée nationale. du 113

Discours de M. l'Abbé Gouttes. Paste fédératif de 15 provinces de France. Décrete sur l'aliénation des biens escelssassiquess Empant de 20 millions. Sensence contre le Chapitre de Paris.

A PANT d'entamer les féances dont nous avons à requiere compte, nous devons placer ici le discours de M. l'ababé Gouttes, que nous avons promis de faire connestra.

« Messieurs, trop soible pour soutenir le fardeau qui m'avoit cie impole, j'avoue que c'est à vos tionses & à votre indulgence, que je dois le peu de succès que je puis avoir eu dans la place éminente à laquelle vous m'aviez élevé. Vous avez voulu, Messieurs, honorer en moi la religion dont je suis le ministre, & détruire par votre choix les mauvailes impressions que des méchans répandoient contre vous dans le public, en vous accusant de vouloir la détruire dans le temps que vous combliez d'honneur les ministres précieux, jadis si méprises, & que vous vous occupiez à leur procurer à tous une honnête sublistance, dont ils avoient été si long-temps privés. Ils ont voulu faire croire au peuple, que dépouiller des ministres, trop riches, des biens qu'ils posdoient, & dont la plupart failoient un manyais ufage. C'étoit attaquer & détruire la religion ; & la motion de don Gerle n'a été que le prétexte dont ils se sont servis pour cela : comme fi la religion ne s'étoit pas établis

tans le secoura des richesses; comme s'il étoit au pont voir des hommes de détruire, & saire perdre cette relagion sainte qui s'est établie malgré les oppositions des hommes & leurs passions; que dis-je? malgré tous les esforts de l'enser irrité! comme si la pureté de sa morale & les vertus de ses ministres n'étoient pas les seuls moyens que Dieu a employés pour l'établir, & les seuls capables de la faire respecter & triompher sur la terre!

"Vos vues, Messeurs, ont été remplies en partie; différentes lettres que j'ai reçues de plusieurs provinces en sont la preuve. Dieu veuille que vos intentions mieux connues produisent par-tout le même esset, y rétablissent le calme & la tranquilliré si nécessaires au bien public, & m'interrompent point vos glorieux tra-

M. Thouset, en prenant le fauteuil, a répondu ainsi e Messieurs, le nouveau témoignage de consiance dont vous m'honorez, m'impose l'obligation d'un surprost de zele & de dévouement au service de l'Assemblée. En vous offrant cout ce que je puis, j'ose vous demander monsseulement votre indulgence, mais encore votre appui en faveur de toutes les dispositions qui se trouveront nécessaires pour le maintien de l'ordre, & pour l'accélération de vos délibérations ».

Vingerrois articles de la municipalité de Paris ont été décrétés dans la féance d'hier foir; mais avant de procéder à cette discussion, on a fait lecture de plusieurs adresses, dont l'une des plus remarquables est celle des matelots du mont de Marsan qui, en offrant 300 livres à la nation, afforent la diete auguste qu'ils défendront, tant par terre que par mer, le respect dû à ses oracles, & qu'ils ont juré de répandre tout leur lang pour remplir cet inportant devoir. L'affemblée nationale extremement senlible à ces témpignages de patriotifine, a chargé M. Dufaut, député de ce département, de leur en témoigner sa satisfaction. On a lu ensuite le pacte sédératif, signé le za avril dernier dans la prairie du Moulin à Parent, près Poiriers, par les dépurés de 15 des anciennes provinces de France, le Poitou, la Touraine, l'Aunis, le Condomois, le Pays Chartrain, la Marche, le Berri, l'Orléanois, le Limousin, le Blaisois, le Périgord, l'Anjou, le Saumurois, la Saintonge & l'Angoumois. Ce pacte mémorable, précéde de pluseurs discours également remarquables par les fentimens de patriotisme qui en fone

la base, est ainsi conçu:

mitateurs sincéres du zèle & des vertus de nos freres; que la révolution vient de mettre dans leur plus beau jour; amis sidèles, hommes devenus libres sous un Roi enoyen & par les essorts soutenus des peres de la patrie; jaloux de voir l'auguste paix présider aux démarches de tous les Français; & rendre à leur empire cet éclar, cette splendeur que des loix sages, une liberté bien entendue & ses forces doivent lui procurer; animés du désir de resserrer les nœuds d'une chaîne indissoluble entre tous nos freres d'armes des gardes nationales; voulant ensin, par une union fainte & sollide de tous les amis de la constitution, ôter jusqu'à l'idée d'un retour au desposisse & à la séodalité, nous sormons cette consédération, & nous y arrêtons unanimement;

» De soutenir jusqu'à la mort la nouvelle constitution du royaume, à laquelle nous vouons respect &c-

Adélité inaltérables :

» De maintenir sur le trêne des Henri le Roi rescausateur de la liberté de son peuple, & son auguste famille.

» De ne voir dans chacun de nous, dans chacun de nos concitoyens, qu'un amf, qu'un frere, de nous regarder rous comme une seule samille, qui, prête à se réunir au premier signat, formera toujours un rempart impénétrable aux détracteurs des grands principes de l'Assemblée mationale, & aux ennemis de l'Etale:

De nous prêter dans toutes les occasions les secours

mutuels de la fraterniré;

s, De maintenir dans leurs fonctions tous les tribunaux eréés ou autorifés par la loi, & de prêter main-forte à la perception des impôts légalement établis.

"Et pour sceller cet engagement solemnel, après avoir invoqué le Roi des Rois, nous allons jurer sur son autel, de rester inviolablement attachés à ce pacte de

confédération, à ce traité d'alliance & de paix.

Le serment que chaque détachement a alors prêté sur l'autel, étoit conçu en ces termes:,, Nous jurous à Dieu, sur l'autel de la patrie & de la liberté, par l'honneur, par ce que nous devons tant à nous qu'aux.

générations sutures, de respecter à jamais les nœuds que nous formons, de combattre les ennemis de la régénésation, & de plutôt mourir que de reprendre les sers

que nous avons rompus.

La féance de ce marin a commencé par un décret, qui, rendu fur le rapport de M. Vernier, autorife le village de Soing, district de Gray, à retirer des mains du receveur général des domaines une somme d'environ 5000 livres, qui forme le reliquat du produit de la vente de son quart de réserve. On a ensuite entamé l'ordre du jour, qui avoit pour objet la suite des articles décrétés hier sur l'aliénation des biens nationaux, & Lept articles ont été décrété de la manière suivante:

"Art. VII. Les biens vendus seront francs de toutes sente, redevances ou prestations soncieres, comme aussi de tous droits de muiztion, tels que quint & requint, lods & ventes, reliefs, & généralement de tous les droits seignouriaux ou sonciers, soit sixés, soit capsuels, qui ont été déclarés rachetables par les décrets du 4 août 1789 & 15 mars 1790, la nation demeurant chargée du rachat dessits droits, qu'elle effectuera des premiers deniers provenus desdites ventes, suivant les régles prescrites, & dans les cas déterminés par le décret du 3 de ce mois.

y. VIII. Seront pareillement lesdits biens affranchis de ;, toutes dettes, rentes constituées & hypothèques, con,, formément aux décrets du 10, 14 & 15 avril 1790,
,, & toutes les oppositions qui pourroient être faites
,, aux ventes, seront déclarées nulles, sans qu'il soit be-

foin de jugement.

" IX. Les baux à ferme ou à loyer desdits biens, qui maront été légitimement faits, & qui auront une date certaine & authentique, antérieure au 2 novembre, 1789, seront exécutés selon leur forme & téneur, si, sans que les acquéreurs puissent, même sous l'offre, des indemnités de droit & d'usage, expusser les ser-miers.

,, X. Les municipalités revendront à des particuliers, & compteront de clerc à maître avec la nation du pro-

duit de ces reventes.

, XI Les municipalités seront chargées de tous les frais, relatifs aux estimations, ventes, subrogations & reventes, & il leur sera alloué & fait raison par le

n receveur de l'extraordinaire d'un seizieme du capital n net de leur revente, à mesure & à proportion des nommes versées par elles dans la caisse.

XII. Si pour compléter le paiement des obligations, ,, aux époques fixées, quelques municipalités avoient ,, besoin de recourir à des emprunts, elles y seront ,, autorisées par l'Assemblée nationale, qui en détermi-

" nera les conditions,

XIII. " Les paiemens à faire par les municipalités, " ou par les acquéreurs, à leur décharge, ne seront " reçus à la caisse de l'extraordinaire, qu'en especes ou

., en affignats.

XIV. " La somme totale des ventes passées aux muni-,, cipalités, ne pourra excéder la somme de quatre cens ,, millions; l'Assemblée nationale se réservant de statuer ,, sur les sormes à observer dans les ventes ukérieures

", qui pourront être faites ".

Ce dernier article a été décrété sauf la rédaction Deux difficultés importantes ont prolongé particuliérement la discussion sur les autres. La premiere avoit pour objet de favoir si les acquéreurs de ces biens auroient le privilége de donner congé aux fermiers qui en servient les exploitateurs; Le comité avoit d'abord pensé que la loi emptoremétant une injustice vraiement criante, il seroit absurde. - que le corps législatif l'autorisat par un décret ; & il proposoit en conséquence que les fermiers sussent conservés dans la jouissance de leur baux. Depuis hier, il avoir : changé d'avis : at à la place de l'arricle qu'il avoit d'abord soumis à la discussion, il en proposoit cinq autres, donc le but étoit de permettre aux nouveaux acquéreurs de faire déguerpir les fermiers. Plusieurs honorables membres., & particulierement MM. Merlin & Rewbell, one fait sentir combien il seroit absurde de faire transmettre à l'acquéreur un droit que le propriétaire lui-même n'a pas, ot qu'une disposition aussi injuste alloit alarmer les campagnes. & poster la désolation dans les familles. M, Rewbell a remarqué à cette occasion, que l'on sait deja les plus puissans efforts, en Alsace, pour révolter les esprits contre ces alienations, & qu'on y a porté l'atrocité au point de faire circuler, dans les campagnes des déclaracions fignées mi-partie par des catholiques & des protestans, pour persuader aux peuples que l'Allemblée natonale a conçu le projet de détruire la religion,

romaine, en dépouillant ses ministres.

D'un autre côté, M. Merlin, en exprimant tous les dangers de dépouiller précipitamment des fermiers, rapportoit tout ce qu'a fait M. le cardinal de Rohan, qui, pour le repos de son amé & de sa conscience, a ruiné cent & cent samilles, en leur enlevant les baux partiels de l'abbaye de S. Vaass d'Arras, dont il venoit d'être pourvu. L'Assemblée est assurément trop équitable, pour marcher sur de tels erremens : aussi a-t-elle écarté les cinq nouveaux articles de son comité, pour s'en tenie au premier.

Le onzieme article attribuoir aux municipalités le seizieme du prix déterminé par l'estimation, & le quart de l'excédent de la reventé sur ce prix; ce qui formois pour elles un capital ne de cinquante millions. M. Peythion a sagement fait sentir quelle perte énorme un telbénésice accordé aux municipalités alloit occasionner à la mation. It a proposé de le réduire au seizieme du capital met de la revente; &, après quelques disoussions de légere importance, cette réduction a été adoptée. Le quatorzieme article est dû à M. Barnave, qui, craignant sans doute les suites du bénésice considérable que les circonstances ont obligé d'accorder aux corps administratifs, a voulu saire bother à 400 millions le montant des biens qui vont être aliéaés à ces conditions.

A la fin de la séance, M. Dupont, au nom du comité des finances, a fair part à l'Assemblée des nouveaux besoins du trésor public, besoins d'autant plus pressans, que déja. M. Necker a annoncé que les secours, pour les mois d'avril & de mai, devoient être de 40 millions, & qu'il n'en a reçu que 20, quoique nous soyons au tiers du mois de mai Sa demande se réduisoit à compléter cette somme de 40 millions, dont 5 millions lui étoient nécessaires pour demain matin. M. Necker promettoit de donner un détail circonstancié de la recette & de la dépense, pendant ces deux mois. M. Dupont proposoit en conséquence le dé-

cret suivant,

"L'Assemblée nationale a décrété & décrete que la caisse "d'escompte délivrera au trésor public, la somme de 20 "millions, en billets, portant promesse d'assignats, en "présence des commissaires chargés d'inspecter les opé-"rations de la caisse d'escompte ",

Nouvelles de Paris.

12 Mai. Nous avons dejà dit un mot hier de la tentence rendue par le tribunal de police contre la délibération du ci-devant chapitre métropolitain de Paris. Ce jugement est précédé d'un excellent requisitoire de M. Cahier de Gervile, procureur-syndic-adjoint de la commune, où après avoir retracé les sentimens de sagesse & de piété qui ont animé l'Assemblée nationale, lorsqu'elle a rendu le décret du 13 avril, parle ainsi des conclusions du chapitre; este ont été publicés dans un dessein criminel....

effaroucher les esprits soibles, armer le fanatisme, & qui poser ses sur rranquilles & biensaisantes lumières de la raison; on a voulu présenter un prétexte à tous les ennemis du bien public qui se cachent encore, parce qu'ils ne pourroient sans honte manisester leurs motifs, mais qui peut-êrre faissroient l'occasion de se rallier, si elle venoit à s'offrir. On a voulu ainsi exciter des troubles & réveiller les sunesses divisions qui ont déchiré pendant long-temps le sein du royaume, & qui, quoiqu'éteintes depuis plus d'un siècle, lui ont fait des plaies qui saignent encore.

Nous regrettons de ne pouvoir suivre ici le magistrat dans tout ce qu'il dit ici des efforts des ennemis publics à ébranler la conflitution, & des maximes pernicieuses qu'ils employent pour animer le santisme. Nous nous bornerons à rapporter le dispositif de la sentence.

Le tribunal faisant droit sur le requisitoire du procureur syndic-adjoint de la commune, supprime l'imprimé intitulé: Extrait des registres des conclusions de l'église de Paris, spécifié dans les conclusions du requisitoire, comme tendant à inspirer aux peuples de fausses alarmes sur le maintien & la conservation de la religion catholique, apostolique & romaine, pour laquelle l'Assemblée nationale a, par son décret du 13 avril dernier, exprimé Mone maniere si noble & si énergique sa personde vénération & son inviolable attachement; comme manifestant un esprit d'opposition vraiement criminel aux détrets déja rendus ou qui pourront l'être à l'avenir par l'Assemblée nationale, comme contenant & tendant à propager des maximes séditieuses, attentatoires à la constitution & aux droits de la nation déclarés par elle, ensia comme tendant à armer le sanatisme contre la loi : en conséquence sait désenses à Gattey, libraire, & à tous autres de vendre & distribuer les dites conclusions à la suite de l'écrit intitulé: Déclaration, mentionnée dans le requisitoire; & ce sous telles peines qu'il appartiendra; donne acte au procureur syndic-adjoint de ses réserves contre les auteurs, imprimeurs & distributeurs dudit écrit.

	MAI	1790.	1
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Mercredi 12.	o liv. 9 f. 0 d.	ol. 13 f. 6d.	2 liv. 5 f. d. 0

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les jours est de 3 liv. 10 fols par moie, en en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui n'ent passouicrit.

SUPPLÉMENT

A U

COURIER FRANCAIS.

Du Mercredi 12 Mai 1790.

Suite des décrets sur la municipalité de Paris.

VIII. » I au premier scrutin un des citoyens a obtenut » la pluralité du quart des suffrages, & accepté, on n'és » crira plus qu'un nom au second scrutin, & au troisse » me on choisira entre les deux citoyens qui auront eu le », plus de voix.

IX. » Lors de la premiere formation de la municipas lité, chacuns des quarantes-huit sections élira parmi les , citoyens éligibles de sa section seulement, pois membres , destinés à faire partie du corps municipal, ou du conseil

, général de la commune

X., L'élection fe fera au ferutin individuel & à la plus

,, ralité absolue des suffrages.

XI. " Si au premier scrutin la pluralité absolue n'est ; pas requise, il sera procédé à un second; si le second ; scrutin ne sournit pas non plus la pluralité absolue, il ; sera procédé à un troisieme, entre les deux citoyens ; seulement qui auront eu le plus de voix au second.

XII., Én cas d'égalité de suffrages au second & au , rroisseme scrutins, entre plusieurs croyens ayant lé , nombre de voix exigé, la présérence sera accordée , à l'âge.

XIII. " Les nominations étant faites dans les quarante-huit fections, il fera envoyé par chacune d'elles à " l'hôtel-de-ville un extrait du procès-verbal contenant j, les noms de trois citoyens élus.

XIV., Il sera dressé une liste des cent quarante-quatre ; citoyens ainsi nommés; elle sera imprimée, affichée

XV. ,, Les sections seront tenues de s'affembler le , lendemain de cet envoi, & elles procédéront à le

Lecture de la liste imprimée, à l'effet d'accepter la, nomination des citoyens qui y seront compris, ou de, s'y refuser. En délihérant sur les exclusions, en dé-libérera par assis & levé, & sans aucune discussion sur chacune des 144 personnes comprises dans les listes.

XVI. Les réfultats de la présentation de la liste dans , chaque section seront envoyés à l'hôtel-de-ville, & les , citoyens qui ne seront pas acceptés par la moitié des , sections , plus une , seront retranchés de la liste, sans

autre information.

XVII. " Les sections respectives procéderont, dès le , lendemain de l'avis qui leur en aura été donné par le corps municipal, au remplacement des membres ray és de la première liste.

XVIII., Les noms des citoyens, ainsi élus en remptace-, ment, seront envoyés dans les sections pour y être ac-, ceptés ou resusés dans le jour, de la même maniere que

, les premiers.

XIX. ,, La liste des cent quarante-quatre élus étant , definitivement arrêtée , les quarante huit sections procéderont de la maniere suivante à l'élection des quarante-huit membres du corps municipal.

XX. , Le scruin se fera en chaque section par bulletin de liste de dix noms choiss parmi ceux de la liste.

mprimée.

XXI ,, Les bulletins qui contiendront plus ou moins , de dix noms, ou des noms qui ne seront pas compris

dans la liste imprimée, seront rejetés.

XXII., "Le réfultat du scrutin de chaque section sera , envoyé à l'hôtel-de-ville ; & ceux qui après le zecensement général se trouveront avoir la pluralité du , quart des sustrages , seront membres du corps municipal.

XXIII., Pour compléter le nombre des quarante-huit an membres du corps municipal, comme auffi dans le cas où aucun citoyen n'auroit eu une pluralité relative , du quart des suffrages, il sera procédé dans les qua-

rante-huit lections à un second scrutin.

XXIV.,, Ce seruin sera fait, ainsi que le précédent; par bulletin de liste de dix noms choisis parmi les noms, de la liste imprimée, moins ceux qui sa trouveront élus par le précédent seruin.

XXV. ... Tous ceux qui par l'événement de ce scrutin , réuniront une pluralité rélative du quart des suffrages, s, seront membres du corps municipal.

XXVI. .. Si le nombre des quarante huit membres n'est pas remph, ou si le second scrutin n'a donné à per-, sonne la pluralite du quart des suffrages, il sera pro-", cédé dans les quarante - huit sections à un dernier

, scrutin. XXVII... Ce dernier scrutin sera fait également par liste de dix noms choifis parmi les noms de la lifte imprimée.

moins ceux qui auront été élus.

XXVIII. " La simple pluralité des suffrages sera suffilante à ce dernier scrutin; & ceux qui, par le récensement général, l'auront obtenue, seront membres du " corps municipal, julqu'à concurrence des quarante-huit

" membres dont il doit être formé.

XXIX. " En cas de rerus d'un ou de plusieurs citoyens ", élus aux deux premiers scrutins, il en sera usé comme , s'ils n'avoient pas eu la pluralité requise pour l'élection, " & leurs noms & ne concourront pas dans les scrutins y, fuivans,

XXX. " Si un ou plusieurs citoyens elus au dernier . fcrutin ne veulent point accepter, ils feront remplaces par ceux qui fuivront dans l'ordre des voix ou de l'age. XXXI., Les citoyens compris fur la liste imprimée, qui n'auront pas été élus membres du corps municipal, ,, ou qui auront refusé, resteront membres du conseil gé-

" néral en qualité de notables.

XXXII. , Dans les scrutins pour l'élection des seize ad-" ministrateurs dont il est parlé à l'articlé XXVII du sitre premier, on commencera par nommer les administra-., teurs au département des subsistances; on passera en-" suite à l'élection des administrateurs au département de , la police, & ainsi successivement jusqu'à l'élection des administrateurs au département des travaux publics, conformement à la division qui sera indiquée au titre trois. XXXIII.., Le secrétaire-greffier & ses adjoints, le garde ,, des archives, le bibliothécaire & le trésorier, seront ,, élus par le conseil général de la commune, parmi les citoyens éligibles de Paris : leur élection se fera au scrutin , individuel, & à la pluralité absolue des suffrages; mais , sur chaque bulletin, on écrira deux noms. XXXIV. ,, Les deux secrétaires greffiers adjoints seront

élus de la même maniere, & l'un après l'autre,

Digitized by Google

XXXV., On suivra, pour ces divers serutins, les 5, regles établies aux articles XI & XII ci-dessus.

XXXVI.,, Le maire, président de l'assemblée, aura

droit de suffrage pour les élections.

XXXII. " Les assemblées des quarante-huit sections fe-,, ront convoquées à cet effet au nom du maire en exercice & de la municipalité provisoire.

XXXVIII., Toutes les opérations attribuées au corps municipal, relativement aux élections, appartiendront, pour cette premiere fois, au maire & aux foixante ad-

ministrateurs actuels.

XXXIX.,, L'assemblée de chacune des quarante-huit sections, sera ouverte par un de ces administrateurs, qui exposera l'objet de la convocation, & dont les fonctions cesseront après l'élection d'un président & d'un secrétaire.

XL., Les comptables actuels, soit de gestion, soit de finance, rendront leurs comptes définitifs au nouveau corps municipal; ces comptes feront revus & vi-

sités par le conseil général.

XLI., Ils seront de plus imprimés, & tout citoyen actif pourra en prendre communication, ainsi que des. pièces justificatives, au greffe de la ville, sans déplacer & fans frais.

XLII., Le premier renouvellement des membres du ,, corps municipal, des notables ou autres personnes at- :. tachées à la municipalité, se fera le dimanche d'après la Saint-Martin 1791, & le sort déterminera ceux qui sortiront. On commencera les tirages de maniere à ce qu'il en forte au moins un, & à ce qu'il n'en forte pas plus de deux ou trois nommés par chaque section.

XLII., Pour l'exécution de l'article 36 du titre pre-" mier, les fections, lors des renouvellemens annuels. nommeront alternativement un ou deux des 72 citoyens qui doivent entrer dans le corps municipal ou le conseil

général de la commune ...

La suite à un autre numéro,



COURIER FRANÇAIS;

Du Jeudi 13 Mai 1790.

(Assemblée nationale. du 12)

De cret dont l'objet est de mander à la barre le maire de Nifmes, membre de l'Assemblée nationale. Décrets sur l'aliénation des biens ecclésiassiques. Décret sur les troubles de Marseille.

A séance d'hier sbir étoit yraiement déchirante pour des cœurs aristocrates; & l'on assure qu'elle a tellement étourdi les noirs, qu'il n'ont pu en dorn ir. Centadresses. plus patriotiques les unes que les autres, ont fait verser des larmes de joie aux amis de la conflitution. On a particuliérement remarqué celles de la municipalité de Montelimart du club des amis de la révolution de Nitmes. de la ville d'Arras, & des curés réunis du district d'Orgelet. Cette derniere, lue avec énergie par M. l'al-bé Royer, a fait fremir les prélats, auxquels elle reprochoit vivement la scandaleuse opulence. Un plan de confédération générale, & qui, nous l'espérons, s'effect vera entre toutes les gardes nationales du royaume, & présenté par M. le maire d'Arras, au nom des anciennes provinces belgiques, a été d'autant plus applaudi, que l'adresse étoit conçué en un style mâle & vigoureux, & que depuis long-temps l'aristocratie cherche inutilement à établir son exéctable soyer dans cette belle région.

L'adresse de Nismes rendoit compte des mouvement arrivés à Nismes, à l'occasion d'une cocarde blanche,

que les ennemis de l'Erat le sont efforces de mettre en opposition avec la cocarde nationale. La partialité révolrante que M. de Marguerittes, déja si connu par les prin-lapes, a mile dans cette affaire, & la crainte que ce maire de Nismes, loin de ramener la paix dans sa patrie, a'y excite de nouveaux troubles par son attachement au parti anti-révolutionnaire, a déterminé l'auguste Assemblée à l'appeler à la barre, quoiqu'il soit l'un de ses membres; & après de rrès-légers débats, elle a prononcé le décret

" L'Assemblée nationale décrete que le maire de Nisfuivant: , mes se rendra sans délai à la barre de l'Assemblée nationale, pour y rendre compte de sa conduite & de celle ,, de la municipalité, relativement aux troubles de cette

" ville. " Renvoie toutes les pieces relatives à cette affaire au , comité des recherches, lequel sera charge de prendre ,, tous les éclaircissemens qui lui paroîtront nécessaires.

" Decrete en outre que son président se retirera par-, devers le Roi pour le supplier de ne pas éloigner de

" Nismes le régiment de Guienne ".

Cette léance's été terminée par le rapport fait par un membre du comité des finances , fur un plan d'imposttions, dont l'impression a éré ordonnée , pour être discuré famedi prochain. Celle de ce masin a été ouverte par un décret rendu fauf la rédaction , qui ausorise la ville d'Orléans de retirer des mains d'un particulier une fomme de gry mille livres, à quoi monte le fonds accumulé d'un sublide annuel de 16 mille livres, accordé par Henri IV, pour la construction de l'églife de Sainte-Croix d'Orléans. Un autre décret a confirmé une premiere élection faire des officiers de la municipalité de la ville de Mauriac, département de la haute Auvergne, Puis, M. le présidens a lu une note de M. le garde-des-fceaux, qui lui annomçoit la fanction donnée à pluseurs décrets, & qui étois suivie d'une proclamation du Roi, pour inviter tous les Français à mettre de la paix & de la concorde dans leurs affemblées primaires. Cette proclamation a excité les plus. vils applaudissemens; &, sur la motion de M. d'André, l'Assemblée a chargé son président de remercier le Roi des foins qu'il prend de maintenir la liberre & la tranquillité , & d'affurer les fuccès de la confittution. On est ensuite revenu à la suite des articles concernant

l'alienation des biens nationaux; & , après une très-legere discussion, les articles suivan ont été décrétés:

TITRE II, art. 1. Toute municipalité pourra se faite " subroger, pour les biens situés dans son territoire, à !# " municipalité qui les auron acquis. Mais cette faculté , n'arrêtera pas l'activité des reventes à des acquéreurs " particuliers, dans les délais & les formes prescrites 3, ci-après. Les munic palités subrogées jouiront cependant du bénéfice de cette subrogation, lorsqu'elle se trouvera consommée avant l'adjudication définitive.

II. " Toutes les terres & dépendances d'un corps de ,, fermes seront sensees appartenir au territoire dans lequel. ,, sera situé le principal bâtiment servant à son exploita-

tion.

p Une piece de terre non dependante d'un corps de ,, ferme, & qui s'éténdra sur le territoire de plusieurs s, municipalités, sera sensee appartenir à celui qui en ,, comprendra la plus grande partie.

" III. Pour éviter toute ventilation entre les munici-,, palités, la subrogation devra comprendre la totalisé des ,, objets qui auront été réunis dans une seule & même

" estimation.

IV. » Les municipalités qui auront acquis hers de leur ,, territoire, seront tenues de le notifier aux mi nicipa-, lités, dans le territoire desquelles les biens sont situés, », & de retirer de chacune un certificat de cette notifica-», tion, qui sera envoyé au comité.

" Les municipalités ainsi averties, auront un mois, à ,, dater du jour de la notification, pour fermer leurs de-" mandés en subrogation, & le mois expiré, elles n'y

, feront plus admifes.

V. " La démande en subrogation faite par délibération. du conseil-général de la commune requérante contenant ,, la délignation des objets, sera adressée au comité, & ,, notifiée à la municipalité qui auroit précédemment. as acquis.

VI. " Lorsque la demar de en subrogation aura été adso mise par l'Assemblée nationale, la municipalité subrose gée déposera dans la caisse de l'extraordinaire, 1°. des obligations pour les trois quarts du prix de l'estimation. , so des biens qui lui sont cédés; 2°. sa soumission de remso bourser à la municipalité, sur laquelle elle exercera la inbrogation, la part proportionnelle des frais relatife

à la première acquisition, lesquels, en cas de difficulté; , seront réglés par le corps administratif, ou par les com-

, missaires qu'il nommera à cet effet.

VII., Il fera donné par le receveur de l'extraordi-, naire à la municipalité cédante, à imputer, par portions , égales, fur chacune de ses obligations, décharge du , montant de celles de la municipalité subrogée.

VIII. " Les municipalités admites à la subrogation feront tenues de remplir les conditions énoncées par " l'article 6, dans le délai de deux mois, pour celles qui " ne sont pas à plus de cinquante lieues de la municipa— " lité cédante. De deux mois & demi, pour celles qui sont distantes, depuis cinquante jusqu'à cent lieues. Et de " trois mois pour les autres. Le tout, à compter du jour de la notification prescrite par l'article 4, & passes les-

,, gation.

IX. " Les municipalités qui auront fait leur soumission & qui auront acquis les premieres, n'auront sur les objets de cette subrogation, que les trois quarts du feizieme du prix du capital, alsoué par l'article II du titre premier. L'autre quart, formant la soixante quatrieme de ce prix du capital, appartiendra à la municipalité qui aura acquis la premiere; & il lui en sera fait raison par le trésorier de l'extraordinaire, dans les proportions & aux époques prescrites par le même article.

X., L'acquisition sera censée consommée, lorsque ;, l'appréciation des biens, par les baux ou l'estimation, ,, ayant été faite, & l'étendue de l'acquisition sixée, ,, l'Assemblée nationale ou les législatures auront accepté

, les offres.

TITRE III. Art. I. "Dans les quinze jours qui sui vront l'acquisition, les municipalités seront tenues de faire afficher, aux lieux accoutumés de leur territoire, à ceux des territoires où sont situés les biens, & des villes ches lieux des districts de leur département, un ét imprimé & détaillé de tous les biens qu'elles auront acquis, avec énonciation du prix de l'estimation de chaque objet, & d'en déposer des exemplaires aux hôtels de ville desdits lieux, pour que chacun puisse en prendre communication ou copie, sans frais.

II., Austitôt qu'il sera fait une offre, au moins égale.

au prix de l'estimation, our totalité ou partie des biens vendus à une municipalité, elle fera tenue de , l'annoncer par des affiches dans tous les lieux ou l'état , des biens aura été ou dû être envoyé, & d'indiquer , le lieu, le jour & l'heure auxquels les encheres teront , reçues.

III. ,, Les adjudications seront faites dans le chet-", lieu & pardevant le directoire du district où les biens , scront situés, à la diligence du procureur du roi, ou 2, d'un fondé de pouvoir de la commune venderesse. », & en présence de deux commissaires de la municipa-» lité, dans le territoire de laquelle se trouvent lesdits , biens; lesquels commissaires signeront les procès-,, verbaux d'encheres & d'adjudication, avec les offi-, ciers du directoire & les parties intéressées, sans que . l'absence desdits commissaires duement avertis, de , laquelle sera fait mention dans le procès-verbal, puisse , arrêter l'adjudication.

IV., Les encheres seront reçues publiquement; il y » aura quinze jours d'intervalle entre la premiere & la » seconde séance; & il. sera procédé, un mois après la » seconde, à l'adjudication définitive, au plus offrant 20 & dernier enchérisseur. Les jours seront indiqués par ∞ des affiches où le montant de la derniere enchere so fera mentionné, fauf les instructions qui seront don-» nées.

V. » Pour appeler à la propriété un plus grand » nombre de citoyens, en donnant plus de facilité aux » acquereurs, les paiemens seront divisés en plusieurs » termes.

" La quotité du premier paiement sera reglée en rai-, fon de la nature des biens, plus ou moins susceptibles

de dégradation.

" Dans la quinzaine de l'adjudication, les acqué-,, reurs des bois, des moulins & des usines, payeront 2, 30 pour cent du prix de l'acquisition, à la caisse de l'extraordinaire.

,, Ceux des biens de la premiere classe, 20 pour , cent.

, Ceux des biens de la seconde & la troisséme classe, 12 pour cent.

Dans le cas où des biens de ces diverses natures

» feront réunis, il en sera tait vemilation pour détermis

» ner la somme du premier paiement.

Le surplus sera divité en douze annuités payables en douze ans, d'année en année, & l'ans lesquelles fera compris l'intérêt du capital à 5 p ur c at, saus retenue.

"Pourront néanmoins les acquéreurs accèlérer leur libération par des paiemens plus considérables ou plus rapprochés, ou même se libérer entierement, auquel cas il leur sera tenu compte de l'intérêt. L'acquéreur ne fera mis en possession, qu'après avoir effectué le pre-

; mier paiement.

VI., Les encheres seront en même temps ouvertes sur, l'ensemble ou sur les parties de l'objet compris eu une, seule & même estimation; & si, au moment de l'adjudication définitive, la somme des encheres partiel, les égale l'enchere faite sur la masse, les biens seront, de présérence, adjugés divisément.

VII. , A chacun des paiemens sur le prix de reventes, ; le receveur de l'extraordinaire sera tenu de faire passer à , la municipalité qui aura vendu, un duplicata, de la quit-, tance délivrée aux acquéreurs, & portant décharge d'au-, tant sur les obligations qu'elle aura fournies. (*)

Une lettre de M. de S. Priest, adressée à l'Assemblée nationale, a occasionné ici les plus grands débats. Le ministre y rendoit compte des troubles de Marseille, de la manière dont le peuple s'est emparé des trois forts. qui commandent la ville; de la fermentation qui regne en Languedoc, & particuliérement à Nismes & à Montpellier; & il ajoutoit que le Roi a jetté les yeux sur Ma de Crillon, l'aîné, pour aller commander à Marseille 🕹 à la place de M. de Miran, si l'Assemblée nationale ne croit pas devoir y mettre obstacle. M. d'André est alors monté dans la tribune; &, trompé vraisemblablement sur la manière prudente & sage avec laquelle la municipalité de Marteille s'est comportée en cette occasion, il s'est efforcé de démontrer qu'elle a violé tous les principes, en s'emparant des trois forts, & brisé les liens qui unissent le pouvoir exécutif à la constitution. M. de la Rochefoucault entroit affez dans ses vues; & A

^(*) La suite au Numéro prochains

M. Castellanet à employé tous ses efforts pour justifier ses commettans; mais l'auditoire avoit été tellement ébranlé par les trois préopinans, que, sans l'éloquence male & vigoureuse de M. Mirabeau l'aîné, les bons Marfellois eustent été condamnés, pour avoir, sans coup férir, éloigne de leur yelle les malheurs qui paroiffoient se préparer dans les force dont l'ariffocratie étoit en possession. L'honorable membre a développé toutes les inquiétudes que les troupes de ligne ont données à Marseille ; les préparatifs qu'on faisoit dans ces forts contre la liberté, les actes de prudence & de sagesse qu'a faits la municipalité pour éviter l'effusion du sang; & , en comparant cette journée marleilloise à celle du f octobre, il a demandé que l'affaire fût reavoyée au comité des rapports. M. Mirabeau le ordet a demandé que, puisqu'on comparoit l'affaire de Marseille à celle du 5 octobre, on la renvoyat au tribunal chargé de juger les forfaits de cette nuit execrable. M. l'Abbé de Villeneuve Bargemone a dit une verité bien remarqueble, c'est qu'on vouloit provoquer la ville de Marseille à l'insurrection, afin d'entraîner le Roi dans une guerre dont l'objet étoit d'obtenir le commandement de l'armée M. de la Fayette s'est alors borné à demander le renvoi de l'affaire au comité des rapports, comme-venoit de le faire M. de Lameth le cadet, & particuliérement M. de Menou.

M. de Lameth l'ainé a appuyé le tempérament avec beaucoup de force & de raison; & , quelques efforts qu'aient faits MM. de Virieux & Dufreisse, pour provoquer une condamnation sérieuse contre l'une des plus importantes & des plus respectables cités de la France, l'Assemblée s'est déterminée à rendre le décret suivant:

", L'Assemblée nationale, profondément affligée des ", désordres qui ont eu lieu en plusieurs endroits du » royaume & notamment dans la ville de Marseille, ", charge son président de se retirer pardevers le Roi, pour remercier sa majesté des mesurés qu'elle à prises, pour rechercher les coupaples; & renvoie l'exames, de cette affaire, & de ses dépendances, à son comité, des rapports,.

Nouvelles de Paris.

12 Mai. Tandis que le Roi prenoit hier le plaisir de la chasse dans le bois de Boulogne, les aristocrates, les ennemis du bien public, les noirs, en un mor, & c'est tout dire, s'assembloient dans la rue royale, pour aviser aux moyens de mettre en seu tout le royaume, dans l'intention de trouver, à travers les cendres, bénésices, sies, ossices & priviléges. Le peuple, instruit de ce nouveau sabbat, s'y est porté en soule, & a sorcé ces braves à prendre la suite. Une ci devant religieuse, qui se trouvois dans la mêlée, a sait l'inpromptu suivant:

Ne sachant pas rougir, Maury le tonsuré, Ivrogne, & son & sou, veut être censuré: Or, par dessous la jambé, il passeroit d'emblée, A l'entendre jaser, notre auguste assemblée; Mais, c'est un sansaron; car ses huit cenus sermiers; Passeront les premiers,

M A I 1790.			1544
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Jeudi 13.	o liv. 9 f. 4 d.	ol. 14 f.od.	2 liv. 6 f. 8 d.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les jours est de 3 liv. 10 sols par moié, on en vend à 3 sols la seuille pour ceux qui n'ent passouserit.



"DECLARATION"

D'UNE PARTIE

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Sur le Décret rendu le 13 Avril 1790, concernant la Religion.

Nous foussignés, Membres de l'Assemblée Nationale, reunis en se moment par l'intérêt le plus cher à des Representants de la Nation, celui de la Religion & de la Patrie, avons cru devoir à mos Commettant & à nos consciences, de consigner dans une déclaration authentique, la résistance persavérante que nous avons opposée à la délibération du 13 de ce mois, concernant la Religion, d'exposet les circonstances qui l'ont accompagnée, & les motifs de la conduite que nous avens tenue,

Inviolablement attachés à la foi de nos peres; mons érions arrivés avec l'ordre précis ou l'intention comme de nos Bailliages respectifs, de faire déclarer, comme article de la Constitution Françoise, que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, est la Religion de l'Etat, & qu'elle doit continuer à jouir seule dans le Royaume de

la solemnité du culte public.

C'étoit donc une vérité de fait, confacrée par le vœu de la Nation, & qui ne pouvoit être ai méconnue, ni contestée, que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine est la Religion de l'Etat.

Nous avions attendu avec confiance l'épochie où sette vérité seroit solemnellement reconnue

par les Représentans.

Au mois de Septembre dernier, un Membre du Clergé requit formellement que l'Assemblée prononcât cette déclaration. On objecta que cette vérité fondamentale devoit être un article de la Constitution. La question demeura ajournée.

Depuis ce moment, l'ordre des matières avoit éloigné le renouvellement de la même proposition, lorsque, le 13 Février, la discussion sur les vœux de Religion détermina la motion qui fut faite au nom d'un très-grand nombre de Membres de l'Affemblée, par M. l'Evêque de Nancy, pour que, dans la même Séance, « il fût reconnu & » déclaré que la Religion Catholique, Apostoli-» que & Romaine est la Religion de l'Etat ». Cette motion excita de grands debats & malgré nos

instances, fut encore ajournée.

w rise w

Nous conservions toujours l'espoir que cette déclaration feroit faite, lorsque l'ordre du travail de l'Assemblée auroit emmené le moment favorable. Nous ne crûmes pas le voir dans la question entamée le Samedi 10 Avril, & discutée les Dimanche & Lundi suivans, sur le projet de Décret tendant à dépouiller les Eglises de France de leur patrimoine; mais le Lundi 12, un Membre de la majorité (Dom Gerle) jugea à propos de renouveller, ce jour-là même, la motion faite le 12 Février par M. l'Evêque de Nancy. Sa motion incidente fut conçue en ces termes: « L'Assem-» blée nationale déclare que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, est & demen-* rera pour toujours, la Religion de la Nation, " & que son culte sera le seul culte public autoQuoique notre délicatesse ne nous ent pas permis de renouveller notre motion dans cette conjoncture, il étoit de notre devoir d'appuyer celle de Dom Gerle. M. l'Evêque de Clermont prit aussi-tôt la parole, & montra la nécessité de prononcer sur le champ une déclaration qui n'ésoit susceptible ni de discussion, ni d'ajournement.

Ce ne fut pas fans surprise que nous vîmes alors mettre en question si l'Assemblée Nationale reconnoctroit un fait incontestable, & se conformeroit.

au vœu général de la Nation.

La discussion, au reste, ne sut pas long-tems-

prolongée.

Un seul Député avoit parlé le Mardi 13, es faveur de la motion, lorsqu'on ouvrit l'avis de reprendre l'ordre du jour. A l'instant la majorité voulut aller aux voix. Don Gerle retira sa motion; mais elle appartenoit à l'Assemblée, & aussi-tôt elle sut reprise par un grand nombre de ses Membres.

Un autre Député foutint également que l'Af-, femblée ne pouvoir, ni ne devoit délibérer sur la

motion, & proposa la rédaction suivante.

«L'Assemblée nationale considérant qu'elle n'a

& ne peut avoir aucun pouvoir à exercer fur les
 confciences & fur les opinions religieules; que

» la majesté de la religion & le respect prosond

» qui kii est dû, ne permettent point qu'elle de-

» vienne un sujet de délibération; considérant que

l'attachement de l'Affemblée Nation. au Culte
 de la Religion Catholique, Apostolique & Roa

maine, ne fauroit être mis en doute, au mo-

ment où ce Culte seul va être mis par elle à

» la premiere classe des dépenses publiques, &

oh, par un mouvement unanime de respect, elle

A 2

& au caractère de l'Assemblée Nationale:

"Décrète qu'elle ne peut ni ne doit délibérer " sur la motion proposée, & qu'elle vareprendre " l'ordée du jour, concernant les biens Ecclésias, " tiques ".

La majorité favorable à cette rédaction, demanda pour elle la priorité, & voulut qu'il y fût délibéré sur le champ,

Plusieurs d'entre nous firent de vains efforts pour obtenir la parole, démontrer l'insuffisance de la nouvelle proposition, & manifester les intentions formelles de nos Commettans: un d'entre nous demanda, même à plusieurs reprises, que tous les Députés fussent tenus de représenter leurs cahiers; mais sa voix sut toujours étoussée, & la majorité refusa fi constamment de laisser ouvrir la discussion, qu'il fallut se réduire à une simple demande de priorité. Quelques Membres avoient présenté des projets de Décret; d'autres des projets d'amendemens. Un de ces amendemens consistoit à reconnoître la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, pour la Religion de l'Etat; mais cet amendement fut rejetté comme tous les autres par la question préalable. L'Assemblée déclara qu'il n'y avoit lieu à délibérer. Alors M. le Comte de Virieu réclama la lecture de son projet de Décren. Nous le trouvâmes conforme à nos sentimens, & nous nous réunimes pour l'appuyer. Ce projet étoit ainfi concur:

" L'Assemblée nationale reconnoît & déclare que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, est la Religion de l'Etat, & qu'elle a

» feule le droit de jouir, dans le Royaume, de » la folemnité du culte public; fans entendré » cependant rien innover à cet égard, pour les » villes & pays qui jouissent sur ce point de ca » pitulations & usages particuliers.

» Décrète; en outre, que les loix pénales qui » ont été portées contre les non-Catholiques & » leurs Ministres, sont & demeureront abolies ».

La priorité fut resusée au projet de délibération de M. le Comte de Virieu, & accordée à celui dont le résultat étoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

Voyant alors l'impossibilité absolue de nous saire entendre, nous déclarâmes que nous ne pouvions prendre aucune part à la délibération; & nous demandâmes acte de notre déclaration. La majorité sur ensuite aux voix, par assis & levé, sur la rédaction qui avoit obtenu la priorité, & l'adopta en entier. Nous ne prîmes aucune part à la délibération.

Cette formalité remplie, M. le Comte de Virieu déclara que le défaut de liberté de discussion, & le vœu connu de la Nation, rendoient la délibération nulle de plein droit, & qu'il en appelloit à la Nation.

Au même instant, M. l'Evêque d'Uzès se leva; & dit: « Je proteste au nom de la Religion, au « nom de mes Commettans, de mon Diocèse, de » l'Eglise de France, contre le Décret qui vient » d'être rendu ». Nous nous levâmes, & nous déclarâmes adhérer à cette protestation.

C'est pour manisester nos sentimens, pour les faire connoître à nos Commettans, que nous avons rédigé & signé la présente Déclaration, laquelle

sera imprimée & envoyée à nos Commettans. A Paris, ce 19 Avril 1790.

† D. Cardinal de la Rochefoucault, archev. de Rouen, † Le cardinal de Rohan. † F. J. évêque, comte de Bauvais. Le comte François d'Escars, député de Châtelleraut. Le vicomte de Malartic, député de la Rochelle. Le comte de Faucigny-Lucinge, dep. de Bourg-en-Bresse: Duval d'Eprémesnil, député de la prévôté de Paris, hors les mùrs. Le baron de Batz, dép. de Nérac. Bouville, député de Caux. Antoine-Charles-Gabriel, marquis de Folleville, député de Péronne. Du raisse-Duchey. † Dom : évêque de Couscrans. † M. C. évêgue de Luçon. Le marquis de Digoine. † A. E. F. évêque de Montauban. De Guilhermy, député de Castelnaudary. Le vicomte de Rafelis-Broves. Le marquis de Foucault-Lardimalie. † L. évêgue d'Uzès. Le chevalier de Chalon. Le comte de Montboissier. L'abbé de Montgazin, député du Boulonnois. Belbeuf, député de Rouen. Malrieu, caré. La Goille de Rochefontaine, chanoine & dép. de Reims. Le marquis d'Argenteuil. Irland de Bazoges. Dubois, curé de Sainte-Madeleine de Troyes. † François, évêque de Clermont. † L. V. évêque, duc de Laon. † A. J. évêque, comte de Châlons. Le comte de Pannetier, député de Couzerans. Le comte de Lambertye. Claude, vicomte de la Chastre. L'Abbé de Champeaux.

Le baron de Gonnés. Le comte de Vogué.

De la Salle-Roquefort. Le marquis du Hart. Le comte de Montcalm-Gozoni. Le marquis de la Queuille. Le comte de Virieu. Artur de la Villarmois. † René, évêque de Dijon. Le chevalier de Verthamon, député de Bordeaux Crenieres, député de Vendôme. Farochon, curé, député de Crépy. L'abbé de Castellas, doy., comte de Lyon, & dép. de Lyon. † Jos. Franç. évêque de Montpellier. † Pi. Lo. évêque de Saintes. Villebanois, curé de St-Jean-le-Vieil de la ville de Bourges, dép. du clergé du Berry. 7 L. C évêque de Limoges. † J. F. P. P. archevêque de Bourges. L'abbe Royer, conseiller d'état, dep. de la ville d'Arles. † Ant. L. H. évêque de Nancy. Colíon, dép. de Lorraine. Le marquis de Juigne. Menonville, dep. du bailliage de Mirecourt. Le baron de Juigné, dép. de Coutances. Le comte de Lassigny de Juigné, dép. de la sénéchaussée de Draguignan. L'abbé d'Eymar, dép. du clergé d'Alface. Defgranges. Madier de Monjau, dep. du Bas-Vivarais. † Alex. Ang. archevêque de Rheims. † A. E. évêque de Condom. Tailhardat de la Maison-Neuve, dép. d'Auvergne. Cazalès, dép. de Rivière-Verdun. Luppé, dep. d'Auch. De Grosbois, dep. de Resançon. Le chevalier de Murinais, dép. du Dauphiné. Le Carpentier de Chailloué, dép. d'Alençon. De Pradt, dép. de Caux. + J. M. archevêque d'Arles. † F. archeveque de Damas, coadjuteur d'Alby. † M. L. évêque de Poitiers. † J. B. évêque d'Auxerre. Le baron de Nedonchel, dép. du bailhage du Quemoy.

† Archevêque de Tours. TJ. archevêque d'Aix. Le chevalier de Montferé, dep. de Perpignans † Ant. Felix, eveque de Perpignan. Comaterra, député de Perpignan. Cornus, curé de Muret, dép. de Comminges. Samary, curé, dép. de Carcassonne. Le chevalier de la Coudraye, dép. du Poitou. Le comte d'Iversa, député du Poitou. Las martres, curé de l'Isse en Dodon, dép. de Comminges Cayla de Lagarde, supérieur-général de Saint-Lazare. Chabannette, curé, dep. de Toulouse. L'abbé de Villeneuve-Bargemon, chantre-chanoine, & contre de St-Victor, de Marseille, dép. de Marseille. Martinet, chanoine-régulier, prieur-curé de Daon, député de l'Anjou. Forest de Masmoury, curé d'Ussel, député du Bas Limoulin. Leymarye, curé de St-Privat, Député du Oercy. Chatizel, député du Clergé d'Anjou. Canne l'e, curé de Belvis, d'puté de Limoux. Riviere, curé de Vic, depu é de Bigorre. Guiraudez de Saint-Mézard, archi-prêtre, député d'Auchi Mayet, curé de Roche-Taillé, député de Lyon. Le Tellier, curé de Bonnœil, député de Caen. La Chastre, député du Berry. Leclerc, curé de la Cambe, député d'Alencon. Ricard, députe de Nimes. Ayroles, cure de Reire-Vignes, député du Quercy. Fougere, curé de Saint-Laurent de Nevers, député du Nivernois & Donziois., Gros, curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, député de la ville de Paris. Devoisins, député de Toulouse. Le duc de Castries, député de la vicomté de Paris. Font, curé de la paroisse de Notre-Dame-du-Cap, de la ville de Pamiers , dépuré du clergé du pays de Foix. La ? curé de Saint-Martial d'Hautefort, député du clargé du Périgord. Bonex , curé de Neuville sur-Ains , député de Bourg-en-

Breffe.

Thoret, député du Berry.

Decoulmiess, abbé d'Abbecourt, député de la vicomé de Paris.

Grandin, curé d'Ernée, député du Maine. L'abbé de la Boissierre, député de Perpignan. Banassat, curé de Saint-Siel, député de Gueret.

† J. B. A., eveque d'Oleron.

Lanusso, curé de St-Etienne, près Bayonne, député de Tartas.

Le marquis de Vaudreuit, député de la Sénéchauffée de Castelnaudary; en Languedoc.

L'Abbé Coster, député de Verdun.

Chevreuil, chancelier de l'églife de Paris, député de la ville de Paris. L'abbé de Bonneval, chanoine de l'églife de Paris & député de Paris, rant en notre nom comme député de Paris, qu'au nom du chapitre de l'églife de Paris, le quel est revêtu des pouvoirs de quarante trois églifes métropolitaines cathédrales & collégiales du Royaume, & pour justifiéer des pouvoirs de l'églife de Paris, dont nous sommes les porteurs; nous avons laissé une expédition de ses délibérations des 12 & 14 Avril mil sept cent quatre-vingt-dix, pour être annéxées à la déclaration.

Pinneliere, curé de Saint-Martin de l'ille de Rhe, députe

de la fénéchaussée de la Rochelle.

Guyon, curé, député de Castelnaudary.

Delaplace, curé de Landevoisin, député de Péronne.

Dupuis, curé d'Ailly, haux clocher, député de la fénéchaussée de Ponthieu.

Rolin, curé de Verton, député de Montreuil sur mer. De l'Espinasse, prieur de Saint-Pierre-le-Moutier, député dudit bailliage.

Le Roux, cuté, doyen de Saint-Pol, député d'Artois. Rouph de Varicourt, député du clergé du bailliage de Gex.

D'Ansac, marquis de Ternay, député de Loudun. Roufsel, curé da Blaringhem, député de Bailleul dans la Flandre maritime.

Le marquis d'Angosse, député de Maynac.

Palmaert, desservant de Mardyk, député de Bailleul.

Le marquis de Bouthilliers, député du Berry.

Le comie de Barbotan , député de d'Ax , Bayonne & St-Sever.

Guesdan, curé, député de Bourg-en-Bresse.

David, curé de Lormaison, député de Beauvais. † S., évêque de Rodez, député de Rodez. Le comte de Plas de Tane, député du Quercy. † François, archevêque de Toulouse, député de Toulouse. L'abbé de Barmont, député de la ville de Paris. Privat, député du Puy-en-Velay. Lefort, député d'Orléans. **B**erardier député de Paris. Malartie, cure, député de Castel-Moron. Bastien, député de Toul & de Vic. Thomas, curé de Maymac, député du Bas-Limousin. L'Abbe de Bruge, prévôt de l'église de Mandes, député du Bailliage du Gévaudan. L'abbé Perretti, de la Roca, député de Corse. Le comte de Buttasoco, député de Corse. Pous, député de Touloufe. Le vicomte Dustous-Saint-Michel, député de Comminges & de Neboufan. Le baron Luillier-Rouvenac, député de Limoux, † P. M. M. évêque de Nismes. Depuch-de-Montbreton, député de Libourne. Bertereau, curé de Tissle, député du Maine. Le marquis de Saint-Simon, député d'Angoumois. Le comte de Culant, député d'Angoumois. Le Pelletier de Feumusson, député du Maine, prieurcuré, de Domfront. Rozé, curé Delmalleville, député de Caux. Bournazel, député de Ville-Franche. La Cheze, député du Quercy. Le marquis de Cauzans, député de la principauté d'Orange. Delalandes, curé d'Illiers l'Evêque, député du Bailliage d'Evreux. Le François, curé du Mage, député du Perche. Girard, doyen, curé de Lorris, député de Montargis. De Ruallem, député de Meaux. Cocherel, député de Saint-Domingue. L'abbé de la Rochefoucault, député de Provins, Mascon, député d'Auvergne. Le comte de Clairmont, député de Chaumont en Bassigny. Pons de Soulages, député de Rhodes. Le bailli de Flachalanden, député de Haguenan.

D'Andlau, prince-abbé de Murback & de Lure, député de Colmar & de Schelestat. Fournetz, curé de Pui-Miclan, député d'Agen. Le marquis de Villemort, député du Poitou. Piffon, curé de Valeyrac, député de Bordeaux. Le vicomte de Ségur, députe de Bordeaux. Pochet député d'Aix. Delfaut, député de Périgord. Landrin, député de Montfort-l'Amaury. Dufreine, député d'Alençon. † J. L. évêque d'Agen. Vaneau, recteur d'Orgeres, député de Rennes. Pegot, député de Cominges. Chabrol, député d'Auvergne. Vallet, curé de St-Louis, député de Gien. Ivernault, chanoine de St-Ursin, député du Berry. Pinelle, député du bailliage de Colmar & Schelestat. Desvernay, curé de Villefranche en Beaujolois, & députê de cette Province. Bengy de Puyvallice, député du Berry. Le chevalier de Clapiers, député d'Aix. Pellegrin , curé de Sommercoux , député de Bar. L'Olier, curé d'Aurillac, député du haut pays d'Auvergne; L'abbé de St-Esteven, député du Labour. Boudant, curé de la Couture, député d'Artois. Diot, curé de Ligny-sur-Canche, député d'Artois. † C. M. évêque de Saint-Flour. Bigot de Vernieres, curé de St-Flour. Benoît, curé du St-Esprit, député de Nismes. Le comte de Montjoie-Vaufrey, député de Belfort. Fleury, cure d'Iges, député du bailliage de Sédan. Le comte de Levis, député de Dijon. Lemulier de Bressey, député de Dijon. Texier, chanoine de Chartres, député de Château-neuf en Thimerais. Fournier, curé d'Heilly, député du bailliage d'Amiens. Melon de Pradoux, député de la vicomté de Paris. Cairon, député de Caux. Le Rouvillois, député de Coutances. † A. F. evêque de Coutances. L'abbé de Montesquiou, député de Paris. Le baron de Rochebrune, député du haut-pays d'Auvern

Le Lubois, député de Coutances.

Dormesson, député de la prévôté de Paris, hors les murs.

Genetet, curé d'Errigni, dép. de Châlons-sur-Saône.

Allain, recteur de Notre-Dame de Josselin, dép. du clerge de St Malo.

Loëdon de Kéromen, recteur de Gourin, dép. du clergé de Quimper.

Goullard, curé de Rouanne, dép. de Forez. Guépin, curé de Saint-Pierre, dép. de Tours. De Fresnay, député du Maine. Le chevalier de Hercé, dép. du Maine. Levis Mirepoix, dép. de Paris. Houdet, dép. du bailliage de Meaux. L'abbé Maury, dép. de Péronne.

J. L. Breuvart, curé de St-Pierre de Douay. Gagnieres, euré de Saint-Cyr-les Vignes, dép. du Forez.

Absent de ladite séance, je ne puis certifier personnellement la vérité des saits ci-énoncés; mais j'adhere decœur & d'esprit, aux sentimens d'attachement pour la religion de mes peres qui ont dicté la présente déclaration. Le marquis de Mortemart, dép. de Rouen,

De Chambray, dép. d'Evreux, Merceret, dép. de Dijon,

Absent de l'assemblé, lors de la seance du 13, je ne puis certifier personnellement la vérité des saits énoncés dans la présente déclaration; mais j'adhere aux principes qui l'ont déterminé. Le baron de Crussol, dép. du comté de Bar-sur Seine.

Le président de Frondeville, député de Rouen.
Simon, curé de Woël, député de Bar-le-Duc.
† J. B. J. évêque de Charires.
Simon, recteur de la Boussacq, dép. de Del.
Ludiere, dép. du Bas-Limoussin.
Goze, dép. des Landes.
Griffon de Romagnet, dép. d'Aunis.
Seurat de la Bouslaye, dép. d'Orléans.
Thirial, docteur en théologie, dép. du bailliage de Châteaus.
Thierry.

Guegan, curé de Bretagne. Le marquis de Lufignan, député du Condomois, Bonnet, curé de Villesort, député de Nimes, Flachat, curé, dép, de Lyon,

Grainberg de Belleau. Le duc de Caylus, dep. de la Haute-Auvergné. Le marquis de Guilhem-Clermont-Lodeve, dép. d'Arles 🖼 Provence. L'abbe d'Egrieux, dep. de Rouen. Cartier, curé de la Ville-aux-Dames, dep. de Touraine. Durget l'ainé, dép. du bailliage d'Amont. Blandin, député d'Orléans. L'abbé de Chapt de Rastignac, dép. de l'Orléanois. Du Castaing, curé de Lanax & dép. d'Armagnac. L'abbé d'Heral, dép. de Bordeaux. Contier de Biran, dep. du Périgord. Ducret, dep. du Mâconnois. Godefroy, dép. de Mirecourt. Sous la réserve expresse du culte public & des droits religieux des concessions d'Ausbourg & Helvétique, recontinus pour l'Alface dans la présente déclaration, en conformité des traités de Westphalie & de l'année normale de 1624, ainsi que des cahiers dont je suis porteur. Le baron de Rathiamhausen. Pérfer, dép. du bailliage d'Etampes. Paccard, dep. du bailliage de Chalons-sur-Saône. Thomas, curé de Marmant. Garnier, curé, député de Bretagne. Le bailli de Crussol, député de la vicomté de Paris. Millot, curè de Dourdan. Burignot de Varenne, dép. de Châlons-sur-Saone. Henri de Longueve, dép. d'Orléans. Le comte Pierre de Bremont Dars, dép. de Saintes. Galland, curé de Charme, dép. du bailliage de Mirecourt, a figné à son retour le 25 Ayril. Richier, dép. de Saintes Vincent de Pannette. Martin, curé, dép. de Beziers. Clermont Mont-Saint-Jean. Le président le Berthon, dép. de Bordeaux. Le marquis de Beauharnois, dép. de Paris. Le marquis d'Amély, dép. de Champagne.

Pour l'exactitude des faits, nous devons déclarer que le sieue de Mandre est venu au bout de deux jours pour retirer sa fignature.

De Mandre, curé de Besancon.

Le comte de la Gallissonniere dep. d'Anjou: Le Marquis de Paroy. Landreau, cure, dep. de Saint-Jean d'Angely. Lézai-Marnezia, dep. du bailliage d'Aval. Le comte de Chambors, député du Couserans. Dom Chevreu, dep. de Paris, charge par mon cahier. Le comte de Laipaud, dep. de la Basse-Marche. Le comte d'Alençon, dep. de Toul. Couturier, curé de Salives, dep. de Bourgogne. Adhérant à ce que dessus. Le marquis de Gaillon, dép. de Mantes & de Meulan. Surains, député de Bourg-en-Bresse. Le Baron de Landenberg-Wagenbourg, dép. de Betfora en Alface. Le marquis de Cypieres, dép. de Marseille. Le vicomte de Mirabeau, dép. du Limousin. Montmorency, prince de Robecq, dép. de Bailleul Ph-Fr., Evêque d'Angoulème. Costel, dep. de Sens, adhérant aux principes ci-deflus. Le vicomte de Pannat, dép. de Rhodez, adhérant aux principes consacrés par la déclaration ci-deffus relatée.

Saint-Matthieu, cure de Saint-Pierre, diocèse de Limoges

Bonneville, dép. d'Evreux. L'abbé de Poule, dép. d'Orange,



COURIER FRANÇAIS;

Du Vendredi 14 Mai 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 13

Décret en faveur de la ville d'Orléans. Articles sur la vente des biens nationaux. Décret sur les mouvemens de Pau. Autres mouvemens à Toulon. Discours de M. le cardinal de Brienne, en prêtant son serment civique.

E décret, proposé hier par M. l'abbé Gouttes, en faveur de la ville d'Orléans, n'avoit été rendu que saus rédaction; &, comme il intéresse une grande ville, & qu'il offre l'exemple d'une espece particuliere, nous devons le placer ici tel qu'il a été lu ce matin.

" L'Assemblée nationale à décrété & décrete, I. La momme de 300,000 livres, provenante des sonds qui avoient été déstinés à l'entretien & aux réparations de l'église d'Orléans, sera remise incessamment entre les mains du receveur de la municipalité de ladite ville, on donnant par elle, aux dépositaires actuels de ladite sond par le le municipalité de la dite momme, ainsi qu'à ses causions, bonne & suffisante de decharge.

II., Ladite municipalité affectera au remboursement dudit capital ses biens patrimoniaux, & spécialement ples rentes à elle appartenant sur l'hôtel-de-ville de Paris, jusqu'à la concurrence de ce qu'elle peut avoir actuellement de libres sur les dites rentes.

III. »A fur & mesure que l'emploi de ladite somme » devra être fait suivant sa premiere destination, la mu-» nicipalité sera prévenue quelque temps à l'avance;

savoir, 15 jours pour la somme de 5000 liv. & au dessous; un mois pour celle de 5000 liv. jusqu'à 10; deux mois depuis 10 jusqu'à 20,000 liv.; & dans la même progression insqu'à la somme de 50,000 liv.; depuis 50 jusqu'à 100,000 l., six mois, depuis 100,000 l.

jusqu'à 200,000 liv. neuf mois; & enfin depuis cette derniere somme jusqu'à la totalité, un an.

IV. » Les comptes de la municipalité pour ce qui con-" cerne le le mprunt , & tout ce qui peut y être rela-" tif, seront soumis à l'examen, surveillance & inspec-» tion des directoires du département & du district.

Des troubles arrivés à Pau, & qui paroissent avoir été suscités en grande partie par le parlement de Béarn, dont M. Vicillard de Coutances a rendu compte hier foir , à presque entiérement rempli toute la séance. Nous pourrons revenir sur cette affaire; & il nous suffit quant présent de rapporter le décret qui l'a couronnée,

" L'Assemblee nationale, après avoir entendu son co-" mité des rapports, a déctété & décrete, 1°. que son » prélident écrira aux, officiers municipaux de la ville de n Pau, pour leur témoigner, au nom de l'Assemblée, n sa satisfaction de la conduite sage & modérée qu'ils nont tenue à l'occasion des troubles suscité par la n minorité de la garde nationale, & de la prudence avec n laquelle ile ont constamment agi dans cette circons-

m Qu'il sera également écrit par son président à la m tance. n garde nationale nouvellement composée, pour approuver son zele, son devouement & son patriotisme.

» L'Assemblée nationale improuve le resus fait par le n fieur Sanfot & le fieur Chevallier, d'executer les ordres » des officiers municipaux, & autorise ceux-ci à mander » lesdits sieurs Sansot & chevallier de Blair en l'hôtel » de-ville, pour leur donner connoissance du présent » décret, notamment ce qui les concerne.

" Déclare nuls & comme non avenus les arrêtés pris n par le prétendu comité militaire les 7, 14, 17 & 20 » avril dernier, aimi que l'arrête formé le 21 du même » mois par une partie des citoyens de la ville de Pau, » comme étant lesdits arrêtés contraires aux décrets de » l'Assemblée nationale des 10 août & 23 sévrier der-» niers, & comme attentatoires au respect & à l'obeis-» sance dus aux officiers municipaux,

"Approuve le nouveau régime provisoire donné à la sarde nationale de Pau le 18 avril dernier, de concert avec les officiers municipaux, & déclare qu'aucun membre de l'anciene garde nationale ne pourra en exercer les fonctions, s'il ne s'est fait incorporer dans les nouvelles compagnies.

» Ordonne que son président se retirera pardevers le Roi, pour le supplier de donner des ordres pour faire n'apporter les informations & procédures requises par n'e procureur-général du parlement de Pau contre les n'abitans d'Antiguelonne, de Benejac, & les sieurs n'e Bernardot & Noguez, & pour qu'en attendant il soit surs à l'exécution de tous jugemens & décrets, qui auroient été ou pourroient être rendus à leur égard n.

La séance de ce matin a eu principalement pour objet la rédaction de quelques articles ajournés hier. Le sujet le plus important de la discussion a roulé sur la question de savoir si, l'enchere définitive reçue, pour les biens nationaux à vendre, il y auroit ou non lieu au tiercement. Les deux comités réunis, eccclésiastique & des domaines, propoloient l'affirmative; mais plusieurs membres s'y opposoient, en ce qu'ils précendoient qu'une telle disposition écarteroit les enchérisseurs, qui ne seroient pas affurés de leur acquisition, malgré leur plus forte enchere. Les divers moyens ont été balancés pendant long-temps; & en définitif, l'Assemblée s'est détérminée à ajouter au quatrieme article du second titre, que nous avons rapporté hier, sans qu'il puisse y avoir ouverture au tier cement, ni au doublement, ni au triplement. Puis le neuvierne article, rapporté hier, a été distribué en deux de cette maniere :

Art. IX. » Toutes les municipalités qui, dans le délai » d'un mois à dater de la publication du présent décret, » se seront fait subroger pour les sonds situés dans leur rerritoire, aux municipalités qui avoient sait des soumissions amérieures, jouiront de la totalité du bénésice

» porté par l'article II du titre premier.

X. » Les municipalités qui se seront fait subreger, » jouiront également de la totalité dudit bénésice; mais » il en sera distrait un quart au prosit de la municipalité » qui se trouvera évincée, pourvu qu'elle ait consommé, » l'acquisition dans le mois qui suivra la publication du » présent décret ».

Il n'a été sien changé de plus aux articles, fi ce n'est

de subflituer les mois biens netionaux par-tout où le trouveroient ceux de biens ecclessassiques. Ainsi nous placerons ici les quatre articles suivans, tels qu'ils ont été décrétés hier-

VIII. » A défaut de paiement du premier à compte, nou d'une annuité échue, il sera fait, dans le mois, n à la diligence du procureur de la commune vende, n' resse, sommation au débiteur d'effectuer son paiement n' avec les intérêts du jour de l'échéance; & si ce der, nier n'y a pas satisfait deux mois après ladite sommantion; il sera procédé, sans délai, à une adjudication nouvelle, à sa folle enchere, dans les sormes pres-

» crites par les articles III & IV du titre premier.

» IX. Le procureur de la commune de la municipa
» lité poursuivante se portera premier enchérisseur pour

» une somme égale au prix de l'estimation, ou pour

» la valeur de ce qui restera dû à sa municipalité, si cette

» valeur est intérieure au prix de l'estimation si il
» sera prélevé, sur le prix la nouvelle adjudica
» tion, le montant de ce qui se trouvera échu, avec

» les intérèts & les frais, & l'adjudicataire sera tenu d'ac
» quitter, au lieu & place de l'acquéreur dépossédé, tou
» tes les annuités à échoir.

"X. Si une municipalité croyoit devoir conferver pour quelqu'objet d'utilité publique une partie des biens par elle acquis; elle sera tenue de se pourvoir, dans les sormes prescrites par le décret du 14 décemment pour obtenir l'autorisation nécessaire, après laquelle elle sera admise à enchérir, concurrement avec les particuliers; & dans le cas où elle demeureroit adjudicaire, elle payera dans les mêmes formes, & dans les mêmes délais que tout autre acquéreur.

» XI. Pendant les quinze années accordées aux municipalités pour acquitter leurs obligations, il ne sera perçu, pour aucune acquisition, adjudications, vente, subrogation, revente, cession & rétrocession des biens domaniaux ou ecclésiastiques, même pour les actes d'emprunts, obligations, quittances & autres frais relatifs auxdites translations de propriété, aucun au nu tre droit que celui de contrôle, qui sera fixé à 15 sols,

- H est inutile d'observer que la franchise & la loyauté de M. de Menou, dont les principes sont affurément très-connus, ont excité les plus vifs & les plus finceres applaudissemens. M. de la Rochesoucault a dit que le comité attendoit la fin de la discussion pour proposer une modification au décret qui ordonne le cautionnement. M. Alexandre de Lameth a ajouté que ces cautions nous coûteroient 20 millions; que ce qui feroit le plus grand tort aux assignats, ce seroit que les capiralisses s'en mélassent; & qu'on doit écarter pour jamais un sujet d'agiorage hontoux dont le ministere même de M. de Calonne eut rougi. M. de Broglie a terminé cette discussion, en remarquant que la preuve la plus complette des dangers de cette marche, étoient les offres qui ont été faites à plusieurs membres de l'Assemblée, & la diete auguste a prononcé ensuite le décret fuivant : » L'Assemblée nationale décrete qu'elle ne don-» pera augune suite au cautionnement décrété pour la » ville de Paris, non plus qu'aux autres municipalités » du royaume ».

Quelques troubles arrivés à Toulon, le 3 de ce mois, où M. de Glandeveze, affailli par quelques méccontens, à pensé ètre la victime de l'insurrection, faisoient le su-jet d'une lettre de M. de la Luzerne, lue ici par M. de Crillon. Trois canoniers-matelots, retenus pour cause de délits, paroissent avoir été la cause des mouvement populaires. Mais M, de Glandeveze, protégé puissament

par la milice nationale, non-seulement n'a éprouvé aucun mal, mais il a été reconduir de l'hôtel-de-ville à sa maison avec tous les honneurs militaires. Ce fait-là, passé le 4, a été articulé par M. Ferrand, & le ministre l'ignoroit en écrivant sa lettre. Cependant comme le peuple s'étoir emparé d'une portion des armes de l'arsenal, l'Assemblée « a renvoyé cette affaire à son comité des rapports, & chargé son président de se retirer pardevers le Roi, à l'effer de le remercier des ordres qu'il avoit donnés pour rétablir la paix à Toulon, & lui faire part des nouvelles consolantes qu'on venoit d'en recevoir ».

Certe séance, où portion des noirs n'a voulu preadre aucune part, non plus qu'aux précédentes, quoiqu'ils en aiens sait tous les frais, a été terminée par une légere discussion occasionnée par le vœu des habitans de Chaulny, qui appelloit M. Dessession en qualité d'électeur du département. M. le Chapellier, appuyé par bien d'autres, soutenoit qu'un député de l'Assemblée nationale ne pouvoir quitter son pôse, pour aller remplir les sontions d'électeur dans une assemblée primaire; & il sollicitoit un décret à ce sujet; mais, comme M. Dessession d'estisté lui-même de toute prétention à cet égard, on a levé la séance, sans approsondir davantage cette affaire.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Sens, 3 mai. M. le cardinal de Loménie de Brienne a été intronisé hier dans son siège archiépiscopal. La porte d'Yonne, par laquelle il devoit passer en arivant de l'abbaye de Ste Colombe-lès-Sens, étoit décorée d'un arc-de-triomphe, auquel étoit suspende une couronne civique, & portant pour légende: Tribut de la reconnoissance. S. E. y sut reçue & complimentée par M. de Chambonas, maire, à la tête de la municipalité. Après la présentation des vins de la ville, usage gothique qui va s'évanouir avec le régime séodal, le présat s'avança à pied jusqu'à son palais précédé de la musique militaire, & au milieu d'une double haie de notre misice nationale. Aussitôt après son arrivée, le chapitre alla lui offrir les pains & les vins; puis M. le cardinal se rendità la cathédrale, où il signa le serment, répondit em

latin à un discours dans le même idiôme, qui sui fut adresse par l'archidiacre, & donna le baiser pastoral à son chapitre. Il paroît que ce prince de l'église, abjusant l'ancien régime, veut désormais vivre passiblement parmi nous. C'est au moins ce que nous devons comjecturer du discours suivant, que le a8 du mois dernier il prononça, en prêtant le serment civique entre les mains de nos officiers municipaox.

» Je viens; messeurs, terminer avec vous ma carrière, & vous consacrer, s'il m'est permis, le peu de

jours qui me restent à parcourir.

Etranger désormais aux affaires publiques, je ne le serai jamais à vos intérêts, & tout ce qui pourra contribuer à vorre bonheur, sera l'objet perpétuel de mes soins. Le principe du bonheur est la paix & la tran-

quillité.

La révolution qui vient de s'opérer en France, a dû amener des troubles & des diffentions; cette ville a été heureusement préservée des malheurs qui en sont la suite, par la douceur & la modération de ses habitans, par la sagesse de ses officiers municipaux, & particulièrement encore par le zèle de celui que la reconnoissance publique a mis à leur têté; mais il est temps que le calme succede entierement à l'orage, & que le nom même de parti soit essacé parmi nous.

" Ceux qui ont souffert, doivent se dire que la paix vaut mieux encore que ce qu'ils peuvent avoir perdu. Ceux qui ont obtenu des avantages, doivent penser que

la paix seule peut les leur garantir.

» La paix est donc le besoin de tous; & à qui convient-il mieux qu'à un ministre de la religion d'en rappeler la nécessité? Mais à l'exhortation, je dois joindre l'exemple, & c'est pour cela que je viens prononcer; au milieu de vous, ce serment civique, dont la sidelle observation peut amener cette paix si désirable, & reng dre à la France sa tranquillité.

» Oui je jure d'être fidele à la nation, à la loi & au Roi, & de maintenir de tout mon pouvoir la confeitution décrétée par l'Assemblée nationale & acceptée

par le Roi.

» Et ne croyez pas, messieurs, d'après de fausses impressions qu'on auroit pu vous donner de mes principes, qu'ils soient en contradiction avec cet engagement, ,, Avant que les Etats-genéraux eussent repris l'entier exercice du pouvoir législatif, avant même qu'ils sussens assemblés, lorsque l'insurrection n'étoit pas devenue assez générale, pour être présumée le vœu de la nation, lorsque la seule autorité reconnue n'obtenoit l'obéissance que par la sorce, j'ai pu croire qu'il étoit permis à un ministre de chercher les moyens de la maintenir. Et si un tel dessein pouvoit paroître une erreur, sous que Roi au moins cette erreur étoit-elle plus excusable? Quel Roi sut moins jaloux de son pouvoir, & plus éloigné d'en abuser?

,, Maintenant que les principaux points de la constitution sont déterminés, maintenant que décrétés par l'Assemblée nationale, ils ont été acceptés par le Roi, quelle difficulté pourroit avoir à s'y soumettre, celui sous le ministere duquel les droits de la nation ont été constamment rappelés; la nécessité de son consentement aux impôts solemnellement reconnue; son nom même, ce nom si imposant & si sacré, prononcé tant de sois : & peut-être pour la premiere, par le gouvernement.

Non, Messieurs, mes principes n'ont jamais varié. Le maintien de l'ordre, la soumission à la puissance publique, la paix & la tranquillité ont toujours été & seront tou-

jours l'objet de mes vœux.

,, Jaloux de mériter & d'obtenir votre confiance, j'ai cru devoir ajouter cette courte explication au ferment que je viens de prononcer. Un jour d'autres détails honoreront ma mémoire; un jour, on connoîtra ce que j'ai voulu, & ce que je n'ai pu faire, mes projets & mes intentions. Mais je crois devoir encore garder [le filence; il est des momens, où il ne me femble permis de parler de soi, qu'autant qu'on veut encore prendre part aux affaires publiques.

, D'ailleurs, j'ai cette confiance que lorsque vous connoîtrez voire passeur, vous ne tarderez pas à jugez qu'il n'a pu cesser un instant d'être digne de l'estime publique. Puisse-t-il l'être bientôt de votre assection & de

votre amour.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les Jours est de 3 liv. 10 fols par moie, en en vend à 3 fols la scuille pour emp qui n'ent parsonseste.



COURIER FRANÇAIS,

Du Samedi 15 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 14.

Adresse bien importante sur les solies de quelques citoyens de Nismes. Nouvelles dispositions sur les gabelles. Lettre de M. de la Luzerne sur la rupture prochaine entre l'Espagne & l'Angleterre.

EUX morceaux biens importans ont été lus à l'ouverture de cette séance; une lettre de la municipalité de Loriol, en Dauphiné, adressée aux citoyens de Nismes 🔊 & une adresse de celle Pézenas à la même ville. L'une & l'autre de ces deux pieces avoient pour objet de faire de très-sérieuses représentations à quelques citoyens de Nilmes, auxquels une piete indiscrete, mise en action par les suggestions scélérates des ennemis du bien public. a fait appoler seurs noms au bas de la délibération prosondément ignare & scandaleuse qui est sortie de cette ville. La ville de Loriol observoit que l'aristocratie sacerdotale a fait plus d'une fois ulage de ces moyens désasrreux pour affliger l'humanité; que certe délibération a été suggérée par des hommes sans principes, qui ne Salment ni ne s'estiment, quoique mus par les mêmes refforts, le foif de l'or & la vanité; mais que les gardes mationales du Dauphine, jointes à celles du Vivarais & des autres départemens du royaume, sauroient bien leur Imposer silence. L'adresse de Pézenas n'étoit ni moins diergique, ni moins vigoureule; &, après avoir peint en Byle de flamme le fanatisme religieux qui dévasta la terre-

les prêtnes en bourreaux, M. Dufreisse a observé, sur la premiere, qu'une telle piece n'etoir point à l'ordre du jour ; mais M. Chabroud, qui la lisoit, sui a répondu que les sentimens de patriotisme sont toujours à l'ordre du jour. Puis M. le président a fait part à l'Assemblée d'une lettre de M. de la Luzerne, qui lui apprenoit que, postérieurement à sa lettre, lue à la séance d'hier matin, il avoit appris que la détention de M.le commandeur de Glandeveze àl'hôtelde ville de Toulon, avoit été convertie en un triomphe. & qu'il étoit devenu l'objet de l'affection génerale. On a lu aussi une lettre de ce commandant du port de Toulon, & de M. de Chollet, dans lesquelles ils rendoient compte de la manière distinguée dont ils ont été accueillis au spectacle, & par-tout où ils se sont présentés. L'Asfemblé a en consequence décrété que son président écriroit à la municipalité & à la garde nationale de Toulon, pour leur témoigner la satisfaction de la conduite qu'elles ont tenue dans cette affaire, & à M. de Glandeveze la part qu'elle prend à ce qui le concerne. On a ensuite annoncé la soumission faite par la municipalité de Lille. de prendre pour 18 millions de biens nationaux. Hier, M. Deichamps, au nom de celle de Tonnerre, a fait la même foumission pour un million , & c'étoit le 3510 million. Ainsi, ces soumissions montent aujourd'hui à 369 millions.

M. Vernier a ici proposé plusieurs décrets, au nom du comité des sinances, dont l'un autorise la construction d'un pout de batteaux à Sarguemines, dont les sonds seront pris sur les impositions du département; le second permet à la ville de Landson de former un rôle addigionnel d'impositions, jusqu'à la concurrence de 1210, dont le montant sera employé à des dépenses communes; & le troisseme autorise la ville d'Amiens, qui sollicitois un emprunt de 60 mille livres, à emprunter seulement 15 mille sivres, & renvoie le surplus à l'assemblée de département & de district.

M. Dupont, autre membre du comité des finances, a proposé deux articles additionnels au décreprendu sur la gabelle. & qui avoient été ajournés, Le premier, qui suit, à été adopté sans discussion.

Digitized by Google

écus dans celle des payeurs, une somme assez considérable pour payer, à toutes lettres, les rentes de cent livres à ceux dont la capitation n'excede pas six livres; & il a couronné ces observations par un projet de décret, dont l'objet étoit d'obliger les percépteurs des contributions, tant directes qu'indirectes, de payer au trésor public, en écus; les sommes qu'ils auroient touchées en numéraire.

Cette proposition a occasionné un tapage horrible parmi les noirs; & l'on ne paroissoit gueres plus saitisfait dans le quartier des amis de la constitution. Les premiers craignoient, qu'en retitant ainsi continuellement de l'argent des provinces, on fût toujours en état de payer bien régulièrement l'armée, dont la solde ne peut être acquittée on papier; & les autres, qu'un tel décret, en ôtant au commerce toute l'activité dont il jouit dans les provinces. ne jerâr un louche, une espece de défaveur sur les affignats. M. d'Ambly proposoit tout uniment de consulter les départemens; mais M. de Noailles observoit que les loix du royaume ne permettoient pas que les décrets de l'A. semblée sussent soumis à 83 modifications; & il réclamoit l'ajournement. M. de Lameth, l'aîné, qui cherche par-tout à s'instruire, quand il a du doute sur un sujet, voltigeoit ça & là, pour favoir ce qu'en pensoient les personnages les plus instruits de l'Assemblée en finances; & le résultat de ces éclaircissemens a été l'ajournement qu'il a démandé & obtenu.

Ce seroit demain que ce sujet devroit être discuté, mais une événement d'une plus grande importance doit occuper l'Assemblée nationale. Nous entendons la rupture prochaine de l'Espagne avec l'Angleterre, & dont M. de la Luzerne a, de la part du Roi, instruit aujourd'hui, l'Assemblée nationale. Cette lettre portoit en substance que les armemens qui viennent d'avoir lieu chez une puissance voiline, la presse des matelots, qui y a été ordonnée, & qui s'exécute avec la plus grande activité ; qu'enfin les motifs qu'on donne de ces mouvemens austi extraordinaires, ont fixé l'attention du Roi; que S. M. a cru que, chargée de veiller à la tranquillité du royaume, elle ne peut demeurer indifférente à ces armemens ; qu'elle a pénfé devoir se mettre en état d'avoir inceilamment quarorze vaissesux armés dans les ports de l'Ocean & de la Méditerranée; qu'elle

dinaires; & que S. M. est étop convaincue du patriotisme des représentants de la nation, pour n'être pas persuadée de leur empressement à décréter ce secours; lorsque le tableau en aura été mis sous seurs yeux ».

Comme cette lettre étoit connue, avant qu'elle n'arrivae à l'Assemblée, & que plus d'un noir a sans doute concouru à saire naître le nouvel embarras qu'elle suscité à la diete auguste, une vingraine d'orateurs, à la têre desquels étoit le député de Péronne, s'étoient sait inscrire à l'ouverture de cette séance. Cette petite tricherie a donné lieu à quelques débats. M. de Mirabeau, l'asné, a particulièrement observé qu'il étoit bien étonnant que l'Assemblée, qui s'est interdit de soumettre à la discussion des sujets qui n'auroient passété affichés la veille, donnât l'initiative à une lettre ministérielle; & il a conclu à l'ajournement. M. de Cazalès a appuyé cette proposition; & la discussion a été ajournée à demain.

Nous nous dispenserons de rien prononcer d'avance sur une affaire d'une telle importance, & qui sera parfairement approsondie demain marin. Nous nous contenterons de copier un article du journal de la liberté,

où l'on trouvera les motifs de la rupture.

» Le dérnier voyage du célebre navigateur Cook ayant donné une connoissance plus parsaire des côtes du nord. ouest de l'Amérique, & des avantages que pouvoir retirer de cette découverte le commerce de pelleterie ouvert avec la Chine, une compagnie de négocians anglois, sie en 1785, & sous les auspices de l'administration, un armement, dont le commandement sur consié à M. Mears, officier expérimenté de la marine royale, auquel en donna pour collegue une autre personne de confiance.

Au commoncement de 1786, deux vaisseaux équipés au lengale, firent voile pour ces côtes, l'un à bord duquel étoit M. Mears, parvint à sa destination; le second se perdit. Après une station de plusieurs mois dans ces parages, M. Mears retourna à la Chine avec un chargement très-précieux de pelleterie. L'accueil amical qu'il avoit reçus des naturels du pays & le fruit de ce premier voyage présentoientà cet officier & à plusieursautresparticuliers des motifs assez puissans pour les encourager à suivre cette branche de commerce; dans les années 1788 & 1789, quatre autres vaisseaux y surent expédiés de la

Chine. M. Mears, pouffant toujoure les déqouvertes, y fit celle d'un port commode, dans les environs duquel se rencontroit tout ce qui étoit nécessaire à la confirue tion; il parvint à s'y faire un bâtiment, à l'aide duquel il se proposoit de visiter tout l'Archipel de Saint-Lazare, aussi bien que le détroit de Saint-Jean de Fuca.

« Vers le milieu de l'année passée ce commerce avoit commencé à prendre une sournure si flatteuse, qu'il excita la jalousie très-connue du gouvernement espagnol. On avoit déja établi sur la côte des comptoirs semblables à ceux que les Anglois possédent dans la baie de Husdon à les découvertes s'étendoient de tous côtés. -- On avoit même laissé une colonie dans le sund de Nootha; or, c'est cette colonie qui a été attaquée vers la fin de 1789, par une perite escadre de vaissaux de guerre espagnols, dont le commandant s'est emparé de deux vaissaux qui s'y trouvoient, & malgré les rémontrances les plus actives. en a envoyés les équipage au Mexique, chargés de fers, A cette épaque M. Meare le trouvoir à la Chine; auffitôt qu'il a été instruit de l'affaire,-il s'est embarqué avec les pieces nécessaires à bord du vaisseau de la compagnie le Ganges, & s'est sendu en Angleterre pour en faire le rapport au gouvernement »

Nouvelles de Paris.

. . . .

placer les régimens des princes allemands qui sont en Alasace, par ceux de Saintonge, Lionnois & Royal-vais-saux. Le patriotisme connu de ces régimens leur promet un accueil flatteur dans cette province. On y envoie aussi le régiment de M. de la Tour-Maubourg. On a accordé aux patriotes d'Allace la demande qu'ils ont faite du régiment Royal.

Hier soir, les noirs le sont assemblés de nouveau dans la rue Royale, où ils ont loué une maison, appartenant à M. Venden-Yver, moyennant 10 mille livres de loyer. Le peuple de Paris, qui n'aime pas plus les aristocrates qu'il n'en est chéri, s'est encore porté en soule vers ce nouveau sabbat. La maison a été assiégée jusqu'à minit; mais, comme le bon peuple de cette capitale n'a d'autre objet que de couvrir ses ennemis d'un mépris éternel, on s'est borné à huer, sisses étourdir

M A 1 1790.				
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts des Affignats de 1000 l.	
Samedi 15.	ol. 10 f. od.	ol. 15 £ od.	2 liv. 106.0 d.	

Le prix de l'Abonnement de ce. Journal, qui parole tous les jours est de 3 liv. 20 sois par mois, an en vent à sois la souille peut ceuz qui n'ent parsquierit.

COURIER FRANÇAIS,

DU DIMANCHE 16 MAI 1790.

Assemblée nationale. du 13.

Dicret sue l'Assemblée de Dauai, Autre sur le droit de triage.

Discussion sur le droit du Roi de déclarer la guerre & faire la paix. Décret sur les impositions de 1790.

A séance d'hier soir, à quelquès adresses patriotiques près, a été entierement employée à la discussion du plan de municipalité pour Paris. Celle de ce matin a été ouverte par la lecture d'une adresse des bas-officiers & soldats du régiment de Provence, dont les sentimens civiques ont mérité que l'Assemblée chargest son président de Leur en témoigner sa satisfaction. Celle du culb patriotique de Perpignan, qui contient des dénonciations très-Térieuses contre M. le marquis de Montsercey, le chapitre cathédral de Nismes, une collégiale de cette ville R plusieurs individus qui ont concouru à la délibération insensée de quelques prétendus catholiques de Nismes, a été renvoyée au comité des recherches. Puis, **Tur le rapport de M. le Chapellier, l'Assemblée a décrété "** » qu'il sera dresse par le commissaire du Roi, en l'as-" semblée primaire de Douay, de concert avec les offis ciers municipaux de cette ville, procès - verbal des personnes qui, ayant plus de 400 livres de revenu, ont voté dans cette assemblée, sans avoir fait leur dé-# claration patriotique, eussent - elles offert des dons patriotiques; que le procès-verbal, ensemble les de-» clarations affichées feront envoyés à l'Assemblée nan fionale, & qu'il sera sursis à l'élection des membres

qui doivent composer le département & le district p. Enfin, M. Merlin a propose le décret suivant, qui a été adopté sans réclamation.

L'Assemblée nationale, informée des désordres & o voies de fait, auxquelles plusieurs communautes d'ha-» bitans & particuliers se sont portes dans différentes provinces du royaume, par une fausse interprétation des articles XXX & XXXI du titre II du décret du 15 mars dernier, sanctionne par lettres patentes » du Roi du 28 du même mois; déclare qu'en abolissant par lesdites articles le droit de triage, c'est-à-dire, l'action qu'avoir ci-devant le leigneur pour le faire adjuger, dans certain cas, le tiers des biens par lui con-» cedés précédemment aux communautés d'habitans, elle n'a entendu rien préjuger sur la propriété des bois. pâturages, marais, vacans, terres vaines & vagues, ni attribuer for ces biens aucun nouveau droit aux » communautés d'habitans, ni autres particuliers qui les » composent; ordonne que toutes les communautes n tous les particuliers qui prétendroient avoir sur les » bois, pâturages, marais, vacans, terres vaines & n vagues, des droits de propriété, d'ulage, de pacage ou autres dont ils n'auroient pas eu la possession reelle 3 & de fait, au 4 août 1789, seront tenus de se pour noir par les voies de droit contre les ulurpations doit ils croiroient avoir droit de se plaindre, met tous le possessions & affeagistes actuels desdits biens, sons la n fauve-garde spéciale de la loi; fait défenses à toutes personnes de les troubler par voies de fait, a peine n d'être pourluivis extraordinairement, lauf à faire pur n ger, contradictoirement avec eux par les juges qui eq n doivent connoître, la légitimité ou illégitmité de les possession; ordonne aux cures & vicaires desservant le » paroisses de faire lecture au prône tant du présent de cret que de l'article II de celui du 2 décembre 1789 n ensemble de l'article IV du titre III de celui du mars dernier, lesquels leront annexes par extrait à l'expedition des L'ordre du jour appelloit ici la reponse à faire à la serre

de M. de Montmorin, (1) sur la rupture prochaine entr

⁽¹⁾ C'est par erreur que dans le précédent numéro on lie sa nom de M, la Luzerne.

M. Dupont n'étoit point de cet avis, & il demandois qu'en statuant sur le message du roi, on ajournat à trois semaines la motion de M. de Lameth; mais M. Barnave lui répondoit que ce procédé seroit très-bon , & l'on vouloit juger les effets avant de connoître les causes; mais que, si l'on vouloit suivre la marche naturelle des idees, il falloit soivre l'opinion de M. de Lameth, parce qu'autrement, ce seroit préjuger le principe en faveur du ministère. M. Goupil de Préseln alloit peut-être plus loin que M. Dupont. Après avoir observé que personne n'eft moins disposé que lui à donner de la consiance aux miniltres, il remarquoit, qu'il ne falloit pourtant pas qualiffer un ciroyen de mal-honnête homme, par cela seul qu'il est ministre : & , & comme il considéroit la question du droit de la paix & de la guerre, comme l'une des plus importantes de notre droit politique, il demandoit qu'on surest à son examen jusqu'après l'organisation des. tribunaux, & que le comité de conflitution fût chargé de préparer les matériaux de la délibération. M. de Broglie n'a pris la parole que pour appayer la motion de M. de Lameth. Il en a été ainsi de M. Roberstpierre, qui n'a rien dit de plus en cent & cent phrases découlues qu'il a débitées sur ce sujer.

M. de Custine ne voyoir rien dans la lettre du ministre qui pût alarmer la constitution; & il ajoutoit que le roi ayant joui depuis huir siecles du droit de faire la paix & la guerre, il n'y avoit aucun inconvénient à loi conferver le provisere. M. de Mirabeau l'aîné soutenois qu'il étoit déraisonable, imprudent, impolitique & sans objet de s'occuper de la motion incideate de M. de Lameth, sans avoir statué sur le message du Roi; que que l'on prenne, la Marechausse de terre de mer appartiendra toujours au suprême exécuteur de la loi; que rien n'est mieux connu que cette vérité, que le ppoyisoire subsisse au fuprême exécuteur de la loi; que rien n'est mieux connu que cette vérité, que le ppoyisoire subsisse au délibération, on peut nuire à la sécue prolongeant cette délibération, on peut nuire à la sécue publique, à la séreté du commerce; que si l'Assente

blée suspend les armemens, elle se rend responsable de tous les evénemens : qu'un extraordinaire de fonds pont L'armement de quatorze vaisseaux est si modique, si mesquin, qu'il ne mérite pas qu'on s'expole aux dangers d'éprouver des réclamations de la part du commerce; que l'armement proposé par le Roi n'est qu'un acte de prudence & de précaution, que les peuples prendront pour un signal de guerre si l'on s'occupe de la discussion du principe proposé par M. de Lameth; que, si cer armement recele, comme on paroît le craindre, des projets machiavélistes, il couvrioit tout au plus une conspiration de pigmées; que quatorze vaisseaux ne peuvent pas menacer la constitution; & qu'ainsi il falloit d'abord Soccuper du message du Roi, puis ajourner à un terme exès-court la question de savoir si la nation lui confiera Le droit de la paix & de la guerre.

Si l'on accordean Roi ce pouvoir, disoit M. de Delley d'Agier, il sera en une opposition continuelle avec la nation; & lorsqu'il voudra faire la guerre, il saudra, ou que la nation le désoblige en lui resusant les sonds nécessaires, ou qu'elle lui sournisse les moyens de faire une guerre désastreuse. Il y a six mois, ajoutoit M. Rewbelle qu'on vous disoit ici: "L'Angleterre vous déclargera la guerre: ,, l'Angleterre ne vous a pas déclaré la guerre; mais on veut que nous la lui déclarions; je vous sinvite à ne pas introduire en France le droit politique des princes allemands, qui vendent les hommes comme des troupeaux, & de laisser au moins à la nation le droit de répandre son sans de son or. Il concluoit à ce qu'on

M. de Menou observoit, avec toute la chaleur du particiline & la sérénité de la raison, que, si l'on accordoit au Roi le provisoire, ce seroit peut être metre la nation dans la dure nécessité de s'engager dans une guerre longue & meurtriere à qu'après avoir sourni les sonds pour els remiere année, il faudroit continuer ces subsides, ou la projet e drapeau national; qu'on se rappelle encose de l'est passée en Angleterre, lorsque le lord North engere des anglois dans une guerre qui dura sept ans, & dont lui templible de se désister, sans perdre les armées les qu'ils avoient sur pied; qu'il faut commencer les principe, puis procéder à l'examen de la ques-

graces a rendre au Roislur les melures ne frappallens que fur l'armement, & non sur ses démarches vicérieures : M. de Castellanne, que le comité de constitution fut charge de préfenter demain un travail sur la grande question: M. Charles de Lameth, que M. le prélident témoignas au Roi l'inquietude du corps législatif de voir cette négo. clation importante entre les mains de M. de la Vauguyon: parce que, disoit-il, il seroit aussi barbare de laisser les affaires politiques dans les mains de certaines personnes. que de confier le foin d'un malade à des médecins qu chirurgiens qui l'auroient empoilonné; M. Dupont, qu'on ne bornat par l'armement à 14 vailleaux, mais qu'on le portat à un nombre égal de vaisseaux à ceux de l'Angle. terre ; & enfin M. de Lavis qu'on ajourat à l'arricle, que la France n'entreprendroit jamais de guerre injuste, mais qu'elle repousseroit toujours avec courage les attaques qui lei servient faites. Ce dernier amendement a été ajourné avec la question principale, & tous les autres out eté écarres par le question présiable. Ensuite, le décret lui-

M. l'abbe Lompré, membre du comité des finances, a chluire propolé un décret en onze articles, fur la confection des rôles d'impolitions. Après une très-leggre discussion, dix de ces articles ont été ajournés, & le

onzieme a été distribué de cette manière :

I. » L'Allemblée nationale décrete que celles des mudipalités chargées de la confection des rôles, & qui
n'h but pas encore procéde à la confection de ceux des
mipolitions ordinaires de 1790, serom tenues de les
terminer dans le délai de 15 jours, à compter de la
publication du présent décret, faute de quoi, les
officiers municipaux & les administratrurs demeurarent
garans & responsables du retard dans la rentrée des
in impositions de toute la communauté.

II. » Aussitôt que les assemblées de département & de soissité seront formées, il sera nommé, dans chaque soires des commissités de vérisser les commissions qui auront été commisses dans des commisses de les enceuts qui auront été commisses dans de les enceuts qui auront été commisses dans de l'indémetre pour en référer au dicertifié du département, pour en référer au dicertifié du département, pour lui être pourva à l'indemnité qui sera due aux communautés plaignantes m

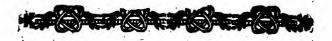
Nouvelles de Paris.

leur frérie, rue Royale. Le peuple toujours environnant le château, s'est contenté de barbouiller de temps à autre de la très-fine, quelques honorables membres, à mesure qu'ils àrrivoient. Lorsque le sabat a été terminé, & que les danseurs ont eu quitté la scene, le peuple s'est porté en soule sur le théêtre, où il s'est empressé de chercher délibérations, protestations & procès-verbaux. Ce matin, la police, fidelle à la constitution, qui permet aux sous comme aux sages de s'assembler, a publié une proclamation, pour inviter les habitans de cette capitale à ne pas troubler les farsadets de la rue Royale, dans la célébration de leurs mystères.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Lyon, 10 mai. Il y avoit aujourd'hui à la posse sa paquets chargés, contenant des billets de la caisse d'elcompre, deitinés à tenir lieu d'assignats. Ce papiermonnoie a été accueilli avec la plus grande consiance sur la place.

Le prinde l'Abonnement de ce Journal; qui paroft tous les jours est de 3 liv. 20 fols par mois; en en vend à 3 fols le smille pear ceux qui n'ent passquiforis.



COURIER FRANÇAIS;

Du Lundi 17 Mai 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 161

Dérret qui suverife is Chibeles à se procurer des instructions au com le des recherches. Conduire séditeuse de certains pignées, moitie Français, moitie Alemands. Discussion sur la question de savoir si le Roi aura le droit de saine la paix se la guerre. Assassimate du commandant d'applicate du Valence.

N introduisit hier foir à la barre, pas députation du Châtelet de Paris, qui a déposé sur le bureau un' arrête de la compagnie ; du 14 mai. Ce tribunal y rape valle la dénonciation faire par le comité des rechérches, le 30 novembre dernier, u des forfaits qui ont souille le château de Verfailles, dans la matinée du 6 octobre, ainsi que les auteurs, fauteurs & complices de ces attentates tous ceux qui , par des promeffes ou dons d'argent , " out ipar :d'autres imanœuvres , les lene excitée de provaques ». Elle ajoutoit que cette dénonciation a servide base à la seule & unique plainte rendue par le procureur du Roi le premier décembre suivant; & qu'il est de son devoir, avant de décreter l'information, de ne négliget aucun des moyens pour completer l'instructions qu'en conféquence la compagnie a arrêté de supplier l'Assemblée nationale d'autoriles son comité des rechesches à communiquer au procureur du Roi les instructions qu'il peut avoir ser seue affaire ; que le procuveur du Roi sere chargé de se pourvoir auprès du comité des secherches de l'hôtel-de-ville de Paris, pour se saine acmettre les dissérents renseignement qu'il peut avoir plus que les dissérentes pieces qui résultent de l'instruction qu'il a commencées, L'Assemblée a en conséquence rendu le décret suivant:

"L'Assemblée nationale décrete que son comité des "recherches est autorisé à commusquer au procureur "du Roi du châtelet les renseignemens qu'il peut s'être "procurés sur l'affaire de Versailles, du 6 octobre dernier, dénoncées à cet officier par le comité des recher-

" de l'hôtel-de-ville de Paris ".

Le rapport de quelques complots aristocratiques, eramés par des prêtres & des nobles du département du Bas-Rhin, a ouvert la séance de ce matin. Les évêques de Baile, Spire, Strasbourg, & cent autres prinest régauns, ou voulant réguer, le sont avisés de croire que les décrets de l'Affemblée nationale portoient atteime à leur droit de souveraineté, que, comme de gaison, ils ne ciennent que de Dieu & de leur épée. Ils paroiffent avoir formé entr'eux une confédération redoutable, dont le but est de repousser notre constitution. Ceux qui, comme nous, ont été en Allemagne, savent que, dans cette contrée, un Prince régnant ayant à fa mble une demi-doucaine de fouverains, occupés à déchiqueter un gigot, ne parle communément de rien moins que de donner des fers à toute l'Europe. Un Pigmée : nommé Benard, bailli de Bouswiller, est l'ame de la vaste entreprise; & à ses ordres sont des moines, des prédicateurs, des infentés & des fanatiques, qui répandent dans les chaires, dans les places publiques & les. cabarets, force lettres anonymes, protestations, déclarations, & divers écries dans les deux langues, pour leduire des peuples, & les porter à l'insurrection.

Il parost que la municipalité de Neuvillers, qui a dans fon sein un chapitre dont M. l'abbé d'Aymar ost le chef, s'est aussi enrôlée sous l'étendard de la conspiration. Quelque impuissans que puissent être tous ces essort, ils occupent cependant les commissires du Roi, qui viennent d'en satiuire l'Assemblée nationale, en lui envoyant toutes les pieces de ces infames complots, dont le but est d'ampêcher la sormation des corps administratifs. Le prince régnant, Benard, a porté même l'attentat jusqu'à

govoquer une assemblée de son bailliage, où aux prapos les plus séditieux & les plus insulans pour l'autorité souveraine, il a ajouté la lecture d'une déclaration dans gereuse. M. Salles couronnoit son rapport d'un décres sévere contre ce particulier & contre M. Dictrich, notable de Strasbourg; mais M. l'abbé d'Aymar ayant des mandé à être entendudans cette affaire, elle a été ajouratée à demain soir.

M. de Lévis a entamé ici la grande question de savoi? si l'en accorderoit aux ministres des Rois, le droit de transporter, sans notre consentement, netre sang, notre or, notre population en Bohême, en Silefie, ou aux extremités du monde. L'honorable membre a fair fentie 🖹 z différence qu'il y a entre la guerre offensive 🚜 défenfive; & il a observé que la premiere n'est jamais permise. & que l'autre est non un droit, mais un devoir, parce que le droit de fe défendre est impreseriptible. A la suité de son discours, M. de Lévis proposoit une série de questions qui tendolent, 14, à examiner si l'Assemblée mationale doit déclarer à la face de la terre que jamais olle n'entreprendra rien contre les droits d'autrui, mais qu'elle reponfièra avec toute la force & l'énergie d'une nation libre & puissante les attaques qu'on voudroit lui faire ; 2°: si le pouvoir exécutif fera chargé seul de la défense du royaume, & si, en lui constant le pouvoir de faire la guerre, on ne pourroit pas affujettir ses ministres à un mode de responsabilité, qui préviendroit les abus : 30. à qui il appartiendra de régler les conditions de la paix ; 4º. Ples alliances contractées doivent être ratifiées, a qui à l'avenir lera autorifé à les contracter ; yo. à qui Il appartiendra de faire des traités de commerce.

M. de Serent, qui, tont jeune qu'il soit, est noit comme un corbon, étoit d'avis qu'on devoit consérer au Roi le pouvoir dont il a joui jusqu'à présent; & il sempéroit seulement l'amertume de cette opinion, en assistiffant le monarque à rendre compre au corps législaits des morifs qui l'ont déterminé à entreprendre la guerre. M. de Serent loi accordoit aussi le scraités de commerce pégocité par le Roi ne pourroient être conclus qu'après avoit été soumis à l'examen de l'Assemblée nationals.

Le difeurs de M. de Serent étoit affortment très médique de fort éloquent. Celui de M. d'Aignillon n'étoit

jes aufi fleuri; mais il avoit pous lui les principes, apprendit dangereux de confier aux Rois le terrible pouvoir de dévaster la terre, suivant leur bon plaisir, il a cité l'exemple de Louvois, qui, ministre de la guerre & sura intendant des bâtimens du Roi, précipita Louis XIV dans une guerre désastreuse, pour se venger d'une petite bourasque qu'il avoit éprouvée. Louis XIV étant un jour à Trianon, que Louvois faisoit construire, trouva du louche dans l'alignement d'une croisée; il estacha contre Louvois, qui, pour l'éloigner d'un examen ultérieur qui eut pu sui être funesse, lui sit déclarer la guerre à presque toute l'Europe.

M. l'abbe Calais, curé dans une province où l'on aime Beaucoup-la liberté, a développé l'opision de M. d'Aiguillon avec beaucoup de force & d'énergie. L'honorable membre a rappellé les principes du droit naturel, qui éloignent les peuples fages de toutes voiés hostiles envers leurs voisins; il a peint avec précision & netteté, les intrigues des cours, les passions ardentes des Rois, l'ambigers imminens de leur confier le droit d'engager les nations dans des guerres délastreuses fans leur consentement; & il a conclu à ce qu'en laissant au Roi la force publique pour la conservation du royaume, la nation consie à ses seuls réprésentans le soin de déterminer la

paix & la guerre.

Tout l'auditoire dormois tandis que M. de Castine lisais un fort mauvais mémoire, assaisonné de paradoxes, pour nous démontrer que les forces de la nation ne serone jamais austi actives & austi formidables, que lorsqu'on aura pris le parti de conserver au Roi le droit d'arbores l'étendard de la guerre. Ce n'étoit pas ainsi que pensoir M. Charle de Lameth. L'honorable membre, dans un discours d'abondance qui a été cent & cent fois applaudi a demontré que le pouvoir exécutif consiste à exécuter la volonté générale; qu'il seroit absurde de l'aisser au Roi le droit de faire la guerre, sous prétexte que le corps légissaif pour lui refuser l'impôt, parce qu'un tel expédient est aussi peu respectueux envers le prince, qu'il est contraire à la bonne harmonie qui doit régner entre la nation & lui; que les assemblées nombreuses ont plus de tendance à faire le bien ; & que, quelque corrompues

Le trait de Henri IV, cité par M. de Lameth, a excité les plus vives réclamations. M. Maury, dans la famille duquel la politesse doir être héréditaire, le démentoit hautement avec la voix d'un forçené; & M. Montlosser, qui, nouveau Sancho, parle toujours d'après son mastre, appuyoit le démenti. Des applaudissemens qui partoient de toutes parts, en faveur de M. de Lameth, ne permettoient pas même aux hurlemeus du député de Péronne de se faire entendre dans son cul-desac. La prudence & la modération de l'orateur, qui eût pu citer Sully, Anquetil, Mezerai, & cent autres historiens, à l'appui du fait qu'il venoit d'avancer, à bientôt calmé l'erage. Qu lui a ensin permis de finir son discours.

Il n'en a pas été ainsi de M. de Virieux: l'honorable membre, qui a la tête pleine de tous les actes de despotisme qui ont dévasse la terre, a ejé les Grecs. Nouvelles de Paris.

dans l'un de nos précédens numéros nous avons dit que les aristocrates tenoient leur fabat dans une maison appartenante à M. Vanden-Yver. Nous devions ajouter que M. Vanden-Yver est trop bon citoyen, pour s'être prêté à ces orgies. Le 26 mai 1786, il a loué cette maison, pour neuf ans à M. Jean-Antoibe-Gontran Mazec de Leval, payeur général des charges assignées sur les domaines & bois du royaume, & à mademoiselle Rosalie-Joseph Bacler, son épouse. Ce sont eux qui ont sous-loué le premier & le second étage à la société qui occasionne les troubles qui agitent journellement ce quartiers. Cette maison, si chere à M. de Calonne, dont le cœur ne s'en est pas encore éloigné, étoit assurément saite pour recevoir une si bonne compagnie.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Lyon, 11 mai. Un prêtre respectable de cette ville, qui vénere autant la religion qu'il déteite les factieux qui la déshonorent, vient de dénoncer à ses concitoyens un exemplaire de la protestation séditieuse publiée par la secte des capucins. Cet exemplaire lui est parvenu par la poste, & sous le cacher de l'Assemblée nationale, Les chapitres & les couvents des deux sexes de cette ville ont reçu, le même jour & de la même maniere, ces protestations, avec une lettre portant invitation aux gardiens & supérieurs d'en faire lecture à leurs commung

traute, mais je vous l'annonce, mon cher Courier fais, sais, au nom de notre ville; malheur à ceux qui ose roient saire quelques mouvemens pour arrêter l'exécution de l'Assemblée nationale! La municipalité; la garde mationale, tous les bons citoyens réunis auront sane cesse les yeux sixés sur leur conduite, et une punisson rigoureuse suivroit de près tout attentat à la loi.

Bourg en Bresse, 10 mai. Les prédications de M. d'Enatraigues n'ont pas produit ici un grand effet. Tons non citoyens sont aussi bons citoyens qu'il est fougueux aristocrate. L'opinion que l'on a ici que nos chanoines, nos prêtres & non curés voient de mauvais œil la révolution, a été cause qu'on ne les a pas sousserts dans les assemblées convoquées pour la sormation des départemens.

Bordeaux, 10 mai. On vient d'ouvrir ici, au bureau de M. Larré, courtier d'assurance à la bourse, une sous-cription volontaire pour l'établissement d'une caisse, dans laquelle chaque souscripteur versera une somme de 1000 ou de 500 livres en especes, destinée à procurer en tout temps l'échange des assignats de 300 & de 200 liv. Le sacrifice des souscripteurs consiste dans l'intérêt de la somme qu'il aura déposée, pour un an, dans la caisse patriotique. Déja, cematin, il y avoit cent tronte-cinq souscripteurs.

Valence, 10-mai. M. de Voisins, commandant l'artillérie en garnison à Valence, craignant que la citadelle de vette ville n'éprouvat le sort de celle de Marseille & du Pont-Esprit, avoit place anjourd'hui, dans ce poste, une garde de 50 hommes, fait distribuer des cartouches, & charger deux pieces de canons à mitraille. Un des officiers du poste demande à un canonnier s'il resuseroit de faire seu sur les bourgeois, supposé qu'il lui en donnat l'ordre. La réponse négative du soldat lui valut la prison. Ses camarades qui le connoissoient pour un excellent sujet & bon patriote, forcent la prison, le délivrent, parcourent la ville, & instruisent les bourgeois des motifs de leur insubordination. Le peuple s'est alors porté en foule chez M. de Voisins, 1-a conduit dans l'église de Saint-Jean, 🗪 s'étoit rassemblé le régiment en armes. Un coup de susil l'a atteint, & a effleuré la jambe d'un canonnier. La populece a assemné, par terre, ce commandant, maigré les efforts de la garde nationale pour le garantir.

Nouvelles Etrangeres.

Avignon, 2 mei. Nous marchons à grands par vers un; régénération entière. Le 27 avril dernier, le confeil général de la commune, considérant que l'inquisition est proferite par la constitution françaile adoptée à Avignon, déclare qu'elle ne reconnoîtra plus aucun tribuna! de ce nom ; en conséquence, elle fait désense au pere Mabille, dominicain, le disant inquisiteur & à tous antres de faire publiquement, ni secrettement, aucunes fonctions en cette qualité; ordonne que toutes les marques & infa criptions relatives au tribunal d'inquisition, qui se trouvent fur les portes des Dominicains & ailleurs, serong rayée & enlevées, afin qu'il ne reste splus aucune trace de cet établissement impolitique & barbare Ainsi. vont s'évanouir enfin pour jamais ces institutions gothiques qui dégraderent les nations foullierent louvent les peuples de sang & de carnage, & retarderent les progrès des lumieres & de la liberté.

1	MAI	1790.	ali yazışızı
DATES des jours d'intérêt,	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignars de 300 l.	Intérêts des affignats de 1000 l.
Lundi 17.	ol. 10f. 8d.	01, 16 f. od.	2 liv. 13 C4 d.

qui paroir tous les



COURIER FRANÇAIS

Du Mardi 18 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 17

D'eret sur le retrait sécodal. Discussion sur le droit de saire la paix & la guerre. La S. Barthelemi de Montanbani

EUX déclarations, l'une de Romans, & l'autre de plusieurs negocians de Nismes, affemblés à Clermont en! Auvergne, contre la prétendue délibération de quelques ciroyens catholiques de Nismes, ont ouvert cette' séance. Puis it a été lu une lettre de M. le Tonnelier de la Mahoriere, qui, propriétaire de 64 mille acres de terre, dans la province de New-York, en Amérique, fait pare àl'Assemblée de l'intention où it est d'y bûtir une ville ornée de monumens magnifiques, à la gloire de la nation françaile régénérée. M. Vernier a fait ensuite adopter plosie urs décrets, qui permettent à des municipalités de se procurer de l'argent, pour secourir leurs pauvres, soig! par la voie de l'emprunt, soit par celle d'un rôle addia tionnnel. Ainsi, il a été accordé 2049 fivres à celle de Con-Mans en Bassigny; 3000 livres en deux années à celle. de Saint-Nicolas-de-la Grave; 6000 livres, à celle d'Evreux; 800 ligres, à celle de Vion en Provence: 3000 livres, à Saint-Prieux, & 2400 livres, à celle de Secondat en Agenois. Enfin, ces préliminaires ont été termines par deux décret rendus sur la proposition de M Merlin, dont l'un a pour objet la conservation de la forêt de Rambouillet, dévastée par les voisins, & l'autre, le retrait féodal. La longueur du premier nous oblige

en différer jusqu'à demain 14 publication. Voici l'autre, a L'Assemblée nationale considérant qu'il importe à la pranquillité des citoyens d'arrêter les poursuites en retrait séodal ou censuel, qui, depuis & nonobstant ne la sanction & publication du décret du 15 mars dernier, continuent de s'exercer dans plusieurs tribunaux, so sous prétente quelles avoient été commencées avant ne cette époque.

"Déclare, conformément à l'article XXXIV du titre II dudit décret, que toute demande en retrait féodal vou censuel, qui n'a pas été jugée avant la publication des lettres patentes du 3 novembre 1789, par un jugement en dernier ressort, est & doit demeurer sans effet, sauf à faire droit sur les dépens des procédures vantérieurs à cette époque, & seront déclarés nuls tous jugemens & arrêts qui auroient été ou seroient ci-après virendus au contraire ».

M. de Sillery, en ouvrant la discussion sur la grande question du droit de paix & de guerre, a développé son opinion, d'une maniere neuve, touchante & vraiment pathétique. Il a supposé la nation interrogeant ses députés sur ce qu'ils ont fait pour elle; & elle leur observe qu'envoyés à l'Assemblée nationale, pour y former une constitution libre, elle se resuse à ce qu'ils la précipitent de nouveau dans les sers, en confiant au Roi le droit terrible de disposer de son sang & de ses tréfors. Son avis étoit que ce droit-là doit demeurer dans les mains de la nation qui ne peut jamais en abuser. & que cependant le Roi ait celui de préparer la défense & d'entamer les négociations. Il concluoit ensuite à ce que l'Assemblée nationale nomât un comité de 13 membres, pour se concerter, sur les affaires du dehors, avec le ministre des affaires étrangeres.

M. Malouet, dont le talent incroyable est de tergiverser, sans laisser appercevoir sa véritable opinion, convenoitsortbien que le droit de la paix & de la guerre n'estpas
un attribut nécessaire du pouvoir exécuris; mais, après
avoir posé ce principe, il a fait les plus puissans essorts pour
le combattre; & il a soutenu que la guerre est plus fréquente
chez les peuples libres que chez les nations esclaves; que
le grand Turc est le seul qui, depuis un secle, se soit borné
une guerre désensive; que quoiqu'en Angleterre, le

est sormée par 130 vaisseaux de guerre. De tous ces orateurs, M. Peythion de Villeneuve a particulièrement fixél'attentiondel'auditoire. L'honorable membre a d'abord démontré, par nos capitulaires, par tous les monumens historiques, depuis les temps les plas reculés de notre monarchie jusqu'en 1614, que la nation sut toujours en possession de délibérer sur la paix & la guerre ; il a suivi avec beaucoup de justesse les différens changemens que le desporisme, aidé de la supersition opéra dans ce privilége imprescriptible ; il a fait un tableau frappant & vrai des foiblesses, des erreurs & des crimes de ce prince odieux au peuple dont il fit le malheur, de ce Louis XIV, si bêtement célébré par des écrivains ignares, par des moines & des courtisans : de ce monarque enfin, qui fondoit l'édifice prétendu de sa gloire sur le carnage de ceux qu'il eût dû protéger. M. Peythion ajoutoit que Louis XV, quoique moins ambitieux, entreprit des guerres non moins désaftreuses, que ses maîtresses & ses savoris lui susciterent ; que ce Roi foible & voluptueux parvint, à force d'impéritie & d'infortune, à faire perdre à la nation la réputation distinguée qui eut toujours du l'accompagner; que Louis XVI lui-même, dont le nom retrace l'idée de toutes les vertus, s'est lui-même laissé entraîner dans une guerre ruineuse, dont l'objet étoit de se venger d'un people voisin ; qu'en général , les traités sont aussi sajuffer qu'ils sont mat combinés; que tel est, par Fingt vailleaux pour les deux nations, la France, n'en. expédie qu'un; & qu'on a porté la lâcheré jusqu'à sondoyer des brigands africains; & ces scélérats, que nous eustions du suivre jusques dans leurs tanieres, reçoivent de nous un subside, pour ne pas attaquer nos vaisseaux. M. Peythion a passé ensuite en revue toutes les iniquités des ministres, la corruption des cours, les dangers que courroit la liberté si l'on déposoit dans les mains royales le droit d'abuser des sorces nationales; & , après avoir réfuté toutes les objections que l'on s'est permises conste ce grand principe, l'honorable membre a proposé ua décret en cinq articles, qui avoient pour but de déclarer, 10. que le pouvoir exécutif ne pourra déclarer, entreprendre ni fuivre la guerre, que du consentement exprès du corps législatif; 20. que dans le cas où le corps législatif ne seroit pas assemblé, à l'instant'où il seroit nécessaire de déclarer la guerre, le Roi tût obligé de le convoquer; 3°, que le pouvoir exécutif aura le droit de proposer la paix; mais que le corps législatif aura celui d'en modifier les propositions, de les admettre ou de les rejetter ; 4°. que les déclarations de guerre & les traités seront revêtus de la signature du Roi, en son nom & au nom de la nation; 5°, qu'il sera adressé à toutes les cours un maniseste, qui annoncera à toute l'Europe que la France a renoncé à tout espoir de conquêre, & qu'elle entend se borner aux limites dans lesquelles elle est rensermée aujourd'hui.

M. Montlausier n'a pris la parole que pour nous apprendre que jusqu'à présent personne n'avoir en la moin dre notion du sujet; &, comme en général on a d'autant plus de prévention, qu'on est plus ignre, cette apostrophe de l'honorable membre faire à l'Assemblée, a passé pour un gentillesse; puis il s'est efforcé de combattre MM. de Lameth & Peythion; mais ses meilleurs amis convenoient qu'il ne s'entendoit pas lui-même. Il s'est mieux fait comprendre, lorsqu'il a fait lecture de quelques pages qu'on lui avoit confiées. Cette tirade, qu'à dire vrai, il débitoit sans malice, présentoit la diatribe la plus virulence contre ce qu'avoit dit hier M. de Lameth sur les amours de Henri IV avec la jeune princesse de Condé; & il a été jusqu'à dire que c'étoit sur l'attentat de Ravaillac qu'on proposoit de la consolation à l'Assemblée. Cette apostrophe indécente a excité de très-vives réclamations ; & fur la motion de M. de la Borde, l'orateur d'emprunt a été mis à l'or ... dre. Comme ce discours étoit sorti de la plume d'un poble .

on lui faisoit dire beaucoup de choses en saveur de la noblesse françoise, qu'il a dépeinte comme persecutée de toutes paris, dépouillé de ses anciennes proprietés légitimes, & tombant, sans mot dire, sous le fer de ses oppresseurs. Comme le faiseur du discours n'avoit pas prévu qu'il dût être appliqué à la question de la paix & de la guerre, M. Montlausser n'a rien dit de cette affaire; & il s'est retiré en disant que telle étoit son opinion.

Un discours clair, méthodique, mais peu prosond est celui qu'a prononcé M de Sincty, qui étoit d'avis de confier au Roi le droit de faire la guerre désensive, & celui de contracter des alliances; mais que la nation devoit se conserver celui de conclure les traités de paix & de commerce. Comme M. de Lévis, M. de Sincly demandoit qu'on déclarât à toutes les puissances de l'univers qu'elle n'attaquera jamais la propriété de ses voissins, & qu'elle repousser avec le courage digne d'un peuple libre & puissant, les atteintes qu'on pourroit por-

ter à ses possessions.

M. de Beauharnais, le jeune, a développé les mêmes idées avec plus d'éloquence encore & de précision; &, à l'appui des grands principes déja parfaitement établis par quelques préopinans, il a ajouté d'excellentes idées, prises dans les connoissances approfondies qu'il paroît avoir du cœur humain; & il a conclu à ce qu'on accordât la priorité au plan proposé par M. Peythion. M. Goupil de Préseln, qui cite toujours force grec & latin, nous a appris ce qu'on n'eût vraisemblablement pas deviné; c'est que Virgile, dans l'Enéide, & Homere, dans l'Odissée, ont prédi la révolution qui s'opere en France; & après avoir occupé le bureau pendant une heure, & sur les intrigues des cours, & sur le secret qu'exigent les négociations étrangeres, & sur la responsabilité des ministres continuellement surveillés par l'Assemblée nationale, il a conclu à ce que le Roi demeurât investi du pouvoir de mettre les forces publiques en activité, en cas d'attaque; que les ministres sussent responsables d'une guerre injuste; & que les traités, négociés par le Roi, ne fussent obligatoires qu'après avoir été confirmés par le corps légil-. latif. Nous observerons ici que cette responsabilité des ministres est le plus sort boulevard qu'on oppose à cenx qui veulent que la nation retienne le droit de la guerre

& de la paix; & il ne s'appreçoivent pas que la disgrace ou la mort d'un ministre ne pourroient jamais balancer les pertes immenses, tant en hommes qu'en argent,

que le fléau de la guerre occasionne

L'ordre du jour a été interrompu ici par M. Vieillard de Courances, qui nous a fait le rapport de la scene délastreuse qui vient de se passer à Montauban. Le ri de ce mois, le peuple de cette ville, la tête échauffée des écrits séditieux que les scélérats ont répandus partout pour le surprendre, & particuliérement d'un mandement répandu depuis peu par l'évêque de Montauban, s'attroupa dans les places, dans les églises, dans les carrefours, basoua les officiers municipaux, qui se préparoient à visiter les monasteres pour y dresser l'inventaire de leurs effets, fit seu sur d'honnèses citoyens qui furent la victime de cette insurrection, tua cinq officiers de la garde nationale, en blessa plusieurs, & commit, sur-tout chez les protestans, les plus cruelles atrocités. Ces actes de fureur, auxquels les femmes ont sur-tout participé, avoient été préparés par une melle, qu'ont fait dire ce jour-là mesdames de Caumont la Force, petites filles de M Caumont, que le patriotisme sauva autrefois des fureurs de la St-Barthelemi. La multitude, égarée par des fanatiques, qui, dans des chaires & sur des traiteaux prodigoient les imprécations contre les décrets de l'Assemblée, la cocarde nationale & les protestans, vouloit sur-tout exterminer ces derniers. Enfin cette journée infernale a été couronné par un spectacle digne de la St-Barrhelemi. On a pris 40 foldats ciroyens 🛴 qu'on soupçonnoit n'être pas austi bons catholiques que M. Maury; on les a déshabillés, &c. on les a conduits, en chemise & pieds nuds, à la porte de la cathédrale où on leur a fair faire abjuration, puis on les a précipités dans un cachot. Il paroît qu'une proclamation des officiers municipaux a un peu calmé cette phrénésie, & qu'au départ du courier, les esprits étoient plus tranquilles.

Cette relation a occasionné de grands débats; mais M. l'abbé Goutte a fait toucher au doigt la cause de tous ces désordres, en disant que les mandemens, les jubilés, & les autres actes extérieurs de piété, que les pasteurs ne pouvoient obtenir autresois, sont aujourd'hui très-fréquens; & que tel evêque, qui n'ayoit pas donné

NOUVELLES DES PROVINCES.

Saint-Claude, 4 mai. Vous aimez, mon cher Courier français, à publier les bonnes actions, comme à denoncer les vertiges des vils esclaves de seu l'ancien despotilme; apprenez donc à la France qu'au même inftant où des prêtres faribonds, désespérés de perdre leurs 800 fermes, leurs riches abbayes, leurs droits de main-morte & leurs croix d'or, déclament dans leurs sabbats capucinaux, dans leurs mandemens colériques. dans leurs fermons extravagans, contre les fages décisions de l'auguste aréopage, un vicaire citoyen prêche à ses paroissiens de la ville de S. Claude la soumission aux décrets de l'Assemblée nationale, la confiance respectueuse en tout ce qu'elle fait pour le bonheur de la France, & sur-tout la fidélité la plus scrupuleuse dans leur contribution du quart de leur revenu; dites que ce vicaire citoyen (M. l'abbé Colin) trompé lui-même par les calculs aristocratiques des calotins ses confreres, n'a pas craint d'en faire l'aveu dans la tribune sacrée, de s'humilier sur le trône évangélique, du haut duquel cant d'autres exercent avec fierté le despotisme de la parole, de rectifier sa déclaration parriotique dans la chaire de vérité, & que de la somme de 36 liv. à quoi elle s'élevoit d'abord, il l'a portée jusqu'à celle de 200 livres environ, malgré la médiocrité de son revenu, & les charges dont il est grevé; mais ces charges, dit-il, sont bien cheres à son cœur; c'est de pourvoir aux besoins d'une mere, qui n'a d'autres ressources pour vivre que le travail de ses mains, & qui a été obligée de recouzir à la bienfailance d'un citoyen généreux, pour établic un patrimoine à son fils.

Apprenez à la France qu'une de ces malheureuses, esclaves volontaires d'un fanatisme aveugle, est sortie de son cachot monastique de Lons-le-Saunier, malgré le calme, la paix, le vrai bonheur, dont elle a déclaré y avoir continuellement joui, pour voler dans les bras d'un pere accablé sous le poids des ans, & dont les

" l'Affemblée nationale ".

On a lu ici la relation qu'a envoyée à l'Assemblée nationale la municipalité de Valence, de la mort de M. de Voisins. Nous avons déja rapporté les détails de cet assassinat; mais ce que nous ne savions pas, c'est qu'on eût trouvé dans la poche de ce commandant de l'artillerie, une lettre importante, qui décele un projet sinistre contre la France. Cette pièce, que nous placerons dans un supplément avec le décret intervenu dans l'affaire, a excité dans toute l'Assemblée des sentimens d'hor-

reur & de frémissement.

La séance de ce matin a été ouverte par la lecture des adresses des deux municipalités, Pierrelate & Montoire, dans lesquelles elles dénoncent à la patrie les écrits incendiaires publiés pour fromper le peuple, & notamment les délibérations de quelques noirs de l'Assemblée. & des condus de Nismes, Puis un Membre du cul de-sac des noirs s'est élevé contre le décret d'hier qui a renvoyé au comité des recherches la lettre trouvée dans la poche de M. de Voigns à Valence, sous prétexte qu'on ne doit, pas troubler la cendre des morts; mais l'Assemblée, a décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur cette demande. Ensuite, M. de Prassio a entamé l'ordre du jour :. & après avoir fait valoir la permanence des affemblées. nationales, la responsabilité des ministres, la nécessité du secret dans les affaires politiques, il a conclu en très-, digne fils de ministre, à laisser au Roi le droit de la guerre & de la paix, M. du Châtelet, ci-devant petit. ministre lui-même, ne dévoit pas avoir un autre avis : & c'est aussi à quoi il a conclu, après avoir fait valoir les, mêmes moyens.

Nous ne devons cirer ici M. Roberstpierre que pour avoir dit, dans l'intention, suivant lui, de donner une magnifique idée de la majesté royale, que le Roi est le commis de la nation. Après avoir balbutié une bonne heure, sans aborder la question, il l'a franchie tout-àM. de Tonnerre a conclu à ce que le droit de desendre la liberté & la propriété des citoyens, sût abandonné au Roi: que les traités d'alliances ne continssent jaquais de clauses offensives; que les traités d'alliances désensives sussent conclus par le Boi; que le droit de faire la paix lui apparsînt également; qu'aucun traité de commerce, ou portant stipulation de subsides, ne sût obligatoirs qu'après qu'il auroit été ratissé par le corps législatis; que le pouvoir exécutif exercera tous ces droits sous la clause de la responsabilité; & que le comité de constitution soit chargé de présenter incessamment le code de responsabilité auquel seront soumis les agens du pouvoir

exécutif.

M. Rewbel eur pu se dispenser de nous saire part de ses réslexions sur cette matière; & nous n'en serions pas moins instruits. L'honorable membre a beaucoup crié contre les erreurs des ministres & leurs coupables entreprises, si ce n'est que c'est inutilement qu'on a décrété que tous les hommes sent égaux en droits; & qu'il n'y a pas de massue assez lourde pour ensoncer cette vérité dans la tête d'un ministre. Il a conclu à ce que la nation se rurrait le droit formidable que M. de Clermont-Tonnerre sollicitoit pour la cour.

On connoissoit l'opinion de M. de Crillon l'aine, forfqu'il est monté dans la tribune; parce que, dans des sujets non douteux, on devine ce que pensent les bons citoyens. Aux excellentes raisons deja développées avec tant de sorce par plusieurs opinans, l'honorable membre a ajoute que la responsabilité des ministres, dont on parle tant, seroit chimérique, parce qu'on ne punit pas les erreurs des hommes, & que l'on attribueroit à l'erreur toutes les guerres affligeantes que l'on entreprendroit. Son avis étoit que le Roi a incontestablement le droit de veiller à la désepse de l'Etat, & de saire tous les préparatifs nécessaires pour le mettre hors d'attaques que le droit de déclarer la guerre soit réservé à la nation par ses représentans; & que celui de conclure la paix appartienne au Roi, pourvu que le traité ne contiene ni cession de l'ancien territoire, ni concession de sub-ssides.

Le public, qui juge avec autant d'inflexibilité que de justice, les fautes ou les avantages des orateurs, a dit que, dans cerre affaire, M. Maury avoir précipiré dans la bonne cause une centaine d'individus qui ne s'en doutoient pas hier au soir. En effer, on ne peut mettre ni plus de gaucherie, ni moins d'adresse à désendre une mauvaise cause, que ne l'a fait aujourd'hui le député de Peronne. Il a d'abord observé qu'une simple lettre ministérielle a donné naissance à la plus grande quession qui fut jamais agitée dans une affemblée délibérante; puis pour nous apprendre qu'il a parcouru Grotius, Puffendorff, Mably & Guibert, il nous a dit que ces quatre écrivains, en traitant du droit de la guerre & de la paix, p'ont fait qu'effleurer la question. Il à ensuite divisé Ion discours en deux parties ; la première, si l'Assemblée pationale a le droit de s'occuper d'une semblable délibération; & la seconde, s'il seroit utile à la nation d'ôter au Roi cette prérogative aussi ancienne que la couronne.

Pour prouver que le corps législatif n'a pas le droit de s'occuper d'un tel sujet, M. Maury a dit que jamais ce droit-là ne sur mis en question; qu'il n'a point été agité dans les bailliages; que la narion a envoyé les députés, pour fixer des regles constitutionnelles, mais non pour faire une constitution arbitraire; que, dans toute monarchie, la puissance du glaive appartient au monarque; qu'on a d'ailleurs établi une distinction frivole entre une guerre désensive; & qué, n'i'on se bornoit à lui accorder celui-ci, toutes ses guerres s'appelleroient ofsensives.

Digitized by Google

M. Maury a entrepris ensuite de passer en revue ce qui s'est passé sous la premiere dynastie de nos Rois; il a cité Hincmar, qui, dans son patois gallo-latino germanique, nous dit que, de son temps, les Rois saifoient la guerre, du consentement de leurs magnats; que Louis le Débonnaire . érant seul, de son conseil, d'avis de faire la guerre à l'Espagne, les co-opinans s'écrierent que, puisque telle étoit sa volonté, les Espagnolsseroient désormaisconsidérés comme des ennemis; qu'il est vrai qu'en 1956, les états du royaume s'attribuerent le droit de la guerre & de la paix; mais que le peuple se trompoit alors très-évidenment sur ses propres intérêts; que le sang de la noblesse égorgée suisseloit dans toute la France; que les tribunaux royaux étoient supprimés, la perception des impôts suspendue, que des factieux vouloient élever sur le trône un prince issu d'une branche collatérale de la famille régnante; que le Roi Jean étoit à Londres, & le régent mineur, mais que bientôt la nation repoussa ce droit au traité de Bretigny.

Le députe de Péronne, qui, en matiere de politique, paroît un excellent prophete, ajoutoit que c'est inutilement que l'on redoute l'ambition des ministres; qu'ils n'auront plusd'occasiond'exercer leurs ravages; qu'onn'aura plus à craindre que leur foiblesse, qui les soumertra à l'opinion générale; & que cependant un seul homme à trèscommunément raison contre la nation entiere ; que, quoiqu'on ait décrété la permanence de l'Assemblée, on n'a pas prononcé sa perpétuité; qu'il y aura, par conséquent, des intervalles, où elle se trouvera dispersée; que, peqdant cet espace de temps, l'œil du monarque doit veilles à la sûreré de l'Etar; que relle est la position politique del'Europe, que nous devons toujours être en garde contre nos voifins; qu'une Assemblée aussi nombreuse, dont les délibérations sont publiques, ne peut soumette à son examen les intérêts des cours ; qu'il n'est aucun ministre étranger qui voulur traiter avec 7 à 800 personnes ; qu'il n'y aura plus rien de secret dans nos opérations, & que

tout sera secret autour de nous.

Que cependant, si les opérations des sinances doivent être manisestées, pour établir notre crédit au dehors & au dedans, il ne doit pas en être ainsi de la politique, donc l'art consiste dans le plus prosond secret; que, pouz guerriers.

lci, M. Maury s'est essorcé de saire une touchante épisode en saveur de Henri IV, ce Roi qui a sait verser
tant de larmes, qu'une révolution de deux siècles n'a
encore pu tarir; &, en citant Vittorio Siri, & les mémoires de Sully, il s'est essorcé de prouver contre M. de
Lameth, que jamais il n'eut le projet désastreux d'incendier toute l'Europe, pour satisfaire l'amour qu'il portoit
à la princesse de Condé. A l'appui de son opinion, démentie d'une maniere évidente par l'auteur des intrigues
du cabinet, il a cité une lettre écrite par Henri IV, la
veille de sa mort, dans laquelle il parost désigner le
projet de paix universelle que quelques écrivains lui
attribuent.

En continuant son opinion, le député de Péronne s'est efforcé de démontrer combien est viciense l'opinion publique, &, à l'appui d'un tel paradoxe, il citoit la guerre de 1740, que le cardinal de Fleury fut forcé de faire à l'Allemagne, par l'opinion qui régnoit alors dans la capitale; guerre qui coûta près de 600 millions à la France & un million de nos concigoyens; qu'une nation légere, inconsidérée, souvent victime des premiers sentimens de l'enthousialme, se laisse aisémententraîner à de fausses idées de grandeur qui pourroient lui être synestes; que la derniere guerre a été entreprise par ces mêmes motifs, & que l'exemple de la Suede, de l'Angleterre & de la Hollande doivent être pour nous un terrible épouventail. M. Maury a conclu à laisser au Roi le droit de déclarer la guerre, sauf la responsabilité des ministres, parce que, disoit-il, il y a beaucoup moins d'accès à la séduction auprès du trône. Comme l'honorable membre espere que cette discussion va durer julqu'au carnavai, & qu'en attendant la déclaration episco-sacerdoto-patriotique pourra produire quelques bons effets; il s'est réfervé de nous débiter un autre discours, sur le droit de la paix, & sur celui des

alliances, un sur les traités de commerce, & un quatrie-

me sur l'objet de la lettre ministérielle.

M. de Volney n'a prononcé que quelques prhrases sur ce sujet; & il a dit plus de vérités que jamais M. Maurg n'en débita dans la tribune. L'honorable membre a tracé le hideux portrait de ce qu'ont fait jusqu'à présent les Rois de ces pauvres troupeaux que la diplomatique appelloit leurs lujets, destraités scanda leux que conclusient entr'eux ces despotes, & dans lesquels ils vendojent, échangeojent ou décapitoient les habitans du vil bercail; & il a ajouté qu'on ne soupconnoit pas même que les nations pussent être pour quelque chose dans ces transactions; que depuis le lac Ontario jusqu'au Gange, la terre étoir souvent abreuvée de sang, pour la mort d'un enfant, le caprice d'un despore, la minauderie d'une femme; que jusqu'à présent les hommes, ne connoissant que l'intérêt d'une douzaine de familles vont traiter entr'eux comme des freres; & que l'Assemblée nationale va délibérer pour tout le genre humain. M. de Volney concluoit à ce que l'Assemblée déclatât qu'elle regarde l'universalité du genre humain comme une seule société; que, dans: cette société, aucun Etat n'a le droit de porter atteinte. à la propriété d'un autre ; que toute guerre offensive est un acte d'oppression; & que des-à-présent la nation françoile s'interdit toute guerre qui tendroit à l'agrandissement de son territoire,

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Aflignats de 300 1.	Intérêts les Aflignats de 1000 l.
Mercredi 19.	al. 11 f. 4 d.	ol. 17 f. od.	2 liv. 16 f. 8 d.

Le prix de l'Abennement de ce Journal, qui paroît tous les jours est de 3 live 10 fols par mois, on en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui n'ont passoulerit.

SUPPLÉMENT

A U

COURIER FRANÇAIS,

Du Mercredi 19 Mai 1790.

Décret sur les troubles de Montauban.

"Assemblée nationale, après avoir entendu son coamité des rapports, ne pouvant douter des troubles qui viennent d'avoir lieu dans la ville de Montauban, & persuadée qu'il est de son devoir de ne pas attendre des éclaircissemeus ultérieurs, au monnen où le sang un des Français coule dans cette malheureuse ville, dépoir le Roi, pour le prier de prendre les mesures les plus promptes & les plus efficaces pour que le calme se réparte de les des plus efficaces pour que le calme se réparte des à tous les citoyens d'y porter la cocarde nationa
le, & pour que les non catholiques y soient mis sous la fauve-garde spéciale de la loi.

" L'Assemblée nationale déclare qu'elle prendra les , mesures les plus sûres pour que justice soit faite de , tous ceux qui, par négligence dans leurs fonctions, , ou par des manœuvres séditieuses, ont excité ou so-

" menté ces défordres "

Copie de la lettre trouvée sur M. de Voisins.

"Depuis mon passage à Valence, mon cher viconte, j'ai sait peu de chemin; je suis reste six semaines à Avignon; où j'ai laisse mon compagnon de voyage; de-là je suis parti pour l'Italie. J'ai vu Gènes & Milan, & me voici sixé ici jusqu'à ce qu'il plaise à la providence de ramener un autre ordre de choses dans notre malheureuse France. J'avois grande impatience de joindre nos princes; ils sont bien intéressans, & par leur conduite, & par les dangers qu'ils ont courus. Ils reçoivent ici des témoignages de loyauté de ceux qui sont encore restés bons Frainçais. Je leur ai parlé de vous dans les sens

» Adieu, mon cher vicomte, donnez-moi de vos nouvelles, & fatisfaites à ce que je vous demande d'une manière oftensible, pour que je puisse le communiquer aux princes: adieu, je n'ai pas besoin de vous recommander de la discrétion; vous en sentez la conséquence. Adieu, soyez assuré de toute mon amitié.

» Je ne crois pas avoir besoin de signer. J'imagine que

vous n'avez pas oublié la rue Poissonniere.

" Vous savez qu'il faut affranchir vos lettres jusqu'aux frontieres, sans quoi elles ne me parviendroient pas ».

Décret sur l'affaire de Valence.

"L'Assemblée nationale, après avoir entendu lecture ,, des pieces adressées à son Président par les officiers ,, municipaux de Valence, & le régiment d'artillerie ,, qui y est en garnison;

", Décrete que son Président se retirera devers le Roi , pour le supplier de faire poursuivre, par les voies légales, le meurtre commis en la personne du sieux

» de Voisins, & que les pieces mentionnées au procès » verbal de la municipalité seront envoyées en original » au comité des recherches; que le scellé qui a été apposé sur ses effets ne pourra être levé qu'en présence » des officiers municipaux & du major du régiment de M. » de Voisins, & qu'il sera fair verbal & description des » papiers relatifs aux affaires actuelles du royaume qui » pourroient s'y trouver, pour être légalement envoyés » au comité des recherches.

» Charge son Président d'écrire à la municipalité & » à la garde nationale de Valence, pour leur témoi-» gner l'approbation de l'Assemblée nationale sur leur » conduite, & les essorts qu'elles ont faits pour pré-» venir le malheur arrivé le 11 de ce mois ».

Décret sur la conservation des bois.

« L'Assemblée nationale, informée des attroupemens, » voies de fait & violences auxquels différens particu-» liers & des gens sans aveu se portent journellement » dans les forêts royales de Rambouillet, Saint-Léger, » Montfort & autres lieux circonvoisins, sous le prétexte » d'y chaffer, a décrété & décrete que son président sera » charge d'écrire aux municipalités des lieux ci-dessus, pour » leur rappeler l'obligation que leur imposent les fonctions » dont ils sont revêtus, de tenir la main, sous peine d'en » demeurer responsables, à l'exécution des décrets de » l'Assemblée nationale, sanctionnés par le Roi, no-» tamment de celui du 23 février dernier, qui leur en-» joint d'employer tous les moyens que la confiance pu-, blique met à leur disposition pour la protection efficace ,, de personnes & de propriétés, de ceux des 22, 23 & 28 avril suivant, qui détendent à toutes personnes de , chasser, & de détruire aucune espece de gibier dans ,, les forêts du Roi, dans les parcs attenant aux maisons 3, royales, & généralement sur terrein d'autrui; enfin de ,, celui du 10 août 1789, qui, en chargeant expressément , les municipalités de veiller au maintien de la tranquillité », générale, ordonne que sur leur simple réquisition, les , milices nationales, ainfi que les maréchaussées, seront , assissées de troupes, à l'effet de poursuivre & d'arrêter les perturbateurs du repos public ,,.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Rouen, 15 mai. Le 12 de ce mois, le procureur des notre commune a dénoncé au tribunal de police la déclaration d'une partie de l'Affemblé nationale, sur le décret du 13 avil, & la déclaration du chapitre métropolitain sur le même sujet; & sur son réquisitoire, dont le texte est aussi sage que vigoureux, le tribunal a rendu le sentence suivante.

» Le tribugal, oui & ce requérant le procureur de la commune, a supprimé, comme mensongers & séditieux lesdits deux libelles, fait désenses à toutes personnes de les vendre & distribuer, sous peine de punitions exemplaire; déclare illégale la lecture qui en a été faite au prône de la messe paroissale de quelques églises de cette ville ; fait défenses à tous curés, vicaires & autres ecclénatiques, de lire au prône & dans leurs églises, lesdits libelles & tous autres écrits, sous quelque. titre que ce soit, s'ils n'en ont reçu le mandement, à. peine d'être poursuivis comme perturbateurs de l'ordrepublic; enjoint à toutes personnes ayant des exemplais. res desdits libelles, de les apporter & déposer au greffe. de la municipalité : réservé le procureur de la commune. à poursuivre, par telles voies qu'il appartiendra, les auteurs, imprimeurs & distributeurs desdits libelles; ordonné que le présent jugement sera imprimé, lu, publié. & affiché par-tout où besoin sera ».



COURIER FRANÇAIS,

Du Jeudi 20 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 193

Décret sur les troubles d'Alface. Discussion sur le droit de paix & de guerre. Armée Bordelaise campée à Moissac à pour calmer les orages de Montauban.

ARMI les adresses également sages & patriotiques qui ont été lucs à la séance d'hier soir, on a remarqué celle de la municipalité de Poitiers, lue par M. Tribaudeau, député de cette ville, portant soumission d'acquérie Bour & millions de biens nationaux, renouvellement d'ad. hésion aux décrets de l'auguste aréopage, & annonce que, malgré les fecours abondans qu'il a fallu accorder aux pauvres, la contribution patriorique de Poitiers monte. à 288 mille livres. Cet acte de patriotisme a été fort applaudi. Il en a été ainsi, il y a deux jours, de sa sour million pour la même somme, faite par M. Harmand, au nom de la municipalité de Château-Thierry, dont la contribution patriorique excede déjà so mille livres. Ainsi; dustions-nous passer tous pour des huguenots, nous parviendrons enfin à vendre abbayes, prieures & canonicats, & à évilter banqueroute & guerre civile.

M. l'abbé d'Aymar est ensuite monté dans la tribune, pour désendre les prêtres de son pays, qu'on accuse très - fortement d'avoir, comme ailleurs, fait les plus puissans efforts pour armer les peuples contre la confettution naissante. Un discours fort éloquent nous a appris qu'à la vérité on a introduit en Alsace deux petits livrers myssiques, que le peuple a dans les mains, mais que ces deux livrers ont pris naissance à Paris à & qu'ils sont en usage sur la paroisse de Saint-Eustache. M. d'Aymar a ajouré que les prêtres en Alsace sont aussi bons citoyens qu'ailleurs; mais que par-tout on n'est pas content, quand on prive les gens de leurs pro-priètés. MM. Salles & Rewbell ne l'en ont pas cru sur

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu son co-

n mite des rapports n.

"Décrete que son président se retirera pardevers le Roi pour le supplier de donner incessamment rois les ordres nécessaires pour maintenir le calme &c la tranquillité q dans les départemens du haut & du bas Rhin, & assumer rer aux commissaires qu'il a honorés de sa confiance, pour la formation des assemblées administratives, le respect & l'obéissance qui leur sont dus n.

» Déclare qu'elle improuve la conduite tenue tant par » le sieur Dittrik, notable de la commune de Stras-

» bourg, que par le sieur Besnard, bailli de Bouxvillers.
» Ordonne que les pieces du rapport seront remises
» dans le jour au comité des recherches, qu'elles autorise
» à prendre tous les moyens qu'elle jugera convenables
» pour se procurer les renseignemens les plus étendus,
» tant relativement à l'Assemblée illégalement tenue à
» Bouxvillers, qu'à la délibération qui y a été prise ».

La féance a été terminée par le rapport de l'affaire furvenue entre le Châtelet & M. Danton; mais, commé elle a été ajournée, nous en rendrons compte, lorfqu'elle

fera finie.

Après avoir vivement applaudi le patriotisme des dames lingeres de Paris, qui ont offert ce matin à la nation 350 liv. en argent, & une soule de petites ustensiles en or et en argent, & prononcé sur quesques réclamations relavives à l'arrondissement de deux départemens, on a ouvert encore la discussion sur le droit de la guerre & de la paix. M. de St Fargeau a fait sur cela un excellent discours, dans lequel il a demontré que, telle est la position de la France, qu'il y auroit une souveraine imprudence à abandonner jentierement au Roi ce terrble privilége; qu'il n'en est pas chez nous comme en Angleterre, où les forces navales suffisent, en quelque sorte, pour protégér l'état; qu'il nous saut toujours des armées nombreuses de sterre, dont les ministres n'oublieroient pas

de se service pour opprimer la liberté; que le pouvois du Roi sur l'armée seroit d'autant plus imposant, que routes les places des municipalités, des tribunaux & de l'église, étant électives par le peuple, le corps miliraire sera le seul dont les chess seront au choix du Roi; que ce ne sera que dans l'armée que le Roi pourra. donner des graces; car ce sera désormais une grace pour Res Français que d'être appelés pour combattre, & à verser leur sang pour l'Etar; que les Anglais n'ont donné au Roi ce pouvoir, que parce que leur gouvernement ne leur permettoit pas de le conserver; que leur par-Iement étant compoté de trois corps qui ont le veta L'un sur l'autre, il y auroit le plus grand inconvénient à lui permettre de délibérer sur des objets qui exigent célérité; mais qu'il n'en est pas ainsi où l'unité des élémens du corps législatif met de l'unité dans les délibézations; & que chez nous il seroit impossible de conserver notre liberté politique, si la nation n'attribuoit pas qu corps législatif le droit de la paix & de la guerre. L'honorable membre proposoit un décret analogue à cette maxime constitutionnelle, & il y ajoutoit que le Roi auroit seulement le droit de suspendre les hostilités par des treves, d'entretenir des ambaffadeurs dans les cours étrangeres, de préparer les armemens, d'expédier même provisoirement des flottes, en cas d'agression, sous la responsabilité des ministres ; & qu'il seron nommé un comité de huit membres, chargés de se concerter avec le ministre sur le développement des motifs qui ont occasionné le dernier armement, afin qu'ils puissent en zendre compre incessamment à l'Assemblée.

M. de Bourmard a ressasse tout ce que MM. de Clermont-Tonnerre, Maury & quelques autres avoient dit hier pour repousser cette sage opinion; & il. n'a réussique à nous persuader qu'il rend assez mal les idées d'autrui. Quoique M. Chabroud marchât, comme lui, sur une route déja souvent rebattue, il nous a très-vivement intéressé dans son opinion. Il a commence par dire que, s'il troyoit qu'on est intention de confier au Roi le pouvoir qui faisoit l'objet de la discussion, il aimoit autant qu'on mit à ses pieds la constitution, en lui disant, comme à Dieu: stat voluntas ma; qu'on ne doit point du tout compter sur le patriotisme des ministres; qu'ils a'ont jamais que l'intérêt du moment en vue, & qu'en passasse à ils moissonners, la sécondité de la terre, pour

la suite, n'est pas l'objet de leur sollicitude; que leur responsabilité, si elle étoit aussi réelle qu'elle est chimérique, ne nous dédommageroit jamais des pertes immenfes occasionnées par des guerres désaftreuses; que Charlemagne, rout conquerant qu'il fut, n'ofa pas même s'arroger ces droits; que les nations, comme les particutiers, ont le plus grand intérêt à ne pas confier un trop grand pouvoir à ceux qui getent leurs affaires, que l'ambition des princes, l'eclat des conquêtes qui les éblouit, & la cupidité de ceux qui les environnent, occasionnerent les grands attentats qui furent commis contre la liberté; qu'entre ceux qui veulent attribuer au corps législatif le droit de la guerre & de la paix, & ceux qui veulent l'abandonner au pouvoir exécutif, il y a un milieu qui pourroit convenir à tout le monde, ce seroit de laisser au monarque le soin des préparatifs. Il consulteroit les représentant du peuple pour déclarer la guerre; mais il commanderois les armées, ordonneroit les armemens, équiperoit les flottes, nommeroit les gé étaux, & pourvoiroit à tout ce qui pourroit contribuer à la défense de l'Etat & des colonies. Le soio de préparer la paix lui appartiendroit aussie; il en signeroit même les traités; mais ils ne servient obligatoires, qu'après avoir été ratifiés par le corps législatif. « Tout cela, a dit M. Chabroud, en finissant est peut-être un beau rêve; mais, quand je me suis endormi, je m'occupois affectueusement de la chose publique.,,

M. Dupont a été fort long, à son ordinaire : il a d'abord défini les différentes espèces de guerre, qu'il a partagées en guerre offensive, guerre désensive, & guerre procectrice; puis il s'est fort érendu sur la nécessité de laisser au Roi le droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger nos possessions & notre liberté, & fur les besoins que nous avons d'alliés, pour maintenir notre commerce & nos colonies. Le projet de décret, en 9 articles, qu'il proposoit à la suite de cette opinion, portoit en substance, que la nation française ne le permettra aucune guerre offensive ; qu'elle entretiendra inviolablement les traités d'alliance conclus jusqu'à présent sous son nom; qu'en cas d'insulte étrangere, le Roi fera les préparatifs nécessaires pour se mertre en désense; mais qu'il n'entreprendra pas la guerte, Sans l'aven du corps législatif; que le Roi repoussers d'abord la force par voie de représailles; puis, qu'à affembleroit la législature, il else étoit en vacance, pour lui faire part des événemens; que les ministres seroient responsables des actes hostiles qu'ils auroient eru devoir exercer; mais que le Roi ne sera pas tenu de développer e lsecret de son cabinet, chaque sois que le bien public exigera qu'il le conserve; que le Roi ne pourra déroger aux alliances sans le consentement du corps législatif; qui pourra conclure des traités de paix, y eût-il cession de territoire, mais provisoirement seulement, & à la charge de ratification de la part du corps législatif; & que les traités d'alliance & de commerce ne pourront pas non plus être conclus sans le concours de la

légissature.

Un grand & magnifique discours a été prononcé sur cette mariere par M. l'abbé de Montesquiou. Il a d'abord observe qu'il étoit question de savoir, lequel des délégués mérite le plus la confiance de la nation; puis si l'inrerêt de la nation exigeoir qu'elle confiat le droit de la guerre & de la paix au corps légiflatif, plutôt qu'au pouvoir exécutif. Puis il a dit que ce seroit vainement qu'on d'iffingueroit la guerre offensive de la guerre désensive, que, fi cette distinction existoit, le corps législatif diroit toujours que la guerre est offensive, & que c'est à lui de la faire; & le pouvoir exécutif, que c'est une guerre défensive, & qu'il lui appartient de la déclarer, que, quelque défavorable que soit l'expédient du resus des subfides, pour éviter des guerres inutiles, l'exemple de l'Angleterre mérite cependant qu'on l'examine ; que cet état convullif qui feroit, dit-on, la fuite de cette maxime, est un contre-poids à l'autorité royale, con poids dont on a besoin; qu'il faut diviser de maniere, qu'on ait l'air de tout donner au Roi, sans qu'il puisse abuser de rien; qu'il faut avoir l'air de lui donner une telle confiance, que jamais son autorité ne soit vaine, quand il sera question de protéger la liberté nation. & que son pouvoir soit nul quand il voudra faire des entreprises contre cette même liberté; qu'on ne doit point être alarmé des suites du pouvoir du Roi; que jamais aucune affaire ne pourra être traitée dans son conseil, sans être portée à L'Allemblée nationale ; que le Roi Guillaume, Stathouder en Hollande où les décisions sur la guerre sont soumises à un conseil, & Roi à Londres, où le monarque a seul Le droit de la déclarer, déclaroit d'avance la guerre à la Haie, & étoit confiamment arrêté en Angleterre; que

La politique exige qu'on intérelle à la prospérité de l'Etar. une famille chez laquelle le trone est héréditaire; que la nation ne doit pas temoigner de défiance envers son momarque ; car ce n'est pas dans cette défiance qu'elle pourra, trouverila liberté; que c'est une sublime idée que celle de l'abbé de S. Pierre, qui nous prédit une paix universelle; mais que, malgré ce beau rêve, il y aura toujours des guerres injustes sur la terre ; qu'il est donc de notre intérêt de conferver la balance polique de l'Europe, & de maintenir les alliances qui contribuent à notre tranquillité ; que la publicité qui fait le caractere des délibésations d'une grande assemblée, s'opposera toujours à ce qu'on y médite des projets de politique; qu'il est tel prince en Europe, qui, instruit de la franchise avec laquelle on parle de ses défauts dans la tribune, abandonneroit par cela seul l'alliance de la France; que le pactede famille, contre lequel on s'est permis des qualifications peu favorables, tourne tout entier au profit de la nation? françaile ; qu'il feroit même dangereux de trop s'appélantir sur cet article, de crainte que les Espagnolsun'ouvrent les yeux sur les grands avantages qu'il nous procure ; que c'est bien assez que les productions du Bréfile passent en Angleterre, sans. qu'encore celle du Chifi & du Pérou aillent encore se perdre dans la Tamise: que l'Espagnenous sournit de l'or 🚬 pour nos denrées; & que tel est le bénésice que nous fai-.. sons sur cet échange, que nous vendons 24 livres des laines qu'elle nous a vendues 40, 50 fols ou 3 livres.

Ainsi, M. de Montesquiou étoit d'avis qu'il faut acteurder au Rei le droit de guerre & de paix; que les traités de paix & d'alliances soient discutés dans l'Assemblée nationale, & que les uns & les autres ne puissent avoir d'exécution que lorsqu'ils y auront été ratifiés. L'honorable membre a dit ensuite quelques mors sur les circonstances actuelles, & particulièrement sur la contre-révolution, que l'on appréhende tant, & qu'il croit impossible. Si votre constitution est juste, a t-il dit, jamis personne n'y pourra porter atteinte; mais si elle étoit sondée sur les injustices, il n'y a pas de force au monde, dans un siecle aussi éclairé que le nôtre, qui

puisse la faire adopter du peuple.

M. de Menou alloit prendre sa place à la tribune, lorsqu'il nous a appris, que M. Nairac, député de Bordeaux, avoit que lque chose d'intéressant à nous apprendre.

Son intention étoit, en effet, de nous faire part de deux troupes qu'il venoit de recevoir, l'une de la municipalité, & l'autre de la garde nationale de Bordeaux. Ces lettres annonçoient que la ville de Bordeaux, instruite des lettres excités à Montauban, par les prêtres & les fanatiques, s'étoit empressée de délibérer sur les moyens de protéger la vie de leurs freres, que la cupidité immoloit sur les autels, « Lorsqu'on égorgeoit nos freres, disoient les officiers municipaux, nous n'avons pas cru devoir demeurer dans l'inaction; & nos citoyens . ont pensé que par-tout où il y avoit des opprimés, ils devoient chercher à en être les libérateurs ». La garde nationale n'exprimoit pas ses sentimens avec moins de sorce & d'énergie; & elle ajoutoit que, réunie sous les drapeaux avec les freres, les bons amis, les compa= gnons d'armes, les braves du régiment de Champagne. elle verseroit juiqu'à la derniere goutte de son sang pour maintenir l'exécution des décrets de l'Assemblée, outragés par quelques infenfés de Montauban. Les deux cospe ajoutolent qu'on avoit fait pattir un détachement de 3500 hommes, destinés à rétablir la paix à Montauban, & qui attendoient respectueusement à Moissac, à quatre lieues de cette velle, les ordres de l'Assemblée nationale, pour ailer en avant.

Ces deux lettres ont été universellement applaudies se tandis que les noirs paroissoient conflernés, & qu'ils voyoient avec regret que dans un siecle de lumieres, le sanatisme ne donne ni charges, ni siefs, ni bénésices, ses amis de la constitution, toutes les galerses crioient vive la ville de Bordeaux! vive la garde nationale de Bordeaux! vive les amis du peuple & de la liberté! Cent & cent bouches ont mille sois répété ces applaudissemens si justes & si mérités. Puis, M. Nairac a proposé le décret suivant:

"L'Assemblée nationale, instruite, par des lettres qui "lui ont été adressées par la manicipalité & par la garde "nationale de Bordeaux, dur départ d'un détachement de 1500 hommes de la garde nationale, à la réquisi-"tion des officiers municipaux, & à l'effet de rétablir le calme dans la ville de Montauban, approuve le zele de ladite municipalité, & de la garde nationale, l'atrachement qu'ils ont témoigné pour les décrets de "l'Assemblée nationale, acceptés ou sanctionnés par "le Roi; décrete que son président sera chargé d'écrire paux maire & officiers municipaux de Bordeaux, à la garde nationale de cette ville, & an détachement de 1500 hommes envoyés à Moissac, pour leur tem moigner la satissaction de l'Assemblée nationale de leur patriotisme, de leur générosité, & de leur zele à maintenir les décrets constitutionnels; décrete en outre que son président leur fera parvenir une expédition du décret rendu le 17 de ce mois, & qu'il se retirera pardevers le Roi, à l'effet de lui communiquer les deux lettres de la municipalité & de la garde nationale de Bordeaux, & pour le supplier, en donnant les ordres née sfaires pour rétablir la paix dans la ville de Montauban, d'employer à cet effet, s'il le juge convenable, le détachement de la garde nationale de Bordeaux, qui, d'après la requisition de la municipalité de cette ville, s'est mise en marche pour Moissac.

M. Garat l'aîné n'a pris la parole sur ce décret, que pour nous apprendre que deux de ses fils parrageoient. la gloire de cette expédition; mais M. de Mirabeau le limousin, en nous annonçant la guerre civile, a prétendu que ces deux corps avoient prévariqué contre la conftitution, en marchant pour secourir leurs freres opprimés. Un fait controuvé, sur la même démarche faire. par la garde nationale de Toulouse, avec des sentimens. contraires à ceux des sages Bordelois, lui a attiré une, vigoureuse reprimande de M. Roussillon, qui a ajouté qu'à Castres, & dans toutes les parties du Languedoc .. les gens d'églife s'évertuent , pour exciter les peuples à la fédision. Heurensement il paroît que, dans ces régions ! si voisines des Espagnols, toutes les gardes pationales; vont se confédérer pour le salut public. Aller votre train. & comptez sur neus, écrivoit-on de Toulouse à M. Rous- .. fillon; mais de votre côté, fixez le traitement des prêtres , payez-les bien, pour qu'ils nous laissent tranquilles. & finissons amicalement cette affaire. Les observations de M. Cazalès, & les criailleries de M. Montlausier, qui parloit auvergnat dans la foule, n'ont point fair changer. d'avis, & le décret de M. Nairac a été adopté.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal; qui parote tous les jours est de 3 liv. 20 fols per mois, on en rend à 3 fols in fenille pour ceux qui n'ont passouscrit.



COURIER FRANÇAIS;

Du Vendredi 21 Mai 1790

ASSEMBLÉE NATIONALE du 201

Discussion sur le droit de la paix & de la guerre. Lettre de la municipalité & de la garde nationale de Bordeaux. Les tre circulaire seditiense.

A discussion du plan de la municipalité de Paris a occupé toute la séauce d'hier soir. La proclamation d'un don parsiorique de 10 milletivres; sait par M. S. J. Clavieres; a ouvert celle de ce matin. Puis M. de Montcalm Gozon & de Wimfien ayant donné leur demission de seur qualité de membres du comité des pensions; leur demisside a été ajournée sur l'observation de M. Fréteau qui a remarqué que ceste retraite obligeroit les nouveaux memibres à un travail de plus de six semaines que MM. de Montealm Mude Wimfsen ont déja sait. M. Fréteau a appris à cette occasion à l'Assemblée, que les pensions qu'on disoit monter à 28 millions s'élevent à plus de 57.

Il acte enfuire rendu un décret dont l'objet est de lever les obstacles qui s'opposent à l'approvisionnement des grains dont la ville de Lasny sur Marne a besoin; & un autre, pour autoriser celle de Joigny à prêter à samuniscipalité 8000 liv., sur le produit de ses impositions, & à vandre par anticipation une coupe ordinaire de 60 appens de bois; à la charge d'obtenir le consentement du département, lorsqu'il sera formé:

La question du droit de paix & de guerre a étéabore dé cici par M. de la Galissonniere. L'honorable membre M. Regeault au contraire pensoit que l'on ne preserie jamais contre le peuple; que la nation ayant joui dès son berceau de ce beau privilége, elle n'a pas pu le perdre; que le Roi est le suprême exécuteur de la volonté générale; & que, s'il avoit le pouvoir de déclaret la guerre & de faire la paix, il auroit celui de vouloir & d'exécuter; c'est-à-dire, qu'il concentroit en lui les deux pouvoirs; que les Germains n'abandonnerent jamais à meme sons le régime séodal; & que l'intérêt de la mation, celui du monarque lui-même exige que ce droit soit exercé par le corps législatif.

De tous les ponvoirs, a dir M. de Menou, qui confeituent l'auguste caractere de la souverainere le plus important & le plus délicat est celui du droit de la paix & de la guerre. Ce droit contient deux sortes de pouvoirs ; celui d'ordonner la guerre , & celui de la faire. Le premier est un acte de législation, & le second est l'attribut du pouvoir exécutif. Le premier de ces droits . le corps légistatif peut l'exercer ; il a intérêt à le conferver, & il peut l'exercer sans inconvénient. L'honorable membre a développe successivement ces trois divisions de son discours; & il a conclu à ce que le droit de déclarer la paix & la guerre demeurar dans les mains du corps législatif; que le Roisfât chargé de veiller à la sûreté de l'Erat, à la conservation de nos possessions, de conduire les guerres que la nation jugerait à proposd'entreprendre. & de diriger les claufes des traités; que le pouvoir enéeutif, en cas diattaque ou d'invalion, pourroit proposer à la légiflature les précautions qu'il faudroit presidre pous se désendre ; que , pour être toujours en mesure avec les puissances voitines, il auroit le droit de faire les dispolitions nécellaires à la sureté de l'Etat. & qu'en cas

M. Bengy de Puivallée ne pouvoit être de l'avis du préopinant; & il est trop bon gentilhomme berrichon. pour enlever au Roi une si magnifique prérogative. Aussi a-t-il répété en très-mauvais français tout ce que ses devanciers avoient déja dir pour soutenir l'opinion congraire. On a été bien avantageulement dédommagé de la fiérilité de son discours, par celui qu'a fait entuite M. Fréteau. A l'aide d'un mémoire incroyable, l'honorable membre a ciré toutes les époques de notre histoire, pour démontrer que, si l'on retranche de nos annales, les 170 ans qui viennens de s'écouler, la nation frangaile jouit toujours du droit de déclarer la guerre & de faire la paix; que le traité d'Andelau, conclu en 587, en contient des preuves politives; que Charlemagne, suivant Mezerai & les historiens contemporains, se condustit toujours fur ces principes; qu'en 1204, 1245, 1270, les croisades ne furent entreprises que d'après le vonu de la nation exprimé dans ses assemblées; que la guerre saite en 1200 & 1224, contre les Albigeois, eut pour base des délibérations nationales; qu'en 1356; les griffes journées de Courtray, de Créey & de Poitiers avoient tellement indisposé la nation contre les perfidies de la cour, qu'elle crut devoir conferver ce droit dans L'affemblée de ses états-généraux; qu'en 1527, elle ne sie meune difficulté de casser le traité de Madrid, conclu sans Ion confentement, que la guerre de la ligue fut une guerre assignale fondée sur la délibération des Etats de 1576; que, lorsqu'en 1621, on déclara la guerre à l'Espagne, conseil, dans ses manifestes., prit toujours pour base seme délibération des états-généraux; qu'enfin les princ cipes d'une monarchie libre, la nécessité d'éclairer les représentant de la nation des rélations extérieures qui la roncernent, différentes confidérations morales, tout doit la déterminer à confier au corps législatif le droit de la

Un discours d'une bonne heure, préparé avec le plus grand art, par M. de Mirabeau l'aîné, ne peut être le sujet d'une simple analyse. Nous observerons seulement que tout en voulant conserver les caracteres d'une monarchie libre, en confiant aux deux pouvoirs le droit de la paix & de la guerre, l'honorable membre place entierement ce droit terrible dans les mains du Roi. Les vices que les historiens ont cru trouver dans les délibérations du sénat de Rome, dans celui de Carthage. dans les dietes de Pologne & dans celle de Suede & de Hollande; les retards dans l'exécution, les inconvéniens de la publicité, les suites sunestes d'une oligarchie qui pourroit s'introduire dans nos Assemblées nationales, tels sont les principaux moyens qu'il a employés pour enlever au peuple sa plus importante prérogative, en feignant de la lui conserver.

M. de Mirabeau a ajouté que l'ambition des Rois n'est point à craindre; que César & Annibal ne se rendirent formidables, que, parce que de simples citoyens, ils voulurent commander à leur patrie; & qu'il n'est pas vraisemblable qu'un Roi, rentrant victorieux dans ses Etats, voulût se servir de son armée, pour opprimer le peuple, au risque de descendre de son trône, pour venir déposer

Sa têre sur un échaffaud.

Cette derniere expression a occasionné une réclamation du patriote M. Duval, qui observoit qu'une telle phrase est irrespectueuse envers le Roi, que la constitucion déclare inviolable; & cette interpellation a fait que M. de Mirabeau n'a pas continué son discours. Il n'a, repris la parole, que pour inviter M. l'abbé Syeyes, auquel la constitution a de si grandes obligations, à donner son avis ur cette matière, & pour proposer un projet de décret en neuf articles, dont la principale disposition donnoit au Roi le droit de commencer la guerre, sons Avant de terminer cette séance, nous devons placer les deux lettres de Bordeaux, dont nous avons déja parlé hier, & qui méritent d'être connues. Celle de la muni-

cipalité, du 17 mai, étoit ainsi conçue :

n Messeurs, les nouvelles les plus alasmantes viennent jeter le désespoir dans l'ame de tous nos concitoyens. Ce sont vos décrets qui sont attaqués; c'est une confatitution qui doit faire le bonheur d'un grand empire; que les ennemis du-bien-public & de leur propre sélicité osent tenter de renverser. Il est une villes où les bons patriotes, les vrais Français gémissent sous l'oppression, & où ceux que le glaive a épargnés sont dans les sers ou errans sans asyle. C'est à Montauban, que se passent ces séènes désastreuses, & le détail des maux qui assigent cette ville, vient troubler le bonheur & la paix dont jouissent nos concitoyenes, & qu'ils ne doivent qu'à vos travaux & à leur respect pous tout ce qui émane de votre sagesse.

,, Ils n'ont pas yu avec indifférence le malheur de leurs freres, de ces bons patriotes avec lesquels un pacte d'union & de fraternité les a fi étroitement unis. Ils n'ont pas cru devoir rester dans l'inaction, lorsqu'on opprismoit, lorsqu'on égorgeoit leurs amis & leurs freres. Pénétrés du véritable esprit de vos décrets, ils ont cru que leur zèle ne devoit pas le rensermer dans les limites de la ville qu'ils habitent, & que par-tout où il y avoit des opprimés, ils devoient chercher aemètre les libérateurs.

» Tous les volontaires de la garde nationale vouloient voler au fecours de leurs malheureux freres; tous, Messieurs, nous pressoient également de les laisser partir; & ceux qui sont privés, par la loi du sort, du bonheur d'aller déployer laur patriotisme; gémissent de se voir réduits à ne sormer que des voux pour le maintien de la constitution & pour la sélicité de ceux qui les respectent.

qui vont au fecours de ces français malheureux, mais ils se croient pas que notre approbation doive fuffire; c'est ", Nous nous estimerons heureux si notre conduite peur mériter votre suffrage, qui sera toujours la plus stateuse

recompense de nos travaux.

", Nous fommes, &c. Signés les maire & officiers municipaux de la ville de Bordeaux, & Bassettré, gressier. ",

La lettre de la garde nationale, du même jour, s'ex-

primoit ainsi:

" Messieurs, instruits, par la clameur publique, qu'une division cruelle s'est élevée à Montauban entre la municipalité & les vrais amis de la constitution;

,, Que les suites de cette division ont produit une lutte sanglante où les généreux désenseurs de vos dècrets ont

eu le malheur de succomber.

"Que plusieurs d'entr'eux, victimes de leur attachement aux bons principes, ont péri sous les coups de leurs concitoyens; que d'autres, couverts d'opprobre & d'ignominie, ont été jetés dans des cachots; nous n'avons pu douter un seul instant que d'aussi grands malheurs n'excitassent votre vive sollicitude. Pressé même par le sement qui nous lie au maintien de la constitution, par l'union & la fraternité qui nous attachent à la garde nationale de cotte ville assigée, nous avons cru remplir ce double devoir, en prenant d'avance les plus sages mesures pour donner à nos freres les secours qu'ils attendent de nous, & pour assurer, autant qu'il sera possible, l'exécution de vos décrets & le rétablissement de l'ordre & de la tranquillité publique,

", C'est dans ces vues que nous avons unanimement délibésé de partir au nombre de 1500 hommes. Mais nosre inviolable respect pour la loi nous a fait subordonmer cette résolution à la réquisition de nos officiers mu-

Bicipaux.

" Combien ils fe font honorés aux yeux de la cité entière, en applaudiffant de tout leur cœur aux fengiment qui nons animent, en s'empressant de poutvois-

num frais du notre marche patriotique, pons en accel lérer le succès ; cet heureux concert entre les organes de la loi & ses désenseurs, sera pour nous le plus sur garant de votre approbation. En vain les coupables auteurs de ces désordres, que votre sagesse se hâtera de réprimer, emploieront-ils auprès de vous la refsource de cacher l'imposture & la calomnie, en vain affecteront-ils le langage spécieux de l'innocence persécutée. Vous n'oublierez pas qu'ils ont fait mourir une partie de leurs compatriotes, & qu'ils tiennent encore l'autre dans les fers. Vous faurez prévoir les nouveaux excès qui pourroient résulter de leur impunité. Ah! si leurs forces répondoient à leur rage, nous perdrions bientor la liberté que vous nous avez donnée, & l'espoir de jouir du bonheur que vous nous préparez.

Pardonnez si nos expressions le ressent de la doua leur & de l'indignation qui sgitent nos ames; nous vous écrivons à l'ombre de nos drapeaux déja déployés; ils deviennent communs à nos braves camarades de Champagne. Réunis à eux, & jaloux de vous donner une preuve éclatante de notre zele & de notre soumission, nous nous efforcerons de contenir dans de sages limites l'ardeur qui nous fait mouvoir. Rendus à Moissac, à la distance de quatre lieues de Montaubun, nous y, attendrons; dans la plus respectueuse inaction, les ordres que nous vous supplions de nous transmettre. Nous jurons une seconde sois dans vos mains de verser su qu'à la dernière goutte de son sang pour en

maintenir l'exécution,
Nous fommes, &c. Simpés, la

nous fommes, &c. Signés, la garde nationale bordeloife & le duc de Duras, president du conseil, & Birouard, secrétaire »

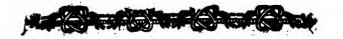
NOUVELLES DES PROVINCES.

Ponthumé près Châullerauxt, 16 mais Je vous dénonce; mon cher Courier Français, & je vous invite à dénoncer à toute la France, un lettre circulaire facerdotale, qui datée de Paris, vient de nous arriver de Poitiers, & qui a été adressée à toutes les municipalités de ce diocele Le dépôt de ces écrits, séditieux est à Poitiers, chez

M. le chindine Min. ce, où le tient un labbat capité cinal tous les deux jours. L'execrable écrit que je vous dénonce, porte pout fignature: Les députés impartiaux de fAssemblée nationale: L'objet des faussaires qui ont imagné estre scandaleuse production, est de persuader aux peuples que le serment qu'ils ont fait d'être fidelles à la constitution, ne leur interdit pas le droit de rejeter les articles qui ne leur conviendroient pas; que les prétendues impersections qui, disent-ils, se sont glissées dans cette constitution, ont été oceasionnées par la négligence qu'on a mile à confulter le vœu des cahiers dont chaque! député étoit porteur ; que les loix faites par l'Affemblée nationale sont susceptibles, de modifications on d'exceptions, suivant que l'exigent la position, le sol, les productions, la population, le commerce des provinces qu'elles doivent régir. & les usages ou les mœurs de crux qui les habitent

Telle est, man cher Courier français, l'abominable do rrîne qu'on a voulu nous prêcher àl'ouverturedenosassement blées primaires; mais, ne craignez pas que nous nous laissions surpendre dans des piéges aussi grossiers; il n'y a pas un seul de nos sideles Poitevins qui ne détesté de tels complots; il n'en est pas un seul qui ne soit disposé à verser tout son sang pour maintenir le respect du aux déverter tout son sang pour maintenir le respect du aux déverters de l'auguste aréopage. Nos prêtres, dont la plupaire pourtant sont d'excellens Français, n'ont fait que pérdre à cette conduite insensée de leurs évêques & de leurs gros bonnets. Dans notre canton, un seul d'entreux, le vertueux abbé Liaga Dirays, curé de Vaux; vient d'êtré nommé électeur; & telle est la désiance que pous inspirella robe de nos bénésiciers, que nous les avons tous écartés sans miséricorde de l'administration.

M'A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 i.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts es Affignats de 1000 l.
Vendredi 21.	ol. 12 f. od.	ol. 18 f. od.	3 liv. of. od.



COURIER FRANÇAIS,

Du Samedi 22 Mai 1790.

Assemblée nationale du 21

Decret en faveur de deux galeriens Fribourgeois. Discussion

ANS la séance d'hier soir, M. de la Tour-du-Pin. ministre de la guerre, a adresse à M. le président une Jestre, par laquelle il lui annonçoit l'emprisonnement du lieurenant colonel du régiment de Beauce, par les ordres de la municipalité de Brest. On a demandé la lecture du memoire qui y étoit joint ; mais , comme la municipalité n'avoit point envoyé les inftructions, cette affaire a été ajournée a demain foir. Puis M. l'abbé Grégoire, qui a déja eu le flatteur avantage de défendre les Juist, les mulatres & les curés, se présenta à la tribune pour stire Brifer les chaînes qui retiennent dans nos galeres deux Estoyens Pribourgeois. Il parost qu'en 1761, le peuple de Frihourg, mécontent de l'état oligarchique sous lequel it vivoit, se soulevá contre ses magistrats, & les força à accepter des conditions de paix, qui furent bien tôt violées par l'ariflocratie.

L'aide-major Cheneau fût affassine; & d'une soule de citoyens qui surent enveloppés dans cette persidie, les uns sures condamnés à mort & les autres bannis. Par l'entremise de M. de Vergennes, le conseil sit transporter quarre de ces malheureux sur les galeres de France. Interiongé sur la détention étonnante de quatre citoyens étrangers, M: de Montmoria à réponduque cela s'étoit sait en

Verre d'un ancien ulage, & que d'ailleurs ce chariment des galeres ne leur fut infligé, que pour les soustraire à la mort par des seatimens d'humanité; mais M. l'abbé Grégoire observoit très-judicieusement que cette expostation ne s'est saire que pour dérober ces infortunés à l'œil de leurs concitoyens, puisqu'il y a des galeres à Pribourg; &, après avoir exposé cette affaire avec autant de méthode que de sensibilité, l'honorable membre proposoit de saire briser les chaînes des deux malheureux fribourgeois rostans, dans les trois mois de la publication du decret, si, dans cette intervalle, ils n'étoient passéclamés par les puissances auxquelles ces citoyeus appartiennent.

M.'de Murinays vouloir qu'on contultât, avant tour, la république de Fribourg; mais MM. de Lameth & le Grand votoiest pour que leur élargiffement fût effectué huiraine après; & c'est d'après cet amendement, que

de décret a été prononcé en ces termes :

" L'Assemblée nationale, après avoir entendu son co-

» mité des rapports, décrete ce qui suit:

» 1°. Qu'à l'avenir il ne sera reçu dans les galeres de » France aucune personne condamnée par des jugemens

» étrangers.

,, 2°. Que son président se retirera pardevers le Roi ,, pour le supplier de donner des ordres pour que les ,, nommes Sudan & Huguenot, fribourgeois actuelle, ment désenus sur les galeres de Brest, soient mis en ,, liberté dans la suitaine du jour de la sanction du pré-

", 3°. Que Sa Majesté sera également suppliée de faire ", connoître les dispositions du présent décret aux puis ", sances dont les sujets sont actellement détenus sur

" les galeres de France "

Une lettre de M. le garde-des-sceaux, qui sait pare à l'Assembléede la réclamation saite parla villede Geneve, de la franchise du pays de Gex, a ouvert la séance de ce matin. Puis on a lu le pacte sédératif des gardes nationales du pays de Cambréss, réunies pour le maintien de la constitution & de la liberré. A la suite de cette consédération se sont trouvés cent ensans, dons l'alnée agé de 14 ans, étoit leur capitaine, & qui, armés de pied en cap, ont juré de maintenir de tout leur pouvoir la liberré publique. M. Vernier, au nom du commité des suances, a sait rendre ensuite trois pesits de

erets, dont un autorise la vifte de Marseille & emprun-

rer 1500 livres.

M. Parchevêque d'Aix a ouvert ici la discussion sur le droit de la paix & de la guerre. Peut-être un prélat ent-il pu se dispenser de trairer une semblable matiere; mais l'aristocratie attache, avec raison, un si grand insérêr à cette question qu'elle a provoquée; elle est, commé nous si vivement persuadée qu'il n'y auroit plus en France de constitution ni de liberté, si le monarque y jouissoit du droit de faire la guerre & la paix, qu'elle emploie tous les moyens pour emporter d'assau, cette place importante. Elle sonde sur-tout ses espérances sur le système de M. de Mirabeau; &, comme c'est ce système qui doit sixer demain l'attention de l'Assen blée, nous devons en placer ici les résultats, suivant son projet de décret.

» L'Affémblée nationale décrete comme article conftitutionnel, que le droit de la paix & de la guerre ap-

partient à la nation;

» Que l'exercice du droit de faire la guerre & la paix lera délégue concurremment au pouvoir législatif & au

pouvoir exécutif, de la maniere suivante:

» 1°. Que le soin de veiller à la sûreté extérieure du royaume, de maintenir ses droits & ses possessions, appartient au Roi; qu'ainst lui seul peut entretenir des relations politiques au dehors, conduire les négociations, en choisir les agens, faire des préparatifs de guerre proportionnés à ceux des Etats voisins, distribuer les sorces de terre & de mer ainsi qu'il le juge a convenable, & en régler la direction en cas de guerre;

a. Que dans le cas des hostilités imminentes ou commencées, d'un allié à soutenir, d'un droit à conferver par la force des armes, le Roi sera tenu d'en donner, sans aucun delai, la notification au corps législatif, d'en faire connoître ses causes & les motifs, de de demander les sonds qu'il croira nécessaires; & fi le corps législatif est en vacance, il se rassemblera sur-

le-champ;

3°. Que sur cette notification, fi le corps législatif jugé que les hostilités commencées sont une agression coupable de la part des ministres, ou de quelque autre agent du pouvoir exécutif, l'auteur de cette agression.

Tera poursuivi comme criminel de lêse-nation:

» L'Affemblée nationale déclarant à cet effet, que la nation Prançaise renonce à toute espece de conquête, et qu'elle n'emploirs jamais ses sorces contre la liberté

d'aucun peuple;

n 4°. Que sur la même notification, si le corps législatif resule les sonds nécessaires, & témoigne son improbation de la guerre, le pouvoir exécutif sera tenu de prendre sur-le-champ des mesures pour saire cesser ou prévenir toute hossilité, les ministres demeurant responsables des détails.

» 5°. Que dans le cas d'une guerre imminente, le corps législatif prolongera sa session dans ses vacances accoutumées. & pourfa être sans vacance pendant le guerre;

n 6°. Que toute déclaration de guerre fera faite en ces termes : de la part du Roi, au nem de la

nation.

27. Que pendant tout le cours de la guerre, le corps législatif pourra requérir le pouvoir exécutif de négocier la paix; & que dans le cas où le Roi fera la guerre en personne, le corps législatif aura le droit de réunit telle portion des gardes nationales, & dans tel endroit

qu'il le jugera convenable.

8°. Qu'à l'instant où la guerre cessera, se corpa législatif sixera le délai dans lequel les troupes extraordinaires seront congédiées, & l'armée réduite à son état permanent; que la solde desdites troupes ne sera continuée que jusqu'à la même époque; après laquelle, si les troupes extraordinaires restent rassemblées, le ministere sera responsable, & poursuivi comme criminel de lèse-nation; qu'à cet esset le comité de constitution sera tenu de donner incessamment son travail sur le mode de la resposabilité des ministres.

" 9°. Qu'il appartiendra au Roi d'arrêter & de fignes avec les puissances étrangeres toutes les conventions qu'il jugera nécessaires au bien de l'Etat; & les traités de paix, d'alliance & de commerce ne seront exécutés qu'autant qu'ils auront été ratifiés par le corps

législatif.

On voit par ce projet de décret que nous ne nous rempions pas hier, lorsque nous assurions qu'en parois sant donner au corps législatif, concurremment avec le pouvoir exécutif, le droit de la guerre, M. de Mitabeau

leurs faux oracles. Tout homme qui n'auroit jamais approfondi le sujet. se seroit décidé contre la cour, après avoir entendu les plaidoyers de MM. Maury & Cazalès. Le prèmier, comme nous l'avons observé, avoit déterminé bien des membres à adopter le bon parti , par la gaucherie de la défense ; 🕏 celui-ci a affaisonné son opinion de tant de hors-d'œuvre; de tant de déclamations étangeres au sujet, que son parti même ne l'attendoit qu'avec peine. Il a d'abord remarqué qu'aucun publiciste n'avoit prétendu que le droit de paix 1 & de guerre pût être exercé par d'autres que par le pouvoir exécutif; puisqu'en décrétant que la plénitude de ce pouvoir réside dans la personne du Roi, on a entendu lui conserver ce privilége. Il s'est ensuite beaucoup éténdu fur la différence qu'il y entre l'amour que l'on porte a l'humanité entiere, & celui qu'un citoyen a voue à la patrie; que le premier est l'attribut de cette philosophie moderne qui flétrit le cœur en égarant l'esprit, & que l'autre est la passion du vrai citoyen; & que lui en particulier fait plus de cas du fang de l'un de fes concitoyéns, que celui de tous les habitans de l'univers.

M. Cazales, en reportant notre attention sur les pleintes de l'Angleterre contre l'Espagne, a fait ses efforts pour démontrer que nous sommes actuellement le peuple le plus foible de l'Europe, & il a ajouté qu'une parrie de l'armée a quitté ses drapeaux, & que l'autre n'existe plus, puisqu'il n'y a pas de subordination entre les différens membres qui la composent ; que l'insurrection a tari jusqu'a la source des revenus publics; que nos finances ne se soutiennent plus qu'à l'aide d'une monnoie factice; que nos dépenses sont fondées sur nos capitaux, & non sur nos revenus; qu'une émigration, telle qu'it n'y en a pas d'exemple, depuis la révolution de l'édit de Nantes, a fait passer notre numéraire chez l'étranger; que l'Angleterre & l'Italie sont peuplées d'ouvriers qui ont dévaité la France; que déja 12 mille des citoyens de cette classe ont abandonné la capitale, & que cens mille autres y souffrent toutes les horreurs de la famine .

gresavivement applaudi. Le décret dant il l'a contoané étoit affez semblable au projet de M. Peythion.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Chartres, 19 mai. Jeudi dernier, nous avons qui ci une sete bien touchante pour des cœurs vraiment patriotes. Les détachemens des milices nationales des villes de Dreux & de Châteauneuf étant passes par notre ville à leur retour d'Orleans, où ils avoient prononcé le serment de la confédération, ont été accueillis de tous nos conciroyens avec la plus flatteule distinction. La milioe citovenne de Chartres leur a donné un dîner de 96 couverts : la gaieté la plus décente y a préfide, & le patriotisme le plus pur en étoit l'ame. On y a proposé de boire à la santé du Roi, restaurateur de la liberté française. & à celle de nos augustes représentans. Cente motion a été recue avec transpost; tous les cœurs étoient trop vivement nénétrés de l'accuell fraternel que les citoyens d'Orléans avoient fait aux détachemens étrangers qui s'étoient rendus à leur invitation, pour que la reconnoissance ne se manifestat pas à leur égard, dans un pareil moment. Aussi leur fanté a selle été portée avec ens vive alégresse. Enfin les détachemens des diffrentes villes le font donné réciproquement des marques sincères d'att tachement & d'une union inaltérable, pour le maintien de la constitution & la détente de la patrie. Ainsi, mon cher Courier français, vous voyez que notre chapitre no nous a par encore pervitis; & j'ajouterai même que la chaleur de notre patriotifme n'a fait qu'augmenter, à railon de la rés fistance qu'out manifeste les aristogrates. Comptez dond fur routes nos forces, fur tout notre zele, fur l'energie d'in peuble; qui, fier de sa liberté, ne négligera aucun moyen, pour repousser les efforts des ennemis du bien

Le prix de l'Abennement de ce lournal, qui paroit tous les jours est de 3 liv. 10 fois par meis, on en vend à 3 fois la fauille peur ceux qui n'ent pastouierit.



COURIER FRANÇAIS;

Du Dimanche 23 Mai 1790.

Assemblée Nationale du 221

Affaire du Régiment de Lorraine à Tarascon. Décret à ce sujet. Articles constitutionnels qui décernent au corps légis lesife le droit de déclarer la guerre, & de signer les trainés de paix.

IER soir, après la lecture des adresses, M. Bouche, député d'Aix, sir lecture d'une leure du procuzeur de la commune de Tarascon, du 13 de ce mois, dans laquelle il donnoir les détails de quelonit mouvemens arrivés en cette ville, à l'occasion du régiment de Lorazine. Voici le sait. M. de Miran, commandant en Provence, arriva au commencement de ce mois à Tarascon; il préposa à sa garde, muit & jour, vingt-sinq dragens de Lorraine.

Le peuple conçue quelques inquiétudes. & par una faire de ces défiances souvent injustes, qui s'accréditent si facilement dans les temps de trouble, il se persuada que ce commandant pouvoit avoir participé aux torra imputés à M. de Beausset. D'un autre côté, M. de Miran d'avoit point fait annoncer son arrivée à la municipalité, qui avoit dû croise qu'il n'avoit pas besoin de son assistance; cependant ce service actif & laborieux excita les plaintes des dragons du régiment; ils en présenterent même une pétition à la municipalité, en offrant positivement de suivre ses ordres. Ils se plaignirent de l'indifférence des habitans, qui les regardoient, dissients

Ils, comme des aristocrates. La municipalité sit autonces, à son de trompe, une invitation aux habitans de vivre unis avec les dragons, & de leur prêter seconcy au besoin. Cependant les officiers municipaux reconquires que les habitans ne prenoient aucune part aux mouvemens des dragons, qui étoient dans un état réel d'insurgection.

M. de Miran sortit de Tarascon sous un dégussément : la garde fut levée; le peuple se contenta de crier : vive Lorraine! vive Tarascen ! Dès ce moment, les dragons perdirent toute idée de discipline, & même cesserent de se rendre à l'appel. Tout le régiment, suf deux escacadroes, voulur destituer les officiers, & sur-tout l'un d'entr'eux. Cette division auroit occasionné, entre les dragons, un combat funeste, si, dans le moment même, les habitans ne s'étoient pas jetés entr'eux pour les séparer, & le y réufficent; l'officier confente à le renser. Alorsile maire arriva sur la place à la tête de la musicipalité; il parla aux dragons, aux habitans a & la scene la plus attendrissante succéda aux apprêts de la fureur. Une sensibilité universelle fit verser des larmes; les dragons & les citoyens confondus s'embrasserent avec la plus tendre affection. Le lendemain les dragons préterent le serment civique, la paix a été entierement rétablie, & les officiers du régiment de Lorraine ont reconnu qu'ils devolent la conservation du corps entier au zèle paternel de la municipalité, & au patriotisme des citoyens. La lettre affure que ce sont trois dragons venus de Marfeille, qui avoient causé ce mouvement, & qui ont avoué avoir reçu de l'argent pour le susciter. Ils n'ont point été arrêtés sur le champ, & sont même partis avec leur congé ; mais par des ordres ultérieuss, on les a poursuivis, l'un d'eux a été saisi du côté de Lyon.

L'Affemblée a décreté, "1° que le président écriroit ; à la numicipalité & à la garde nationale de Tarascon, , pour la féliciter de leur fage conduite; 2° que le président se retireroit devers le Roi, pour supplier S. M. , d'ordonner l'arrestation de ces trois dragons, & leur , transport à Paris; 3°. l'éxamen de cette affaire a été renvoyée au comité militaire ...

La scance de ce matin, après de très-ségers présimi-

de M. de Mirabeau.

Un homme de bien s'est alors montré sur la scene . & a sauvé la France du péril imminent dans lequel ou alloir la plonger. Depuis deux heures MM. de Lameth freres, M. de Menou & M. Barnave demandoient que puisqu'on disoit être d'avis que le Roi ne pût seul faire la guerre, on déclarat positivement qu'il ne la pourroit déclazer qu'en vertu d'un décret. M. Cazalès s'opposoit de tous tes ses forces à cette énonciation qu'il disoit contenue dans ce décret; mais, moi, je n'y vois pas cette dispo-frion, disoit M. Camus; bien d'autres que moi ne l'y appercevront pas; &, puisque nous sommes d'accord fur le principe; nous devons donc l'exprimer d'une maniere claire & positive. Alors a paru M. Fréteau qui a montré jusqu'à l'évidence la nécessité de consacrer le principe; & il a en conséquence proposé le premier article tel qu'on va le lire. Ses observations ont ouvers les yeux à bien du monde; M. Desmeuniers a sortemens appuyé M. Fréteau; & M. de Mirabeau lui-même, voyant qu'il n'étoit pas possible d'aller plus loin, est monté à la tribune, & a dit que s'il eut cru que la discussion est été une affaire d'amour propre, il se fut rendu dès le premier instant à cette rédaction. L'article a été déerété presque à l'anapimité; & tous les autres, qui appartiennent à M. de Mirabeau, n'ont soussert que de trés-légers changemens.

» L'Assemblée nationale décrete comme article cons-, titutionnel, 1° que le droit de la paix & de la guerre , appartient à la nation; que la guerre ne pourra être décidée que d'après un décret de l'Assemblée nation

nale; qui sera rendu sur la proposition sormelle 54, necessaire du Roi, & qui sera sanctionné par lui.

» 2°. Que le soin de veiller à la sûreté extérieure du » royaume, de maintenir ses droits & ses possessions, » est délégué par la constitution au Roi; qu'ainsi lui seul » peut entretenir des relations politiques au-dehors, con-» conduire les négociations, en choisir les agens, faire » des préparatifs de guerre proportionnés à ceux des » Etats voisins, distribuer les forces de terre & de mer » ainsi qu'il le jugera convenable, & en régler la direc-» tion en cas de guerre.

» 3°. Que dans le cas des hostilités imminentes ou » commencées, d'un allié à soutenir, d'un droit à con-» server par la sorce des armes, le Roi sera tenu d'en » donner, sans aucun délai, la motification au corps » législatif, d'en faire connoître les causes & les mo-» tils, & si le corps législatif est en vacances, il se ras-

n femblera fur-le-champ;

" 4°. Que fur cette notification, si le corps législatif " juge que les hostilités commencées sont une agression " coupable de la part des ministres, ou de quelque au-" tre agent du pouvoir exécutif, l'auteur de cette agres-" son sera poursuivi comme criminel de lèse-nation:

» L'Affeinblée nationale déclarant à cet effet, que la nation françaile renonce à entreprendre aucune guerre, si dans la vue de faire des conquêtes, & qu'elle n'emplojera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple;

, 5°. Que fur la meme notification, si le corps légis-, lans décide que la guerre ne doit pas être saite, le , pouvoir exécutis sera tenu de prendre sur-le-champ , des mesures pour saire cesser ou prévenir toute hosti-, lité, les ministres demeutant responsables des délais.

3, 6°. Que toute déclaration de guerre sera faite en ces 2, termes : de la part du Roi, au nom de la nation.

3, 7°. Que pendant tout le corps de la guerre, le corps legislatif pourra requérir le pouvoir exécutif de négocier 3, la paix; & se pouvoir exécutif sera tenu de déserr 2 à cette réquisition.

, 8°. Qu'à l'instant où la guerre cesser, le corps , législatif fixera le délai dans lequel les troupes au dessus , du pied de paix seront congédiées, & l'armée rédite , à son état permanent; que la soide disdites troupes in ne sera continuée que jusqu'à la même époque; après , laquelle, si ces troupes extraordinaires restent rasseme blées, le ministre sera responsable, & poursuivi comme criminel de lèse-nation.

, 9°. Qu'il appartiendra au Roi d'arrêter & de signer avec les puissances étrangeres toutes les conventions qu'il , jugera nécessaires au bien de l'Etat; & les traités de paix, d'alliances & de commerce ne seront exécutés qu'autant qu'ils auront été ratifiés par le corps législatif ». Il est impossible de peindre la consternation de M. Cazalès, à l'instant de la prononciation du premier article. Adossé à M, de Vaudreuil, ils étoient l'un & l'auare pétrifiés. Il en étoit ainsi des Maury, des la Chaise, des Malouet, &c. &c. &c. Le peuple étoit tout autrement satisfait. Des applaudissemens réitérés se sont fair entendre dans toutes les parties de la falle, & dans les galeries; 12 à 15 mille ames, qu'attendoient avec em « pressement, dans les Tuileries, le décret dont devoie dépendre leur maiheur ou leur prospérité, ont aussitêt fair chorus avec celles de l'intérieur à la sortie de la séance, c'étoit à qui auroit la satisfaction de voir oud'embrasser les généreux désenseurs du peuple; & cen'est pas sans une tendre émotion, que, parmi de si justes: tributs d'éloges donnés aux amis de la constitution, nous avons vu le vertueux abbé Gouttes porté jusques dans, la maison qu'il occupe, dans les bras de ses concitoyens. La séance a fini à sept heures du soir.

Français, comme il est bon que vous connoissez vos amis, je dois vous dire, après vous avoir nommé les Lameth, les Barnave, les Peythion, les de Menou, les Freteau, les Goupil, les Demeuniers, les Camus, &c. &c. que M. Thourer s'est comporté comme un ange dans toute cette affaire.

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Assignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Dimanche 23.	o 1. 12 f. 8 d.	01. 19 f.od.	3 liv. 3 f. 4 d.



COURIER FRANÇAIS,

Du Lundi 24 Mai 1790.

ASSEMBLEE NATIONALE. du 233

Décret concernant les villes d'Alby, de Réalmont & de Caent Adresse des religieux du tiers-ordre de S. Français de la Guillouiere de Lyon.

"ABONDANCE des matieres ne nous permit pas hien de rapporter trois décrets, rendus sur le rapport de M. Vernier, membre du comité des sinances, de qui quoique peu importans, si ce n'est pour ceux qu'ils intérressent particulierement, doivent cependant occuper ich une place. Les Voici.

u L'Assemblée nationale, sur le rapport de son comité des sinances, vu la délibération du conseil général de la ville d'Alby, du 5 du courant, autorise les officiers-municipaux à imposer la somme de 6000 livres en municipaux à imposer la somme de 6000 livres en municipaux à imposer la somme de 6000 livres en municipaux à imposer la somme de 6000 livres en municipaux à imposer le son restre en payent 12 de charité & au-dessus contribuables qui payent 12 de charité & au soulagement des, pauvres, à charge de faire approuver ladite imposition par le district & le videpartement n.

"L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapsiport de fon comité des finances, sur l'adresse prélembe par les officiers municipaux de la commune de Réalmont, énonciative d'une délibération du conseil général, sous la date du 30 avril, déclare qu'ellé les autorise à l'emprunt de 3000 livres, sauf à eux à imposer le montant de ladite somme en trois ans

" L'Assemblée nationale ayant égard aux motifs consignés dans la délibération prise en conseil-général de
la ville de Caen, le 12 mai courant; oui le rapport
de son comité des finances, autorise les officiers municipaux de ladite ville, à faire un emprunt de 40000
liv., pour l'emploi en être fait conformément à ladite
délibération, à condition & non autrement, que ledit
emprunt, tant en principal qu'intérêts, sera remboursée
dans le délai de cinq ans, soit sur les revenus de ladite
ville, soit, en cas d'insuffisance, par la voie d'imposintion; & que ledit emprunt sera approuvé par le district & le département, lorsqu'ils seront tormés; au

» surplus, à charge de rendre compte ».

Tous les jours il arrive à l'Assemblée nationale des adreiles émanées des choîtres ou des chapitres des provinces, contre les efforts rédoublés que font les aristocrates, pour soulever les ames timorées contre la constitution de l'Etat, toujours sous le prétexte de la religion qu'ils ne cessent d'outrager. Les religieux du tiersordre de Saint François de la Guillotiere, fauxbourg de Lyon, viennent d'en envoyer une à la diere auguste, où plusieurs corps pourront trouver une leçon sublime de raison & de patriotisme. Cette adresse a pour objet d'anathématiser la déclaration séditieuse, son par quelques membres de l'Assemblée nationales ce qui ajoute encore à l'éloge de ces citoyens respectables, c'est qu'ils viennent de repousser, avec le même courage & la même fermeté, une nouvelle tentative, faite par M. le Cardinal de la Rochefoucault, archevêque de Rouen, & député à l'Assemblée nationale. Voici leur adresse:

« Quoique pénétrés du plus profond respect pour les décrets de votre auguste Assemblée, & très-décidés à prositer avec reconnoissance de la liberté qui nous est accordée, de briser ensin les entraves d'une servitude à laquelle les préjuges de l'ensance, plutôt que la patrie.

n Plusieurs évêques, vous le savez, Nosseigneurs, lancent déja les soudres, dont ils ne se sont presque toujours servis, contre l'exemple de St. Paul, que pour la destruction & non pour l'édification des ames, contre ceux de nous qui auront, disent-ils, l'impiété d'obéir à la sagesse de vos décrets, sanctionnés par notre auguste monarque. Quelques-uns, désespérés de voir tant de victimes de leur autorité tyrannique, prêtes à secouer le joug de seur secont déja des anathèmes de l'églises; déja ils ont donné le premier coup de crayon, pour effacer nos noms du livre de vie, & en intimident plusieurs par cet épouvantail, autresois si redoutable même aux têtes couvannails, autresois si redoutable même aux têtes couvannails.

» La forbonne elle même, cette vieille édentée, vient d'imprimer la flétrissure odieuse d'apostasse sur toutes les victimes du cloître, qui voudront recouvrer les droits sacrés de l'homme que vous leur avez rendus, & dont elles ne s'étoient dépouillées que par imprudence de jeunesse, par inexpérience, par ignorance du prix de la liberté, & peut-être encore par la ferveur prématurée d'une piété plus ardente qu'éclairée.

3) Nous ne sommes plus, il est vrai, dans ces temps barbares, où l'ignorance & la superstition avoient abruti presque entierement la raison humaine; il est vrai que pous vivons dans un siècle assez éclairé pour nous autoriser à peser dans la balance de l'indissérence & du mépris, ces menaces & ces décissons dictées par l'esprit de sanatisme, ou plutôt d'aristoctatie; décissons formellement contredites par l'esprit de l'évangile, aussi contraires aux lumieres de la saine raison, qu'opposées à la tranquillité de nos consciences & à la sagesse de vos décrets.

" Mais comme par une fatalité presqu'inévitable, les préjugés de l'éducation exercent encore un empire tyran, nique sur une infinité de têtes mal organisées & subjuguées par l'opinion, nous craignons, avec quelque sondement, que notre soumission à vos décrets ne nous expose au mépris & à la censure amere de ces hommes, ou égatés par les préjugés, ou aveuglés par l'intérêt. &

la gloire du Seigneur & du falut de nos ames.

,, La conduite téméraire de quelques uns de nos prélats, la déclaration même à nous envoyée du parti défespéré & confondu de votre auguste assemblée, semblent vouloir nous inviter à lever l'etendard de la révolte contre vos decisions acrées, pour s'autoriser, sans doute, à revendiquer des droits qui n'existent plus pour eux, & que votre sagesse a si justement proscrits; droits illufoires à coup sûr, puisqu'ils n'étoient fondés que sur la chimere de l'opinion qui a égaré la nation pendant tant de siècles. Mais ces prélats & consorts, tout au moins Imprudens, présument trop de l'aveugle complaisance de la plupart des esclaves renfermés dans les cloîtres, & qui voient briller les premiers rayons de leur liberté... Voici donc le réfultat de l'impression qu'à faite sur nous la déclaration d'une partie de l'Assemblée nationale : car c'est ainsi qu'on a invitulé cette diatribe: nous, au nom d'ane multirude de nos confreres, dont les vœux nous font connus, nous jurons tous d'être fideles à la nation. à la loi & au Roi, & de soutenir la constitution de toutes nos forces, de toute l'énergie de nos discours & de toute la ferveur de nos prieres. Telle est la réponse civique que nous faisons à cette déclaration incendiaire de cette partie gangrenée de l'Assemblée nationale.

"En vain ces anti-patriotes crosses de mitrés, tenteroient-ils de renouveler les troubles que sustiterent autresois les prélats anglicans, qui tinrent, avec apparence
de raison, une conduite à-peu-près semblable, dans le
temps des révolutions d'Angleterre: ils n'y réussitent pasa
La puissance britann que sit emprisonner qu'esquès prélats,
déposa les autres, & le calme sut rétabli. Que doivent
attendre de votre prudence & de votre justice ces évéques français, cent sois plus coupables qu'eux puisqu'ici

le dogme est en sûreté

Justice, la correction de la Sorbone, qui, par un argument in haro u, vient de conclure si remeraltement que nous devo s'être réputés apostats, si nous obéssions aux décrete de votre auguste diete, bien que ces décrets soien, revêtus de la sanction royale. N'est ce pas manquer essent de respect à l'Assemblée nationale & au Roi.

N'est-ce pas un outrage fait à notre soumission & aux règles du bon sens ? Car enfin, c'est décider en termes équi? valens, que nous devons nous soulever contre vos décisions justes & équitables. Le souverain pontise, aujourd'hui regnant, n'osa point proponcer cet anathème fulminant contre les moines d'Allemagne renvoyés dans le fiécle par l'empereur défunt. Quel droit s'arroge donc aujourd'hui la forbone, de damner, de son propre mouvement, des hommes dont l'obéissance & le parriorisme font tout le crime ? Cette rigueur meurtrière de sa part, lui rendra-t-elle les priviléges abusifs de ses gradués? Elle devroit se renfermer dans la poussiere de son école & dans les antres de sa chicane; elle devroit se ressouvenir avec autant de douleur que de honte, des tems désastreux de la ligue ; elle devroit verser des larmes de sang sur le meurtre détestable de notre bon Roi Henrily; elle devroit, en un mot, être plus circoospecte dans ses jugemens, en se rappelant que sa doctrine internale, & son décret abominable contre ce Roi citoyen, ne contribuerent pas peu à armer le bras meurtrier du fanatisme, & que, par cette décisson patricide, cette fille dénaturée, qui le dit la fille aînée de nos Rois, ne fut pas la derniere à porter le poignard dans le sein de son pere.

» Nous ofons donc vous fupplier, nosfeigneurs, de prendre nos raisons en considération, & de décréter qu'il sera permis aux religieux prêtres, sortis du cloître, en vertu de vos décrets sanctionnés par le Roi, & dont les mœurs d'ailleurs seront conformes à la sainreté de leur état, d'exercer les fonctions du sacerdoce, sur-tout de célébrer la messe (lorsqu'ils auront fait les démarches d'usage) dans les églises ou chapelles non interdites des dioceses où ils se trouveront, sans que les évêques ou curés des lieux puissent s'y opposer, ni couvrir leur refus, & leur mauvaise volonté, du prétexte flétrissant de l'apostasse. Mous sommes d'autant plus alarmés des suites du ressentiment du haut clergé, qu'il ne nous pardonnera pas aisément de lui avoir donné l'exemple de la soumission, du patriotilme & du délintéressement; & nous n'ignorons pas que plusieurs prélats (on parle même de celui de Lyon) ont déja fait statuer, dans la rigueur de leur conseil inquilitorial, de refuser tout pouvoir aux religieux qui rentreront dans le siecle: comme si ces hommes, aveuglés par la passion, pouvoient nous priver d'un droit essentiellement inhérent au sacré caractère de la prêtrise. Et avons signé «.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Lyon, 19 mai. Il est peu de villes en France qui soient mussifidelles que la nôtre aux principes de la constitution. Tandis qu'ailleurs les chapitres & quelques riches ecclés. fiastiques réclament contre les décrets de l'Assemblée nationale, notre cathédrale, composée de prêtres aussi. patriotes que tous les autres citoyens, attend avec respect la réforme qu'on lui prépare; & M. l'abbé de Poix, membre de ce chapitre, fait retentir journellement les voûtes de cette église des éloges qu'il fait des oracles émanés de l'Assemblée nationale. Les corps religieux ne sont pas moins affectionnés au bien public; &, malgré les suggestions puissantes de leurs supérieurs, ils sont tous dévoués au bien public. Notre municipalité s'est aussi très-sagement comportée, relativement à la protestation incendiaire contre le décret du 13 avril, & qu'ona affecté d'envoyer avec profusion dans les provinces.

Le 9 de ce mois, onze notables écrivirent à MM. les maire & officiers municipaux, exposerent que la protestation dont il s'agissoit étant à-la-sois incendiaire & un attentat contre la religion, ils les prioient de convoquer sans délai le conseil général de la commune, pour aviser au parti qu'il convenoit de prendre dans une circonstance d'où dépendoit la tranquillité des citoyens.

Le 12, la municipalité s'affemble, & sur ce que plusieurs délibérans assurent que la protestation n'avoit été lue dans aucun des prônes de cette ville, il est arrêté, après avoir oui le procureur de la commue, qu'il n'y a lieu de convoquer le conseil général.

Le 13, la majorité des notables s'étant réunie à l'hôtel commun, dans la salle du conseil qui leur est destinée, l'adresse suivante à l'Assemblée nationale surarêtée.

y Les notables de la ville soussignés, informés que des députés à l'Assemblée nationale, qui ont protesté contre son décret du 13 avril dernier, ont envoyé leur protestation à tous les corps eccléssastiques, &c.

n Instruits que ces protestations viennent d'arriver &

Lyon sous le couvert de l'Assemblée nationale, & qu'un grand nombre de prêtres tiennent des assemblées secretes, & sollicitent les adhésions, en surprenant la conficience des personnes simples & pieuses; les soussignés, sideles au serment qu'il ont prêté de maintenir la confitution de tout leur pouvoir, ont adresse, dimanche dernier, 9 du courant, une lettre au conseil municipal, pour lui représenter la nécessité de convoquer à l'instant le conseil général de la commune, pour aviser aux moyens d'empêcher les assemblées secretes des prêtres, & pour déclarer traîtres à la patrie, tous ceux qui ont protessé, quiprotesseront contre les décrets de l'Assemblée nationale, ou qui adhéreront à de telles protessations.

Deur lettre étant restée sans réponse, & le confeil municipal, par sa délibération du 12, ayant arrêté qu'il n'y avoit pas lieu de convoquer le conseil général; la conscience & le devoir des soussignés, leur commandent impérieusement de déposer dans le sein de l'Assemblée nationale leurs sentimens particuliers sur ces

protestations:

» A cet effet, s'étant affemblés à l'hôtel commun, dans la salle destinée aux notables, ils déclarent que,

» Confidérant que le projet de faire expliquer l'Asfemblée nationale sur les matieres de religion, tendoit à enflammer les esprits, & à renouveler les horreurs des guerres civiles, qui ont causé tant de maux à la France;

Due le décret du 13 avril, portant que l'attachement de l'Assemblée nationale au culte catholique, apostolique & romain, ne sauroit être mis en doute, est pour la religion un hommage sublime, qui, en affermissant les bases sur lesquelles elle repose, n'inspire aux citoyens qui sont hors de son sein, ni inquiétude, ni jalousie, ni désespoir;

Due ce qui doit faire l'ornement & l'ambition des ministres catholiques, c'est de montrer l'exemple de toutes les vertus; & sur-tout de la tolérance & de la

charité;

» Considérant que la ville de Toulouse vient d'éprouver une commotion violente, à la suite d'inquiétudes sur le culte, qu'une serveur hypocrite a jetées dans des ames saciles à égater:

"Considérant que la protestation émise contre le décret du 13 avril, n'est signée que par les ducs, comtes vicomies, barons, marquir, cardinaux, archeveques; éveques, prieurs, cures, abbes, & autres beneficiers, députés à l'Assemb ée nationale, qui ne tiennent pas leurs pouvoirs du peuple, mais des ci-devant ordres de la no-

bleffe & du clergé :

n Que ces protestations décelent l'esprit de parti & le mécontentement de tous les ci-devant privilégiés contre les décrets qui ont prononcé l'égalité des droits, qui ont supprimé les ordres, qui ont détruit la féodalité, & qui ont réuni les biens du clergé dans les mains

de la nation;

» Considérant qu'il est du devoir de tout citoyen. & particuliérement encore de ceux qui sont appelés par le peuple à surveiller la chose publique, de repousser toutes les entreprises qui tendent à arrêter les esters de notre glorieuse révolution, & de dénoncer ces entreprises comme criminelles, impies & attentatoires aux droits

Lesdits ont arrêté qu'ils sont & demeurent inviolablement attachés aux décrets de l'Assemblée nationale, & au serment qu'ils ont prêté d'être fideles à la nation, à la loi & au Roi, & qu'ils défendront la constitution par tous les moyens que le patriotifme le plus pur leur suggérèra, & enfin jusqu'au dernier soupir;

n Qu'ils vouent à l'indignation & à l'infamie publique. Scheclarent traîtres à la patrie, tous ceux qui ont protesté & protesteront contre les décrets de l'Assemblée na-

tionale, ou adhéreront'auxdites protestations.

- n Et ils supplient l'Assemblée pationale d'ordonner que quiconque sera reconnu avoir sollicité des adhésions auxdites protestations, sera poursuivi extraordinairement comme perturbateur du repos public, & criminel de lese-nation. »

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt,	des Assignats de	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Lundi 24.	01.13 f. od.	ol. 19 f. 6d.	3 liv. 5 f. o d.



COURIER FRANÇAIS;

Du Mardi 25 Mai 1790.

Assemblée nationale du 22

Motion de M. de Mirabeau fur l'établissement d'un comité. Détails sur la ville de Montauban. Décret qui profionce l'établissement d'un tribunat de cassation. Discussion sur sur permanences

C'ÉTOIT une motion bien dangereuse que celle qu'a faite ce matin M. de Mirabeau l'aîné, à la luite de la lecature du procès-verbal. Lorsqu'il a été convenu d'ajouter l'épithete de Roi de Français à la fignature du Roi, lorsqu'il déclarera la guerre, ou concluera des traités, & que, d'après l'observation de M. de Mirabesu lui-même, on a eu écarté quélques vices de rédaction dans le dixieme article du rélebre décret de samedi dernier, l'honorable membre (I) a proposé de nommer un comiré chargé d'examiner les différens traités qui substitent entre la France & les puissances étrangeres, & d'en faire leur rapport à l'Assemblée, laquelle proponceroit sur leur ancantissement ou leur conservation. Il n'en failoit pas

⁽¹⁾ On nous a écrit pour le plaindre de l'opinien que nous avon témoignée sur le dérnier projet de décret de M. de Mirabeau; mou désirons nous être trompés. c'est au publie à en juger. Nous avon mis sous ses yeux ét le projet de l'homorable membre, és le décre qu. a été rendu à la suite de ce projet. Si l'on en trouge le premier article dans le projet de M. de Mirabeau; nous nous lemmes trom per dans noure jugement.

M. Freteau a lagement pressenti tous ces dangers; & il a propose d'ajourner la motion, & de la renvoyer au comité de constitution. Cet ajournement a été appuyé par M. Roberstpierre, & par M. de Mirabeau lui-même, qui. demandoit néanmoinsqu'ilsûtfort court, parce qu'ilcroyoit qu'il étoit essentiel que l'Assemble nationale s'occupat de ceux des traités qu'elle croira devoir ratifier. M. Goupil se bornoit à proposer, par forme d'amendement, que le comité de contitution fût charge de présenter une Térie d'articles constitutionnels sur les droits des nations. Mais M. Martineau a vu de loin le but, & il l'a atteint. Persuadé qu'ajourner une question de cette espece, c'est la même chose que de la soumettre actuellement à l'examon, & que les puissances intéressées ne s'irriteroient pas moins contre la France, lorsquelles sauroient que, dans lix mois d'ici, on discutera la question de savoir si leurs trairés subsisteront ou non , que , si l'on mettoit dès-àprésent ces mêmes traités sur le bureau, il a demandé qu'on palsat tout uniment à l'ordre du jour ; & c'est ce qu'a heureusement prononcé l'Assemblée.

M. de la Blache, au nom du comité des finances, a ici fait part à l'Assemblée des délais nécessaires qu'entraînent, & la fabrication du papier à assignats, & la signature de cette monnoie sictive; & comme le décret du 17 avril dernier ordonne que les biliers de la caisse d'escompte ne seront sonctions d'assignats que jusqu'au 15 juin, & qu'à cette époque, les intérêts cesseroient pour ceux qui ne les présenteroient pas, le comité demandoit qu'op prolonge înce terme jusqu'au 15 août. Après de très-lègeres observations de M. de Foucault, cette proposition a été accueillie. Ce dernier soutenoit qu'il y avoit peu de co

On a repris ensuite l'ordre du jour. La question de savoir en quels termes on ouvriroit la discussion, a fair perdre une bonne heure. M. Barrere qui avoir réussit dans une série de questions qu'il avoit proposées sur l'ordre primitif judiciaire, en a voulu proposer de nouvelles sur l'établissement du tribunal de cassation; & il vouloit qu'on disséquat ainsi la question: Y aura-t-il une cour de cassation, & quelles seront ses sonctions ? Sera-a-elle sédentaire, ou divisée en sections pour y remplie ses sonctions dans les départemens ? Ses membres seront-ils perpétuels ou temporaires ? Seront-ils nommés par le

peuple ou par le Roi ?

M. Merlin observoit que l'ordre du jour appelloit sa question de savoir si ce tribunal sera sédentaire ou ambulat; & qu'il falloit s'en tenir là. M. le Chapellier observoit que la méthode de M. Barrere feroit perdre beaucoup de temps; mais M. de Beaumez & M. Chabroud appuyoient la sous-division. M. Fréteau, qui aime quelquesois à faire étalage de son érudition, s'est perdu dans une longue & fastidieuse discussion, sur la différence quil y a entre la cassation & la revision, & sur l'origine de l'une & de l'autre. Heureusement la patience de l'Assemblée n'a pu y tenir, & il est descendu de la tribune. On est ensin convenu de poser ainsi la question: n Les jugemens en dernier ressort pourront-ils être attao qués par la voie de la cassation. » On a mis cette proposition aux voix; & l'affirmative a été décrétée sans zéclamation.

suis on a posé ainsi la seconde question: La cafsation sera-t-elle prononcée par des juges sédentaires, ou par des juges ambulans M. Mertin, qui le premier a parlé sur cette question, a soutenu que l'intérêt de la nation, celui de la justice & celui des justiciables Limoges, 10 mai. Une invitation solemnelle, adressée par la milice nationale de Limoges à toutes celles du département de la Haute-Vienne, & à celles des départemens voisins, a réuni sous nos murs une armée d'environ 4000 hommes. L'arrivée des troupes avois été marquée pour le samedi, veille du jour de la confédération. L'amour fraternel sur le leur rencontre: les divers détachemens surent conduits sur la place d'armes, où ils surent reçus avec les acclamations & les applaudissemens les plus viss. On leur y distribua des billets de logement.

Le lendemain des l'aurore, le bruit du canon annonça la cérémonie militaire qui se préparoit. A dix heures du matin, une salve d'artillerie sut le signal de la réunion. L'armée désila par ordre, & vint se ranger dans le camp de sédération, sur plusieurs lignes, sormant un bataillon carré. L'ordre & la tenue des troupes, la propreté & la variété des unisormes, les ondulations des drapeaux de différentes couleurs qui sottoient dans les airs, cet ensemble présentoit un coup d'œil aussi brillant que nouveau. Bientôt un spectacle plus ravissant encore vint charmer, en même-temps, les yeux & les oreilles; un détachement composé de grenadiers, chasseurs & volontaires de tous les bataillons de l'armée, part, d'après l'ordre du commandant gén

aéral, pour aller chercher le drapun de fédération; déposé à la maison commune, & MM. les officiers municipaux. Ge cortége majestueux, précéde d'une musique martiale, arrive devant la place d'armes, passe au milieu du camp. Le drapeau d'union déployé, sixe tous les regards: le brave Verdure, le plus ancien des cavaliers du régiment de Royal-Navarre, en garnison à Limoges, & qui étoit présent en corps à la consédération, le porte dans les rangs; & M. de Saint-George, Chevalier de l'ordre royal & militaire de S. Louis, le présente, en qualité de parrein, à l'autel de la patrie.

C'est au pied de cet autel, élevé au milieu de la place Tourny, & dont nous avons donné la description, lors du serment élvique, que les troupes vinrent

prononcer celui de confédération.

La foule inombrable des citoyens accourus de différentes ville voisines, la plus grande partie des habitans de Limoges, rendoient cette cérémonie encore plus intéressante. Les semmes occupoient les amphithéatres qui leurs étoient destinés, & ce sexe qui embellit tout, ajoutoit à l'éclat & à la pompe de cette sête patriotique.

Lyon, 15 Mai. MM. Perrussel & Arthaud, sous-lieutenans du district du Change, ont arrêté cette nuit, dans l'auberge du sieur Chartier, aux portes de S. Just, deux particuliers; l'un s'est dit le vicomte Dulac, & l'ausre son domestique On a trouvé au vicomte plus de 100 lettres; celles qui sont cachetées sont adressées à M. de Chamblanc, à Dijon, chez lequel il a dit qu'il alloit. Les lettres décachetées; & qu'on a parcourues, contiennent des libelles contre l'Assemblée nationale & ses membres. Le vicomte a déclaré qu'il vient de chez M. le Gondel d'Auvergne. On a su de l'aubergisse Chartier, que ce vicomte logicis l'année dernière chez lui, lors de l'incendie des châteaux du Dauphiné, sous le nom de Cruzelle.

On lui a demandé pourquoi ce changement de nom: il a répondu fort adroitement, que le dernier est un nom de terre qu'il prenoit aussi. Ge vicomre, vrai ou faux, don paroître devant la municipalié.

Un aide-major général, un adjudant & un autre officier de la garde nationale de Paris, arriverent à Lyon le 14 de ce mois avec des ordres pour conduire à Paris-M. de Bonne Savardin. Ce prisonnier leur a été livré, & il est parti avec eux le 15, à quatre heures du matin.

Nouvelles Etrangéres.

Montmeillant en Savoie, 19 mai. On soupire ici pour la liberté française; &t il y a grande apparence que toute la Savoie va faire éclater le même destr. Le peuple veut à toutes forces chasser les aristocrates français qui se sont resugiés ici. Le gouvernement s'y oppose, &t envoie des forces militaires pour les protéger. Les dragons qui ont paru, ont eu la témérité de tirer; mais on est venu à bout de les désarmer. Toute la ville est dépavée; le tocsin a rassemblé plus de 600 paysans, qui attendent de pied-serme les troupes qu'on veut envoyer contre eux. Les nations sont ensin décidées, à secouer le joug de l'esclavage; &t par-tout on célebre la nation française &t son bon Roi, qui viennent de proyoquer une si salutaire révolution dans toute l'Europa.

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affiguats de 1 200 i.	Intérêts des Aflignats de 300 l.	Intérêts des Affignats de 1000 l.
Mardi 25.	01/13 f. 4d.	ıl.ofo d.	3 liv. 6 f. 8 d.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les jours est de 3 liv. 10 sols par mois, on en vend à 3 sols le feuille peur ceux qui n'ent pas souscrit.

COURIER FRANÇAIS,

Du Mercredi 26 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 251

suprême de revisions cardinal de Brienne

EUX délibérations importantes, celles de Privas & de Mecde, portant anathème à celle des prétendus catholiques de Nismes, ont ouvert cette séance, & ont été fort applaudies. Il en a été ainsi de l'adresse des électeurs du département de Laine & Loir, qui, en encourageant nos augustes représentans sur leurs travaux, les invite à fouler aux pieds toute les calomnies que l'intérêt personnel répand contre leurs opérations, & à se persuader qu'invettis de tout le pouvoir de la nation, ils ont aussi acquis fon amour, fa reconnoissance & son inviolable attachement. Puis on a introduit à la barre les électeurs du département de Seine & Oife, qui sont venus prier l'Assemblée de considérer comme nulle une délibération qu'ils auvoient prise à Versailles, tendant à obtenir une indemnité de 4 livres par jour, pour tout le temps de la durée de l'Assemblée primaire; & ils ont ajouté qu'une telle demande, étant d'un dangereux exemple pour les autres départemens, ils s'empressent d'autant plus volon. tiers à y renoncer, qu'une semblable indemnité occasionneroit un impôt onéreux, & éloigneroit le peuple de la constitution. M. le président leur à repondu avec sa politelle ordinaire, & leur a permis d'affister à la séance.

e 1º. Il fera établi une cour de cassation, composée de 83 juges, dont un sera élu dans chaque département parmi les personnes domiciliées dans le territoire de ce dé-

partement.

20. Cette cour sera divisée en huit sections, dont cinq seront composées de 10 juges, & trois seront composées de 11 juges; il sera attribué à chacune de ces sections un nombre de départemens égal à celui des juges dont elle sera composée, les juges nommes par les dits departemens, seront membres de cette section.

a-3°. Chacune de ces sections siégera chaque année, pendant le temps qui va être marqué, en chacune des deux villes qui seront assignées, pour cet esser, dans l'étrendue des départemens attribés à cette section, pour y juger les matieres de cassation.

a 4°. Les féances commenceront, savoir la premiere, le premier mars, pour finir le 19 mai, & la seconde.

le 27 mai, pour finir le 14 août.

" 5°. Les procès y seront juges par écrit, & par 10 juges, y compris le raporteur qui n'aura point de voix délibérative, & aucune cassation ne sera jugée qu'aux deux tiers des voix.

« 6°. Dans tout arrêt de cassation, sera résérée en son entier la loi, qui par la contravention qui sera troug-

vée y avoir été faite, aura déterminé la cassation.

u 7°. Lesdites sections recevent, pendant le cours de leurs séances, les plaintes qui leur seront faites de rous abus qui pourroient avoir été commis dans l'administration de la justice, & en dresseront leurs procèsperbaux.

requête, aucun memoire relative à l'affaire. M. Barrere ; voulant observer un juste milieu entre les inconvéniens d'une entière ambulance, & ceux d'une permanence constante & perseverante, proposoit de composer le tribunal de 83 membres, pris dans chacun des départemens du royaume; d'en fixer 38 à des fonctions l'édentaires, & de diviser les autres en sections, qui iroient tenir leurs assses dans les départemens. Ceuxci, qui ne seroient que des missi dominici, feroient l'insetruction, & les autres procéderoient au jugement. C'est le même système que celui de M. Tronchet. M. de Clermont-Tonnerre, dans un excellent discours qu'il & rononcé sur les sonctions & les devoirs de cette cour, Touloit aussi qu'elle fût sédentaire, & qu'on y attachât quelques membres chevaucheurs. Mais M. l'abbé Royer, conseiller d'Etat, nous est venu precher une toute autre doctrine. Après avoir affuré l'Affeinbiée de la foumilion profonde de les confreres, les magiffrats du confeil, aux décrets de l'auguste areopage, il a cependant fait les plus puissans efforts, pour lui faire croire que le conseil des parties pouvoit lui seul former la cour pliniere; que le tribunal de cassation doit toujours Pere dans la dépendance du pouvoir exécutif, & que la prospérité de la monarchie dépend de cette maxime. Heureusement M. l'abbé Royer avoit oublié son rôlet, k il a été obligé de descendre de chaire, au milieu de fon discours. M. de S. Martin, qui a clos la séance, n'a fait que répéter ce qu'avoit déja dit M. Roberstpierre, pou démontrer que le tribunal de cassațion doit être pris dans le sein même de la l'gissature.

Nouvelles de Paris.

25 mai. La négligence ou l'inertie dont an accuse ich quelques tribunaux, paroît nous menacer d'un avenir dangereux, si l'on n'y remédie le plus promptement possiple. Tandis que l'on discutoit l'autre jour, à l'Assemblée

NOUVELLES DES PROVINCES. Civray, département de Vienne, 16 mai. Nos Assemblées

primaires sont finies le jour de l'Ascention ; les municipalités de campagne, pour témoigner leur reconnoissance à la milice nationale, firent preparer un grand repasdans l'église des ci-devant capucins de notre ville. Le curé de S. Gaudent, n'ignorant pas qu'il n'y eût quelques procès entre des membres de cette milice, proposa de signaler un si beau jour, en terminant toutes les procédures à l'amiable ; les juges de paix se retire. rent sur le champ dans le résectoire des ci-devant capucins, chaque partie plaida sa cause, & le jugement fut rendu. Les parties plaidantes s'embrasserent ensuite avec la plus loyale cordialité, & retournerent à table, où chacun se livra à la joie la plus pure. Après le repas, on descendir à la place, où l'on dansa. On vit alors' ce que peut produire une constitution sage, qui atrache tous les hommes par les liens du cœur & de la reconnissance mutuelle. Les curés, les capucins, les officiers municipaux, les juges, les dames, les filles, les cultivareurs, le pauvre & le riche, tous les citoyens danserent pêle-mêle, se réjouirent ensemble amicalement, lans aucun égard pour les apciennes distinctions, & se donnérent reciproquement des marques. d'amitié.

On doit principalement à M. Pressac de la Chainaye curé de St Gaudent, cette heureuse harmonie qui regne dans nos villages. Ce pasteur respectable a invité toutes nos paroisses à planter un mai à la porte de leur maire, & il en a donné le premier exemple. Il a fait transporter fur un terrein commun , deftine aux ballades, un petit chêne avec toutes ses racices. Là, il a Memblé tous les enfans de sa paroisse, auquels il a fait couvrir de terre le petit arbre, enrichi de rubans aux trois couleurs nationales. Après la plantation, Patrice-Theodore Presse Desplanches son neveu, âgé de cinq ans, a porté la parole à tous ses camarades, & a dit : Mes amis, c'est un mai que nous offrons à la nation. La liberté le plante, l'union, la paix & la concorde le seront croître. Cultivons-le ; il rappellera l'année qui décide de notre bonheur. Tous les hommes se réjouissent de la révolution, c'est à nous, qui en sentirons l'avantage, à nous livrer au plaisir. » On a ensuire dressé une table autour du chêne, où les petits citoyens one diné, & le sont livrés à la joie. Au dessert, tous cos

petits cultivateurs ont été étonnés de voir partir du pied de l'arbre des susées voiantes, qui ont ajouté un nouvel agrément à la sête nationale. C'est ainsi que les Grecs & tous les peuples primitifs gravoient les grands événemens dans le cœur de leurs enfans; & dans mille ans ceux qui habiteront la paroisse de S. Gaudent, raconteront encore à leur postérité l'histoire de cette cérémonie patriotique.

Chavanne, département de l'Ain, 19 mai. Notre canton, mon cher Courier Français, n'est pas le même qu'il étoit autrefois. Déponrvus de juges, que nos feigneurs négligeoient de faire résider chez nous, nous vivions au mifieu de la licence & de l'insobordination : tout est rentré dans l'ordre; notre municipalité maintient par-tout la paix, & notre milice nationale, au nombre de 200, fait respecter les propriétés. L'Affemblés primaire de no. tre cauton a fait très-paisiblement toutes ses opérations, &, à la derniere séance, 900 gardes nationales ont prié le président de vouloir bien recevoir leur serment civique. Tel est le fruit de la sage constitution que nos augus-Res représentant viennent de nous donner ; tel est l'usage que nous avons fair de cette déclaration indécente & facrieuse de quesques prêtres, nobles ou magistrats de l'Assemblée nationale, qui eussent bien désiré que nous nous fussions barrus pour les maintenir dans la possession de gant de biens qu'ils avoient usurpés.

Sens, 22 mai. Plusieurs municipalités ayant demandé à M. le cardinal de Loménie le rétablissement d'une procession supprimée par son prédécesseur, le prélat leur a fait hier la réponse suivante:

Les habitans de voire communauté, Monsieur, viennent de me présenter une requête, par laquelle, tant en leur nom qu'au nom des municipalités voisines, ils demandent le rétablissement d'une procession supprimée par M.

le cardinal de Luynes.

Vous sentez, Monsieur, les difficultés que j'ai à rétablir une procession, dont la suppression a été suite en connoissance de cause, par mon prédécesseur; mais ce qui m'arrête encore particuliérement, c'est la crainte que le rétablissement d'une dévotion extraordinaire et interrompue n'occasionne quesque trouble.

Vous pouvez être instruit que le rétablissement de sem,

tout d'être contraire à l'ordre public.

Les circonstances actuelles m'imposent donc la loi de ne pas déférer aux instances des habitans de votre communauté. Je suis persuadé que vous & MM. les officiers municipaux serez les premiers à leur faire goûter mes raisons, & que vous leur serez sentir que le premier, le plus méritoire des actes de dévotion, est la soumission à l'ordre public, & à tout ce qui peut contribuer au maintien de la paix & de l'union entre toutes les classes des citoyens; que rien de ce qui pourroit altérer ces sengimens, ou en faire supposer de contraires, ne doit être autorisé, & que leurs prieres mêmes perdroisar de leur mérite, si on pouvoit leur supposer un autre motif que celui qui les anime.

Au reste, Monsieur, d'ici à l'année prochaine j'examinerai avec attention les raisons qui ont déterminé la suppression de cette procession, & si alors rien ne s'y ope pose, je pourrai me porter à l'autoriser, au moins dans les années différences de celle-ci, dans laquelle tout annonce que la providence, touchée de nos vœux, ne doit pas être sollicitée extraordinairement, pour nous accorder une récolte favorable, Signé, le cardinal de

Loménie.

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Int érêts des Assignats de 300 l.	Interêts des Affignats de 1000 l.
Mercredi 26.	o 1. 13 f. 8 d.	Il. o f. 6 d.	3 liv. 8 f. 4 d.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 sols par mois, on en vend à 2 sols la tenille pour ceux qui n'ont passoulcrit-



COURIER FRANÇAIS,

Du Jeudi 27 Mai 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 261

Décret & proclamation sur les troubles de Paris. Instruction de la municipalité de Bordeaux à sa milice nationale.

ETTE séance a été ouverte par la lesture d'une delibération bien intéressante. C'est celle de la municipálité de Lons-le-Saulnier, prise sur le réquisitoire du procureur de la commune contre le chiffon scandaleux des pre rendus catholiques de Nismes. Ce réquisitoire est plein de force, d'énergie & de vérité. Après avoir fait observer que les catholiques de Nismes, assemblés aux Pénitens-Blancs, sont une section de ces factieux de Paris, qui se sont quelquesois réunis aux Capucins, le procureur de la commune ajoute : " qui de vous se seroit attendu de voir arriver sur la scene un autre catholique, nommé Jean du Barry pour échauffer par ses sermons les fanatiques de Toulouse? Ce Jean du Barry, l'ancien apôtre de la débauche, l'ancien artisan de nos miseres, ose aussi parler de religion; & l'infâme ne craint pas de souiller cette fille du ciel par son haleine impure.... » La délibération qui suit ce plaidoyer vraiment intéressant, n'est pas moins vigoureuse, & elle déclare que tous ceux de l'Assemblée nationale, qui ont signé la déclaration seditiense qui a donné naissance à tant de mouvemens, ne sont point partie de ce corps auguste, & ne participenç

point à sa puissance; & que tous ceux qui ont signé la délibération de Nismes, sont des sanatiques égarés, des hypocrites dangereux, des insensés qu'il faut livrer à leurs propres remords. Il paroît que toutes ces déclarations fanatiques ont fait le même effet à Clermont-Ferrand; &, pour montrer à MM. Maury & consorts qu'elle est trop bonne catholique pour laisser passer les biens ecclésiastiques en pays étranger, elle vient de porter à dix millions sa soumission qu'elle avoit d'abord cru devoir borner à cinq millions. L'adresse ne dit pas si la beau château de son évêque sera compris dans cette acquisition. La ville d'Amiens a fait aussi sa soumission pour

feize millions.

Une lettre de M. de la Tour du Pin, lue ici, nous a appris que la municipalité de Haguenau s'est resusée à l'exécution d'un arrêt rendu par le conseil souverain d'Alface, portant élargissement d'un sieur Heller, emprie sonné par les ordres de cette municipalité; & le ministre rendoit compte des précautions que le Roi avoit eru devoir prendre, pour la déterminer à relâcher ce ciroyen. Une autre lettre du même ministre instruisoit l'Assemblée de ce qui s'est passé à Lyon, à l'occasion de l'arrivée d'un détachement du régiment de Penthievre, dragons, qui y venoit tremplacer un autre détachement du régiment Royal Guienne. La municipalité de cette ville, extrêmement attentive à tout ce qui peut intéresser la liberté, avoit requis M. d'Avejean, commandant de ce dernier détachement, de rester dans la ville; mais, fondé sur les ordres du Roi, il n'a pas cru devoir déférer à la réquisition de la municipalité. M. de la Tour du Pin faisoit part à l'As-Temblée du projet de lettre qu'il se proposoit d'écrire à Lyon, pour inviter les officiers municipaux à se rensermer dans les termes des décrets de l'Assemblée, qui borment aux temps de troubles, les relations des municipalités avec les troupes de ligne; mais l'arrivée précipitée de M. Bailly à la tribune, a suspendu cette délibération, & elle n'a pas été reprise.

Le chef de la municipalité de Paris venoit instruire l'Assemblée de l'état de cette capitale. Il a dit qu'un trèsgrand nombre devagabonds étrangers arrivoient journellement à Paris, & se mêloient parmi le peuple pour le séquire; que, depuis plusseurs jours, on a répandu de l'ar-

M. du Quefnoy n'a pris fur cela la parole que pour voter des remercimens à la municipalité de Paris. M. Villace observoit qu'on soudoie les scélérats dans Paris, qu'on les fait foreir de prison en leur donnant de l'argent, & que l'on donne à plusieurs d'entr'eux 24 sous par jour, pour les obliger à mendier. M. l'abbé Gouttes ajoutoit que plusieurs officiers de districts l'avoient assuré avoir repris plusieurs fois le même homme dans une semaine. & qu'à peine arrivés dans les prisons, les vagabons recevoient fix francs pour en fottir. M. Bailly est convenu que telle étoit en effer la rumeur publique, que l'un de ceux que le peuple a pendus a même avoué que ce seroit inutilement qu'on mettroit en prison, parce qu'il en fortiroit bientôt avec six francs de plus, mais qu'il necroyoit pas qu'il en fût ainsi, & qu'il paroissoit seulementque tous sont convenus de tenirlemêmelangage. M. Prieur a remarqué ici que le nombre des vagabonds n'est pas si grand à Paris qu'on le pense, & que se comité des recherches s'est affure qu'il n'excede pas celui de 1500; mais paux des villes voisines de paris, à ne laisser passer aucun étranger sans passeport, & q'uà chaque porte de la ca-

pitale, les commis suffent chargés de les vérifier.

M. Bailly, sur l'imputation faite au Châtelet, avoit annonce que M. Talon, lieutenant civil, se présenteroit lui-même pour justifier ce tribunale. L'honorable membre est ici monté dans la tribune, & a rendu compte des procédés de sa compagnie dans le jugement des accusés soumis à sa jurisdiction. Il a d'abord observé qu'autrefois le nombre des prisonniers ne montoit qu'à 350, & qu'au-Jourd'hui il s'éleve à 800 ; que l'hôtel de la Force seul en contient 260; que plusieurs causes ont multiplié les accusés. La premiere, le changement de régime dans l'administration; car tous ceux que la police envoyoit autrefois arbitrairament à bicêtre, sont devenus justiciables du Châtelet; & c'est pour cela qu'il entre journellement douze à Is personnes dans ses prisons. Secondement, la nouvelle forme de la procédure, qui ne permet pas de juger plus de deux personnes par jour, tandis qu'on en jugeoit autrefois jusqu'à dix. Enfin, la suspension des jugemens prévôtaux ne contribue pas peu à cette multiplication de coupables; parce que, plusieurs d'entr'eux ayant été condamnés, attendent dans lesprisons le supplice qu'ils ont mérité, M. Talon ajoutoit que la forme de la procedure d'un peuple libre ne permet pas de retenir en prison un homme contre lequel il n'y a pas de charge; & que cependant, depuis douze jours, M. le lieutenant criminel n'avoir ordonné aucun élargissement provisoire que sur l'avis de deux adjoints.

L'Assemblée nationale, satissaire de cette explication du jeune magistrat, en a ordonné l'impression; puis, elle a décrété que le comité des rapports se consertéroit avec ceux de mendicité & des recherches, & rendroient compte samedi pochain, à l'Assemblée, de l'état des vagabonds dans la capitale, & des moyens d'en éloigner les étrangers inutiles & sans aveu M. Thouret a dit ensuite que le scrutin pour l'élection d'un président, n'avoit produit aucun

résultat, & que les voix se sont partagées entre M. de Beaumetz & Emmery.M. Garat a alors ouvert, la discussion fur la permanence de la cour suprême de revision. Son avis étoit que, l'intérêt du peuple exigeant que les plaideurs eussent, le moins possible, recours à la voie de cassation, il falloit qu'il fût placé auprès du pouvoir exécutif, à quelque distance que puisse être le plaideur de la capitale. M. Chabroud, qui avoit tant fair d'efforts, pour faire ambuler ses juges ordinaires, a renouvelé ici sa tentative pour l'ambulance de la cour de cassation; & les moyens qu'il employoir alors, c'est-à-dire l'intérêt de justiciable, celui de la justice, & celui de la nation entiere, il les faisoit valoir aujourd'hui en faveur de ce tribunal suprême. Il concluoit à ce que les officiers préposés à connoître de la caffation, fussent distribués en onze sections, placées dans les principales villes du royaume; que chacune d'elle eût sept ou huit départemens dans son ressort; que la ville de Paris formeroit seule un ressort avec deux on trois départemens; & que les membres des sections seroient distribués annuellement par la voix du sort.

L'Affemblée a clos ici la discussion. Puis on a lu les différens projets de décret, & particuliérement celui de Ma Barere, pour lequel M. de Beaumetz a réclamé la priotité; mais sur l'observation de M. le Chapellier, elle a été décernée à la question posée ainsi : les juges qui connoîtront de la cassation, seront-ils tous sédentaires ou ambulans? » M. Rewbell en a demandé la division qui a été resusée; & tout de suite, l'Assemblée a décrété que « tous les juges qui connoîtront de la

m cassation, seront sédentaires m.

M. Peythion a ensuite sagement observé qu'en décidant la permanence du tribunal, on n'avoit pas prononcé si les officiers seroient ou non divisés en sections, & il a sait appercevoir tous les dangers qui résulteroient de l'établissement d'un corps nombreux, sédentaire, occupé de l'interprétation de la loi, & n'ayant, pour ainsi dire, qui que ce soit au-dessus de lui ll a ajouté que l'unité de ce tribunal n'entraîneroit point l'unité de la loi, ni l'unisormité de la jurisprudence, & que jamais cette unisormité ne pourra subsister, qu'on n'ait résormé nos loix, résorme qui n'est pas prête à être achevée. L'hornorable membre concluoit à ce que ce haut tribunal sût distribué en plusieurs sections.

M. Loice s'est essoré de combattre cette opinion, vivement soutenue par M. Goupil de Préseln; mais l'Assemblée a sermé austirôt la discussion sur ce sujer. Puis M. de Beaumetz a demandé que la question sût renvoyée au comité de constitution; et il ajoutoit qu'en établissant ainsi plusieurs sections de cette haute cour, on vouloir ranimer les cendres des parlemens; qu'on étabiroit un grand corps de magistrats, qui, ayant auprès du Roi un point central, étendroit ses rameaux et se correspondance dans tout le royaume, et déployeroit une verge de ser sur tout l'ordre judiciaire. La discussion n'a pas été plus loin; et la question a été renvoyée au comité de constitution.

On a ensuite, d'une voix presque unanime, décrété qu'il n'y avoir pas lieu à délibérer sur la demande faite par M. Delabat, deputé de Marseille, de sa démission, pour être remplacé par l'un des six suppléans nommés

derniérement par la sénéchaussée de Marseille.

M. le président a annoncé ici un courier extraordinaire de Montauban. Ses dépêches se réduisoient à plusieurs exemplaires imprimés du procès-verbal diessé le 10 par cette municipalité, sur les troubles de cette ville; & dans une lettre dans laquelle elle se plaint des prétendues calomnies répandues contre elle, & des tracasseries que lui suscitent, dit-elle, les ennemis du bien public; M. Faydel, toute aussi bon aristocrate que sa municipalité, mais qui malheureusement n'a pas les talens pour en soutenir le rôle, ajoutoit que plusieurs villes, voisines de Montauban, lui ont offert des secours, & qu'il est trèsimportant que l'Assemblée lui sit connostre ses intentions. De toutes parts, on a prié M. Faydel de nommer ces villes; mais il a renvoyé les curieux aux dépêches qui n'en disoient pas un mor. Puis l'Assemblée a renvoyé le tout à son comité des rapport.

Comme quelques membres du cul-de sac des noirs se sont estorces de calomnier la garde nationale de Bor-deaux, & qu'ils ont prêsé des vues hostiles au détachement de Moissac, hous devons leur mettre ici sous les yeux l'instruction qui lui a été donnée, le 18, par la

municipalité.

ART. I. La municipalité de Bordeaux n'ayant requis le détachement de la garde nationale bordeloife, que dans l'ojet unique de concourir au rétablissement de

II. M. le major-général est trop pénétré du respect que tout Français doit aux décrets de l'Assemblée nationale, pour ne pas faire observer la plus exacte discipline, & pour ne pas rendre aux diverses municipalités, sur le territoire desquels il passera, tous les égards que leur assurent, & les loix, & les sentimens de fraternité , qui nous unisseux à elle ; la parfaite confiance des officiers municipaux dans le patriotisme de la garde nationale bordeloife, leur garantit que M. le major-général ne rencontrera aucun obstacle dans l'exécution du présent article. & que la garde nationale ne perdra pas un seul instant

de vue l'obéissance qu'elle doit à son ches.

III. M. le major-général ne pourra consentir dans aucun cas qu'il s'unisse au détachement, ni même qu'il marche à sa suite aucunes portions des gardes nationales, ni aucuns individus armés, que tout autant que lesdites portions de gardes nationles ou individus armés représenteroient une réquisition à eux faite par les municipalités auxquelles ils appartiennent.

IV. Dans le cas que sur les réquisitions des municipalités de la route il se joigne d'autres détachemens à celui. de Bordeaux, M. le major-gépéral voudra bien observer que ces détachemens ayent à leur tête leurs propres

officiers.

V. Au surplus, la municipalité de Bordeaux prévient M. le major général que les détachemens qui pourroient être requis par leurs municipalités respectives de s'unir. au nôtre, seront absolument à la charge de leur commune pour tous les frais qu'occassonneroit leur marche,

sans aucune exception, celle de Bordeaux ne pouvant

les supporter, ni même en faire les avances.

VI. L'espérance que les maire & officiers municipaux conçoivent, que le bon ordre & la tranquillité pourroient être rétablis à Montauban, avant même l'arrivée à Moissac du détachement de notre garde nationale, les a fait d'avance s'occuper des moyens de suspendre dans ce cas sa marche, & d'éviter à nos concitoyens des satigues, & à la commune, des dépenses qui cesseroient d'être utiles: en conséquence, si la municipalité, d'après les instructions qu'après été expédieroit un courier à M. le major-général pour le requérir de suspendre sa marche & de ramemer notre détachement à Bordeaux.

VII. Et sera la présente instruction lue par M. le major-

général à la tête du détachement.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Marfeille, 18 mai. Par une proclamation de la muicipalité, affichée dimanche dernier, les ouvriers & autres
personnes à la journée, qui pouvant recevoir des affignats
en paiement, seroient embarrasses sur la maniere de les
employer à leurs affaires de détail, sont prévenus que
tous les mardi, jeudi & samedi, on leur échangera dans
la maison commune, les affignats dont ils pourront être
porteurs, contre de l'argett. C'est par de pareils traits
que la municipalité qui avoit déja des droits à l'essime
des Martellois, en acquerra d'imprescriptibles à leur reconnoissance.

	/ M A I	1790.	
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Jeudi 27.	ol. 14 f. od.	11. 1 f. o d.	3 liv. 10 f. 0 d.



COURIER FRANÇAIS

Du Vendredi 28 Mai 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 27.

Décret sur l'organisation de la garde nationale de Meaux.

Autre sur l'assemblée d'Arbresse. Décret de surséance à tout
procès ecclésiastique. Don patriotique des Français établis
à Cadix. Décret sur les tribunaux de commerce. Autres
sur quelques troubles de Perpignan, du Forez & du Bourbonnois. Lettre de M. de Lameth à M. de la Fayette.

l'ouverture de cette séance, on a particulièrement remarqué celle de la municipalité de l'Orient, qui, riche en sentimens de patriotisme & de rasson, dévoue à l'exécration publique, & la déclaration du sabbat des Capucins, & la délibération prise chez les Pénitens de Nismes. Puis M. Camus a lu la liste des décrets constitutionnels, acceptés par le Roi, & contresignés du ministre, que M. le garde-des-sceaux venoit d'envoyer pour être déposés dans les archives de l'Assemblée. M. Chabroud a ensuite annoncé que la contribution patriotique de Passy, près Paris, montoit déja à 48,655 liv. 8 sols, & que la ville de Tour venoit de faire sa soumission d'acquérit pour quatre millions de biens nationaux.

M. Vieillard a rendu compte ici de quelques difficultés furvenues à Meaux à l'occasion de la formation de sa garde nationale, & il a présenté le décret suivant, qui a été adopté sans réclamation. « L'Assemblée nationale, » après avoir entendu son comité des rapports, déclare

» qu'ell aprouve le nouveau régime provisoire donné » à la ga de nationale de Meaux, par les officiers muni-» cpaux de cette ville, & qu'aucun membre de la garde » nationale de l'ancienne organisation, ne pourra en » remplir les fonctions, s'il ne s'est fait incorporer dans » l'une des nouvelles compagnies ».

Un autre membre du même comité, M. Fermont, a follicité un décret, dont l'objet étoit d'appaifer quelques troubles survenus à l'Arbresse, petite ville du département de Rhône & Loire, à l'occasion de l'assemblée primaire du canton dont elle est ches-lieu. Voici

l'histoire de cet événement.

Les citoyens actifs de ce canton s'étoient rassemblés le 17 de ce mois dans une église de l'Arbresle, pour nommer leurs électeurs. Des les premieres opérations de l'assemblée, il se manifesta une mauvaise humeur contre les officiers municipaux de l'Arbresle, de la part des citoyens actifs des communautés voilines, qui presageoit un orage férieux. On les contraignit d'abord à quitter leurs écharpes. Le dénombrement des citoyens actifs étant de 1200 environ, nécessitoit deux assemblées primaire. La municipalité de l'Arbresse les réclame, & on n'a aucun égard à les représentations : on ouvre le scrutin pour l'élection du président, on trouve un plus grand nombre de billets que de votans: tout cela n'empêche pas qu'on aille en avant. Mais la municipalité de l'Arbresle ne voulant pas participer à tant d'irrégularités, proteste & se retire, ainsi que 16 à 18 citoyens actifs de cette ville. Dès-lors ceux qui restent assemblés ne veulent plus que la garde de l'assemblée reste à la milice nationale de l'Arbesle : on fait venir la brigade de maréchaussée du lieu, qui s'empare du poste.

Cependant la municipalité envoie un exprés à M. Clergeon, l'un des commissaires du Roi pour la formation du département de Rhône & Loire. Il répond que les citoyens du canton de l'Arbresse doivent se diviser en deux sections; il invite les officiers du ches-lieu à veiller à la tranquillité & au bon ordre dans les assemblées, & annoce la nullité de toutes celles où ces principes ne se-

roient pas suivis.

MM. Reymond & Lacroix, maire & procureur de 14 commune de l'Arbrelle, se présentent à la porte de l'églisé pour communiquer la décision du commissaire du Roi aux

» L'Affemblée a en conséquence décrété que son présin dent se retirerou pardevers le Roi, à l'effet de supplier,
n 1° de faire donner des ordres pour la convocation d'une
nouvelle assemblée du canton d'Arbresse, sans que les
nossiciers municipaux puissent s'y présenter en écharpe,
n ni y prendre aucune préséance. 2°. Pour faire insormer
n ces auteurs, moteurs & instigateurs des troubles arrivés

» dans cette assemblée ».

M. d'Harambures a instruit ici l'Assemblée d'une délibération prise par quelques dragons du régiment de Lorraine, en garnison à Tarascon, dont le but étoit de chasser du corps plusieurs de leurs officiers, dont ils étoient mécontens. En dénonçant cette délibération comme contraire à la subordination qui doit régner parmi les troupes, l'honorable membre ajoutoit, d'après des instructions reçues de M. Gibert, commandant, que le directeur de la poste avoit afforé que plusieurs de ceux des soldats qui ont résidé à Marseille, ont souvent reçu des billets à ordre depuis qu'ils demeurent à Tarascon. M. d'Harambures ... qui ne doutoit pas que ces gratifications ne vinssene de quelques ennemis du bien public, proposoit un projet de décret, pour improuver la conduite de ceux qui avoient contribué à la délibération; mais, comme l'affaire ne paroissoit pas suffisamment instruite, l'Assemblée a préféré de la renvoyer à ses comités réunis des recherches, militaire & des rapports.

M. Martineau, avant qu'on entamât l'ordre du jour, a observé que quelques corps ecclésastiques, malgré les dispositions des décrets de l'Assemblée nationale, usent moore des biens attachés à leurs bénésices ou à

« L'Assemblée nationale a décrèté & décrete, 1°, qu'ils » lera lurlis à toute laisie, exécution, vente de fruits & » de meubles, & à toutes poursuites généralement quel-» conques contre les corps & communautés eccléfiasti-» ques, séculiers & réguliers, jusqu'à ce qu'il en ait été » autrement ordonné, & que tous les meubles & effets » mobiliers qui pourroient avoir été saisis, seront remis » à la garde desdits corps & communautés, qui en ren-» dront compte à qui il appartiendra; 2°, que tous ceux » qui sont ou se prétendent créanciers d'aucun desdits corps » ou communautés seront tenus de remettre aux assemy blées administratives de département leurs titres de » créance, pour y être examinés, & ensuite pourvu à » leur paiement; 3°. que pendant quatre mois, à compter. » du jour de la formation des affemblées de district & » de département, il sera sursis à l'instruction de toute » contestation, instance ou procès, mus ou à mouvoir, » entre toutes personnes quelles qu'elles puissent être, » & quelque corps ou communauté que ce foit, concer-» nant les fonds & droits qui ont été déclarés être à la n disposition de la nation ».

Quelques honorables membres vouloient qu'on exceptât du fursis les sournisseurs des maisons religieuses; mais cet amendement a été rejeté, & M. Martineau a ajouté que le comité s'occupoit de prendre des moyens de faire sub-sister ces communautés de l'un & de l'autre sexe. Ensuite M. de Canteleu a présenté, au nom des Français établis à Cadix, un don patriotique de 83953 liv. 6 sols 6 denque ces généreux citoyens sont, indépendamment de leur contribution du quart. L'honorable membre a de plus recommandé cette sactorerie à la solligitude de l'assemblée; & celle-ci a ordonné que son président lui écri-

roit une lettre de satissaction, & qu'il seroit sait une mention honorable de sa conduite dans le procès-verbal.

On a ensuite entamé la question de savoir si nous / aurions ou non des juges d'instruction, & particulièrement des tribunaux particuliers de commerce. M. Nairac, député de Bordeaux, a réclamé la *conservation des jurisdictions consulaires, dont il a sagement préconisé l'utilité. M. Leclerc, ce citoyen respectable, que sex vertus civiques ont, dans l'ancien régime, porté à toutes les places auxquelles un citoyon pouvoit être admis. M. Leclerc, ancien juge-consul de Paris, a parfaitement démontré la nécessité de cet établiffement, tant pour l'intérêt des justiciables, que pour la prompte expédition de le justice. M. Goupil de Préfeln a beaucoup exagéré les frais occasionnés par les déclinatoires & les réglemens de juge, qui sont la suite des tribunaux d'exception; & il a demandé que les juges ordinaires jugeassent de toutes les affaires, & qu'en matiere de commerce, on leur donnât des négocians pour jurés. M. Garat l'ainé étoit d'un tout autre avis, & il soutenoit qu'on devoit y regarder à deux fois, avant de détruire une institution qui doit sa naissance au chancelier de l'Hôpital, M. Buzot ne vouloit des juges d'exception que pour la police; & M. Desmeuniers, craignant que la terreur qu'inspirent les tribunaux d'attribution, ne portat l'As-1emblée à attribuer aux juges ordinaires les matieres même d'impôt, réclamoit au moins l'ajournement. M. de S. Martin n'a pris la parole que pour appuyer l'opinion de M. Goupil; mais ce qui a fixé l'opinion, c'a éré un excellent mémoire de MM les députés extraordinaires du commerce de France, & une lettre du commerce de Paris, qui, lus ici, ont fait sentir la nécessité absolue de conserver des tribunaux de commerce. L'Assemblée a en conséquence décrété » qu'il y aura des » tribunaux particuliers pour les jugemens des matieres n de commerce.n

La féance a fini par deux décrets de peu d'importance, rendus à l'ocafion de quelques troubles arivés, pour le prix des grains, à Perpignan, à Montbrison & à Montguai du Donjon, que nous pourrons rapporter dans

notre prochain No.

27 mai. Nous avons parlé hier de la proclamation de la municipalité, lue à la féance de l'Assemblée nationale

Par M. Bailly. Voici cette piece importante:

" L'administration municipale n'a pu apprendre, sans la plus vive douleur, ce qui s'est passé les deux jours derniers. Elle ne veut point caractériser ces événemens. funestes. Elle craindroit de laisser un monument honteux pour ce peuple dont les motifs sont purs, lors même queses actions sont criminelles. Un faux zele pour la justice l'égare. Il ignore, sans doute, ce qu'il y a d'odieux à se rendte tout à-la-fois partie, juge & exécuteur. Ce peuple qui a conquis la liberté, voudroit-il donc exercer la plus violente tyrannie! Ce peuple bon & sensible,... veur-il ramener des jours de meurtre & de sang, souiller les regards de l'Affemblée nationale, ceux du Roi & de son auguste famille, de spectacles arroces & de scenes révoltantes? Ne voit-il pas que ces violences ces affassinats déguilés sous le nom de justice, ne peuvent qu'effrayer les bons citoyens, les forcer à fuir le sejour de la capitale, détruire entiérement ses ressources & son commerce, & priver toutes les classes industrieuses des moyens de sublistance que leur offtent les dépenses & les consommations des hommes riches qui cherchent la tranquillité & la paix ? Ne voit - il pas qu'il sert, par de pareils excès, les ennemis de la révolution, qui ne peuvent manquer de contempler, avec plaisir, des désordres qui la feroient hair de ceux qui confondent la licence, dont elle est quelquesois le prétexte, avec la liberté qu'elle doit nous assurer pour jamais? Non , l'adminis-, eration ne peut croire que ce soit les habitans de Paris, ses véritables citoyeus, qui se portent volontairement à des violences aussi coupables. Une foule d'étrangers & de vagabonds infectent la capitale. Ils sons payes pour nuire, pour troubler tout. L'administration est instruire que l'argent a été répandu dans le dessein d'entretenir. une dangereuse fermentation; &, sans la continuelle vigilence, les efforts soutenus de la garde nationale, & son infatigable patriotisme, l'or prodigué à des hommes, sans principes, sans patrie, sans autres ressources que le crime, eut peut-être déja renversé la constitution qui

26 mai. Le bruit qui s'est répandu ici de l'intention que l'on attribue mal-à-propos à M. de Lameth, l'ainé, de capter la bienveillance du peuple, pour supplanter M. de la Fayette, l'a déterminé à lui écrire la lettre suivante:

" J'apprends, monsieur, que sur la difference qui s'est manisestée, depuis quelque temps; dans nos opinions à l'Assemblée nationale, & particulièrement dans la délibération relative au droit de paix & de guerre, on répand avec profusion dans Paris, que j'aspire à vous remplacer dans le commandement de la garde nationale. Ouelqu'éloigné que je sois de croire qu'on peut jeter les yeux sur moi, & quelque prix que je mette à toutes les distinctions qu'on peut devoir au suffrage de ses concitoyens, je me dois déclarer que je n'en ai jamais conçu la pensee, & que si cet honneur m'etoit offert je ne l'accepterois pas. C'est sans aucune ambition, c'est avec la ferme résolution de n'accepter jamais aucune place, que je me suis dévoué à la désense de la liberté. & que je ne cesserai de travailler pour elle, jusqu'à ce que la constitution qui nous l'assure ait été achevée, dans les principes suivant lesquelles elle a été commencée;

je rougirois si rien dans ma conduite pouvoit jainais aus toriser à croire que j'eusse été guidé par quelque motif d'intérêt personnel.

"J'ai l'honneur d'être avec un inviolable attachement, monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Charles de Lameth.

P. S. Vous trouverez simple, monsieur, que dans un moment où je vois mes intentions attaquées par des menées obscures & des propos calomnieux, je mette à les repousser toute la publicité qui convient à mon caractere. Charles de Lameth.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Tonneins, 21 mai Notre détachement bordelais a été recu à la Réolle avec tous les honneurs de la guerre. On l'a régale du bal & des variétés. Hier est arrivé une députation de Montauban, composée de deux officiers municipaux, de deux membres de la commune & de trois peres de famille, dont les enfans sont prisonniers. Le crime est peint sur le visage des municipaux; & ils ne nous ont parlé qu'en tremblotant. Cependant, ils ont eu l'audace de nous dire qu'ils relâcheroient les prisonniers, si nous voulions abandonner le dessein d'aller à Montauban : & ils ont osé ajouter qu'ils ont du canon, & qu'ils repousseront la force par la force. Cette imprudence a rempli d'indignation tout le détachement. Si nous voulions 30 mille hommes de secours, nous les aurions bientôt. Hier. 12 à 15 régimens nous ont envoyé offrie toutes leurs forces; mais nous voulons la paix chez nos freres, & non faire couler leur fang.

M A I 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Assignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1000 l.
Vendredi 28.	ol. 14 f. 6 d.	11. 1 f. 6 d.	3 liv. 11 f. 8 d,



COURIER FRANÇAIS,

DU SAMEDI 29 MAI 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 28.

Décrets additionnels fur les municipalités. Démolition des forts de Marseille. Révolte des prisonniers de cette ville. Etat de nos armemens. Réponse de M. de la Fayette à M. Charles de Lameth.

A séance d'hier soir a été sort importante par les adresses patriotiques qui y ont été lues: on y a particuliérement remarqué selle de la garde nationale de Poitiers. Ce corps respectable, brûlant, comme tout le département, d'un saint zele pour la patrie, a dénoncé au procureur de la commune de Poitiers le libelle insame, dont nous avons déja parlé, & qui est signé par les députés impariaux de l'Assemblée nationale, en l'invitant à faire toutes les poursuites nécessaires pour découvrir les auteurs de cette lettre incendiaire, adressée par un sabbat sacerdotal, à toutes les essemblées primaires du départemeet de la Viennie. La lecture de cette dénonciation a sait frémir les noirs; ils ont désavoué le libelle, & le cul-de-sac qu'on appelle des impériaux, a sormellement soutenu ne l'avoiri jamais sonscrit.

On fit de plus lecture d'une délibération du même pays, & qui ne fit pas moins de sensation. C'est celle de MM. les curés du canton de Civray, prise, le mande de ce mois, chez M. leur archiprêtre. Elle porte « qu'il sera prononcé anathème contre sette déclaration, émandés d'une partie de l'Assemblée nationale, contre le dé-

cret du 13 avril, concernant la religion; que cette déclaration sera lacérée publiquement, & regardée comme injurieuse à Dieu, & à la religion, & comme tendant à soulever les peuples contre l'autorité légitime; que le 17 mai MM. les curés du canton, assemblés sur la place de Civray, déclareront hautement comme criminels, infames, traîtres à la patrie, tous ceux qui ont semé, infecté, & empoisonné nos campagnes de pareils ouvrages très-propres à propager des maximes séditieuses, déshonorantes pour cette religion sainte, religion pour laquelle l'Assemblée nationale a exprimé sa trèsprosonde vénération, & son inviolable attachement ».

» Que chaque curé présent à la distribution des saintes huiles, écrira à tous ses confreres voisins pour les exhorter a venir manisester un mépris public & authentique, pour sous ces ouvrages qui ne respirent que le saparisme Le plus outré, & le plus dangereux à la constitution.

» Que le procès-verbal qui sera fait le 27, sera inscrit non seulement suffe registre de la municipalité de Civray, mais encore sur les registres des municipalités de campagne. Et le tout envoyé à l'Assemblée nationale ».

» Qu'il sera ajouté à ladite projestation une adhésion la plus solemnelle aux décrets de l'Assemblée nationale, & que tous les députés seront suppliés de ne point abandonner l'ouvrage, jusqu'à ce que la constitution soir achevée ».

La séance de ce matin, peu serrile en discussion, a commencé par sept décrets proposés par M. Vernier, & qui autorisent sept municipalités à faire des emprunts. Un sapport sait par M. Gossin, sur quelques difficultés survemues entre Mâcon & Châlons sur le chef-lieu du département de Saone & Loire, a donné lieu a un décret très-ins séressant. Celui du département de Saone & Loire porte : que la premiere afsemblée de ce département aura provisoirement lieu à Mâcon, & qu'après la premiere sessions le chef-lieu de l'un des districts, autre que Châlons & Mâçon, pour déterminer dans quelle ville le chef-lieu ser sixe.

Les électeurs de ce département s'étoient crus autonifés à former ce vœu, & s'étoient assemblés à Charolles à cet esset; une très-grande majorité, après une discusson de quelques jours, avoit opiné pour la ville de Châlons, qui a demandé qu'en conséquence l'administration de ce département y sût sixée.

La ville de Mâcon qui avoit comparu à Charotles par les électeurs, a néanmoins réclamé l'exécution de ce

Técret. Le comité de constitution, outre l'intérêt des deux villes, y a vu une question d'un ordre majeur, il a établi pas son rapporteur, 10. que les électeurs actuels de Saone & Loire n'avoient aucun pouvoir de délibérer sur cet objet. 20. Que ce pouvoir étoit délégué aux électeurs qui se réuniront après la premire session du département. 30. Que la premiere affemblée de l'administration devoit avoir lieu à Mâcon. Il falloit que cotte disposition fût exécutée; qu'il étoit effentiel au maintien de l'ordre etabli, que les électeurs ne se crossent pas en droit d'intervertir ou d'outrepaffer les décrets des départemens & diffricts; qu'ils devoient se rensermer dans leurs disposirions ; que fans ces précautions, l'intérêt particulir des cantons, des districts, des villes éleveroient dans les afsemblées électorales des pétitions fans nombre sur les chefs-Renk , les afternats, les limites qui excéderoient les pouvoirs qui ont été donnés par l'assemblée nationale aux Electeurs, dont les décrets faisoient la régle. L'Assemblée a en consequence décrété a 1°, qu'en exécution des pré-» cédens décrets, l'affemblée de département de Saone & "Loire tiendra provisoirement à Macon. 2°. Que lorsque » les électeurs se réuniront pour renouveller la moitié des » membres de l'administration, ils se retireront dans un " leu autre que Mâcon & Châlon; pour y délibérer » sur les lieux des séances subséquentes. 3°. Que les » électeurs & les membres de l'administration des déparn temens du royaume le conformeront aux décrets rendus ,, pour chacun d'eux, & qu'ils se conformeront fricte-, ment à leurs dispositions ,,.

M. Dumetz à lu ensuite l'instruction à adresser aux municipalires pour parvenir à l'alienation des biens nationaux. L'Assemblée en a ajourné la discussion à lundi soir;
& que cependant la formule de soumission qui la termine;
sera imprimée avec le décret qui ordonne cette vente, de
maniere à ce que chaque député puisse en recevoir quatre
exemplaires pour les adrésser aux municipalités de son département. Puis M. le Chapellier a obtenu que l'on suspendit l'ordre du jour, & qu'on sui permit de proposer

les articles additionnels suivans, au plan général de mu-

nicipalité, lesquis ont été décrétés.

» ART. I. Les affemblées électorales pourront accélèrer leurs opérations, en arrêtant à la pluralité des voix; de se partager en plusieurs bureaux composés au moins de cent électeurs, pris projortionnellement dans les différens districts, qui procéderont séparément aux élections, & dont chacun députera deux commissaires chargés de faire ensemble le recensement des scrutins. Toutes les sections s'assembleront en même temps.

les sections s'assembleront en même temps.

H. "Tout hulletin qui aura été apporté dans les assembées, & qui n'aura pas été écrit par le votant, sur
le bureau, ou dicté par lui au scrutateut, s'il ne saix
pas écrire, sera regardé comme nul. Après le serment civique prêté par les membres de l'assemblée,
le président prononcera cette formule de serment, avant
de procèder au scrutin: vous jurez & promettez de ne nommer que ceux que vous aurez choiss en votre amé & conscience comme les plus dignes de la constance publique, sans
avoir été dét rminé par aucun don, promesses, folicitations
ou menaces. Cette formule sera écrite en caracteres trèsvisibles, & placée sur le bureau, auprès du vase du
scrutin; & chaque électeur levera la main; & prononcera à haute voix : je le jure.

III. » La même formule de serment ci-dessus sera plam noncée à toutes les élections d'officiers publics, tels

» que juges & officiers municipaux.

po IV. Aucun citoyen actif, de quelque état & propropriet propriété pour le l'affemblé proprimaires & électorales; il ne pourra y être admis que
pour des citoyens actifs. Ils y affisteront sans aucune espèce
pour d'armes ni bâton. Une garde de sûreté ne pourra être
printroduite dans l'intérieur, sans le vœu exprès de l'afpresente presente du président suffira pour appellen la
proce publique. Le président pourra aussi, en cas de
prouvris ètre levée sans que le président ait pris le vœu
pla l'assemblée p.

V » Les assemblées électorales ne s'occuperont que » des élections & des objets qui leur seront renvoyés » par les décrets de l'Assemblée nationale; mais elles ne » prendront aucune délibération sur ce qui concerne » nicipalités.

VI. » Aucune élection faite ne pourra être recommencée » Tous prétexte des dispositions portées par le présent » décret ».

Deux expressions dont s'étoit servi M. le Chapellier, dans son projet, ont donné principalement lieu à quelque discussion. La premiere, contenue dans le second article, étoit celle d'infinuations, à laquelle on a substitué celle de foll citations; & la seconde, qui renfermoit le quatriéme, avoit pour objet de désendre le port d'armes dans les assemblées. Plusieurs honorables membres, & particuliérement M. l'abbé Gouttes, vouloient qu'on y ajoutât ni bâton; & M. de Silléry a demandé à cette occasion, que les membres de l'Assemblée nationale ne pussent s'y présenter avec cannes ou lépées. L'amendement de M. Gouttes a été admis; mais on à a pas prononcé sur la proposition de M. de Siltery; &, en effet, l'Europe entiere a trop de confiance dans la profonde fagesse de nos repréfentant, pour qu'on puille craindre que jamais un leul d'entr'eux pût se servir contre qui que ce soit des armes que l'usage leur permet encore de porter (1).

M. le Président a annoncé ici une note de M. le gardedes sceaux, qui lui apprenoit que le Roi avoit accepté ou sanctionne plusieurs décrets, & que Sa Majesté a particulièrement accepté celui qui a pour objet le droit de paix ou de guerre. Puis il a fait lecture d'une lettre de M. de Saint-Priest, qui l'instruisoit de la démolition prochaine du Fort Saint-Jean à Marseille, que le 17 de

^{(1).} On a accuse quelques membres du corps legislatif de s'êtré batus, soit l'épée à la main, soit aupittolet. Cette maxime atroce; qui fait rougir les Vendales & le Visigoths, n'est jamais entré dans la tête d'aucun d'eux; & il n'est aucun membre de ce corps auguste, qui ne sache qu'en autorisnt ainsi par leur exemple l'usage de s'égore ger ainsi de sang-froid, e'est metre. I homme sage dans la dure nécessité d'être la victime d'um ennemi sanguinaire, qui sait être le plus fort, le plus droit & le plus scélérat. Les deux bouchers qui se son muuellement égorgés hier dans le bois de Boulogne, avoient perdu la tête, & n'aussent pas été admis à voter dans un diskriét.

Ce même jour, 17 de ce mois, il ly eut une insurrection dans les prisons de Marseille. Le matin, des semmes, parentes ou épouses de divers prisonniers, s'étoient présentées à l'audience publique du lieutenant-criminel, & avoient demandé l'élargissement de leurs parens. Le cumulte que cette scene occasionna, interrompit & se

lever l'audience.

On ajoute que ces semmes, qui s'étoient faites un parti de quelques personnes de la halle, menacerent de revenir l'après midi en plus grand nombre. En effet, vers les deux heures il commença à se former un nouvel attroupement de femmes autour du palais; leur nombre augmenta considérablement, & elles parcoururent alors le palais où elles commirent quelques désordres. De leur côté les prisonniers du criminel, munis de quesques outils qu'on leur avoir procurés à l'insçu des géoliers, parvingent à arracher les barres de ter d'une fenêtre qui est dans l'intérieur des prisons. Ils se servirent de ces barres en guile de lévier, foit pour faire des ouvertures dans les murailles, soit pour forcer les portes. La municipalisé instruite de ces désordres, s'occupa de suite des moyens de les réparer. On mit sur pied un bataillon de la garde nationale qui s'empara des avenues du palais; MM. les Officiers munipaux s'y porterent revêtus de leurs écharpes, & d'une des fenêtres qui donnent sur les cours des prisons, ils exhorterent les coupables à rentrer dans l'obeissance due aux loix Les voies de la donceur étant inutiles, on recourut aux moyens de rigueur, on arbora le pavillon rouge dans les prisons, & on y publia la loi marciale. Aux paroles terribles de cette loi de lang, les prisonnièrs rentrerent dans leurs cachots; on les enchaîna, & tout devint tranquille. Le général de la garde nationale, à la tête de quelques volontaires, fut le premier à se montrer dans les prisons pour y ramener l'ordre.

Comme on soupçonnoit les mendians etranger & matfeillois d'avoir reçu de l'argent pour provoquer le peuple à l'insurrection, la police a aust-tôt publie une ordonnance

pour les contenir dans leur devoir.

M. d'André a demandé que le comité des rapports, auquel on fe disposoir à envoyer les pieces relatives à cette démolition des forts de Marseille, en sit son rapport le plutôt possible; & M. Dupont observoit que ces sorts n'appartiennent pas plus à cette ville qu'à toute autre: que c'est une propriété nationale qu'il n'est permis à qui que ce soit de violer ; que l'Affemblée doit s'occuper à saire respecter son autorité méconnue dans Marseille. que si cette ville cesse de respecter les déctets du corps législatif, celui-ci, de son côté, ordonnera qu'elle cesse de jouir des priviléges qu'elle conserve à l'ombre de ses décrets, & que, pour la punir d'avoir entamé l'un des principaux boulevards du royaume, on la priveroit du droit exclusif du commerce du Levant par la Méditerrannée. M. Castellanet, voyant avec peine que l'on paroissoit vouloir aggraver les torts de cette ville, s'est es forcé de démontrer que la peuple a forcé les officiers municipaux à consentir à cette démolition. M. Foucaule n'en proposoit pas moins un décret dont le but étoir. d'improuver leur conduite; mais, M. Frétteau en ayang adouci les dispositions, on s'est borné à décreter a que, " la démolition des forts de Marseille sera suspendue, que " le Roi sera supplié de donner des ordres, & de pren-» dre toutes les mesures tendantes à faire exécuter ce dé-" cret; & que demain, à midi, elle entendra à la barre » les députes extraordinaires de Marseille, sur ce sujet ».

A la suire de la lettre de M. de Saint-Priest, en étoit une de M. de la Luzerne, qui en instruisant l'Assemblée que le Roi se propose d'armer 14 vaisseaux de ligne, 14 stégates, six corvettes, 4 aviso, une flutte & une gabarre, pour faire face aux armemens vossins, mettoit sous les yeux de l'Assemblée l'état de l'équipage de ces navires, & l'argent qui est nécessaire à l'armement. Il paroit, d'après cet état, qu'il sait d'abord une somme de 968900 L puis 2036045 l. par mois, pour cette dépense. L'examen de cette affaire a été renvoyé au comité de marine; mais il a d'abord été décrété, sur la motion de M. Vaudreuil, puis que provisoirement, la levée des matelots pour la man prine, se fera comme par le passé, suivant les anciennes pordonnances na

Cette séance a été retininée par l'annonce d'une soumise sion du conseil général de la commune de Nismes, de prendre pour trois millions de biens nationaux; M. Deschamps, pour la municipalité de Tonnerre, a aussi fait sa soumission pour trois milions; celle de Fongeres, pour un million, & celle de Saint-Séver, pour six cent mille livres.

Nouvelles de Paris.

Paris 26 mai. Voici la réponse de Mi de la Fayette à la lettre de M. Charles de Lameth.

a Je ne vois pas, monsieur, ce que le commandement de la garde nationale, ni aucun bruit de votre nomination à cette place pourroient avoir de commun avec quelque difference d'avis sur deux rédactions de décret, sur tout depuis que vous avez adopté celui que je présérois. Mais j'espere que les amis de la liberté s'accorderont toujours sur les vrais principes, ôt je desire qu'ils s'entendent également sur les meilleurs moyens d'affermir la constitution. J'ai l'honneur d'être, ôtc ».

MAI 1790.			
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts des Affignats de 1000 l.
. Samedi 19i	01. 14 f. 8 d.	11.2 f.o d.	3 liv. 13 f. 4 d.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les Jours est de 3 liv. 10 sols par mois, on en vend à 3 sols la cettle pour ceax qui n'ont parsousent.



COURIER FRANÇAIS,

Du Dimanche 30 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 29:

Décrets relatifs à différentes villes. Arreflation de doux charrettes d'argent. Mémoire de M. Necker- Nouvelle protestation des noirs.

OUS avions promis dans l'undenos précédens numéros. de rendre compre de deux décrets, rendus jeudi matin, l'un relatifà la ville de Perpignan, & l'autre à Montbrilon. Le devoir que nous nous sommes imposés de ne rien amerere de ce qui peut faire connoître les travaux de l'Assemblee nationale, nous oblige à les placer ici. Les officiers muninipaux de Perpignan avoient envoye une lettre & une adresse à l'Assemblee, dans lesquelles ils l'infirmisoient de quelques mouvemens qui ont été causés par les alarmes de quelques particuliers fur la libre circulation des grains; & ils ajoutoient que des envois de bled destines pour le Languedoc, ont été arrêtés, que les membres de la municipalité ont fair les plus puissans offorte pour faire rentrer le peuple dans le devoir ; qu'ils ont dit que le bled ne manqueroit pas dans la ville, &c qu'on ne devoit pas s'oppoler à un transport qui étoit nécessaire pour l'approvisionnement du Languedoc. Ils ont donné main-forte pour favoriser ce transport, & le bled a été conduit qu marché public. Les troupes nationales se sont bien montrées dans cette circonstance, les principaux auteurs de ces troubles ont été arrêtés. La municipalité ajoutoit qu'elle attendoit que l'Assemblée

nationale donnat des ordres pour les faire punir. La conduite de la municipalité aobtenu les plus grands applaudissemens. M. Garat a proposé à l'Assemblée d'autoriser M. le président à écrire une lettre de remerciemens à la municipalité, aux gardes nationales, aux troupes réglées & à la maréchaussée, & de leur témoigner la satiffaction de l'Assemblée, de décréter en outre que les auteurs des troubles sussent poursuivis & jugés.

M. Bouche a approuvé cette motion; il a dit qu'il étoir important de faire puir les auteurs des troubles que les ennemis du bien public ont suscités à la même époque dans plusieurs villes du royaume, qu'il est important d'en découvrir la cause, & d'en faire punir les au-

teurs.

M. de Sillery a dit qu'en plusieurs villes du royaume il y avoit eu des troubles, & que le comité des récherantes destroit être entendu pour rendre compte de ce sais. On a mis alors la motion de M. Garataux voix; & il en est résulté le décret qui suit:

» L'Assemblée nationale, après avoir entendu la lec-» ture de la lettre qui lui a été adresse, en date du 16 mai

» par les officiers municipaux de Perpignan.

"Decrete que M. le président sera chargé d'écrire à la municipalite, à la garde nationale, aux régimens de Tons raine & de Vermandois, en garnison à Perpignan, & à la maréchaussée, pour leur exprimer que l'Assemblée paprouve leur conduite, & a vu avec satisfaction les efforts qu'ils ont faits pour rétablir la tranquillité publique;

» Décrete en outre que M. le président se retirera par-» devers le Roi, pour supplier Sa Majesté de donner les » ordres nécessaires pour faire punir les auteurs & », instigateurs des troubles arrivés dans la ville de Per-

, pignan ,,.

M. de Sillery a annoncé quelamunicipalitéde Montbrifon a vu naître des troubles qu'elle est parvenue à calmer; que ces troubles ont été causés sous prétexte de la cherté des grains; qu'au Donjon, en Bourbonnois, il y a eu le même jour une insurrection pour le même sujer; & il a proposé le décret suivant, qui a été adopté sans réclamation.

, L'Assemblée nationale informée par les procès-verbaire qui lui ont éte envoyés par la municipalité de " Montbrison en Forez, & par celle de Montégeut, du » Donjon, & autres lieux en Bourbonnois, de différens m attroupemens & émeutes qui ont eu lieu le 10 & le 12 » de ce mois & jours suivans, pour obtenir que le prix » du grain fût taxé par les municipalités à un taux au-» dessous du prix courant, & que dans les provinces de » Forez & de Bourbonnois, on apporte de l'obstacle à la » libre circulation des grains dans le royaume; l'Affem-» blée persistant dans ses décrets rendus les 29 août, » 18 septembre & 5 octobre, relatifs à la libre circu-"> lation des grains dans le royaume, décrete que le Roi n sera supplié de faire détendre à toutes personnes d'exip ger que le prix du grain soit taxe, à peine par les contre-" venans d'être poursuivis & punis suivant la rigueur » des loix, & de faire donner des ordres pour que les » auteurs & instigateurs de ses désordres soient pour-» fuivis ».

La séance du soir sur presqu'entiérement employée à la lecture des adresses. On y remarqua sur-tout un acte de sédération sait sous les auspices de la municipalité d'Arras, entre la garde nationale de cette ville & les troupes de ligne qui y sont en garnison. Une députation du district de S. Eustache de Paris. en venant renouveler son adhésion aux décrets de l'Assemblée, proposa, pour assurer la constitution & l'unité de la monarchie, un acte de consédération générale entre toutes les milices nationales du royaume. Ensin, la séance se termina par le décret suivant, rendu sur le rapport de M. Rabaud de S. Etienne.

"L'Assemblée nationale, après avoir oui son comité de constitution qui lui a rendu compte des insormations prises par les commissaires nommés par elle, par son décret du 10 sévrier 1790, déclare nulle & illégale l'élection des officiers municipaux de Saint-Jeand'Angely, des 29 janvier & jours suivans; ordonne que pardevant les mêmes commissaires qui ont pris connoissance de cette affaire, il sera procédé à la nout-velle élection des officiers municipaux de Saint-Jeand'Angely, dans laquelle les commissaires se conformeront aux décrets de l'Assemblée nationale, & que les officiers municipaux qui teront élus déclareront expressement qu'ils renoncent à toutes sonctions missistaires, »

de M. Gossin, des déprédations commises par les cidevant Bernardins de Lilhette, près Bouloigne en Comminges, dans les biens meubles & immeubles de leurs maisons. Ces bons peres, pour se rendre dignes d'apposer leur nom au bas de la déclaration des noirs, ont diverti tout le mobilier du monastère, vendu les bestiaux de leurs sermes, & fait couper six mille chênes dans les bois. Comme le hameau de Lilhette est une espece de sauxbourg de Bouloigne, & que si, comme cela eût dû être, la ville & le sauxbourg n'eussent formé qu'une seu lieu, (*) l'Aisemblée a rendu le décret suivant:

a L'Assemblée nationale décrete, d'après l'avis de mon comité de constitution, qu'à la diligence des ansiens officiers municipaux de la ville de Bouloigne en Comminges, & de ceux du hameau de Lishette, les citoyens actifs de l'un & de l'autre endroit feront convoques dans ladite ville de Bouloigne, à l'effet dy elire, dans une assemblée générale, qui sera présidée par le plus ancien d'âge desdits officiers municipaux, une monicipalité en la forme prescrite par le décret du 18 du mois dernier, dont les assemblées se tienmont audit Bouloigne, lieu de la situation du clocher, conformément au décret du 20 janvier; & ladite élection consommée, les deux municipalités actuelles, cesseront d'exister.

M. Lavit a ensuite instruit l'Assemblée que le duc de Wirtemberg, dont il a attesté la bienfaisance, a fair venir des pays étrangers les grains nécessaires à la sub-fistance des habitans de plusieurs villages; mais que les grains sont arrêtés dans leur passage par l'Alsace, ce qui cause un préjudice dangereux aux habitans du pays auquel ils sont destinés; il a proposé un projet de décret, qui a été adopté en ces termes:

"L'Assemblée nationale décrete que M. le Président se » retirera pardevers le Roi; pour tupplier Sa Majesté » de donner les ordres nécessaires pour que les bleds » qu traversent l'Assace, pour l'approvissomment du » pays de Montbéliard, ne soient point arrêtés par les

^(*) Les moin es avoient caché leurs effets chez le maire de Lilheus,

n elifférentes municicipalités, dans le territoire desquelles n ils puffent, & que cent qui sont arrêtes, soient ven-» dus à la premiere requisition de M. le Duc Frédéric-Eu-

» gene de Wittemberg ».

M. Vernier a fait, au nom du comité des finances, le rapport des demandes de plusieurs communes qui ont besoin des ressources pour secourir leurs coneitoyens pauvres; l'Assemblée a rendu, sur ce rapport, les divers décrets qui suivent :

" L'Assemblée nationale, sur l'avis de son comité des n finances, vu les délibérations prifes en conseil-général » de la municipalité de Chef-Boutonne, les 24 avril & » 7 mai, autorife les officiers municipaux à impofer la » somme de 2000 liv. sur tous les contribuables qui paient n 6 livres de taille & au dessus; & à l'égard de l'emploi n ou supplément des six derniers mois de 1789, proven nant de l'impôt fait sur tous les privilégies, déclare que " lesdits habitans demeurent autorisés à en faire l'emploi. n pour l'utilité de la commune, mais seulement après la » division & distribution qui en aura été faite dans le de-Dartement ...

n L'Assemblée nationale, sur le rapport de son comité n des finances, déclare qu'il n'y a pas lieu à autoriser les n habitans de Lannion en Bretagne, à l'emprunt de n 12,000 l., sauf à eux à imposer la somme de 10,000 l. » sur tous les contribuables, en deux ou quatre années, » pour ladite somme, ou celle qu'ils se seront procurée » sur l'hypotheque de ladite imposition, & de tous les » biens & revenus de la commune, être employée en » achats de grains, en atteliers de charité, au paiement » des dettes urgentes, conformément à la délibération » du 22 avril dernier, à charge de saire approuver ladite » impolition, ainsi que le mode de répartition, par le " district & le département, & fous l'obligation de n rendre compte n.

La suite à un autre numéro.

La féance de ce marin a ésé ouveste par le rapport d'une arreftation faite à Doullans ; de deux voitures de piastres qui venoient à Paris pour le compte de la caiffe d'escompte. L'Assemblée ne voyant aucun motif qui puisse obliger les citoyes de corse ville à acsenir plus long-temps

cet argent, autorisé son président à écrire à sa municipalité, pour l'éngager à laisser passer ces piastres, & à prendre les précautions nécessaires pour assurer leur sûreté. Puis il a été rendu compte à l'Assemblée d'un? autre arrestation de grains saite à Daubenton, quoique leurs propriétaires eussent rempli les formalités prescrites pour la circulation de cette denrée dans les trois lieues limitrophes du royaume, & l'Assemblée en chargeant son président de témoigner à certe municipalité sa fatisfaction du zèle avec'lequel elle veille à l'exécution des loix. a ordonné que les grains seroient relâchés. Enfin, M. Vernier a proposé deux décrets, qui ont été agréés, pour autoriser, l'un, la ville de St-Pierre-le-Moutier a emprunter 2200 liv., & l'autre, 800 l., en faveur de Loine département de Charente. En exprimant les besoins de la premiere, M. Vernier a ajouté que le seigle y vaut 3 liv. le boisseau, pesant 25 livr., & que la cherté des grains y a causé, le 25 de ce mois, une insurrection, où il y a eu deux hommes de tués & vingt-cinq de blessés.

M. le Chapellier a rendu compte ici des efforts que l'aristocrarie belgique a faits pour capter les suffrages, dans l'assemblée primaire de Douay, d'où l'on a écarté, sous différens prétextes, la moirié des citoyens actifs, pour leur substituer des votans qui n'ont pas même satiffait à leur contribution patriotique. L'Assemblée a readu en conséquence un décret qui, en anéantissant les élections précédentes, ordonne une nouvelle convocation, suivant les formes prescrites par les décrets. Puis, M. d'Allarde, au nom du comité des finances, a fait le tableau de l'état actuel de la caisse d'escompte, des efforts qu'elle a faits pour mériter les suffrages du public, & les pertes confidérables qu'elle a supportées, en achetant des piastres fort cher chez l'étranger. Il a conclu à ce qu'on lui tînt compte désormais de ses sacrifices, que le patriotisme seut oblige à faire; mais son projet de décret a été ajourné après que l'impression en aura été faite.

L'ordre du jour appelloit la ditcussion du plan de M. Martineau sur le traitement de notre clergé sutur. L'honorable membre a d'abord demaadé quelle seroit la
marche qu'il devoit tenir en soumettant le rapport à
l'examen de l'Assemblée. Tous sembloient désirer qu'ou
le discutat article par article; mais M. l'éyêque de Cler-

cela nos bons prêtres, y a consenti.

On a ensuite introduit M. Necker, qui deja s'étoit fair annoncer, à l'ouverture de la séance. Le ministre a été vivement app'audi en arrivant; puis, il nous a peint les besoins & les ressources de nos finances, dont Pétat va être tel, qu'à la fin de l'année nous aurons en caisse un excédent de 11 millions 400 mille livres. M. Necker a ajouté que les assignats s'annoncent aussi bien qu'on peut l'attendre; qu'il y en a déja pour 45 millions en province; que les demandes sont très-abondantes; mais que le trésorier de l'extraordinaire ne peut suffire à les signer; que la contribution patriotique, pour Paris seul, monte deja à 40 millions 600 mille livres, & qu'on ne peut évaluer celles des provinces, dont les rôles ne sont pas encore faits. M. Necker a dit de plus que la finance des offices de magistrature montant à 250 millions; &-la dette arriérée à 150, ces deux sommes reunies forment un capital de 400 millions, qui chargent l'Etat de 20 millions d'intérêt; que, si l'on y ajoute millions, qui seront le fruit de 60 millions de contrats, que la nation sera vraisemblablement obligée de faire, pour adoucir les pertes occasionnées par la sévérité des décrets de l'Assemblée, ou par la suite des circonstances, cela formoit une charge de 23 millions pour l'Etat, lesquels seront balancés par la suppression de 7 millions 200 mille livres, à quoi montent les gages de magistrature, & par celle de 15 millions 800 mille livres d'anticipations.

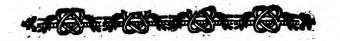
M. Necker observoit ensuite que l'impôt de la gabelle a été remplacé à 20 millions près, & que la venre des domaines & droits domaniaux pourra opérer un second déficit de 20 millions; ce qui formera un total de 40 millions. Mais, pour balancer ces 40 millions, une foule de moyens se présentent ; l'imposition des ci-devant privilégies, qui vaudra plus de 32 millions; une répartition plus fégale des vingtièmes; l'augmentation possible du droit fur les successions indirectes, & son extension aux immeubles sictifs; les sommes que produira nécessairement le centieme denier par la vente des biens du clergé; l'augmentation présumée du revenu des postes ; les benéa

Sees à faire for les domaines engagés; l'entirchion-graq duelle de cene millions de rentes viageres; le bénéfice, que l'on retirera d'une meilleure administration des biens du ci-devant clergé; l'accroillement du numéraire qui augmentera le produit des impôts sur les consommations; 'de en un mot, tout de do'os doit attendre d'une assemblée fage, d'une nation éclairée, qui administre elle-même ses propres affaires. M. Necker a fini cer interessant tableau par celui des travaux de l'Assemblée nationale, les siens propres & ceux des autres ministres, & a terminé fiérement, en soumettant son administration à l'opimion publique. L'accueil le plus distingué, de longs applandissemens lui ont assez appris ce que pensent sur cela l'Affemblée & le public; & la réponse flatteuse que lui a faire M. le préfident siera un monument de la reconpoissance que la nation doit à ses travaux.

On a ensuire introduit à la barre MM, les députés de Marseille, qui, dans un discours très-pathétique, ont exprimé les motifs qui ont déterminé leurs concisoyens à abattre les citadelles de leur ville; & ces metifs sont la crainte trop sondée de retomber sons le joug du despotisme; 56 paquets adressés de Nice aux commandans attestent les vyes des ennemis du bien public sur cette siche cité. M. Dupost, qui se mêle de tout & qui ne sait pas grand chose, vouloit qu'on interregeât ces députés sur une assemblée tenue à Brignoles, & où il avoit été convenu de demander la suppresson du Châtelet; mais on a sensément observé que ce n'étoit pas là ce dont il étoit question; & l'on a renvoyé le sout au comité des rapports.

M. l'archevêque d'Aix a fini cette séance par une protestation contre toutes les suppressions de bénésices qu'on va faire; & il l'a appuyée de tant de conciles, de saints, de capitulaires & ide canons, que nous sommes forcés d'en renvoyer le tableau au prochain ordinaire.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les jours est de 3 liv. 10 fols par moir, on en vend à 3 sols la feuille pour ceux qui n'ont pas souscrit.



COURIER FRANÇAIS;

Du Lundi 31 Mai 1790.

Assemblée nationale. du 301

Dicres sur les élections sains à Donéy. Autre sur le ville de Bress. Proclamation du Podi en favour de la cocarde nation hale. Décret sur les mendians & vagabonde de Paris. Dis custion sur la suppression des bénésices ecclésastiques.

Ous parlames hier de la pullité des élections faites dans les allemblées primaires de Douai; mais, nous ne pûmes rapporter le décret qui a été rendu à cet égard, fur le rapport de M. le Chapellier. Le voiti tel qu'il a été lu ce marin.

L'Assemblée nationale, après avoit entendu le rapport de son comité de constitution, & sur l'examen,
it ant du proces-verbal fait en exécution de son décret
du 15 de ce mois, par M. Warenghien de Flory, commissaire du Roi, que de la pétition d'un grand nombre
de citoyens de la ville de Douay;

Décrete, 1° que les élections des sieurs de Franqueville d'Inielle, & Bruneau de Beaumetz sont nulles,
comme faites en contravention au décret du 23 mars
dernier concernant la contribution patriotique, ordonne que l'assemblée primaire ou lestuées élections
ont été saites, se réunira de nouveau pour procéder
à de nouvelles élections, & qu'il n'y sera admis à
voter aucun citoyen, quis, ayant notoirement plus da
son livres de rente, n'aura pas fait la déclaration prescrite pour la contribution patriotique, & n'en présent
ptera pas l'extrait.

20. » Que pour déterminer la qualité de citoyen actif. b il faut avoir égard, non-seulement à la capitation & a and impolitions territoriales, mais encore aux taxes our la milice & l'industrie, & aux impositions affectées sur les biens communaux, lesquelles doivent être considérées comme des impôts directs : qu'en consé-", quence si, comme le parte la pétition d'un grand nombre de citoyens de la ville de Douay, les officiers municipaux n'ont point, dans la formation du rôle des choyens actifs de cette ville, pris en considération ces taxes pour la milice, l'industrie & les bions communanx, ce qui a prive beaucoup d'habitans de leurs droits, les affemblées primaires qui se ; sont tenues, sont irrégulières; & les élections qui y ont été faites, nulles; charge M. Warenghien de Flory de verifier le fair b & s'il le trouve conforme 3, à ce qui est porté dans la pétition des citoyens de Douay, décrete qu'il fera austi-tôt réunir les assemblées primaires pour precéder à de nouvelles élections; & , que dans lesdites affemblées seront admis & regardés comme électeurs & éligibles tous ceux qui à raison. soit de la capitation, soit des impositions territoriales, foit de l'industrie, soit de la milice, soit des taxes sur les biens communaux, paient les impositions nécessaires , pour jouir des droits de citoyen actif, & pour élire & pour être élus ...

Ce fut austi dans cette seance que fut faite, par M. Faulcon, député de Poitiers, une motion aufi patrictique que defintéressée, qui tendoit à déterminer les membres de l'Assemblée à faire le sacrifice du tiers de leurs honoraires, pour être employé à la construction d'un vaisseau de ligne. Le discours qu'il se proposoit de prononcer lur ce sujet important, & qui nous a 'éré communique, éroit d'une éloquence vraiment touchance; malheureusement, cette question n'éroit point à l'ordre du jour; & l'honorable membre a cru devoie 'se retirer de la tribune. Le projet de décret, dont il couronnoit son opinion, ctoit ainst conçu: « L'Assembice nationale, toujours empressée d'entretenir, par son exemple, le patriorisme du peuple français, qu'elle a Phonneur de représenter, décrete qu'à dater du preserier juin, les honoraires particuliers de chaque député demeureront réduits à 12 sivres, que la somme resteute sera employée à la construction d'un vaissent de ligne, qui sera nommé la Loi & le Roi. Decrèté en outre, que son président se retirera par devers le Roi; pour lui communiquer les intentions de l'Assemblée, & que le présent décret sera envoyé à toutes les chambres de commerce du royaume ».

Parmi les adreffes innombrables qui ont éte luer à la séance d'hier soir, l'Assemblée a remarqué celle de la municipalité de Riom, dont elle a ordonné qu'il seroit fait une mention honorable dans le procès-verbal. Cette adresse, dont le principal objet est un adhésion réspectueuse aux décrets du sénar auguste, & d'anathématiser tous ceux qui ont contribué aux protessations incendiaires, contient en effet la doctrine la plus sage & la plus orthodoxe sur l'autorité de la nation.

a Nous déclarons; difent ces citoyens respectables, nous déclarons ennemis du bien public, tous ceux qui, par des processations, tendens à assoiblie la somnisses.

due aux décrets du sénar de la France ».

« Nous regardons comme féditieux tout écrit, dont l'auteur, en invoquant un Dieu de paix, voudroit sarmer le peuple du glaive du fanarisme. Nous dénonces à l'auguste affemblée une lettre au Roi, suivie d'une délibération fignée de plusieurs catholiques de la ville d'Usel. Ils offensent un Roi ciroyen, que ses sentimens généreux ont placé à la tête de la révolution; ils outragent le Dieu même dont ils prétendent soutenir la cause. Les richesses, les priviléges, les dignités, voilà leur dieu; c'est à lui qu'ils nous facrissent, c'est pour lui qu'ils n'héstreroient pas à nous plonger dans toutes des horseurs d'une guerre civile u.

« Les Prançais d'aujourd'huisavent diffinguer la religion d'avec ceux de ses ministres qui la déshonorent par un luxe immodéré, & un esprit de demination si éloigné de leur institution. Au milieu des sacrifices que nécessire une nouvel ordre de choses, la commune de Riom n'est occupée que des avantages d'une révolution, qui deviendra un des grands fanaux de l'histoire & des siécles. Elle perd tout par les suppressions que vosses siécles. Elle perd tout par les suppressions que vosses siècles, d'ont tous les établissements n'existoies que que par des abus me

Cette adresse ajoute que la contribution patriotique de Riom monte déja à 137 mille livres, & qu'elle sait de plus le don du produit des impositions des ci-devant prigilégiés pour les sin derniers mois 1789, & qu'elle se soumet à acheter pour quatre millions de biens nationaux.

Deux députations, du district de l'Oratoire, du barail-Jon de celui des Jacobins de la rue S. Dominique, & M., Je curé de S. Roch, accompagné de six nouveaux époux, mariés par ce pasteur devant l'autel de la vertu, out été étès savorablement accueillis. Puis on a sait le rapport de l'affaire de la municipalité de Brest contre M. Martines,

lieurenant-colonel au régiment de Beauce.

Une lettre écrite par M. Martinet à M. la Dure, & lue par ce dernier à son détachement, a été l'origine de cette division. M. Martinet a été inculpé d'avoir voulu exciterune discorde très-dangereuse entre les régimens de la Marine, de la Normandie, les gardes nationales de Breft, gous confédérés,; & le régiment de Beauce, qui n'avoir: point encore, à l'époque de cette lettre, accédé à la fédération. La municipalité, & le conseil général de la commune, ayant mandé M. Martinet, lui ont fait lubir une espece d'interrogatoire, & ont arrêté de supplier l'Assemblée nationale de faire exclure cer officier du service. & de le déclarer incapable de remplir aucun emploi milizaire; ensuite, sur les ordres de la municipalité, M. Martinet a été arrêté & détenu dans la chambre, lous la garde. de quatre fusiliers de son régiment. Les officiers municie paux observent dans leur adresse, que c'est pour la troisieme fois que M. Martinet a été cité devant les citayens pour la conduite incivique & la manifestation dangereuse de ses opinions. Au surplus, recherche faite avec trop de sévérité, sans doute, par les officiers municipaux; dans les papiers de M. Martinet, on n'y a rien trouvé qui pac donner quelques soupçons. Ainsi, l'Assemblé a déclaré qu'il n'y avoit lieu à aucune inculpation contre M. Martinet; & jugeant avec une sage indulgence les motifs: qui one fait agir la municipalité, a déclaré qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur le surplus des faits configués as gapport.

On a ensuite lu la proclamation suivante du 28 de ce mois, & communiquée par le Roi à l'Assemblée nation nale; ôt signée de la main de Sa Majesté, & contresignée

de Saint-Priesta

Lamais des circonflances plus impérieuses n'ont invité tous les français à le rémair dans un même esprit, à se rellier avec courage aurour de la loi, & à favoriser de tout leur pouvoir l'établissement de la confliqution. Nous n'avons rien négligé pour inspirer ces sentimens à tous les sitoyens; nous leur avons nous-mêmes donné l'exemple de la confiance la moins équivoque dans les représéentants de la nation, & de nos dispositions conflantes pour tout ce qui peut concourir au bonheur de nos su jets, & à la prospérité de la France.

n Seroit-il donc possible que des ennemis du bien public cherchassent encore à troubler les travaux important dont l'Assemblée nationale est occupée, de concert avec nous, pour assurer les droits du peuple & préparer ton bonheur; que l'on essayêt d'émouvoir les esprits, soit par de vaines terreurs, & de fausses interprétations des décrets de l'Assemblée nationale, acceptés ou fanctionnés par nous, soit en entreprenant d'inspirer sur nos intentions des doutes aussi mal sondés qu'injurieux, & en voilant des intérêts du des passions privées, du nom sacré

ment, en même-temps qu'elle exciteroit toute notre animadversion. L'objet continuel de nos soins est de prévenir & de réprimer tout ce qui en porteroit le caractère. Nous avons même jugé digne de notre sollicitude paterapelle d'interdire jusqu'aux signés qui seroient propres à

manifester des divisions & des partis.

» Mus par ces confiderations, & inflruits qu'en divers lieux du royaume, des particuliers fe feroient permis de porter des cocardes différentes de la cocarde nationale que nous portons nous mêmes; & confidérant les inconvéniens qui peuvent réfulter de cette diversité, nous ayons etu devoir l'interdire.

De conféquence, faisons défenses à tous nos fideles sujets, & dans toute l'étendue de notre royaume, de faire ulage d'aucune autre cocarde que de la cocarde

nationale.

de la religion ?

« Exhortous tous les bons citoyens à s'abstenir dans leur discours, comme dans leurs écrits, de rous reproches ou qualifications capables d'aigrir les esprits, de somenter la division, & de servir même de protexte à ple coupables excès ». A la suite des disserentes adresses qui ont été lues à l'ouverture de la séance de ce matin, M. Gossin, auquel est destinée la gloire bien méritée d'organiser la distribution territoriale de nos départemens, a fait le rapport de quelques dissicultés survenues sur la sixation du cheflieu du département de Seine & Loire. Par un décret du 30 janvier dernier, le siége provisoire de son administration avoit été sixé à Melun. L'Assemblée nationale avoit autorisé les électeurs à proposer leur vœu sur le définitif; mais avant d'y procéder, ils se sont crus en droit de regler que la ville du département qui auroit le chef-lieu ne conserveroit pas le district. Ensuite ils ont procédé au choix du chef-lieu du département.

La ville de Melun a obtenu la majorité, & la délibésation a été proclamée le lendemain, jour auquel la municipalité de Melun a protesté contre le premier arrêté qui sembloit alors sui ôter son district.

Les électeurs ont demandé à l'Assemblée que les deux arrêtés fussent confirmés, ou en tout cas qu'il leur sur

permis de procéder au nouveau scrutin.

Le comité de conflitution a établi 1°, que le premier arrêté des électeurs du département de Seine & Marne étoit nul, parce qu'il étoit sans pouvoir & contre la teneur des décrets. 2°. Que la deuxieme délibération étoit valide précisément par le contraire des motifs qui annuloient la premiere.

Le rapporteur a observé que si l'Assemblée nationale a permis aux électeurs d'énoncer leurs vœux sur des points qu'elle pouvoit décider, elle ne s'y est portée que par un esprit de conciliation, qui a voulu préparer l'union de toutes les parties du royaume; que le comité de constitution ne s'est pas dissimulé les inconvéniens de cette mésode qu'il 'n'avoit adoptée que pour lauver les rivalités des villes; que prolonger, continuer les affemblées d'électeurs sur des objets que l'Assemblée avoit le droit de régler difinitivement, ce seroit mettre la discorde de l'anarchie dans le royaume, au moment où il a le plus besoin d'harmonie & de paix.

M. Goffin a en conséquence proposé le projet de décret

suivant, qui a été accueili.

"L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité de constitution, décrete : 1°. Que la délibération
des électeurs du département de Seine & Marne, qui
propose la fixation de l'administration de ce département dans la ville de Melun, sera éxécutée, &
qu'en conséquence elle y demeure définitivement sans
préjudice du ches-lieu de district, attribuée à cette
ville par le décret du 3º janvier dernier, lequel y restera
sité.

« 2°. Que les électeurs continueront de procéder à l'élection des membres de l'administration de ce dépar-

29 tement. ».

Camme on avoit accusé, il y a quelques jours, la ville de Toulouse de vouloir soutenir les erreurs de la municipalité de Montauban, & que M. de Mirabeau le limousin s'étoir sair un titre de ce bruit, pour nous annoncer la guerre civile, M. Roussillon a obtenu la permission de lire ici les sages arrêtés pris le 19 de ce mois par cette municipalité, à la suite du réquisitoire du procureur de la commune, mais le désaut d'espace nous empêche d'inferrer ici cette délibération.

M. Target a ensuite rendu compte de quelques difficultés qu'eprouve la garde mationale de Sédan, dans son organisation; & sur son rapport, il a été rendu le décret

fuivant :

"L'Affemblée nationale décrete, en attendant l'organisation des gardes nationales, que l'ancienne milice bourgeoisie de Sédan ne sera admise à aucun service, sans avoir été incorporée dans la nouvelle milice nationale, laquelle ne peut recevoir que des citoyens actiss; en conséquence que les drapeaux de l'ancienne milice bourgeoise, seront déposés avec honneur, dans l'église paroissiale, & que cependant il sera surfis au tirage du prix de l'arquebuse ». M. de Liancourt a fair alors un excellent rapport sur les moyens de purger Paris des vagabonds étrangers qui l'affligent. L'honorable membre a observé que le comiré en ignore le nombre; mais qu'il sait qu'une soule de ces gens sans aveu ont été envoyés vers Paris, comme le lieu où ils trouveront des salaires sans travait. Il a finipar proposer quatorze arricles, qui ont été adoptés. Et dont le but est d'augmenter les travaux de charité pour ceux des mandians domicilies depuis un an dans Paris, Et d'indiquer les précautions nécessaires pour déterminer les autres à prendre la route de leur pays.

M. Treilhard a terminé cette féance par un excellent discours, dont l'impression a été ordonnée, ét dans lequel il a parsaitement démontré, tant par l'évangile, que, par les actes des Apôtre, les conciles, les capteulaines de nos Rois, par tous les monumens de notre histoire, que la nation a droit de faire les changemens qu'elle ve consommer, dans la discipline ecclessatique, ét qu'il est utile à la religion qu'ils soient faits. Avant de lever la séance, M. le président a rendu compte de la maniere dont la députation a été accueille du Roi; ét l'Assemblée a décrété que son discours seroit intèré dans le procès-verbal.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroft tous les jours est de 3 fiv. 10 fols par mois, con en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui néant pas touterit.



COURIER FRANÇAIS,

Du Mardi 1er Juin 1790.

Assemblée nationale. du 3 1 Mai.

Decret fur la mendicisé. Autre fur Châtelleraut. Discussion fur la suppression des titres ecclesiastiques.

Liancourt, du nombre des mendians qui se tont resugiés dans cette capitale; mais l'étendue de ce journal ne nous ayant pas permis de rapporter le décret qui suivoit me rapport, neus devons le placer ici, après voir observé qu'il a éte concerté entre les trois comités des rapporte, des sinances & de mendicité, M. le ministre des sinances, M. de la Lamiliere, ches des travaux publics, & la municipalité de Paris.

" & décrete ce qui suit :

" rendre à sa municipalité.

Art. I..., Indépendamment des atteliers déja ouverts dans Paris, il en sera ouvert encore dans la ville & dans les unvirons, soit en travaux de terre pour les hommes, soit en filature pour les semmes & enfans, où present reçus tous les pauvres domiciliés dans Paris ou

», étrangers à la ville de Paris, mais Français.

II. " Tous les mendians & gens sans aveu, étrangers au

, royaume, non domiciliés à Paris depuis un an, fe,, ront tenus de demander des passe-ports où sera indiquée
,, la route qu'ils devront suivre pour sortir du royaume.
HI. ,, Tout mendiant ne dans le royaume, mais non, domicilié à Paris, depuis six mois, & qui ne voudra pas
,, prendre d'ouvrage, sera tenu de demander un passe-port
,, où tera indiquée la routequ'il devera suivre pour se

VIV. E Huit joine sprès la proclamation du présent de
noret, tous les pauvres valides trouvés mendiant dans
paris, seront conduits dans les maisons destinées à les
recevoir à différentes distances de la capitale, pour
delà, sur les renseignemens que donneront leurs différentes déclarations, être renvoyés hors du royaume, s'els
font étrangers; ou, s'ils sont du royaume, dans leurs
départemens respectifs après leur formation, le tour
fur des passe-ports qui leur seront donnés. Il sera incesfamment présenté à l'Assemblée un règlement provi
foire pour le régime de la meilleure police de ces
maisons, où le bien-être des détenus dependra parislièrement de leur travail.

V. « Il sera en consequence accordé à chaque département, quand il sera formé, une somme de 30,000 liv.

» pour être employée aux travaux utiles.

VI. « La déclaration à laquelle seront soumis les menn dians conduis dans ces maisons, sera faite au maire, n ou autre officier municipal, en présence de deux pon tables.

VII. Il sera accordé trois sols par lieue à tout indim vidu porteur d'un passe-port. Ce secours sera donné par m les municipalités successivement de dix lieues en dix

» lieues.

» Le passe-port sera vifespar l'officier municipal auquel » il sera présenté, & la somme qui aura été délivrée y

o sera relatée.

VIII. » Tout homme, qui muni d'un passe-port s'écarrera et de la route qu'il doit tenir, sera arrêté par la garde-nanionale des municipalités, ou par les cavaliers de la maréchaussée des départemens, & conduit au lieu de
n dépôt le plus prochain. Ils en rendront compte sur les champ aux officiers municipaux des lieux où ils seront
n arrêtés & conduits.

IV. n. Les municipalités des départemens voilins des montieres feront tenues de prendre les mesures et les moyens ci-dessis énoncés pour renvoyer hors da n royaume les mendians étrangers sans aveu qui s'y n seroient introduits, ou seroient tentés de s'y intro-

X. a. Les mendians invalides, hors d'état de travailler; » seront conduits dans les hôpitaux les plus prochains, » pour y être traités, & ensuite renvoyés après lour gué75 rison dans leurs municipalités, munis de passe-ports

" Il fera fourni par le trésor public les sommes pé-, cessaires pour rembourser cette dépense exusaordinaire,

" tant aux municipalités qu'aux hôpitaux.

"XI. Les Mendians infismes, les femmes & enfans hors d'état de travailler, conduits dans ces hôpiraux, & ces maisons de secours, seront traités pendant leur sejour avec tous les soins dus à l'humanité sontrante, XII. A la tête des passe-ports délivrés, seit pour "l'intérieur du Royaume, soit pour les pays étrangers, seront imprimés les articles du présent décret; & le "fignalement des mendians y sera pareillement inseré.

" XIII. Le Roi sera supplié de donner les ordres nes cessaires pour l'exécution de ce décret "

La séance de ce matin a été ouverte par un don pai triotique fait par trois municipalités du district de Saint-Quentin, dont une a offert 359 livres; la seconde 10010 livres; & la derniere, 5771 livres 3 sous 9 d. ci-devant religieux Puis on a dit à l'A t, comme tous ceux de l'abbave de Vei du royaume, à être sécularisés; qu'ils ont fait en con-Téquence leur déclaration ; que leur mense produit 25 mille livres de revenu, & que, les pensions prélevés, il restera 17 mille livres à la nation. Ensuite, M. Creuzé de la Touche, qui désend toujours ses commettans, avec tant de courage, de lumières & de patriotisme, a observé que la municipalité de Châtelleraut ayant eu besoin de grains, en a fait acheter à Orléans, mais que le peuple, ignorant sans doute les dispositions des dicrets de l'Assemblée, s'est opposé à leur circulation. M. Creuzé demandoit que M. le président sût autorise à donner à la municipalité de Châtelleraut une expédition des décrets sur la libre circulation des grains, avec une lettre qui invitât les peuples à ne pas y sppoler. Comme le député extraordinaire de Châtelleraut attendoit ce décret, il a étéfrendu fans réclamation. Ensuite, après la lecture du procès verbal, on a prononcé celui qui fuit , rélativement à trois officiers détenus à Valence, comme complices de M. de Voilins.

"L'Assemblée nationale après avoir entendu son comité des rapports déclare qu'aucun citoyen ne pouvant être arrêté ai déclare qu'en de la loi. grue n'y ayant contre les trois officiers aucun décret à pordre de détention, elles les met fous la fauve gazda de pour la loi; & que fon président se retirera pardevers le présent le la Roi, à l'effet de le supplier de faire mettre le présent le présen

On a repris ici la discussion du projet du comité : eccléssaftique sur la future organisation de notre clergés: 2" C'est M. l'archevêque d'Aix, qui, samedi dernier, en-intama cette grande question. L'honorable membre, qui atic beaucoup d'esprit & de facilité, rassembla alors dans una grand discours tout ce que l'éloquence a de plus se duifant & de plus captieux. Il remonta à l'origine de la religion catholique, & soutint que, desson berceau 🚉 elle ent le droit de statuer sur tout ce qui concerns sa discipline intérieure; que les titres d'une église ne peuvent, quelqu'inutiles qu'ils soient, être détruits sans? son consentement; que c'étoit ainsi qu'on en usoit du remps des apôtres; que les assemblées synodales du royaume sont seules compétentes pour prononcer sur les distributions territoriales des diocèses; que la suppression des églises cathédrales est contraire à l'intérêt de la religion, que par-là disparoîtra le conseil des eveques; que, dans la primitive église, les peuples choifissoient à la vérité leurs pasteurs, mais que les abus, qui se glissoient dans ces élections, les avoient déser 📑 minés à en confier le soin au clergé, qui depuis, cho sit toujours ses membres, soit par lui-même, soit par le ministere du Pape, son ches; & qu'il leroit con traire à l'intérêt du peuple, & à celui de l'église, que cette ancienne maxime recut aucune atteinte. Le prélat termina son avis par une déclaration solemnelle, à laquelle les noirs de son cul-de-sac ont adhéré, qu'il ne prendroit aucune part à tous changemens, qui pourroient être faits dans le nombre ou la distribution des diocèses 🎏 · des curés, des canonicats & des autres bénéfices, si l'on procédoit à ces opérations sans le concours d'un concile national.

M. Treilhard, qui a répondu hier à tous ces fophismes ecclésiasques, a tout autrement intéressé ses auditeurs. L'honorable membre a distribué son discours en deux parties, dont l'une avoit pour objet la question de savois se les changemens proposés par le comité son utiles de l'autre, al l'Assemblée avoir le droit de les ordonnes.

Il a d'abord jeté un regate rapide sur cerre répartition inégale qui se trouve entre la valeur d'un bénéfice. & celle d'un autre, & la différence énorme qu'il y a entre les occupations de ceux qui les possedent; & il a observé. que souvent, sur une paroisse à portion congrue, s'éleve un magnifique château, appartenant à quelqu'abbé, qui n'est connu dans le pays que de ses sermiers qui lui payent detrès-gros revenus. Pois il aajouté que personne ne pouvoir douter de l'utilité à détruire des titres sans sonctions; cathédrales, & tous & de supprimer les sl'emblémedel'infouces chanoines qui fur ciancance & de l'oissveté; quele culte public sera bienplus pompeux, quand l'évêque aura auprès de lui le léminaire, dont les jeunes éleves contribueront à la magnificence de l'office divin ; que jusqu'à présent les évêques p'ont été nommés que par l'intrigue, ou par la nécessité d'avoir égard à leur naissance; & qu'ils seront infiniment mieux choifis par le peuple, qui connoît communément les bons sujets ; que c'est inutilement qu'on oppose à cette éléction la part qu'y pourront prendre les non-catholiques; puisque dans l'ancien régime les joifs eux-mêmes jouissoient du droit de nommer à des bénéfices ; & que, loin de porter atteinte à la religion, en rétablissant les anciennes élections, l'Assemblée lui rendra le plus bel hommage.

En établissant le droit qu'a le souverain de saire tels changemens que bon lui plast dans la discipline extérieure eccléssafique, M. Treilhard citoit les peres de l'église, le grand Fleury qui avoit si prosondément étudié leur maximes à & tous les usages adoptésparl'église Galsicanne ellemème. Il observoit que Chartemagne, à le tête de la nation, régla tout ce qui intéressoit la police & la discipline eccléssafique; qu'après la conquête de la Saxe, il divisa le royaume en huit dioceses, à la tête desquels il désigna une métropole; qu'en 742, Carloman établit des évêques par-tout où il les crut nécessaires; que Pepin en sit autant; qu'en 844, Louis le débonnaire ériges un évêché, & que si, dans la suite, le Pape s'arrogea ce droit, c'est que le

souverain crut ne devoir pas réclamer.

M. Treilhard a fait ici une vigoureuse applirophe à not évêques, sur leur déclaration de la veille, & il a sjouté que, si les peres, dont ils invoquent l'autorité, étoléné présens à l'Assemblée, ils ne se permetrolem pushas douté.

de socomporter ains, pour exposer au danger le plus lung, minentéla religion & l'Etat. Puis, il leur a reproché avec fermeté la menace audaciense qu'ils ont saite, de ne plus prédonner de prêtres, de laisser les peuples sans consolagion, sans sacrement; « Et. c'est là, disoit-il, ce que vous appelez ces sentimens des successeurs des apôtres! » Enting M. Troilhard a repris l'histoire moderne, & il a démonseré, par ce qui s'est passé sous Charles VII, sous François I, en 1764 même, à l'occasion des Jésuites, que l'Assemblée ne propose de faire que ce qui a été sait dans tous les âges de la monarchie.

M. l'abbé Leclere a voulu répondre ce matin à ces vérités immortelles ; mais quel athlete que M. Leclerc ! Il s'est plaint très-amerement de qu'on détruit les chapitres, les monafteres, tons les alyles de la pieco: fervente, & que, dans un royaume, catholique, on Jaisse sublister les maisons de débauche & de proftieution. L'honorable membre est convenu qu'il y avoir bien des abus dans norce clergé; mais qu'à lui leul appartenoit le soin de les détruire. Son avis étoit qu'on. devoit reporter cette réforme à la vallée de Josaphat. en jugement universel : & il a terminé son oraison funebre, par déclarer, tant pour lui que pour toutes les églifes qu'il représente, qu'il adhere à la projestasion de M. l'archevêque d'Aix. Malheurensement ; M. Goupil, son co-député, a voulu faire la contre-partie: & il s'est écrié, que, tant pour lui que pour toutes les églises que représente M. l'abbé Leclerc, il anathématisoit la déclaration de M. l'abbé de Boisgelin.

Ce qu'a dit M. Roberspierre, avoit déja été prononcé avec un tous autre art & une toute autre méthode par M. Treilhard, & il n'y a ajouté qu'un article bien essentiel, & qui sera, sans doute décrété par le corps législatif; c'est que pour unir les intérêts des prêtres à ceux de la société, il saut leur donner des semmes. Cette vérité est si incontestable, que nos neveux s'amuseront sans doute, à nos dépens, lorsqu'ils apprendront dans mos liv, qu'il sut chez nous une classe de citoyens auxquels il sur désendu de devenir peres de samille.

M. Camus, avocat du clergé qu'il n'aime guere & qui toute fa vie a parlé sur les loix eccléssaftiques, devoit traiter cette matiere en caponiste prosond. Aussi en rappelant tout les principes tracés hier par M. Treilhaid.

nicipalité de Montauban, accompagnée d'une proclamasion que, le 26 de ce mois, elle a fais afficher dans la ville, pour appaifer les craintes da peuple sur l'approche de l'armée bordelaise.

NOUVELLES DES PROVINCES

Saint-Marcein et Forez, 24 mai. Une infurrection éclais ici, le jour de l'Afcension à l'issue des vêpres. Elle est pour prétente un inquiétude affectée sur les subsistances, dont nous fommes aboudamment pourvus. Une multicude rassemblée en un clin-d'œil, armée de bâtons, de fourches & de massues, le tour en saçon de brigande', entraina Ma le maire chez les principaux ostoyens, sous

prétente de sureter dans leurs greaiers. On voyeit maischer à leur tête des gens notés & repris de justice, sans propriété, sans asyle, sans aucun de ces motifs qui temperent la séspeité par le prix qu'on attache à l'existence. C'étoit-là les maîtres de cérémonie de cet attroupement. Ils abordoient nos citoyens tremblans, les chargeoient à coups de poing, on les terrassoient en raison de la quancité de denrees & de boissons que l'on sonpçonnoit dans seurs caves & dans leurs greniers.

Ils se pormerent sur le château de M. Boyer-Dumoncer, fracasserent des meubles & sereplierent sur la cave, ou, après avoir aliéné leur aison dans des slots de vin, ils tournerent un moment leurs armes contre eux-mêmes.

Le lendemain, la même troupe se rassembla au bruit incendiaire du tocsin & du tambour, sorçant d'honnères citoyens de marcher à leur tête, & mestant sur-tout les caves à contribution.

Dans ces circonstances, nous nous sommes, rappelés que les géans eux-mêmes n'étoient pas invincibles quand on les attaquoit individuellement pendant leur sommeil. Une poignée de citoyens vigoureux se sont rémnis vers le milieu de la nuit, & marchant sans tambour ni grompette, vers la retraite des plus mortels ennemis de notre repos, nous avons successivement lié & garrotté douze d'entr'eux des plus méritans. Nos procédés ont été si sourds & si inapperçus, que le sommeil de nos concitoyens n'en a presque pas été troublé. Nous les avons à l'instant transférés & déposés dans les prisons de Montbrison avec l'appareil convenable.

COURIER FRANÇAIS;

Du Mercredi 2 Juin 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 1er

Décret sur la mendicité. Décret important sur la sorme des assignats. Autre qui ordonne que la caisse d'escompte versera 20 millions dans le trésor public. Suppression prochaine des archevêques.

M. Legrand a cuvert cette séance par exposer, au nom du comité des rapports, des difficultés qui vont se présenter dans les provinces sur l'exécution du décret relatif aux mendians; & il a proposé le décret suivant, qui a été adopté sans réclamation.

"L'Assemblée nationale décrete que, par des membres pris au nombre de deux, dans les comités ecclésaspris tiques, de constitution, de mendicité, & de l'aliénation
des biens ecclésastiques, il sera fait une instruction aux
prépartemens & aux municipalités, sur l'exécution de
présentemens & aux municipalités, sur l'exécution de
présentemens & aux municipalités, sur l'exécution de
présentement à l'Assemblée dans le plus court détai pri
les deux lettres de M. de Saint-Priest, lues ici., l'une
instruisoit l'Assemblée de quelque division sur écaue entre la
municipalité de Soubisé & sa garde nationale; & l'autre de quelques difficultés qui se sont élevées entre la
municipalité d'Auray, & le régiment de Rouergue, sur
la question de savoir si les officiers municipaux ont le
droit de lire, à la tête des troupes de ligne, la réquisition par laquelle ils leur demandent du secours pous

escorter des convois de grains, & si, en pareil cas, les groupes réglées son auxiliaires des milices nationales. La premiere de ces lettres a été envoyée au comité des rapports; & la seconde, au comité militaire. Une autre les re de M. de la Tour-du-Pin apprenoit à la diete au gulle que le Roi a donné les ordres les plus rigoureux, pour faire prendre & conduire au Châtelet les trois dragons, aureurs de l'insubordination qui a éclaté dans le régiment de Lorraine, en garnison à Tarascon.

M. l'abbé Gouttes a lu ici une lettre des ci-devanc religieux de Nimours en Hurepoix, diocèle d'Amiens, qui se plaignent qu'un intriguant, portant collet, a obtenu, au mois d'avril dernier, & malgré le décret qui met les biens eccléssastiques dans les mains de la nation, un arrêt à la chambre des vacations de Paris, qui enleve au public un bénésice de 5000 livres. M. Bouche a sais cette occasion pour se plaindre des déprédations énormes que les gens d'église ont saites dans seurs biens; & déjà il alloit saire une motion vigoureuse à ce sujet, sorsque M. Legrand a observé que le comité eccléssastique avoit sur cela des pieces très importantes, & dont il se dispo-

soit à rendre compte incessamment.

M. l'abbé de la Salcette a présenté un exemple d'une toute autre espece; c'est celui de M. l'abbé Benoît Bou-lete, demeurant à Paris, rue d'Orléans, sauxbourg Saint-Marcel, qui abandonne à la nation deux bénésices dont il jouit. Nous ne devons pas oublier à cette occasion que c'est bien mal-adroitement que l'auteur des annales patriotiques & littéraires a accusé M. l'abbé de la Salcette d'avoir demandé hier un concile national, suivant les principes de M. l'archevêque d'Aix. Ce membre respectable, qui n'a cessé de donner dés témoignages de pariotisme & de désintéressement, n'a pris la parole que pour rappeler à l'ordre M. Leclerc, curé d'Arcambre, qui, dans son langage capucino-aristocratique, accusoir de presbitérianisme l'Assemblée, & son comité ecclé-sassique.

L'Affemblée, sur le tapport de M. Vieillard, a enfoite déclaré comme non avenu un arrêt rendu par le parlement de Navarre, qui condamne par corps l'ancienne municipalité de Sauveterre, en ce que les directoires seuls del districts & des départemens ont le droit de se mêler des

De son côté, M. de Cernon, autre membre du comité des finances, ayant observé qu'il ne refle plus qu'environ 13 millions dans le trésor public, en especes, & que le mois de juin étoit fort chargé de remboursement. il a demandé qu'on autorisat la caisse d'escompte à y déposer pour 20 millions de ses billets, lesquels leurs seroient remisen assignats après leur fabrication. Cette propolition n'a point été combattue directement par M. Rewbell ; mais il s'est plaint de ce que la recette demeure toujours ensévelie dans la plus prosonde obscurité. M. Fréteau ajoutoit qu'il étoit d'autant plus étonné qu'on sollicitat de si fréquents secours sque la plupart des provinces paient régulierement leurs impôts. M. Reygnault exposoit à ce fait l'exemple de la Saintonge, dont les rôles ne sont pas encore faits. Enfin , on s'est déterminé à accueillir la demande du comité des finances; mais sur les motions combinées de MM. Reynault & Gouttes, il y a été ajouté l'article suivant :

L'Affemblée nationale décrete que chaque mois, les , receveurs généraux des finances, & ceux des imposimons de Paris produiront un état de recette, tant sur , l'arrière des rôles de 1789 & aonées antérieures, en énonçant le montant de cet arrière, que par la recette courants; & cela en désignant les sommes reçues de chaque receveur particulier, & celles qu'ils auront re-; cues en espèces ou en assignats; & cet ètat sera Hn-; primé & distribué chaque mois aux membres de l'As-; temblée, avec les états-généraux de recette pour les ; memes mois;.

Il étoit déja tard, & l'ordre du jout n'avoit point encore été entamé, lorsque M. l'évêque de Clermont est monté dans la tribune, pour y déclarer, au nom de l'enser & du paradis, qu'il croyoit devoir adhérer à la demande d'un concile national faite par M. l'archevêque d'Aix; & il ajoutoit que plein du plus prosond respect pour les décrets de l'Aisemblée nationale; en tout ce qui concerne les matières temporelles; il ne croyoit pas devoir rendre hommage à la compêtence en marière spirituelle M. l'archevêque d'Arles, qui, depuis l'ouverture de l'Assemblée nationale; n'avoit pas encore dit un seul mot, n'a pas cru devoir garder le silence dans une affaire où la cause de Dieu lui paroisson comparmise, & il a demandé qu'on s'expliquât par oui ou par mod, sur la motton de M. l'abbé de Boisgein.

M l'évêque de Lyda s'est essoncilier ces deux opinions; et, pour y parvenir, il a distingué; d'après de concile de Trente, le spirituel du temporel; et la observé qu'un évêque ou un prêrre n'a pas le droit d'exercet aucune jurisdiction sur ceux à l'instruction desquels il n'a pas été préposé par l'église; que, si l'on s'essor-coit d'introduire en France une doctrine contraire, cette nouveauté pourroit essaroucher les peuples, et alasmer les consciences simorées; et que, peur éviter de porter etteinte à ces maximes, il falloit décréter que le Roi service de prendre les voies canoniques pour légi-timer les sou elles distributions.

Ce n'étoit point là l'avis de M. Camus, qui a soutenu qu tout ministre ordonné par l'évêque, réçoit le droit de remplir ses fonctions dans tout l'univers; que cela est si vrai, qu'en cas de nécessité le prêtre non approuvé peut absoudre, & qu'il est des bénésices-cures auxquelles des larques pourvoient lans le concours de l'évêque. Il ajoutoit que l'approbation de l'ordinairé n'est qu'une nouveauté introduire par le concile de Trente, & qu'une nouveauté introduire par le concile de Trente, & qui n'est que de pure discipline.

M. Berardier a fait quelques efferes impuillens pous

détruire comprincipes que M. Camus a beaucoup mieum drudiés que lui; mais deux passages, cités par M. l'abbé Gouttes, ont terrasse le théologien qui est demeuré sout penaut. Une autre quession bien plus importante s'est alors élevée. C'est celle de M. Fréteau qui a demandé qu'on supprimât les archevêques comme gens inutiles. Cette nouvelle impiété a fait une vive impression chez les noirs. M Duval, qui fait par cœur, & l'évangile & le droit, canon, demandoit à répondre à son confrere. D'une autre part, M. Lanjuinais, vouloit prouver que les métropolitains sont de droit divin. Les plus éclairés de l'Assemblée vouloient qu'on prononçat sur la question sans désemparer; mais, après deux épreuves affez douteuses, il a été décrété qu'elle seroit senvoyée à demain.

Tandis gu'on discutoit ces questions, que nos neveux me considereront pas sans doute, aussi importantes qu'on le croit actuellement, deux braves citoyens, un Cordelier & un Capucin, se sont présentés dans l'une des tribunes, poudrés, frisés & en habit clérical. Ce spectacle. qui annonce le cas que font les ci-devant religieux du décret de l'Assemblée qui les a défroqués, à fait d'amant plus de plaifir, que l'un de ces deux ci-devant moines. étoit le gardien des Capucins. Toute la salle à retenti d'applaudissemens; & l'on pense bien que les «tribunes n'one pas été les dernières à témoigner leur approbation. Il ne munque plus à la satisfaction du peuple, que de voir disparoître entiérement ce costume gothique, qui difigure les anciens membres de nos monafteres, & sur-rout de les voir jouir des douceurs de la paternité. O tempora! O mores!

NOUVELLES DES PROVINCES.

Bar-le-Duc, 25 Mai. Le département de Meule, auffi dévoud à la conflicution que les autres, vient de former sa sédération particulière. La cérémonie qui s'est exécutée hier, a été simple, mais édissante, parce que le patriotisme & l'ambié en ont sait sur-rout le prix. La cité de Bar-le-Duc, qui étoit le point de réunion de éet acte civique, à eu le bonheur de réunir dans ses murs avec toutes les gardes métionales du département de Monte, des détachements considérables des départements de

Meurthe, Moselle, Haute-Marne & Basse Masne, de sorte que, dans l'instant de la prestation du serment, l'aurell pairiotique, dresse sur la montagne de Frennieres, présentoit l'aspect important de 63 drapeaux flottans autour de lui, & desquels une armée d'environ 4000 hommes de 10000 spectateurs saisoient librement la dédicace à la patie & à la liberté. MM. Lallemand, procureur du Roi au builliage de Bar-le-Duc, & MM. les officiers municipaux, se sont distingués dans cette journée, par leur patriotisme & leur zèle pour la chose publique.

Marseille, 26 mai. Il y a sur les bords de la mer & dans . le jardin de la prévôté de l'église cathédrale de Marseille une vieille poudriere, appartenant à la ville, dans laquelle on avoit reposé depuis les guerres de Mahon, par M. de Richelien, de la poudre & des carronches, lorsque l'armée françaile revint de cette isle. C'est du moins la verfion la plus commune, elle paroît la plus raisonnable. Cette poudriere qui avoit été long temps oubliée ... est revenue au, souvenir de nombre de personnes, qui, craignant qu'elle put favoriser les ennemis du bien public, ont fait part de leurs craintes à la municipalité. On en a fait la vilite, & on y a trouvé de la poudre & des cartouches, que les canonniers & les gens de l'art ont, à ce qu'on m'a dit, annoncées comme vicilles. Cela a fait du bruit, sur-tout parmi le peuple; & comme cette poudriere est dans les environs du chapitre de la Major, on n'a pas manqué de prêter de mauvais desseins aux membres de ce chapitre. Les citoyens & le bataillon du disrrict no 19, sur lequel la cathédrale est située, instruits de ces bruirs, non seulement se sont efforcés de les détruire, mais ont encore mis fous leur sauve-garde la cathédrale, les membres qui en composent le chapitre, & les maisons qui leur appartiennent. MM. du chapitre, pénétrés de reconnoissance pour cette conduite de la dix-neuvieme section, se sout présentés le 14 mai, à ce district pour l'en remercier, & M. Vigne, archidiacre, a prononce au nom du chapitre, le discours suivant.

"M. le président & messieurs, nous venons remplirauprès de vous un devoir bien doux & bien cher à noscours, celui de vous porter au nom de tous les membres de notre église, le tribut de la reconnoissance la plus prosondément sentie & la plus justement méritée.

p La démarche que vous avez bien voulu faire auprès de la municipalité, pour détruire le faux bruit répandu dans le public, relativement au magasin de poudre, situé dans le voisinage de notre église, & l'intention que vous avez manisesténde mettre & de maintenir sous la sauvegarde de votre district, la cathédrale, les membres qui lui font attachés, les maifons qui lui appartiennent, nous ont pénétrés de la plus vive sensibilité. Nous avons admiré dans cette conduite les effets du vrai patriotisme : à lui seul appartient la gloire de se montrer biensaisant, genéreux, surveillant pour la tranquilité publique & particuliere. Veuillez bien , messieurs , nous en comtinuer les sentimens & les secours, & agréer les remercimens d'une église qui, comme vous, messieurs, est animée de l'esprit public, du civisme le plus pur, le plus désintéresse, qui en a donné & en donnera, dans toutes les occasions, les preuves les plus complettes les témoignages les plus passiotiques, qui s'honore de posséder dans son enceinte des citoyens tels que vous & qui goûte en ce moment un yrai plaifir à vous faire hommage de son respect, de son dévouement & de sa gratitude »,

27 mai. Ordennance de la municicipalité de cette ville qui fait défense à toute personne de mindier, si elle n'a reçu de la municipalité une médaille qui ne sera désivée qu'aux pauvres natifs de Marseille. — Désense aux porteurs de cette médaille de demander la charité avant le soleil levé, ni après le soleil couché, d'eatrer dans les maisons, à peine de prison, & de plus sorte peine en cas de récidive. — La garde nationale chargée d'arrêter les contrévenans, les vagabons & gens sans aveu, pour les dits vagabons, s'ils sont Français être conduits dans leurs municipalités.

Lyon 28 mai. Nous avions omis de mettre au nombre des braves religieux qui ent vu avec horreur la protestation des noirs de l'Assemblée nationale, les RR. PP. Augustins du district de la Platiere. Leur profession de solleur fait autant d'honneur que la conduite qu'ils observent dans l'administration de leurs biens. Convaincus

impatience le moment de rendre ce dépôt à la nation. Non seulement ces biens ne sont grévés d'aucunes dertes, mais ces religieux auront la satisfaction de remettre pag somme assez importante, fruit d'une sage économie. De pareils traits provoquent l'estime & la reconnoissance publique. Comment y a t-il encore des corps qui n'ont pag la même ambition?

	··· J U T N		* \
DATES des jours d'intérêt.	Interêts des Affignats de 2001.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérête des Affignats de 1000 I.
Mrecredi 2.	N.	11, 3 f, 6 d.	3 liv. 18 f. ad.

COURIER FRANÇAIS,

Du Jeudi 3 Juin 1790.

Assemblée nationale. du 2

Forme des affignats. Brigandages commis dans le Nivernois. E la Bourbonnais. Suppression de la plupare de nos évêchés, & de la jurisdiction des évêques étrangers en France.

OUS n'avons sien die de la séance de lundi foir, qui n'a été remarquable que par les nombrentes adresses de la discussion de l'instruction sur la vente des biens mationaux, qui a été décretée. Celle d'hier foir n'a guerres ste plus abondante. On y a rependant lu la foumission de la municipalité de Montargis, pour deux millions de biens nationaux ; & l'adrelle de ceffe de Versailles , qui annonce que, malgré ses perces & sa dépopulation, sa contribution patriotique monte à 1200 mille livres. On a admis à la barre une députation du diffrict de Saint-Nicolas du Chardonner, qui a dir qu'on y a exclus de assemblées ceux qui ont osé écrire su protester contre As pracies de l'Affemblée nationale, & que cette fage démarche a produit l'heureus effet de faire tetrafter M. le Gros, pasteur de cette paroisse. Nous invitore goutes les assemblées du royaume à fuivre cet exemple A rejeter de leur fein , fans miféricorde , & jufqu'a resipiscence, ces ciroyens discoles, qui osent lever le front contre l'autorité du législateur.

Le parlement de Tonlouse ayant prononcé des arrèss dans une affaire survenue à Mirepoix, & qui n'étoit point de sa compétence, l'Assemblée a « déclaré comme non » avenus les arrêts du parlement de Toulouse, & charge

fon prélident de le retirer pardevers ic soi, pour le p supplier d'ordonner qu'il ne soit donné aucune suite aux arrêts rendus par la chambre des vacations ... Puis, Mr Dupont, qui, comme bien d'autres, aine affez à marler de fon civilme, de ses lumieres & de ses vercus, s'est plaint très-amerement de ce que, dans la discussion derniere sur la ville de Marseille, M. de Biauzat avoig laissé échapper un mot sur ses correspondances ministérielles. L'honorable membre a fair un très-long discours apologétique de sa conduite; & l'affaire en est reflée là. C'est d'ailleurs un très-honnête homme que ce M. Dupont mais on desireroit seulement qu'il n'écrivit jamais, ni fue les finances, ni sur le commerce, ni sur les manufactures. La discussion des réglemens sur les étaux des boucheries a clos cette séance; &, sans rien décréter sor cette matiere, l'Assemblé a « renvoyé à la nouvelle municipalité de Paris, aussi-tôt qu'elle sera formée, l'examen p des anciens réglemens; & elle à déclare que sur le surplus il n'y avoit pas lieu à délibérer ».

Avant d'entamer la féance de ce matin, nous devoiss placer ici le décret rendu sur la forme des affignats.

🕵 qui a été redigé depuis de cette manière : 🧦

» L'Affemblée nationale, après avoir entendu le rapport des commissaires du comité des finances, chargés de surveilles la fabrication des assignats, a décrèté & v décrete ce qui suit:

n ART. I. les 400,000,000 liv. d'assignats créés par n les décrets des 19 & 21 décembre 1789, 16 & 17 avril

p 1790, seront divisés en 1,200,000 billets, savoir:

» 150 mille billers de 1000 liv.

» 400 mille billets de 300 liv. » 650 mille bilets de 200 liv.

» Les billets de 1000 liv. seront divisés en six séries n de 25 mille billets chacun, numérores de puis 1 jusqu'à 25,000.

Des billets de 200 liv. feront divisés en treize series p de 50 mille billets chacun, numérotés depuis 1 juique 2

20,000 liv.

» II, Les billets de 1000 liv. & de 200 liv. seront imn primes sur du papier blanc, & ceux de 300 liv. sur du n papier rose.

" Les billets de 1000 liv. seront imprimés en leures

n rouges; ceux de 300 liv. & de 200 liv. en lettres noires.

n III. Chaque affiguat aura pour titre: Domaines nan tionaux hypothèques au remboursement des affiguats
n décrétés par l'Assemblée nationale les 19 & 21 dén cembre 1989, & 16 & 17 avril 1790, sanctionnés par
n le Roi.

"Le corps de l'affignat contiendra un billet à ordre "fur la caisse de l'extraordinaire, si au bas dudit billet "par le tireur, & au revers par l'endosseur, lesquels "tireur & endosseur auront été nommes par le Roi.

» IV. Au-dessus in biller à ordre sera imprimée l'essingie du Roi, & au-dessous dudit billet, un timbre aux armes de France, avec ces mots: La loi & le Roi.

b V. Trois coupons, d'une année d'interêt chacun; is seront places au bas de chaque assignat; & au revers des lignes qui les sépareront, seront imprimés les mots domaines nationaux & cassse de l'extraordinaire. Ces mots seront disposé de maniere qu'on ne puisse séparer les coupons de l'assignat, sans en couper une ligne entiere dans la longueur. Un timbre sec aux armes de France sera frappe sur le revers desdits coupons.

"VI.Le revers de l'affignat fera divisé en plusieurs cases, dont la premiere recevra la signature de l'andosseur nommé par le Roi, les autres cases serviront aux autres en-

n dossemens, s'il y a lieu.

"VII. Il pourra être établi dans chaque ville, cheslieu de département, & dans toutes autres villes prinincipales du royaume; sur leur demande, un bureau de
invérification, sous la surveillance, soit des assemblées
de départemens, soit des municipalités, & d'après le
réglement que le Roi sera supplié de rendre,

"D'après les demandes qui teront faites par lesdites affemblées de département ou municipalités, il leur sera adressé les instructions nécessaires pour la personne com-

» mise à la vérification.

n Un double de cette instruction sera déposé au greffe

» du tribunal du département.

"VIII. Les vérificateurs seront tenns, tentes les fois m qu'ils en seront requis, de procéder sans frais à la vérim fication des assignats qui leur seront présentés, & de m les certifier.

Marie and Sign of the grant and the

sources circonflutes délafréques, les gardes miriorales. la maréchaussée & le régiment Royal-Piémont, en garnilon à Nevers, ont moderé un tèle de une activité qui ne peuvent être trop préconifés. Il a fini son rapport. par-un décret en 14 articles, qui a été admis, fauf redaction, & qui a pour objet d'armer les officiers musnicipaux de conte la force publique, pour reprimer cos

brigandages.

Le projet de décret ne concernoit que les départemens que nous renons de nommer; mais M. l'abbé-Grégoire a demandé qu'il fût tendu commun à tout le. royaume: &. comme il contient une injunction à tous les surés de lire les décress à leur prône : saus peige. d'être privés de la qualité de citoyens actifs, M. Logs disoit que les paylans du Périgord s'opposoiens à ce. qu'on les publist: s: sous prétente qu'ils attirent la grales: M. le curé de Vaux, au contraire, remarquoit que coqui recenoir les passeurs de cette province, c'étoit les . peines canonique: dont on les menaçois, s'ils publicient ces décrets. M. Bouche nouloit qu'à la privation de la qualité de citoyen actif, on ajourat celle des honoraires; & M. le curé de Sêves demandoit que la peine, quelle. qu'elle fût , ne se prolongest que jusqu'à la récipiscence;... mais ces deux amendemens ont été rejettés.

Un député de Vahres a ici ouvert l'ordre du jour ... en demandant, au nom de ses commettans, lo conservation de son évêché & de sa cathédrale. Puis, M. Lan-. juinais a lu une nouvelle rédaction d'articles, faite d'après la motion de M. Fréteau, qui ne vouloit point d'archeyêques. Mais M. Martineau, qui tenoit à son travail, soutenoit que la hiérarchie métropolitaine remontoit à la primitive église, & qu'on étoit incompétent pour l'abroger. Me Fréteau n'a pas laissé passer impunément cette maxime; & il a cité les canons appostoliques accollés à diverses autres autorités ecclésiastiques, pour démontres qu'originairement les évêques n'avoient le titre de métro» politains, qu'autant que la ville qu'ils habitoient avoit 🔻 🖂 la qualité de métropole dans l'ordre civil. Cette discusfion n'a pas plu à M. Duquesnoy, qui a demandé qu'on 🖰 se réduisse au point unique de savoir combien il y ausoit de dioceses en France. On a lu en conséquence l'assicle. premier en ces termes :

ART. L. q Chaque département formera un seul dios

p cefe; & chaque decefe sura la même étendue; les mêmes limites que le département ».

Un député de Comminges a demandé la confervation du sien; mais on a déclaré qu'il n'y avoir pas lien à dé-libérer; il en a été ainsi de la Corse pour laquelle l'un de ses députés réclamoit trois évêques. De son côté, le très-saint pere, M. Duval de Pondichery, réclamoit l'exécution des canons, & observoir que, si l'Assemblée nationale alloit prendre sur elle de prononcer seule sur la suppression des évêchés, savonscience l'obligeoit à déclarer que l'Assemblée est constituée en chime; il ajoutoit qu'ib stitoir prier le Roi de recourir aux voix canoniques; mais cet amendement à en le sort des deux précédens s'il a été écarté par la question péalable, l'article a été décrété. Qu en a ensuite soumis deux autres à la disensation qui ont été décrétés en ces termes:

» Art. II. Il est détendu à toute église on paroille de prance, à tous citoyens français: de reconnoître en aucun cas, & sous quel que prétexte que ce soit, l'antorité d'un évêque ou d'un métropolitain, dont le siège seroit établi sous la domination d'une puissance métrangere, ni celle de ses délégués, résident en France ou ailleurs; le tout, sans préjudice de l'unité de soi & de communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'église, ainsi qu'il sera dit ci-après ».

III. « Il sera conservé tel nombre de métropoles qui » sera jugé convenable, & le lieu de leur établissement » sera déterminé. Lorsque l'évêque discésain aura promonée, dans son synode, sur les matieres de sa compétence, il y aura lieu au recours au métropolitain, » léquel prononcera dans le synode métropolitain ».

A l'occasion du second article, M. Bourmard a réclame l'exécution du traité de Westphalie, & a stipulé pour ainendement que le Roi fûr au moins prié de stipulér l'indémnité due aux métropolitains étrangers, dont la jurif-difficé s'éténdoit en France; mais on lui a crié qu'il propositif à une simpnie, & son amendement a été éloigné par la question préalable. Le troisseme article a éprouvé de prius longués difficultés. M. Treilhard ayant désié toute l'Assemblée de meure autorité des deux premiens secles, qui l'exercice de la jurisdiction d'un évêque sur un autre, un prêtre, marqué au coin de sie

Digitized by Google

en pour but que de réfuter un poemalifie, eue désacpondre par la même voie aux reproches dont il se plaignoit.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Bayonne, 25 mai. Nous venous d'être témoins d'un attentat abominable, qui nous a sous fait frémir. Cette emis, érois de nor conciroyens, membres de la patroville, aux été affassinés, à coup de poignatd, par un jenne officier du régiment d'Angoumois, Ce forcené a été arrêré ôt conduit dans les prisons de l'hôtel commun, où l'on instruir sa procédure. MM. les officiers de ce régiment, indignés de cet affassinat, viennent d'éstire la lettre suivante à chacun des capitaines de la gazde napsionale de Bayonne:

« Monsieur, pénétrés de la plus vive douleur sur l'éwénement affreux qui a eu lieu la nuit dernière, envers une patrouille de la milice nationale, par l'abominable procédé du sieur de Ch * * *, ci-devant officier du corps, nous venons de manischter à MM, les officiers municipaux combien nous en sommes vivement affectés en leur déclarant que nous abandonnons ce melleureux à la rigueur des loix, de que nous le regardons, depuis de moment de son attentat, comme à jamais indigue da potter le nom d'officier : nous nous empressons indigues da potter le nom d'officier : nous nous empressons jude vous prions d'en donner authémiquement connoissant à vous prions d'en donner authémiquement connoissant à vous prions d'en donner authémiquement connoissant de dede de nous avons de concourir avec elle su maintage de bon ordre, inféparable du bonbest commun.

Mous espérons également que ce facheux-accident d'altérers en rien la parsaire union qui à toujours régné untre les citoyens de la garnison ».

Le prix de l'Abonnement de ce Journal ; qui parelt tous les jours est de 3 live to fele per moie, en en vend à 3 fais la feuille gous cruz qui n'ent pas senfetits.



COURIER FRANÇAIS

Du Vendredi 4 Juin 1790,

Assemblée nationale. du 3 au fair

Adresses importantes. Décrets sur les brigandages du Bourbons nais, du Nivernais & du pays de Comminges. Autre sur le département de l'Aisne. Nouvelles intéressantes.

Ne adresse dont la lecture à sait, dans cette séance? In plus vive impression, est celle des ecclésastiques de sobles du district de Melle en Poitou. Dans cette province, le zèle pour la patrie est aussi servent, que l'en y est communément éclairé; &, s'il en est une bien redoutable aux ennemis de la constitution, c'est assurément celle qu'arrosent les rivieres de Vienne & da Clain. « Voyant avec peine, disent les citoyens de Melles que l'on ronsond aujourd'hui sous le nom d'aristocrates en ennemis de la constitution indissinssement, routes les personnes qui jeuissoient ci-dexant des privilèges attachés, soit à leur naissance, soit à leur caractère, ne voulant laisser aucun doute sur leurs sentimens patrioriques & leur adhésion respectuente aux opérations de l'auguste Assemblée nationale.

en ils déclarent par le présent acte qu'ils acceptent de ent soujours accepté, avec une soujours accepté, avec une soujoine entière de parfaite tous les décrets rendus par l'Assemblée de sancationnés par le Roi : en conséquence, nous soussignée renouvellons le serment civique que nous avons déja prêté : nous jurons de maintenir de tout notre pouvoir la constitution du royaume, de d'être sidèles jusqu'au dernier soupir, à la nation, à la loi & au Roi no

» Es pour que le prélent acte fois perpetuellement

fonterve & rendu publique, M. de Vernon est charge four les soussies soussies d'en déposer un double à la Munitipalire de Melle, qui est suppliée de l'enregistrer, & d'en-adresser une expédition à l'auguste Assemblée nasionale, & d'être l'organe auprès d'elle de nos sentiment de respect & d'admiration pour tous les décrets qui ema-

nent journellement de sa sagesse ».

Une adresse de la société des amis de la constitution ; établie à Tulles, celle d'un très-grand nombre de curés réunis du Languedoc; une autre des mêmes passeurs des environs de Fontainebleau, & une quarrieme de la commune de Saint-Omer, contenoient des sentimens non moins respectueux ni moins patriotiques. La petite & très-pauvre paroisse de Tarare, qui de la patrie & sa contribuation patriotique, s'est soumais à acheter tous les biens sationaux qui sont dans son arrondissement. Celle de Loches, district de Bar-sur-Aube a fait la même soumission; la ville de Saint-Omer s'est obligée à en acheter pour douze millions; & celle de Saint-Séver, autant.

in Tontes ces adresses ne plaisoient pas à M. d'Ambly qui avec sa naïveré ordinaire, les appelloit des amuzeurs de appelloit des amuzeurs de appelloit qu'une telle lecture ne convient point à des législateurs, & qu'au lieu d'opérer la réunion des esprits, elle ne sert qu'à les aigrir. Mais M. Prieur lui observoit qu'on ne pouvoit empêcher les amis de la constitution d'exprimer les sentimens de reconnoissance qu'ils croient devoir à l'Assemblée mationale, & que d'ailleurs on cesseroit de lire les adresses, lorsque les membres protessans aurone tétracté la déclaration qu'ils ont publiée contre les décrets de l'Assemblée nationale.

D'In député de Comminges a instruit ici l'Assemblée des brigandages commis dans sa province; & il a ajouté que les officiers des seigneurs ne veulent pas juger ces pillards que les gardes nationales ont pourchasses, & dont ils ont renfermé plusieurs dans les prisons de l'Isle-en-Godons que les officiers du tribunal de cette ville offrent d'instruire les procès des prisonniers, si l'Assemblée vouloit les y autorifer. En conséquence, il proposoit le décret suivant, qui a été adopté après-une très-légere résistance.

** Al Affemblée nationale approuvant le zèle des officiers de justice de la ville de l'Isle-en-Godon, en Comminges, les autorise provisoirement à informer, décréter & juger n gandage n.

Le décret, rendu le matin, sur les mouvemens surà venus dans les départemens du Cher, de l'Allier de la Nievre & de la Correze, a donné lieu ici à des disti custions affez longues. M. Malès a observé qu'en confiant au siège de Tulles le soin de juger les coupables, c'étoit faire revivre l'ancienne jurisdiction prévocale, dont on a cru devoir suspendre l'exécution des juges mens, parce que la plupart des juges du préfidial de Tulles sont les assesseurs du prévôt; que déja ces juges ont prononcé dans la plupart des affaires qu'on va foumettre à leur décision; qu'un mémoire déposé au comité des recherches nous apprend qu'ils sont même parties contre les accusés; que ces juges méritent d'autant moins de confiance, que moreifiés de ce que l'Affemblée # Juspendu l'exécution des jugemens prévotaux, ils ents écrit politivement au comité qu'ils ne veulent pas cons tinuer à juger; & que tout porte enfin à l'ubstituer un autre tribunal à clui de Tulles, pour connoître des brisgandages qui ont été exercés dans la province.

M. Voidel, membre du comité des recherches, a rem marqué que les trois comités réunis, des rapports, des recherches & de conflicution étoient convenus de confier le soin de cette instruction au présidial de Limoge se K que c'est par erreur que le nom de celui de Tulles s'est glissé dans le décret ; mais M. Dusreisse du Chen soutenoit qu'on ne pouvoie rien changer à un décret rendu en très-grande connoissance de cause. Mr. Target a confirmé ce que venoir de dige M. Voidell, & il y a ajouté que, pour éviter qu'on ne confondit les procédures prévôtales dont l'exécution a été suspendue « avec l'attribution qu'on alloit donner aux prefidianz de Moulins, Bourges, Saint-Pierre le-Mousier & Limoges. il falloit borner cette attribution aux brigandages commis depuis le premier mai dernier. Ces amendemens ont été admis On a austi adopté, quelques changemens à l'arti-

cle IX; & le décret ainsi rédigé porte :

n L'Assemblée nationale, informée & profondéments n affligée des excès qui ont été commis par des troupes e de brigands & de voleurs, dans les départemens du Chera

I de la Nievre & de l'Allier, & qui se sont étendus mesjues dans celui de la Correze, excès qui, attaquant la tranquillité publique, les propriétés & les possesn sions, la sûreré & la clôture des maisons & des héritan ges, la liberté si nécessaire de la vente & circulation des p grains & subsissances, répandent par-tout la terreur. n menacent même la vie des citoyens, & ameneroient promptement, s'ils n'étoient réprimés, la calamité de la famine; excès enfin, qui, par la contagion de l'exemple, par des infinuations perfides, par la publication de faux décrets de l'Assemblée nationale, ont entrainé n quelques-uns des bons & honnêtes habitans des camn pagnes dans des violences contraires à leurs principes » connus, & capables de les priver pour long-temps du » bonheur que l'Assemblée nationale travaille sans cesse à p leur procurer ; » Considérant qu'il n'y a que deux moyens d'empêcher » les défordres, l'un en éclairant continuellement les n hons citoyens & honnêtes gens que les ennemis de la constitution & du bien pub ic essayent continuellement n de tromper; l'autre en opposant aux brigands, d'un côté. n des forces capables de les contenir ; d'un autre côté, nne » justice prompte & severe qui punisse les chess, auteurs & instigateurs des troubles, & effraye les méchans qui pourreient être tentes de les imitens oui le rapport à elle fait au nom de son comité de constitution, & de son comité des recherches, décrete ce qui suit : ART. I. " Tous ceux qui excisent le peuple des villes » & des campagnes à des voies de fait & violences con-» tre les propriétés, possessions & clôtures des héritages. » la vie & la sûreté des citoyens, la perception des im-» pôts, la liberté de vente & de circulation des denrées » & subsistances, sont déclarés ennemis de la constitup tion, des travaux de l'Assemblée nationale, de la nas tion, & du Roi: il est enjoint à tous les honnêtes gens » d'en faire la dénonciation aux municipalités, aux administrations de département & à l'Assemblée nationale. II. » Tous ceux qui excitent le peuple à entreprendre

mitrations de département & à l'Affemblée mationale.

II. » Tous ceux qui excitent le peuple à entreprendre so fir le pouvoir législatif des représentants de la nation, se en proposant des réglemens quelconques sur le prix des denrées, la police champêtre, l'évaluation des dommages, le prix & la durée des baux, les droits sacrés de

» la propriété, & autres manières, sont également déclarés » ennemis de la constitution, & il est enjoint de les » dénoncer : tous règlemens semblables sont déclarés » nul & de nul effer.

III. "Tous ceux qui se prévaudront d'aucuns prétendus décrets de l'Assemblé nationale non revêtus des sormes prescrites par la constitution, & non publiés par les officiers qui sont chargés de cette sonction, sont déclarés ennemis de la constitution, de la nation & du

» Roi: il est enjoint de les dénoncer, & ils seront puns » comme perturbateurs du repos public, aux termes de

» l'artic cret du 26 février dernier.

IV.» vicaires ins qui se refuseront ble voix la publicain a faire au prône à haute ble voix la publicain tion des décrets de l'Assemblée nationale, acceptés ou fanctionnés par le Roi, sont déclarés incapables de remin plir aucunes sonctions de citoyens actifs, à l'effet de quoi il sera dresse procès-verbal à la diligence du proin cureur de la commune, de la réquisition faite aux curés, in vicaires & desservans, & de leurs refus.

V. » Il est désendu à tous citoyens actifs de porter » aucune espece d'armes, bâtons dans les assemblées » primaires on électorales. Il est enjoint aux maires & » officiers municipaux d'y veiller, tant en empêchant » les citoyens de partir armés pour le chef-lieu du cariston, qu'en obligeant à l'arrivée dans le chef-lieu, les

 citoyens actifs des différentes paroiffes, de déposer les marmes qu'ils pourroient avoir avant d'entrer dans

» l'assemblée.

» Il est expressement désendu de porter aucune espece d'armes dans les églises, dans les foires, marper chés & autres lieux de rassemblement, sans préjudice pe des gardes chargés du maintien de la police.

VI. "Tout citoyen qui, dans une assemblée primaire ou électorale, se portera à quelque violence, sera quelque menace, engagera à quelqu'acte de révolte exclura ou proposera d'exclure de l'Assemblée, quelque citoyen reconnu pour citoyen actif, sous le prétexte de son état, de sa prosession, & sous tout autre prétexte, sera jugé à l'instant par l'assemblée même, condamné à se retirer, & privé de son droit de suffrages. Les honnètes gens & les amis de la constitution sont spécialement chargés de veiller à l'exépt quion du présent article.

VII. » Les officiers municipaux, tant du chef-lieu, nous des paroiffes dont les habitans composent des massemblée primaires, se concerteront ensemble pour avoir une sorce suffisante à l'esse de maintenir la manquillité publique & l'exécution des articles cime dessus dans le lieu des assemblées, sans néanmoins qu'aucun homme armé puisse entrer dans ces assemblées, si ce n'est dans les cas prévus par le décret du 28 mai dernier.

VIII. " Tous les citoyens, quel que soit leur état & prosession, les laboureurs, ferraiers & métayers, les commerçans & marchands de grains & subsistances, toutes propriétés & toutes possessions actuelles sont placées sous la sauve-garde & protection de la loi, de la constitution, du Roi & de l'Assemblée nationale, sans préjudice, soit des actions que chacun pourra porter devant les tribunaux, soit des précautions que ses corps municipaux ou administratifs prendront pour affurer, d'une maniere paisible, la subsistance du peuple. "Tous ceux qui contreviendront au présent article."

» Tous ceux qui contreviendront au présent article. » seront reconnus & dénoncés par les honnêtes gens » comme ennemis de la constitution & des travaux de » l'Assemblée nationale, de la nation & du Roi.

IX. » Ceux qui se permettront des excès ou des ou» trages à l'egard des officiers municipaux, des admi» nistrations de département & de district, & des ju» ges, seront rayés du tableau civique, déclarés inca» pables & priyés de toute exercice des droits de citoyen
» actif, en punition d'en avoir violé les devoirs.

X. n Quant à ceux qui auront commis, ou commetn tront des voies de fait & des violences, soit contre
n les propriétés & possessions actuelles, soit contre les
n personnes, & particuliérement quant aux chess des
n émeutes, & sur-tout aux auteurs & instigateurs de pan reils attentats, ils seront arrêtés, constitués prisonniers,
n & punis selon toute la rigueur des loix, sans préjudice
n de l'exécution de la loi martiale, dans les cas où elle
n doit avoir lieu suivant le décret du 21 octobre dernier.
NI. n Tous les citoyens de chaque commune qui aun ront pu empêcher les dommages causés par ces violenn ces, en demeureront responsables, au terme de l'article
n V du décret du 26 sévrier dernier.

XII. » Les gardes nationales qui ne sont que les ci2 » toyens actifs eux-mêmes, & leurs enfans armés pour la » désense de la loi, les troupes réglées, les maréchaussées » déserrent sans delai à toutes réquisitions qui leur seront » faites par les corps administratifs & municipaux pour » le maintien de la tranqu'illité & du respect pour les » décrets de l'Assemblée nationale. Elles veilleront parti- » culièrement sur le bon ordre dans les assemblées qu'il » est d'usage de former en divers lieux pour celèbrer la vête de chaque paroisse, & pour louer les domestiques » de campagne.

XIII. » Le président de l'Assemblée se retirera dans le » jour pardevers le Roi, pour le supplier de faire passer » dans les départemens du Cher, de la Nievre, de l'Allier » & de la Correze, des forces suffisantes pour assurer

» le repos public & l'exécution des décrets.

XIV. n La connoissance & le jugement en dernier resnort des crimes & attentats commis dans les émeutes &
natroupemens qui ont eu lieu, à compter du premier,
nai dernier, ou qui auroient lieu à l'avenir dans lesnodits quatre départemens, sont attribués respectivement
naux sièges présidiaux, bailliages & sénéchaussées de
nourges, Saint-Pierre-le-Moutier, Moulins & Limoge.
Il leux est enjoint de rechercher principalement, & de
nourier suivant toute la rigueur de la loi les chess des
notions populaires, les auteurs, sauteurs & instiganeurs des troubles, & de faire, sans retardation de junogemens, parvenir à l'Assemblée nationale tous les renseignemens, instructions & preuves qu'ils auront punos se procurer par la voie de la procédure.
n Le présent décret sera porté sur le champ à l'accep-

m tation & à la sanction du Roi, qui sera supplié de prenm dre les mesures les plus promptes pour le faire parvom nir, publier & exécuter dans tous les tribunaux &
m toutes les municipalités du royaume, & spécialement
m aux présidiaux, bailliages & sénéchaussées, ainsi qu'aux
m villes, bourgs & communautés des quatre départemens
m mentionnés au présent décret ».

Vendoit compte des difficultés survenues dans l'assemment blée des électeurs du département de l'Aisne, réunis à Chaulny, sur la fixation du chef-lieu. La majorité dessélecteurs a voté pour le placer à Laon; &, en effet,

cette ville est la plus centrale du département ; mais ceux des districts de Soissons & de Château-Tierry s'y font opposés, ont réclamé la ville de Soissons, & se sont reelres de l'assemblée, après avoir constaté par des procèsverbaux les motifs de leur retraite. M. de Cernon a parsairement balancé les moyens des deux parties, & il a proposé en définitif que l'avis des électeurs sût confirmé, & que le chef-lieu du département de l'Aifne fût définitivement fixe à Laon. Mais M. Brocheton a fait les plus puissants efforts pour combattre cette opinion, & il a tracé toutes les pertes que la ville de Soiffons fait à la révolution, son intendance, ses établissement religieux. il a proposé la situation ciante de cette ville, ses nom-Breux édifices, les différentes routes qui y aboutifient 🖫 sa centralité même; & il a ajouté que la ville de Laon n'avoit pas besoin de l'avantage qu'elle réclamois, Toutes ces représentations, qu'il appuyoit de la prétendus mullité de l'affemblée, n'ont pas fait forcane; & d'an: avis unanime, l'orinion du comité a été confirmée.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Coulommiers, 31 mai. Nous n'attendons point ici que nos prêtres nous enseignemt la doctrine auguste que nos représentans viennent de confacrer. Tous les dimanches & sêtes, notre maire & nos officiers municipaux rassemblent le peuple dans une église, & lisent & lui empliquent tous les décrets que l'Assemblée nationale a rendu s dans la semaine, l'exhortent à la concorde, à la paix, & au plus prosond respect pour la constitution de l'Etat. Vous ne sauriez croire, mon cher Courier français, combien cet usage éclaire le peuple sur ses devoirs.



COURIER FRANÇAIS;

Du Samedi 5 Juin 1790.

Assemblée nationale. de Al

Cerémonial entre le président du corps législatif & le Roi. Décret fur la contribution patriotique. Autre sur la caisse d'éscomp te. Discours de M. de la Tour-du-Pin sur l'état de notre armée.

PRES la lecture de quelques adresses celles de proces-verbal, M. Chabrond a demandé à l'Assemblée des instructions sur la maniere de tracer le tableau de ce qui s'est passé hier à la procession de Saint-Germainl'Auxerrois, où la diete auguste a affisté avec le Roi. Cette précaution étoit d'autant plus nécessaire, qu'il n'y avoir point eu de cérémonial proprement dit ; que le président s'eft Teulement toujours tenn à la droite du Roi, & un peu en avant de Sa Majefté; mais qu'au reposoir ni à la chapelle on n'avoit préparé aucune place pour le chef du corps légiflatif. M. le président, après avoir observé qu'il auroit beaucoup mieux valu que l'on eut nommé une commission pour régler ce cérémonial, a ajouté que M. le curé de Saint-Germain-l'Auxerrois lui représenta hier que, si son clergé n'avoit point êté au-devant de l'Assemblée nationale, c'est qu'il n'avoit point été instruje de son arrivée, & qu'ensuite il n'avoit pu se faire faire place à travers la multitude qui environnoit l'église.

Ju membre a sais l'occasion de cette discussion, pour se plaindre de ce qu'il s'est apperçu que les droits honorisques subsistoient encore à Saint-Germain-l'Auxerrois, malgré les dipositions contraires de l'Assemblée nationale. M. Voidel, en rapportant l'attention sur le ééa rémonsal d'dier, à remarqué que, les signes représentant des choses, & les représentants de la nation devant occuper une place distinguée dans les cérémonies publiques, il seroit essentiel de renvoyer au comité de constitution le soin de désigner, de concert avec les ministres, les marques de respect qui doivent être données, au corps législatif, dans les cérémonies publiques. L'Assemblée n'a pas permis de prolonger plus long-temps la discussion, & elle a renvoyé le projet de décret aux comités réunis ecclésiastique & de constitution, & elle a ordonné qu'il seroit seulement dit, dans le procès-verbal, que le président s'est coujours tenu à la droite & en avant du Roi.

M. Busot s'étant plaint de ce que les officiers des élections du département de l'Eure s'opposent à ce que Les el-devant privilégies spient placés sur les rôles des contribuables, l'Assemblée a décrété que son comité des Anances rendroit compte, lundi prochain de cette résistance coupable à ses décrets. On a aussi ajourné un décret proposé par quelques membres, pour autoriser les municipalités à toucher les fonds déposés dans les mains des receveurs généraux des domaines, & qui appartiennent aux paroisses. Puis on a passé à l'ordre du jour sprès la discussion inutile d'un second projet de décret. proposé pour mettre sous la sauve garde de la loi les enclos, dont la plupart ent été violés, l'année derniere au préjudice des spropriétaires, dont on a foulé aux pieds la récolte. Ensuite M. de la Tour-du-Pin a fait part à L'Assemblée du désir qu'il avoit de l'entretenir sur l'étae de notre armée. Dans sa lettre, le ministre ajoutoit que le Roi lui avoit ordonné de lui faire part du voyage que Sa Majesté se proposoit de faire à S. Cloud, & que cependant, pour entretenir une correspondance contipuelle entr'elle & les représentans de la nation, elle viendroit fréquemment à Paris. Le Roi est en esset parti aujourd'hui 4 pour S. Cloud, où la cour passera vraisemblablement six semaines.

L'Assemblée a ici, sans discussion, renvoyé au pouvoir exécutif l'arrestation saite à Rozoi des grains destinés à l'approvisionnement d'un canton voisin. Il en a été ainsi d'une capture de cent sussi, arrêtés à Nantua, & qui étoient destinés pour l'étranger. Plusieurs membres, & particuliérement M. de Sillery, au nom du comité des lecherches, vouloient qu'on désendit positivement cette

exportation d'armes; mais d'autres, nommément MM. Garat l'aîné, Coupil & de Bonnet, soutenoient trèstensément qu'en désendant l'exportation des armes, c'étône chasser de chez nous les ouvriers qui les sabriquent; & ils ajoutoient que notre industrie ne peut que gagnére à ce genre de commerce, & que nous n'en avons rien à craindre.

M. de Canteleu, membre du comité des finances, a rendu compte de l'état actuel de la contribution patriotique, qui monte aujourd'hui à 74 millions, dont 40 millions 830 mille livres pour la municipalité de Paris seule, 4 millions pour l'ancienne généralité de Bordeaux, & 2 millions 852 mille livres, pour la Bretagne. Ces 74 millions ont été formés par 9977 municipalités, les seules qui aient encore fait leur soumission. L'honorable membre a ensuite proposé le décret suivane, qui a été adopté sans réclamation.

"L'Assemblée nationale décrete que le comité des minances sera chargé de l'examen des contestations relatives à la contribution patriotique, & que jusqu'à la formation des département, il travaillera avec les députés de chaque département, à déterminer les déclarations, faciliter la formation des rôles, & proponcera sur les contestations; le tout suivant les décrets

right des 9 Octobre & 27 mars derniers ».

M. d'Allarde a fait ici le rapport du comité des finances sur la nécessité de dédommager la caisse su'escompte des pertes qu'elle dit avoir faites, ou qu'elle va faire, depuis le premier janvier 1790, jusqu'au premier juilles prochain. sur la distribution journaliere de son numéraire, enéchange des billets que l'on porte à sa caisse. Suivant le rapport fait ensuite par M. de la Rochesoucault, il paroît que cette compagnie a rembourfé, d'après les ordres du bureau des établissemens publics, depuis le 19 décembre 1789 au premier janvier 1790, 1,708,000 livres; du premier janvier au premier fevrier, 4,481,700 livres; du premier février au premier mars, 5,036,600 livres, du premier mars au premier avril, 6,169,600 livres; du premier avril au 15 du même mois, 2,759,100 livres; du 15 avril au premier mai, 3,113,200 livres; & du premier mai jusques & compris le 29 du même mois, 5,133,300 livres. Ainsi, le total de ses paiemens, pendant ces diverses époques, monte à 9,001,500 livres auxquelles il faut ajouter 25,559,000 livres qu'elle . gembourfées librement, dans le mêmo espace de temps.

Le décret que proposoit M. d'Allarde étoit sondé sur pe que l'Affemblée nationale n'ayant pas continué les engagemens qu'elle avoit contractés envers la caisse d'escompte, & cet établissement ayant cessé d'être la caisse de l'Etat, il étoit de toute justice qu'elle comptat avec la nation de clerc à maître, des pertes qu'elle a pu faire, fans espoir de bénéfice, pour le bien de l'Etap... Cependant il a éprouvé quelques contradictions, & ceux. qui s'opposaient à cet acte de justice, soutenoient que la caisse avoir assez gagné sur ses opérations avec le trésor public. M. de Folleville demandoit qu'on renvoyat au comité de liquidation l'examen des indemnités qu'elle prétendoit, mais l'amendement de M. de la Rochefoucault, qui termine le premier article, a téunisous les suffrages, & le décret a été prononcé en ces termes :

Art I. " D'après l'examen & le rapport du comité des. n finances, l'Affemblée nationale décrete qu'elle autorife n le premier ministre des finances à recevoir de la caisse » d'escompte fon compte de clerc à maître des dépenses v & pertes qu'elle a pu ou pourra faire pour la distribun tion de numéraire, depuis le premier janvier 2790 jus-» qu'au premier juillet que ce service cessera, afin qu'elle » puisse être indemnisée, s'il y a lieu; lequel compre » ainsi que les pièces justificatives seront remis au comité des finances, pour, sur son rapport, y être same par l'Assemblée nationale.

IL » Le premier ministre des finances est également n autorile à prendre les mesures les plus économiques 40 pour satissaire au paiement des appoints du service

" public ».

Le dernier article a été décrété tel qu'il a été proposé. Cependant il a souffert quelque discussion, pendant laquelle M. de Folleville a proposé d'établir dans les provinces, des dépôts où l'on puisse échanger les billers de caisse contre des assignats; mais cette motion a été renvoyce au comité des finances.

Entre les deux décrets, M. de la Tour-du-Pin s'eft prél'enté à l'Assemblée, qu'il a instruite de l'insobordination "dangerente qui s'est introduite dans quelques régimens; des comités permanens que les soldats ont établis, des bigement qu'ils y prononcent contre leus officiers, de l'autorité que quelques municipalités le sont arragée sur les troupes de ligne , de des asseintes que pluseurs de ces corps administratife ont ainsi portées aux décrets de l'AL Somblée nationale. Le ministre a terminé son discours par apprendre à l'Affemblée que le Roi l'a autorisé à écrire une lettre circulaire à tous les régimens, pour leur permettre de se confédérer avec les gardes nationales. « Le Rol a cru, a-t-il dit, que chaque régiment devoit prendre part à cette fête civique, dont le but eft de refferrer les liens qui unissent tous les citoyens. »

Ge discours a donné lieu à trois propositions, dont l'une avoir pour objet d'en ordonner l'impression, la seconde de faire une adresse, au roi, pour le remercier de la permission qu'il a donnée aux régimens de se confédérer avec les milices parionales & la derniere de s'occuper tout de fuite des moyens de faire ceffer l'insubordination que s'est manifestée dans quelques régimens. Sur cette derniere motion, M. de Menon observoit que de comité serois prêt sous huis jours, a présenter un plan general d'organisation d'armée; & que, s'ils ne d'avoir pus encore fait, c'est qu'il a voulu erre d'accord avec le ministre & le conseil, de maniere que l'Assembice put en 24 heures, décréter tout ce qui concerne la confliccion de l'armée. M. Malouet vouloit qu'on adrestrat des comoignages de latissaction à ceux des regimens qui sont demeurés dans le devoir ; mais M. de Nozilles observoit très-sensément que c'étoit le vrai moyen d'établir la guerre parmi nos troupes. M. Foucault, de son côté, vouloit qu'on fadiquat un jour fixe, Pour le raport du comité militaire, mais l'Assemblée a lenti tout le danger de cette nouvelle motion; & elle a décrété que ce rapport seroit fait le plutot possible. Pais ; fur la rédaction de M, de Broglie, elle a prononce le Mécret fuivant :

" L'Affemblée nationale décréte, 3°. que son président se » retirera dans le jour pardevers le Roi, à l'effet de le remer-> cier de la communication qu'il lui a fait donner de la lettre p par laquelle elle autorife la confédération des troupes » de ligne avec les gardes nationales: 2°, quelle renvoit à au comité militaire les memoires & pièces qui lui ont n été lues par le ministre de la guerre, lesquels seront mprimes; & en infiftant pour que le rapport soit fait le a plutôt possible. »

Cette seance a été close par un dégret proposé par M. Vernier, dont l'objet étoit d'obliger les municipalités. à payer provisoirement les dépenses occasionnées dans leurs bailliages, par la convocation des états-généraux, faite le 24 janvier 1789. Après de très longs débats. ce décret a été ajourné jusqu'a l'établissement des départemens. Cerre proposition, qui a prolongé la séance jusqu'à quatre heures, a été égayée par le récit de M. Teillier, député de Melun, qui nous a dit qu'il étoit d'autant moins juste d'assujettir les municipalités à remplir ces engagemens, que plusieurs particuliers avoient fait, en ces occasions, des dépenses considérables, sans avoir consulté leurs bailliages. Il a cité à ce sujet, M. de Gouy, qui grand bailli de Melun, a fait brûler pour 4 à 5 mille liv. de bougies dans les salles où se tenoient les assemblées, où il avoit d'ailleurs accumulé tout ce que le gardemeublé & les menus ont de plus précieux. M. de Gouy est convenu des faits mais il a ajouté qu'il a déja payé environ trois quarts, des 6 ou 7 mille livres que ces décorations ont coûté, & qu'il paieroit le tout, si le bailliage ne vouloir pas y contribuer. Il a rendu compte de sacorrespondance avec la municipalité de Melun, qui a eu le bon esprit de déclarer qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur l'une de ses lettres par laquelle il la prioit desairehon. neur à cette bagatelle, & il a fini par déclarer qu'il s'en rapporteroit sur cela, soit à la municipalité de Melun elle-même, soit à tout autre qui en voudroit prendre connoissance.

Nouvelles de Paris.

of Juin. On vient de répandre ici un extrait des registres de la chambre du conseil du Châtelet de Paris, dans lequel se trouve un arrêté du 29 du mois dernier, dont l'objet est de rendre publique la conduite que cette compagnie a tenue dans se jugement des prisonniers derenus dans ses prisons. M. le lieutenant civil rend d'abord compte au tribunal affemblé de la manière avec laquelle le 26 du même mois, il a désendu la compagnie; puis le procureur du Roi, ayant demandé à être entendu, s'exeprime ainsi;

 Messieurs, des personnes mal-intentionnées répandent depuis quelque temps dans le public les bruits les plus saux & les plus injurieux contre le Châtelet, J'ai cru de quelques jours de détention. Il résulte de ce relevé, que de cent cinquante & un prisonniers conduits dans le mois d'avril au Châtelet, vingt-huit seulement ont obtenu leur liberté provisoire, d'après des réclamations ou attestations de commissaires de districts, ou d'autres personnes dignes de foi , ou sur les désistemens des parties plaignantes; & que des cent cinquantes huit prisonniers enrrés dans le mois de mai au Châteler, neuf seulement ont

été mis en liberté.

« On a aussi répandu dans le public que les prisonniers recevoient de l'argent au moment de leur sortie. Malgré l'invraisemblance d'une pareille supposition, j'ai eru, Messieurs, devoir rechercher s'il y avoir eu quelque distribution d'argent saite à mon insu, par des mains étrangéres, ou provenant de deniers de charité, & j'ai reconnu que ces bruits étoient absolument destitués de

fondement ».

« Enfin, on a reproché au tribunal de retarder le jugement des procès criminels, & de laisser languir les accusés dans les prisons. Cependant relevé sait des procès jugés depuis le 14 octobre 1789, jour de l'enregistrement de la nouvelle loi provisoire sur la procédure criminelle, jusqu'à présent, le nombre des procès jugés. monte à cent quarante-neuf, & celui des accusés qui etoient impliqués dans ces procès, est de deux cent cinquante-quatre, non compris les jugemens des procès de ceux qui étoient prévenus ou acculés de crime de leze nation. D'un autre côté, jamais les instructions criminelles n'ont été faites avec autant d'assiduité, les journées entieres y ont été consacrées; souvent ces instructions ont été prolongées fort avant dans la soirée, elles ont même été quelquesois continuées les jours de fêtes. Si iamais le châtelet n'a été chargé d'affaires plus importantes & austi multipliées, jamais les magistrats de ce tribunal n'ont mérité, par un zele austi infatigable, par

a Le procurrus du Roi reriré, lecturofaire du discours de M. le lieurenauccivil, la mariere mise en délibération.

La compagnie a arrêté qu'il seroit sait registre du récit de M. le lieutenant eivil, & du compte rendu par le procureur du Roi. Que M. le lieutenant eivil seroit remercié du rele pour le bien public qu'il avoit sait paroître dans cette circonstance, & que l'examplaire du son discours ensemble les états représentes par la procureur du Roi, & mentionnés dans le compte par la procureur du Roi, & mentionnés dans le compte par la procureur du Roi, & mentionnés dans le compte par la procureur deposés au gresse de la compagnie, &c.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Poiriers, 31 mai. Nous pourchassons lei group cher Courier Français, avec une inflexible sévérisé, sous coux qui sont entachés d'aristocrarie. Un lieutenant en second de la premiere compagnie du corps de nos volentaires ; se mêloit de colposter la déclarationimeendisire des poirs, tenoit des propos sédicieux contre l'auguste Assemblés de nos regénéraseurs. Et uni a un enté de autre ville qui veur vivre et mourir aristocrare, il s'estorcoir de propager lei des manimes contraices à la confinution et la liberaci. La compagnie, influtive des excès de cer insensé, l'a casse en présence de tous ses camarades, et lui a sait désense de porrer un habit qu'il déshonomois. L'est auec de cela actes de justice et de sévériré que nous maintiendrons le respect d'une procede du corps ségislasif.

Le prinde l'Abouncement de ce Journal, qui papelt tous les jours est de 3 liv. so fais par moie, on en send à 3 lois la seuille pour cest qui n'ont par sonsezit.



COURIER FRANÇAIS

Du DIMANCHE 6 JUIN 1790

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 📢

Décret sur les brigandages du Charoleis. Autre sur la maijon du Roi. Autre sur la dépense des affaires évangéres. Disantisme sur les dépenses publiques. Nouvelles intéressantes.

A lecture du procès-verbal d'hier a fourni à un ecclés fiaffique l'occasion de renouveler la motion faite hier tle. s'occuper des droits honorifiques, dont il paroft avoir été scandalisé dans l'église de Saint-Germain l'Auxerois où les membres du clergé s'encensoient plus qu'il'n auroit desiré; mais, l'Assemblée nationale. persuadée qu'on peut lans inconvénient permettre aux gens d'église de s'enivrer d'encens, tandis que nous vendons leurs opulentes possessions, a décreté qu'on passeroir à l'ordre du jour. Puis, M. Chabroud a lu le proces-verbal de ce qui s'est passé à la cérémonie de jeudi ; & l'on a vu avec plaifir, que la maniere simple & maive avec laquelle il a raconté les faits, n'a porté aucune atteinte à l'étiquette qui pourra être décrétée: Enfuite , lorfque lemême fecréa taire a eu lu l'etat des différens décrets fanctionnés hier par le Roi, M. le président a fait part à l'Assemblée d'une déclaration de M. Firz-Gerald, ministre d'Angleterre, adressée à M. de Montmorin, sur l'extension vraisembla. ble des décrets de l'Assemblée nationale, à l'établissement du collège des Ecossais. Le ministre Anglais obserd voit que cette institution, formée en 1325, par David Murray, évêque d'Ecoffe, & fortifié en 1603 par l'age

cherèque de Chacer, dort tout ce qu'oile noffade en France, à la générolité des Ecossais. M. Fitz Gérald proposoit ou de conserver l'établissement, ou de permettre à ses administrateurs d'en vendre les biens, & de les transations ailleurs; & il ajoutoit que l'acquiescement à l'une ou l'autre de ces deux partis, de la spart d'une nations noble & généreuse, & amie de l'Angleteure, sera infiniment agréable au Roi de la grande-Bretagne & à son peuple. Cette réclamation a été renvoyée au comité ecclé-siastique.

Un membre s'est plaint ensuite des brigandages commis dans le Bogebonnois & dans le Chardiois, par des pillards qui, munis de saux décrets de l'Assemblée nationale, veulent établir la loi agraise dans cos provinces. Il a en conséquence proposé le décret suivant qui a été adopsé

fags reglamation.

» L'Assemblée nationale décrete que la comoissance » en dernier ressort des brigandages & attenuts commis » à Bourbon-Lancy, à Martini le-Comte, & dans divers » lieux circonvoisins, demeurent attribués respectivement à aux hailliages de Bourbon-Lancy & de Charolles, suiv vant l'article XIV du décret du deux de ce mois »

M. Vernier a paru ici à la tribune, suivant son mage, avec une liasse de petits décrets, dont l'objet étoit de suivers des rôles autoriser des municipalités à emprunter, ou à sormer des rôles additionnels, pour acheter des grains, ou pour faire travailler les pauvres; & de cette manière, il a obtenu 130 mille sivres pour Grenoble, 25 mille siv. pour Saint-Brieux, 800 livres pour Beziers, 24 mille siv. pour listophen, 6000 divres pour Brioade, & 5000 siv. pour quatre parpisses réunies, Saint-Patrice, Ingrande, Saint-Michel styles Essarts, qui soutiennent un procès indivis pour leurs communaux.

L'augmentation de paie, décrétée pour les troupes de terre, ne concernoit pas les gens de mer. Il falloit un décret particulier pour étendre jusqu'à eux ce bienfait. Il a été proposé par M. de Vaudreuil, au non du comité-

de la marine, 6t adopté en ces termes.

» L'Assemblée nationale, considérant que les mêmes » motifs de justice qui ont porté l'Assemblée à augmenter » la paie des troupes de terre, la porte à étendre cette » augmentation en saveur des gens de mer, a décrété » & décrété » & décrété »

* 1°. La pine des matetots, qui est actuellement déterd minée depuis 14 jusqu'à 21, le sera depuis re jits a m qu'à 24. 2°. Que la paie des officiers marinilers, qui est maintenant depus 24 jusqu'à 70, sera déterminée de » pris 32 jusqu'à 80. Au moyen de cette augménition's » il ne sera plus question d'indémnité pour la déthi-» ration aux officiers mariniers, ni de haute-paie pour les » praincipaux officiers des gros vaisseaux ».

pantiques membres des gros vameaux ».

Que fques membres s'opposoient à ce décret, & des mandoient qu'au moins il sur l'imprime & ajourne, maly sur l'observation de M. Barnave, quis a fair sent la grande nécessié de nous pour voit de bouts mateluss. du n'a par eru devoir adopter cette proposition. If en a et e alisse eru devoir adopter cette proposition. If en a et e alisse de celle de M. Cochelet, député de Charleville, qui demandoir qu'aucun comité ne pur proposer aucun obserte de sur proposer aucun de pet pet de sur des sinails pet de sur de s'inails et e sur de sur de s'inails et e sur de sur de s'inails et e s'inails et

sedigeoir fa proposition; l'Assemblee a' décrété qu'oil sasseroit à l'ordre du jour.

M. le Brun a alors pris la parollé polir entainer les sombreux rapports du comice des finalités sur robres les parties de la dépense publiqué. L'honorable menu bre a sait précédéré de travail d'un éloquent discours din d'impression a été ordonnée, sur les différences branches l'impression a été ordonnée, sur les différences branches de nos dépenses, sur l'étar du trôlie, la nécéssité de faire des sacrifices en ce gente, pour ne pas nous expositer à tomber dans le rang des puissaires sécolidaires, & sur-tout sur les vertus économiques du Roi, d'ai né permettent pas qu'on fixe, sous fourtégnée, la lifté civile. Après ce beau préliminaire, dont toutes les parties ont été vivement applaudies, le rapporteur à proposé le déserret suivant.

» L'Assemblée nationale décrete que Sa Majeste sera » suppliée de fixer elle-mênie sa dépense d'une manière » analogue à la dignité d'une grande nation, & à l'amous

» que lui portent ses sujets ».

Ce décret a été rendu par acciminion; & l'Allemblé de a chargé son président de le porter dime le jour au Rois M. de Beaumetz a sais cetté occasion, pour dire #1/Assemblée qu'il s'est transporté hier à Si Cloud, pour remercier Sa Majesté de Fautorisation qu'elle a donnée aux régimens de se consédérer avec les gardes nationales, de qu'elle a répondu « qu'il pouvoir assers l'Allemblé d'aux qu'elle a répondu « qu'il pouvoir assers l'Allemblé d'aux qu'elle a répondu « qu'il pouvoir assers l'Allemblé d'aux qu'elle a répondu « qu'il pouvoir assers l'Allemblé d'aux qu'elle a répondu « qu'elle » de la consecution de la conse

p périté ».

M, le Brun a ensuite proposé à la délibératio la sixation des dépenies des princes, freres du Roj. Suivant le comité, la dépense de Monfieur & de Madame seroit portée à 2 millions; ceile de M. le Comte d'Artois, & de la princeile son épouse à 2 millions; & celles de M. le duc d'Angouiême & de M. le duc de Berry, à 700 mille live Aigh le total de cet article, qui, en 1789, est porté. pour 8,240 000 l. ne monteroit plus qu'à 4,700,000 l. M. de la Rochefouçault a demandé que cet article, fâz ajourné jusqu'à la fixation des apanages; & M. Goupil de Preseln adoptoit d'autant plus volontiers cet avis qu'il observoit que les deux derniers apanages n'ont été. porté qu'a 200 mille livres, tandis que les cours les plus modérées les ont estimés 2 millions; & que les officiens des princes eux-mêmes les portent à 1500 mille livres. M. Anson vouloit qu'au moins on ordonnât que provisoirement on payat les princes, par mois, sur le pied de mi lions 700 mille livres; mais l'avis de M. de la Roe chefocault a prévalu.

Le rapporteur a passé ensuite à la dépense des assaires. Etrangeres, qui, en 1789, montoir à 7,330,000 livres : Le il a proposé les deux articles suivans qui ont été

n I. La dépense du département des affaires, étran-

adoptés.

» geres sera sixée provisoirement, & pour l'année 1790, 2 à la somme de 6,700,000 livres, & réduit au presonier janvier 1791 à la somme de 6,300,000 livres, 3 II. Le secrétaire d'Etat du département des affaires à étrangères, rendra chaque année un compte appuyée 3 de pieces justificatives, de toutes les parties de cettes dépense, exceptés des subsides & secours à des étrangers, du sonds destinés aux ligues Suisses & Grisons, 2 des remboursemens & indemnités, & des dépenses servers qui seront consides à la surveillance du Roi & 2 la proposité du ministre 3.

A la suite de ces artirles, venoient ceux de la dépense.

da département de la guerre, & de celui de la marine.

& des colonies; mais ces deux objets concernantiles.

comirés respectifs, & celui des sinances n'a pu cru devoie s'en occuper. Il proposoit seulement une réduction provisoire de 79,000,000 sur le premier, & de 39,000,000 sur l'autre. Venoit ensuite le chapitre des haras, qui, supprimés en entier, présentent une réduction de 864,000 livres.

Enfin, M. le Brun a proposé la dépense des ponts & chaussées à la délibération de l'Assemblée; &, dans un décret en trois titres, il proposoit la conservation de la direction actuelle, celle d'une école gratuite, & la fixasion des sommes nécessaires pour ces deux objets. Suivant ce plan, cette partie de la dépense publique, qui coûtoit auparavant à l'Etat, 1,183,708 livres, eut été réduite à 206,000 livres. Mais M. de Toulongeon a observé que les architectes n'avoient point d'école ni d'établissement publics de cette espèce, & qu'il n'en falloit pas pour les ponts & chausses. M. de Biauzas appuyoit cet avis, en ajoutant que jamais ouvrage ne fut plus mauvais que echi qui est fait par cet administration. M. le Grand, au contraire, pensoit que cette institution là est aussi Sage qu'elle est nécessaire; &, en s'opposant à l'ajournement proposé par M. de Toulongeon, il soutenoit qu'it seroit très-dangereux de confier aux départemens le soit de tout ce qui concerne les fonctions des ponts & chaussées. M. de Murinays ajoutoit qu'aucun corps n'offre autant de ressources, de talens & de moyens, que celui qu'on proposoit de détruire; que si ses travaux ne surent pas toujours aussi solides qu'ils auroient du l'être, c'eft qu'ils ont souvent été rebutés par les intendans; & que, pour rendre cette administration plus utile, il seroit essentiel de la diviser en deux écoles, placées à Amiens & à Toulouse, où chaque département enverroit deux éleves.

M. d'André observoit que, si l'on détruisoit l'administration des ponts & chaussées, il arriveroit souvent que les chemins ne se rencontreroient pas. M. le Chaupellier n'a pris la parole que pour proposer l'ajournement de cette discussion, à la fin du plan de dépense; & cet avite a éré adopté. Puis on s'est reporté sur les appointements du conseil. Cet article, dans l'ancien régime, coûtoit 1,589,350 livres; & le comité proposoit de le réduire à poo,000 livres. Comme il étoit la question du chancelier, du garde-des-sceaux, & du ministre de la maison

magistrature a fait le sacrifice des 120,080 livres qu'il touchoit annuellement.

La discussion s'est ensuite ouverte sur le traitement de chaque ministre. M. de Lameth, le jeune, vouloit qu'à l'exception de celui des affaires étrangeres, ils ne touchassent que chacun que so mille livres. C'étoit aussi l'avis de M. de Nozilles; mais M. de Crillon, l'aîné, & M. Desmeufniers ont fortement combattu cette opinion, en observant, que quoique la dignité de la nation ne dépendit du luxe de fes ministres, la décence, les dépenses nécessaires auxquelles ils sont assujettis, la crainte qu'ils ne se dédommageassent, par des moyens peu délicats, de la modicité de leur traitement, tout devoit détermines l'Assemblé à le porter à cent mille livres. L'amendement de M. de Lameth a été écarté par la question préalable. Il en a été amis de celui de M. de Boistidou, qui proposon de leur affigner 75 mille livres. Ensuite, après avois fixé à 80 mille livres les gages des personnes que le Roi appellera à son conseil, l'Assemblée a prononcé le décret suivant, qui a terminé la séance.

"L'Affemblés nationale décrete provisoirement, & jusqu'à ce qu'il y ait été ultérieurement flatué, que le raitement du chef de la justice sera de 100,000 livres; celui du contrôleur-général, de 100,000 livres; celui du secrétaire d'Etat de la maison du Roi, 100,000 livres; celui du ministre de la guerre, 100,000 livres, de la marine, 100,000 livres, des affaires étrangeres, 100,000 livres. Il sera alloné aux ministres d'Etat qui entreront au conseil 80,000 livres; & à telles personnes qu'il plaint au Roi d'appeler à son conseil, 80,000 livres.

The prime Les moines, moinesse & moinsions penvent aquellement briser leur cloître en sureré de conscience. Le Pape permet la désertion; & le saint Pere a déséauté sur cela tous ses pouvoirs à S. E. M. le cardinal de la Rochesoucault. Ce prince de l'église, muni du bres apostolique, vient en conséquence d'écrire la lettre suiyante à tous les chess de communautés d'hommes. Comme ce sexe la est un peu plus rusé que l'autre, de que les évêques ne doutent pas qu'à sorce de préacautions, on ne parvienne à resenir les pauvres site dans leur tombeau, les abliesses, prieures & colonelles des régimens de nones n'ont pas reçu la même circulaire.

» Je ne dois pas vous laisser ignorer, mon révérend pere, les dispositions du Pape relativement à la sécus larisation des religieux qui croiront avoir des raisonalés gitimes, pour profiter de la liberté que leur accorde l'Asse

Iemblée nationale.

» Dans les circonstances présentes, il étoit absolument mécéssire, en suivant toutesois les vrais principes du l'église, de prendre les voies caponiques, les moins dispendieuses, pour procurer auxreligieux une autorisation capable de rassurer leurs consciences. Tous mes confretes, les évêques, ont senti la nécessité de se prêter à une opération qui doit concilier les intérêts de la religion, et les desirs des particuliers, enconséquence l'ai eu l'honmeur d'être l'interprête de leurs sentimens, auprès du saint pere.

"La reponse du Pape a été conforme à nos yœux, il nous assure par son bres du 31 mars dernier, que les bress de sécularisation seront expédiés gratuitement à la daterie, lorsqu'ils seront demandés par les éxeques, qu'il déclare seuls juges des raisons alléguées par les religieux qui dé-

manderont à être féculariles.

" Les évêques se trouveront par-laaportée de connoître les sujets en état d'être employés avec succès dans le ministere, & de sixer ainsi dans leur diocese ceux qui engraînés par les circonstances, n'en respectent pas moins les obligations de l'état ecclessatique séculier.

" Je vous prie mon révérend pere, de faire convoîrse dans les différentes maifons de votre ordre, les dispositions

du faint pere, afin que les religieux qui voudront enfortir, puissent s'y conformer, & prafitér en surété de conscience, de la liberté décrétée par l'Assemblée nationale.

» Je faitisaivec empressement cette occasion pour vous assorer, mon révérend père, de la fincérité des senti-

mens qui m'attachent à vous ».

NOUVELLES DES PROVINCES.

Autun, 2 Juin. Vous savez mon cher Courier français, que notre chapitre s'est permis d'adhéer à la déclaration des noirs contre le décret du 13 avril ; mais ce que vous ne savez peut-être pas, cette audacieuse compagnie a en l'impudence d'écrire à notre evêque, pour le prier, après avoir enrichi ce chiston scandandaleux de sa signature, de l'offrir à l'Affemblée nationale, comme le monument le plus glorieux de le plus authantique de son patriotisse.

Le prélat, qui eut pu faire éclater sa juste indignation contre un tel persissage, a répondu à son chapitre de la manière la splus sage & la plus modérée; il s'est contenté de lui faire observer ses erreurs, les suites sunesses qu'étiès pourroient avoir, & le délit irréparable que commettené contre la société ceux qui échanssent ains l'esprit des peuples. Si la lestre du chapitre est un monument de délire, de scandale & de révoite, celle de l'évêque offre l'exemple de la religion la plus consolante, du zolé le plus pur & du plus ardent patriotisme.

JUIN 1790.				
DATES des jours d'intérêt.	Întérêts des à sfignats de 200 l.	Întérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts des Affignats des 1000 L	
Dimanche 6.	0 l. 17 f. 0 d.	11. 5 f. 6 d.	4 liv. 5 f. o d.	



COURIER FRANÇAIS;

Du Lundi 7 June 1790.

ISSEMBBÉE MATIONALE du SI

Affendice fédérative de soules les milites affices du 109 aunité à Parise, Réglement fin les mendians. Divers décrets de financies

ARRE lovaoribrouleradreffes qui ont et e lu estiterfoir : on a distingué colle de la municipalité de Montpellier cui demandois que la citadelle fût comprise dans le nombre des fors dons la deflisuction fera ordonnée. Plusieurs villes y one auffefin leur toumillion d'achieret des biens nationaum scolle de Mera, par exemple, a fair la fienne pour quinse millione ; celle de Grenoble, pour huit : celle de Bourges ; pour wois millions 200 mille livres . & Douay pour trois millions. M. Bailly, à la tête d'une nombreule députation de la commune de Paris, s'est alors présente à la barre, &t adit : « Messeurs, un nouvel ordre de choles s'éleve; déjata divilion des provinces ne fubfiste plue; il n'y a plus qu'un peuple un peuple français ; il n'y a plus qu'un sertiment, celui de la fraternite & de l'union. Déja des fédérations particulières se sone formées dans plusieurs parties du royaume. La ville de Paris a adhéré à un grand nombre de cer fedérations. Elle est jalouse d'en proposer une à son tour; c'est de former une fédération générale de touter les parties du royaume. Si nous olons propoler nos murs, pour êrre le shéare de cerse rémaion , c'est qu'ils contiennent l'auguite Assemblés netionale, ot un Roi, l'objet de l'amoug

A ce discours a succédé la lecture de l'adresse aux français par les citoyens de Paris, &t dans laquelle on a remarqué les sentimens les plus viss de patriotisme &t de fraternité qui unissent ce bon peuple à tous ceux qui forment la nation française, Puis, M. Fauconnier a lu une pétition de la majorité des sections de la capitale, qui adopte le projet d'ouvrir que canal pour joindre la Marne à la Marne &t à l'Oise, &t pour former une communication de Maux à Paris &t de Paris à Dieppe, par Conflans, Pontoise & Gisors, sans qu'il en coûte rien au trésor public : une compagnée office d'en faire les frais. L'Assemblée, après avoir donné son suffrage au pacte sédératif, l'a renvoyé à son comité de constitution, & le projet du canal au comité de commerce &t d'agricule ture.

M. Friesur a dénoncé ici le curé de Diffy-l'Evêque, du diocese d'Autun, qui, après s'être fait nommer maire de son village, a voulu trancher du législateur, en traçant un code de loix, & établissant des impôts, condamnant à des amendes, disposant des propriétés, & voulant établir la loi agraire. Ces excès ont paru invraisemblables de la part d'un passeur; cependant l'Assemblée a ceu devoir en renvoyer l'examen à son comité des

rapports.

Cette séance a ététerminée par le rapport très-long & très embrouillé, san par M. Boulley, sur des irrégularités qui se sont glissées dans les élections de Saint-Jean de Luz, & dont la discussion a été renvoyée à la séance de mardi soir. Celle de ce matin a été ouverte par la lecture de plusieurs adresses. Puis, sur la demande du comité militaire, l'Assemblée a décrété que des 32 deniers d'augmentation, accordés aux soldats, 16 apparticulation au prêt., 6 à la poche, , & les 10 autres au linge & à la chaussure. Ensuite, sur la proposition du comité des sinances, il a été décrété qu'à compter du jour de la publication du présent décret, tout territoire que renserme l'eaccipte des murs de Pasis, sesa soumée.

nux entrées dé la ville. Enfin, on a tenvoyé au même comité la nouvelle redaction d'un décret qu'il propofoir, pour assujettir les propriétaires des terres à payer la

taxe des rôles additionnels.

L'examen de ceux du département de l'Eure avoir été renvoyé à cette téance. M. d'Aliarde a rendu compte des efforts que sont les officiers de quelques élections, pour en rayer les anciens privilégiés; & il a fait adopter un décret en trois articles qui porte en substance : « que les w rôles qui auront été faits par les officiers municipaux » du département de l'Eure, seront provisoirement exè-» cutés, & qu'il sera sursis à toute action intentée rela-» tivement à la cote de ces rôles jusqu'à la formation » du département; que les contribuables, qui se croin ront fondés à réclamer contre leur taxe, se pourvois » ront, par simple mémoire, à l'Assemblée administrative » de département, laquelle conhoîtra provisoirement de » tous différens mus à ce sujet; & que les jugemens qui » seront prononces par l'assemblée de département, se-» ront rendus sans frais, sur papier libre, & qu'il en sera. » tenu registre ».

M. le president, qui est toujours M. de Beaumerz, a dir ensuite s'être retiré bier auprès du Roi, pour le prier de faire connoître son voiu à l'Assemblée, relativement à la dépense annuelle de sa maison, que S. M. l'a accueillé avec bonté, & qu'elle lui a dit qu'elle seroit connoître très-incessamment à l'Assemblée ses intentions à cut

égard.

Puis un membre du comité de mendicité à proposé un réglement en huit articles sur les moyens de faire sublister les mendians, sans qu'ils soient à charge à l'Etat. Des huit articles, les deux suivans ont été adoptés sans difficulté.

» ART. I. La déclaration faite, en vertu de l'article
» VI du décret du 30 mai dernier, par un mendiant arrêté,
» sera déposée entre les mains des officiers municipaux,
» & copie de cètte déclaration sera remise aux agens
» chargés de diriger les maisons où les mendians seront
» détenus. Il en sera aussi délivré copie au mendiant, sans
» frais & sur papier libre ».

» La municipalité du lieu de la détention du mandiant » dressera copie de la déclaration ci-dessus mentionnée qua « sera envoyée aux officiers municipaux de son domicile pour obtenir d'eux ou des performes delignées deux se ladite déclaration, des renfeignemens sur celui qui

p aura été arrêté ».

L'article III portoit que la noutriture d'un mendione valide détenu, seroit bornée au pur nécessaire, mais que le prix de son travail lui seroit accordé en entier. Cer arricle a fourni le sujet d'une bonne heure de discussion. Les uns, comme M. de Crillon l'aîné, vouloient quel'on retint la moitié du prix du travail de chaque mendiant détenu, d'autres, d'après M. Martineau, votoienc pour que le produit des mendians valides sût partagé en trois parties, dont l'une seroit employée à la dépense de leur subsistance & de leur vêtement; la seconde leur seroie délivrée par jour ou par semaine, suivant l'ordre de leur travail; & la troisseme formeroit un fonds d'accumulation qui leur seroit remis en sortant de la maison de force. M. Long nous a cité, à ce sujet, un trait de politique des Hollandois, qui, pour ne pes nourrir des fainéans, aux dépens du public, renferment leurs mendians valides dans un réservoir, où ils n'ont pour tout meuble qu'une machine hydraulique, qu'ils sont obligés d'agiter continuellement, s'ils ne veulent fas être Inondés par les eaux. Il faut pourtant avoyer gujun cel domicile ne doit pas être fort sain.

Déja plusieurs propositions étoient faites sur ce troisieme article, lorsque, sur la motion de M. Buzot, on s'est déterminé à le renvoyer aux départemens, & provisoirement aux municipalité.s A peine le suivant étoit il lu, qu'on a pris le même parti sur tout le projet. Puis M. le prélident a annoncé à l'ordre du jour de demain le traitement du clergé à venir. Cette expression, qui paroissoit retracer l'image, ou de l'enterrement, ou de l'apothéose du clergé actuel, a un peu déridé les visages. M. le Brun a ensuite repris son rapport d'hier sur la dépense générale du royaume. Il a commencé par la dépense. des cours supérieures, & des jurisdictions diverses, qui, dans l'ancien régime, montoit à 1,201,746 livres, tant en gage, gratifications, pensions, chaustage, frais de bure primerale, &c. & il a obtenu que ce chapitre fût retranché de la dépense du trésor public, à comptet du jour où le nouvel ordre judiciaire sera établi.

M. le Brun a paffé ensuite aux acquits patens. Ces sortes de gratifications, revêtues anciennement de formes.

légales, éroient distinguées de cos graces obscures que surprenoit la saveur. Sully ne vouloir recevoir de grace de Henri IV, que par des acquits patens enrestirés à la chambre des comptes. Il en existe so de 3000 livres chachun, atrachés à divers offices, à divers départemens. Le comité proposoir de supprimer jusqu'à la dénomination d'acquis patens; & cette suppresson a été dépertée. Puis le rapporteur a sixé nos regards sur le chapitre des gages & traitemens, qui, dans l'ancienne administration, nous costroit 350,682 livres. Cet article étoit divisé en huit classes. La première, qui formoit seule 89,463 livres, portoit le titre de dette publique.

Elle comprenoit:

Les arquebusiers de la ville de Rouen, 2,057 l. 2 fols. La compagnie de la cinquantaire de la même ville, 1,542 1. 18 fole, Ces deux fommes représentent l'intéres au denier so d'anciennes finances. Lieutenant & fouslieutenant de Bordeaux ; 9001. ; constiers de Bordeaux au denier 50, 19,785 l.; courtiers brevetes idem, au denier 25, 6,120 l.; courtiers brévetés du pays Bordelois, idem, 1,2241.; courtiers étrangers régnicoles, idem, 2881.; officiers de l'hôtel-de-ville de Paris, 31,094 l.; guet de la ville de Lyon, 3,607 l.; buissiers courtiers agens-dechange de Lyon, 5,850 l.; contrôleurs des titres de la vicomeé de Caen & Bayeux , 222 il.; contrôleur du bécail à pied-fourché; 648 liv.; maire perpetuel de Bordeaux, 7,200 l.: viguiers de Languedoc, 3,910 l.; maitre des ouvrages & voyer de Tourzine, 25 l.; premier imprimeur du Roi, 202 liv.; gardes de la ville de Narhonne, 0,000l.; titre inconnu, mais employé dans les Etats du Roi depuis 1689.

Al Classe. Exploisation de ferme ou régie. Gardes des salines de Salins, 1,697 liv. ; gardes des bois de Cyptes-

isc, 11 livres.

all Classe. Dons & Granfications. Athalostriors, archers, &c. d'Amiens, 421 livres; trois compagnies;
156 livres à chacune; retenue du dixieme. Cette grati-

fication date de Henri IV, en 1594.

IV. Classe. Pensions. Aftier, ancien consul à Naples, 1,500 livres; Arnoult, contrôleur de la maison du Roi, 4,000 livres; Boulée, architecte du Roi, 2,000 livres; Cardonne, aucien caissier de la caisse des amortissemens, 6,000 livres; Caze le jeune, 2,000 livres, parsie de

chal de Rennes, 100 livres.

Lacombe; inspecteur de la maréchaussée, 2,000 liv. 2 Mesnard de Chousy, 10,000 liv.; Legentil, 1,400 liv.; Touvenel, 6,000 liv.; Mauduit, expérience de l'électricité, 1,200 livres; de Horne, médecia, 2,400 liv.; Leblond, 6,000 livres; Bicheron, pour collection anaromique, 3,000 livres; Andry, traitement de la rage, 1,200 livres; Ramonet, chicurgien des eaux de Bagnieres, 400 liv.; intendant des eaux de Bourbon & Vichy, 540 livres; officiers de fanté des ports de Vendre & Gollioure, 534 livres; Papillon, prévôr général de la maréchaussée de l'île de France, 1,500 livres; Parent, ancien premier commis, 9,200 liv.; demoiselle Parent, 200 liv.; Roger, ancien commis de la caisse des amore tissemens, 600 livres; Saint-Fan, pour projets d'ouvrages à l'Hôtel-Dieu, 4,000 livres, M. de Saint-Prieft, ancien intendant de Languedoc, pendant huit ans, 20,000 livres; secrétaires des département de Normandie, & des trois évêchés, converties en pensions, 9,160 liv.; Sequeville, secrétaire à la suite des ambassadeurs, 3,000 l.; Treilard, ancien secrétaire du duc de Parme, 3,000 liv.; Vacquette de la Mairie, 800 livres; Voifis, 1.200 liv.

V Classe. Commerce. Bertrand, consul à Napies, 4,000 l.; Boyeter, député de Bayonne, 4,000 liv.; chambre du commerce de la Rochelle; 2,000 liv.; députés de la Rochelle, 5,340 l.; Gromaire de la Bapomerie, à la douane; 500 l.; gages d'inspecteurs divers, 1,500 l.; inspecteurs de la généralité de Lyon, 600 l.; controlleur, idem, 900 l. commis divers 620 L.; Pay Absy.

chargé des affaires de la mariae & du commerce à Maddrid, 5,500 l.; peintre & desinateur à Aubusson, 3,500 l.; teinturier, 100 l.; Marion, député du commerce, 4,000 le

VI Classe. Lifte civile. Courier du cabinet, 6,900 liv. ;

Rogaret, placets présentés au Roi, 4,000 liv.

VII Classe. Police des villes. Gardes françaises, surcet de la soire S. Germain & S. Laurent, 2,000 liv.; classe buit sergens, & autres dons ordinaires, 900 liv.; Castestan, chargé d'inspecter les périls imminens dans Paris, 300 l.; Masse, chargé de tuer les chiens ersons dans Verfailles, 150 liv.; mouleurs de bois, supplément, 4,800.) Nota. Cette somme fair partield'une somme de 75,200 l., pour traitement des inspecteurs, sous-inspecteurs & mouleurs de bois de Paris.

VIII Classe. Etablisseness publics. Bibliothèques publiques, gardes & écrivains, 7,800 liv.; dame Ducoudray, pour instruction des sages sommes en province, 5,500 l.;

la société royale de médecine, 23,000 livres.

Le comité proposoit de décréter « que les objets de n dépense compris dans la premiere division, soient; na parès une vérification plus sévere encore, distribués naux payeurs des rentes, pour être payés désormais à n'hôtel de ville de Paris; que ceux de la seconde casse classe soil par la serme générale & la régie des domaines, respectivement; & de supprimer la troisieme division; que ceux de la quatrieme classe soient des pensions; ceux de la cinquieme communiqués au comité de commerce; ceux de la fixieme renvoyés à la liste civile; ceux de la septieme supprimés & renvoyés à la charge des villes; & ceux de la nutrième soient discutés. »

Ces propositions ont été adoptées; puis M. le Brun a enjambé sur les intendans, qui, déja supprimés, nous coûtoient 1,413,202 livres. Ensuite il a obtenu que, » à » compter du premier janvier prochain, la dépense de » la police de Paris, celle de son guet & garde, & celle de son pavé seroit retranchée de la dépense pu» blique, & demeureroit à la charge de la municipalité. »
L'article des pensions accordées à divers officiers de Paris, & qui montent à 56,790 livres, a été renvoyé au comité des pensions, & la constitution de la marée.

chailles de l'ifie de l'endee au counte militaire. Ce dens nier arricle est porte, dans les dependes publiques, a

874,472 livies.

Pendsoc ces discussions, M. Castellaner à rendu compte à l'Assemblée de la maniere respectuéuse à vec laquelle les Marsellois one requ le décret qui suspendoît la demolition des sorts de cette ville. Le courier qui en étoit potteur est arrivé le premier de cé mois à Mérselle; se aussité que les officiers sunicipaux l'ont éu fait conmoître, les outils som tombés des mains des ouvriers. Les deux lestres adresses aux députés de Marselle, de le procès verbal de ce qui s'est passe à cette occasion, contienneur des expections les plus respectueules envers l'Assemblée nationale; & elles ont été vivement applique dies. Le sous a été senveyé au comité des rapports.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Grenoble, 29 mai. Le jour de la Pentecôre, les citorenper de 8. Marcellin, en robes blanches, garnies de lubans, aux trois couleurs de la nation, accompagnées de
leurs enfans dans le mêmé costume, le lont renducir à
l'istac des vôpres paroissales, sans distinction ni préséance, à la marson commone, pour prêter le ferment
éivique devant MM. les officiers municipaux. Madame
de Grauchamp, l'une d'elles, a porte la parôle; & M.
le maire a répondu avec beaucoup de politaise & d'ainenité à son discours patriotique.

JUIN 1790.				
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Aflignats de 200 l.	Intérêts des Affignate do 300 l.	Intérêts les A slignatede 1000 l;	
Lundi 7.	01.17£4d.	11.6 f. o d.	4 liv. 6 f. 8 d.	

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 fols par mois, on en vend & 3 sols la Suille pour cour qui n'ont pas souscris.



COURIER FRANÇAIS

Du Mardi 8 Juin 17904

ASSEMBLEE NATIONALE de 📢

Constitution du futur christ. Lettre du ministre de la guerre la l'Assemblée nationale. Projet de décret sur la consédération prochaine. Honneurs distingués rendus à M. l'abbé Maury dont on a traîne, dans sa patric, le portraie dans la boue.

OUTES les musicipalités s'empressent de faire leur foumission pour l'acquisition des biens nationaux; & nous graignons de n'en pas avoir affez pour les amateurs. Tel est le fruit des serventes prières du clergé, pour notre prospérieé. Co matin, la ville de la Fleche a fait sa soum mission pour deux millions, & celle de Valence pour trois. Fuis M. Vernier a observé qu'en 1777 les receveurs géné. waux des domaines ot hois, ayant été supprimés, il fut ordonné qu'ils rendroient leurs comptes; que cette difposition a été renouvelée en 1783 & en 1785; & qu'il feroit effentiel de les comprendre, eux & leurs héritiers. dans le décret qui allojettit les administrateurs généraux des domaines, à l'obligation de rendre le compte de leup geftion. Cette proposition a été accueillie fant difficulté. Ensuite, on a fait lecture d'une adresse très-respectueuse de la municipalité de Nismes, qui, en envoyant les procès-verbaux des inventaires faits chez les ci-devant religieux, & une proclamation que les circonflances l'onz forcee à publier, se plaint des calomnies qui ont été répandues fur son compte. Quelle quesoitlaconduite qu'olle

Digitized by Google

a tenue dans le mois dernier, il est tertain que l'acte le plus condamnable est la protestation séditieuse & insensée qui a see sabriquée dans ses murs; & qu'elle n'ent pas du permettre.

M. Martineau a repris ici son rapport sur l'organisation du clergé sutur ; & l'on a décrété successivement

les cinq arricles qui fuivent :

ART. I. Il sera annexe au présent décret un état des métropoles & des évêchés qui seront attachés à chaque métropole.

n II. Il sera procedé incessamment, & sur l'avis de n'évêque & de l'administration des districts & département, à une nouvelle formation & circonscription de houtes les paroilles de maraune. Le nombre & l'étendue en seront déterminés d'après les règles qui prout être établies ».

" III. L'égile cathédrale de thaque diocéle fera ramenée à fon état primitif d'être en même temps églife
cathédrale, épiscopale & paroiffiale, par la suppression
des paroiffes, & le dénombrement des habitations qu'il
se sera jugé convenable d'établir ».

» IV: La paroble cachédrale n'aura, pas d'autre passèur

» V. Il tera conservé ou otabli dans chaque diocèse

n immédiat que l'évêque m

n un seul sominaire, pour la préparation aux ordres, » lans entendre néanmoins rien préjuger, quant à prép sent, sur les autres maisons d'éducation & d'instructions Le premier de ces cinq arricles a été décrété sans réciamation. A sa suite, M. l'abbé Grégoire demandoir qu'on en ajoutae un qui prononcet l'établissement d'un archiprêtre dans chaque district ; et il observoit que ces lortes de ministres remontent presqu'aux temps apostoliques ; qu'ils tiénnent en quelque sorte à la hiérarchie ecclésiastique; que le synode diocésain ne peut gueres être convoqué qu'à l'aide dessemblables sections; que les archiprecres visitent les parteurs malades, remplissent, en cas de besoin, leurs sonctions, & indiquent les conférences entre les différent corés de leur décanat; & qu'enfin une semblable institucion peut être infiniment utile sans présenter aucun inconvénient. Cette proposirion a paru fort lage; & après de très-lègeres oblesvations, faites par MM. Martineau & Lanjuinais, elle a été Renvoyée au comité eccléfiastique.

Le troisieme article o souffest le plus de disseulées. Le comité proposoit de ramener les cathédrales à leur état primitif de paroisses, & de ne leur donner que leur évêque pour pasteur immédiat. Cet arrangement, qui fur incontestablement celui de la primitive église, ne convenoir pas à tout le monde. M. l'abbé Grégoire, fondé & sur l'étendue des dioceles & sur leur population, soutenoit que les évêques, continuellement ocde leur dio. supés de leur vilite ou de l' cese, ne pourroient se livre de foin aux sonctions de curés. C'éroit auns paves un me Barere de Vieusac; mais M. Lanjuinais observoit que telle sut la - marine des temps apolioliques; que, dans pluficurs parties de l'Italie ... ces usage-là est encore en vigueur; & qu'on ne peut se dipenser de le faire revivre parmi nous, lans s'exposer à donner deux paffents ordinaires à une leule église. Cet avis étois afforément uties-lage, & il a prévalu : l'Assemblée à seulement ajourné ce que l'article fuivant disque du synode diocémin : & du confeil de l'évêque.

Quelque longue qu'ais ésé la discussion sur le dernier article qui avoit les séminaires pour objer, elle n's produit aucun résultat. Pluseurs membres demandaient qu'on laissat aux départemens le soin de surer le nombre de leurs séminaires. D'autres vou loient que l'on conferus ap moins et celui du Saint-Esprir, et les dissérant établissement des missionnaires. M. Bouche se bornoit à voter la réspique au séminaire de toutes le houstes sondés dans les villes épiscopales, pour éleuer de jeunes ecclésistiques peu servoires. Toutes ces motions ont été successifiques proposé, etc. l'article, a été décrété rel qu'il arque été proposé, à la restriction près qui le termine.

Une lettre de M. de la Tour du Bin, dont une enfuite de la guerre a fait un marché pour l'entretten de 300 che-saux pour l'artillerie; que le marché a été fait pour acuf aux; qu'il a reconne que, tans par cette longue durée du bail, que par l'inucilité d'entrettenis toujours cet équipage fur pied, le pation se trouvois grévée de 1800000 livres, pour les bait années restantes; que cette dépense pourroit être réduite à 4 à 5000 livres; qu'en consequere, il a proposé à la compagnia de sailige le bail, à la charge par le gouvernement de lui sendre ses avances, de lui tenic

compte du prix des chevaux qu'elle a pu pèrdre, de de sui en donner une indemnité de so pour cent sur leur fonds; qu'elle a exigé une indemnité égale au produie de trois années, c'est-à-dire, environ 600000 livres; qu'il a cru en consequence devoir recourir aux conseils de l'Assemblée nationale, pour savoir à quelles conditions pourroit être faire cette résiliation. Cette lettre du minifere a été renvoyée au comité militaire.

On a ensuite préconisé les nouveaux membres du comité des rapports, qui sont MM. de Beaujour, Asquier, Laville-aux-Bois, de Broglie, Merle, Charstenet-Lanty, Boucher de Tourraine, Morain, Grenaut, Régnier, Bailliau, Poulain de Beauchêne, Malès, Muguet & de Neuville. Les trois nouveaux fecrétaires sont MM. Du-

mouchel, de Pardieu & Gourdan.

Un incident est venu ici interrompre les opérations de l'Assemblée. Ce matin, MM. Cesar & Constantin de Fauchet, freres jumeaux, avoient été reçus à la place de M. l'évêque de Bazas & de M. de Pils qui se sont résirés. L'Assemblée les avoit admis d'après la note, signée de M. le curé de Souppes, qui annonçoit que leurs pouvoirs avoient été vérissés par le comité des vérisseations. Mais M. Lavenue s'est présenté ici, su nom de toute la dépondation du Bezadois, pour annoncer à l'Assemblée que MM. de Faucher n'ont pas été élus par le peuple, & qu'ils n'ont aueun droit à représenter le bailliage de Bazas.

On alloit alors renvoyer cette affaire au comité, lorsque M. le Chappelier, contre toute espèce de raison, s'est esforcé de foutenir que le décret etoit prononcé, & qu'il devoir subfister. M. Garat l'aine infistoit fortement sur l'irrégularité de la présentation, & conclusie à ce que M. le curé de Souppes, qui n'étoit pas alors à l'Assemblée, fut entendu sur la note qui avoit donné lieu à la réception. Enfin, M. de Lameth le jeune, qui considéroit cette affaire comme très-importente, obser-Voit qu'il n'y a que des députés de des suppléans; que, fi MM. de Faucher ne sont pas suppléans, ils ne peuvent'devenir députés; que ce n'est point à l'Assemblée à nommer des représentant, mais au peuple, & que file peuple ne les a pas choifis, on ne peut les admettre. L'Assemblée, sans permetres une plus longue discussion, a ordonné que « présiablement à tops ;

M. le curé de Souppes seroit entendu, que l'effet du de-" » cret du matin seroit suspendu, & que la note de M. » le curé de Souppes demeureroit sar le bureau, para-

» phée par MM. les secrétaires ».

A l'instant a paru M. l'abbé Thibaut, qui a observé que l'ofage du comité de vérification est de laisser à deux ou trois de les membres le soin de vérifier les pouvoirs des suppléans; que ce matin, en qualité de président de se comité, il a reçu une note de M. Ebrard, qui l'affuroit avoir vérifié les pouvoirs de MM. de Faucher; qu'il avoir cru devoir accorder affez de confiance à cette affertion, pour ne pas en faire un examen ultérieur; & que r'est en conséquence de cet avis, qu'il avoit cru devoir Tigner la note sur laquelle on avoir admis ces deux pertonnes. Cette instruction a été fort applaudie : on a déerete qu'il seroit dit dans le procès-verbal qu'elle a parq eres-latisfaifante, & l'on a renvoyé l'affaire au comité de werification.

M. l'évêque d'Autun, membre du comité de constitution, est alors monté dans la tribune, pour proposer un décret en trois articles, sur le choix qui sera fait, par les régimens & les gardes nationales, des membres qui doivent affister à la confédération générale. M. de la Fayette en a proposé un autre constitutionnel , pour refpreindre à un feul département, à un district même, le commandement d'un chef des gardes nationales. La discussion a été fort longue & très-inutile. Le comité proposoit de faire choisir un garde national sur 200, & un officier, un bas officier & un soldat dans chaque régiment. Quelques honorables membres proposoient de me décreter qu'un feul homme par district; M, de Murinays proposoit qu'on choisit, dans les régimens, les plus anciens d'âge, & plusieurs autres qu'on les fit tirer au fort. Enfin , M. de Lameth le jeune votoit pour que le choix se sit de maniere que les fusiliers, les grenadiers St les chasseurs enssent leurs représentant; M. de Noailles, pour que les troupes de la marine y eussent les leur ; & M. de Bureau de Pusy, qui fait tant d'honneur su génie, votoft ausi pour son corps. Enfin, comme il Salloit se retires dans les bureaux, pour choisir un préliident, entre MM. Syeyes & de Saint-Pargeau, on a sjournée à demain cette discussion,

Nouvelles de Paris.

7 Juin. Il paroît, mon cher Caurier Français, que la cour veut renoncer à ceste bigasre étiquette, dont nos ministres remplissoient autresolula gazeste de France. On ne verra plus la liste de ces ignares à talons rouges, dont les nome étoient préconisés dans toute l'Europe, pour avoir monté dans les voisures du Roi, & chassé avec lui, sans qu'ils s'en sustent d'être promonée désinitivement; & M. de S. Priest a en conséquence écrit la lettre suivante à M. Chérin, autresois si fier de son inutile & très-sidicule méties.

n Le Roi me charge, monfieur, de vous prévenir que S. M. ne veur plus que vous receviez les sirres généalogiques qu'il étoit d'usage de vous remettre, pour avoir l'honneur de lui être présentés. Vous voudrez bien

vous conformer à cet ordre de S. M. »:

NOUVELLES DES PROVINCES.

Valreas, 25 mai. La garde nationale de notre ville, dévouée à l'ariflocratie, resusoit d'admettre les citoyens patriotes qui vousquest s'y incorporer. Cette conduite ayant indisposé ces derniers, ils vinrent contre la garde nationale qui étoit assemblée sur la place, & qui avoit chargés ses susses, la désamerent & la firent suir honteusement.

Le steux Maury, digne émule de son frere l'académicien, député à l'Assemblée nationale, se distingua dans cette occasion, d'abord par son zele aristocratique, et ensuite par la légéreté à s'ensuir. Le peuple, indigné des mauvais sentimens qui animent toute cette famille, exerça

une justice sévere contre l'académicien député.

Son portrait avoit été envoyé à la municipalité de sa patrie, il y a quelques années, il avoit été inauguré avec pompe, & posé à la place la plus honorable de la salie de l'aôres-de-ville. Le peuple coleva ce portraie, le déchira, le foula aux pieds, & le traîna ignomineu sement par les rues, en qualissant le personage qu'il seprésontoit, de traître à la patrie.

M. l'abbé Maury ne s'attendoit pas peut-être que la

ville qui l'a va nattre, pensit, à son égard, comma toute le France. On y apprit avec la pius vive indignation, que cet homme avoit pris des mesures flour être nommé député ou suppléant à l'Assemblée représentaire du Comtat (1), & que son projet étoit de s'éclipser pendant quinze jours de l'Assemblée nationale, pour venir dissource celle du Comtat Venaissin. Huit jours dissit-il, me suspinont pour ce grand œuvre. Radieux de ce succès, il seroit rétourné à Paris pour continuer ses menées, qui ont aussi pour objet, comme on le sait, d'opérer la dissource de l'Assemblée nationale dont il est membre.

Lyon, 2 juin. Les détachemens venus à notre fédérasion, & qui ont séjourné le 3x, ayant à leur tête leurs tambours & leur mulique, allerent, vers les 6 heures du soir, visiter le camp & saluer l'autel de la liberté. Une dame lyonnoise, les voyant passer, ne put résister à sa premiere impulsion, s'élance dans les rangs, saisit une épée, & les suit dans cette patriotique promenade. Son exemple entraîne beaucoup d'autres femmes, & au retour, it y en avoit plus de 100 dans les rangs, armees de sabres ou d'épées, & faisant briller sur leurs via lages une fierré insrépide qui ne déparoit pas leurs graces, Elles se montrent dans plusieurs rues, & recoivent des applaudissementextraordinaires. La jose devicat générale dans la ville ; les places se couvrent d'hommes ot de femmes, qui dansent ensemble au son de divers infirmmens. Vive la nation! est le mot, de ralliment, if rappelle nos conquêtes; mais au milieu même des plus grands trapf. ports, le sentiment puissant & vertueux de la liberté, retient tout le monde dans les bornes d'une gaité qui produit l'abandon sans dégénérer en licence.

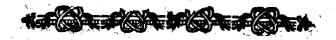
Un seul évènement est venu salir la journée du 31.
Un filou sur pris au camp, il voloit des mouchoirs, & étois déja au onzieme. La milice nationale de Lyon de garde, s'en saisse, & le remet à quesques cavallers du guet, pour le conduire à l'hotel-desville. Mais le

⁽¹⁾ Des députés nommés dans tout le Comtat Venaissin, sont actuellement réunis en assemblée nationale à Carpentres; & c'est la dissolution de cette assemblée que projettoit le député aux huit cents seumes.

wi commis dans un lieu que l'auguste cérémonte de la veille avoit rendu sacré, parost un crime impardonnable aux yeux de la multitude : ce sentiment l'égare a la papulace saissife filou; on rappelle, sa conduite passe, les emprisonnemens frequens, & la fletrissure que lui ont valu différentes escroqueries & mauvailes actions : l'horreur du crime, s'il est permis de s'exprimer aioli, rend les spectateurs criminels; & au lieu de foumettre aux loix la punition du voleur, ceux qui l'entourent, deviennent tout-à la-fois partie, juge & exécuteur; on le fait tomber sous mille coups : on le sufpend un instant, pour donner le temps à un prêtre de faire quelques actes de religion auprès du coupable : mais la fureur recommence bientos après, & elle n'eff satisfaite qu'après l'avoir pendu à un arbre avec trois. des mouchoirs volés,

JUIN 1790.				
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts: des Affignars de 200 l.	Intérêts des affignats de 300 l.	Intérêts des Affignats de 1000 l.	
Mardi 8.	01. 17 f. 8 d.	11. 6 f. 6 d.	4 liv. 8 £ 4 d.	

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroit tous les jours est de 3 liv. 20 fols par mois, on en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui n'ont pas (outefit.



COURIER FRANÇAIS,

Du Mercredi 9 Jun 1790.

Assemblée nationale. du 8.

Décret sur la confédération du 14 Juillet. Supression désinitive de tous les bénésices, même des chapitres nobles. Nouvelles.

Président, qui composoient le scrutin, pour l'émaction du président, M. l'abbé Syeyes en a obtenu 315, & M. de S. Fargeau 102. Ainsi, le premier ayant été proclamé; M. de Beaumetz a fair son discours d'actions de graces, & le nouveau président celui de son intronifation. Puis une voix unanime s'est élevée pour voter des rémercimens à l'ex-président: Ensuite, M. l'abbé Syeyes, vi le délabrement de sa fanté, & la longueur des seances de l'Assemblée, a prié la diete auguste de se reirer, après la séance, dans les bureaux, pour choisir un nouveau président; mais M. le Chapellier a fortement combattu cette demande, en observant que les ex-présidens se feroient tous un devoir de le soulager, lorsqu'il en auroit besoin; & la pétition n'a pas été plus loin.

M. Lanjumais a proposé ici, au nom du comité eccelésiassique, d'autoriser provisoirement la municipalité de Paris à administrer les revenus des ci-devant maisons religieuses de son arrondissement, jusqu'à ce que le département soit sormé; & cette motion a été accueillie, à la charge d'en présenter le décret demain marin. Puis, M. l'évêque d'Autun a repris la lecture de ses trois araticles proposés hier sur la consédération qui doit avoir

ART. La Le directoire de chaque district du royaume. s & dans le cas où le directoire ne seroit pas encore » en activité, le corps municipal du chef-lieu de ce w district, est commis par l'Assemblée nalionale, à l'effet de » requérie les commandans de toutes les gardes du difw trict, d'assembler ladite garde nationale chacunu dans » l'arrondissement de son district. Lesdites gardes, ainsi n assemblées, choisiront six hommes sur cent, pour se » reunir au jour fixe par le directoire ou par le corps n municipal requérant, dans la ville, chef-fieu du dif-» trict. Cette réunion de députés choisira, en présence du m directoire ou corps municipal, dans la totalités des n gardes nationales du district, un homme par 200 qu'elle. n chargera de le rendre à Paris à la fédération générale e de toutes les gardes nationales du royaume, qui aura » lieu le 14 juillet. Les districts, éloignés de la capitale • de plus de cent lieues, auront la liberté de n'envoyer o qu'un député sur 400.

II. » Les directoires de chaque district, ou les corps » municipaux, fixeront, de la manière la plus économi-» que, la dépense à allouer à chaque député, pour le » voyage & le resour; & cette dépense sera supportée.

» par chaque district;n.

Les frais de cette députation, qui portoient plusieurs membres à demander la réduction du nombre des députés, ont un peu prolongé la discussion; & c'est ce qui. a occasionne la fin du premier article. Il a ensuite été. question de la députation des régimens. Hier les uns, vouloient que le choix le fît par la voie de l'élection. d'autres par celle du sort, & les troisemes par droit d'ancienneté. Ce dernier vœu a été accueilli au jourd'hui a, & l'Assemblée, a décrété que la députation seroit formée par rang d'ancieaneré de service. Puis, sur la pro-. polition de M, de Nozilles, membre du comité militaire, il a été décrété « que chaque régiment d'infaum terie, députera un officier présent au corps, le plus. ancien de service, les années de soldat comptées; un n bas officier, le plus ancien de service, présent au .. 🛪 corps.; quatre plus anciens, foldats, pris indiftinctoe ment parmi les caporaux, grenadiers, chasseurs; appointés, sufficere & tamboure; se en cas d'égalité de service; ce seta le plus ancien d'âge. Les régies mens de cavalerie députeront, pour les officiers de bas possibles, comme dans les régimens d'infanterie; de deux soldats seulement, suivant les maximes établics plus haut. Il y aura en outre un officier de chaque garde dans le corps du Génie. Toutes les maréchauss ses du royaume tont autorisées à concourir, comme les aurres corps militaires, à la fédération générale, à l'effet de quoi, comme leurs sections sont peu nombreuses, & que l'assiduité de leur service exige leur présence dans leur poste, elles pourront adresser à la maréchausse de l'Isse-de-France leurs pouvoirs, à l'effet d'y assister pour elles ne

On a ensuite proposé d'y admettre les troupes de la marine, les gardes côtea, or les officiers des ambrautés, qui, comme on sait, apparsiennent autant à l'épée qu'à la robe, puisqu'ils ont le rang de la gendarmerie; or soutes ces motions ont déterminé M. de Noailles à demander que le comité militaire sût autorisé à présentes demain matin le décret général. Enfin, cette discussion a fré terminée par l'article suivant, proposé hier par M.

de la Fayette, & que l'on a décrété ainsi:

n L'Assemblée nationale décrete, comme principe consentitutionnel, que personne ne poutra avoir le commandement des gardes nationales dans plus d'un départenment; & elle se réserve de statuer s'il ne doit pas même être borné à l'étendue de chaque distriction

A la suite de ces articles, M. Martineau, au nom du mité ecclésiastique, a continué sont rapport, qui a clos la séance, & dont le résultat à produit le décret

suivant:

Art. I. "Tous les prêtres qui seront établis dans les péglises cathédrales, seront les vicaires de l'évêque, &

en ferent les fonctions.

II. » Il y aura seize vicaires de l'église cathédrale, dans » les villes qui comprendront plus de 10,000 ames, & dans celles ou la population tera au-dessous de 10,000 » ames, il y en aura douze.

III. » Pour la conduire & l'instruction des jeunes éleves.

» reçus dans le séminaire, il y aura un vicaire supérieur.

& trois vicaires-directeurs subordonnés à l'évêque.

[V, » Les vicaire-supérieur & vicaires directeurs du

b charger.

V. Les vicaires de l'églife cathédrale, & les vicairemont impérieur, & vicaires directeurs du féminaire, formemont ensemble le confeil habituel & permanent de
moliveque, qui ne pourra faire aucun acte de jurisdicmont ion, qu'après en avoir délibéré avec eux, pour sout
mont ce qui concerne le gouvernement du féminaire & da
molicité, & néanmoins l'évêque pourra dans le cours de
mont fes visites, rendre provisoirement les ordonnances
mon qu'il jugera convenables.

VI. » Dans toutes les villes & bourgs qui ne come prendront pas plus de six milles ames, il n'y aura » qu'une seule paroisse; les autres paroisses seront sup-

» primées & réunies à l'église principale.

VII. » Dans les villes dont la population est de plus » de six mille ames, chaque paroisse pourra comprendre » un plus grand nombre de paroissiens, & il en sera » conservé autant que les besoins des peuples, & les » localités le demanderont.

VIII. « Les affemblées administratives, de concert pavec l'évêque diocétain, désigneront incessamment au corps législatif, les paroisses qui devront être consert vées, & to-mer le point de réunion; & pour faire point de séglifes plus commodément situées, & qui offripront des églises plus propres à recevoir un grand nonme bre de paroisses; ils marqueront en mêmetemps les paroisses, villages, hameaux & habitations qu'il compres viendra de réunir à chaque chef-lieu.

Ent pricle a été décrété sauf rédaction.

IX. » Les réunions qui pourront avoir lieu d'une paroisse à une aure paroisse emporteront toujours la réunion des biens de la fabrique de l'église supprimée. » la fabrique de l'église à laquelle se sera la réunion.

X. » L'évêque & les assemblées administratives pourn ront, après avoir arrêté entreux la suppression & rounion d'une paroisse, convenir que dans les lieux nécartés, ou qui pendant une partie de l'année ne communiqueroient que difficilement avec l'église paroissale n'il sera établi ou conservé une chapelle ou le curé ennouverra les jours de setes & de dimanches un vicaire pour n'y dire la messe, & faire aux peuples les instructions, n'ecessaires n.

XI. n Il y aura dans toutes les paroisses de ville ou de campagne, au mois un vicaire, le nombre des vicaires augmentera dans les villes à raison d'un par 2000 ames, & dans les campagnes, à raison d'un par 1000 ames ou environ n

XII. » Aucun établissement de second ou troisieme vicaire ne pourr se faire que sur la demande du curé ou de la municipalité du lieu, de l'avis de l'assemblée administrative du departement, & par un ordonnance de l'évêque ».

XIII. » Il fera libre aux fabriques des églifes cathédrales & de touses les autres paroiffes d'établir dans leurs églifes autant de ministres auxiliaires, qu'ils croiront devoir le faire pour la plus grande dignité du culte, & que leurs facultés le leur permettront ».

Ces trois articles ont été ajournés.

XIV. » Tous titres & offices, autres que ceux mentionnés dans la présente constitution, les dignités,
canonicats, prébendes, demi-prébendes, chapelles, chapellenies, tant des églises cathédrales que des églises
collégiales, les chapitres séculiers & réguliers de l'un
& de l'autre sexe, les abbayes & prieurés en régle
ou en commande, aussi de l'un & de l'autre sexe, & tous
autres bénésices ou pressimonies généralement quelconques, de quelque nature & sous quelque dénomination que ce soit, sont, à compter du jour de la
publication du présent décret, éteints & supprimés,
sans qu'il puisse jamais en être établi de semblables.
Néanmoins il n'est rien préjugé, quant à présent, sur les
bénésices à présentation & collation laïque.

XV. » L'Assemblée nationale se réserve de statuer in-» cessamment sur le traitement de toutes les personnes » dont elle vient de supprimer les bénésices ou offices,

» ainsi que sur l'acquit des sondations ».

Pluseurs de ces articles ont été décrétés sans discussion, & les aurres n'en ont pas beaucoup éprouvé. La qualité des prêtres qui feront désormais le conseil desévêques, & le nombre des paroissens qui feront donnés à chaque pasteur; voilà à-peu-près les sujets sur lesquels on a principalement insuffé. Quelques nonorables membrés demandoient que le conseil de l'évêque fût formé de quatre curés choisis par le synode, mais cette proposition a été rejetée. Il n'en a pas été ainsi de cette qui avoit pour objet de sixer à six mille le plus grand nombre possible de paroissens. & cet amendement a été substitué, du consentement même de M. Martineau, au nombre de dix mille que proposoit le comité. On a encore remarqué M. Duval de Pondichéry, qui, colonne de la noblesse, follicitoit vivement la conservation des chapitres nobles, à il invoquoit à l'appui de sa prérention les réclamations de quelques unes des villes où se trouvent ces établissemens gothiques.

Sa motion à été, d'une voix unanime, écartée par la question préalable; & les chapitres nobles, comme les soturiers, ont, été enveloppés dans la très-falutaire profeription. Si l'Assemblée à ajourné la suppression des bénéaces à patronage & collation laïques, c'est d'une part qu'elle ne vouloit pas perdre un temps précieux à discuter la motion faite à ce sujet par M. de Serent, à la sia de la séance, & que de l'autre les bénésies à pleine collation laïque sont très-sares. D'ailleurs après avoir déerété la suppression des dimes & de plusieurs autres droits dont ces bénésiciers jouissolens comme les autres, la diete auguste est obligée de les déreuire, si elle ne veut pas

fait périr de faim leurs tieulaires.

On alloit lever la féance, borque M. le président a lu une lettre de M. le Curé de Saint Germain l'Auxorrois de des marguilliers de la pasoiffe, par laquelle ils invisoient l'Assemblée à affister jeudi à leur messe de à leur procession. Cette invitation à déterminé le sénat auguste à décréter » qu'il n'y aura pas séance jeudi matin, que celle du soir commencera à quaere heures, &t. que l'Assem» blée ira en corps à la procession ».

NOUVELLES DES PROVINCES.

Lille 3 Juin. La journée de mardi dernier a été des plus brillantes. MM. les chaffeurs des corps de ligne qui composent notre gazaison & MM. les chaffeurs de la garde nationale, tous en bonne tenue, ayant leurs ches en tête, se sont assemblés dès le matin à la cour de

Roj, dans les tues du palais & des Jésuites. Vers les de heures, on a amoné un char de triomphe, femblable 💥 ceux dont les anciens se servoient dans les setes publis ques. Il étoit supérieurement décoré & attelé de quatre chevaux. M. le maire de la ville, M. le comre Dorgeres, général de la garde nationale, ont été invités à y monter. Ces deux chefs y ayant pris place, une musique bruyante & militaire a ouvert la marche du cortége qui s'est rendu chez M. de Montrozier, qui a également été invité à s'y placer. Ce triumvirat a été enfuite promené par toute la ville. Quatre hommes, dont un garde antionale & un de chaque régiment étoient debout aux quatre coins du char, le sabre aud à la main. M. le chevalier Dubosc. commandant de la citadelle, M. le baron de Disse, commandent du Fort Saint-Sauveur, tout l'état major, MM. les chess & les officiers de la garnison, l'épéc à la main, suivoient ou précédoient dans la marche ce charde triomphe.

Bras & faisant reteneir Fair des cris de vive la Nation su heur du cliqueris de leurs armes. Le corrège s'est ensuite rendu à la vieille Avanture, où il y avoit un splendide dîner de servi dans le délicieux jardin de cette guinguette. Plus de 12 cens couverts dressés sus des tables, placées à l'ombre des charmilles, des bosquete & des arbres, & où les viandes, les vins & 1# Bierre étoient à profusion, sormoient un coup d'wil des plus ravissans. La table de MM. les chefs, somprueusement servie, étoit à la tête, d'où ces peres de la sête pouvoient voir leur nombreule & joyeuse famille. Après un grand nombre de santés portées à la nation, à ses représentans, à la constitution & au Roi, enfin après le repas, des dames & demoiselles qui avoient été invitées se sont rendues dans ce lieu de plaisirs, & ont beaucoup contribué à les rendre plus sensibles. On a

dansé tour l'après-midi, & vers le soir on est reneré en ville avec le même ordre; M. le maire, M. le comte Dorgeres, M. de Montrozier ont été reconduits chez eux au bruit des fanseres bruyantes, des cliqueris des armes & aux cris répétés de vive la nation. C'est ainsi que se sont terminées ces sêtes civiques, qui ont eu

Tous les chaffeurs pêle & mêle marchoient ensuite en bon ordre, le sabre à la main, se tenant sous les

Heu pendant 8 jours; peu ou point connues fous le desposisme, mais qui sont propres à cimenter sette union aucessaire parmi un peuple libre.

Epigramme.

On doit à sa parrie & son or & son sang, Disoit à son voisin un C * * de bas rang; Je veux, d'après mon cœur & mon serment civique, Offrir ma chere semme en don patriotique. Sur quot le bon voisin replique: " Ose-tu bien » Présenter ta moitié pour le quart de ton bien!

Non cuivis homini contingit adire corinthum.

Le prix de l'Abonnement de ce Journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 sols par mois, on en vend à 3 sols la seuille pour ceux qui n'ont pas souserit.



COURIER FRANÇAIS;

Du Jeudi ia Jun 1790.

Assemblée nationale. du 91

Sensimens aristocratiques de l'évêque de Toulon. Décrets confàtitutionnels. Décret qui restitue au peuple le droit de nommes les évêques. Lettre du Roi à l'Assemblee nationale sur l'entres tien de sa maison. Marche de la procession d'aujourd'hui.

Les soumissions pour l'achar des biens nationaux se mutriplient journéllement; & il est peu de séances ou quelque municipalité n'envoit la stenne. Dans celle d'hier soit, Montpellier s'est fair proclamer pour quetre millions. Carcassonne pour quetre; Versailles, pour trois; le Havre pour dix; Vannes, pour a millions 400 mille livres; & la ville de Sens, qui avoit deja souscrit pour 8 millions, y en a ajouté douze autres. On croit que toutes ces sous missions montent déja à près de 600 millions. La ville de Boulogne en Comminges offre eile seule d'acheter toute une abbaye avec les dependances. Acheter des abbayes! bon Dieu! quelles mœurs! quel siècle!

A travers toutes ces adresses, lues à la séance d'hier soir, en étoit une de la municipalité de Toulon, qui dénonçoit au corps législatif la conduite sesadaleuse de son évêque qui se resule à prêter le serment civique. Ce bon prêtre écrivoit, de Nice, le 14 du mois dernier, à ses sideles, qu'il est bien persuadé que tout citoyen doit obéissance à la nouvelle constitution du royaume; & que c'est aux ministres de la religion à en donner l'exemple;

mais que cette soumission ne lui est due que lorsqu'elle sera adoptée & promulguee comme loi de d'Etat; qu'elle n'est pas encore faire, & qu'elle ne peut être une loi ni l'objet l'un serment. « Je ne connois, ajoutoit le très-chétien prélat, je ne connois aucun décret qui oblige les citoyens à prêter ce serment; & je vous conjure à ne pas per-fister plus dong-temps à l'exiger de moi n.

M. l'abbé Royer, curé de Chavannes, a voulu dire un petit mot patriotique sur cette opiniâtreté sacerdotale; mais comme de telles minuties ne doivent point arrêter la diete auguste dans sa course, on a décrété qu'on passeroit à l'ordre du jour. Cet ordre du jour appeloit l'examen de l'élection des officiers municipaux de Saint-Jean de Luz. Déja M. Boullé sous en avoit fait le rapport; & hier foir, il recueillit les lambeaux de l'affaire qui lui étoient vraisemblablement échappés. Puis M. de Macaye acheva de nous torturer, en nous développant fusqu'aux plus vétilleuses circonstances. Ensia, malgré les réclamations de M. Garat le jeune, qui vouloit aussi nous débiter dix à douze numéros du journal de Paris, fur le même événement, l'Assemblée a cru devoir clorre La discussion, & décréter, suivant le projet du comité 📜 que rouses les élections faites depuis le premier janvier dernier, en contravention à ses décrets, sont nulles & inconstitutionnelles, & que les officiers municipaux de Saint-Jean de Luz convoqueront les citoyens actifs de la ville, à l'effet de procéder à une nouvelle élection (1).

M. Voidel a rendu compte ensuite d'une arrestation faite à Châtillon, par la municipalité de Nantua, de m. 871 piastres, de 600 louis en or, & de 721 en argent, qui passivient à Geneve. Le comité des recherches, par ell'organe de M. Voidel, concluoit à ce que l'argent stit rendu à sen propriétaire, mais que désormais il ne soutif ni or ni argent de France sans la permission du ministre des sinances. M. Montlausser, qui n'aime pas qu'on exerce des recherches trop rigoureuses contre les suissocrates qui abandennent leur patrie, se plaignoit très vivement de l'instexibilité de la municipalité de Beauvoissa à souiller les Erançais qui passent dans les Etats du

⁽¹⁾ Comme ce déeret & celui de Schelestadt contiennent des prinzipes constitutionnels, nous les rapporterons en entier dans le numero suivant.

Boi de Sardaigne : il croit à l'oppression, disoit quelques gentillesses à l'Affemblée nationale, & le fut fail mettre dix fois à l'ordre, si la diete auguste eur cru devoir faire quelque attention à des phrases décousues qu'on lui débitoit sans méchanceré. M. l'abbé Gouttes, qui la présidoit, se contentoit seulement de dire qu'il n'ésoit point question d'oppression, mais d'argent arrêté à Naneua. Enfin, il a laissé la tribune à M. Garat le jeune, qui cette fois-ci, pour la premiere, a démontré sans entertillage, que les loix qui défendent l'exportation de l'argent, remontent aux temps barbares où l'on ignoroit les vrais principés de politique; que plus d'un souverain # dû se repentir de les avoirmis en usage; & que Philippe III, qui fut le plus sévere sur cette matiere, réussie pourtant si mal, que tout le numéraire que fournissoient le Mexique & le Pérou, passa les Pyrénées, & qu'à la fin de son régne il ne lui reftoit pas même de quoi payes ses domestiques. M. Garat concluoit à la restitution pure & simple de l'argent arrêté à Nantua ; & cette proposition a été accueillie par l'Assemblée.

La séance a été terminée, a onze heures, par un décret qui, en déclarant nulles les élections faites à Schelestade, mande à la barre les officiers municipaux de cette ville, pour y rendre compte de l'emprisonnement de deux de leurs concitoyens. Celle de ce matin a commencé par la lecture du décret ; rédigé par M. Lanjuinais, le qui confere à la municipalité de Paris, l'administration des biens nationaux situés dans cette capitale, & d'exercer sur eux les droits attribués aux directoires de districts par le décret du 14 avril. Puis M. de Menou a rendu compte de la fituation actuelle de Montpellier. Le peuple de cette ville ayant appris qu'il avoit ordonné que la citadelle seroit remise aux commandans & aux troupes de ligne, s'est attroupée, & amenacé de 'détruire ce fort. Les officiers municipaux n'ont arrêté la démolition, qu'en en confiantila garde aux milices nationales. L'honorable membre proposoir en conséquence » que son comité militaire fût chargé de présenter à l'As-» semblée nationale un état de tous les forts & fortisse on cations du royaume, afin que, de concert avec le » Roi, elle pusse ordonner la conservation de ceux » qui seront juges nécessaires à la défense du royaume n & la démolition, la vente ou l'abandon des autres;

déclarer comme coupable tous ceux qui, dans in ville de Montpellier ou ailleurs, pourroient contrip buer à la démolition des forts, avant que l'Affemblée nationale ait prononcé, & que le président se retirera pardevers le Roi, à l'effet de le prier de donner des ordres pour rétablir la tranquillité à Montpellier, jusqu'à ce qu'il ait été pris un parti décisif sur l'abandon pou la conservation de sa ciradelle p

Ce décret a été prononcé sans difficulté. Il en a été sinsi de celui qui, à l'occasion de quelques difficultés survenues entre les grenadiers & les sufiliers des régiments de Beauce & de Normandie, & ceux du corps des matelots, pour les avantages dont jouissent les grenadiers sur les suiliers, a ordonné que les anciennes ordonnances, & notamment celles qui concernent la police des

spectacles, servient provisoirement exécutées.

M. Goifin, membre du comité de conftitution, est alors monté dans la tribune, & a observé que la ville de Montoire, dans le Vendomois, n'a jamais eu qu'une seule municipalité, quoiqu'elle ait deux paroisses; & que cependant les habitans de celle de St-Oustrille se sont crus en droit d'en sormer une particulière. Ce procédé a mis le trouble dans la ville, la perception des impôts a été interrompue, & les sonctions de la premiere municipalité, légalement élue, suspendues ou attaquées. M. Gossip proposoit en conséquence le décret suivant qui a été acqueil i sans réclamations.

» L'Assemblée nationale, après avoir emendu son » comite de constitution, déclare nulle & inconstitution, » nelle la seconde municipalité sormée le 2 juin, par les » habitans de la paroisse de St-Oustrille de Montoire, » & ordonne que la prémiere municipalité exercera seule

» dans cette ville les fonctions municipales ».

M. de Noaille a lu ici, la rédaction des articles dont il s'étoit chargé hier, sur les différens corps qui doivent affister à la confédération militaire; mais, comme il y a été fait encore de très-nombreux changemens, & que le rapporteur doir sondre toutes ces pieces éparles dans un corps de décret, nous ne pouvons le rapporter qua la la prochaine séance. Un membre a ensuite observé que les députés qui vont arriver des différentes provinces de France, étant vraisemblablement jaloux d'assister aux léances de l'Assemblée nationale, il convenoit de leur

assigner les tribunes, & de distribuer à chaque membre un nombre assez considérable de billets, pour que toute la députation y puisse assister successivement. Gette proposition a été accueillie avec acclamation, & il a été décréré que, depuis le 10 jusqu'an 20 juillet, toutes les tribunes sans exceptions seroient sessitiones à tecevoir MM. les députés à la confédération générale.

M. Martineau a repris ensuite son rapport. Il a d'abord proposé deux articles sur le nombre des vicaires dans chaque paroisse, & qui ont été ajournés. Puis, il a mis sur le bureau des articles suivans, qui ont été adoptés

fans changemens.

Art. I. » A compter du jour de la publication du prén fent décret, on ne connoîtra qu'une seule maniere de n pourvoir aux évêchés & aux cures; savoir, la forme n des élections ».

II. « Toutes les élections fe feront par la voie du scrutin,

» & à la pluralité absolue des suffrages ».

" III. L'élection des évêques se fera dans la forme prefcrite, & par le corps électoral, indiqué dans le décret du 22 décembre 1789, pour la nomination des membres de l'affemblée de département.

IV. « L'élection de l'évêque ne pourra se faire ou être » commencée qu'au jour de dimanche dans l'église prin-» cipale, à l'issue de la messe paroissiale, à laquelle seront

n tenus d'assister tous les électeurs »,

Avant de discuter ces arricles, M. l'évêque de Clermont a observé pour la troisieme sois, que, sidele à ses principes, & plus jaloux des droits à l'estime de l'Assemblée nationale que de ses intérêts momentanés, il croyoit devoir renouveler la déclaration qu'il avoit deja faire, de ne prendre aucune part à la délibération. « Quand les principes sont attaqués, disoit il, il n'appartient pas à un évêque de se taire ». Cette protessation fastidieuse n'a pas empêché M. l'abbé Jacquemar, curé de Brissart, de nous faire un très-excellent discours, dont Pimpression a été décrétée, pour démontrer que l'église actuelle n'est pas la même qu'elle sut autresois; que ses membres ne sont pas si purs ni aussi zèles; que les élections ne doivent pas être confiées au peuple qui pourroit en abuser; & que le seul moyen de concilier les intérêts de la conflitution avec ceux de la religion, €'étoit de faire élire les évêques par le synode diocélain; combiné avec les corps administratifs.

M. Martineau a tout aussi-tôt adopté cette idée; & M. l'abbé Grégoire, qui avoit la même motion à faire, s'est borné à demander que les non-catholiques sussent écartés de ces sortes d'élections; mais M. Roberstpierre a fortement combattu M. Jacquemar, en prouvant que sa proposition tendoit à dénaturer la constitution & à rétablir la corporation du clergé. C'est aussi ce qu'ont démontré M.M. le Chapellier, de Bianzat & Barnave, & contre M. le curé de Brissart, & contre M.M. de Maillanne, de Présein & Camus qui vouloient que l'on admît quelques eurés de chaque district dans les élections. Ensin, a près avoir clos la discussion, & écarté quelques amendemens, l'article sur les élections des évêques a été décrété tel qu'il avoit été proposé par le comité.

La fin de cette séance a été rendue bien intéressante par la lecture de deux lettres touchantes écrites par le Roi, l'une à M. le président & l'autre à l'Assemblée nationale. Ces deux lettres avoient pour objet l'entretien de la maison de sa majesté, que le Roi fixoit à 25 millions, y compris la dépense de sa maison militaire. Ce que le Roi dit touchant le douaire de la Reine, stipulé dans son contrat de mariage, a fait la plus prosonde impression. Mille & mille voix ont crié vive le Roi. L'objet de la lettre a été décrété par acclamation, puis régulierement à l'unanimité; & l'Assemblée a chargé son président d'en porter

le décret au Roi.

En terminant cette séance, nous devons placer ici le discours prononcé hier par l'abbé M. Syeyes, en prenant le fauteuil.

a'Messeurs, l'honneur de présider l'Assemblée nationale est, dans un Etat libre, la plus belle distinction qui puisse décorer la vie d'un simple citoyen; ce titre de gloire, vous avez voulu le donner à tous les membres de votre comité de constitution. Satisfait des bases de l'édifice social qu'il vous a présentées, vous avez voulu, par ce témoignage éclatant de votre estime, montrer aux yeux de la France le plus digne prix qu'il soit en vous de décerner aux longs ex pénibles travaux dont vous avez cueilli le fruit. C'est par une suite de cette espèce de loi que vous vous êtes imposée, que vous avez daigné penser à moi. Je dois en ce moment vous en marquer ma reconnoissance; & combien ce sentiment ne doit-il pas être vis & prosond, lorsque vous me sorcez de penser que pour m'accorder cette honorable distinction, vous avez en la bonté partin

culiere d'attendre le retour d'une époque mémorable pout tous les amis de la régénération française, & à laquelle vous me permettez d'attacher plus d'un intérêt? Vous me pardonnez même ce langage. Vous n'y voyez, j'en suis sûr, ni un puérile amour propre ni une vaine ambition de gloire, mais bien l'expression forte & spontanée d'une ame livrée toute entiere dans tous les temps à l'amour de la Hiberté, de l'égalité; tourmentée de toute especedeservitude & d'injustice; dont les premieres pensées ont été pour une constitution libre, dont les dernieres pensées seront encore pour elle; pour qui tout ce qui touche au bien public devient à l'instant l'objet de ses études, de ses méditations. & pourquoi ne dirois je pas d'une véritable passion, puisdu'il n'est que trop aisé d'en reconnoître le caractere, soit au sentiment mêlé de bonheur & de crainte avec lequel je fuis tous les progrès de la constitution qui attent encore à acquérir, soit à l'affliction profonde qu'il m'est impossible de cacher, meme au millieu de vous, lorsque cette constitution si heureusement commencée, ou s'atrête dans samarche avec tant de raisons de se hâter, ou quesquesois même me semble reculer? Mais il s'agit ici de l'hommage de ma respectueuse reconnoissance : que ne puistie, MM., pour vous la prouver toute entiere, n'avoir qu'à suivre l'exemple de mes prédécesseurs; comme eux, vous offrir tout mon zele, me placer à votre tête, & comme eux. zemplir vottre attente?

Il ne m'est pas donné de sournir cette honorable carziere. La foiblesse de ma voix, celle de ma santé, l'impossibilité phisique où je me connois, de donner une attention soutenue à des séances aussi prolongées, aussi dréquentes que les vôtres; voilà déja plus de raisons qu'il n'en faut pour me garder des illusions de l'amour-propre: je saurai donc me désendre de vos bontés, puisque je suis sûr que mes efforts ne tourneroient pas à votre véritable utilité. Devant ce grand but, nul sacrifice ne peut me coûter. Je me dirai que s'il est glorieux de se montrer au premier poste, il y a quelque mérite encore à savoir le résigner, lorsqu'il doit être mieux occupé par un autre; & c'est ainsi qu'il appartient à ma foiblesse de vous manifester ma reconnoissance. Quant à mon intérêt personnel, c'est assez de bonheur pour moi, que de pouvoir conserver éternellement le souvenir d'awoir reçu une grande marque de votre estime & de votre

confiance ».

jourd'hui à la procession de S. Germain l'Auxerrois. Mile caré & MM. les marguillers de cette paroisse ont en l'honneur d'écrire au corps legislatif, que, d'après le vœu du Roi, la cérémonie commenceroit à dix heures précises. La procession sortira de l'égisse après la grand'messe, par la nouvelle entrée du cloître, suivra la rue des sossés Saint Germain-l'Auxerrois, & immédiatement les rues de l'Arbre-sec, saint-Honoré, du Coq; ensuire elle se rendra dans la cour du vieux Louvre, & y fera station au reposoir élevé au millieu de la cour, un peu vers le bout; elle viendra par la place de la Colonade & la nouvelle entrée à l'église.

La marche sera ouverte par un détachement de cinquante maîtres de la cavalerie nationale. Cent cinquante grenadiers volontaires, & douze vérérans en grand uniforme, sommeront escorte autour du dais, & de la soite de la procession. MM. les représentants de la nation, réunis en corps, suivront immédiatement le dais; le Roi tera à côté du président du corps législatif, acompagné de son augusté épouse & de la famille royale. La marche sera terminée par une compagnie de grenadiers volontaires de la garde nationale, & de cinquante maître de la cavalerie nationale.

Quatre mille hommes de la garde nationale, pris dans les six divisions d'infanterie, accompagnés du drapeau de chacun des bataillions dont MM. les commandans seront le service de cette cérémonie, formeront la haie de chaque côté des rues par où la procession passera.

Différens pelotons de cavalerie seront mis en station, pour maintenir pas-tout le bon ordre & la tranquillité.

JUIN 1790.				
DATE des jour d'intérê	s des Affigna	ts de des A fligna	is de des Assignats de	
Jeudi 10.	o l. 18 f.	4 d. 11. 7 f. 6	d. 1liv. 11 f. 8d.	



COURIER FRANÇAIS

Du vendredi 11 Juin 1790.

Assemblée nationale du tol

Désrets constitutionnels sur les villes de Saint-Jean de Lug & de Schelestat. Autre sur la sédération générale. Evacuasion des Jacobins & des Recollets. Nouveaux efforts aristoctes igues,

pour la ville de Saint-Jean de Luz; le second pour celle de Schelestat; & le troisimme sur la fédération du 14 juiller. Les deux premiers continuent des principes contatinationnels, qui intéressent nos assemblées électorales à de le dernier concerne tous les corps militaires. Tout pois méritent d'être placés ici, avant les discussions que ent occipé la séance de ce soir.

L'Affemblée nationale, après avoir entendu son cot si mité des rapports, infirmire que malgré les disposions son formelles de son décret du 18 avril dernier, rednu pour la ville de Saint-Jean-de Luz en particulier, de nouveaux selles difficultés, de nouveaux obstacles & de nouveaux notoubles suspendent encore dans cette ville l'exécution des décrets constitutionnels pour la sormation des mus nicipalités; que même en contravention à ces décrets se su malgré les oppositions des anciens officiers munis espaux, il s'y est tentir des affemblées, & qu'on a vu y procéder à des élections;

»Déclare nulles & inconfinutionnelles toutes élections déj2 faites on qui pourroient l'être courre la teneur de ces décrets depuis le premier janvier dernier;

, in Decrete que conformement à leur disposition . &

6 particulierement en execution de celui du 18 avril » dernier, les anciens officiers municipaux convoquen pont l'assemblée des citoyens actifs de cette ville pous la nomination de la nouvelle municipalité, après que les commissaires du département des basses Pyrénèes, » dans lequel se trouve comprise la ville de S. Jean-de-» Luz, aurent forme la liste des citoyens actifs de Saint-» Jean-de-Luz, d'après les rôles des impositions directes n de la capitation & des vingtiemes de ladite ville, après » avoir préalablement vérifié si la totalité ou une parise » des revenus publics & communaux de S. Jean-de-Luz n est appliquée au paiement desdites impositions; & » dans le cas où la totalité ou une partie de ces re-» venus seroit employée à payer lesdites impositions directes de la capitation & des vingtiemes, cette totalité ou cette partie des revenus publics sera répartie entre les contribuables auxdites impolitions au marc » la livre, & ajoutée à leur cote-part d'impositions, » pour les aider-à atteindre le tribut exigé cour être cin toyen actif; que la journée de travail demeurera fixée m tans cette ville aux taux qui avoit été déterminé par les officiers municipaux. » Déclare qu'aux termes de ses précèdens decrets?

& notamment de celui du 7 janvier dernier, & des platticle IV de celui du 23 février suivant, les ausciens officiers municipaux de Saint-Jean-de-Luz sont autorisés à requérir le secours de la municipalité de Bayonne, ou de route autre municipalité voisine, ainst que des gardes nationales & des troupes de ligne qui p se trouvent dans leur territoire, pour se mettre en état d'assurer l'exécution des décrets acceptés ou sanctionnés par le Roi, & opérer en conséquence dans la ville de S. Jean-de-Luz le rétablissement de l'ordre, du p calme & de la subordination.

» Décrete que les armes enlevées de l'hôtel-déville
» y seront incessamment restituées, pour être remises,
» d'après les ordres & sous la surveillance des officiers
» municipaux, aux citoyens enrôlés dans l'ancienne mi«
» lice du pays de Labours, lesquels, jusqu'à la nouvelle
» organisation de gardes nationales, formeront celles
» de Saint-Jean-de-Luz avec les autres citoyens de la
» même ville qui pourront y être admis.

» Décrete que son président se retirera, sans délai.

Digitized by Google

pardevers le Rei ; pour lui demander la sanction de » présent décret, & le supplier en même-temps de donner les ordres nécessaires, soit à ses commissaires, soit w aux chefs de ses troupes ou à tous autres, pour assu, » rer aux anciens officiers municipaux de Saint-Jean de » Luz, tous les secours qu'ils pourroient être forces de » requérir dans l'exercice des fonctions qui leur sont » confiées.

» L'Assemblée nationale, après avoir entendu son co-» mité des rapports, déclare irrégulière & nulle l'élec-» tion de la municipalité de Schelestat, faite le 27 Jann vier dernier & jours suivans, ordonne que dans la » huitaine de la notification du présent décret , les com-» missaires nommés par l'assemblée du département du » Bas Rhin, se transporteront à Schelestat, pour y cou-» voquer l'assemblée générale des citoyens actifs, à l'esset » de procéder à la formation d'une nouvel'e municipalité : » laquelle assemblée ne pourra être tenue que huit jours, » après celui où elle aura été convoquée. > L'Assemblée autorise les commissaires du départe

» ment à maintenir la police de la ville & des assembleçs » pendant le cours des opérations, & à veiller à l'exécu-» tion entière de tous ses décrets concernant les affem-» blées primaires, jusqu'à la nomination & installation des » officiers municipaux qui seront élus. Elle les autorise » pareillement à requérir, s'il est besoin, l'affistance des

» gardes nationales & troupes de ligne.

» Déclare les fonctions des maire, procureur de la v commune & officiers municipaux, incompatibles avec » le tout ou partie des fonctions de syndic, du magistrat » & du secrétaire-greffier de municipalité, & que ledit » syndic ou greffier ne pourra prétendre voix délibérative » dans les assemblées municipales, soit pour l'administra-» tion, foit pour le contentieux. - » En ce qui concerne l'emprisonnement des sieurs Am-

» burchs & Furchs, l'Assemblée nationale déclare ledie » emprisonnement & la procedure qui la suivi, nuls &

m. Vexatorres;

- n Ordonne que lesdits sieurs Amburchs & Furchs se nont élargis & remis sous la sauve-garde de la loi; - w Réserve leurs droits, à raison de leur détention, pour les exercer contre qui & ainti qu'il appartiendra 2 p Ordonne que les maire & officiers municipaux 🛓 dont l'élection vient d'être annullée, l'éront, à l'excepa ; tion des fieurs Fels & Mainbourg, mandés à la barre;

"Déclare que les officiers municipaux de Schelestar, & tous autres, ne peuvent priver aucun citoyen de la liberté, si ce n'est dans les cas indiqués par la loi, & d'après

les formes par elle prescrites;

Declare, au-surplus, sur la requisition des anciens préteurs & conseillers de Schelestat, que leur destitution faite par les habitans au mois d'août dernier, ne porte aucune atteinte à l'honneur & à la ré utation desdits officiers, ni aux droits qu'ils peuvent avoir à exercer; lesquels, ainsi que ceux de toutes les parties demeurent respectivement réservés à cet égard.

"L'Assemblée nationale charge son président de se reti-, rer pardevers le Roi, pour supplier S. M. de sanctionnée , le présent décret, & de donner les ordres nécessaires

pour sa prompte & entiere execution.»

"Tous les corps militaires, foit de terre, soit de mer, nationaux ou étrangers, députeront à la fédération patriotique conformément à ce qui fera règlé ci-après.

, Chaque régiment d'infanterie ou d'artillerie députera , l'officier le plus ancien de service parmi ceux qui seront , présens au corps ; le bas-officier le plus ancien de ser-, vice parmi ceux qui seront présens au corps , & les , quatre soldais les plus anciens de service présens au , corps , & pris indifféremment parmi les caporaux ; , appointés , grenadiers , chasseurs , fusiliers , tambous

& musiciens du régiment.

,, Le régiment du Roi & celui des gardes suisses, à rai-

, de celle fixée par les régimens ordinaires.

" Les bataillons des chasseurs à pied députeront un , officier, un bas-officier & deux chasseurs, conformé-, ment aux régles prescrites pour les régimens d'infan-, terie.

, Le corps des ouvriers de l'artillerie & celui des, mineurs députeront chacun un officier, un bas-officier, & deux se ldats, comme pour les bataillons de chasse seurs à pied.

Les mêmes régles désignées ci-dessus seront obsers

" vées pour tous les régimens de cavalerie, dragons, » chasseurs & hussards, avec cette disserence qu'ils me

- députeront qu'un officier, un bas-officier & deux » cavaliers seulement; le seul régiment des carabiniers,

n double en nombre des régimens de cavalerie ordinaire,

» aura une députation double de ces derniers.

» Le corps royal du Génie députera le plus ancien offi-» cier de chaque grade, & en cas d'égalité d'ancienneté,

» le rang de promotion décidera.

» La maréchauffée sera représentée par les plus anciens officiers, les quatre plus anciens bas-officiers, & les douze » plus anciens cavaliers du royaume.

» La compagnie de la Connétablie fera représentée par » le plus ancien individu de chaque grade d'officier, de

.bas-officier & cavalier.

" Par égard pour de vieux militaires qui ont bien mé-» rité de la patrie, & qui ont acquis le droit de se liwrer au repos, le corps des invalides sera repésente par nes quatre plus anciens foldats retirés à l'hôtel-royal des w invalides.

Les commissaires de guerre seront représentés par w un commissaire ordonnateur, un commissaire ordinaire, & un commissaire-éleve, le plus ancien de chacun de

res grades.

Le corps des fieutenans des maréchaux de France sera

" représenté par le plus ancien d'entr'eux.

» Quant aux compagnies de la maison hilitaire du Roi, » de celle des freres de Sa Majesté, & tous autres corps militaires non réunis, ils seront représentés chacun par 'n le plus ancien de chaque grar e.

» En cas d'égalité de tervice, le plus ancien d'âge aura

» la préférence.

Les maréchaux de France, les lieutenans généraux, » les maréchaux de-camp, & les gardes correspondans » de la Marine députeront les deux plus anciens officiers

so de chacun de ces différens grades.

» L'Assemblée nationale déclare qu'elle n'entend rien n prejuger sur l'influence ou le rang des corps militaires » ci-dessus dénommes, & même de ceux qui ne le sont pass » Le Roi sera supplié de donner les ordres nécessaires pour l'exécution du présent décret ».

n Les deux plus anciens officiers de chaque grade,

n actuellement en service dans chacun des ports de Brest. " Toulon & Rochefort, seront députés, au nom du corps » de la Marine, à la contéd ration générale indiquée pour » le 14 juillet.

» Chacune des divisions du corps royal des canoniers-» marelots, actuellement en service dans les ports de » Brest, Toulon & Rochesort, députera le plus ancien » des officiers majors & sous-lientenans de la division, n le plus ancien des bas-officiers, & les quatre plus an-» ciens canoniers-matelots.

» Les ingénieurs-constructeurs de la marine servant dans » chaque port, députeront le plus ancien d'entr'eux.

» Les maîtres de toute espèce, & les officiers mariniers » entretenus dans chaque port, députeront le plus ancien. » de service d'entr'eux, & l'ancienneté sera comptée par » les services de mer.

» Parmi les éleves & les volontaires de la marine, sera » député le plus ancien d'entr'eux, dans chacun des trois » ports de Breft, Toulon & Rochefort.

» Les commiffaires-généraux & ordinaires des ports » & arfenaux, & autres corps, députeront les plus an-

» ciens d'entr'eux ».

La téance de ce foir, la feule qu'il y ait eu aujourd'hui, a commence par la lecture du procès-verbal d'hier. Puig. M. Voidel a demandé si le décret sur la mendicitéaété sanctionné,& il a zjouté que l'intérêt de l'État exige qu'il Joit ៹ mis le plus promatement possible à exécution; «que, son la différoit, la chofe publique en souffriroit un tortnotable. Un membre s'est alors présenté à la tribune, où il a lu une. lettre de M. Bailly, par laquelle il annonçoit qu'il n'a pas attendu que ce décret fût sanctionné, qu'il n'a pas attendu qu'il lui fût adresse officiellement, ni inscritsurles registres de la municipalité, pour se préparer à le mettre à exécution; que déja il a jeté les yeux sur deux maisons cidevant religieuses, qui pourroient sormer des dépôts nécessaires; les Jacobins de la rue St-Jacques, & les Recollets du fauxboug S. Laurent; que ces emplacemens luiont paru suffisans pour remplir l'objet qu'il a en vue; mais que, pour les consacrer à cet usage, il a besoin d'y être autorisé par le corps législatif.

Il demandoit en conféquence que les ci-devant religieux qui occupent ces maisons sussent obligés de les évaçaer, sauf par l'administration, à leur fournir des logemens

commodes, s'ils persissent à vivre en communauté, où à leur faire les pensions décrétées par l'Assemblée, en faveur de ceux qui mettront bas leur casaque.

Cette proposition paroissoit généralement accueillie, lorsque M. Loys, plus prêtre lui seul que tous les chanoines d'une province, a, suivant son usage, arrêté la délibération, en proposant de renvoyer au Roi la décision de cette affaire. La motion a paru si raisonnable, que l'on n'a pas même proposé la question préalable pour l'écarter; & tout de suite on a décrété le congé absolu en saveur des Dominicains & Recollets.

On a ensuite introduit à la barre une députation de l'Assemblée électorale du département de Seine & Marne, qui, pénétrée de reconnoissance & d'admiration pour les grands travaux de l'Assemblée nationale, avoit envoyé des députés pour lui en témoigner ses sentimens. L'adresse qu'lis ont lue, cent & cent fois applaudie, présentoit des traits bien vise contre la conduite des noirs; & le tableau étoit si frappant, qu'ils n'ont pu s'y méconnoître. Comme des corps eccléssafiques de ce département ont eu l'impudence de déclamer contre les décrets de la diete auguste, on à demandé que ce discours sût imprimé, asin d'apprendre à la France entière, quels progrès la prédication de ces bons prêtres a faits dans l'esprit de leurs sideles.

A la suite de ce beau discours, venoit un piège un peu grosser, sans doute, mais bien dangereux, que par roissent nous avoir tendu les ministres, de concert avec MM. Cazalès, Maury & autres prétendues colonnes du quartier des noirs. M. de Crillon l'ainé, membre du comité militaire, a proposé, sans instruction préliminaire, un décret dont l'objet étoit de prier le Roi de saire punir d'une manière éclatante la prétendue insubordination qui règne parmi les différens membres de mos régimens. Si l'on en eut cru le préambule de ce décret, la plupart de nos régimens ne reconnoissent plus la loi de l'obéissaire, & rejettent de leurs corps ceux des officiers qui ne leur conviennent pas.

Cette motion-là étoit précifément la même que celle qu'avoit faite; il y a deux jours, M. Malouet, & qui avoit été rejetée. Aussi tous les esprits en ont-ils été révoltés; & l'on sentoit combien il étoit déraisonnable, absurde & inconséquent d'étendre une verge de fer sur notre armée, à l'instant même où nous l'invitons à venir participer à la

rumeurs accréditées par M, de Crillon, on a introduir de la baire M. de Puylégur, qui a randu compte d'un préla baire M. de Puylégur, qui a randu compte d'un prélent de 245 livres, fait par un inconnu à un lieur Mangin,
caporal du régiment de Strasbourg, artillerie, en gair
nison dans cette capitale de l'Allace, oc dont il venoir
faire un don partiorique. L'Assemblée a décrété que le
discours qu'a fait à cette occasion M. de Puylégur, seroir
imprimé oc distribué à cous les régimens.

Tandis que l'on s'opposoit, ou côté des amis de la constitution, au décret que proposoit M. de Crillon, M. de Vicieux s'est approché de celui-ci, & lui a dit : a Laissez-les saire; nous allors voir ce que cela va devenir; nous les tenons; cela s'appolle lever le masque. » Rous igno-rons ce qu'il pouvoit entandre par ce verbiage proponcé à voix baile; mais co que nous savons, c'est qu'heuteu-sement M. de Lameth s'est fortement apposé à ce dècret, qu'il a démontré que, s'il y a de l'insubordination dans quelques régimens cela provenoit de la dureté des chess, et que, masgré les crisilleries de M. Cazalès, & l'emporté que, masgré les crisilleries de M. Cazalès, & l'emporté des chesses que masgré les crisilleries de M. Cazalès, & l'emporté des chesses que masgré les crisilleries de M. Cazalès, & l'emporté des chesses de décret, il est parvenu à le renvoyer au comité, & la obtenir qu'on passeroit à l'ordre du jour.

M. Martineau a alors repris fon rapport, ala fuite dus que Lout été décrétés plusieurs atticles que nous forte que sons fortes obligés de mayore à demaios

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroft tous les fours est de 3 liv. 10 fols par par mois, on en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui n'ont pas fouscrit.



COURIER FRANÇAIS,

Du Samedi 12 Juin. 1790.

Assemblée nationale. du 114

Décrets sur les éléctions ecclésassiques. Action héroique de maire de la ville d'Aix. Décret qui ordonne des indemnisités p ur ceux qui ont conquis la Bastille. Projets sur le fente des cloches. Discours du comte de Mirabeau sur le mort de Franklin. Deuil de l'Assemblée nationale au sujet de cette mort.

E temps ne nous ayant pas permis hier de rendre compte du rapport de M. Martineau sur les élections ecclésiastiques, ce sujet doit précéder ici toute discussion.

Art. IV. » Sur la premiere nouvelle que le procurent se général syndic du département recevra de la vacance » du siège épiscopal, par mort, démission ou autrement » il en donnera avis aux procureurs-syndics des districts » à l'effet, par eux, de convoquer les électeurs qui au » ront procédé à la derniere nomination des membres de » l'affemblée administrative; & en même temps il indis » quera le jour où devra se faire l'élection de l'évêque d » & le délai ne pourra être de plus de quinze jours.

V. » Si la vacance du siège épiscopal arrivoit dans les » quatre dernièrs mois de l'année où doit se faire l'élection des membres de l'administration de département » l'élection de l'évêque seroit différée & renvoyée à la prochaine assemblée des électeurs.

VI. » Pour être éligible à un évêché, il fera nécessaire » d'avoir rempli les sonctions ecclésiastiques dans le dio-» cèla, au moins pendant dix ans, en qualité du cura dans une paroisse, ou pendant quinze ans en qualité, » de vicaire de l'évêque, dans la cathédrale ou dans le » séminaire du diocète.

n Il en sera de même pour les vicaires supérieurs &

» les vicaires des séminaires ».

La séance de ce matin a été ouverte par la lecture faire, par M. Martineau, sur la demande de M. Lanjuinais, de tout le titre premier dont les articles ont déja été décrétés

dans les séances précédentes.

C'est d'après l'ensemble de tous ces articles, que M. Lanjuinais, sur l'observation qu'il avoit faite à l'Assemblée 10, qu'il y a dans la Bretagne des villes où il n'y a gas de paroisse; 20, que la plupart des ministres de la seligion que le nouvel ordre de choses aloit déplacer ; étoient dans les plus vives alarmes, a proposé un article, dont la rédaction & le soin de le placer dans le titre pressier, ont été remis à M. Martineau.

Voici ce qu'il porte en substance.

Il sera établi des paroisses, dans les villes où les affeins blées de département jugeront qu'il en sera besoin.

La seconde observation a produit le décret suivant :

""

" L'Assemblée nationale a décrété qu'il seroit fait ment tion dans son procès-verbal de l'ordre donné à son comité de s'occuper du traitement des personnes défau placées ».

M. Delbecq, maréchal de camp, & député des proteinces belgiques, est monté à la tribune, & a dir : MM. It vous avez quelques ois été douloureusement affectés de conduire de quelques villes du midi, les nouvelles que vous recevrez des provinces du nord, vous donnerone

quelque satisfaction.

Un esprit plus lent à concevoir l'influence d'un clerge riche & spuissant, & sl'exemple d'un peuple, voisin des Brabançons ont pu retarder les élans du patriotisme de ces provinces. Mais les différentes sédérations dont vous avez déja entendu parler, & 50 millions de biens nationaux, dont les villes principales se proposent de faire l'acquisition, vous répondent de leurs sentimens.

Les députés de Lille vous feront un détait satissaisant de ce qui s'est passé lors de la sédération qui a eu lieu dans

lour ville.

Alors M. Delbecq a lu ce serment, qui a excité les

plus vifs applaudiflemens.

A peine avoit il fini qu'un habitué du cul-de-sac des moits a demande que M. Delberg für tenu de se rétracter, parce que, disoit-il, il avoit calomnié les provinces du midi.

Mais plusieurs voix se sont élevées sur se champ, qu'à ent dit que cela n'attaquant que les mauvais citoyens à les villes qui s'étoient bien comportées, n'avoient au-

cup sujer de se plaindre.

Cela est d'autant plus vrai, a dit M. Bouche, que je vaux vous prouver, par le trait que, je vais vous rapporter, qu'il se trouve aussi de têtes froides dans les pro-

vinces du midi. Le fait s'est passé à Aix.

Le régiment de Vexin ayant été trouver celui de Royal-Marine, dont il prétendoit avoir été insulté, les deux régimens étoient en présence & sur le point d'en venir aux mains, la rsque le maire d'Aix vint les haranguer; sa harangue ne produisoit aucun effet, & le carnage alsoit commencer. Alors prenant un ton héroïque : « tirez sur paneil, leur dit il, & ne me rendez pas témoin d'une pareille action.

Alors on service à ses genoux, on l'embrasse, on sur

halors on featte à fes genoux, on l'embrasse, on luibaise les mains, & les deux régimens se réunissent, on élaigne une multitude de brigands, de vauriens & de gens sans aveu qui n'attendoient que le moment du carnage pour se livrer au pillage, & pent-être la ville aux

flammes.

La ville d'Aix se dispose à ériger un monument as maire dont la conduite a eu des suites si heureuses.

L'Assemblée a ensuite décrété qu'il seroit député à la fédération patriotique un des vices amiraux de France.

M. Vernier a annoncé à l'Assemblée une liste de décrets, pour auroriser une multirude de villes à faire des emprunts. Comme ces emprunts & ces permissions necoûtent rien à l'Assemblée, elle a décrété le tout sur la garole de M. Vernier,

M. le curé de Souppes a dérerminé l'Assemblée nation au décréter qu'il y avoit eu erreur dans le premier décret qui admer MM. Raucher à l'Assemblée nationales

On demandoit à grands cris l'ordre du jour.

M. le Coulteux de Canteleu a dit qu'il croyoir être dans l'ordre du jour, en lentretenant d'objets de finance.

L'Administrateur des sinances, a-t-il dit, remet tous les huit jours au comité des sinances un tableau de la situation de la contribution patriotique. On a pensé que pour le mettre en état d'exciter le patriotisme des provinces, il y auroit deux moyens: le premier, d'imprimer ce tableau, le second, de le mettre dans un cadre apparent où il pourroit être consulté par tous les députés, qui écriront en conséquence dans leux provinces. Ce dernier partia été adopté.

M. de Canteleu avoit un magafin de projets, qui lui font envoyés tous les jours des quatre coins du royaume fur l'emploi que l'on pourroit faire des cloches des

communautés suppprimées.

It commençoit l'analyse d'un de ces projets, qui, outre une multitude de prétendus avantages, promet 40
missions de profit au trésor national. Mais l'Assemblée nationale qui est affez souvent importunée par la clocherte
du président, pour avoir pris les cloches en aversion, a
décrété qu'elle ajourne à deux mois toutes décisions à
prendre sur cet article, & qu'elle invité tous les artistes
à faire des essais sur les moyens de tirer parti des cloches.

On alloit passer à l'ordre du jour, lorsque M. le comte éde Mirabeau, que l'on n'avoit pas vu à l'Assemblée des puis quesques jours, est monté à la tribune, & a paris

-peu-près en ces termes :

n Franklin est mort. L'homme qui affranchit FAmérique, & versa sur l'Europe des roreus de lumisation.

ce lage, que deux mondes réclament, tenoit, labs doute,

un rang diffingue dans l'espece humaine n.

n Les cabinets politiques ont affez long-temps notifié la mort des grands qui avoient été inutiles. Les nations ne doivent porter le deuil, que de leurs bienfaiteurs; il appartient aux représentans des peuples de l'ordonner.

De congrès a ordonné deux mois de deuil. Ne feroitil pas digne de vous, de vous unir à cet acte religieux. L'antiquité eût élèvé des autels à celui qui fut dompter la foudre & les tyrans. Ne nous sera-t-il pas permis de donner du moins un témoignage de notre ven ration. ""> Je propose que l'Assemblée nationale décrete qu'elle

portera trois jours le deuil de Benjamin Franklin. 20

En consequence, l'Assemblée nationale a décreté qu'à compter du lundi. l'Assemblée nationale portera pendant trois jours le deuil de Benjamin Franklin; que le discours de M. de Mirabeau sera imprimé, & que le président sera prié d'écrire au congrès la part qué l'Assemblée prend à la perte de l'Amérique.

Enin on est passé à l'ordre du jour.

M. le Brun rapporteur du comité des finances a continué sont rapport sur toutes les parties de la dépense publique.

Il a commencé par l'article intitulé remises ou moins

impofé.

Après avoir fait le tableau des objets que renferme ce chapitre, il a proposé un projet de décret, qui, après des débats très long & très-fastidieux, a été ajourné à l'époque à laquelle on organisera l'impôt.

H est passe ensuité à l'article, recette générale. Cette partie de son rapport, dans l'extrait imprimé, finissoit

par un projet de décret en deux articles.

Mais il a été force de reconnoître, au nom du comité, l'imperfection de cet ouvrage. En conféquence, il s'est

borné à proposer ce décret qui a été adopté.

» L'Affemblée nationale décrete qu'à dater du jour où ne système de la nouvelle imposition sera établi, les nimpositions directes reelles & personnelles seront réparties & recouvrées aux frais des départemens. Le vernsement en sera fait sans aucune déduction, même des nérais de transport dans le trésor public ».

Le rapport de ce jour a été terminé par le décret luis-

.: Ais. I. » Les traitemens des fermiers généraux demeux » ront fixés pour la présente année à 660,000 livres,

" Les remites qui leur feront faites lur les droits ré-

gis, ne pourront excéder 500,000 livres.

" II. Les appointemens des bureaux de l'hôtel des rérmes feront réduits à 500,000 livres.

» L'augmentation de traitement des employes desdits

bureaux à 100,000 livres.

Les gratifications ordinaires à 40,000 livres. Les gratifications extraordinaires à 40,000 livres.

» L'augmentation de traitement des brigades, pour

b les objets régis, à 100,000 livres.

» Les gratifications de fin de bail feront supprimées. » Les honoraires du conseil réduits à 20,000 livres.

" Le traitement de l'architecte de la ferme à 1,000

n livres.

Le traitement accordé aux principaux employés, pour
 leur tenir lieu d'une place supplémentaire de fermier
 général, supprimé.

» Le traitement des commis, préposes à la descente

, des sels , supprimé.

», La gratification au contrôleur des fables d'Olonne

, L'augmentation de deux fols par minot de fel des sali-, nes d'Hieres, ne tera plus à la charge du trésor public.

"Les frais de compte de la ferme générale & des " parties en régie, les épices aux différentes chambres " des comptes du royaume seront pareillement suppri-" mées, & à compter du premier janvier dernier.

remites fur le produit des saisses, mais seulement sur

", l'excèdent des produits.

JA IV. L'Assemblée nationale prendra en considération , la situation & les services des employés qui seront supprimés ,,.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Bayonne, prenier juin. Nous avons enfin reçu le décres pour l'admission des assignats & la vente des biens nationaux. Il a été décidé hier, dans une assemblée de commerce, de sormer une caisse parriotique, semblable; à, celle de Bordeaux, avec quelques changemens annà logues à la localité, & dans laquelle nos concitoyens trouveront toujours de l'argent à échanger pour des affignats.

Lille, 8 juin. Toutes gardes nationales des départemens de la Somme, du Pas de Calais & du Nord, se, sont confedérées solemnellement ici, le 6 de ce mois. M. le comte d'Orgetes, généralissime de cette confédére.

ration, leur a prononcé le discours suivant.

n Freres d'armes, nous allons prêter le serment le plus faint, le plus facré pour des cœurs vraiment français. C'est ici qu'en présence de l'éternel & sur l'autel de la patrie & de la liberté, nous allons nous jurer à jamais union & fraternité, c'est ici que nous allons présenter au peuple d'une grande cité & à cette foule innombrable d'éxrangers qu'elle renferme aujourd'hui dans son sein, le spectacle imposant d'une coalition des citoyens de trois départemens prêts à verser leur sang pour le maintien de la constitution ; c'est dans certe auguste cérémonie que l'exemple du parriorisme va se presenter avec ce grand caractere qui n'appartient qu'à la vertu. Que ce beau jour no s'efface jamais de ... notre memoire; que son souvenir nous rappelle sans cesse les versus civiques dont il nous impose l'obligation's qu'il soit inscrit dans les faites de notre histoire, & qu'il passe à la postérité la plus reculée. Que nos neveux apprennent qu'aujourd'hui quatre-vingt mille citovens ont réunis leurs cœurs & leurs bras pour la désense de la patrie ; qu'ils sachent enfin, qu'aujourd'hui les dernieres espérances des ennemis du bien public out éréensevelles sous les fondemens du monument éternel que nous allons ériger ! »

Toute la troupe a ensuite prononcé le serment sui-

YADE :

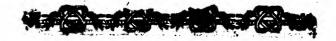
n Nous citoyens foldats, & foldats citoyens, jurons fur l'autél de la patrie, en presence du dieu des armées & sur nos ames, d'être fideles à la nation, à la loi & au roi, de maintenir de tout notre pouvoir la conflicution acceptée par le roi, ainsi que tous les décrets de l'Assemblée nationale sanctionnes par Sa Manjesté. Nou, jurons aussi de rester à jameis unis, & de nous prêter réciproquement tous les secours qu'exige

le frateraité, ainsi qu'a tous nos freres de l'empire français, des que nous en serons requis légalement. »

Nouvelles Etrangeres.

Londres. Un commis de la banque d'Angleterre vient de découvrir un secret bien important pour la France; M. de Calonne a 1,200,000 liv. de rente sur cette banque, provenant d'un versement de 25,000,000 liv. sait dans le temps où il manipulois les suances françaises. Le commis a perdu sa place; mais il en méritoit une autre qu'il a déja obtenue.

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 (ols par par mois, on en vend à 3 lois la feuille pour ceux qui n'ont pas souscrit.



COURIER FRANÇAIS;

Du DIMANCHE 13 JUIN 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 131

Pappage du comité de la marine. Rapport du comité de mendia, gité. Rapport du comité des finances. Grande suppression de tostes les cioupes sur les charges de finances. Suppressions dans la régie générale se dans la régie des domaines.

MONSIEUR le Chapellier ayant fait le rapport d'une aurelle du département de la Corele, qui se plaint de la lenseur que les commissaires du Roi apportent pour la formation des assemblées de département, M. Barrere objetéra à l'Assemblée qu'il avoit des preuves que ces commissaires avoient arrêté dans leur sagesse que la formation de ces départemens n'auroit lieu qu'après le 14 juillet; qu'ils metrolent tont en usage pour parvenir à ce but, entr'autres moyens qu'ils donnoient de fausses inters' prétations aux décrets de l'Assemblée.

Plufieurs honorables membles ayant demandé que le décret relatif à ces plaintes que proposoit M. le Chapellier, sût rendu commun à tous les autres départemens

qui seroient dans le même cas.

L'Assemblée nationale a décrété a que le président se se retirera pardevers le Roi, pour le suppliet donner se sordres à ses commissaires pour l'établissement des affemblées de département, & notamment, à ceux de département de la Corese, de suivre leurs opérations

b à cet égard avec exactitude, & d'en tendre compte

🐞 à l'Affemblée ».

Après la lecture du procès-verbal, la séance de ge patin a été ouverte par l'annonce de quelques nouvenus roubles arrivés à Marseille, & dont on doit faire le

rapport à la séance de ce soir.

Après quoi M. le duc de Liancourt a fait le rapporé d'une lettre que M. Neckér avoir envoyée hier à l'Assema blée, & dans laquelle il disoit que le roi avoit sanca tionné le décret relatif à la mendicité, & qu'en y applaus distant, il observott que l'intention de l'Assemblée nationale d'éloigner les mendians de la Capitale ne se trous

Voit pas semplibr

M. de Liancourt, après avoir établi les droits des différentes classes de citoyens indigens à la commisération publique , a obfervé que le , au lieu d'éfoigner les mendians en les faisant travailler sur les grandes routes, on Les entalle autour de Paris; que si, au lieu de les employer à des travaux nécessaires, on les occupe à des travaux sans utilité; qu'enfin si, au lieu de punir ceux qui resusent de remplir leur tâche, on les paye comme ceux qui ont été laborieux, alors il s'en présenteroit des milliers, & que le décret n'auroit pas d'effet : sur-tour fion let page austischer gu'en province.

Il a fini en disant que les nonvelles que l'on recevoit des provinces, appongoient qu'une multitude de gens sans aveu se portoient vers Paris, & qu'il étoit

inflant que le décret fut publié.

M. Target a rappele à l'Assemblée qu'elle avoit readu. un décret relatif aux gardes nationales de Sédan, qui avoit produit les effets les plus heureux. Il en a sollicité un parcil pour la ville de Caen.

L'Assemblée a demandé que ce réglement sut rendu

général.

Il contient plusieurs articles que nous rapporterons

dans la prochaine feuille.

M. Malouet, au nom du comité de la marine, a dig que ce comité avoit sait l'examen de l'état de dépenses, présenté par le ministre de la marine, pour l'armemere de 42 bâtimens. Savoir, 1de 4 vaisseaux de ligne; 14 frégates ; 4 corvettes ; 6 aviso ; 2 fluttes & a gabarres.

Le total de la dépense pour tous ces objets pour un In, le monte à 13,858, 120 liv. Comme la durée de cer

Le premier étoit ainsi conqu:

« Les traitemens des administrateurs-généraux des do
» maines demeureront sixés, à compter du premier jan
» vier 1700, à la somme de 700,000 livres ».

C'est à la lecture de cet article que le patriotisme &

Essprit de résorme, qui sembloient éture ralentis pour

coup.

là de S. Martin Syant demande la parèle, a fin ? melfours, je propole pour amendement que le trairement de chaque administrateur foit réduit à 12,000 livres.

Le comifé des situances, a dit M. Fréteau; est comremu par même dans le rapport que douze administrateure desités, peut-être moins, conduiroient cette régite, quandi elle seroit encoré plus compliquée; que moins de as, quois livres de traitement fusition à chacun d'eux, si un exigeoit un cantionnement modéré, et qu'ils seroient se fravail de, 28 administrateurs actuels.

D'après cela, j'estime que 450,000 liv. suffiront pour le traitement das régisseurs généraux des domaines qua suront encoré, par ce moyen, chacun plus de 18,000 %

C'est affez; car, si les peoples dissient 'anciennement'qu'ils avoient deux vidoenis, la justice & la ferme, jou vous déclare que depuis l'établissement de sa régle deir domaines, ils en viat un stoisseme, c'est la régle des domaines.

Je demande en outre que les croupes qui ont fieu demes enterpartie, de qui lout un abus involérable, foient fireprimes. Je suis sur qu'il y en a

A l'inflant, plusieurs voix le fluit devette de la droite

de président pour afer le fait.

Je tiens à la main, s'est écrié. M. Cadire, l'état état croupes sur les places des régéléeses des domaines. Il est monté à la tribune.

"Ce tiere autheutique qui agametroit une victoire complette aux patriotes , leur a fair éprouver ainfi qu'à coute l'affemblée un mouvement du joie , qu'ils a'ons pa s'ais-

pêcher de manifester par des applaudissemens.

"De vions, a die M. Comes, un évet des croupes abcosdées for pluficors membres de l'administration des domaines. Il a été envoyé par M. Lambett, contrôleurgénéral des finances, au comité des pensions. It étois dépolé aux archives pour fervir de pièces justificatives. Les croupes sont des portions d'intérêrs accordées surlés place de finances. Voidi la liste des administrateurs des domaines et de lours croupiers.

Dans cerre lifte, on remarque un administrateus, Nobel Meisse de Créck, qui est ubligé de passe à de famille

Je sais une moissme motion, a dit M. Camus, c'est que l'intérêt soit accordé à élacunh raison de son travail. Et qu'en conséquence l'Assemblée nationale décrete que louiéeret sur la régie générale sera rapporté. Alors repenant les srois motions de M. Camus, M. le président, sur la requisition de l'Assemblée, qui vouloit sinis

Art. I. "L'Assemblée nationale decrete, que toutes les naroupes existantes sur les emplois & affaires de finance n sont supprimées, à compter du premier janvier deranier nier ».

II » Que le décret corcernant la liquidation du traise tement des régiffeurs généraux, fera rapporté ».

On a remis sur le bureau, la motion de MM. Fréteau.

& Camus, pour la réduction à 450,000 liv.

Pour l'acquir de notre conscience, a dit M. le Brun. au nom du comité des sinances, je demande la suppression des administrateurs, plusos que de les réduire à une partielle somme

Les dépurés de l'Assemblée nationale, a dit M. Camps, se déplacent, ils viennent ici des 4 coins du royaume à il travaillent nuit & jour, ils facrissent leurs sancés & leurs affaires, & on se permet de faire degrésientons sur

les honoraires qui leur sont accordés.

Les administrateurs qui sont dans leurs soyers , qui peuvent faire aisément leux travail à moios de la peuxe, être, qui peuvent réduire leur nombre de 28, & quit en le réduisant, peuvent avoir chacun plus de 16,000 le moster se plaindre. Je demande la question préalable sur,

la propfirion du comité des Finances.

Un capitaine d'infanterie, a, dit M. Delbecq, marés, chal de camp, n'a que a,000 livres; comment un financier, qui n'est pas exposé, tous les jours à verser son sang, & qui a 16,000 livres, peut-il se plaindre? Les applaudissemens, qui ont suivi cette résexion militaire, ont décermané à aller aux voix sur l'article suivant, ainsi éécrété.

» L'Assemblée nationale décrete que le traitement des » 28 administrateurs des domaines sera sixée au total à » la somme de 450,000 livres, lesquelles seront répar-» ties entr'eux par portion égale & individuelle ».

Ma Rosderer a demandé la parole, pour déduire les rhifons pour lesquelles-le comité des impositions avoir-

retardé son rapport juiqu'à ce jour.

Il a exposé, dans un discours fait de mémoire, trèsslair & très-précis, que plusieurs motifs engageoient lecomité à prier l'Assemblée de surseoir à toute déliberation sur cet article. D'abord la craînte de faire tomber la culture du tabat en Plandre & en Alface, si cette culture étoit autorisée par-tout.

En second lieu, la crainte d'exciter des révoltes dans les provinces, si le gouvernement se réservoit cette branche de commèrce, qui exigeroit alors une multitude de

prohibitions.

Troissement, parce que l'onne savoit pas si la France entiere ne pouvoit pas être, en vertu de la multitude de ses rossources; exempte de cet impôt. Ensin, parce que les comités d'agriculture & de commerce réunis ont prié le comité de suspendre son rapport, qui est tout prêt. L'Assemblée satissaite de ce s'apport, a terminé sa séance.

NOUVELLES DES PROVINCES.

to trading on the party

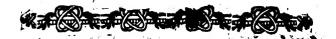
Bordeaux , 29 mai. Quoique le patriorisme & l'urbatité des citoyens de cette ville foient connus de toute l'Europe, nous devons pourtant rendre comte de l'accueil qu'a recu ici M. Dumas, maréchal des logis de l'armée parifichne, à son passage. A la nouvelle de l'arrivée d'un officier chargé par le Roi de commission pour Monrauban, & du dessein qu'il avoit de se présenter au conseil, les membres qui le composent ont délibéré de tenir une séance publique, après s'être renforcés d'un certain nombre d'officiers & de volontaires : toutes les portes ouvertes, on a annonce M. Dumas, qui, après avoir traversé les avenues de la salle, au bruit des applaudissemens d'une foule innombrable de citoyens, a été introduit par plusieurs membres du conseil, & placé à la droite de M. le duc de Duras qui le présidoit. M. Dumas, vivementaffecté de l'accueil qu'il recevoir, en a témoigne sa reconnoissance avec la plus noble modestie. C'est à nos freres d'armes de Paris qu'il reportoit tous les honneurs qu'on lui rendoit ; & il s'est bien promis de ne pas leur laisser ignoser avec quelle cordialité les Bordelois acqueill'ent les soldats armés pour la constitution. Passant ensuite à l'objet de sa mission, cer officier a fait lecture au conseft d'une lettre écrite par M. de la Fayette, au nom de la garde nationale parisienne, à M. de Courpon, commandant notre détachement à Moissac. Cette lette, digne de ce héros à qui étoit réfervée la gloire de relever la

Au surplus, M. Dumas se, rend à Montanban comme officier civil & militaire: il va, au nom de la nation & de notre bon foi; porter des paroles de paix dans cette ville infortunée; éclairer un peuple égaré par des méchans; opposer le flambanu du civilme & de la philosophie aux corches incendiaires du fanatisme, & ce ne sera qu'à la dernière extrêmité que des français combattront des français Mais alors toutes les troupes du Roi, vraincas pationales, se réuniront aux troupes patriotiques pour le maintien d'une conflitution que le Roi chérit, & la cessa tion des désordres qui déchirent son cœur paternels

La suite à un autre nu neros

JUIN 1790.				
DATES des jours d'interêt.	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts les Affignats de 1006 l.	
Dimanche 13.	o l. 19 î. 4 d.	11.9f.od.	4 liv. 16 f. 8 d	

Le priz de l'Abounement de se journal, qui parolt tons les jours est de 3 liv. 20 to s par par mois son en vend à 3 sols la seuille pour ceux qui n'ont pas souscrit.



FRANÇA

Du Lundi 14 Jun 1790.

ssemblée nationale. *du*

A léance du l'amedi loir a été occupée à entendre différentes adresses & députations. Parmi les députations, on a remarqué celle de l'académie des fciences, qui rend compte a l'Assemblée nationale de ses travaux, de concert avec la fociété royale de Londres, pour l'établisse. ment d'un poids unique dans tout le royaume.

Celle de 55 citoyens de Montauban, remis en libert

en vertu des décrets de l'Assemblée nationale.

Colle d'un grand nombre de domestiques qui sont venut témoigner leur foumission au décret, qui, par des confidérations très-justes, leur resule les droits de citoyens actifs.

On a ordonné l'impression de l'adresse & de la réponse. On a vu avec la plus grande latisfaction, la députation, le serment & le don patriotique des ensans volontaires du baraillon du Dauphin.

Une autre a vivement intéressé, c'est la députation de quelques planteurs de Tabago, qui se plaignent qu'à la in de la derniere guerre, les ministres les ont condamnés à payer des charges quatre fois plus fortes . pro-

portion gardée, que les autres Antilles.

M. Chibrond, comme membre & au nom des comités des rapports & de constitution, a dit que le 27 mai dernier, dans l'assemblée primaire de S. Pierre le Mourier de la ville d'Evreux, le S. Girard étoit accufé d'avoir fait circuler une liste où figuroit son nom. Il désignoit les citoyens inscrits comme devant être élus. Instruite de ce fait, l'assemblee l'a interrogé; les témoins entendus, elle l'a déclaré déchu, pour cette fois, de son droit d'élection, sous peine, en cas de récidive, de l'être pour touiours .:

L'avis du comité étoit qu'une assemblée primaire n'a pas droit de rendre de pareils jugemens, & qu'elle ne peut statuer que sur ce qui se passe dans son sein. Il proposoit donc un décret qui annulloit sur cet objet le procète verbal de cette assemblée; & rétablissoit le S. Girard dans les droits de citoyen actif. Plusieurs membres 😞 🙈 entr'autres M. Roederer, n'envilageant pas l'affaire sous

ce point de vue, elle a été ajournée.

Le sommé Montola, habitant de Jurançon en Béarn! à mieux aimé se rendre en prison que de monter sa garde

ou de payer e l.

Deux heures après s'y être rendu, il a été mis en liberté par le sieur Longua, officier municipal, qu'il a obtenu du parlement de Navarre la permission de prendre à partie.

Cette cour s'étoit conduite de même dans l'affaire de Sauvererre. D'après la proposition de M. Vieillard, rapporteur de l'affaire, & une nouvelle rédaction de M. Barnave, il a été décrété que :

n L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité des rapports, déclare que le parlement de Navarre n'a pu rendre les arrêts du 17 avril & 20 mai dernier,

e contre le sieur Longua, officier municipal à Jurançon, » lesquels, en conséquence, seront considérés comme non-

» avenus, ainsi que tout ce qui s'en est ensuivi. » Charge son président de se retirer pardevers le Roi:

» pour le supplier de donner des ordres pour qu'il soit » fait défense à toute cour & tribunaux judiciaires de s'immiscer dans la connoissance des délits d'adminisn tration, qui seront imputés aux officiers mudicipaux. n si la dénonciation de ces délits n'a pas été préalable-

ment faite aux departemens & à leur directoire, & fi

Nous avions annoncé que nous donnerions le décret que l'Affemblée nationale a rendu hier sur toutes les gard des nationales du royaume.

Le but de ce décret est d'anéantir les anciennes cors porations, connus sous le nom de milice bourgeoise, and

quebuse, &c.

Ces corporations veulent presque toutes conserver leurs gothiques usages, ce qui contrarie l'esprit d'unité qui doit caracteriser notre nouvelle constitution, & pourroit occassionner des divisions & des troubles. C'est pour les prévenir que l'Assemblée nationale a décrété, « 1°. Que dans » le courant du mois qui suivra la publication du présent décret, tous les citoyens actifs des villes, bourgs » & autres lieux du royaume, qui voudront conservér » l'exercice des droits attachés à cette qualité, sercit » tenus d'inscrire leurs noms chacun dans la section de » la ville où ils seront domiciliés, ou à l'hôtel commun, sur un registre qui y sera ouvert à cet effet pour » le service de gardes nationales.

» 2°. Les enfans des citoyens actifs, âgés de 18 aus; » s'inscriront pareillement sur le même registre, faute » de quoi, ils ne pourront ni porter les armes, ni être

» employés même en remplacement de service.

» 3°. Les citoyens actifs qui, à raison de la nature » de leur état, ou à cause de leur âge & infirmités on » autres empêchemens, ne pouvant servir en personne » devront se faire remplacer, ne pourront être rempla-» cés que par ceux des citoyens actifs & de leurs ensans » qui seront inscrits sur ces registres en qualité de gardes » nationales.

" Aucun citoyen ne pourra porter les armes, s'il n'est inscrit de la maniere qui vient d'être réglée; en conséquence, tous corps particuliers de milice bourpageoise, d'arquebusiers ou autres, sous quesque dénomination que ce soit, seront tenus de s'incorporerdans la garde nationale, sous l'uniferme de la nation prous les mêmes drapaux, le même régime, les mêmes
officiers, le même état-major; tout uniforme différant,
toute cocarde, autre que la cocarde nationale, demeurent résormés aux termes de la proclamation du Rois.

les drapeaux des anciens corps & compagnies feront à déposés à la voûte de l'église principale pour y demeup rer confacrés à l'union, à la concorde, à la paix ».

M. Fermond, de concert avec la province, & au nom de la députation de Bretagne, avoit fait adopter ce ma-

tin le décret suivant:

"" L'Assemble nationale, sur le rapport fait au nom

» du comité des finances de l'interdiction prononcée » contre le fieur Beaugeard, ancien tréforier de la provin-» ce de Bretagne, & de la soumission des fieurs Beaugeard » & le Douarain, fils & gendre dudit sieur Beaugeard, » de faire parachever les exercices, & remplir les sonc-» tions du trésorier, aux mêmes charges & conditions.

"Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à ce que la comptabilité & l'administration relatives aux impositions de cette province ne soient pas interrompues ju qu'à oe que le nouvel ordre, qui don être déterminé pour mil sept cent quatre-vingt-onze, ait lieu, a

n décrété :

Art. I. « Le fieur Guyard, présenté par les fieurs Beaugeard fils & le Douarain, est autorisé à remplir, sous leur cautionnement & surveillance, les sonctions du trésorier, en se conformant aux conditions suivantes: II. » Les commissaires intermédiaires de Rennes nommeront un inspecteur pour veiller à la manutention des deniers, à leur emploi & à l'établissement des comptes. III. « Il sera établi un cosser à trois cless : l'une sera remise à l'inspecteur, l'autre au sieur Guyard, & la troisseme restera au sils ou à l'un des gendres du seur Beaugeard. Toutes les sommes que l'on recevera se-

» ront versées dans ladite caisse, & n'en pourront être strées que par le concours des porteurs des cless. iV. » Il sera, du jour de la nouvelle administration, sétabli de nouveaux registres, qui seront chissrés &

» numérotés par l'infecteur.

V. ». Les registres & pieces de comptabilité seront » constatés par le fils, les gendres & les cautions du » sieur Beaugeard, ou par leurs sondés de procuration » spéciale, par l'inspecteur & par le sieur Guyard.

VI. » Le fils & les gendres du sieur Beaugeard &

so ses cautions feront procéder sans délai à la reddition so des comptes de sa gestion; ils seront reçus & arrêtes no par les commissaires des cinq départemens de Bre-

n tagne.

VII. » Chaque mois il sera fait & signé par les trois » porteurs de cless un état de la recette & de la dépensée: cet état sera envoyé aux commissaires intermédiaires de Rennes, & un double en sera remis au ministre des finances.

VIII. » Il fera pareillement, chaque mois, fait un apperçu du travail sur les comptes de l'ancienne a gestion, pour être austi envoyé aux commissaires intermédiaires de Rennes, & être remis au ministre des » finances ».

Sans le rapport sur les domaines mationaux dont nous parlerons tour à l'heure, l'intérêt de cette séance est été-

prefque nul.

L'abbé Royer ayant annoncé l'expédition en parchemin d'un décret relatif à M. Delaborde de Crécy, a fair en même temps remarquer qu'il n'étoit pas tout en entier & tel que l'Assemblée nationale l'avoit rendu, & qu'il étoit à propos de nommer sans délai des commissaires pous collationner les décrets, publiés par le Roi, & vérisses leur conformité avec les décrets rendus par l'Assemblée. Il à en conséquence proposé un projet de décret qui a été adopté.

Dom Gerle ayant obteau la parole ; il est à-propos, a-t-il dir, de fixer l'opinion publique sur des brochures

dans lesquelles je me trouve compromis.

Il est cerrain qu'il existe une personne vertueuse à qui on attribue des prédictions. C'est la demoiselle Suzanne la Brousse.

Ici l'orateur a été interrompu. On doit permettre, a dit le curé de Sergi à un honnête religieux, de se jus-

tifier. Il a continué:

Il y a onze ans qu'elle a annoncé à différentes personnes la révolution actuelle; elle m'a communiqué une partie de ses projets relatifs à la résorme des ecclésiastiques, à la suppression des vœux monastiques & des abus; au bonheur très-prochain des nations de la terre, qui ne seront plus qu'une samille. Elle a vu & annoncé l'Assemblée nationale; l'Assemblée nationale a eu lieu; ses abus sont résormés; les vœux monastiques sont supprimés.

Le comité etabli pour l'aliénation des domaines mationaux, a dir: M. Merlin doit vous proposer les moyens d'écarter les obstacles qui pourroient s'opposer à leux vente. Ces obstacles sont dissérentes espèces de droics qui existent dans plusieurs provinces, & qui donnent la faculté à un proprietaire de retraire le droit vendu pas son co-propriétaire. Ce sont tous ceux qui donneme le droit de retraire les droits communs & indivis.

Il faut les détruire, si non, il faut renoncer à vois multiplier les amateurs & les engheres. Quel est celui que voudra acquéric, s'il a la perspective d'un droit qui pourra l'évincer.

Il a proposé le décree suivant qui a été adopté.

- n Les retraits de bourgeoille, d'habitation ou local ? n le retrait d'écleche, de communion, de couvenance nou de bienséance sont abolis.

» Les procès concernant lesdits remaits, & qui ne * seront pas jugés en dernier ressort à l'époque de la put-

» blication du présent décret, demenreront comme non-

* avenus. Il ne pourra être fait droit que sur les dépens

qu'ils ont occasionnés ».

M. Anson, membre du comité des trésoriers des dons. patriotiques, a annoncé que ce comité s'étoit occupé de combiner avec les payeurs, les moyens de payer aux rentiers les rentes de 300 liv. & au dessous, à toutes leteres, en prenant certaines précautions, & qu'il avoit parfaitement réussi. En consequence, il a proposé un decret que nous rapporterons demain, & qui porte enfubitance.

Que les payeurs des rentes, payeront les rentes de 300 liv, & au-dessous pour l'année entiere 1789, à routes lettres, & que les deniers comptans des dons patriotiques seront employes aux paiemens des rentes de 200 liv., & aux appoints.

M. de la Rochesoucault a fait un rapport au nom dus...

comité d'aliénation des domaines nationaux.

Ilia d'abord fait remarquer qu'en bornant à 400 millions la vente des biens nationaux, on avoit borné l'étendue d'une opération utile pour donner une premiere impulMalgré cela, a-t-il dit, votre comité peut vous annoncer que les soumissions des municipalités excédent déja beaucoup les 400 millions, & bientôt il vous demandera vos ordres sur les dispositions que cette affluence vous mettra dans la nécessité d'ordonner. Dans un autre endroit, indépendamment des soumissions envoyées par les municipalités, il en reçoit journellement d'un grand nombre de particuliers, dont plusieurs même offrent de payer comptant, ou dans des termes plus courts que ceux sixés par votre décret du 14 mai.

Ce n'est pas pourtant une raison pour vous proposer dans celdécret ci des époques plus rapprochées. Vous vous drez conserver aux citoyens les moins aises les moyens que vous leur avez offerts de devenir propriétaires, & vous ne sacrifierez pas cette grande vue politique à l'appas de voir rentrer un peu plutôt le prix de ces biens.

Il a ensuite sait entrevoir que l'avis du comité étoit que l'on admît pour ces nouvelles ventes certains effets royaux en concurrence avec l'argent & les assignats, & qu'il y auroit du danger à augmenter la masse du papieramonnoie, masse qui doit être proportionnée aux besoins de la circulation.

Il a fait pressentir la nécessité de rembourser les offices de judicature en essets susceptibles de pouvoir être convertis en propriétés soncieres, il a proposé de donner une consolation aux titulaires ecclésiassiques déposséés en leur donnant la liberté de choisir entre une rente viagere & un sonds disposible.

Il a terminé en disant que le comité ne présentoit aux dispositions du 14 mai d'autres changemens que ceux exigés pour les procédés plus simples de ventes plus di-

rèctes.

Après la lecture du projet de décret conçu en 16 articles, il a demandé que l'Assemblée nationale le discurât sur le champ article par article; mais M. l'évêque d'Autun ayant demandé la parole, cette dicussion n'a pas eu lieu.

" J'approuve, a t-il dit, la rédaction de tous ces articles du projet de décret; il n'y en a qu'un seul sur lequel j'ai quelques modifications à vous proposer. Elles ne détruisent en rien l'ensemble du plan; c'est sur l'article XIV ». Si l'on ne peut exclusivement favorifer les créances les plus anciennes, au moins il ne faut pas favorifer exclusivement les plus nouvelles a en étendant vet avantage uux plus anciennes, dont la plupart ont éprouvé une reduction de la moitié des capitaux & des intérêts, vous trouverez une multitude d'avantages; encouragement & progrès de l'agriculture, économie dans l'administration, bénésice pour le trésor public, dédommagement duclergé, affermissement de la constitution.

L'orateur, après avoir developpé chacun de ces avantages en particulier, a proposé une série d'articles dont on

a ordonné l'impression & le renvoi au comité.

M. le vicomte de Noailles, après avoir fait, au nom du comité militaire, le rapport del'affairedurégiment de Royal la Marine, a proposé un décret qui a été adopté, & qui portoit en substance que M. le président écrira aurégiment, pour lui dire de rentrer dans le devoir, & que la députation de ce régiment ne pourra être admissalafédération, s'il ne rentre pas dans les principes des anciennes ordonnances: & le décret énvoyé à tous les régimens.

Ce régiment avoit cru qu'en organisant son régime, il faisoit une action digne d'éloge. Ilasaitunedélibération contraire aux ordonnances de l'armée; & a donné à ses officiers 24 heures pour se retirer. Après avoir sait l'éloge de leur conduite, il les recommande aux soins de la nation.

Les officiers municipaux ont en vain tenté de ramener l'ordre,

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroit tous les jours est de 3 liv. 10 lo s par par mois, on en vend à 3 fois de seuille pour ceux qui n'ont pes souscuit.

Digitized by Google



COURIER FRANÇAIS!

Du MARDE 15 Juin 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 141

Election d'un curé par les habitans d'un village. Discussion sui les élections des évêques. Décret sur le paiement des rentes, Resus des Savoyards de payer les impôts.

OUS avons promis hier de rapporter dans leur entiers les décrets sur l'armement de l'escadre, sur la formation dun confité de vérification & sur le paiement des rentes, les voici tels qu'ils ont été lus ce matin :

" L'Assemblée nationale a décrété & décreté que les nominaires nommés pour veiller à l'envoi des dés nominaires nommés pour veiller à l'envoi des dés notes de l'Assemblée, seront chargés de collationner tous les décrets sandionnés ou acceptés par le Roi navec le texte des décrets tel qu'il est dans les procès nominaire, & de faire à ce sujet leur rapport à l'Assemblée.

" L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rap" port de ses comités des sinances & de la marine, sur
" la demande faite par le ministre de la marine, d'un
" la demande faite par le ministre de la marine, d'un
" sonds extraordinaire, pour pourvoirauxdépensesqu'exige
" l'armement de 14 vaisseaux, 44 frégates, & 14 moin" dres bâtimens, ordonné par le Roi, a décrété que ledit
" rapport & l'état énonciatif des dépenses, présenté
" par le ministre, seroient imprimés, pour être soumis
" à un nouvel examen; & néanmoins l'Assemblée a pro" visoirement ordonné qu'un sonds extraordinaire de trois
" millions, à compte dudit armement, sera mis à la dis-

s) polition du ministre de la marine, pour en date renda se compte dans les formes qui feront décrètées pour routes se les dépenses de la marine.

Allemblee nationale a décrété & décreté ce que

line:

"ART. I. Les deniers de dons patriotiques contin nueront à être verses aux paiemens des rentes do n l'hôtel-de-ville de Paris mais ils pourront être employés à l'avenir au paiement des arrérages de l'année entière 1789, des rentes de 300 liv. & au-desn fous, à toutes lettres.

II. » Les payeurs des rentes continueront à exiger la » représentation des duplicata de quittance d'imposition « de six livres & au dessous ; mais l'Assemblée nationale » les autorise à payer dans la proportion désignée au » précédent article, les rentiers qui seront indiqués comme » hécessiteux par les certificats des municipalités & dis-

» teurs des hôpitaux ou maisons hospitalieres.

III » Les deniers comptans des dons patriotiques affront employés , autent qu'ils pourrons suffire , an paiement des rentes & appoints au dessous de 200 liv. pagement des rentes de 200 liv. jusqu'à 300 liv. fin elles sont payées en assignats, les imérèss échus à v ces billets, dépuis le 15 avril dernier jusqu'au paiement, seront retenins par les payeurs, qui en compe teront sur la mention qui aura été saite de ces restenues par eux & lours contrôleurs sur le registre de leurs contrôles, dont les litts payeurs sournitont des pétats, tous les trols mois, aux trésoriers des dons patriotiques ».

La séance de ce matin mété ouverte par une altresse des féligieuses de Ste. Ursale de Briançon, qui envoyent l'inventaire de tous leur biens, or qui, en adhérant or Bénissant les décrets de l'Assemblée nationale, disent qu'elles youdroient avoir des trosons à mettre aux pieds

de la nation.

Lorsque l'Assemblée a été complette, on a vu avec un plaisir inconnu jusqu'alors que le côté gauche da président étoir en entier dans le deuil le plus complet. En honorant Franklin, la noblesse & le clergé ont craint de rendre hommage aux hommes de génie : seroit-ce que ses gens de cette classe sont cares parmi éux. Do aft peffe, sone de luise à lipsies du jeus Sittoit

Nous allons rapporter tout de suite ceux qui ont fits décrétés, suf quelques uns qui ont été renvoyes à la

sédaction, & dont nous donnerons la substance.

VIII. « Les évêques, dont les sièges doivent être supprimés en exécution du présent décret, pourront être se élus aux évechés actuellement vacans, ainsi qu'à ceux qui vaqueront par la suite, ou qui doivent être se érigé en quelques département, encore qu'ils n'eufpe sent pas quinze années d'exercice.

IX "Pourront être admis à être elus, les curés aci-» tuels qui auront dix années d'exercice des fonctions » de curé dans une paroiffe du diocèle, encore qu'ils n'euf-

» . sent pas vicarie.

X. n A l'égard des curés dont les paroisses auront été n supprimées en vertu du présent décret , il leur sera n compté comme temps d'exercice, celui qui se sera

» écoulé depuis la suppression de leur cure.

XI. n. La proclamation de l'élu se fera toujours en n'église où l'élection aura été faire en présence du peumple & de tout le clergé de l'église cathédrale. & avant n'elecommencer la messe solemnelle qui seta célébrée à cet n'esset n.

Les articles 12 & 13 renvoyés à la rédaction.

Att. XIV.... Le procès-werhal de l'élection & proclamation sera envoyé au Roi, par le président des élecmation sera donner à la majeste connoissance du choix mui aura été fait.

Les articles 15, 16 & 17, à la rédaction.

XVIII. n L'évêque à qui la confirmation, sera demandée ne pourra exiger de l'élu d'autre déclaration ou serment, n sinon qu'il sait profession de la religion catholique, napostolique & romaine.

XIX. « Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au Pape » pour en obtenir aucune configuration; mais il lui, écrira » comme au chef wisible de l'église universolle, en témoi-» ignage de l'unité de soi & de la communion qu'il doit

» entretenir avec lui.

MX....La conféctation de l'évâque me pourra le faire » que dans son église cathédrale par, son métropolitain , , » ou à son défaut ; par le plus ancien, évêque de: l'arron»! » diffement de la métropole , affitté des évêques des deux.

Moceles les plus Voilins , un jour de dissancire , penp dant la messe paroidiale, en présence du peuple & de

» clergé:

XXL » Avant que la cérémonie de la confécution » commence, l'élu prêtera, en présence des officies b municipaux, du peuple & du clerge, le serment solemnel de veiller avec soin sur le diocese qui lui est consé , n d'être fidele à la nation, à la loi & au Roi, & de mainn tenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par , l'Assemblée nationale, & acceptée par le Roi.

XXII. " L'évêque aura la liberté de choisir les vicaires de son église cathédrale dans tout le clerge de , son diocese, à la charge par lui de ne pouvoir nommer que des prêtres qui auront exerce les fonctions " ecclésiastiques, au moins pendant dix ans; & il ne , pourra les destituer que de l'avis de son conseil, & par une délibération qui y aura èté prise à la majorité

des voix, en connoissance de cause.

XXIII., Les curés actuellement établis en aucunes eglises cathédrales, ainsi que ceux des paroilles qui , seront supprimes, pour être réunies à l'églife enthédrale & en former le territoire, seront de plein droit, , s'ils le demandent, les premiers vicaires de l'évêque, , chacun suivant le rang de leur ancienneté.

M. Martineau, en commençant son rapport, a rappelé 2 l'Assemblée qu'après avoir décrété quelles seroient les conditions nécessaires pour être élu évêque, elle avoir arrêté qu'il y auroit des exceptions en faveur de ceitaines personnes. C'est en conséquence de cette intention qu'il

a proposé différens articles , 8, 9, 10.

Il proposoit par suite un article dont le but étoit de rendre pareillement éligibles les desservans des hôpitaux & autres maisons de charîté, les dignitaires des chapitres & autres bénéficiers ritulaires qui étoient obligés à zésidence, ou exerçoient des fonctions ecclésissiques.

Personne ne proposoit de restreindre la faveur de cer article. Au contraire, un honorable membre ayant demandé que les professeurs en théologie qui auront enseigne pendant dix ans pussent être éligibles, M. Prieur a dit : je sais qu'une multitude de personnes recommandables n'ont été arrachées de leurs cures qu'à cause de leurs talens pour l'instruction. Il seroit injuste que leur mérite pût leur muire. Je demande que l'éligibilité s'étaude d tous les professeurs ; aloss qu'à tous coux qui ontexercé de ministere de la parole, a ajouté un autre membre.

VII s'élevoit des murmures. Lorsque l'on vous parie with , a dit M. Bouche , on n'entend pas vous deligner ces prédicareurs de la cour, dont les intrigues les ren-

dent indignes de la dignité d'évêque.

Alors est monté à la tribune un vieillard à cheveux blancs, qui a été dix-sept ans missionnaire, qui a été vu par M. le marquis de Sillery pendant fept ans dans Jes' Indes orientales, & qu'il a afforé avoir souffert huit mois de psison pour le soutien de la religion.

Lorsqu'on parle des prédicateurs de cour, a-t-il dit, je pense qu'on n'entend par parler des missionnaires, qui rempliffent reellement les fonctions des apôtres, qui vont comme eux, le bâton blanc'à la main, parmi los infidèles, prêchant l'évangile; qui frivant pas à pas, & pour me servir d'une expression triviale mais exacte, qui suivent ric à ric l'exemple de Jesus-Christ. Je crois que vous êtes trop justes, trop bons chrétiens, & que poss avez encore trop de foi, pour les déclarer incapables de posséder la dignité d'évêque; non que j'y préwende; je fuis trop vieux , & la charge est trop force. Je conclus donc à ce que les missionnaires soient décla-

Un autre a demandé qu'il en fut de même des vicaies éligibles. res généraux des évêques. Toutes ces différentes mosions ont été adoptées, & font le fujet des articles renvoyés à la rédaction, ainsi qu'un autre destiné à tranquilliter coux dont, par la nonvelle organifation, les cures chan-

geront de diocéfe. L'article qui a excité les débats les plus vifs, est celui qui donnoit au métropolitain le droit de confirmation. Ceux qui, comme M. Lanjuinais, considéroient l'ancienne discipline ecclésiatique comme inaltérable, adoptoient le projet du comité; ceux au contraire qui regardoient Punité dans les principes & la division des pouvoirs comme la buse de notre constitution, rejettoient cet article. C'étoit l'avis de M. Prieur, de M. Treithard & de beaucoup d'autres, qui demandoient le renvoi au comité.

. M. de Sillery vouloit que le métropolitain, ifi le prafet-de décret étoit adopté, ne put resuler l'évêque élu une seconde fois.

Je wons'supplie, ajoutoit le cusé d'Evaux, au mome de l'intérêt public, de mettre de la lenteur dans ceuxe délibération. Remarquez que les membres qu'ils nes prenoient passée part aux délibérations, se levent acquellement.

M. Camus a enfin proposé un dégret qui a concilié les deux parties en ce que le droit d'examen de l'évêque

ne s'étend que sur l'idonéité du sujet.

L'article XXII alloit donner lieu à des discussions annoncées par différent amendement, dont l'objet, étoit de retrancher la dernière partie de cet article, lorsqu'une réflexion de M. Gibert, curé de Soisson, l'a fait décréser tel qu'on l'a vu.

Si wous voulez conferver, a-t-il dit, au vicaire de l'évêque l'énergie qu'il doit avoir dans son confeil ; il ne faut pas qu'il puisse desse à la disposition de l'évêque de

le renvoyer.

M. de Broglie, au nom de la députation de l'Alfana, a rappellé à l'Affemblée qu'elle avoir rendu un décret que cassoir les élections des affemblées primaises de Colmande Ce décret étoit arrivé trop tard. Les élections du départament du Haut-Rhin avoient déja parfait six, élections

ac quatre autres alloient être achovées.

Le président, au nom de la congrégation des électeurs. faisoit observen que la seule, ville de Colmar réclamoit , écqu'il falloit éviser tous les désordres qu'occasionnerair le mécontentement des habitans des campagnes, s'il falloit leur occasionner un second déplacement, dans le cemps de la moisson. Il sollicitoit, en conséquence, uniquement pour le bien public, un décret qui, sans tires à conséquence, déplaçant les élections valides, à cause de l'arrivée resp sandine du décret.

Nouvelles de Paris.

15 juih. Voici le discours de M. Pierre de Surgy président de la commune de Paris, au Roi, au sujet de la

proclamation du 28 mai dernier.

» Sire, la commune de Paris n'a pu lire la proclamation de votre Majesté sans une admiration mêlée d'amour & de respect : elle se glorisse de pouvoir, une des premieres, déposer à vos pieds l'hommage de la reconnoissance due à vos soins paternels. Qu'ils séloigaent à jamair ces ememis du bien pub blio, qui chercheroient encore à égarer le peuple : our plutor, que saments à de meilleurs fentimens par les doutes exitogrations de votre majesté, ils apprennent; pour ne plus l'oublier, qu'être soumis à la constitution, o'est obsir au plus juste et au plus chéri des monarques.

Déja, Siré, vous avez recueilli dans cette Capitales foi fruit de vos tendres follicitudes. Un moment d'orages excité par des gens fans patrie, fans afyle, avoit trous Bié la paix que votre auguste présence y entretenoir à tout est reneré dans le devoir à la poix du pere du

peuple.

Puiffe un fi heureux exemple se communiquer à coutes les parties de ce vatte empire? Le jour de l'alliance universelle approche, jour à jamais mémorable pour les Français. Maimés d'on même esprit pour le maintien des la constitution, pénéres d'un même amour pour leur souvérain, its éleveront à la fois un concert de voise pour nélabor les lournées immortelles du meilleur desprises sus

Le Roi a répondu ;

« Je reçois toujours avec plaifir les témoignages d'ate...

tachement de la commune de Paris.

14 Jain. Une paroisse des environs d'Auxerre à élu un euré pour remplacer celui qui vient de mourir ; le proutés-verbal de cette élection a été envoyé à l'Assemblée autonale.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Suite de la réception de M. Dumas à Bordeaux.

Le conseil a répondu à l'effusion cordiale avec laquelle. M. Demas s'expliquoir sur la mission, en lui donant, de son côté, tous les renseignemens qui peuvent et accélérer le succès. Le zèle de cet officies à remplie son devoir, l'a bientôt arraché aux marques d'estime ot de confraternité que lui prodiguoit le conseil au nom de toute l'armée; & accompagné jusqu'à sa voiture, il est parti à neuf heures du soir avec son aide-de-camp, au bruit des mêmes applaudissemens qui l'avoient accueilli à son arrivée, & emportant nos vœux pour la conservation de nos chers camarades, & le rétablissement

Et vous. Montalbanoiles, femmes égarées, fédaites écvaincues par de damnables artifices, écoutez la voiz d'une famme! (Madame Robers, aucur d'une adresse vous Mongtalbanoises). « Remesses à vous rentrez desse vos mures, recacillez-vous dans le fein de ce Dieu despaix que vous avez méconous antandez la voix de l'immasisé, Frémiffez d'avoir pu vous livrer à la guerre civile... Qui, grand-Dieu! Vos maris, vos carsius, vos peres désolita, vos wille, la France entière. Avant de condampet le cuise, des protesses vos freces, commencez à connoître ce qua vous present le vêtre; ét fachez que Dieu vous apparpande, non seulement l'amour de toutes ses etéatoges se mais aucore jusqu'au partion des offenses les plus graches que

Mouvelles errangires.

Chamberry, 10 juin. Le Roi de Sardaigne a envoyé en Savoyé, au mille librari en argoin, mille fentiera de froment, se autous de nia pour foulagas la mille fentiera de peup ple. Le gouvernement sevient stutt-les joust plus dousé un dragon d'Aofte a reçu publiquement la bastonnada pous avoir insulté un grenadier de la mille bourgeois. Les paysans parlent de se voulpit plus payse ni dimes ai servis.

J U Î N 1790.				
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Aflignats de 200 l.	Intérêts des Assignats de 300 l.	Intérêts des Affignats de 1000 l.	
Mardi 15.	1 l. o f. od.	1 l. 10,f. o d.	sliv. of od	



COURIER FRANÇAIS

Du Mercredi to Jun 1790.

Assemblée nationale, de 191

deseffes patrionques. Decret fur le Haynous. Decrets mande, nuionnels sur le clergé. Nouvelles intéressanses.

OUS les département de France, persuadés que leur. Ricité dépend de la nouvelle conflicution que nos représ Centans viennent de donner au royaume, s'empressene d'en témoigner leurs sentimens de reconnoissance à l'Ase. Amblée nationale; & de toutes parts, on reçoit journel. lement des adresses qui contiennent les dispositions les. plus respectueuses envers le sénat de la France, & la soumillion la plus profonde à ses oracles. Nous avons rapporté hier celle des Ursulines de Briançon, qui, gouvernées, depuis 30 ans, par madame Colaud de la Salcette sœur de M. l'abbé de la Salcette, député à l'Assemblée nationale, le sont empressées à rendre hommage aux vertus des régénérateurs de la France. Celle de la municipalhe de Belançon, en s'élevant vivement contre la déclaration séditieuse du ci-devant chaptere métropolitain de la même ville, renserme des principes aussi sages que patrioriques für l'union fraternelle qui doit regner entre tous les citoyens de ce vaste empire; & sur les précautions que l'administration doit prendre pour éviter les pieges que les ennemis publics rendent aux amis de la conflitution. L'adresse des curés de Poitiers, celle descinq sections de la même ville, réunies en assemblées primaipes, & à laquelle la fection du collège à seule resuft d'adhérer; celle des ci-devant nobles du district de Civrai; celle ensin de la municipalité de S. Gaudent, dont le pariorisme est continuellement échanssé par le servent pariorisme de son vertueux pasteur; toutez respirent l'au mour le plus pur pour la patrie, & le respect le plus prosond pour les principes constitutifs du royaume.

C'est par la lecture d'une partie de ces adresses qu'a comment à scance de te matin. Puis, M. Merlin a renda compte d'une lettre de M. le premier ministre des finances, qui se plaignoir de la cossaine d'un impôt qui se percevoit dans le Haynaut, & que les habitans, séduits par les equemis du bien public, ons supprimé, comme par suite de l'abolition du régime sédul. M. Merlin a ensuite proposé le décret suivant, qui a été adopté sans

réclamation.

» parsies de districts du département du nord, qui com» possies de districts du département du nord, qui com» possient ci-devant la province du Haynaut, il a été dons
» né à l'art. XII du titre II du décret du 15 mars dernier,
» concernant les droits féodaux, une interprétation abu» sive, & qui ne tendroir à rien moins qu'à faire cesses

toutes les impositions indirectes dans ces districts:

Déclare, après avoir entendu ses comités des sinances

& de séodalité, que son décret du 28 janvier dernier,

fanctionné par le Roi, le 30 du même mois, doit être

réceuté selon sa forme & teneur, & qu'il n'y a été

nullement dérogé par l'article XII du titre. II de celui

w du 15 mars suivant.

n Déclare en consequence que jusqu'à ce qu'il ait été nétabli un mode d'impositions unisormes par tout le noyaume, la ci-devant province de Haynaut demeurera affujettie aux droits qui s'y perçoivent au prosit du trésor public sur les vins, eaux de-vie, bieres, cidres n'tabacs, sels, charbons de terre, bois, suage de bestiaux, pas de penas & sur les bêtes vives, dont la retrouve se fait chaque année, & généralement à tous les droits connus sous la dénomination des cries de Mons ou domaines du Haynaut.

n Ordonne que du moment où l'intendant, & commissaire départi en Haynaur aura cesse ses senctions, e en conformité du décret du 22 décembre 1789, les procés-verbaux de contraventions aux dits droits, seportés devant l'affemblés du département du nord sur portés devant l'affemblés du département du nord sur proi directoire, qui le jugera fommairement, l'ais frais post fans appel.

Décharge de toutes pour fuites, pour ruifon de cons in traveniton commilé dant l'intervalle de la publication in des lettres patentes du 28 mars definier & celle the in préfent décret, ceux qui, dans la quinzaine, à comptes in du jour où le présent décrèt aura été publié & affiché in par la municipalité du lieu de leur résidence, acquira in teront ou offriront réellement aux bureaux de la régio in générale les droits par eux dus, & mentionnés dans in les procès-verbaux dressés à leur charge.

Il parott, d'après l'observation de M. Merlin, que le seroit dont il est question dans le décret, produit à l'Etay environ 900 mille livrés. M. Martineau a reptis ensilt d'son rapport, sur l'organisation de notre prochain clergé, de les articles qui ont été décrétés, auxquels nous apostent cent qui me l'aux été hier que sauf rédaction p

Font ainsi conçus.

ART. I. Serone pareillement éligibles sous dighi
taires, chanoines, de en général tous bénéssiers de

titulaires qui étoient obligés à une résidence ou exer
cien des fonctions secléssastiques, de dont les bénés
nices, titres offices en emplois se touvent suppri
minés par le présent décret, l'orsqu'is auront quinter

mas de service comptés, comme il est dit des cures
dans l'article précédents.

» II. Les curés & autres accléssastiques, qui un moyent du nouvel arrondissement des dioceses, se trouveron a transsérées dans un diocese différent de cetui où étoit n sinuée teur care, ou le lieu de l'exercice de leure n fonctions, seront réputés avoir exercé dans les nous veaux dioceses, & en conséquence éligibles, si d'ail tours il sont le temps de service préscrit.

Mi. Les missionnaires, les vicaire généraux, less sectésastiques desservant les hameaux, & chargés des l'éducation publique, seront parcillement éligibles se forsécules autont rempli leurs sonctions pendant quinzes auty, à compter de leur pronution au farcerdoce, a FV. Au plus sard dans le mois qui suiva son électe mois velus qui sura été éta mantévêthé, se publique etra en personne à son évêque métropolitain; & s'il.

pale delle di dief feur die fillrich, à l'iffire de la me m paroifficie, à laquelle tous les éleffeurs lemont items » d'affisher» . XIII. » La proclamation des élus se sera par le prén sident du corps electoral, en l'église principale, au » jour qui sera indiqué, avant la messe solemnelle qui sera » çélébrée à cet effet, & en présence du peuple & du clergé. XIV. » Pour être éligible à une cure, it sera nécessaire » d'avoir rempli les fonctions de vicaire dans une eglise paroidible, dans un hôpital on dans une autre mailon es de charité du diocelé. XV. » Les-curés, dont les paroiffes auront été supa primets, pourront être elus, quoiquals neuflent pas » cing années d'exercice dans le diobele. XVI. w. Seront pareillement digibles aux cures tous p. ceux qui one en ci-dellus déclares digibles aux évep chés. AVM n Celui qui surs été proclame été à une cure, a se présentera en personne à l'évêque, avec le pracèse w verbal de son élection de proclamation, à l'effet d'ob-🦇 senir de kri-l'infliteition:canonique... 🐃 XVIII. . L'évêque aura la fachitéed examiner l'élu, en présence de son conseil, sur sa doctrine de ses moeurs. 3 St le juge capable ; it has donnera l'inflitution canonireque. Sil croit devoir la refuser ; les canses du restis suferent données par écrit, fignées de l'évêque & de fon mounteil ; fauf aux parries le recours à la puissance civile; mains qu'il feta dit el aprés. XIX. » En examinant l'elu qui lti demandera l'inflitte vion canonique A dveque ne pourra exiger de lui d'aurre se fermene, finost upa'il fair profession de la religion cas sholique y apostolique & romané. * XXI m Les eines clus & institués prétéront le même

m serment que les éveques, dans leur églile, un jour de manche avant la messe paroissale, en présence des mossiciers municipaux du lieu, du peuple, du clerge not des curés des quatre paroisses les plus vossines, qui seront appelés à cet esset. Jusques-les ils ne pourront sirie aucune sonction curials.

XXI. » Il y aura, tant dans l'église cathédrale que mans chaque église parodisale, un régiste pariculier au sur lequel le grésser-secrétaire de la municipalité du

tint, fergient bons compagnons, carefferoient colai-ti duth neroient de l'argent à celui-là, feroient les aimables dans les sociétés, prodigueroient par-tout les complimens & le persissage, & aviliroient enfin le lacerdoge, en déprase vant les mœurs. Il concluoit à ce qu'on assujettit le prérendant au concours. M. Gerard de Bretagne an vouloit pas qu'on prit les curés parmi les prêtres des villes, parce que, disoit-il, ces gens-là sont élevés dans l'opu-s lence, & quand ils viennent dans les campagnes, ils les écrasent. M. l'abbé de Madre appuyoit très-sortement le concours proposé par M. Jacquemart. Un autre membre ecteurs du arepolitide faire nome nune de la canton , affifiés du conf ion; & M. parsific pour laquelle o Prient demandoit qu'en aux élecreurs du district, ils fu icipalité 🕊 des notables de la paroiffe. Enfin , M. Loys qui fait aucans de drois canon que M. Montlosset sait d'algebre & de géomérie, vouloit qu'on joignit aux électeurs du diffrict, un certain nombre de membres du conseil de l'évêque. Tous ces amendement ont été écartes par la question préalable; & le mode proposé par le comité, a eté adopté. 🐇

M. Martineau finolt au mois de novembre de chaque année l'élection des curés. Le long espace qui pouvoir elécouler entre la mort & le remplacement, estrayois assez justement M. l'abbé Grégoire, qui observoit que les sideles, privés de leur pasteur, attendent avec une grande & légitime impatience leur nouveau curé; & il proposoir d'alfujettir le procureur-syndic du district de réunir les électeurs de son arrondissement, quinze jours après la mort, du curé, pour procéder à l'élection de son successeur.

Cette motion a été vivement soutenue par M: de Murianais; mais M. Férault a remarqué qu'il y a à l'Assemblée nationale plus de cent curés, de que capendant on ne voir pas que les paroisses soient en désordre. Cette observation a frappé tous les especies, déjà prévenus en faveur du projet du comité, de l'article a été décrété, à qualques mots près, tel qu'il avoit été poposé.

Dans l'avant dernier article, le comité proposoit de faire approuver les vicaires par l'evêque. Cette disposition a déterminé M. Camus à faire valoir sa vaste étudition sur l'origine très-moderne de cet usage; & elle a été sust

Nouvelles étrangères.

Landres, 9 juin, Samedi prochaia, 12 de ce mois, doite être prosoncée la dissolution de notre parlement. Le projet qu'a le ministre de convoguer une nouvelle diere: nationale, indique affez l'intention où il est de faire laguerre à l'Espagne. D'un autre côté, cette couronne fains les plus puissans efforts pour se mettre en état de désense. Des lettres de Barcelonne, du 19 du mois dernier, an-s noncent que le gouvernement espagnol a donnéordre aux capitaines de tous les vaissaux anglais qui le trouvent dans ce part, de le quitter en peu de jours sous peine de confiscation. Des lettres de la Mediterrance, apportées par le Cuter le Kite', & datées du 20 mai, affurent que les Espagnols s'apprétoient à mettre, en mer vinge vissitsux du premier rang; & que trois vaisseaux à deux ponts, : accompagnés de lix frégates, avoient, au commencement. de ce mois fair voile vers Carthagene, pour la Méditerranée, mais que, constarjés par les vents, ils n'avoient. encore pu débouguer le détroit de Gibraltar.

JUIN 1790.				
d interes.	Intérêts des Aflignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Interêts les Aflignats de 1000 l.	
Mererdi 16.	11. 0 f. 4 d.	1 l. 10 f. 6 d.	5 liv. 1 f. 8 d.	

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 20 sols par par mois, on est veu d.à 3 sols la seuille goue ceux qui n'ont pas sousseit.

COURIER FRANÇAIS

Du Jeudi 17 Juin 1790.

Assemblée nationale. du 16]

Mandement patriotique de l'évêque d'Angers. Repport for les troubles de Nismes. Fixation du traitement des évêques Nouvelles

L'NCORE des soumissions pour les biens nationaux? Dussions-nous tous passer pour des simoniaques, il ne nous restera pas un seul morcezu dans les mains qui ne convienne à quelque hérétique; & si la vente va toujours. d'un tel train, nous n'aurons pas même une seule abbave à offrir à ces braves gens de Juiss polonais, qui, enthoufialmes de notre nouvelle conflitution, quittent, dit-on, la Vistule pour venir s'établir-sur les bord de la Loire. Hier soir, la ville de Vitré a sait sa soumission pour un million; celle de Fecamp pour un autre; & celle de Calais pour deux. A Compiegne, où nous étions il y a deux jours, la municipalité qui a souscrit pour quatre millions; faisst avec empressement tous les objets qui sont à sa bienséance; & les chartres du Roi Dagobert ou celles de Charlemagne ne l'effraient pas tant, qu'elle n'achete, fi on la laisse faire, & l'abbaye de S. Corneille, & celle du Val-de-Grace, & les vaftes possessions des Bénédictins anglais.

Pluficurs adresses ont aus ignalé cette séance d'hier soir. On a sur-tout remarqué celle de Vitré, de Merindel. & de cent autres villes qui anathématisent les délibéra-

sions des précendus eatholiques de Nismes, d'Usez & d'Alais, & toutes les déclamations hypocrites des noirs & de leurs adhérans. A côté de tous ces actes patriotiques étoit une piece d'autapt plus curieuse, que, dans le siecle où nous sommes, les mains épiscopales n'en tracent pas souvent de semblables. C'est le mandement de M. l'évêque d'Angèrs, par lequel il ordonne que le Te-Deum sera chanté dans toutes les églises de son diocese, en actions de graces de la nomination des administrateurs du département de Maine & Loire. Ce beau morceau qui contient les sentimens les plus viss de religion, de patriotsme & de charité, a été sort applaudi; & sur la motion de M. l'abbé de la Salcette, l'Assemblée en a décrété l'impression & l'envoi à tous les évêques. Nous devons en placer ici les principales idées.

« Unissez, nos très-chers seres, dit le prélat, unissez wos cantiques aux nôtres, pour exprimer à Dieu vorra reconnoissance du nouveau biensait accordé à retre province. Vous êtes les descendans de ces bons & généreux Français, qui se sont distingués dans tous les temps par leur amour pour la religion & pour la patrie, par la douceur de leurs mœurs, & cette aimable sociabilité qui les a rendus célebres dans tout l'univers. Vous vous êtes, jusqu'à présent, montrés les héritiers de leur caractère & de leurs vertus, vous devez les transmettre à vos ensans, aussi purs que vous les avez reçus de vos peres.

" Gravez de bonne heure dans leurs jeunes cours ceure grande vérité, que la religion est la seule base solide & inébranlable de la gloite & du donneur des hommes. Faires-leur bégayer dès leurs ensance les noms de Dieu, de frere & de patrie; fait s-leur prononcer le serment d'être sideles à la nation, à la loi & au Roi, serment qui est devenu le cri de tout Français citoyen.

"Et vous, nos coopérateur, chargés de l'honorable fonction de travailler avec zele & fagesse au bonheur du troupeau qui vous est consié; ministres d'un Dieu juste & clément, unissez à la sublimité de jvos leçons, la force irrésistible de l'exemple. Lisez souvent & méditez l'évangile. Imitez notre maître & notre fondateur.

" " Il fut, durant sa wie mortelle, compatissant pour des soibles & miséricordieux pour les pécheurs. Par-tout

si precha la paix & la concorde, le pardon des injures & l'amour de ses freres. Il accomplissoit la lor & donmoit le premier l'exemple de la foumission aux puilfances qui gouvernoient alors la Judée. Voilà, mes freres,

le chef & le modele des vrais pasteurs.

» Ses apôrres, témoins de sa vie & de sa mission ; marcherent sur ses traces, & se répandirent dans tout l'univers, pour y faire adorer Jesus mort & ressuscité. Sans distinctions & sans biens, riches de leurs seutes vertus, ils fonderent & étendirent l'empire de la croix par la douceur de la persuasion & la saintete de leur' vie. On les révéroit, on les chérissoit, on les croyoit, parce qu'ils pratiquoient les premiers ce qu'ils enseignoient aux autres; tant le pouvoir de la vertu & de l'exemple a de force sur les hommes.

n Successeurs des apôtres & des disciples du Christ, retraçons dans notre conduite la fimplicité de leur vie & la sainteté de leurs mœurs, la douceur de leur zèle. la constance de leur charité, soyons leurs imirateurs, comme ils l'ont été de Jesus Christ; revêtons-nous de leurs vertus, que rien n'en altere la purete, & nous verrons bientor renaître la veneration & l'amour des premiers fideles, pour leurs peres, leurs consolateurs. & leurs bienfaiteurs. Ce peuple religieux & bon ne s'est point éloigné de nous, il reviendra toujours chers cher dans notre fein les seules consolations véritables. C'est le propre de notre ministère d'être constamment, honoré, respecté & chéri. Eh! qui voudroit nous priver du pouvoir de faire du bien, d'édifier & de confoler! Nous serons toujours assez riches pour vivre, & trop pour mourir ...

» Fideles à Dieu, à la nation, à la loi & au Roi: amis de l'ordre, de la justice & de la paix, rendres & bienfaisans pour nos freres, soumis à tout ce que la providence ordonnera, faisons revivre les beaux jours de l'église naissante, & dignes émules des fideles de Corinche & de Rome, nous verrons les passeurs & le rroupeau unis des mêmes sentimens, ne faire qu'un

corps & qu'une ame ».

Les juiss d'Alsace ont encore insisté, dans cette séance. sur le droit de citoyens actifs qu'ils réclament depuis st. long temps & qu'ils obtiendront, sans doute, quoiqu'en dise M. Rewbell. Puis, M. de Jessé a annoncé un

tion a été renvoyée au comité ecclessastique. M. de Macage a terminé cette séance par un trèsprolixe rapport, fait moitié hasque, moitié français, sur les troubles arrivés à Nismes, à l'occasion de la trèsorthodoxe declaration des catholiques de cette ville. Quelques piéces de ce rapport, qui ne convenoient pas à M. de Marguerites, ont quelquefois mis le maire de Nismes en colere, & de leur côté, les noirs abandonnant toute espèce de bienséance, faisoient un vacarme épouvantable. MM. Maury & Duval, les pivots de l'église, soutenoient de tout leur pouvoir la colonne de l'orthodoxie nismoise. M. de Mirabeau l'aîné, qui ne pouvoit se faire entendre au milieu de ce tumulte, a enfin obtenu que, pour que le désordre ne régnat pas à l'avenir dans le cul-de-sac, les commissaires chargés de la police intérieure, fussent entendus dimanche prochain. Enfin, l'affaire principale a été renvoyée à jeudi foir.

La séance de ce matin n'a pas été fort brillante : mais elle vaut seule à l'Etar une économie de plus de vinge millions. Elle a ét: ouverte par une proposition faite par M. de Bonnay, de n'entendre des adtesses que dans une séance extraordinaire, indiquée à cet effet toutes les semaines, Cette motion a été fortement combattue par M. Prieur, qui prétendoit qu'on devoit entendre toujours les sémoignages de respect & de satissaction que les ciroyens croient devoir donner à l'Assemblé nationale; & la diete auguste s'est seulement bornée à ajouter une scance du soir, fixée au lundi, aux trois qui ont subsitté jusqu'à présent, Puis, M. de Noailles a fait part à l'Assemblée des troubles survenus à Nemours. à l'occasion du paiement des droits séodaux ; & il a ajouté que la fâcheuse inertie des ministres & leur coupable ambinion étoient cause de sous les désordres qui noue

affligent; qu'ils ne veulent pas publier les proclamations que la conflictration les autorise à faire, lorsque la loi est mal interprétée par les peuples; & il concluoit à se que l'Assemblée autorisat son président de se retirer pardevers le Roi, pour le prier d'ordonnet à ses ministres de faire circuler une proclamation sur le paiement des droits séodaux, non supprimés sans indemnité. M. Bouche ne concluoit à rien moins qu'à manderM. le garde des sceaux à la barre; mais sur l'observation de M. Mersin, qui a dit à l'Assemblée que le comité téodal avoit à proposer un projet de décret, tant sur ce sujet-là que sur la conversion de la dîme en prestation en argent, pour la présente annnées, il a été décrété qu'on passeroit à l'ordre du jour.

Avant de l'entamer, M. Girault de Mantes a rendu compte d'une difficulté relative à la fixation du cheflieu du département de l'Aine. Une affemblée des électeurs tenue à Guise, l'avoit fixé à Vervins; mais le
procès verbal n'en avoit été ni rédigé, ni figné. En conféquence, malgré les réclamations des députés de
Guise, l'Assemblée a décrété, sur la motion de
M. Fréteau, que « le procès-verbal de l'assemblée tem nue à Guise le 7 juin, sera rédigé & signé du présm dent & du secrétaire, que le chef-lieu du départem ment sera sixé à Vervins; & que les électeurs s'assembleront à Marle, pour déterminer le lieu des autres
m établissemens ». On a ensuite passe à l'ordre du jour,
qui a fourni les articles suivans;

Art I. » Les ministres de la religion, exerçant les » premieres & les plus importantes fonctions de la so», ciété, & obligés de résider continuellement dans le » lieu du service, auquel la consiance des peuples les » a appelés, seront entretenus aux frais de la na» tion.

II. a. Il sera fourni à chaque évêque, à chaque curé & chaque desservant des annexes & succursales, un » logement convenable; sans entendre rien innover, » quant à prêsent à l'égard des paroisses où le logement. » du curé ou du desservant, est fourni en argent; & » faus aux départemens à prendre connoissance des de-» mandes qui seront formées, à cet égard, par les pa-» roisses & les curés; & encore, à la charge par les-» dits évêques, curés ou desservans, des réparations so locatives; il leur sera en outre assigné le traitement

» qui va être réglé ».

III. « Le traitement des évêques sera; savoir, pour » l'évêque de Paris, de 50,000 liv.; pour les évêntes » des villes dont la population est de 50,000 ames & arred des villes dont la population est de 50,000 ames & arred des villes dont la population est de 50,000 ames & arred de 12,000 liv. »

VI. a Le traitement des vicaires des églifes cathémorales fera; favoir à Paris, pour le premier vicaire, ne de 6,000 liv.; pour le fecond; de 4,000 liv.; pour tous les autres vicaires, de 3,000 liv. Dans les villes non la population est de plus de 50000 ames, pour ne premier vicaire, de 4,000 liv.; pour le fecond, de 3,000 liv.; pour tous les autres, de 2,400 liv. Dans les villes dont la population est moins de 50 mille names, pour le premier vicaire, de 3,000 liv.; pour de fecond, de 2,4000 liv.; & pour tous les autres, de 2,000 liv.

Ces diverses raxacions n'ont pas passé sans difficulté: & ce n'étoit pas sans chagrin que quelques membres, accouramés a voir sept à huit cents mille livres à nos prélats, apprenoient qu'on vouloitles réduire à douze mille livres. M. Cazales a fait un discours fort étudié, que, Tuivant son usage, il avoit appris par cœur, & dans lequel il a rapelé tout ce que la religion, la charité & la bienfaisance ont de plus intéressant, pour nous déterminer à accorder à l'éveque de Paris 150 mille livres. 40 mille livres à ceux dont-les métropoles ont une population de 50 mille ames, 20 mille livres aux autres,& 10, 6 & 3000 livres aux curés, fuivant la même proportion M. Roberstpierre soutenoir au contraire que s plus un homme est riche, moins il pense a faire l'aumône, e que les gens opulens fatisfont communémement leur luxe & leur sensualité, avant de penser aux busoius des autres. M. l'abbé Goutter, qui desiroit qu'on observat un juste milieu entre une opulence excessive & une honteuse indigence, vouloit qu'on ne donnât pas moins de 12 mille livres aux évêques, ni plus de 40 mille l.

M. le Chapellier a fair ensuite d'excellentes réslexions pour combatre l'avis de M. Cazalès, & il a parsairement fait sentir combien il est important de ménager les sueurs du peuple quand on dispose de son parrimoine. Ensin, malgré les plaisanteries de MM. Foucault & Beauharnais

Falad, qui vouloient, l'un qu'on abandonnât tous fer biens du ci-devant clergé aux prêtres, aux frais du culte & aux pauvres, & l'autre que l'on affignât dans chaque municipalité une portion de ces biens à l'entretien des pauvres, le projet du comité a passé sans amendement. Il en a é té ainsi de celui qui concerne le traitement des vicaires, qu'on a seulement réduit à 6000 & à 4000 l., à l'égard des premiers vicaires de Paris & des grandes villes.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Montpellier, 4 juin. Sur la prière de la municipalité de la ville de Gignac en Languedoc, où il règne un désordre affreux entre deux partis qui se sont formés depuis la nomination des officiers municipaux, la garde nationale de Montpellier lui a envoyé 600 hommes, tant infanterie que cavalerie, avec deux pieces de canon & toutes les munitions nécessaires au besoin. On espere que cet appareil en imposera aux ennemis du bien public qui abondent à Gignac.

Lyon, 10 juin. Cette ville vient de fervir de théâtre à un combat d'humanité & de générolité qui fait un grand honneur à ses acteurs. Un soldat du régiment de Sonnemberg, Suisse, en garnison à Lyon, deserte, est pris, & alloit être jugé par un conseil de guerre. Plusieurs officiers de notre garde nationale en sont instruits, leur cœur est ému de pirie, & ils volent, ayant à seur rête M. le chevalier Dervieu, leur commandant général; auprès de M. Gugy, celui du régiment de Sonnemberg. La déput tation est reque avec des égards marques; M. de Gugy en porte les vœux dans le conseil de guerre, qui étoit au moment de prononcer. Au nom de la garde nationale de Lyon; la rigueur de la loi se rait, & les membres de conseil de guerre, composé de capitaines du r giment, n'écoutant que le plaisir de suivre la généreuse impulsion de norre garde nationale, pardonnent à l'imprudent dont ils alloient figner la condamnation.

Caen. 13 juin. De temps immémorial, les capucins de Caen sont dans l'usage de faire processionnellement,

Caseau-Cambress, 10 juin. On a arrêté ici le nommé Vallor, courier-voltigeur du comité autrichien des Tuileries. Aux monvemens incroyables qu'on sait pour le mettre en liberté, on ne peut que prendre de forts soupçons sur cette active & mystérieuse correspondance entre Vienne & les Tuileries, & croire, comme on le dit, qu'il se trame réellement quelque complet entre différens despotes Européens.

impatience co jugement, auquel il a vivement applandi,

JUIN 1790.				
DATES des jours d'intérês	Intérêts des Affignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intérêts des Aflignats de 1000 l.	
Jeudi 17.	1 L o i, 8 d.	1 l. 11 f. o d.	5 liv. 3 f. 4 d.	

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui parote sous les jours est de 3 liv. 10 (o's par par mois, on en ven & 3 fols (la feuille pour ceux qui n'ont pas souscrit.

COURIER FRANÇAIS,

Du Vendredi 18 Juin 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE. du 17.

Détation des curés de ville & de campague, & de leurs vicaires. De ret sur la dîme. Guerre prochaine entre la Prusse & l'Autriche. Nouvelles intéressantes.

NB délibération du district de S. Louis en l'Isle, dont l'Objet est d'inviter tous les citoyens à s'empresser à sour nir des logemens à MM. les députés à la députation du 14 juillet, a ouvert cette séance. Puis, on a fair lecture d'une adresse signée par une quantité considérable de citoyens de Paris, qui s'empressoient de présenter leurs hommages à la diete auguste, au jour anniversaire de sa constitution en Assemblée nationale. Ensuite on est passé à la fuite de la discussion du projet de M. Martineau, dont deux articles seulement, qui ont occupé toute la séance, ont été décrétés en ces termes:

ART. I. "Le traitement des curés fera, favoir: à Paris de 6000 liv.; dans les villes, dont la population est de plus de 50 mille ames, de 4000 liv.; dans celles dont la population est de moins de 50 mille ames, & de plus de dix mille ames, de 3000 liv.; dans les villes & bourgs dont la population est au dessous de 10000 ames; & au-dessus de 3000 ames, de 2400 livres; dans tous tes les autres villes & bourgs dont la population est au-dessous de trois mille ames, de 2000 livres; dans les campagnes, pour les paroisses où il y autra plus de

• 2000 ames, de 1500 livres; pour les paroisses où il y » aura moins de 2000 ames, & plus de 1000 ames, de » 1300 liv.; & pour les paroisses où il n'y aura que mille • ames ou moins, de 1200-livres.

"II. Le traitement des vicaires sera: savoir, à Paris pour le premier vicaire, de 2400 livres; pour le se cond, de 1500 livres, & pour tous les autres, de 1000 livres. Dans les villes, dont la population est de 50000 amès & au-dessus, pour le premier vicaire, de 1200 livres; pour le second. de 1000 livres; & pour tous les autres, de 800 livres. Dans toutes les autres villes & bourgs, de 800 livres pour les deux premiers vicaires, & de 700 livres pour tous les autres. Dans toutes les paroisses de campagne, de 700 livres.

livres pour chaque vicaire ».

Le traitement des curés a été décrété ici tel qu'il a été proposé par le comité. Il paroissoit d'autant plus juste, qu'il excede de beaucoup la dotation dont, dans l'ancien régime, la plupart des pasteurs jouissoient. Cependant plusieurs membres du clergé ont fait quelques efforts pour faire entendre leurs plaintes sur cet article. M. l'abbé de Marolles demandoit que le minimum de cette dotation sût de 1500 livres. C'étoit aussi l'avis de M. l'abbé Jacquemare, qui appuyoit son opinion de l'exemple de Joseph II auquel, disoit-il, il seroit honteux que la France le cédat en générolité. Lorsque l'honorable membre a ajouté qu'il ne connoît de vrai bonheur dans ce monde, lorsqu'il est dépouillé des faveurs de la fortune, tous ses conireres out orié à l'épicareisme; & Mr Gouttes & Grégoire se sont empressés de désavouer une telle doctrine qui ne fied pas à un ministre de l'évangile. Heureusement tous connoillent M. l'abbé Jacquemart pour un eccléfiastique Vertueux; &, persuadés que cette phrase inconsidérée avoit échappé à la vivacité de sa plume, il la lui ont d'autant plus aisément pardonnée, qu'il s'est empressé de la délavouer lui-même. M. Gouttes a fait ensuites quelques efforts pour faire porter à 1500 livres le minimum de la dotation des curés; mais son éloquence n'a pas paru fort persuative : & l'article du comité a été décrété.

La dotation des vicaires a auss souffert quelques difficultés mais M. l'abbé Gibert, curé de Noyon, ayant observé qu'il a été pendant dix ans à 350 livres, et que sette portion congrue là ne l'a pas sait maigrir, cette

Les demoiselles arrivant ensuite, la main droite levée ont promis d'être fidelles à la nation, à la loi & au Roi. Le serment fait entre des mains des officiers municipaux, La joie publique s'est manisestée par des acclamation universelles de vive la nation, par le bruit des armes, & pag des salves d'artillerie. Les dames se sont rapprochées de l'autel, & ont présenté aux officiers municipaux, une adresse, dont lecture a été faite par M. Chambarre fils, premier officier municipal, portant qu'elles inspireroient à leurs enfans le courage de verser jusqu'à la derniere gourre de leur sang pour le maintien de la constitution; & qu'à cet effet elles prient MM. les députés à l'Assemblée nationale, qui composent le comité eccléssaftique, de donner un projet de décret, portant qu'il sera placé dans toutes les églises paroissales, auprèts des sonts bapsilmaux, un drapeau national, sous lequel l'on passera les nouveaux nés, pendant que les parrains & marraines. prononceront sur eux le serment civique, dont sera fait mention fur les registres ».

En terminant cet article, nous ne devens pas omettre le bon mot d'un envrier qui travailloit à la conftruction de l'autel sur la place d'armes. Un ecclésiastique cuireux sul demande ce qu'il faisoit là : « le tombeau des aristements des dit l'ouvrier ». Le révérend fait aussi-tôt la pie

Contantes, 10 juin. Ces jours derniers, nous avons eu de grands treubles; &t si nous n'avons pas vu couler le sang de nos concitoyens, nous le devons à la bravoure &t au patriotisme de M. de Beaumont, maire de la ville. Quatre hommes ont été cause de ce soulevement : je pourrois les nommer; mais bien persuadé que l'opprobre dont ils ont été couverts par leurs concitoyens, est pour eux une affez grande punition, nous nous dispenserons de citer leurs noms. Convaincus, d'après plusieurs recherches, d'avoir affiché des placards qui avoient pour objet une contribution patriotique pour habiller l'état-major, &t d'avoir donné des noms dissans aux 18 compagnies qui composent la garde nationale de Coutance; on a voulu les arrêter, mais deux s'étant échappés; on les a

rayés de la liste des compagnies.

Le troisième a été jugé par sa compagnie à être dégradé. chassé de la ville, & déclaré incapable de jamais rentrer dans aucune garde nationale; le quatriéme arrêté est cesui qui doit la vie à la bravoure du maire de la ville. Traîné de force au corps de-garde, il y a été gardé jusqu'au lendemain matin neuf heures, conduit ensuite au milieu de 150 hommes armés au conseil de guerre qui se tenois à l'évêché; a midi son jugement rendu, il sut condamné à être dégradé, dépouillé de son habit d'unisorme, & chassé de la ville. Le peuple mutiné, mécontent du jugement demande sa tête, veut forcer la porte & briser les vîtres de l'évêché; quelle crise pour les juges; cependant il falloit le faire fortir; aucune garde ne vouloit se charger de le conduire; alors le maire fort sans escorté de l'évêché : » Hé bien, messieurs, dit-il en s'adressant à la garde, puisque personne ne veut s'en charger je vais le faire moi-même, & mon corps lui servira de bouclier. Un trait aussi héroique désarme la multitude qui teste étonnée & garde le plus morne silence. Co fut ainsi que M. de Beaumont, accompagné de quelques hons patriotes moins rares dans la municipalité qu'on n'a cherché à l'infinuer, parvint à le faire sortir de la ville, où l'on trouva deux chevaux de poste tous prêts à partir,

6

Provins, 17 juin. Un écrivain qui, sous le nom de M. Marat, publie à Paris une seuille aussi mensongere que l'auteur est peu délicat sur le choix de ses sujers, a jugé à propos de qualisser Provins de ville aristocratique. Il a plus sait: il nous a accusés de sabriquer des armes contre la capitale. Cette horrible accusation ne mérite que du mépris. Nous observerons seulement qu'elle est saite contre une ville qui, dans un moment de samine, a partagé sa subsistance avec Paris, qui a sait portoca la monnoie pour plus de 40000 livres d'argenterie, qui a envoyé à l'Assemblée nationale une adresse d'adhésion à ses oracles, & qui a sait sa soumission pour quatre millions de biens nationaux.

Nouvelles étrangéres.

Courtrai, 8 juin. Quelle différence de ce pays à la terre promise que les Français habitent. Vous étigez à Lille & on érige dans tout le royaume des trophées à la liberté; ici le despotisme monacal devore nos sortunes & nous forge des chaînes. La cocarde nationale françaile, signe dé la liberté, dont le Roi & 25 millions d'hommes s'honorent de porter, est ici le signe & le sceau de la réprobation; trois de vos compatriotes qui habitoient depuis quelques années à Bruxelles, où ils avoiont captive l'estime générale, viennent d'être jetés dans les prisons, pour avoir osé se parer & paroîrre en public avec ce signe qui leur étoit si cher & si précieux. Il est vrai qu'ils étoient inscrits sur la liste nombreuse des proferits, pour avoir défendu avec fermeté contre des détracteurs cagots & fanatiques, les déctets de vos augustes législateurs, & d'avoir osé les mettre en paralielle avec ceux du soit-disant congrès souverain du Brabant. Généreux Français! vous connoissez mieux le droit de l'hospitalité; vous accueillez chez vous la cocarde brabançonne & nos malheureux freres expatriés; vous souffrez parmi vous, quoique libres, ce signe de l'esclavage monacal, & vous comblez de bienfaits nos infortunés patriotes qui vont vivre parmi vous. Ha 🗜

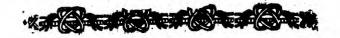
⁽¹⁾ MM. Dasson, de Dorville & de Sovisy. Le premier a été condamné à être ensermé pendant 3 ans à la maison de correction de Vilvorde.

l'apprends dans le moment que les Montois on fait des prodiges incroyables de valeur. Ils se sont avachés à combattre les deux ailes de l'armée canemie, qui ont été foudroyées sans miséricorde.

Londres 11 Juin. Les dernieres lettres de l'Espagne annoncent que, dans toute l'étendue du royaume on resusente espece de passe ports aux sujets de la grande Bretagne. C'est en vain qu'ils sont les plus sortes réprésentations, & qu'ils démontrent la nécessité de leur départ. L'administration n'a aucun égard à ces instances; & il n'est maintenant aucun Anglais en Espagne qui ne ey considere comme prisonnier, jusqu'à ce que les négeciations soient saies, ou que la guerre soit décidée-

J U I N 1790.				
DATES des jours d'intérês	Intérêts des Affignats de 200 L	Intérêts des Affignats de 300 l.	Intéres des Affignats de 1000 l.	
Vendredi 18.	14. 1 f. od.	11.11 f.6 d.	5 liv. 5 f. od.	

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 sols par par mois, on en ven d à 3 sols la seuille pour ceux qui n'ont pas souscrit.



COURIER FRANÇAIS

Du Samedi 19 Juin 1790.

Assemblée nationale. du 181

Décret qui mande à la barre les catholiques prétendus de Nismes. Lettre des avignonais qui se livrent à la France. Détention de M. de Mirabeau, pour fait d'aristocratie. Lettre importante à ce sujet.

PARMI les nombreuses pétitions qui ont été saites hier soir à la barreon a remarqué celle de M. Brianciaux qui a offert de démontrer qu'en réduisant au taux légal l'intérêt de deux emprunts saits en 1784 par un ministre signare & déprédateur, la nation gagneroit un capitalde 78 millions 855 mille livres; & l'orateur ne vouloit pas en rabattre un sol. A ce projet, dont en a permis la communication au comité des sinances, a succédé une momunication au comité des sinances, a succédé une momunication de M. l'abbé d'Abbecourt, dont, le but étoir de lidquider en saveur de M. de Brianciaux une dette considérable dont il prétend être créancier envers l'Etat, mais M. Barnave a sensément observé que cette créance est de la même nature que les autres, dont l'examen est soumis au comité de liquidation; & l'on a passé à l'orbre du jour.

M. Bailly, maire de Paris, introduit à la barre, a demandé la permission de communiquer à l'Assemblée une adresse de la municipalité, sur la vente des biens nationaux; mais, comme il étoit déja trop tard, on n'en a pas permis la lecture, & elle a été renvoyée au comité eccléfiaftique. Puis M. de Macaye a fait la lecture du projet de décret proposé par le comité des recherches. Sur les déclarations séditienses des prétendus catholiques de Nismes . qui étoit à l'ordre du soir, & qui étoit ains cançu :

» L'Assemblée nationale, sur le rapport qui lui a été » fait par son comité des recherches, de deux délibéran tions de gnelques particuliers se disant les citoyens ca-» tholiques de Nismes, des 20 avril dernier & premier de » ce mois, ainsi que d'une autre délibération de queln ques particuliers se disant catholiques d'Uzès, en » adhésion aux deux premieres, & en date du 2 mai m derniera

» Considérant que lesdites délibérations contiennent n des principes dangereux & propres à exciter des trou-» bles & des dissentions dans le royaume a décrété & decrete que les sieurs Lapierre, Michel, Vigne, Folacher, Robin, Froment, Velut, François Fauvre m Malquion aîné, & Fernel, qui ont signé, en qualité » de commissaires, la premiere de ces délibérations; les " sieurs de Gueydon, de la Reiclainglade & Gaussardar, " qui ont signé la seconde, comme président & commissaires; enfin les sieurs Baron de Fontaraches, d'Ann traigues, de Chabannes, Laisne, Borie & Pujet, qui » en qualité de président & commissaires, ont signé celle n des particuliers se disant citoyens catholiques d'Uzès, n en date du 2 mai, seront mandés à la barre de l'Assem-» blée pour y rendre compte de leur conduite; & qu'en n attendant qu'ils aient obéi au présent dégret, ils demeu-» reront privés des droits attachés à la qualité de citoyen n actif.

n 2°. Sur les observations faites par le comité des n recherches, qui lui a été remis un très grand nom-» bre de pieces concernant les troubles arrivés à Nismes, » & qu'il est indispensable d'acquerir la preuve des saits n qui y tont denoncés, circonstances & dépendances, » l'Assemblée nationale décrete que son président se re-» tirera sans délai pardevers le Roi, pour supplier sa » majesté d'ordonner qu'il sera informé desdits faits parn devant le présidial de Nismes ».

M. de Lameth le jeune a ouvert la discussion sur ce projet & il l'a défendu de tout son pouvoir, en démontrant que les prétendus catholiques de Nismes 1e sont rendus

coupables de rebellion contre l'autorité souveraine, en signant ces délibérations incendiaires. M. Malouet, qui a fait ses études sous le R. P. Torremada, jésuite d'heuseufe mémoire, désapprouvoit les expressions des délibérations; mais il vouloit qu'on les pardonnat à leurs auteurs, en vertu de la déclaration des droit de l'homme & de la liberté de la presse. M. Murinais proposoit un nouveau projet de décret, tendant à improuver seulement les deux délibérations, & à enjoindre aux citoyens de Nismes d'être plus circonspects à l'avenir. M. Garat l'aîné, qui a une tendance irrélistible vers le cul de-sac des noirs, & qui a coujours son mot à dire, sans rien éclaircir, M. Garat soutenoit que la privation du droit de citoyens actifs étoitune punition prématurée, & qu'il falloit la retrancher du projet. M. de Marguerites, maire de Nismes, demandoit qu'on divisat le décret en deux parties; & il ajoutoit qu'il s'en rapportoit à la prudence de l'Assemblée, sur la première, & que, sur la seconde, il insistoir pour qu'il fur fait les informations nécessaires. Mais M. Barnave soutenoit que tous les faits énoncés au décret, étoient analogues les uns aux autres, quant à leurs causes, s'ils ne l'étoient pas sur les effets; & que d'ailleurs l'information nous apprendroit si ces affaires différentes étoient susceptibles de division dans le jugement final.

Toutes ces discussions ont été terminées par un décret qui a accordé la priorité au projet du comité; puis, la question préalable ayant-écarté les amendemens, il a été prononcé tel qu'il avoit été proposé. Une nouvelle importance a ensuite fixé l'attention de l'Assemblée nation. Le comtat d'Avignon, las de vivre sous une administration nulle, vieieuse & peu favorable au développement des talens; admirateur d'ailleurs de la constitution françaile, a réfolu de s'unir à la France, dont il fit autrefois partie. Un courier extraordinaire, arrivé à huit heures du foir, en apportoit la nouvelle; & M. Camus, en en faisant part à l'Assemblée, n'a pas négligé de lui rapa peller que le 17 juin est le jour anniversaire de la constitution des états-généraux en Assemblée nationale. La lettre que la municipalité d'Avignon avoit écrite à ce sujet, à M. Bouche, étoit ainsi concue:

« Nous connoissons votre façon de penser sur la réupion de la ville d'Avignon à la France; elle vient d'êst

tre délibérée unaniment par tous les citoyens. Voicit quelques détails Jeudi, to du courant, notre ville a été le théâtre du plus grand désordre. Les aristocrares, déployant toutes leurs forces, ont fait feu de coutes parts ; maîtres du poste de l'hôtel-de-ville & de quatre pièces de canon, ils crioient, vive l'Aristocratie! plus de trente personnes, honnêtes citoyens, bons patriotes, ont été les victimes de leur zèle & de leur patriotisme. Le peuple a marché contre eux avec intrépidité, & les cruels assassins dispersés ont cherché leur salut dans la fuite. Quatre de ces scélérats one été arrêtés & facrifiés par un peuple justement indigné & horriblement affassiné. Deux de leurs chess one été de ce nombre. La municipalité a fait vainement tous ses efforts pour l'empêcher. Vingt-deux ont été arrêtés, & sans les gardes nationales d'Orange, Courthéion, Jonquiers, Bagnols, le Pont-Saint-Esprit, Châreaurenard & autres lieux, accourues à notre secours, ils auroient été infailliblement facrissés. Leurs efforts généreux, & la confiance que le peuple avignonnais a dans les Français ses allies, a arrêté sa vengeance. MM. d'Orange ont consenti de se charger de la garde des prisonniers pour leur propre sûreté, & ils serone traduits aujourd'hui dans leur ville. Le calme est à peu près rétabli; mais pour le rassurer entièrement, les gardes nationales de France ont bien voulu consentir à nous laisser, pour quelques jours, une partie de leur détachement. Hier 13, les diffricts s'assemblerent pour délibérer sur leur position. La réunion à la France a été délibérée unaniment. Les armes de France ont été subflituées avec pompe à celles du Saint-Siège. Un Te-Deum doit être chanté aujourd'hui à cette occasion. Depuis lors la joie la plus vive a sucédé au désespoir, & nos rues ne cessent de retentir des cris de vive la nation, la loi & le Roi ».

« Nous prévenons M. le président de l'Assemblée de cet évenement. Le même courier, dépêché en diligence, doir vous remettre la présente. Quatre députés ont été nommés pour se rendre sur le champ à Paris, auprès de l'Assemblée, pour obtenir son acceptation. Nous vous prions d'appuyer nos vœux de tout votre crédit; vous rendrez à notre patrie le service le plus signalé; sans cetteréunion notre ville seroit perdue sans

municipalité de Perpignan, en date du 13 du présent mois, sera imprimée; 3° que son président se retirera, n dans le jour, pardevers le Roi, pour le prier de donne ner les ordres nécessaires pour la sûrete de M. de

m Mirabean.

M. Martineau a ensuite proposé un article qui a été
écarté par la question préalable, & dont l'objet étoit
d'assurer aux curés de campagne un enclos d'un arpent.
Puis M. de Jessé a fait adopter son décret sur la dîme que
nous sommes obligés de remettre à demain. Ensia M. Nourissart a rendu compte à l'Assemblée des besoins du trésor public, pour lequel, au nom du premier ministre des

fiances, il sollicitoit 32 millions en promesses d'assignats.

Gette affaire a été ajournée à domain.

	JUIN	1790.	
DATES des jours d'intérêt.	Intérêts des Affignats de 200 l,	Inrérèts des Affignats de 300 L	Intérêts des Afignats de 1000 l.
Samedi 19.	11. 1 1.4d.	11.12f, od.	5 liv. 6 f. 8 d.

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 fols par par mois, on en vend à 3 sols la feuille pour ceux qui n'ont pas souscrit.

Les ingénieurs-géographes militaires dénueuros p plus ancien d'entr'eux.

n 7. Les commissaires ordinaires & écrivains des cologies députeront dans la proportion des ports & as-

senanx de marine.

n 8°. Les lieutenans de Roi, majors, aide-majors; & sous aide-majors de places députeront le plus ancien d'entr'eux.

n 9°. Enfin les chirurgiens & aumôniers des corps de

» puteront le plus ancien d'entr'eux ».

« L'Assemblée nationale, sur le rapport qui lui a ésé n fait par son comité des dinés, de plusieurs pétinions » tendantes à ce que les redevables eussent la faculté de » les payer en argent, la préfente année, au lieu de les s acquitter en nature; instruite pareillement que, dans m quelques endroits, un petit nombre de redevables, » sans doute égarés-par des gens mal intentionnés, se n disposoient à refuser de les payer, même à s'opposer p à la perception ; instruite encore que quelques benéy ficiers, corps ou communautés ne le dispoloient point » à les percevoir. & ne donnoient pas les foins nécefn stires aux biens qu'ils sont provisoirement charges de p régir, a décrété & décrete ce qui luit :

2 Art. In Tous les redevables de la dime, tant ecdéa fiaffique qu'inféodée, seront tenus, conformement à n l'arricle III du décret des 14 86 20 avril dernier, de m la payer, la préfente année seulement, à qui de droit. » en la maniere accourumée; c'est-à-dire en nature, & à p la quotité d'ulage, fauf l'exécution des abonnemens en wargent, conflates par titre, ou volontairement faits.

, II. » Les redevables des champarts, terrages, arrages. n agriers, complans, & de toutes autres redevances payables en nature, qui n'ont pas été supprimés sans maindemnité, seront également tenus de les payer, la n présente année & les suivautes, jusqu'au rachat, en la p maniere accoutumée, c'est-à-dire en nature, & à la p quotité d'ulage, sauf aust l'exécution des abonnemens » constatés par titres, ou volontairement faits, conforw mement aux decrets sur les droits séodaux, des 15 mars » & 3 mai derniers.

III. » Nul ne pourra, sous prétexte de litige, resuscr » le paiement de la dime accourance d'être payée, ou des o champarts, terrages, agriers, complans, ou d'autres rebissemens publics, ne pourront resuser de faire la décia pulsemens publics, ne pourront resuser de faire la décia ration de leurs biens, prescrite par le décret du 13 novembre dernier, ni s'opposer à l'exécution de l'art. XII du décret des 14 & 20 avil suivant, qui ordonné l'inventaire de leurs mobiliers, sous quelque prétexte que ce soit; & dans le cas où les districts ne seroient pas formés, les municipalités sont autorisées à y procéder jusqu'à ce qu'ils le soient. L'ordre de Malte demeure seul excepté de la disposition concernant l'inventaire; mais chacun des membres qui le composent sera tenu de donner sa déclaration des biens dont il jouis en France, conformément audit décret du 13 novembre dernier.

n LX. Sera le décret présenté sans délai à la sanction du Ror, & S. M. tera supposée de donner le ordres convenantes pour sa plus prompte exécution. Le rapport du comité son imprimé, & les membres de l'Assemblée sont invités à l'envoyer avec le présent décret à seuie

commentans , sans delai ».

M. de Mirabeau a ouvert la séance de ce matin, en se plaignant du decret, rendu hier, dans l'affaire de M. de Mirabeau le jeune, frere; & il a observé qu'en le mettant sous la protection de la loi, c'étoit tout au plus sur faire partager l'avantage dont tout citoyen doit jouir; mais que la protection de L'Assemblée nationale ne doit pas se borner là à l'égard de l'un de ses membres; & qu'il falloit rappeler, dans le décret, celui qui déclare inviolable tous les membres du sénat auguste; & mandés M: de Mirabeau le jeune, pour rendre compte de sicons dite. Ha proposé en conséquence le décret suivant, qui ette dopré sans réclamation.

** L'Affemblée nationale rappelle aux municipalités lus décret qui a prononcé l'inviolabilité de les membres y sa décorrer , que M. de Mirabeau le jeune viendra imponentiatement rendre compre de fa conduite ».

Line lettre de M. Necker a appris ici à l'Assemblée que la république de Genevea prêté au pays de Gené, vives arent pressent la discere, suoc quintaux de Bled, à la feu econdition de rondre la même quantité de ces grains, que que mois après la récolte. M. Necker ajoucois que les Genévols avoient saitoaure empressent corte cira equitance, pour renouveler l'effre de less consultantes.

patriorique. Cet acte de générolité de la part d'un peuple voisn, & ami de la France, a été très-vivement applaud?, & il a été décrété qu'il en seroit fait mention dans le procès-verbal. Le maire de Vervai, canton de Berne; a aussi, quoiqu'étranger, voulu déposer son éstrande sur l'autel français. Son cadeau monte à 3000 P. M. Houdon, artiste célebre, a fait ensuite hommage à l'Assemblée du buste de MM. Wasington & Francklin; & le fénat auguste à chargé son président de lui en témois pur sa saits action.

M. Carlier, député de Laon, a ensuire rendu compre de la maniere avec laquelle s'éroit rerminée une petité effervescence arrivée à Laon, dans le régiment de la Reine, & de la subordination édissante qui regne actuel-lement parmi tous les membres de ce corps militaire. L'Assemblée a décrété qu'il en seroit fait mention dans le procès-verbal. Ces détails préliminaires our sini par la foumission de la ville de Saintes, d'acheter pour deux

millions du biens nationaux.

M. Nourrissart a repris ici sa premiere proposition & dont l'objet étoit d'autoriser la cuisse d'escompte à verser 30 millions en ses billets dans le crésor public. M. Camus, qui, pour faire part à l'Assemblée des réflexions qu'il avoit à lui faire sur les finances : avoit leve hier précipitamment la séance qu'il présidoit, M. Camus a fair un long discours, dans tequel il a observé qu'il ne s'opposoit pas à ce qu'on décrétat les 30 millions; mais qu'il demandoit qu'on le fit avec precaution, & qu'on établit des formes de comprabilité ; propres à mettre la France entiere en état de connoître, en un clin-d'œil, les finances de la nation # que l'on connoît affez les dépenses en maffe, mais qu'ou n'est pas affez instruit des détails : qu'il eroyoit avoir apperçu quelque louche dans les comptes fournis jusqu'à présent; que par exemple, dans la dépense des quatre premiers mois de cette année, on porte à 8 millions 380 mille livres la dépense de la maison du Roi, de la Reine, des princes & princesses, &c. & que copendant il parolt qu'il n'a été payé effectivement que amillions soo mille livres; que la dépense de la guerre. portée à 37 millions 137 mille livres, n'a été effective ment qu'à 24 millions; que deja , il a été fourni au aflor public 114 millious adone of ne-louisit de compa

que pour go million; que les ministres des finances sont lez intendans de la nation, & qu'il faut apprendre que 🗻 ₫ quelque maniere qu'ils les administrent, soit à titre graenir, foit autrement, ils doivent se plier aux intentions de leurs mandataires. M. Camus a ensuite cité l'exemple, de Louis XIV, qui arrêtoit tous les mois, de sa propremain, le comte de Colbert; & il a ajouté en finissant qu'il n'est point étonnant que l'état de nos finances soit, aussi obscur, puisque les états de 1775 n'ont été arrêtés qu'en 1782, & à l'instant où il n'y avoit plus un seul: ministre au conseit, de ceux qui avoient présidé à la dépense, que les états de 1784 sont à peine en minute. R que l'on s'occupe actuellement de ceux de 1785. Ce discours étoit suivi d'un projet de décret, qui sen accueillant la proposition des 30 millions, présent un nouveau mode de comprabilité au ministre des insuces.

M. de Canteleu étoit alors porteur d'one lettre de M. Necker, & d'une autre de M. Dufresne, dans late. quelles l'un & l'autre rendoient compte des reavaux june. menfes auxquels its fe livrent, pour mettre lous les yeux de l'Assemblée le compre général dont elle a besoin pour connoître l'état du royaume & ses ressources ; & M. Day fresne ajoutoit que, dût-il travailler jour & nuit, il, mettroit sous les yeux du premier ministre des finances 🦼 l'état de la recette & de la dépense, depuis le premier de mai 1789, jusqu'au premier du même mois 1790. D'une autre côté, M. Necker affurgit l'Assemblée que son travail, approchoit de sa fin . & qu'il ne lui manquoit que quelques développemens, qui ne lui sont parvenus que, très-tard, de la part de quelques receveurs particuliers des provinces.

Ici M. Maury s'est montré sur la scene. Dans la séance. d'hier, il avoit déja fait des plaintes très-ameres contre, M. Necker, fur ce qu'il n'a pas encore fourni les trois. états qu'on lui demande, la dépense, la recette & la dette, publique; il avoit ajouté que ce ministre avoit bien saus. doute le temps de se livrer à ce travail, puisqu'il lui en. restoit assez pour écrire des brochures contre lui...... A ces derniers mors, chacun s'est livré à ses propres réflexions: peu de gens pouvoient croire que M. Necker ... au milieu de l'immensité des affaires qui l'environnent , eut fixé ses regards sur un individu cet que M. Maury es nous écrite contre lui. Enfin on s'est rappelé qu'en estime

Mi Necker avoit ficult for opinions religious contae les iacrédules; & l'on a pardonné à M. Mauty la patite mane: valle humeur. Ses réflexions de ce matin étoiont bien d'une. toute autre importance. Inscrit le dernier sur la liste, il. a obtenu sape difficulté l'honneur de parlet le premier a letsqu'il nous a appris qu'il avoit découvert une petite, séricence de six cents millions. Toute la salle frémissoie, déja pour M. Necker : & tout connu que soit le député de Péronne, on ne pouvoir pas présumer qu'on représentant. de la nation eut l'impudence d'avancer un tel fait, sans, en avoir la preuve. M. Maury a d'abord rapproché les, trois comptes, celui de M. de Calonne, celui de M. l'arcevêque de Sens, & le dernier de M. Necker, qu'il disois: appartenir à M. Dufreine. Puis il a dit que tous ces comptes. étoient obscurs, contradictoires, & contendient des réticences capitales; & il a ajouté que, dans son compte, présenté à l'ouverture des états-généraux, M. Necker avoit oublié les 80 millions d'arriéré dans les départemens, les 30 millions qui doivent former la caisse d'amortissement, & les se millions d'économies qu'on eut pu faire; qu'il y a porté les 60 millions que produisoir la gabelle, tandis qu'elle a été détruite ensuite; que Ma Necker y porte l'inhumanité, jusq'à proposer un impôt sur le malheur des familles, en l'indiquant sur les successions directes; qu'enfin il ne devoir pas placer parmi les dépenses extraordinaires, une charge qui devoit durer 60. ans; & que cela est bien une réticence effective de 60. millions.

Jamais on ne se permit de débites dans la tribune, un pareil galimathias. Pour en punir son auteur, M. Reignault de Saint-Jean-d'Angely a demandé l'impression du mémoire, & la motion a passé d'une voix unanime. On a ensuite demandé qu'à l'instant même le député de Péaronne déposat son discours sur le bureau; & M. le préassant de lui a fait en conséquence demander par l'huissier; mais îl s'est resusé à le remettre. Comme il s'appercevoir qu'on insistoir, & que cela seul alloit le compromettre augrès deceux dont il n'est point encore co mu, M. l'abbé de Mairinville, évêque de Dijon, l'a déterminé à prendre la fuire; & à l'instant même il a disparu. L'Assemblée, voyant alors que son décret étoir devenu inutile, & que Miss. Maury & Consorts pourroient s'en prévaloir pour mettre au jour quelques opinions qui ne sont pas celles

» que le surplus du décret proposé par M. Camus seroit-

w lundi marin ».

M. Populus a proposé ensuire un projet de écerer sur les rôles additionnels de la province de Bresse; mais il a été renvoyé au comité des sinances, chargé de le génératifier pour tout le royaume. Puis, M. Brun a repris son rapport sur la dépense générale, & qui a été suivi de décrets que nous rapporterons dans un autre numéro.

M. Preteau à dit, à l'occasion du fixieme arricle, que les administrateurs des domaines sont très-satisfaits du traitement qu'on leur a fait ; & que M. Denyau lui à écrit, tant pour lui que pour M. fon frere, que fi l'Afsemblée les eut moins bien traites, ils n'auroient pas moins continué à se rendre utiles au publie. L'Affemble a décrété que cet acte de définiereffement feroit configué dans son proces verbal. Puis M. Bouche a lu une lettre qui venoir de lui arriver d'Avignou, & d'après laquelle if paroît que le 12 de ce mois, tout y étoit fort tranquille, grace à nos gardes nationales; que le peuple étoit end chanté de le voir sur le point d'être reuni à la france, que les aristocrates ont pris la fuite, que les armes de France ont été substituées à celles du Pape au ont été inlevées avec décence; & que les coupables ont été transférés dans les prisons pour y être juges. En partant d'Ayignon, nos gardes nationales ont été comblées de bénedictions?

Le prix de l'Abonnement de ce journal , qui paroit tous les jours eft de 3 llv. 10 fo's par par mois , on en vend à 3 fois à la feuille pour ceux qui n'ent pes soulcrit.



COURIER FRANÇAIS

Du Lundi 21 Juin 1790.

Assemblée nationale. de 20.

Suppression de la noblesse héréditaire, & des sitres de ducs ; marquis, comtes, &c. Réglement de police. Décret sur l'administration des posses,

A seance d'hier soir est l'image de celle du 4 août : même délire patriotique, même zele, même enthousiaime pour la chose publique, mêmes sacrifices de la part des généreux représentant de la nation française. Elle a été précédée de la lecture d'une foule d'adreifes, dans lesquelles plusieurs villes de France faisoient leur soumis ston pour l'achar d'une partie des biens nationaux. Puis, l'Affemblée nationale, instruite de la bonne harmonie qui régue entre la garde nationale & le bataillon de Roufsillon, & du respect que les membres de ce bataillon rémoignent à leurs chefs, a rendu un décret, dans lequel elle configne la fatisfaction que lui a donnée le récit qui a été fait de leurs vertus civiques. On a ensuire introduit les vainqueurs de la Bastille, auxquels, en vertu d'un décret rendu sauf rédaction, il doit être fourni un habit & un armement complet, sur lequel sera gravé le motif de certe gratification civique, avec une couronne murale. L'Assemblée leur a aussi donné le privilége d'être agrégés aux gardes nationalés du royaume. (1)

Des députés des gardes nationles de Chartres, puis ceux de celles de Tours se sont présentés iei à la barre.

⁽¹⁾ Nous rapporterons demain le décret en entier,

La plus haute antiquité. Le député de Péronne est cope dant convenu de l'inconvénient que présente cerre mulcitude de noms qui diffinguent les enfans d'un même pere, sesquels portant des noms de terre, ne peuvent plus être facitement reconnus. Un moraliste du dernier siécle, difoit-il, se plaignoit de ce que l'on ne reconnoissoir plus les hommes à leurs noms, ni les femmes à leurs vilages. M. Maury prétendoit néanmoins qu'en cela, comme en toute autre chôse, il faut consulter l'usage & la mature du gouvernement ; & il citoit sur cela cet écrivainvoyageur, qui difoit; « Voulez vous connoître le génie d'un peuple; jugez-le par les premieres questions qu'il fait fur un étranger. En Espagne, on demande, est-il grand de la premiere classe ? En Hollande, combien a t-il. de tonnes d'or? En Allemagne, est-il assez anciennement noble pour entrer dans lles chapitres ? En France, comment est-il à la cour! M. Maury conclusir à l'ajournement de la question, qui, étant constitutionnelle, ne pouvoit être jugée dans une séance du soir.

M. Lucas, qui fait tout ce |qu'on doit aux hommes de bien , demandoit qu'on exceptât M. Maury du décret, & qu'il lui fur permis, sà lui seulement, de porter les armoiries de sa famille. M. Montmorency renonçoit de arès-bon cour aux fiennes; &, s'il éprouvoit, disoitil, un regret dans cette occasion; c'est qu'il se fac présenté à l'infrant où le champ étoit moissonné. Enfin on a clos la discussion. M. Destourmel a proposé par amendement que le Roi continuât à porter les trois fleurs. de lys en champ d'azur, comme Roi des Français. Puis M. le Chapelier a fait lecture de son projet de décret. Le préambule portoit que la noblesse étoit une suite du zégime féodal : mais M. Maury a remarqué que la noblesse existoit avant les siefs. M. Bouchotte lui a répondu qu'avant l'an 850, on ne connoissoit en Europe que des offices non héréditaires, & que la noblesse n'est devenue transmissible que depuis cette époque, & par la foiblesse des princes de la seconde dynastie.

Ce projet de décret a paru être le dernier coup de foudre pour la noblesse. M. Landenberg, noble d'Alface de 2 à 300 quartiers, a annonée qu'il ne pouvoit plus retenir les accens de sa douleur, que son devoir l'obligeon à partir pour sa province, où il exhorterois ses commettans à la soumission; mais qu'il esoyoit hiem

que rien ne pourroit les empêcher de vivre & de mourir gentilshommes « Eh! s'est écrié M. Rewbell, son codéputé, dans les dernieres guerres d'Hanovre, il X avoit 40 mille soldats Alsaciens; & il ne se trouvoit au millieu d'eux que quarante à cinquautegentilshommes? Ensin. M. le Chappelier, au millieu du rumulte & dex protestations, est parvenu à se faire entendre, & il a lu le décret suivant, qui a été adopté.

" L'Assemblée nationale, considérant qu'à l'approche, du jour qui va reunir les citoyens de toutes les parties de l'empire français pour la consédération générale, il importe à la gloire de la nation de ne laisser sub- sister aucun monument qui rappelle des idées d'escla- vage affligeantes pour les provinces réunies au royaume, & qu'il est de la dignité d'un peuple libre de ne consa- crer que des actions qu'il ait lui même jugé & reconnu grandes & utiles; a décrété & décresser.

Art. I. » Tous les emblèmes de la sérvitude des escla» ves abattus & enchaînés, les inscriptions qui y sont
» analogues, & nottamment les quatre figures enchaînées
» qui environnent la statue de Louis XIV, à la place des
» Victoires, seront enlevées; & que le présent décres
» après avoir obtenu la sanction du Roi, sera envoyé
» à la municipalité de Paris, pour en suivre l'exécu» tion.

» IL La noblesse héréditaire est pour toujours abolie;

» & en conséquence, les titres de prince, de duc, de ,

» comte, marquis, vicomte, vidam, baron, chevalier,

» messire, écuyer, noble & tous autres titres semblables;

» ne seront pris par qui que ce soit, ni donnés à per
» sonne.

» Aucun citoyen ne pourra prendre que le vrai nome en de sa famille.

» Aucun citoyen Français ne pourra porter ni faires porter de livrée, ni avoir d'armoiries. Ne sont néanmoires compris dans les dispositions du présent décret, les étrangers, lesquels pourront conserver en Français leurs armoiries & leurs livrées.

» L'encens ne sera brûlé dans les temples que pour hom noren la divinité, & ne sera offert à qui que ce soit.

» Les titres de monseigneur & de messeigneurs ne serons donnés ni à aucun individu, ni à aucun corps, ainsi que

"Sans que, sous prétexte du présent décret, aucun "citoyen puisse se permettre d'attenter aux monumens "placés dans les temples, aux chartres, titres, ni aux "actes concernant les propriétés, ni à la décoration d'au-"cuns lieux publics ou privés, & sans que l'exécution des "dispositions relatives aux livrées & aux armes placées sur "les voitures, puissent être suivies ni exigées par qui que "ce soit, avant le 15 juillet, pour les étoyens vivant à "Paris, & avant trois mois, pour ceux qui abitent les "provinces ".

La séance de ce matin a presque entiérement été employée à la revision des articles de ce décret rendu hier soir. M. Bouche a d'abord demandé que ceux des villages on bourgs qui ont été forcés par leur seigneur à prendre fon nom, soient autorisés à prendre leur dénômination primitive, & cette motion a été accueillie. Ainsi, le village de Genlis, par exemple, en Picardie, que, depuis quelques années, on forçoit deporterlenomde Villequier, confervera son ancienne dénomination. Puis M. Chabroud à proposé de retrancher du procès verbal la demande faité par M. Levis de Bourgogne, de la démission, comme formée hier foir; lorfque la féance étoit levée: & certefuppression a été ordonnée. M. Levis, dont la généalogie tient à cellé de la Vierge, de Moise & d'Aaron, ne pouvoit supporter l'idée d'un décret qui le plaçoit sur la même signe que son cordonnier : & il s'etoit déterminé à demander sa démission. D'une autre part, M. d'Harambures, dont la moblesse remonte fort au-delà des sources de la Loire, vouloit faire des protestations au nom de ses commettans; mais l'Assemblée a décrété qu'on passeroit à l'ordre du Dur.

M. Dumetz a alors proposé 19 articles additionnels aus néglement de l'Assemblée. Les six suivans out été décrétés, & les autres ajournés à un temps plus opportun.

» Art. L'Le président users, avec autam de sermeté » que de sagesse, de toute l'étendue du pouvoir qui » lui est consié par le régement, & par les articles qui » suivent:

B. Aucun des membres de l'Affemblée ne se plag cera auprès du siège du président, du bureau des secréV. » Les gages attribués aux maitres des consiers des polites, feront supprimes de la dépense publique. Les » frais de comptabilité, les appointemens de l'intendant » des postes, le travail secret, les gages des maîtres des » postes, & la place & les appointemens de l'inspecteur se général des postes sont pareillement supprimés ».

NOUVELLES DÉS PROVINCES.

Lyon, 16 juin. La garde nationale de Charolle, passant à Beaume pour aller à la sédération de Dijon, reçut cer accueil du maire de Beaume: -- & Messieurs, rappes lez-vous que Louis XIV passant ici, & faisant l'éloge des vins que nous lui offrêmes, nous lui répondêmes que nous en avions bien de meilleur. -- Vous le gardez sans donce pour une meilleur occasion, repliqua le despote orgueilleurs. Le despote avoit raison; cette meilleur eccasion n'étois pas pour lui, elle est pour nos freres & nos égaux, pour les amis & les défenseurs de la liberté, pour vous, messieurs, » Austitét les dames verserent aux jeunes guerriers le mestar délicieux, & l'on sit de joyeuses libations au dieu de la patrie.

On a par-sour effacé à Dijon le nom de Condé, & l'on a gravé au coin de la rue qui portoit son nom, rue de la rédération; & sur le palais des Etats, maison de la nation.

	JUIN	V 1790.	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
DATES des jours d'intérêt.	Întérêts des Aflignats de 200 l.	Intérêts des Affignats de 300 l.	Int érêts des Affignats de 1000 l.
Lundi 21.	1 l. 2 f. od.	1 l. 13 f. o d.	5 liv. rof. od.

Le prix de l'Abanaement de ce journat, qui paroît tous les jours est de 3 liv. 10 fols par par mois, on en ven d à 3 fols feuille pour ceux qui mont pes souscrit. vieillard octogénaire, est au lit, où son file, autre magiftrat de la chambre, a cru devoir s'attacher, pour rendre à son pere les socours que la tendresse siliale dicte à l'homme de bien; que trois membres de cette chambre font en pays étrangers; que deux autres font clercs,& ne peuvent par conséquent juger en matiere criminelle ; & qu'il ne reste plus que sept juges, dont aucun n'est âgé, de 27 ans, & ne peut présider l'Assemblée. L'opinant concluoit à ce qu'il fût donné à ce département un tribunal supérieur, formé de la même maniere que celui: de Rennes; &, après quelques discussions, le décret a passé, sauf rèdaction, tel, à-peu-près qu'il le propoloir.

M. Chassey a ensuite fait lecture de deux articles additionnels sur les dîmes, & qui ont été décrétés dans

Res termes fuivans:

Art. I " Les bénéficiers, corps & communautés , étrangers, ainsi que les propriétaires laics des dîmes infeodées également étrangers, continueront de jouir, la présente année, comme par le passé, des biens & des dimes qu'ils possedent en France. En consequence, les assemblées administratives, de même que les municipalités, s'abstiendront, à l'égard desdits biens & di-, mes, de toute administration ou régie prescrite par les précédens décrets. L'Assemblée nationale déclare nulle & comme non avenue toute délibération prise par lesdites municipalités, & qui seroit contraire à la teneur, tant du présent décret que de ceux du 14 avril dernier & du 18 de ce mois.

II. " Quant aux dimes & biens possédés dans l'étranger , par des bénéficiers, corps ou communautés, & admi-" nistrés par eux-mêmes, ils continueront de les exploiter pendant la présente année, & à la charge d'en rendre " compte au directoire du district où se trouvera le ma-" noir ou chef-lieu de l'établissement : sinon, les mêmes ", directoires de district feront ladite exploitation, & en ", acquitteront la dépense. Seront tenus les dits bénéficiers. ", corps ou communautés françaises possédant des biens ,, ou des dîmes chez l'étranger, de faire leur déclaration , desdits biens, dîmes & droits; & le Roi sera supplié de prendre les mesures nécessaires pour la pleine & entiere ,, exécution du présent décret ,..

Un député de Comminges a succède à M. Chassey, dans

la tribune, & a observé que les habitans de la vallée d'Aran, séparés par une chaîne de montagnes, de l'Espagne à laquelle il appartiennent, sont prêts à périr de taim, si l'on n'ouvroit les barrieres qui s'opposent à la libre communication des 35 paroisses qui composent cette petite province, avec les habitans du Comminges. L'Assemblée a en consequence decrete « qu'il sera permis aux habitans » de la vallée d'Aran de continuer, comme par le passé, » de s'approvisionner de grains & d'autres denrées né- « cessaires à leur subsissance, dans le pays de Comminges; » & que l'importation & l'expostation seront libres de l'une » à l'autre de ces deux contrées; à la charge néanmoins » qu'il sera dressé un état des grains & danrées nécessaires » à l'approvisionnement du pays des Comminges ».

M. Vernier a ensuite sait autoriser l'hôpital de Bourges à emprunter 30 mille livres. Puis, M. Camus a relu les cinq articles suivans, qu'il avoit déja proposés samedi dernier, & & qui ont été adoptés sans réclamation.

Art. L. » L'Assemblée nationale a décrèté & décrete que » le premier ministre des sinances rémettra le 15 juillet » prochain, l'état des dépenses & de la recette du trésor » public, depuis le premier mai 1789, jusqu'au premier » mai 1790.

IL » Qu'il sera remis dans la huitaine, un état détaillé » de toutes les recettes & bordereaux, provenant tant » des recettes générales & particulieres, que de celle des

n fermes ».

III. » Qu'il en sera usé de même de mois en mois ; » jusqu'à ce que l'état des dépenses & des recettes ait été; » fixé, lorsqu'il sera fait une demande de sonds.

IV. " Il sera remis tous les mois au comité des finances. 2 l'état des dépenses auxquelles auront servi les sonds qui

» auront été versés dans le trésor public.

N. » Le comité des finances lera tenu de faire imprimer na tous les mois l'état des dépenses & des recettes. & de le praire distribuer à chaque membre de l'Assemblée.

M. Martineau a ouvert ici fon rapport, pour la dernière fois; & les articles suivans, qui terminent la conf-

titution du clergé futur, ont été décrétés.

Art. I. » Le traitement en argent des ministres de la » religion leur sera payé d'avance, de trois moisen trois, » mois, par le trésorier du district, à peine par lui d'y » être convaint par corps, sur une simple sommation

* & dans le cas où l'évêque, curé ou vicaire viendroit n a mourir ou à donner la démission avant la fin du quarin tier, il ne pourra être exerce contre lui, ni contre sis » héritiers, aucune répétition.

II. » Pendant la vacance des évêchés, cures, & de » tous offices ecclésiastiques, payés par la nation, les ruits du traitement qui y est attaché, seront verses

b dans la caisse du département, pour subvenir aux dén penses dont il va êire parle. · III. » Les curés qui à cause de leur grand âge ou de > leurs infirmités, ne pourroient plus vaquer à leurs foncn tions en donneront avis au directoire du département > qui, sur les instructions de la municipalité du lieu ou n du directoire du district, laissera à leur choix, s'il y 🕉 a lien, de prendre un vicaire de plus, qui sera payé par la nation, sur le même pied que les autres vical-* res, on de se retirer avec un traitement égal à celui » qui auroit été fourni au vicaire.

IV. » Pourront aussi les vicaires ages ou infirmes, en , faisant constater leur état, de la maniere ci-dessus déde terminée, se retirer avec la pension de la valeur du traitement dont ils jouissolent pourvu qu'il n'excede

pas la somme de 800 livres.

V., La fixation qui vient d'être faite du traitement des ministres de la religion, aura lieu à commencer du jour de la publication du présent décret, mais seule-5, ment pour ceux qui seront pourvus par la suite d'offi-, ces ecclestastiques, ainsi que pour tous les cures ti-. devant à portion congrue, & pour tous ceux qui , l'accepteroient volontairement. A l'égard des titulaires actuels, foit ceux dont les offices ou emplois sont sup-, primes, foit ceux dont les titres form confervés, leur

traitement sera fixé par un décret particulier. VI., Au moyen du traitement qui leur est assuré par la présente constitution, les évêques, les cures & leurs vicaires exerceront gratuitement leurs fonctions epifco-

pales & curiales.

VH. ,, La loi de la résidence sera religieusement obfervée; & tous ceux qui seront revêtus d'un office ou , emploi eccléfiastique, y seront soumis, sans aircune

exception ni distinction.

VIII.,, Aucun évêque ne pourra s'absenter chaque ,, année, pendant plus de quinze jours confécutifs hors m de son diocèse que dans le cas d'une véritable nécesn site, & avec la permission du directoire du départe-

» ment dans lequel son siège sera établi.

IX. » Ne pourront pareillement les cures & les vi-» caires s'absenter du lieu de leurs fonctions que pour » des raisons graves & avec l'agrément, tant de leur évêt

» que que du directoire de leur district. X. » Si un évêque, un curé ou un vicaire s'écar-» toient de la loi de la résidence, la municipalité du lieu » en donneroit avis au procureur général-tyndic du dé-» partement, qui l'avertiroit par une lettre missive de p rentrer dans son devoir; & après la seconde monition, » le poursuivroit pour le faire déclarer déchu de son trais

» tement pour tout le temps de son absence.

XI. n Ni les évêques, ni les curés, ni les vicaires ne » pourront accepter de charge, d'emploi ou de como » mission qui les obligeroient de s'éloigner de leur dio-» cèle ou de leur paroisse; & ceux qui en seroient actuel lement pourvus, seront tenus de faire leur option ; » dans le délai de trois mois, à compter de la notificanon qui leur sera faire du présent décret par le pro-» cureur-genéral-syndic de leur département, finon, & » après l'expiration de ce délai, leur office sera reputé » vacunt, & il leur fera donne un successeur en la forme » ci-dessas prescrite. Ne sont comprises dans la présente * disposition les fonctions publiques auxquelles ils pour-» roient être appeles comme citoyens actifs par le voeil " de leur concitoyens, à l'exception pourtant des foncn tions de maire & officiers municipaux & d'adminis " tration the departement & de diffricts, que l'Affemblee » déctare incompatibles avec celles d'évêques, de cures » & de vicaires, sans neanmoins que cette disposition » ait un effet retroactif ».

Les discussions auxquelles ces arricles ont donné lieu, n'ont pas ere affez importantes, pour que nous fixions sur elles les regards de nos lecteurs. M. Roulland a termine la séance par le récit affligeant de ce qui s'est passé à Nilmes le 13 de ce mois. Cette malheureuse ville, livrée à routes les horreurs d'un fanatifme que la cabale aristocratique des noirs y a fait germer , a été troublée des le 4, le jour même que le corps électoral s'est af-Semblé au palais pour y former les affemblées adminisgratives. Le 13, les dragons qu'on n'avoit pas voulu

associer au régiment de Guienne, pour la patrouille de la ville, furent insultés à cause des cocardes blanches & de la houpe rouge qu'ils affectoient de porter. Les mouvemens que cette attaque occasionna, & qui firent perif M. Boudon, firent arborer l'étendard rouge, & l'on publia la loi martiale. Le 14, les patriotes s'étant rassem= blés dans un fort, ils y furent assiégés; & la tour ayant été prise d'assaut, une centaine de personnes y périrent. Une autre partie des assaillans s'étant portée sur les capucins, où des milices du voilinage s'étoient réunies, plas fieurs personnes furent tuées, parmi lesquelles se lone trouvés des capucins. On est enfin parvenu à désarmes les aggresseurs, & l'on a eu la douleur d'apprendre que cette attaque étoit méditée; que la plupart des officiers assaillant avoient le double de munitions de celles qu'ils sont dans l'usage de porter; & qu'ils s'étoient ménagé des dépôts d'armes. Personne ne pouvoit douter que les officiers municipaux ne fussent à la tête de ces infame complot; austi deux d'entr'eux, les sienm Videl ; procureur de la commune, & Laurent, officier municipal, ont-ils été arrêies, & les autres ont pris la fuite-

M. Marguerites, fondé sur ce qu'il n'avoit pas reçu de nouvelles officielles de ses commettans, paroissoit vouloir révoquer en doute une partie de ces faits; mais il. appuyoit néanmoins la proposition de M. Roulland, qui demandoit qu'on priât le Roi de prolonger la durée des fonctions de ses commissaires, dont on n'avoir lieu que de se louer, ainsi que du régiment de Guienne, M. Barnave ne vouloit pas qu'on se bornat à cette disposition ; & il y ajoutoit une suspension des fonctions de la municipalité. M. Virieu ne croyoit pas qu'on pût en venir à; une telle extrémité, d'après des faits qui lui paroissoient douteux; & M. l'évêque de Nismes, qui n'est monté à la tribune que pour exprimer la profonde douleur dont il. étoit pénétré, vouloit qu'on renvoyat cette affaire au comité des rapports. M. de Menou faisoit à tous les noirs. une proposition qui n'a pas paru leur faire grand plaisir. c'est que, puisqu'ils parlent rant de patriorisme, de zele. & d'humanité, il est un moyen de taste valoir ces grands sentimens; c'est de rétracter la déclaration scandaleuse qu'ils ont souscrite, & qui est la cause de tous ces maux. M. Renault, ci-devant Montlausier, a voulu balbutier quelques phrales incohérentes, pour écarter une si tetrible apostotrophe; mais on s'est seulement apperçu qu'il faisoit beaucoup de mouvemens & de gesticulations dans la tribune, & que sa langue resusoit de le servir. Enfin, l'Assemblée s'est déterminée à prononcer le décret suivant sur la rédaction de M. Barnave.

"L'Assemblée nationale décrete que son président se, retirera sur le champ pardevers le R i, pour le prier de continuer les pouvoirs de ses commissaires préposés à l'établissement des assemblées administratives nans le département du Gar, & les charger expressément du maintien de la paix, & du bon ordre, decrete en conséquence que la disposition des troupes namées, & la faculté deréquerir les gardes nationales & les autres corps militaires, leur sera provisoirement consé, la mnnicipalité de Nîmes demeurant privée necte partie de ses sonctions n,

En terminant cette séance, nous devons placer ici, le décret rendu en faveurs des vainqueurs de la Bastille.

» L'Assemblée nationale, frappée d'une juste admi-» ration pour l'héroïque intrépidité des vainqueurs de la » Bastille, & voulant donner, au nom de la nation, un » témoignage public à ceux qui ont exposé & facrissé, » leur vie pour secouer le joug de l'esclavage, & rendre, » leur patrie libre;

» Decrete qu'il sera fourni au dépens du trésor public » à chacun des vainqueurs de la Bastille en état de por-» ter les armes, un habit & uu armement complet, suivant

l'uniforme de la nation; que fur le canon du fufil, ainfi
que fur la lame du fabre, il fera gravé l'écusson de la nation
avec la mention que ces armes ont été données par la na-

» tion à tel vainqueur de la Bassille, & que sur l'habit il « sera appliqué, soit sut le bras gauche, soit à côté du » revers gauche, une couronne murale; qu'il sera expé-» dié à chacun desdits vainqueurs de la Bassille un brevet

» honorable pour exprimer leur fervices & la reconnoissance de la nation, & que dans tous les actes qu'ils
passeront, il leur sera permis de prendre le titre de
vainqueurs de la Bastille.

 Les vaiqueurs de la Bastille en état de porter les marmes, féront tous partie des gardes nationales du moyaume; ils serviront dans la garde nationale de Paris; le rang qu'ils doivent y tenir sera réglé lors de l'organisame tion des gardes nationales. Un brevet honorable sera m également expédié aux vaiqueurs de la Bastille qui ne m font pas en état de porter les armes, aux veuves de aux m enfans de ceux qui sont décèdes, comme monument pum blic de la reconnoissance de l'hontieur du à tous m ceux qui omfait triompher la liberté sur le despotime, m Lors de la fète solemnelle de la consédération du m a juillet prochain, il sera désigne pour les vainquettrs m de la Bastille une place honorable où la France puisse m jouir du spectacle de la réunion des premiers conqué-

rans de la liberté.

"L'Assemblée nationale se réserve de prendre en con
sidération l'état de ceux des vaivqueurs de la Bassille

auxquels la nation doit des gratifications pécusiaires

elle les leux distribuera aussi-tôt qu'elle aura sixè les

regles d'après lesquelles ces gratifications doivent être

accordées à ceux qui out sait de géénteux sacrifices

pour la désense des droits & de la liberté de l'eure

concitoyens.

» Le tableau remis par les vainquers de la Bastille, s' contenant leur nom; & celui des commissaires chossis » parmi les représentans de la commune, qui out présidé si leurs opérations, & qui sont compris dans le présent décret avec les vainqueurs, serà déposé aux archives de s' ha nation, pour y conserver à perpénuité la mémoiré s' de leur nom, & pour servir de base à la distribution des récompenses honorables & des gratifications qui se leur sont affurées par le décret ».

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui parole sons les jours est de 3 liv. 10 fols par par mois, on en vend à 3 sols la feuille pour ceux qui n'ont pas souserit.

h des evocats pour-Melleurs. Ils le diviseront en deux » chambres, l'une connoîtra de toutes les matieres '» civiles, même de celles d'eaux & forêts à quelques » dommes qu'elles puillent monter; l'autre des manières 🛵 criminelles. Leftites chambres feront présidées par le , plus anciennement admis au ferment d'avocat, & le même ordre d'ancienneté réglera la prélèance entre » eux. Si parmi les officiers du parlement il s'en trouve » qui desirent conserver leurs fonctions, ils seront tenus » de le déclarer avant la composition du tribunal provi-» foire; auquel cas ils ne recevront pas l'honoraire qui » sera fixé ci-après, leurs gages leur en tenant lieu, & » il lera-pris d'autint moins de jurisconsultes dans dans ces prélidiaux.

» Le conseil supérieur provisoire ainsi formé, tiendra » ses séances tous les jours, même pendant ceux des sêtes de palais, & fans aucunes vacances; elle recevra les

'm Micencies en throit au serment d'avocat.

Les gens du Roi rempliront les fonctions ordinaires o du ministere puplic, tant à l'audience qu'à la chambre and du conseil, en cas d'absence ou d'empêchement, lesw dires fonctions seront remplies par les substituts au procureur-général du Roi.

"Les greffiers, huissiers, & tous autres officiers mimilteriels attaches au parlement de Bourgogne, contimuéront leurs fonctions auprès de ladite cour supe-

prieure provisoire

» Les ci devant juges composant le parlement de Bourm gogne, remettront au greffe, dans huit jours après l'enn trée en exercice de ladite cour, les procès & Pieces » qu'ils peuvent avoir; & faute par eux de le faire, ils seront poursuivis à cet effet à la requête du procun reur-général du Roi ou de l'un des substituts, & con-

flamnés aux dommages & intérêts des parties.

Les honoraires des juges apelés à composer la cour » supérieure provisoire, seront de 12 livres par jour, à ocompter, pour ceux des villes du ressort, autres que » Dijon, du jour de leur départ, & pour ceux de Dijon. » du jour de leur entrée en fonctions, autorise les rece-» veurs des départemens du ressort à payer chaque mois n lesdits honoraires, sur un mandat du président, signé m du procureur-général, ou de l'un de ses substituts. En consequence, lesdits juges ne percevront aucuns on droits m'épices, tous quelque dénomination que est foit; leurs substituts, gressiers de autres officiers mit misériels, n'étant point compris dans la finition des honoraires, continueront de recevoir les émoliments qui leur sont attribués par le titre de leurs offices; ou par les réglemens.

L'Affemblée nationale charge son président de porter ", le présent décret, dans le jour, à la sanction du Roi. " Le dernier article décrété hier, sur l'incomptabilité des fonctions ecclessattiques avec celle de maire & des membres des directoires de district & de département ; à été refondu de présenté ce matin, par MissMartineau, en trois articles; mais comme il n'a rien ésé changés dans la disposition du décret, il est inutile d'en charager cette feuille. Puis , sur la demande d'un député des Comminges, d'un congé de six semaines, on a agité la question de savoir si , l'Assemblée étant austindégarates qu'elle l'est depuis quelque temps, on ne devoit pas! suspendre le traitement de ceux qui quiment ainsi leurs poste. Plusieurs honorables membres ont fortement appuyé l'affimative; & M. Gerard de Brerague entr'autres observoit que les provinces n'entendent pas que j'u litones nous promener. L'Assemblée n'a pas fixé long-temps sono attention fur cette discussion, & elle a décrété seques ,, tous les membres qui se sont absentés, ou qui s'abon ,, senteront dans la suite, seront prives de leur-trairement pendant tout le temps de leur absence. ...

On a lu ensuite une adresse et ats du comtat Vérmissin à l'Assemblée nationale. Cette adresse fabriquée à Paris , & vraisemblablement dans le cul-de sac de se noirs, paroît contenir les fentimens les moins équivos ques d'admiration pour la diese auguste ; dont cette assemblée dit avoit adopté la plupart des décrets; mais elle ajoute que de puissans motifs l'attachent au S. Siège; a que la province lui a voué une obéssante inviolable de la province lui a voué une obéssante inviolable de la province lui a voué une obéssante inviolable de la province lui a voué une obéssante inviolable de la memes; que cependant, en demeurant sous sa décret pendance; elle se sarges sont les mêmes; qu'elle désirement se les usages sont les mêmes; qu'elle désirement se les usages sont les mêmes; qu'elle désirement se vouvoir porter aucune arteinte à la liberté des antres pouples, la laisse subsider dans son état actuel, se qu'elle sagement se leu ment les laisses problètives, qu'elle se la la liberté des antres pouples, la laisse subsider la la liberté des antres pouples, la laisse subsider aux grabibitives, qu'elle gant le la liberté des antres pouples, la laisse subsider les laires problètives, qu'elle gant le gant le la liberté des antres pouples, la laisse subsider problètiques qu'elles la la liberte de la liberte de la la liberte des antres pouples, la laisse subsider problètiques pour le la la liberte des antres pouples subsider de la liberte de la liberte de la liberte de la la liberte

ren ague nous. Un membre a propolé le renvoi de cet acte sacerdotal (*), au comité des domaie nes. Me Dufreisse du Chey ajoutoit qu'il falloit y joindre les leures adrellées d'Avignon à M. Bouche, & eui par les fentimens de reconnoillance qui y font exprimés , paroilleut annoncer une correspondance suivie, entrace te honorable membre & la municipalité d'Ayignon. Cet apoltrophe, de la nature de celles que se mermet souvent M. Dufreisse, n'a pas même fixé l'attention de l'Assemblée: & elle s'est contentée de décréter « que l'adresse des Etats du comtat Vénaissin seroit a, renvoyée aux comités des domaines & de constitution. » après avoir été communiquée au Roi, n M. Bouche vouloit de plus qu'an prît des intormations sur un traité conclu en 1774, entre la cour de France & celle de Rome, sur le comtat, & que toutes les pieces relatives Lette convention sussent jointes à l'adresse; mais onn'a rien statué sur cette réclamation, qui pourra d'ailleurs: avoir lon effet en lon temps. 🗩

M. Expilly a recteur de S. Martin de Morlaix, a alors pris la parole, pour faire son rapport, imprimé depuis long-remps, sur le rraitement du clergé actuel. Après un courr preliminaire sur le sonds de l'ouvrage, il a proposé à la discussion l'article suivant, qui pourra être.

diltribué en crois acticles....

des archevêques & évêques en fonctions, est fixé ainsi s' savoir; les archevêques & évêques en fonctions, est fixé ainsi s' savoir; les archevêques & évêques, dont tous les revenus eccléssatiques n'excedent pas 12,000 livres, n'és prouveront aucune réduction; ceux dont les revenus; excedent cette somme, auront 15,000 livres; plus la moitié de l'excedent, sans que le tour puisse aller au-delà de 30,000 livres. L'archevêque de Paris aura 75,000 livres. Les dits archevêques & évêques continue-ront à jouir, dans leur ville épiscopale, des bâtimens à leur néage, & des jardins y astenant. »

M. Cattellanne, qui a pris le premier la parole fur cet article, foutenoit, avec raifon, que l'équies, ne perm t-pas d'enleverainsi aux titulaires des bénéfices. La plus grande partie des revenus qu'ils possédoient a ca-

⁽⁴⁾ Le Lierge posséed dans le seul compas d'Avignes . Paris

mation a contracté avec eux. Il citoit; estrautres M. l'archevêque de Paris, ce prélat respectable, dont la foiblesse et le feul désaut, & qui, l'année dernière, a emprunté doc mille livres pour soulager les pauvres, de celui d'Auch, qui a exercé le même acte de générosité; il ajoutoit qu'en les privant de leurs revenus, on les met dans it impuissance de saissaire à leurs créanciers; & on les expose à mouris banqueroutiers. Il sinssissit par proposer, qu'en adoptant le minimum, vorte par le comité; tous les évêques jouissent de la moitié de leur revenu.

Cette motion, quoique plus équitable que celle ducomité, de nous paroît pas raisonnable; car, comme lescanons & les loix civiles ont assigné aux pauvres le tiers. du revenu des bénéfices, aux réparations le second tiers, Se le dernier tiers à la jouissance descitulaires, cette disposicion semble devoir être la tégle à suivre dans les supprelitions dont on s'occope, 🕭 , en abandonnant à chaque beneficier le tiers net de son revenu, on me fait que l'affujectir à une condition à laquelle lui-même s'est foumis. en prenant possession de son benefice. C'était à peu-près le vœu de M. Rœderer, qui a occupé la tribune après M. Castellane; & l'honorable membre a fort bien ob-Lerve', qu'en détruisant arbitrairement les dispositions d'une los sur laquelle on a dû compter, c'est mettre toutest les légiflatures à la merci de cellos qui les suivront ; qu'indépendamment de l'équité, qui ne permet pas qu'on altere notablement les jouissances des titulaires actuels ... de puissantes considérations obligent l'Assemblée à ménager leurs interêts; que tous ont fait de grands sacrifices! pour entrer dans l'état eccléssattique; qu'ils se sont voués: à des études longues; penibles, & qui ne leur feront plus d'aucune utilité ; qu'ils se sont séparés pour soujours d'une moitié de l'espece humaine, qui est peu faire leus bo nheur, & du plaisir de la vie demestique qui fait la félicité de tous les citoyens vertueux ; que les vieillarde ont des habitudes, der foiblesses mêmes qu'il faux respecter; qu'accontumés à vivte dans l'aifance, on , fillous vent, dans le luxe, ce feroit attentes à leurs jours, que de les priver d'une portion notable de leur revenu. Mes de Roderer concluoir à co quion ne touclist pas aux res. As unifes come dui put moitre que todo li fues qu'asser? . Une élégie longue & cres-touchance. Line par M. in

enderich de la refranciona à la ranger au milieu à champ de Mase; St le bonnet de la liberté, qu'ils de veront avec temport, fera le gage de la délivrance pa chaine de leurs melheureux concitoyens. Les triomphisours de Rome se plaisoient à trainer les peuples wince liés à leurs chars : de vous, messeurs, par le plus le notable des contraftes, vous verrez dans votre cortégi ales houbmes libret dont la partie est dans les fers, don in partie sera libre un jour par l'influence de votre courage inébranlable & de vos loiz philosophiques, Nos vœm ac nos hommages feront des liens qui pous attacherent à ros charas de triomphe.

s Jamais ambassaile ne sur plus sacrée ; nos lectres de eréance no font pas tracées fur le parchemia, mais poin enission est gravée en chiffres itéglaçables dans le cœur de enus les hommes ; & , graces aux auteurs de la déclancion des desirs, con chiffres ne seront plus intelligible

and tyrans,

.... •y:! • " w Vous avez zeconna authentiquement - mellieun, mue la souveraineté réside dans le neunle; or le peuple iest par-tout sous le joug de dichateurs qui se disent set verains, en dépit de vos principes. On psyron la diffe ture, mais la souveraineré est inviolable, & les amba-Ladeurs des tyrans ne pourroient honorer votre sête ateguite, comme la plupart d'entre nous, dont la milion ell avouée tacitement par ant compatriotes par deslow . warzina opprimés... 1 3330 3003

'a Quelle leçon pour les despotes ! quelle confoinion pour les peuples infortunés, quand nous leur apprendross que la premiere ination de l'Europe, en raisemblant les Mannieres , nome donné le fignal du bophe gride le Prince

est des deuxemendes!

Nebs amendrons, mellicurs, dans un respectueur illencesule réfuler de vos délibérations fur la méricion que sous dift of enthousaine de la liberté naive fallen-

. Le pris de l'Abonnement de ce journel, qui parest tous les jours eft de 3 liv. so lois par par mois, on en vend à la fruille pour ceux qui n'ont pis lauferts.

"Vos commissaires ont trouvé une résignation parfaite dans les sections destinées à ne plus exister ni sous seur nom, ni dans la même réunion de citoyens. Cette premiere organisation leur étoit cependant bien chere, & par des scelles, & par des services rendus à la partie, & par des raisons de fraternité & d'amitié.

" Tout a été sacrisse, non sans efforts & sans regrets, mais avec courage, & pour céder à la necessité des circonstances. Les districts si utiles depuis la révolution, minissent comme ils ont commence; ils s'empressent d'obéir à la loi. Ce respect pour vos décrets que nous retrouvons à Paris, & dans tous les instans, & dans tous les cœurs, est un sentiment de piété filiale & de

p'reconnoissance pour les peres de la patrie.

"Nous avons dû, MM, vous rendre compte de ces dispositions généreuses & patriotiques. Nous pouvons assurer que la ville de Paris qui a porté tout le poids de la révolution, a sousser s'ans se plaindre, qu'elle a soujours été dirigée par l'intérêt public, qu'elle a multiplié ses sacrifices & n'a désiré que le bien général; qu'avec tous les moyens de grandeur & de sorce qui lui appartiennent, elle a donné la première, & donne tous les jourss'exemple de l'obéissance la plus prompte & la plus entière à vos décrets: elle a mérité de vous & de la postérité un double éloge, pour avoir déterminé la révolution par sa puissance, & pour l'avoir as, surée par sa soumission ...

Voici le décret qui a été rendu.

"L'Assemblée nationale, conformément à l'art. VI ", du titre I du réglement général pour la municipalité ", de Paris, décrete la division de cette ville en 48 sections, telle qu'elle est tracée dans le plan & le procès-", verbal joint au présent décret; elle ordonne de dé-", poser aux archives de l'Assemblée & au greffe de l'hôtel-de-ville un exemplaire de ce plan & de ce procès-", verbal signé des commissaires adjoints au comité de ", constitution.

" Le Roi sera supplié de donner les ordres nécessaires , pour que les opérations préalables aux élections soient , terminées au plus tard le 4 juillet, & que les élec-, tions commencent le lendemain "

Le traitement de nos évêques a été le seul objet de discussion intéressante qui ait occupé la séance de ce man

d'ailleurs qu'il y met tout le zele d'un exellent titeyen, on l'a entendu lans murmure, & il a obtenu ainst successivement 40,000 liv. pour Angers; 800 livres pour le bourg d'Arlay, département du Mont-Jura; 3,000 le pour Scey-sur-Saône; 1,200 liv. pour Fugault; 10,000 l. pour les sables d'Olonne; 296 liv. d'aditionnel au gôles pour Briare; 4,000 slorins pour Silhouens, district de l'îsle; 12,000 liv. pour Saint Flour; 2,000 liv. pour Baron, district de Senlis; 2,000 liv. pour Murar; & divers droits sur le cidre, le vain & l'eau-de, vie pour Cherbourg.

M. Explily est ensuite monté dans la tribune, pour dire un mot en faveur du plan du comité ecclésiastique sur le traitement de nos prêtres; & il a observé que les dettes du clergé ayant été le principal moyen dont ou s'est servi hier pour le combattre, le comité avoit cru devoir digérer un article additionnel, dont l'objet étoit de soustraire à la faisse une partie du traitement de nos ecelésiastiques. Cet expédient, contraire à la justice & à la saine morale, n'a pas été fort savorablement acqueilli, & l'orateur est descendu de la tribune, sans avoir pu lire son article. La discussion s'est ensuite partagée entre le projet du comité & celui proposé hier par M. Thouret. Nous avons donné hier le premier, & le second doit trau-yer ici sa place, asin qu'on puisse entendre la discussion.

Voici le projet de M. Thouret.

Chaque évêque aura 1 5.000 livres pour taux commun. La moitié de ce qu'il a au-dessus de 15,000 livres, jusqu'à ce qu'il ait atteient un traitemeut de 30,000 liv. ce ani suppose 45,000 liv. de revenu actuel. Le tiers de ca au'il a au-dessus de 45,000 livres, jusqu'à ce qu'il aix 45,000 livres de traitement, ce qui suppose un revenu de 90,000 l. Le quart de ce qu'il a au-dessus de 90,000 liv. jusqu'à ce qu'il ait un traitement de 60,000 livres, se qui suppose 150,000 livres de revenu. Le cinquieme de ce qu'il possede au-dessus de 150,000 liv. jusqu'à ce qu'il ait atteint un traitement de 75,000 livres, ce qui suppose un revenu de 225,000 liv. Le sixieme de ce qu'il post de au-dessus de 225,000 livres jusqu'à ce qu'il ain ateine un traitement de 90,000 livres, ce qui supposse pin revenu de 315,000 liv. Le septieme de ce qu'il pos-Lade au-dessus de 315,000 liv. josqu'à ce qu'il ausigno

vent aucune réduction. M. Peythion appuyoit la même opinion d'une autre considération; c'est qu'il n'étoit point question de s'emparer des revenus eccléfiastiques, mais d'opérer une meilleure distribution, que le clergé lui-même ent du faire. Ce n'étoit point là l'avis de M. Cazalès, qui soutenoit de toutes ses sorces le projet de M. Thourer, en y ajoutant la proposition faite par M. de Boufflers, de laisser à chaque ritulaire les biens de son bénéfice à titre de fermier. Ce même projet de M. Thouret a été austi vivement defendu par M. le Chapellier, qui y proposoit seulement pour amendement, d'une part qu'on s'arrêtat à la cinquieme division; & que, de l'autre, on déclarat infaisissable le revenu des évêques, jusqu'à la concurrence de 12,000 liv.; & celuis des autres pretres, jusqu'à celle de 1,000 liv.

pouvoir l'être. Sa pureté la souriendra, la propageta

micux que les loix & les glaives. La patrie, notre mere commune, vous tend austi les bras, vous presse de satisfaire à ses vœux. Econtez la voix : rendèl·lui un eitoyen intact; & que cette glorieuse régénération foit l'heureux présagé du repentir de ceux qui vous ont féduit. M. Gros, ce digne curé, vient de se rétracter ; & son délaveu fait tout à la fois l'éloge de fon esprir & de son cœur. A cette tétractation tant désirée est attachée votre propre bonheur. Oui, monseur. le bonheur du Français ne peur plus confifer que dans la soumission la plus obsolue à tous les décrets de cette auguste Assemblée qui acquiert chaque jour tant de droits à notre admiration & à notre gratifiede., Jouissez dosc pleinement de cette félicité; & que nous apprenions bientôt de vous que la premiere vertu de ceux qui prefcrivent des loix, est de savoir leur obéir. En termiment cette lettre, nous ne pouvons rélifier au défir de vous retracer une establication bien faite pour vous toucher. Nous vous l'avons dit ale sentiment de notre bonkeur le rrouve altéré, lorsque nos regards se reportent sur l'aste. trop public qui constate l'erreur qui vous a décu. Sostffiriez-vous, monfieus, que la félicité de mes concitoyess éprouvât plus long-temps certe arteinte? Que votre géné. rolité égale votre influence ; efficez cette lignature qui cause notre seule affliction; & que votre exemple apprenne une seconde sois que le recour au parricussame est. plus glorieux pear-être que la persevérance. Nous na cesserons alors d'erre avec respect & réconnoissance e vos très-liumbles, &c. les citoyens de la ville de Douni. régulierement affemblés à ce sujet.

Le prix de l'Abonnement de ce journat, qui paroft tous les Jours est de 3 liv. 10 10's par par mois, en en vend h, 3 solo la senille pouriceux qui n'ont pis spussifi.



COURIER FRANÇAIS

Du Vendredi 25 Juin 1790.

Assemblée nationale. du 24.

Décret sur le traitement des évêques, des curés & des bêt nésiciers simples. Nouvelle capture d'un aristocrate. Nouvelles.

ENDANT le cours de la séance d'hier, M. le président sit pare à l'Assemblée d'une lettre que le régiment de Tourraine écrivoit à la diete augusté, pour la prier de lui rendre une prompte justice de l'attentat commis contre lui par M. Riquetti le jeune, son colonel. Certe lettre étoit accompagnée du procès-verbal dressé à l'éapoque du départ de M. Riquetti, & qui constatoit l'enlévement des drapeaux du régiment. Ces deux pièces ont été renvoyées au comité déja chargé de rendre compte de cette affaire.

Trois décrets ant été rendus dans celle de ce matin à faus rédaction. Le premier concerne la formation de la milice nationale de St Jean d'Angely; le second a pour objet un décret assez inconstitutionnellement rendu par l'administration du département d'Eure & Loire; & dans lequel elle s'arrogeoit, sans s'en appercevoir, une paratie du pouvoir législatif; & le despier règle d'une manière proportionnelle, la distribution des 32 deniers d'augamentation, décrètés pour les troupes de terre & de mers De ces trois décrets, que nous rapporterons en entier; dosque la rédaction en auta été lue à l'Assemblée nation nale, les deux premiers ont été rendus sur le rapport de M. le Chapellier, & le troisieme sur celui de M. Emmery.

M. Expilly a lu ensuite le second article du projet du comité, qui avoit pour objet la retraite de ceux des évêques dont les siéges se trouverant supprimés, ou qui jugeront à propos de le retirer. Le comité affignoit aux hs & aux autres les deux tiers de leur revenu. M. d'Elley prétendoit que l'évêque qui abandonnoit son poste, ne devoit pas avoit le même traitement que celui auquel la loi l'enlevoit; & il réduisoit les premiers à un traitemant de 3000 liv. M. Ricard ajoutoir que, si des 83 évêques que l'Assemblée a cru devoir conserver, 60 se coalisent pour se demettre, & jetter le trouble dans la société, leur retraite coûtera des sommes considérables l'état ; qu'il est de la prudence d'éviter cette surcharge; & qu'il seroit d'avis de réduire les honoraires de ces fugitifs à 12000 livres. M. Bouche son compatriore, étoit fort éloigné de les traiter d'une manière aussi avantageule; & il ne vouloit pas même qu'on leur donnât une obole.

M. Loys, chargé de stipuler les intérêts des prêtres, quand ceux-ci ne veulent pas parler, observoit qu'une coalition entre les évêques, semblable à celle que l'on. appréhende; est une chimere; que la constitution est à L'abri de tout complot; & qu'aucune confidération ne. doit empêcher l'Assemblée de bien traiter les évêques qui jugeront à propos de quitter les fonctions de l'épil. Copat. M. le Berton l'aîné, ci-devant Crillon, pensoit que, s'il étoit des prélats affez ennemis du bien public. pour se coaliser ainsi, dans l'intention de jetter la nation dans l'embarras, il falloit hâter leur retraite, afin qu'ils fulent place aux prélats choisis par le peuple, & plus dignes d'occuper les fonctions éminentes de l'épiscopat. M. Ramel Nogaret observoit qu'il n'y avoit que cinq Evêques qui eussent donné leur démission; que ce nombre n'étoit pas assez grand pour altérer les finances de l'Etat; & qu'il étoit d'avis de les traiter de la même maniere que ceux dont les sièges sont supprimés Enfin M. le Chapellier, sans avoir médité la question, a proposé un amendement que, de bonne-soi, il n'entendoit pas, & qu'ensuire il a demandé qu'il sût renvoyé au comité. Quoique son idée ne sût pas fort nette, & qu'il eût été fort embarrassé de la développer, on s'appercevoit seulement que son intention étoit de partager les revenus de l'évêque entre le titulaire en titre & le titulaire prédécesseur. Le premier auroit eu le montant de

revenu assigné aux sururs évêques, & celui-ci auroit confervé l'excédent. Malheureusement M. le Chapellier ne disoit pas ce qui seroit resté au titulaire sortant, si son revenu ne sût pas monté au delà de la somme décrétée

pour son fiege.

Quoi qu'il en soir, tous les amendemens ont été écartés par la question préalable, à l'excéption de celui de M. le Chapellier, lequel a été renvoyé au comité. L'atticle a été ensuire divisé en deux parties, dont celle qui éoncerne les évêques qui donneront leur démission a été ajournée, & l'autre décrétée en ces termes:

» Tous les évêques qui, par la suppression effective de leurs sièges, resteront sans sonctions, auront pour pension de retraite les deux siers du traitement ci-dessus.

M. Emmery a ensuite proposé l'article additionnel suivant: » Les évêques in partibus conserveront le traitement » dont ils jouissent actuellement; pourvu qu'il n'excede

» pas, 12,000 liv. »

M. Camus a observé avec raison que les évêques in partibus ne touchent rien comme évêques, & qu'ils ne doive nt point être compris dans le décret qui concerne les prélats du Royaume; que, s'ils sont abbés commandataires ou pensionnés, ils suivront le sort de ceux qu'i font compris dans ces deux classes; mais qu'ils ne doivent point figurer dans l'état du traitement des évêques. M. de Barmont, qui avoit un fi beau discours à nous débiter hier. pour nous intéresser en faveur des évêques de France, s'est encore efforcé aujourd'hui de faire quelques efforts pour les prélats in partibus. Il s'est beaucoup étendu sur les rravaux & les vertus des évêques de Trabaca & de Babylonne; & il a demandé que le minimum de leur traites ment fut fixe à 12000 liv., & le maximum à 20000 liv. M. Cocheler, qui n'est pas orateur, mais qui a d'excellentes intentions, s'est borné à faire l'éloge du coadjuteur de fon évêque, & a proposé de fixer le minimum des évêques in partibus à 6,000 liv. Toutes ces discussions n'ont pas produit de grands résultats. Persuadee que ce m'étoit pas là la place des évêques in partibus, l'Assemblée a décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur l'arsiele du comisé, & elle a passé à celui qui avoit pour objet le traitement des curés.

Le comité portoit le minimum des curés qui se retireroient à 1200 livres : & le maximum à 12000 livres. M. Jallet, qui a pris le premier la parole sur cet article, me s'est point efforcé de le combattre. Il s'est contenté de rappeller le parriotisme des curés, qui, le 24 juin dernier, vinrent se reunir aux communes; & il a observé que ces mêmes curés, toujours animés des mêmes sentimens, recevront avec reconnoissance tout ce qu'il plaira à l'Assemblée de faire pour eux; qu'ils ont souffert des persécutions dans quelques provinces où on les a écartés des assemblées primaires, mais qu'enfin on est revenu sur leur compte; & qu'il devoit citer à le louange d'un non catholique, vraiment patriote, la conduite qu'il avoit tenue pour ramener en triomphe son curé, que les paroissiens avoient chasse de l'assemblée. M. Jallet s'est borné à proposer pour amendement à l'article, que les curés, comme les évêques, jouissent de leur presbytere & du jardin. L'Assemblée a, d'une voix unanime, décrété l'amendement, puis ordonné l'impression du discours de M. Jallet. Ensuite, sur l'observation de M. Camus sur l'époque à liquelle commencera la retraite des curés, que le comité fixoit au premier janvier 1791, les III, IV, V & VI articles du comité ont été ajournés, & celui que l'on discutoir, décrété en ces termes :

» Tous les curés actuels auront la liberté d'opter le p traitement qui est fixé par le décret genéral sur l'orgap nisation du clergé. Et s'ils ne vouloient pas s'en conp tenter, il leur sera fourni un traitement, 1°. 1200 l.; » 2°. de la moitié de l'excédent de seurs revenus ecclésisp tiques actuels, pourvu que le tout ne s'éleve pas à p plus de 6000 livres, sans y comprendre la maison &

» le jardin ».

On a passe ensuite à l'article VII qui portoit le minimum des bénésiciers simples à 1000 livres, & le maximum à 6000 livres. M. Delley vouloit que ce revenu augmentât à raison de l'âge du titulaire, depuis l'âge de 45 ans. C'étoit aussi l'avis de M. de Sérent, qui portoit le maximum à 10000 livres, en saveur des septuagénaires. Un membre réclamoit une exception en saveux des situlaires étrangers, qui, selon lui devoient jouir de route la plénisude de leurs revenus. M. le Berton l'aîné vouloit qu'on portât le maximum à 12000 livres; & M. Fouçault votoit pour que ceux des bénésiciers qui ont resulé des évêchés, sussent traités comme les évêques. Biens

Mouvelle constitution: je voudrois que cette cérémonie imposante s'effectuat dans la plus vaste des plaines qui se trouvent autour de Paris, qu'au milieu on élevat un grand amphishéatre sur lequel il y aurois un trône superhe qui demeurerois vuide; ce trône représenterois la nation, de laquelle dérivent rous les pouvoirs.

A côté, mais bien bas, seroient deux tabourers pour les deux premiers délégués de la nation, le pouvoir ségissatif & le pouvoir exécutif; ils seroient occupés par le Roi & le président de l'Assemblée nationale.

n Ce spectacle rappelleroit à rous cette grande vérité, qui sur oubliée trop long-temps, que le peuple est la soprce essentielle de toures les autorités, & qu'il répugne à la raison, comme à la nature, qu'un être quelconque exerce sur des millions d'hommes des droits qu'ils ne lui auroient pas consiés. Cette idée est surabondante en justesse en équité, & cependant elle a été méconsue en France pendant les siecles, & l'est encore dans plusieurs contrées de l'Europe.

Quoi qu'il en soit, quelle sête brillante se prépare! quelle association imposante & solemnelle! combien tous les liens d'amour & de concorde qui doivent réunir tous les Français, vont se trouver resserrés! combien vont paroître petits, aux regards du patriosisme & de la liberté, ces hommes servilement égoistes, qui ont fait tant d'efforts pour perpétuer l'ancien régime

& avec lui le déspotisme & tous les abus.

The state of the s

n Là toutes les troupes citoyennes & de ligne, confédérées sous les yeux de l'être suprême; d'après l'autorité de la loi, en présence des legislateurs mêmes, & da bon prince qui gouverne cet empire, viendront saire le serment auguste de mourir libres & sideles à la constitution... Quelle belle époque que celle-là... Une nation ensière rendue à la liberté & jurant de la maintenir.... Jene crois pas que les siecles passés, ni même les jours les plus célebses de la Grece & de Rome aient jamais offett un spectacle aussi brillant n.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Montargis, 17 juin. Tous les prêtres, quoi qu'on en dise, no sont pas aristocrates; & il en est encere beaucoup qui, plus jaloux de la prospérité de l'Etat, que de leus intérêt personnel, sont tout entiers à la révolution. Les môtres sont particulièrement de cette classe, comme vous

le courage guerrier, l'apasage de mos ciroyens: armés 🚓 prier, convaincre & persuader, sont les seuls moyens légitimes que nous puissions mettre en usage : ce sont les feuts que vous devriez employer, ministres d'un Dien de paix & de douceur, qui aveugles par l'inserêr od le favatifine, prêchez la révolte & l'infubordioation, dans une chaire où vous ne devriez annoscer

que la loumidion & l'obcistance. Ce sont les seuls que vous emploiriez, si vous parliez le langage de la religion, & si vous défendiez la cause de Dieu; mais c'est votre propre cause que vons défendez; c'est le langage des passions humaines que vous parlez; & sous le manteau du ministre de l'évangile, on découvre l'homme corrompu & dominé par le delir des richelfess Puille, nos très-chers-freres, puille - norre exemple vous entraîner! Puisse le flambeau de la religion vous éclairer & vous dévoiler toute la lagelle des. décrets qui assurent votre bonheur avec celui de tous les Français, duquel il ne sauroit être séparé. Lasdonnez, Nolleigneurs, si, en faisant des vœux pour nos freres égarés, & en les invitante à partager notre bonheur', nous vous faisons perdre des momens précieux, que vous emploiflez à faire celui de tant d'autres. Pardennez encore, fi, avant de finir, nous follicitons auprès de vous un décret qui nous affure que, reutrés dans le monde, nous pourrons, sur l'exhibition d'un limple certificat de vie & de mears de la municipalité: de notre domicile, & nonobiliant l'appolition des évéques & des curés, célébrer le faint facsifice, function effentiellement attachée au caractère facerdoral dont nous sommes revêres. C'eff le defir de conferrer masse honntur lans trche & fans reproche au milieu des nos tonchovens, & au soin de nos familles, qui nous inspire cette démarche ; car maigre les humiliations & la ferrirade du clostre, nos ames conservent encore affez d'energie pour connoître tour le prix d'un fentiment fiches Mtous les Français.

Le prix de l'Ahonnament de ce journal , qui parpit tous les jours elt de 3 liu. 10 fols par par mois, on en vend à 3 fols la feuille pour ceux qui n'ont pes louscrit.

* établis, se fera provisoirement comme ci-devant, jus-

» qu'à l'organisation de l'ordre judiciaire »

Ce décret, rendu sans réclamation, a été suivi d'an marée, qui, sur la proposition de M. la Rochesoucaule, a eté prononcé en ces termes, & à l'unanimité.

" L'Assemblée nationale, sur le compte qui lui a été rendu par son comité chargé de l'aliénation des biens nationaux, des adresses de la municipalité provisoire, 8 des députes des 60 sections de Paris, décrete qu'elle

n rend justice aux sentimens patriotiques exprimés dans les les dites adresses; autorise son comité à continuer à trai-, ter avec les commissaires nommes par les 60 sections

pour la vente désdits biens nationaux dont ils ont donné ou donneront la désignation, & pour toutes les opérations relatives à cette vente, & ce jusqu'au moment poù la nouvelle municipalité sera sormée; se reserve

"I'Affemblée nationale de statuer incessamment sur les formes à observer dans la revente de ceux de ces domaines qui auront été acquis par la municipalité de

Paris, au nom de ses commissaires,,

M. la Rochefoucault a ensuite proposé un autre projet de décret, dont l'objet est de mentre en vente tous les biens dont la nation s'est mile en possession. M. Maury, qui ne craint rien tant qu'un tel événement, & qui espère toujours recouvrer les 800 fermes, est monté alors dans da trinune, pour nous dévoiler ce qu'il appeloit le secret de M. l'évêque d'Autun, & celui des agioreurs, qui, felon Aui, provoquoient cette vente. Le député de Péronne a d'abord observé que les agioteurs ne gagnent rien sur la place, lorsque les effers publics sont au pair, & que leur bénéfice n'est évident que lorsqu'ils baissent ou qu'ils -haussent; que, depuis un mois tous les agioteurs de Paris -sont à l'aumône; que pour les tirer de cet état fâcheux d'engourdissement, il étoit nécessaire de changer l'équi-Mibre qui regne sur la place; & que le vrai moyen de faire baisser les essets à dix pour cent, c'étoir de mettre quoe très-grande quantité de biens en vente; mais qu'avant sout il falloit constater l'état de nos dettes que des membres du comité de liquidation lui ont dit monter à sept milliards....

Ici, mille & mille voix se sont élevées contre M: Maury.

Toute la salle étoit indignée de voir un représentant de la mation avancer un fait notoirement saux, pour décrédirer

elreses vingeres nous coûteat environ 100 millions de rente, & forment un capital d'un milliard; que norre dette non constituée, y compris les offices, les effers sufficendus, les fonds à rembourser en sinances & même les assignats, montent à environ 2 milliards 200 millions; & que l'arrièré des départemens n'excede pas 150 millions. Ajass, notre dette ne s'éleve pas au-delà de 4 millirds 5 à 600 millons. M. la Rochesoucault a alors relu son projet, dont l'article suivant a été décrété ?

n L'Assemblée nationale, considérant que l'aliénation des domaines nationaux est le meilleur moyen d'éteinmet dre une grande partie de la dette publique, d'animer a l'agriculture & l'industrie, & de procurer l'accroisse ment de la masse générale des sichesses, par la division de ces biens en propriétés particulières toujours mieux administrées, & par les facilités qu'elle donne à beaume coup de citoyens de devenir propriétaires, a décrété & décrete ce qui suit :

Ari. L & Tous les domaines nationaux, dont la jouis-» sance n'aura pas été réservée au Roi, pourront, à l'ex-» ception des forêts, être aliénés en verm du présent

n décret & conformément à ses dispositions ».

M. Voidel, membre du comité des recherches, est alors monté dans la tribune, pour rendre compte des motifs qui ont occasionné la détention de M. de Lautrec à Toulouse. Il paroît d'après son rapport, que le 17 de ce 🖰 mois, le procureur du Roi de la ville, informé par larameur publique, que, quelques étrangers qui, depuis quelques temps, se renoient à Toulouse ou aux environs, faisoient sourdement des efforts pour provoquer une in4 furrection; qu'ils faisoient tout ce qui étoit en eux pour captor la bienveiliance des Eégionnaires, & pour les féduis · re, dans l'intention de mettr un obstacle invincible à la confédération qui doinavoir lieu le 14 juilles, rendis plainte dévant la municipalité, en possession de juger les affaires criminelles, comme ayant remplacé les capitonis. In mome jour up deux temoins, les Leuts Guittard & Cles ment, furent entendàs ot déposerent que, s'étant trans. portés au château de Laguac, appartenant à Mr Ducrey. ils y rrovetent M. de Lautrec qui les arcueillis fort geacieulement, & qui leur parla en fort mauvais termes. de la confédération, qu'il disois devoir être entreuse pour le peuple deja ruiné par la suppression du ciergé & des priviléges de le sobjeté ; qu'il sigues que la came mandant de la garde nationale est un drôle; que, si on Wouloit le nommer, lui de Lautrec, il accepteroit ce poste avec plaifir; qu'il formeroit par là une rroupe de 800 home anes à l'aide desquels it souroit bien empêcher la consédération; & qu'enfin il leur montra un rouleau de louis qu'il Leur offrit, & qu'ils resuserent. Uniépicier , proisseme témoin, fut austienteadu sur quelques propos tenus dans La bourique par M. Lautrec, & tontes ces informations ayant paru graves, la milice nationale se transporta, le 18, au château de Lognac, & y fur chercher l'accusé qu'elle granféra à l'hôrel commus de Touloule. La muniripalité a lancé son décret de prise de corps conste lui s. mais, influire de sa qualité de membre de l'Assembles nationale, elle a cru devoir suspendre la procedure, ot a rendu compre de la conduite à la diere auguste, en lui demandant les ordress

Le decret, dont le comité des recherches couzonnois son rapport, avoir pour but de faire continuer la procédure par la municipalité de Toulouse, M. d'Ambly s'est fortement opposé à cette proposition, « le ne croyois pas, a-r-il dit, avec sette franchise & cette loyauté qui font le cerastere du militaire français, je ne croyois pas Etre jamais obligé de justifier mon ami avec lequel j'ai Jervi pendant 50 ans, ce brave militaire, qui est plein de loyauté, & qui a 15 blessures sur le corps. Par qui est-il accusé de par des hommes qui ont été le chercher à la campagne. On l'accuse de leur avoir offert de l'argent; en a-t-il d'abord. I Un vieux militaire n'est pas capable d'une telle balloffe. Ils lui font tenir une conversation longue. Vous connoistez Lautrec; il n'est poursant per long dans fer discours. Si un courier extraordinaire noncit vous dire que Lautrec est à la tête de 12 à 1500:gentilshommes, à la bonne heure : mais des menges fourdes! Lautgecien oft in capable. Souvenez vous quo Leutrec parrit & prit congé de vous ; il vous dit : ne craignez rien de moi : je dirai même du bien du côté gauche. haurec en infirme : il ne peut marcher ; ila besoin des eaux; je vous demande cette grace; ne me la refutez; pas : aqu'il sille aux maux ; & je me confline prison. DAFF., D.

ille son desfentibilité auec legant M. d'Ambin apres moncé ces phrafes découfues en fayeur de fon ami, ont

Digitized by Google

Digitized by Google

ai employe an fervice de dirangere, fans un acte du corps legi par le Roi.

IV., Il ne peut être envoye fur les vaisse aux, si transporte dans les colonies aucun corps ni détachement de troupes étrangères, li ces troupes n'ont été admiles au service de la nation, par un décret du corps légiflatif sanctionné par le Roi.

V., Les tommes nécessaires à l'entretien de l'armée navale, des norts & arlenaux, & autres dépenses civiles ou militaires du département de la marine, se-

ront fixées annuellement par les légiflatures.

VI. " Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois civils & militaires de la marine; & les légis latures ni le pouvoir exécutif ne pourront directement ni indirectement porter aucune atteinte à ce droit.

VII. ,. Il n'y aura d'autre distinction entre les officiers civils & militaires de la marine que celle des grades; & rous seront susceptibles d'avancement, suivant les

règles qui seront déterminées.

VIII., Toute personne attachée au service civil ou " militaire de la marine, confervera son domicile, no-, nobstant les absences nécessaires par son service. & peut exercer les fonctions de citoyens actifs, s'ils ont d'ailleurs les conditions exigées par les décrets de l'Affemblée nationale.

IX., Tout militaire, ou homme de mer, qui, avant l'age de 18 ans aura servi sans reproche pendant 73 mois, & qui après l'âge de 18 ans, aura fervi (ans re-,, proche, dans l'un des grands ports, pendant l'espace ,, de 16 ans, jouira de la plénitude des droits de citoyen , actif, & fera dispense de la condition relative à la pro-" priété & à la contribution.

V. , Chaque année, le 14 juillet, il sera prête indivi-,, duellement, dans les grands ports, par toutes les per-", sonnes attach es au service civil ou militaire de la marine, en présence des officieles municipaux & de rous les citoyens affemblés, le serment qui suit : savoir, de la part des chefs, de refter fidèles à la nation, à la loi, au Roi & à la constitution acceptée par S. M.; de prêter la main-forte, requite par les corps adminisratus, par les officiers civils ou militaires; de n'employer jamais ceux qui sont sous leurs ordres comme

M. le Courieux a readu compte ensuite de l'étar de le contribation patriorique; & il a observé qu'au 24 de ce mois, elle montoit à 89 millious 900.000 livrés, fournis par 10.983 municipalités seulement, & que Monfeur, frere du Roi, a fair sa soumission de 500 mille livrev pour le quart de son revenu. M. la Rochesousule serpris son rapport sur la vente des biens nationaux, à la suite doquel étoient les articles saivans, qui ourété décrétés saus réclamation.

I. s Toures les personnes qui voudront acquerir des somaines nationaux, pourront s'adresser, soit au comits se de l'Assamblée nationale, chargé de leur alienation se seit à l'administration ou au directoire du département se soit même à l'administration ou au directoire du district se dans lesquels ces biens sont situes, l'Assemblée nationale se télessant au département toute surveillance & tours

n correspondance directe avec son comité ».

If " Les municipalités qui enverroient des soumissions " pour quelques objets déja demandés par des particuliers; " n'auront point droit à être préférées. Le comité enre-« " gistrerar toutes les demandes des manicipalités, sui» vant l'ordre de date, de leurs délibérations authentie
" ques, se celles des particuliers, suivant la date de leurs
" reception, se il en enverra des expéditions certifiées " par un de ses secrétaires, à l'administration ou au direc» toire du département dans lequel ces objets sont situés.

III. n Les administrations ou directoires de départes nomes formeront un état de tous les domaines nation naine, simés dans teur territoire, & procéderont inces-néamment à leur estimation, dans les formes prescrites nomes de articles y. 4, 7 & 8 du titre premier du décres non top mai ci-dessus mentionné, & elles commentrons nous surveiller ce travail les administrations ou direct notices de districts.

IV. » Elles commenceront ces estimations par les lieux » où sont stude les biens sur lesquels le compte leur aura prenvoyé des souvrissers, soit des municipalités, soit de particuliers, ou sur lesquels elles en autoient reçundires » particuliers, ou sur lesquels elles en autoient reçundires » particuliers, ou sur lesquels elles en autoient reçundires » particuliers, ou sur lesquels elles en autoient reçundires » particular se les estiments en la continueront ensur à faire estiment cens

Les leguerens feront lans paiemens aux ternes convenus, soit dans la caisse de l'extraordinaire. n'sois dans celle du diffirit, qui seront chargées d'en » compter au recevent de l'extraordinaire.

XII. » Les municipalités qui voudrôient acquerir quelpiques parties de domaines nationaux pouir des objets d'à-" » filité publique, seront tennes de se pourvoir dans les n formes preferites par le decret du 14 decembre 1789, m pour objetit l'autorifation indeallans, ot feront valuite » confiderées comme acquéreurs particuliers.

XIII. » Les articles ci annexés du décret du 14 mai & » de l'instruction du 31 du même moss sur la vence de n' 400 millionvide domaines nationaux, avec le changement! n des frules expressions nécessaires pour les adapter aux ab dispositions ci-dessus, sont centees taite partie du prén' sent décret ».

A la fuire de ce rapport oft venu celui-de Mt. Expilly 🦠 chi a propose les articles additionnels qui suvent, et qui

ont eté adoptés.

Art. I. n' Le truitement des vicaires actuels lera le or mome que celui fixé pair la décret gardial de l'organi-

n fation da deige.

"II. " Au moyen du traitement fixé par les précèdens n articles; tant en faveur des évêques que des curés & n vicaires, la suppression du casuel s'ensemble de la presn ration de toute espèce, aura lien à compter du pre-» mier janvier 1791. Néanmoins, jusqu'à cette époque, " ils continueront de les percevoir. Les droits attribués m'aux fabriques continueront d'être payes, même après » ladite époque, fuivant les tarifs & les réglemens.

'III. « Les traitemens qui viennent d'être détermines or pour les cures & pour les vicaires auront lieu à comb-

» ter du premier janvier 1791.

Nous renvoyons au prochain numéro les trois derniers articles.

A tement plus confiderable, n'auta lieu qu'en faveur des

» chanoines qui sont dans les ordres facres ».

Le dernier article n'a été rédigé que sauf rédaction.
Pendant la mê ne séance, M. d'Ambly a instruit l'Assemblée des tentatives que sont quelques particuliers du étipartement des Ardennes, pour priver les propriétaires de prés, du droit dont ils jouissent, de temps immémorial, d'y l'aisser croître une seconde herbe; et il propososit un décret particulier pour empêcher cette usurpation. M. Tronchet a sortement insisté sur cette proposition; et sur sa rédaction, le décret suivant a été prognancé.

L'Assemblée nationale, instruite que plusieurs pern sonnes, par une fausse interprétation de ses décrets. » prétendent que tous les prés indistinctement doivent n être soumis à la vaine pâture, immédiatement après "l'enlevement de la premiere herbe, déclare qu'elle n'a rien innové aux dispositions coutumieres, réglemens » & usages antérieurs relatits à la défente des prés; en o consequence, décrete que tous propriétaires de prés si clos, ou qui, saus être clos, étoient ci-devant possédés » à deux ou plusieurs herbes, continueront de jouir : 🔪 🛪 conformément aux loix , réglemens & usages observés n dans chaque lieu, du droit de couper & récolter ces-» seconde, troisième, quatrième herbes, ainsi qu'ils ont p fait par le passé affait désenses à toutes personnes de troubler lesdits propriétaires de prés dans leurs possession & o jouissance, le tout sans rien innover aux usages des pays où la vaine pâture n'a pas lieu.

n Décrete en outre que la lecture du présent décret

> sera faite aux prônes dans toutes les paroisses ».

Cette séance a été terminée par la lecture d'une lettre du maire de Schelestat, écrite à M. le président, dans laquelle il supplie la diete auguste de dispenser ses collegues, âgés & insirmes, de se rendre à la barre, en exécution du décret du 8 juin; & il ajoutoit qu'il étois seul en état de justifier la conduite de cette municipalité. M. Gouttes a observé à cette occasion que, si le maire de Schelestat paroît obéir, c'est qu'il n'a pu soulever les citoyens de cette ville, ni les habitans des campagnes voisines. L'Assemblée a en conséquence décrété que soné décret seroit exécuté.

La séance d'hier soir n'a été remarquable que par la

citoyens, que, sous prétente de rétablir que sofficiers qui eux mêmes ont quirté volontairément le réglément, M. Mirabeau vouloit bouleverser la ville de Pérpiguan; qu'il a provoqué les bas officiers, les soldats même, l'épée à la main, & qu'il s'est porté aux violènt ces les plus répréhensibles, lorsqu'il a vu que son régidement ne vouloit pas se prêter à les projets. Le discours du soldat étoit vis, pressant & pathérique; celui qui s'été pronoacé au nom des volontaires, respiroit la plus moble & la plus touchante éloquence; & le dernier, le pat l'officier municipal, présentoit une justification bien intéressante de la conduite du régiment de Larraine & de celui de Vermandois. L'Assemblée a ordonné que cet trois discours, & ceux des départemens de l'Yonne & de Seine & Oise, seroient imprimés.

M. Malouet, qui s'étoit présente à la tribune, pour parsentur l'adresse de ce dernier département, a institésur la parole que lui resusoit l'Assemblée. Dix sois, M. le prédident lui a adressé des représentions sur sa resistance; et dix sois M. Malouet s'est résusé à obéir Ensin, voyant que cette opiniatreté jetteroit toute l'Assemb. dans la plus sur sa tête, procédé qu'emploie le président du parlement d'Angleterre, lorsque le tumulte met sa chose publique en danger; et, après quelques minutes, M. Malouet a ensint

pris le parti d'obéir.

On a fair alors la lecture de quelques pieces arrivées de Nismes, dans lesquelles on rendoit compte des troubles arrivés dans cette malheureule ville. Il paroît quedes légionnaires à pouf rouge, tolérés encouragés peut-êrre par la municipalité, avoient concu l'infame projet d'emai pêcher les succès de l'assemblée électorale qui étois alors en activité. La plupart de ces scélérats ont été la victimé de leurs complots; & c'est au courage & au patriotisme du regiment de Guienne, & à l'empressement des gar-' des nationales du voilinage, à venir secourir cette ville, qu'elle doit la paix dont elle jouit actuellement. Ce qui prouve que les protestans n'étoient pour rien dans cette coupable insurrection, c'est que des certificats émanés de toutes les communantés & des curés de la ville atteffent! du'aucupe église n'a été ni violée ni pillée. L'Assemblée a venvoyé ces pieces aux comités réunis des rechétable des rapports

» du même mois, sera prorogé jusqu'à ce que par l'As» semblée nationa'e, il en ait été autrement ordonné,
» & sont cependant exceptés de la présente disposition
» les héritiers de MM. d'Assa & de Chambord, & le
» général Lucker.

III. n Les pensions de 600 liv. & au-dessus, sont excep-

» tées de cette suspension.

IV. "Sont pareillement exceptées les pensions affecntées aux ci-devant Jésuites, aux nouveaux converts se aux anciens commis, & ceux-ci, jusqu'à la concurrence de mille livres.

V. » Continueront aussi d'être acquittés les arrérages » des pensions assignées sur les économats, en faveur des

religieux dont les maisons ont été supprimées.

VI. » Les veuves & les enfans des matelots morts au service de l'Etat pendant l'année 1789, seront inscrits » sur le rôle de distribution de 120 mille livres, au lien , & place de ceux qui sont décèdes en 1789, au nombre , de 106 ,..

A la suite de ce décret, il en a été prononcé un autre,

sauf rédaction, & également sans réclamation.

"L'Affemblee nationale considérant que la franchise, accordée aux foires franches, est plutôt une faveur accordée aux foires franches, est plutôt une faveur particulier à une ville, a décrèté & dècrete qu'il ne sera rien innové, quant à présent, à ce qui concerne les foires franches, & que les anciennes ordonnances, ces, concernant le maintien du bon ordre & de la police, dans les soires, seroient observées suivant leur sorme & teneur, & particulièrement que le tribunal que la commune de Guibrai est dans l'usage d'établir pour juger en premiere instance, les contestations, continuera ses sonctions comme par le passé, en se conforquant au surplus aux décrets de l'Assemblée nationale.

Une lettre des officiers municipanx de Nilmes, lue ici, contient une apologie de leur conduite, à laquelle, on ne paroissoit gueres disposé de croire. Comme ces messieurs sont obligés d'avouer qu'ils ont perdu la confiance du peuple, ils prioient la diete auguste d'accepter leur démission. Cette lettre a été renvoyée au comité des sapports. On a ensuite agité la question de savoir comment on receysoit M. Mirabeau le jeune, qui deman-

selais su conside du parte federais; qu'à la somme de 5 s', ooo i., je se dois partaisser penser que dans un ment où cout commande l'économie, p'ale pur me devia det à proposer un projet qui autôn coute a militans : c'en pour rendre hommage à la vérité que j'al l'honneur de vous prier, Monsieur, de vouloir bien rétablis dans vous prier, Monsieur, de vouloir bien rétablis dans vous prier, Monsieur, de vouloir bien rétablis dans vous prier Monsieur, de vouloir bien rétablis dans l'opinion générate. Il est également bon à obseivéer au public, ains que je l'ai sit au comiré du parte fédératif, que l'aépense de mon projet auroir pu le réduite à deux centi pidquatre mille livres, en construisant l'amphithéme, pour l'affentisée nationale, supprimant cellui de l'éuz celuré, de cu laissant subsiter le sol du champ de Mars tel qu'il est.

J'ai, ôcc., Signé Poyer, architecte du Ror St ple la wille.

Le prix de l'Abonnement de ce journal, qui paroit tous les fours est de 3 liv. 10 fois par par mois : on en venit à 3 les la feuille pour ceuk que n'ont pas souscrie.